

LA VERITE

Revue théorique
du Parti communiste internationaliste
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)



- Chronique politique
- Quelques aspects de la situation internationale
- Déclin et crise du PCF
- La grève des mineurs britanniques ouvre une nouvelle période
- La « réforme économique » hongroise
- La « Vie de Karl Marx » de Franz Mehring
- Diderot, penseur militant
- La nouvelle mode du libéralisme
- Notes de lecture
- Documents
- Correspondance

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

Revue théorique
du Parti communiste internationaliste
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)

Numéro 596 - mai 1985

SOMMAIRE

- 3 — □ D. VIVIERS
Chronique politique :
« La France s'ennuie »
- 13 — □ Notes sur la situation
internationale
- 23 — □ C. SALLERS
Déclin et crise du PCF
- 43 — □ F. FORGUE
**La grève des mineurs ouvre
une nouvelle période**
- 61 — □ L. GAUTHIER
**La « réforme économique
en Hongrie »**
- 77 — □ Chroniques
P. RAPHAEL
**La biographie de Karl Marx
de Franz Mehring**

89 — P. FOUGEYROLLAS
Diderot, penseur militant

105 — M. DAUBERNY
Le libéralisme d'aujourd'hui

117 — Notes de lecture (*Darwin et les grandes énigmes de la vie* de S. Jay Gould, *Vietnam* de Stanley Karnow, *La secte* de Philippe Robrieux)

123 — Document
Extraits du rapport préparatoire à la conférence latino-américaine de IV^e Internationale-CIR

133 — Les archives de notre mouvement
Indépendance et unité de classe

141 — Correspondance

« La France s'ennuie » ?

par D. Viviers

LES despotes confrontés à l'exaspération populaire exigeaient volontiers qu'on leur « change le peuple ». Avec l'apparition des « médias », le procédé s'est sophistiqué. Plus besoin de « changer le peuple » : il suffit, sur les ondes, à l'écran et dans les colonnes des quotidiens, de lui attribuer l'état d'esprit que l'on juge nécessaire, même s'il se situe à cent coudées de son état d'esprit réel. Le tour est joué. Cela s'appelle, paraît-il, « faire l'opinion ».

Dans le climat de fin de régime qui agite la France, le journal *Le Monde* ne ménage aucun effort pour tenter de « faire » ainsi une opinion favorable à la préservation de la V^e République, dont il est une vénérable, bien qu'officiuse, institution.

Sous la plume de son directeur, on pouvait lire récemment : « La vraie chance de la France, à l'heure actuelle, on le sent dans tous les sondages, dans toutes les conversations, c'est que l'aspiration au consensus l'emporte de plus en plus sur le discours partisan. » (1)

Il est vrai qu'au printemps de 1968, un éditorialiste du même quotidien affirmait avec autant de conviction « *La France s'ennuie...* »

« Consensus, recentrage, fin des extrêmes, etc. » La partition est jouée sur

des registres variés, par toute la rédaction du *Monde*. Et dans les colonnes de *Libération*, Serge July et ses amis prêchent en écho la concorde nationale.

(1) *Le Monde* du 5 avril 1985

Il en faut, du nez, pour « sentir » pareille aspiration au consensus ! Mais un appendice nasal saurait-il remplacer des yeux pour voir, des oreilles pour entendre et... un cerveau pour comprendre ?

Si les mots ont un sens, l'aspiration au consensus, c'est l'apaisement de la lutte des classes. Les antagonismes de classe seraient donc en train de s'éteindre, au profit d'une convergence de tous dans « l'intérêt national » ?

Pour répondre à cette question, il n'est pas inutile de revenir sur la leçon des élections cantonales.

La défaite du PS et du PCF est le produit de l'abstention massive de l'électorat ouvrier ; or, que signifie cette abstention : l'aspiration au consensus avec la politique capitaliste du gouvernement, ou l'aspiration au combat de classe pour y mettre un terme ?

Sous la forme proportionnelle...

Poser la question, c'est y répondre. La crise politique et institutionnelle a connu une nouvelle aggravation au lendemain des cantonales précisément parce que celles-ci manifestaient l'impuissance du jeu institutionnel à contenir un affrontement de classe qui s'aiguise.

Plumitifs de tous bords peuvent unir leurs voix dans le chœur sacré du consensus et de l'union nationale... c'est tout de même la lutte de classe qui mène la danse.

Et ce spectre affole le comportement de tous les acteurs du jeu politique. La réforme du mode de scrutin législatif l'illustre parfaitement. De « proportionnel », le nouveau système ne fait qu'usurper le terme, organisant l'exclusion de toute représentation de courants politiques recueillant des centaines de milliers de suffrages. Quel en est l'objectif réel ?

« C'est le système électoral qui, en diminuant l'influence des partis, en retirant des chances de succès à l'opposition peut lui (le Président de la République - NDRL) donner le maximum d'importance et de pouvoir. »

Il n'y a rien de surprenant dans cette évolution des institutions de la V^e République ; ce n'est en fait que l'aboutissement tardif de la réforme qui a voulu que l'élection du Président de la République se fasse au suffrage universel. Depuis ce changement, le chef de l'Etat tient sa légitimité directement du pays ; il est la clé de voûte des institutions (...)

En réalité, si le scrutin à la proportionnelle a de fâcheuses conséquences sur une éventuelle majorité parlementaire, il donne un surcroît de pouvoir au Président de la République : celui-ci n'a plus à choisir obligatoirement son Premier ministre — comme le veut l'esprit si ce n'est la lettre de la Constitution — dans le groupe le plus important de l'Assemblée nationale, dès l'instant où aucun groupe ne devrait être majoritaire à lui seul. Il choisit son Premier ministre en fonction de la politique que l'Elysée entend suivre ; un Premier ministre qui sera toujours à la merci d'une motion de censure et que le Président de la République remplacera aussitôt par un autre homme de son choix, de son seul choix... avec une arme redoutable en main qui est la menace de dissolution.»

C'est avec lucidité que *Le Figaro* (2) établit ici la filiation de la réforme mitterrandiste avec la modification apportée par de Gaulle à la Constitution en 1962.

Une réforme destinée à prévenir l'effondrement de l'édifice institutionnel, et qui pourtant en précipite la destablilisation. Là est tout le problème...

...Une vraie crise de régime

En 1985 comme en 1962, il s'agit de sauver un régime menacé — hier par la

(2) Le 26 mars 1985

crise profonde de la bourgeoisie et de l'armée sur l'affaire algérienne, aujourd'hui par la persistance des travailleurs à vouloir réaliser leurs aspirations de mai et juin 1981 — en concentrant tout sur un seul homme : le chef de l'Etat. « *Je suis là comme un point central qui cherche à régler dans le sens de l'apaisement des tempêtes contradictoires* », avait déjà annoncé le chef de l'Etat au début de l'année, au cours de son voyage en Picardie.

Mais 1985 n'est pas 1962. Fort de l'appui de fait des directions des partis ouvriers et de la défaite sans combat infligée quatre ans auparavant à la classe ouvrière, de Gaulle pouvait lancer : « *Moi ou le chaos* ». Mitterrand ne dit rien d'autre aujourd'hui. Mais qui l'entendra ? Depuis qu'il est au pouvoir, Mitterrand (et le gouvernement) fait tout pour se couper, dans tous les domaines, de sa base sociale. Là est l'origine du chaos.

Alors qui l'entendra ? La bourgeoisie ? Certes, elle n'a plus guère de raisons de soutenir Mitterrand dès lors qu'il n'est plus à même de servir de rempart face à la classe ouvrière ; d'un autre côté, n'y aurait-il pas grand danger pour le régime à précipiter la chute du président ? « *Avec lui le chaos, après lui aussi* » : tel est le dilemme où se nourrissent les déchirements présents au sein de la bourgeoisie, entre les partisans de la cohabitation au nom de la sauvegarde des institutions, et ceux qui pour sauver les institutions, en appellent à la démission de Mitterrand. Sans que l'une ou l'autre de ces « solutions » n'ait la moindre chance d'éviter une crise ouverte.

Qui soutiendra Mitterrand ? Les dirigeants du PCF se démènent comme de beaux diables au poste de combat qui est le leur : grèves tournantes, journées d'action, saucissonnage des luttes.

A Renault, ils sont parvenus à étaler sur 15 jours les débrayages usine par usine, alors que c'est un seul et même plan de liquidation de 15 000 à 20 000

emplois qui est en jeu. Puis, lorsque cela ne suffit plus à contenir le mouvement qui se cherche à Renault, ils décidèrent d'en appeler à une « *journée nationale d'action* » le 10 mai, avec des arrêts de travail pouvant aller jusqu'à 24 heures », évitant soigneusement tout mot d'ordre de rejet du plan de licenciements, au profit d'une critique... de la stratégie industrielle et commerciale de la direction.

A Ducellier, après avoir saisi les licenciements comme un instrument de dénonciation du gouvernement, du PS, et des autres syndicats, les dirigeants du PCF, contraints à l'unité de tous contre la fermeture de l'usine... redoublent de division pour briser le front unique... et permettre aux licenciements de s'appliquer.

Jusqu'à quand tiendront-ils ? Leur fébrilité même à accélérer le rythme des actions bidons suffit à mesurer combien la pression s'accumule, qu'il ne sera plus longtemps encore possible de contenir.

Un dialogue étonnant

Quant au Parti socialiste, la réforme gouvernementale le conduit au bord de la dislocation dans la plus grande confusion.

Les termes mêmes de la polémique Rocard/Jospin sont suffisamment étonnants pour qu'on s'y arrête.

Michel Rocard : « *Et le chef de l'Etat dans tout cela ? Il a pour lui l'arme absolue, celle qui, par son utilisation ou plus souvent par sa simple menace, contraint les majorités à demeurer soudées, disciplinées et stables : le pouvoir de dissolution. Seulement voilà justement où le bât blesse, comme l'exemple italien le prouve.*

Dans un système proportionnel, la dissolution ne fait plus peur qu'aux candidats en fin de liste, ceux qui pèsent le moins. Aux autres, les plus nombreux, elle coûte les frais d'une campagne mais en aucun cas leur siège qu'ils savent devoir retrouver puisqu'à peu

près les mêmes reviennent. Pourquoi s'effraieraient-ils alors ? Supprimez cette épée et Damoclès pourra fauter, l'Assemblée donner le rythme et les ministres valser.» (Le Monde du 6 avril 1985).

A quoi Jospin répond :

« Les socialistes doivent-ils défendre les institutions de la V^e République ? Les respecter, oui, les défendre non, les changer, si possible. Quelle que soit la part prise à leur naissance par certains dirigeants de la SFIO, les socialistes n'ont pas à se faire les défenseurs des institutions de 1958. Ils n'oublient pas qu'elles sont nées d'un « quasi-coup d'Etat » légalisé, en tout cas d'une extrême pression exercée sur le pouvoir légitime pour qu'il cède la place. Taillées par un homme, le général de Gaulle, favorisant à l'excès le pouvoir exécutif, ces institutions sont moins démocratiques que celles qui existent dans les autres pays occidentaux. En outre, le système a vieilli sans garantir au pouvoir central l'efficacité qui était, paraît-il, sa vertu initiale.

Tout le monde admet qu'un élément décisif ne sera pas remis en cause : l'élection du Président de la République au suffrage universel. Le reste, existence d'un Premier ministre, durée du mandat du président, droit de dissolution, rôle du Conseil constitutionnel, équilibre entre exécutif et législatif — pourrait très bien évoluer.» (Le Monde, 10 avril 1985)

Si l'on s'en tient au texte de la réforme présidentielle, Rocard n'est pas plus fondé à craindre un affaiblissement de la fonction présidentielle que Jospin habilité à spéculer sur d'hypothétiques « évolutions »... l'un comme l'autre semblent ne pas savoir où aller.

D'accord pour sauver l'essence réactionnaire des institutions, ils se déchirent à belles dents. Pourquoi ? Parce qu'il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir. Comme le note avec justesse la « Tribune de l'Economie », du 5 avril, « Aucune technique électorale ne peut

régler par elle-même les problèmes politiques. Et vouloir ouvrir, avec un nouveau mode de scrutin, un espace à une éventuelle force de centre gauche ne signifie pas pour autant que cette force est créée.» Produit de la victoire de la classe ouvrière en 1981 qui a modifié les relations entre les classes et du fait que cette modification subsiste, on assiste aujourd'hui à une véritable implosion du régime. Les mécanismes internes se détraquent. Les ressorts se distendent. Le tout dans une ambiance d'attente avant l'orage, que chacun sait inévitable.

A propos de libéralisme...

Aspiration au consensus, avez-vous dit ? Il en faut plus pour décourager ceux qui, ayant mis leur nez à la place du cerveau, font profession de « sentir » dans l'opinion.

J.M. Colombani, par exemple, le bras droit du directeur du Monde, a senti que « les tendances dominantes de l'opinion privilégient la critique des idéologies, le libéralisme économique, la flexibilité sociale » (3). Pas mal, non ?

Au nom du libéralisme économique — c'est-à-dire la liberté d'exploiter et de licencier — 20 000 emplois sont appelés à être supprimés dans la sidérurgie lorraine dans les prochains mois, les chantiers navals sont menacés de liquidation, 20 000 emplois sont promis à disparaître à Renault, des régions entières crèvent à petit feu... où M. Colombani devrait faire un petit tour, histoire de vérifier la manière dont « l'opinion » populaire « privilégie » avec enthousiasme le « libéralisme économique et la flexibilité sociale » — autrement dit sa propre agonie !!!

On connaît l'« argument » : c'est la crise, il faut se serrer la ceinture, pour faire face à la concurrence internatio-

(3) Le Monde, 6 avril 1985

nale, à la situation du marché, patrons et ouvriers sont dans la même galère, etc., etc.

Bref, que chacun fasse un petit effort, et, dans le consensus général, la solidarité... Crûment, le ministre P. Bérégovoy explique : « *Il faut laisser le marché jouer pleinement son rôle. Le marché n'est ni de droite, ni de gauche. Il a une fonction d'échange à restaurer.* » (4)

Au nom de quoi on engage une offensive sans précédent de remise en cause de tous les acquis arrachés par la classe ouvrière depuis un siècle et demi. (Ainsi, pour la première fois depuis 1958, le taux de salaire horaire des ouvriers en 1984 aura très officiellement progressé moins vite que l'inflation. Chiffres officiels : 6,2 % et 6,7 %. Quand au pouvoir d'achat moyen des français, il a, selon les statistiques officielles, baissé de 1,4 % en 1983-84. « *Jamais un mouvement de cette ampleur ne s'était produit depuis 35 ans...* » lit-on dans la presse.

Informations ouvrières est récemment revenu sur cette question, rappelant en particulier que le chômage, loin de constituer une fatalité, est une arme entre les mains des patrons contre la classe ouvrière (5). La crise du système capitaliste est bien réelle, et conforte les marxistes dans la conviction que la civilisation humaine ne saurait connaître une nouvelle période d'essor sans qu'un terme soit mis à l'anarchie capitaliste.

On observera toutefois que patrons, gouvernement, dirigeants officiels du mouvement ouvrier... et porte-plumes de l'union nationale, sont d'autant plus diserts sur la « crise » qu'ils sont discrets sur... les profits.

« Tout va mal », « chacun doit savoir remettre en cause une part de ses privilèges », etc. !

« Tant qu'il y aura des bénéfiques... »

Ouvrons la page boursière du *Figaro*, un jour comme les autres en cette période de crise. Titre sur toute la page : « *Tant qu'il y aura des bénéfiques...* » Une page édifiante, pour qui prend la peine d'en déchiffrer les petits caractères...

- « *Les banques ont été bien disposées* ». Ouf : des « *cours records* » pour la Compagnie bancaire et le Cetelem, un bénéfice en augmentation de plus de 10 % pour Prétabail, Locafindus, Locaexpansion, Locafinancière, etc. Certes... « *Tant qu'il y aura des bénéfiques...* »

- On licencie par milliers les ouvriers du bâtiment. Mais le « *Groupement pour le financement de la construction* » fera cette année un bénéfice net de 7,5 milliards de centimes, en augmentation sur l'année précédente.

- On licencie à Peugeot et à Michelin : grâce à quoi les actions de ces deux entreprises sont en hausse. Même chose à Fives-Lille, qui voit ses bénéfices augmenter de 50 % en un an.

- Tout va mal, mais les actions de Marcel Dassault sont passées de 400 F à près de 1 400 F en dix mois. A ce compte-là, Dassault peut bien publier ses pages « *Au café du commerce* » en faveur de l'union nationale dans tous les grands journaux. !

- C'est la crise... mais le bénéfice net de « *Gel 2000* » progresse de 31 % en un an, celui de l'entreprise Jean Lefebvre de 50 %, celui de Perrier de 11 %. C'est la crise, mais Arjomari Prioux « *ne décroche pas de ses niveaux les meilleurs* » et « *les Papeteries de Gascogne ne s'en éloignent guère non plus* ».

- On licencie dans la chimie, mais le groupe Carbonne-Lorraine vient « *d'annoncer un bénéfice net consolidé pratiquement doublé* ». Etc., etc.

Toutes ces informations et bien

(4) *Le Nouvel Observateur*, 5 avril 1985

(5) *Informations ouvrières* 1205 et 1206

d'autres aussi encourageantes, dans une seule page du *Figaro*, en avril 1985 (6) alors que le nombre de chômeurs avance résolument vers les trois millions, que de toute part gouvernement et patrons entreprennent de « déréglementer » les conquêtes de la classe ouvrière...

« Tant qu'il y aura des bénéfiques », certes...

Il ne s'agit là que d'un exemple, nullement limitatif, dans le temps et dans l'espace. En RFA « Deutsche Bank AG », la première banque commerciale du pays, annonce pour 1984 3,7 milliards de Deutsch-Marks de profits, en augmentation sur le chiffre record de 1983 ; de son côté, le trust chimique Bayer AG a réalisé un profit de 2,9 milliards de Deutsch-Marks, en progrès de 34,3 % sur 1983 ; quant à Volkswagen, elle réalise à nouveau des profits en 1984, après deux années de pertes. Et il y a en RFA près de 3 millions de chômeurs... Aux USA, les profits nets réalisés par l'ensemble des entreprises du pays s'élèvent en 1984 à 145,8 milliards de dollars, en augmentation de 14 % sur 1983. etc. Et huit jours après, le *Figaro* récidive : « *La liste des records s'allonge* », titre sa page bancaire du 13 et 14 avril 1985. Quelle que soit l'ampleur de la propagande en sa faveur, la formidable campagne déployée en faveur du « consensus » est appelée à se briser sur le roc de la division de la société en classes et de la lutte des classes.

Certes, le « consensus » existe en somme, pour « le libéralisme économique » et la « flexibilité sociale », c'est-à-dire pour la poursuite et l'aggravation par les gouvernements Mitterrand Mauroy-Fiterman et Mitterrand-Fabius de la politique des gouvernements précédents (« *Mon choix de société, c'est l'emploi* », avait annoncé Mitterrand le 28 avril 1981 à quelques jours de son élection. Le 5 mai, il précisait en direc-

tion de Giscard : « *L'axe principal d'une politique doit tourner autour des solutions à apporter au chômage. (Si la politique de Giscard) continue, nous aurons au moins deux millions cinq cent mille chômeurs* ». C'est la politique de Giscard sans Giscard qui est poursuivie ! Les 2,5 millions de chômeurs ont été atteints ! Et la classe ouvrière qui a rejeté Giscard et sa politique capitaliste rejette aujourd'hui la politique capitaliste/giscardienne de Mitterrand.

Consensus ou lutte de classes...

Les dirigeants du PCF eux-mêmes ne se privent nullement d'inscrire leur activité dans le cadre de la rentabilité capitaliste et des « solutions anti-crise ». Au nom de quoi ils ont voté les lois Auroux — brèche par laquelle s'engouffre l'offensive de déréglementation-« flexibilité » — et tentent de faire barrage par tous les moyens au surgissement de la lutte de classe (7).

La position des marxistes est connue : « *Aux capitalistes, surtout de petite et moyenne taille, qui proposent parfois eux-mêmes d'ouvrir leurs livres de comptes devant les ouvriers — surtout pour leur démontrer la nécessité de diminuer les salaires — les ouvriers répondent que ce qui les intéresse, ce n'est pas la comptabilité des banqueroutiers et de semi-banqueroutiers isolés, mais la comptabilité de tous les exploiters. Les ouvriers ne peuvent ni ne veulent adapter leur niveau de vie aux intérêts des capitalistes isolés devenus victimes de leur propre régime. La tâche consiste à reconstruire tout le système de production et de répartition sur des principes plus rationnels et plus dignes.* » (8).

(7) On rappellera pour mémoire le dernier acte de l'affaire Manufrance, dont la SCOPD-CGT a été liquidée ces jours-ci.

(8) *Programme de Transition*, programme de fondation de la IV^e Internationale. En vente à la librairie de la SELIO - 5 F.

(6) *Le Figaro*, 6 et 7 avril 1985

C'est là tout le sens de la manifestation organisée le 11 mai par les délégués des groupes d'ouvriers constitués dans plusieurs dizaines d'usines de la métallurgie et de la sidérurgie à l'initiative des militants du PCI et des sections pour un parti des travailleurs. S'organiser pour surmonter le morcellement organisé par les dirigeants, s'ouvrir la voie du combat uni qu'impose la situation faite à la classe ouvrière, la voie de la grève générale qui sourd dans ce pays : pour les aider à réaliser ces objectifs, les ouvriers conscients doivent pouvoir disposer de leur propre parti.

C'est le sens du combat organisé des militants ouvriers de toutes tendances — parmi lesquels les militants du PCI, fidèles en cela au programme, aux méthodes et aux acquis de la IV^e Internationale — pour édifier une représentation politique authentique pour la classe ouvrière.

« Peut-on déclencher, sur ordre, un mouvement ouvrier ? Non, car il résulte de mille actes distincts, engendrés par le bouleversement des rapports sociaux. Peut-on déclencher sur ordre une grève ? Oui, bien que toute grève soit le résultat d'un bouleversement des rapports sociaux. »

Quand peut-on déclencher une grève ? Quand l'organisation ou le groupe qui la déclenche a de l'influence sur la masse des ouvriers intéressés, et sait mesurer avec justesse l'irritation et le mécontentement grandissant de cette masse » écrivait Lénine (9).

Rien de fortuit, à cet égard, à ce que le même mois de mai 1985 soit marqué, chacune sur le plan qui lui est propre par la II^e Convention nationale pour un parti des travailleurs et la manifestation des groupes d'ouvriers de la métallurgie. Le mouvement qui se cherche dans la classe ouvrière vers la réalisation de sa propre lutte de classe appelle de nouveaux progrès dans la constitution d'une authentique représentation politique pour la classe

ouvrière. Des résultats obtenus par les candidats des sections pour un parti des travailleurs aux élections cantonales, il convient de retenir ceci : là où les sections sont allées au contact étroit de la population laborieuse, là où un « quadrillage » serré des cités et quartiers s'est opéré, les résultats sont qualitativement supérieurs au reste. C'est-à-dire que dans ces cas-là, une fraction non négligeable des abstentionnistes ouvriers est passée d'une position de rejet de la trahison des aspirations de 1981 — l'abstention — à la formulation positive de ses exigences : le vote pour les candidats PT.

Un véritable mouvement pour un parti des travailleurs

A 11 mois des échéances majeures de 1986 — car il y aura de toute manière élections même si, bien sûr, leur contenu sera largement déterminé par les développements de la lutte de classe d'ici là — est-il possible de se fixer une autre perspective que de généraliser cette expérience, dans tout le pays, dès à présent ?

C'est la raison pour laquelle la 2^e Convention a été invitée jeter les bases d'un véritable Mouvement pour un parti des travailleurs, mouvement national, disposant de comités et de listes de candidats dans chaque département. Mouvement construit autour et à partir de l'utilisation d'*Informations ouvrières* comme une véritable tribune libre de la lutte des classes. Mouvement délibérément non cristallisé en parti parce qu'ouvert à tous les courants et militants qui ont commencé de se dégager de la tutelle des vieilles directions et ne manqueront pas de le faire, à une échelle plus large, dans la toute prochaine période. Mouvement bâti sur les principes de la démocratie ouvrière, combattant pour l'unité et la démocratie, dont les relations avec le PCI sont parfaitement illustrées par la décision de faire gérer *Informations ouvrières* — qui assure la fonction double

(9) « Deux tactiques », *Oeuvres complètes*, tome 8

d'organe du PCI et de tribune libre de la lutte de classe, tribune libre pour un parti des travailleurs — par une coopérative d'administration associant militants du PCI et militants ouvriers non membres du PCI.

Mouvement, bien sûr, bâti sur les principes et les méthodes de la lutte de classe, rejetant toutes les formes de consensus et d'union nationale.

« Pour le PCI, il ne s'agit là nullement d'une position de circonstance, mais tout au contraire d'une orientation discutée et mise en œuvre depuis près de quarante ans, sous des formes et dans des relations politiques qui ont varié, naturellement, au gré des situations. (10).

Une résolution du X^e Congrès du PCI (avril 1957)

Les exemples en abondent. N'en citons qu'un. Le X^e Congrès du PCI, réuni les 20, 21 et 22 avril 1957, discute longuement du Comité de liaison pour l'action et la démocratie ouvrière (CLADO) qui réunissait alors des militants trotskystes, des anarcho-syndicalistes d'origine réformiste. Dans la résolution adoptée à l'unanimité par le congrès du PCI de 1957, on peut lire :

« *Le CLADO doit devenir un rassemblement à caractère ouvrier, qui doit assurer, dans l'expression la plus complète de la démocratie ouvrière, la plus large discussion entre courants et militants en rupture avec les appareils traditionnels de toutes origines, sur les problèmes posés à la classe ouvrière.*

Dans ce cadre, et sur un rythme correspondant au développement naturel des questions entre les divers éléments composant le CLADO, nous tentons de poser le problème de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire sur une base infiniment plus large que celle existant actuellement.

(10) Cf. la brochure *Quelques enseignements de notre histoire* en vente à la SELIO au prix de 20 F

Avec les données d'aujourd'hui, il est bien évidemment impossible de discuter de la forme, de la place et de la structure d'un tel parti. Il nous faut laisser ouvertes toutes les éventualités. Mais ce sur quoi nous insistons particulièrement, c'est sur l'impérieuse nécessité d'assurer la démocratie, où chaque courant de la pensée ouvrière a un droit égal à l'expression. »

Vingt-huit ans après l'adoption de cette résolution, il n'y a rien à y retrancher.

Il n'est pas sans intérêt de relever que la question du « consensus » ou de la lutte de classes ne s'arrête guère aux frontières nationales. Dans un article consacré au 4^e anniversaire des accords de Yalta, le même André Fontaine, directeur du *Monde*, s'attache à dénoncer ce qu'il appelle « *le mythe de Yalta — partage du monde. (...) La légende du partage délibéré, le comble de l'absurde et de la contre-vérité ayant été atteint lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, complaisamment expliqué par Yalta, alors qu'il n'y avait été à aucun moment question de ce pays* » (11). Et de préciser : « *Ce qui a partagé l'Allemagne, l'Europe et le monde, ce n'est donc pas la volonté de trois hommes, c'est l'épée de Damoclès du feu nucléaire.* »

Explication aussi commode qu'hypocrite. Oui, l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie était inscrite dans le partage des tâches de préservation de l'« ordre » mondial contre les droits des peuples qu'ont mis au point, voilà 40 ans, l'impérialisme US et la bureaucratie du Kremlin. Et c'est pourquoi les dirigeants du Kremlin savaient pouvoir compter par avance sur la compréhension occidentale. Au même titre que les dirigeants US dans le coup d'Etat au Chili ou dans leur intervention à Grenade. Ce n'est pas par hasard si le porte-parole du ministre soviétique des Affaires étrangères enfourche les mêmes chevaux que

(11) *Le Monde*, 5 février 1985

M. Fontaine, dénonçant : « *On attribue à Yalta la division de l'Europe, alors que celle-ci n'est pas due à ces accords eux-mêmes* »... « *mais à leur violation par les puissances occidentales* ». (12).

Au-delà des tentatives de camoufler la réalité de l'alliance contre-révolutionnaire nouée entre le Kremlin et Washington, il y a l'inquiétude commune provoquée par un mouvement qui s'accélère : celui de la mobilisation des masses exploitées et opprimées aux quatre coins du monde, soulevant la chappe de plomb des régimes qui les accablent.

Incontestablement, le rythme s'accélère. Des manifestations de masse chaque jour plus puissantes (malgré les fusillades) des noirs d'Afrique du Sud, à la grève générale des travailleurs danois, en passant par le renversement révolutionnaire de la dictature proyankee du Soudan, la grève des 300 000 métallurgistes de Sao-Paulo, la grève générale en Bolivie, ou l'appel de Solidarité à manifester le 1^{er} mai en Pologne...

C'est dans le contexte de cette situation qu'en étroite relation avec son intervention dans la lutte des classes, le PCI apporte son appui à la préparation et à la réalisation d'une conférence ouvrière européenne qui se tiendra à Bruxelles le 16 juin. Conférence dont l'initiative a été prise par une réunion de délégués des chantiers navals de St Nazaire, de la Seyne et à laquelle ont participé des représentants des mineurs

d'Angleterre, des métallurgistes d'Allemagne et d'Espagne.

« *...pour des militants ouvriers, quelle que soit l'organisation politique ou syndicale à laquelle ils appartiennent, quelles que soient leurs positions particulières sur différents problèmes, s'ils partent de la volonté commune de préserver leurs organisations comme organisations de la classe ouvrière, de défense des travailleurs, ne peut-il y avoir qu'une conclusion : dégager l'action unie des travailleurs et de leurs organisations contre les plans anti-ouvriers dans chaque pays et à l'échelle européenne* » dit l'appel à cette conférence.

Sans doute se trouvera-t-il quelque observateur au long nez pour « sentir » dans ces processus... une aspiration grandissante à un consensus mondial. Nous y voyons au contraire la marque d'un mouvement qui tend à converger, d'un essor considérable des combats de classe, au sein desquels le prolétariat français, dans la toute prochaine période, saura tenir sa place.

L'histoire, comme toujours, tranchera. A qui s'impatienterait d'en connaître le verdict, on rappellera le précédent qui a donné son titre à cette chronique. Ce jour de printemps, voilà 17 ans, où le journal *Le Monde*, par la plume de son directeur d'alors, écrivait : « *La France s'ennuie* »... A la veille de mai 1968. On connaît la suite...

16 avril 1985
Daniel VIVIERS

(12) Vladimir Lomciko, dans une conférence de presse tenue à Moscou le 4 février 1985

Notes sur quelques aspects de la situation internationale

CES notes sur quelques aspects de la situation internationale ne visent pas à reprendre l'analyse d'ensemble de cette situation et elles se situent dans le cadre des documents élaborés ces dernières années. Mais l'accumulation et la combinaison d'événements importants dans le développement de la lutte des classes internationale appellent des prolongements de cette analyse. Il ne s'agit ici, en relevant certains des développements récents, que d'indiquer certains des problèmes qui se posent.

« UN MONDE HORS DE CONTROLE »

« *Un monde hors de contrôle* ». C'est ainsi que l'hebdomadaire américain *Times* définissait la situation au Moyen-Orient et plus particulièrement au Liban, dans son numéro du 25 mars. Il commentait « nombreux sont ceux qui en Israël pensent que l'aventure libanaise est une erreur coûteuse et désastreuse et le gouvernement d'unité nationale de Shimon Peres est décidé à terminer l'évacuation des forces israéliennes d'ici l'été. »

Ces lignes sont écrites après que le mouvement de retrait des forces israéliennes, loin de stabiliser même temporairement la situation, a conduit à un effondrement de ce qui restait de « l'état libanais » mis en place par Amin Gemayel après l'invasion israélienne, avec la caution des « grandes puissances » et l'appui syrien et israélien.

« Erreur coûteuse et désastreuse », voilà qui est aisé à écrire aujourd'hui de la grande opération commencée en 1982 et qui a atteint son apogée avec les massacres de Sabra et Chatila. Il convient pourtant de souligner que l'invasion du Liban n'était pas une aventure aberrante mais répondait à la nécessité d'écraser, de détruire le peuple palestinien. C'est un objectif qui

obtient le soutien ouvert ou l'acceptation compréhensive de tous les gouvernements. S'il est un fil conducteur des sanglants épisodes de cette guerre sans conclusion, c'est bien la volonté de physiquement anéantir toute résistance organisée du peuple palestinien et de lui dénier toute identité, toute représentation propre. La politique de l'impérialisme américain vise à rétablir un équilibre dans la région, en s'appuyant non seulement sur l'Etat d'Israël, mais sur les états bourgeois arabes. La Syrie, dont les gouvernants ont d'étroites relations avec la bureaucratie du Kremlin tout en restant liés avec l'impérialisme, est l'instrument privilégié de cette politique. Contre le peuple palestinien elle rétablit l'ordre dans sa « zone », tout en appuyant le régime de Gemayel symétriquement étayé par l'Etat d'Israël.

A la « dissidence » pro-syrienne de l'OLP, c'est-à-dire à la volonté d'Assad de transformer les organisations palestiniennes en appendice de la diplomatie syrienne répond la politique d'Arafat qui accepte que ce soit Hussein, autre boucher du peuple palestinien, qui en soit en fait le représentant.

Et aujourd'hui, alors que sur les pas de

l'armée israélienne en retraite explose une situation d'insurrection généralisée, c'est à nouveau, comme contre-feu, le recours à des affrontements fratricides et soigneusement manipulés entre différentes milices musulmanes dont la ligne directrice reste la nécessité de porter des nouveaux coups au peuple palestinien.

« *A Beyrouth hier, il est apparu que les sanglants combats de rue qui ont coûté 33 vies avaient été principalement destinés à empêcher toute renaissance du mouvement des guerilleros du Fatah de Yasser Arafat dans la capitale libanaise* » note le *Times* du 19 avril qui cite un journal syrien, *Al Shark* pour qui il s'agit d'une victoire sur le complot d'Arafat « *dirigé contre le rôle de la Syrie au Liban* ». La question ici n'est pas que les combattants palestiniens du Liban appuient ou non Arafat (de nombreuses informations font état de désaccords de ces militants avec l'orientation suivie par ce dernier), ce dont il s'agit, c'est d'interdire toute organisation propre du peuple palestinien sur le territoire du Liban.

Il y a eu l'invasion du Liban par l'armée israélienne en 1982, l'occupation de Beyrouth, la présence des forces impérialistes (américaines, française, britanniques et italiennes), les coups portés au peuple palestinien par les forces syriennes et aujourd'hui rien n'est réglé...

Pourtant, s'il est un cas qui illustre la nature des relations politiques entre les représentants de l'impérialisme américain et ceux de la bureaucratie du Kremlin, c'est bien le Moyen-Orient. En janvier 1985, Moscou annonçait la prochaine reprise des consultations américano-soviétiques sur le Proche-Orient. C'était la réponse à une proposition de Reagan, faite en septembre 1984 (« *nous sommes prêts, si les soviétiques sont d'accord, à désigner de hauts fonctionnaires pour des rencontres à intervalles réguliers* ». Et le 19 février 1985, deux représentants au

« plus haut niveau » des gouvernements américain et russe se sont rencontrés à Vienne pour discuter du Moyen-Orient. Le 28 janvier, Shimon Peres, le premier ministre du gouvernement « d'union nationale » israélien révélait que l'URSS avait « *fait savoir à l'Etat d'Israël que la question de ses relations avec lui est liée aux rapports entre le gouvernement soviétique et celui des Etats-Unis* ».

Les plans se sont succédés, de ce qu'on a appelé le « plan Reagan » au Plan de Fès, adopté par le sommet des états arabes, aux récents accords « jordano-palestiniens », sur la même ligne, nier les droits nationaux du peuple palestinien et aboutir à associer la direction de l'OLP à la mise en place d'un « état-croupion » qui perpétue l'existence de l'Etat d'Israël. Solution qui soit en même temps acceptable par les états arabes et qui leur permette de contribuer à garantir « l'ordre » dans la région. Par le fer et le feu, des coups terribles ont été portés aux bastions de la résistance palestinienne et au peuple palestinien. Mais l'impérialisme a été incapable d'aller jusqu'au bout et par là même le règlement des contradictions entre les différentes forces en présence lui échappe. L'existence du peuple palestinien ne peut être effacée et il a nourri de nouveaux bouleversements dont le chaos qui engloutit aujourd'hui le Liban, est une expression.

L'invasion israélienne a eu également une conséquence profonde et dont les effets n'ont pas fini de se faire ressentir : pour la première fois à cette échelle, se réclamant des traditions démocratiques du peuple juif, les masses juives d'Israël se sont dressées contre la guerre de « leur » état. Et même si ceux qui se sont rassemblés contre cette guerre, alors qu'elle apparaissait victorieuse, qui ont dénoncé les massacres de Sabra et de Chatila, n'avaient par conscience qu'ils mettaient en cause les fondements de l'état sioniste, organiquement basé sur l'oppression du peuple palestinien, c'est pourtant la

seule voie démocratique qu'indiquait leur mouvement, aboutir à la constitution de la nation palestinienne par le

moyen d'une Constituante palestinienne...

DE L'AFRIQUE DU SUD AU SOUDAN...

S'il est un continent qui illustre la manière dont notre planète, encore dominée par l'impérialisme, est « organisée », c'est bien l'Afrique, sauvagement pillée par les puissances coloniales et aujourd'hui encore soumise au joug de l'exploitation et de l'oppression impérialistes et de ses agents. Les indécents appels à la « charité » ne peuvent masquer ce que tout le monde sait : alors que l'ensemble du continent africain est voué à la misère, que la famine s'abat sur des zones entières, décimant les populations, il n'est question aux Etats-Unis comme en Europe que de réduire la production agricole car elle n'est pas rentable, au prix de la ruine massive de la paysannerie.

Mais l'Afrique qui pouvait apparaitre essentiellement comme la proie de tous les appétits impérialistes n'est pas seulement que l'objet de cette rapine. La lutte de ses peuples est l'une des composantes de la situation internationale telle qu'elle se développe.

Comme au Maroc, comme en Tunisie, la volonté de la dictature de Nimeiry d'appliquer les plans de misère dictés par le Fonds Monétaire International, ont été le facteur qui a déclenché un puissant mouvement des masses. Mais au Soudan, ce mouvement a d'ores et déjà abouti à la chute de Nimeiry et s'attaque au démantèlement des institutions de la dictature. Comme le souligne l'article paru à ce sujet dans *Informations ouvrières* (1), il ne s'agit pas de comparer des situations et des conditions différentes. Mais il est frappant de constater que dans l'une de ses premières déclarations au sujet de la nouvelle situation, le secrétaire général

du PC soudanais se soit senti contraint de déclarer « *Tout parallèle avec ce qui s'est passé au Portugal doit être évité* ». Le parallèle, il existe pourtant bel et bien. Un coup d'état militaire « préventif » cherche à court-circuiter le développement du mouvement des masses. Ce pouvoir reçoit l'appui de Washington comme de Moscou. Mais le mouvement des masses n'est pas interrompu : il vise à la constitution d'organisations syndicales indépendantes, à la conquête des libertés démocratiques élémentaires et met en cause ainsi tous les rouages du pouvoir dictatorial, auxiliaire de l'impérialisme et instrument de l'asservissement des peuples du Soudan.

Ce n'est pas que sur le Moyen-Orient, que les dirigeants de l'impérialisme américain et de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin se consultent. Le 15 juin 1983 le secrétaire d'état américain G. Schultz prônait « *la participation soviétique aux efforts internationaux pour résoudre des conflits régionaux, en Afrique et au Moyen-Orient* ».

L'année passée a été marquée par une large offensive diplomatique du régime de Botha, visant à légitimer, au plan des relations internationales l'abominable système raciste de l'apartheid. Mais avant d'être reçu en Europe, Botha avait d'abord été reconnu comme « interlocuteur valable » par les régimes prétendument « progressistes » de l'Angola et du Mozambique. Les accords passés alors, sous la houlette de l'impérialisme américain, contre les droits des peuples de la région, n'ont pu être réalisés qu'avec le concours de la bureaucratie du Kremlin et avec l'aval du régime de Castro. Simultanément, le régime raciste de Prétoria tentait une opération de maquillage de

(1) Voir *Informations ouvrières* N° 1 207.

l'apartheid en mettant en place des « parlements » séparés et sans pouvoir pour les métis et la minorité hindoue. La manœuvre se retournait contre lui : refusant d'être divisés de leurs frères d'oppression, la majorité noire, métis et hindous boycottaient en masse l'élection aux pseudo-parlements de l'apartheid.

Et l'Afrique du Sud vit depuis au rythme d'une mobilisation croissante du peuple noir, défiant sur tous les terrains le régime de l'apartheid, manifestant pour ses droits, s'engageant dans la grève pour ses revendications. Car ce peuple noir constitue en même temps le plus puissant prolétariat d'Afrique. Le régime de Prétoria répond d'une part par des concessions qui n'en sont pas, mais qui indiquent

la profondeur de sa crise et qui l'aggrave : comme la décision d'autoriser les mariages inter-raciaux, mesure parfaitement contradictoire avec tout l'édifice légal raciste qui reste en place mais qui en révèle l'infamie. Et par une repression sauvage : d'après le ministère de l'intérieur sud-africain lui-même, il y a eu entre le 15 septembre 1984 et le 22 mars 1985, plus de dix mille arrestations, près de mille blessés « non-blancs » et 216 noirs abattus. Aujourd'hui 16 000 mineurs noirs sont frappés de licenciements pour avoir entamé une grève. C'est alors que l'on apprend qu'un consortium de douze banques européennes conduit par le Kommerzbank de Franfort ont accordé un prêt de 75 millions de dollars au régime de Prétoria.

LA LUTTE DES PEUPLES D'AMERIQUE LATINE ET LA MONTEE DU MOUVEMENT CONTRE LA POLITIQUE DE REAGAN AUX USA.

Le secrétaire d'état américain G. Schultz, appelant à renforcer par tous les moyens la « pression » sur le gouvernement que le peuple du Nicaragua s'est librement donné, a été bien mal inspiré, en ce dixième anniversaire de la fuite du personnel de l'ambassade américaine à Saïgon, d'évoquer le Vietnam. C'est parler de corde dans la maison du pendu. Le pillage accru de tous les pays d'Amérique latine, l'écrasement au-delà du tolérable de leurs économies par le poids de la dette externe a nourri la résistance des masses exploitées et opprimées qui aujourd'hui atteint un point où les principaux pays du continent sont gravement destabilisés. Ce numéro de notre revue publie le rapport préparatoire de la conférence des sections latino-américaines de la 4^e Internationale, démontrant qu'une situation révolutionnaire s'est constituée à l'échelle du continent. Aussi, notons seulement ici que les plus récents événements, la grève générale en Bolivie, les élections péruviennes qui ont balayé

le parti au pouvoir, soumis aux diktats du FMI, la puissance du mouvement ouvrier et populaire au Brésil, l'exigence du châtement des militaires criminels en Argentine sont autant d'éléments qui marquent l'approfondissement de ce processus révolutionnaire.

Et Reagan, cinq mois après sa « triomphale » réélection vient de subir un échec politique de taille : la chambre des représentants a refusé d'accorder une nouvelle aide militaire aux forces contre-révolutionnaires, encadrées par la CIA, qui interviennent contre le Nicaragua.

Il faut souligner qu'en toile de fond de cet événement, il y a une mobilisation du peuple américain — dont l'ampleur a surpris tous les observateurs — contre la politique d'agression de l'administration Reagan en Amérique centrale.

Le 20 avril, 80 000 manifestants ont défilé à Washington, près de 50 000 à San Francisco avec la participation d'importantes délégations syndicales

conduites par le président de l'AFL-CIO pour la Californie et d'importants rassemblements ont également eu lieu

dans d'autres grandes villes des Etats-Unis.

DE LA « CONJONCTURE ECONOMIQUE » AUX USA A LA SITUATION EN EUROPE

Il va se tenir un sommet des « pays industrialisés » alors que toutes les places financières ont été secouées par les mouvements brutaux et erratiques du dollar. D'un coup, la situation économique aux Etats-Unis a fait irruption à la « une » des journaux : ralentissement rapide de la croissance industrielle aux Etats-Unis (la croissance pour le premier trimestre 1985 signifie un taux annuel de 1,3 % et est la plus basse enregistrée depuis 1982). L'enclenchement d'une récession aux Etats-Unis aurait nécessairement des conséquences considérables à l'échelle mondiale et approfondirait la crise du système capitaliste en tant que tel. C'est d'ailleurs le point atteint par celle-ci qui permettait d'établir que la relance initiée par un nouveau bond en avant des dépenses militaires, facteur principal d'une formidable injection de crédits « *serait limitée dans le temps et faible dans son ampleur* » (rapport sur la situation internationale adoptée par le 28^e congrès du PCI, avril 1984)

D'une part, si la relance américaine n'a pas entraîné derrière elle l'économie mondiale, la réciproque n'est pas vraie. Tout ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis aggraverait la situation des autres états impérialistes et celle, déjà catastrophique, des pays semi-coloniaux.

D'autre part — et en rapport avec ce premier point — toute détérioration de l'économie américaine ne peut qu'entraîner la volonté de l'impérialisme américain de poursuivre, par tous les moyens à sa disposition « *une véritable redistribution du marché mondial* » en sa faveur (éditorial de *Tribune Internationale : Révolution et contre-révolution en Amérique latine*, février 1984)

Mais une autre certitude se dégage : si la dégradation accrue du fonctionnement du système impérialiste, dans les conditions irréversibles de la prééminence américaine, conduit nécessairement à une précipitation du déclin de l'Europe et donc à l'accentuation des plans dirigés contre les droits et les positions des travailleurs d'Europe, ce développement se heurte à la résistance des classes ouvrières d'Europe et aux conséquences politiques de cette résistance.

Il est revenu, par ailleurs, sur la grande grève des mineurs britanniques, sur sa signification dans la phase de la lutte des classes qui s'ouvre en Europe. Limitons-nous ici à mettre en lumière un seul événement : début avril 100 000 travailleurs unis se rassemblent devant le Parlement. Où ? Dans la capitale du Danemark, à Copenhague, dans la capitale d'un petit pays de 5 millions d'habitants généralement présenté comme une oasis de « paix sociale ».

Pourquoi ? Parce qu'à partir du 24 mars le Danemark a été plongé « *dans le plus grave conflit du travail depuis la seconde guerre mondiale* » explique la presse américaine. Face à l'ultimatum de la confédération patronale qui refuse toute concession sur le terrain des salaires et sur celui de la revendication de la semaine de 35 heures sans diminution de salaires, la confédération syndicale appelle à la grève 320 000 travailleurs du secteur privé. A la hâte le parlement, ou une coalition de partis bourgeois détient la majorité, vote une loi qui répond aux exigences patronales : plafond de 2 % pour les augmentations salariales, réduction progressive de la semaine de travail à 39 heures, assortie de l'introduction de

la « flexibilité des horaires ». La réponse des travailleurs c'est la manifestation devant le parlement et bien que les dirigeants de la sociale-démocratie et de la confédération syndicale déclarant qu'il faut se plier à la loi, il faudra plus d'une semaine pour résorber le mouvement.

Le Danemark fait partie du « Marché Commun » et ce profond mouvement de classe se produit dans la foulée de la grève des mineurs en Angleterre. Avec bien d'autres éléments, qu'il n'est pas possible d'évoquer ici (et qui, pour certains sont repris dans la Chronique politique du camarade D. Viviers) c'est une expression majeure de ce qui est à l'ordre du jour en Europe : les travailleurs d'Europe ont la volonté et la capacité de s'opposer aux plans anti-ouvriers élaborés à l'échelle du continent et que tous les gouvernements tentent de mettre en pratique.

Et, au moment où en grande pompe, on s'apprête à commémorer le 40^e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale en Europe, ce mouvement de la classe ouvrière ne s'arrête pas aux limites de la division de l'Europe fixées d'un commun accord, sur le dos des peuples, entre les représentants de l'impérialisme et ceux de la bureaucratie.

Vivante, agissante, la révolution politique en Pologne reste l'expression la plus avancée de la marche des prolétaires d'URSS et des autres pays où le capital a été exproprié mais où règne une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire, à la reprise en main de

leurs conquêtes du sociale, à la destruction du pouvoir usurpateur de la bureaucratie. Elle est, par-là même, à l'avant-garde de la lutte émancipatrice des travailleurs du monde.

« *Droits démocratiques. droit de constituer des organisations syndicales indépendantes de l'Etat, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* ».

Ces mots d'ordre qui sont ceux de « Solidarité » dans la clandestinité sont ceux des travailleurs du monde.

Aujourd'hui Jaruzelwski négocie l'entrée dans la Pologne au sein du FMI et parce qu'il se targue de faire accepter par la répression, les « normes » de cet organisme impérialiste au travailleurs polonais, son régime décide de nouvelles hausses de prix et multiplie les arrestations.

Mais la direction de « Solidarité » a lancé un appel à l'action à l'occasion du 1^{er} mai, pour la libération des prisonniers politiques, contre la hausse des prix. Et il l'a maintenu malgré une vague d'arrestations préventives.

Derrières un épais cordon de protection policières, à Varsovie, les dirigeants de la bureaucratie ont célébré le 30^e anniversaire du pacte de Varsovie et ratifié la prolongation pour vingt ans de cet instrument de lutte contre les droits des peuples, de défense des privilèges de la bureaucratie. Mais, ce que leur signifient des dizaines de milliers de travailleurs qui, le 1^{er} mai, ont manifesté dans les principales villes de Pologne, c'est que l'avenir ne leur appartient pas.

ET LES NEGOCIATIONS DE GENEVE ?

Et la reprise des discussions entre les USA et l'URSS sur la « limitation » des armements nucléaires, le débat sur la « militarisation » de l'espace ? Voilà des sujets qui ont fait couler beaucoup d'encre — et défiler beaucoup d'images. On ne saurait les ignorer. Mais peut-on aborder la question

de la phase actuelle des relations entre les USA et l'URSS — même brièvement et sans nullement avoir la prétention de les traiter au fond ou de spéculer sur leurs rythmes, leur déroulement, les rebondissements inévitables — sans lier ce que l'on appelle « une intense activité diplomatique » au con-

texte évoqué plus haut.

Rappelons d'abord les faits.

Le 17 novembre 1984, Tchernenko adresse à Ronald Reagan une lettre proposant de nouvelles négociations sur l'ensemble des questions touchant aux armements nucléaires. La proposition est acceptée et il est décidé que les ministres des affaires étrangères des deux pays, Shultz et Gromyko se rencontreront à Genève les 7 et 8 janvier.

La réunion se tient, comme il convient, dans un climat de « bonne volonté réciproque ». Des délégations se mettent au travail. La disparition de Tchernenko et son remplacement par Gorbatchev sont l'occasion pour Reagan d'inviter à une « réunion au sommet » Gorbatchev qui acceptera tout en proposant un « moratoire » sur le déploiement de fusées Pershing et des SS 20 soviétiques. Proposition rejetée sans ménagement par les porte-paroles de l'impérialisme américain ce qui n'empêche pas le projet d'une rencontre de se préciser (éventuellement cet automne lors de l'Assemblée générale des Nations Unies) et une nouvelle réunion Shultz-Gromyko est décidée pour le 14 mai.

N'est-ce pas minimiser ces négociations que de souligner que ce qui est essentiel c'est leur contenu qui va au-delà de la seule question des armements. La menace nucléaire n'est-elle pas une question essentielle ?

Certes, mais il faudrait être bien naïf pour espérer que des entretiens entre le représentant de la plus grande puissance impérialiste mondiale (qui est aussi la plus grande puissance nucléaire) et le porte-parole de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin puissent la dissiper. Laissons la parole à un spécialiste qui à l'avantage de savoir de quoi il parle, l'amiral américain Eugène J. Carroll qui dit « *Des discussions pour discuter de discussions futures ne fourniront que la façade d'une croissance inexorable de l'arsenal nucléaire* » (New-York

Times, 8 janvier 1985). C'est un fait que depuis des décennies l'URSS et les USA ont à de multiples reprises tenu conférences et réunions sur un « *contrôle des armements* » dans tel ou tel secteur, tandis que les arsenaux nucléaires accumulaient de fantastiques moyens de destruction capables d'anéantir de multiples fois notre planète et que la production d'armes conventionnelles, de son côté, battait tous les records, la production d'armements de toutes espèces s'imposant comme un ressort permanent de l'activité économique mondiale.

Il a été montré auparavant comment, même pendant la suspension des discussions sur les armements nucléaires, la coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin s'était poursuivie. Et un représentant de l'administration Reagan, parlant des négociations qui s'engagent précisait « *Les USA ne souhaitent pas laisser les relations avec l'URSS devenir l'otage de la question des armements* ». Ce qui ne veut pas dire que cette question soit sans signification propre.

Les négociations sur le contrôle des armements avaient été suspendues alors que les USA déployaient en Europe les Fusées Pershing et les Missiles Cruise. C'est alors que ce déploiement en est au stade de la réalisation qu'elles reprennent. Rien de plus instructif pour juger de qui, sur ce terrain, à l'initiative que de rappeler les slogans mis en avant par la bureaucratie pour les 1^{er} mai de ces dernières années : 1982 « *Protestez contre les plans de déploiement (des euro-missiles)* ». En 1983 « *Ne laisser pas les missiles se déployer* ». En 1984 « *Intensifier la lutte pour le retrait* ». Et, pour le 1^{er} mai 1985 ce slogan général, sans référence au retrait « *Renforcez la lutte contre la transformation de l'Europe en place d'armes nucléaire de l'impérialisme* ».

Un premier fait est ainsi établi : les négociations ne reprennent pas dans la même situation, du point de vue de la bureaucratie, que lorsqu'elles ont été suspendues. Elles reprennent dans le cadre voulu par l'impérialisme et alors que celui-ci s'engage dans un gigantesque programme de recherche et de production d'armements spatiaux.

Les relations entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme, sont en permanence marquées par les pressions économiques, commerciales et militaires exercées sur l'URSS — l'arme de la « pression militaire » ayant elle-même de profondes incidences économiques. En ce sens la question des armements, de l'équilibre de la terreur n'est pas un « faux problème » ou un simple masque pour d'autres réalités. Elle est la

partie visible d'un ensemble qui constitue le terrain de la coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie. C'est parce que les armes nucléaires sont de vraies armes, qui peuvent être utilisées, qu'elles sont efficaces, c'est-à-dire qu'elles contraignent la bureaucratie à poursuivre sans fin une course aux armements « *course qu'ils* (les soviétiques) *ne peuvent gagner* » expliquait Reagan le 3 septembre 1981.

Ce que recherche la bureaucratie c'est un allègement de cette pression multiforme que l'impérialisme lui concéderait en échange d'un resserrement encore plus contraignant de l'aide qu'elle apporte à la politique mondiale de l'impérialisme, c'est-à-dire à la lutte contre la révolution.

LA « PAX AMERICANA » DANS L'ESPACE

Il est nécessaire d'apprécier, dans ce cadre d'ensemble, la signification de l'« initiative stratégique » à laquelle Reagan a associé son nom et que l'on baptise « guerre des étoiles » ou « bouclier spatial ». Il s'agirait d'après Reagan (discours du 23 mars 1983) de « *rendre les armes nucléaires obsolètes et impuissantes* ». Comment ? Par la mise en place d'un « bouclier spatial » capable de détruire tous les engins nucléaires avant qu'ils n'arrivent à destination, rendant ainsi une « agression atomique » impossible.

M. Michel Tatu, journaliste du *Monde* (pour ne rien dire d'autres) s'est fait le chantre éloquent de ce système :

« cette guerre automatique » (la guerre des étoiles) *fera beaucoup moins de victimes que l'autre et elle ne pourrait même ne pas en faire du tout. Les satellites qui y participeraient seraient pour la plupart inhabités, les victimes privilégiés en seront les ogives, les charges nucléaires et les équipements militaires de l'ennemi, et presque toutes seront atteintes dans l'espace, loin de toute population... On est donc loin de la guerre thermo-nucléaire qui*

entretient nos cauchemars depuis Hiroshima ». (2)

Dormez en paix, bonnes gens. Du haut des cieux Reagan veille sur vous.

Redescendons sur terre. Plus sobrement, MM. Ikle et Gardner (respectivement secrétaire adjoint à la défense et l'un des responsables du Pentagone) ont déclaré « *que le Pentagone n'était pas encore en état d'estimer le coût total de la recherche et du déploiement d'un tel système, ni de garantir avec certitude son efficacité. Mais — estiment-ils — Moscou devrait dépenser beaucoup plus contre un bouclier anti-missiles que ce que coûterait aux Etats-Unis la construction d'une telle défense* ».

Ces propos réalistes étaient tenus alors qu'il était question, lors de la discussion du budget américain, d'une accélération des dépenses pour l'« Initiative Stratégique de Défense » : 3,7 milliards de dollars au lieu de 1,4. Le coût total de la première phase (pour cinq ans) a été évalué à 26 milliards de dollars.

(2) Dans « *Eux et nous* », Editions Fayard

Il ne s'agit pas ici d'entrer dans une discussion sur la « l'efficacité » ou non. Soulignons simplement que de nombreux commentateurs américains font valoir qu'une efficacité « relative » permettrait de protéger les sites de lancement, plutôt que les villes. Et il n'est nul besoin d'être un « spécialiste » ou « prétendu tel » de stratégie pour comprendre que si la dissuasion nucléaire repose sur une certaine parité, un système de « défense » de ce type rompt cet équilibre et provoque nécessairement une relance de la course aux armements. A moins de croire aux vertus pacifiques du gouvernement impérialiste qui n'a pas hésité à faire envahir, par ses forces armées, la petite île de Grenade parce que son régime lui déplaisait. Plutôt que le lyrisme de certains, les déclarations de Karel Van Miert, président du Parti socialiste flamand, sont plus conformes aux faits. « *La guerre des étoiles constitue un nouveau degré dans l'escalade de la course aux armements. Elle entraîne un énorme gaspillage de ressources humaines et matérielles* ».

Mais précisément ce « gaspillage » est le ressort principal de l'économie capitaliste à ce stade de décadence de l'impérialisme. Et au moment où la machine économique américaine ralentit, ce n'est que de l'accroissement des dépenses parasitaires que peut venir un coup d'accélérateur :

« *L'espace est un énorme enjeu économique. De tous les aspects de la guerre des étoiles, c'est la logique industrielle qui demeure rationnelle. Les retom-*

bées "civiles" se profilent à l'horizon (satellites, télécommunications, usines spatiales) et déjà les responsables des entreprises américaines travaillent pour la défense, parlent de conquérir 70 % de ce marché » (Le Monde Diplomatique, mars 1985).

Ruth Davis, ancien haut fonctionnaire de la défense américaine spécifiait :

« *La course internationale dans laquelle nous sommes réellement engagés n'a pour objet ni les superordinateurs, ni la sécurité nationale. Nous participons à une course pour la maîtrise des ressources de la planète, tant naturelles qu'informationnelles* ».

Propos que confirment à sa manière le commentaire désabusé du *Financial Times* de Londres : « *le projet de Washington donnera, pense-t-on, un avantage encore plus grand (qu'elle n'a actuellement) à l'industrie américaine, menaçant de cantonner l'Europe dans un statut de sous traitant ou de fabricant sous licence* ». (24 avril 1985)

Ainsi, aborder l'examen des relations USA-URSS renvoie nécessairement à ce qui les détermine : le développement international de la lutte des travailleurs pour leur émancipation. C'est en fonction de ce développement que l'impérialisme entend redéfinir le cadre et les conditions de sa coopération contre-révolutionnaire avec la bureaucratie, coopération au sein de laquelle il poursuit ses propres fins.

F.F.

Déclin et crise du PCF

par C. Sallers

QUATRE vingt trois amendements adoptés, deux modifications sur les relations avec les pays dits socialistes et les atteintes aux libertés, un premier secrétaire de fédération, Alain Amicabile, réélu sous les acclamations des délégués debout, ceci en présence d'un membre du bureau politique du PCF se prononçant contre.

Immédiatement, la presse s'empare des faits pour en tirer de multiples interprétations ou supputations. En quelques jours, événement oblige, les hebdomadaires et quotidiens multiplient les révélations « document secret » qui vont « secouer le congrès ».

Analysant à la loupe les petites phrases distillées à bon escient par les responsables du bureau politique du PCF, les analystes dits spécialisés de toutes sortes, viennent de mettre sur orbite les « rénovateurs » comme hier ils avaient encensé les déstalinisateurs du XX^e congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique, puis les eurocentristes, sans parler de leur tendresse particulière pour les « eurocommunistes italiens » qui viennent de passer du compromis historique à la « révolution copernicienne », c'est-à-dire à l'union nationale à la base.

Qu'en est-il ?

Il est impossible pour l'analyse de contourner l'amplitude de la désaffection ouvrière du PCF. Le tassement commencé depuis de nombreuses années s'accélère à la suite de la politique de division de 1978, portée à son paroxysme de 1981, la perte en trois élections de la moitié de l'électorat et l'actuelle tactique de division n'a pas apporté une remontée que les pronostiqueurs politiques annonçaient.

UNE DOUBLE CRISE

Même si la forme a changé, — on ne voit plus les congrès chanter les louanges du petit père des peuples Staline — le fond, subordination à la politique du Parti communiste d'Union soviétique, reste.

Et le parti stalinien est réduit à « organiser, réorganiser » nommer, révoquer selon les besoins de la politique du Kremlin du moment, dont le parti stalinien a vocation d'être le porte-parole. Le meeting à la veille du congrès du PCF avec la présence largement présentée dans *L'Humanité* du PCUS n'a pas d'autre signification.

Mais la bureaucratie qui siège au Kremlin est en crise : la situation mondiale, la crise en Pologne, en Afghanistan, la pression des Etats-Unis, la course aux armements. Toute la bureaucratie en est secouée, et tout particulièrement, son appareil international dont la fonction pour assurer sa domination est le maintien de son ordre. Pour mener à bien cette tâche, elle doit pouvoir s'exprimer dans chaque pays. Les difficultés de l'appareil stalinien s'expriment d'autant plus en France qu'il doit défendre des institutions politiques en crise. Préserver ces institutions au compte des intérêts de la bureaucratie du Kremlin, c'est pour le PCF préserver ses relations avec la bourgeoisie et son Etat. Une tactique en relation avec les besoins de la bourgeoisie dans le cadre de la crise économique et politique du système capitaliste et de la V^e République doit être définie.

La couche dirigeante du PCF est capable d'édicter des ordres, d'imposer à l'appareil un axe politique, mais l'appareil est à son tour secoué par le mouvement de la classe (1981, élections du 17 juin), ce qui conduit à une crise également de la couche dirigeante.

Comme le PC, pour mener à bien cette politique, doit s'opposer directement à

tout le développement de la lutte de classes, cette crise remet en cause le noyau dirigeant. Il s'ensuit une politique contradictoire où la docilité des militants du PCF est remise en cause par ces contradictions. Crise conjointe de la situation politique et du PCF. Hier confinée aux cercles dirigeants, celle-ci gagne les cadres et l'appareil tout entier. Seules trois fédérations : les Hautes-Alpes (18 pour, 22 contre et 27 abstentions), la Corse du Sud (16 pour, 48 contre et 34 abstentions), et la Haute-Vienne (30 pour, 66 contre, 62 abstentions) ont repoussé le texte du comité central.

Ces résultats ne peuvent masquer que l'appareil titube dans la bataille pour faire passer une politique. D'autres fédérations comme la Creuse, la Haute-Corse, l'Hérault (fédérations de Doumeng), le Puy-de-Dôme et la Moselle ont amendé le texte à tel point qu'il n'a rien à voir avec l'original. Sans parler des sections d'Yerres (Essonne) où en présence du Premier Secrétaire Ivan Tricart, 53 % des militants se sont abstenus ou ont voté contre, Fresnes, département de Georges Marchais, où 45 % des présents ont refusé le texte, Gennevilliers (Haut-de-Seine) où Lucien Lanternier, le maire de la ville, a entraîné une majorité d'abstentionnistes (69 abstentions contre 68 votants). Le phénomène gagne les intellectuels ; la section CNRS du PCF qui regroupe les intellectuels a refusé à l'unanimité de discuter du projet.

Nous laisserons aux spécialistes du PCF de toutes sortes, la caractérisation sur la crise finale et bien sûr, son identification au marxisme. La crise du PCF qui a une ampleur certaine mais qui est limitée de par la nature même de l'appareil et ses liens avec la CGT, cette crise est partie constituante de la crise de la situation française. Car ce dont souffre la direction du PCF, la contradiction criante entre ce qu'elle

doit à tout prix imposer : le PCF est « le seul parti de la classe ouvrière » au compte de l'appareil stalinien et de la bourgeoisie et le fait que pour ce faire, il tente d'épouser le mouvement de la classe.

Cette situation accroît la distorsion politique à tous les niveaux, devient un facteur important pour la classe ouvrière de la crise de la V^e République.

LE PCF ET LA DEFENSE DE LA V^e REPUBLIQUE

Depuis 1958, le PCF s'est porté en défense des institutions ; la crise des institutions l'a conduit à aller plus en avant dans la voie de la défense de la constitution gaulliste. La phase actuelle de la crise du PCF ne peut pas être détachée en parties (expression française de la crise du stalinisme) de la crise des institutions de la V^e République.

Dans son rapport au comité central des 5 et 6 octobre 1958, Marcel Servin commente ainsi les résultats du plébiscite du 28 septembre 1958 qui instaure les institutions de la V^e République :

« La constitution gaulliste est mainte-

nant votée : 79 % des français ont dit « oui ». Nous ne cesserons pas un instant d'en montrer les dangers pour les libertés démocratiques et civiques. Nous ne cesserons pas un instant de lutter pour la défense des libertés, des conquêtes sociales, et pour la restauration d'une république digne de ce nom. Mais nous tenons compte d'une situation de fait : le vote de la Constitution par le peuple ».

Ainsi, selon le PCF, le peuple lui-même serait responsable de la mise en place de ce régime en ayant, lors du référendum du 28 septembre 1958 fait preuve de passivité.

OCTOBRE 1958 : L'ACCEPTATION DE L'ETAT DE FAIT.

Tout en dénonçant la nouvelle constitution et la façon dont elle a été adoptée, le PCF, au lendemain du référendum se place immédiatement dans le cadre des nouvelles institutions.

Ainsi, la résolution adoptée au comité central des 5 et 6 octobre 1958 explique : « L'adoption de la constitution est un recul de la démocratie en France et crée pour le pays une situation sérieuse. Les droits du suffrage universel sont mutilés et le rôle de la représentation nationale est réduit. » (et non privé de son rôle comme le laissaient entendre les prises de position du PCF avant le référendum) « Des pouvoirs exorbitants sont concentrés dans les mains d'un homme. En consacrant le coup d'Etat et la rébellion militaire, le plébiscite par ses résultats, place la vie publique sous la menace et le chantage permanents des hommes de la réaction, du militarisme et du fas-

cisme. En limitant les possibilités de contrôle du peuple et de ses élus sur la vie politique du pays, cette constitution avantage les forces qui déterminent la politique actuelle du gouvernement, celles du grand patronat et de la banque.

... La solution n'était pas dans le recours au pouvoir personnel mais dans l'application et l'amélioration des méthodes de la démocratie. L'établissement d'un régime antidémocratique annonce la venue de jours difficiles pour le peuple et le pays. Dans la situation nouvelle créée par l'adoption de la constitution, le Parti communiste français poursuivra par des voies démocratiques son combat pour la sauvegarde des libertés et pour le retour à la démocratie. »

Le 22 octobre 1958, le comité central du PCF se réunit pour préparer sa campagne électorale. Le programme

qu'il adopte alors est considéré comme réalisable dans le cadre de la nouvelle constitution :

« *Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant.* »

Ce programme comprend des mesures aussi générales que « *le relèvement de niveau de vie des travailleurs, la garantie de l'avenir de la jeunesse, la restauration de la République* » ; et une « *politique extérieure d'indépendance française et de paix* ».

Comment des « *députés marionnette* » qui « *ne pourront pas faire aboutir la volonté des électeurs* » qui ne pourront pas seulement l'exprimer, de l'aveu même du PCF, en septembre, sont tout à coup, dès octobre, à même de réaliser un programme de justice sociale et de paix, le mystère reste entier.

A la suite, un éphémère programme pour le mot d'ordre de l'Assemblée constituante est élaboré en 1959. C'est lors du XV^e Congrès que le rapport d'activité du comité central présenté par M. Thorez (*Cahiers du communisme*, numéro spécial, 24-28 juin 1959) que cette forme de gouvernement dans le cadre de la V^e République sera abordé verbalement.

LE REFERENDUM DE 1962

Le général de Gaulle devait proposer au référendum un projet de révision constitutionnelle instaurant l'élection du Président de la République au suffrage universel direct. La consultation était prévue pour le 28 octobre. Au début du mois d'octobre, une motion de censure est déposée et discutée à l'Assemblée nationale. Cette fois, le PCF n'est plus favorable à l'élection du Président de la République au suffrage universel direct. Comme le montre le discours de Waldeck-Rochet à

l'Assemblée nationale (*L'Humanité* du 5 octobre 1962) :

« ... *L'objectif ouvertement affirmé de la révision est d'accroître encore les moyens et les pouvoirs du chef de l'Etat. Or, déjà à l'heure actuelle le chef de l'Etat a les pouvoirs d'un véritable monarque absolu, alors que ceux du parlement sont réduits à presque rien.*

« ... *L'actuel Président de la République n'est pas davantage un arbitre, mais selon sa propre expression, il entend être le guide, c'est-à-dire le sauveur suprême qui décide et règle tout lui-même comme prétendaient le faire le Führer et le Duce de sinistre mémoire.* »

« ... *Or, ce qui souligne tout particulièrement le danger du projet de révision, c'est que pour le général de Gaulle, tous les pouvoirs dont il dispose ne suffisent pas encore au chef de l'Etat. Il veut que celui-ci soit élu au suffrage universel à seule fin de pouvoir se présenter comme un élu d'essence supérieure et de s'opposer " au nom du peuple " aux élus de la nation qui auraient désormais le choix entre la docilité et le renvoi.* »

Dans son rapport à la Mutualité (*L'Humanité* du 19 octobre 1962) Maurice Thorez montre le bout de l'oreille :

« ... *Pour faciliter cette union, notre parti a élaboré depuis plusieurs années déjà un projet de programme que nous avons soumis à tous les partis et gouvernements démocratiques (...) l'élargissement des pouvoirs des conseils généraux et la suppression des préfets, l'autonomie administrative et financière des communes.* »

Nous avons ici, dans ce programme d'action, l'ancêtre de la décentralisation à opposer à la V^e République. Comme quoi, contrairement à ce que dit Georges Marchais, le PCF n'a pas pris de retard avec Maurice Thorez mais emploie toujours la même recette pour défendre l'Etat bourgeois : Au

fur et à mesure que les masses reprennent leur activité, le PCF s'adapte aux nouvelles conditions... de préservation de l'ordre bourgeois.

Les premiers signes de glissement apparaissent au cours du XVII^e congrès du PCF de 1964. La grève des mineurs de 1963 a stoppé la marche du régime sur la voie de la liquidation des organisations ouvrières. Les masses reprennent par approximations successives l'offensive et c'est à ce moment que le PCF va chercher une tactique plus adéquate au maintien de l'ordre. Certes le PCF mentionne encore dans la résolution du XVII^e congrès (*Cahiers du communisme*, juin-juillet 1963) le mot d'ordre d'assemblée constituante. Mais la résolution finale contient une phrase qui anticipe les évolutions futures : « *La mise en œuvre*

d'une telle politique contraire aux intérêts de la France est facilitée par la Constitution de 1958 et l'usage qu'en fait le président de la République. »

Ainsi il y aurait une distinction à faire entre la Constitution de 1958 et l'usage qu'en fait le général de Gaulle. Peut-être la même constitution pourrait être appliquée dans un sens démocratique par un autre président...

Finalement, lors des négociations de 1966, avec la Fédération de la Gauche démocratique et socialiste, le PCF jette définitivement le mot d'ordre d'assemblée constituante aux oubliettes.

Il n'en sera plus question. La porte sera désormais ouverte à deux hypothèses : soit une révision du texte de 1958, soit une sollicitation minimaliste de la constitution.

POUR UN GOUVERNEMENT POPULAIRE ET D'UNION DEMOCRATIQUE.

Au faite des événements de mai 1968, alors que 9 millions de travailleurs sont en grève, le PCF s'empresse de négocier avec la FGDS pour canaliser le mouvement et tout recentrer dans le cadre des institutions de la V^e République.

Ainsi, une lettre de Waldeck-Rochet à F. Mitterrand, publiée dans *L'Humanité* du 28 mai 1968, propose une rencontre entre les deux directions. Le PCF y « propose d'assurer la relève du pouvoir gaulliste par un gouvernement populaire et d'union démocratique avec la participation communiste sur la base d'un programme minimum commun. Ce programme devrait comporter en tout premier lieu la satisfaction des revendications essentielles pour lesquelles 9 millions de travailleurs sont en grève, la création d'une université moderne et démocratique. »

Cette union ne vise qu'un objectif : encadrer la grève par les élections. Ainsi, une déclaration du bureau politique parue dans *L'Humanité* du 1^{er} juin 1968 explique :

« ... *Le général de Gaulle a annoncé en même temps que la dissolution de l'Assemblée nationale des élections législatives dans les délais prévus par la constitution. Le Parti communiste avait demandé, le 21 mai, dans une intervention de son secrétaire général Waldeck-Rochet à l'Assemblée nationale que la parole soit donnée au peuple. Le communiqué du bureau politique du 27 mai rappelant la nécessité urgente d'un programme commun soulignait qu'il donnerait son plein sens à ces élections. »*

Pour justifier cette manifestation soudaine de confiance dans les institutions de la V^e République, le Parti communiste agite le spectre du coup de force militaire. Plus loin, dans la même déclaration, on peut lire :

« *Le Parti communiste appelle les travailleurs, tous les républicains à la vigilance. Le général de Gaulle a menacé d'employer " d'autres voies que le scrutin " affirmant qu'il était prêt à utiliser tous les moyens. Il redoute le verdict de la nation. Il cherchera tous*

les prétextes, y compris les provocations, pour baillonner le peuple, le priver de sa possibilité de s'exprimer par le suffrage universel et imposer sa dictature. »

Ainsi le PCF faisait tout pour enfermer les millions de travailleurs en grève dans l'alternative suivante : dictature gaulliste ou défense de la V^e République.

Il est intéressant de noter pour la suite, qu'à cette étape précédant les élections, c'est de Gaulle qui est censé « redouter le verdict de la nation », les élections législatives demandées dès le 21 mai par le Parti communiste lui-même. Le PCF prendra l'exact contrepied de cette position à l'annonce des résultats des élections législatives.

Le PCF lors de cette période cruciale ne se contente pas de boucher toute issue se présentant aux travailleurs, il cherche également à semer la confusion dans l'esprit des masses. Le discours prononcé par Waldeck-Rochet lors du meeting du 31 mai 1968 (*L'Humanité* du 1^{er} juin 1968) est à ce propos édifiant :

« (...) Ce que les masses profondes du peuples français veulent aujourd'hui ce n'est pas le changement de poste de tel ou tel ministre, c'est un changement complet de politique et aussi de régime.

Elle savent que le choix n'est pas entre le chaos et le replatrage d'un pouvoir qui a fait faillite mais qu'il est possible d'établir un régime authentiquement démocratique qui effectuera une rénovation profonde des structures économiques, sociales et politiques en conformité avec les intérêts des masses laborieuses, avec l'intérêt de la nation elle-même. La seule façon de répondre aux aspirations du grand mouvement populaire qui monte dans le pays, c'est par conséquent de remplacer le pouvoir gaulliste par un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur les partis de gauche et mettant en œuvre un programme com-

mun comportant dans l'immédiat la satisfaction des revendications essentielles des travailleurs et la création d'une université démocratique. (...) Un tel régime rapportera à notre pays une démocratie politique et économique avancée. »

La confusion est à chaque ligne de ce discours consciencieusement entretenue entre le changement de gouvernement que propose le PCF, sachant toutefois très bien que les élections législatives dans les conditions de juin 1968, ne peuvent pas entraîner un changement de majorité parlementaire.

Cette confusion entre les termes régime, pouvoir et gouvernement permet précisément de ne pas laisser les travailleurs s'attaquer au régime existant, aux institutions de la V^e République.

LA REPRISE DU TRAVAIL

Pour juguler le mouvement des masses, le PCF s'empresse d'une part d'évoquer la voie électorale comme la seule possible, mais également sur le plan des revendications immédiates, de négocier coûte que coûte avec le patronat. Ceci fait, le PCF présente comme une grande victoire les accords de Grenelle et décrète qu'il n'y a plus aucune raison de ne pas reprendre le travail.

Pour accélérer le retour aux usines, il brandit à nouveau le spectre du coup d'Etat. Dans un éditorial de *L'Humanité* du 7 juin 1968, René Andrieu déclare en effet :

« Le chef de l'Etat a intérêt à ce que la reprise s'opère dans le désordre et dans la division pour effrayer une partie de l'électorat et si la situation lui en fournit le prétexte pour « choisir d'autres voies que le scrutin immédiat du pays ». Un nouvel incendie du Reichstag comblerait ses vœux.

Voilà pourquoi les groupes gauchistes étrangers au personnel des usines qui s'opposent à la reprise là où les revendications essentielles ont été satisfaites,

qui calomnient la CGT et ses militants, et mettent tout en œuvre pour diviser la classe ouvrière sont des auxiliaires précieux pour le pouvoir.»

Les élections des 23 et 30 juin 1968 se révélèrent désastreuses pour les partis de la gauche officielle. Mais comment expliquer alors aux masses que ces élections législatives, tant réclamées par le PCF, ce « *verdict de la nation* », qui devait enfin « *donner la parole au peuple* », cette « *bataille* » à laquelle le PCF était allé « *avec confiance* » ait conduit le PS et le PCF à un échec retentissant ?

A cette question troublante, l'éditorial des *Cahiers du communisme* de juin-juillet 1968 répond :

« (...) Des observateurs superficiels peuvent être troublés, voire déroutés par le paradoxe apparent que constituent d'une part le puissant mouvement revendicatif des ouvriers et des universitaires qui s'est développé dans la deuxième quinzaine de mai et les résultats des élections des 23 et 30 juin qui ont exprimé une forte poussée des éléments de droite favorables au pouvoir. (...) C'est alors que de Gaulle se résolut à utiliser d'autre manière la situation en annonçant le 30 mai la dissolution de l'Assemblée nationale et la préparation précipitée de nouvelles élections législatives pour les 23 et 30 juin. Il pensait non sans raison que la situation était favorable pour revaloriser ses forces déclinantes étant donné l'inquiétude qu'il entretenait et qui se développait alors dans une partie de la population.»

De Gaulle le pensait non sans raison mais le PCF en mai n'aurait eu aucune raison de le penser, alors qu'il réclamait ces élections « *avec confiance* » et que de Gaulle, paraît-il, redoutait « *le verdict de la nation* ».

Fin mai, le PCF appelle de ses vœux la dissolution et les élections qu'aurait redoutées de Gaulle, et début juillet il apparaît que la dissolution aurait été un instrument choisi par de Gaulle, la

situation lui étant pleinement favorable.

LE REFERENDUM DE 1969

En avril 1969, de Gaulle veut faire passer par voie de référendum une révision constitutionnelle sur la réforme des régions et du Sénat.

Le PCF appelle à voter « Non » à ce référendum. Dans un article d'Henri Chauveau « *Gaullisme, référendum et régionalisation* » paru dans les *Cahiers du communisme*, sont développés deux types d'arguments :

D'une part, la caractérisation du référendum gaulliste :

« Le référendum à la mode gaulliste est en effet un plébiscite qui s'inspire directement de la tradition napoléonienne. Le pouvoir dont la nature de classe est pourtant bien précise puisqu'il représente et défend la toute puissance des monopoles, s'efforce d'avoir plusieurs faces et s'emploie à s'assurer en permanence une caution populaire.»

D'autre part, la position du PCF sur la réforme elle-même :

(...) Comme le confirme le projet de régionalisation actuel, on refuse aux régions toute structuration démocratique, sauf corporative. En effet, le conseil régional, placé au-dessus des conseils généraux et des municipalités, sera notamment composé de représentants d'organisations socio-professionnelles, y compris de patrons ainsi que d'élus au second degré. Mais la puissance et l'autorité réelles de cette assemblée appartiendront en fait au préfet régional désigné par le gouvernement et au service de celui-ci.»

« (...) La préoccupation politique essentielle du pouvoir est de mettre en place des structures politiques qui freineront ou empêcheront la montée des revendications et du mécontentement populaires vers le pouvoir central. Dans ce but, la création de régions auxquelles on s'efforce de susciter un

sentiment de participation apparaît bien comme un garde-fou, comme une butée aux revendications laborieuses et au progrès social.»

Cette dernière réflexion est intéressante si on la rapproche de la politique préconisée par le PCF depuis la loi de décentralisation de 1982 et qui propose notamment aux travailleurs de s'emparer de tous les centres de pouvoirs et de décision sur le plan local pour réaliser eux-mêmes la démocratie.

D'autant plus que dans le même article, on lit plus loin :

« (...) On ne voit d'ailleurs pas comment un régime antidémocratique par excellence, qui ne respecte aucune des libertés fondamentales à l'échelle de l'Etat, les respecterait à l'échelle régionale par exemple ? »

Autre argument des plus intéressants que le PCF développait dans ce même texte de 1969 et qui désormais est soigneusement caché au rayon des archi-

ves : « La régionalisation prise dans son principe et dans sa forme n'est pas condamnable en elle-même, elle le devient à partir du moment où, comme c'est le cas sous le régime actuel, elle revêt un contenu réactionnaire dirigé contre les intérêts du peuple et de la nation. Son caractère est fonction de la réponse faite à cette question, à savoir : quelle classe la propose et pourquoi faire ? »

Le PCF pourrait-il répondre à cette question en 1985 à propos de toutes les réformes qu'il a coopérées à mettre en place depuis mai 1981 : la décentralisation : quelle classe la propose et pourquoi faire ? la modernisation : quelle classe la propose et pourquoi faire ? les contrats écoles-entreprises : quelle classe les propose et pourquoi faire ? les bassins d'emploi : quelle classe les propose et pourquoi faire ? les bassins emploi-formation : quelle classe les propose et pourquoi faire ?

LES ANNEES 1970 : QUELQUES AMENAGEMENTS NECESSAIRES

Dès l'année 1970, la position officielle du PCF vis-à-vis des institutions de la V^e République est que la constitution de 1958 est acceptable à condition de l'amender sur certains points. Le PCF à cette époque développe la thèse de la démocratie avancée que l'on pourrait selon lui atteindre dans le cadre même de la constitution actuelle.

En effet dans les thèses du XIX^e Congrès, dans la limite de certaines révisions à opérer, le PCF manifeste désormais officiellement son acceptation de la Constitution de 1958. Le PCF s'emploie d'ailleurs à préciser les contours de cette acceptation limitée dans le programme *Changer de cap. Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire* (Editions sociales) paru en 1971 dans la perspective de la signature d'un programme commun.

Le chapitre 3 consacré aux « institutions nationales » suit un ordre d'exposition révélateur de la seconde lecture que fait le PCF de la Constitution de 1958. La représentation proportionnelle est énoncée en premier et parée du titre de « loi fondamentale que personne ne puisse remettre en cause ». Le contrat de législature vient en second suivi du « Parlement » et du couple « Parlement-gouvernement ». Il faut attendre l'ultime paragraphe pour voir apparaître le « Président de la République ». La philosophie est claire. Sans penser à détruire les institutions de la République, le PCF souhaite qu'une lecture différente de celle-ci ainsi que certains amendements transforment ce système de pouvoir personnel en un régime parlementaire classique. Il s'agit en effet de déplacer le siège vital du système de la prési-

dence vers le tandem gouvernement-Parlement unis par un contrat de législation.

La conclusion du programme commun marque, durant cette période, le degré sans doute le plus élevé dans l'acceptation des institutions. L'accord en effet ne revient ni sur l'élection du Président de la République au suffrage universel, ni sur le choix régulier du Premier ministre, ni sur la domination de l'Exécutif sur le Législatif. Il n'institue pas la dissolution automatique de l'Assemblée nationale au cas où viendrait à se rompre l'unité des partis majoritaires (notion de contrat de législation).

Lors de l'actualisation du programme commun en juillet 1977, le PCF revient à un discours plus parlementariste. Il reprend certaines propositions d'amendements exprimées en 1971. Cependant, l'acceptation totale de la Constitution de 1958 ne fait aucun

doute à la lecture d'un article de Gilles Masson paru dans les *Cahiers du Communisme* de juillet 1977 qui déclare :

« Le PCF s'est toujours élevé contre le renforcement constant du pouvoir autoritaire à caractère personnel. A cet égard, l'application à la lettre de la Constitution de 1958, même inchangée, serait déjà un progrès puisqu'elle remettrait en cause des pratiques qui se sont développées en marge de la Constitution ou même en rupture avec elle : utilisation du référendum direct, usage de l'article 11 pour réviser la Constitution, refus de convoquer le Parlement en session extraordinaire, etc. »

Plus question de remettre cette Constitution en cause, selon le PCF, il faudrait la protéger contre les distorsions que lui font subir les présidents de la République et imposer son application à la lettre.

1981-1985 : RESPECTER LA CONSTITUTION

A partir du changement de majorité de mai-juin 1981, il n'est plus question pour le PCF que d'une exhortation constante au respect des institutions de la V^e République. Les seules réserves qu'émettent ses dirigeants envers le système établi ne portent plus que sur de soi-disantes distorsions du comportement électoral évidemment néfastes pour le PCF.

Le rapport présenté par Georges Marchais au comité central du 26 juin 1981 (*L'Humanité* du 27 juin 1981) donne ainsi une explication institutionnelle du vote pour le candidat Mitterrand dès le premier tour des présidentielles par les électeurs communistes :

« (...) En effet le mécanisme institutionnel, la nature même de l'élection présidentielle poussent à une bipolarisation de la vie politique, c'est-à-dire à une marginalisation de toutes les forces politiques qui n'apparaissent pas comme les mieux placées pour figurer au second tour de cette élection. Les

conditions politiques du déroulement de la campagne, je l'ai rappelé, ont accentué les caractères négatifs pour notre Parti communiste, de ce scrutin en le réduisant à un duel entre le président sortant et le candidat du Parti socialiste qui, placé en tête de la gauche lors des consultations des années précédentes, est apparu comme le seul susceptible de battre la droite. C'est dans ces circonstances que des électrices et des électeurs communistes ont voté pour François Mitterrand dès le premier tour. »

Ainsi, l'inconvénient de cette Constitution c'est qu'elle a des conséquences électorales désastreuses pour le PCF. Il s'agit là de la couverture de la politique de division du PCF qui a conduit à sa défaite au premier tour des élections présidentielles. Mais tant pis, il se fera un devoir de faire respecter la Constitution.

Rien ne pourrait être plus clair sur ce point que l'interview accordée par

Georges Marchais au *Monde* le 22 novembre 1983. La discussion porte en particulier sur la politique extérieure de la France au Liban.

« *Question : Vous prenez position ainsi en tant que responsable d'un parti membre de la majorité. Or, le Président de la République a expliqué, le 16 novembre, que pour ce qui concerne l'action extérieure de la France, c'est lui qui décide et que les partis, il ne s'en occupe pas.* »

« *Georges Marchais : Comme je m'attendais à cette question, j'ai regardé la Constitution que, comme vous le savez, nous n'avions pas votée en 1958 car nous avons considéré qu'elle établissait le régime du pouvoir personnel. Elle existe, elle a été ratifiée par le peuple français et nous devons aujourd'hui la respecter telle qu'elle est* (souligné par nous). *L'article 15 de la Constitution dit : « Le Président de la République est le chef des armées. Il préside les conseils et comités supérieurs de la défense nationale ». C'est à ce titre que le Président de la République a parlé à la télévision.*

L'article 3 dit : « La souveraineté appartient au peuple qui s'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. »

L'article 4 dit : « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie. »

Eh bien, dans le respect de ces articles là, je considère que, en tant que composante de la majorité, lorsque je me déplace à l'étranger par exemple, il est de mon droit, mais aussi de mon devoir, de parler non seulement au nom de notre Parti, mais aussi au nom de la France, du gouvernement auquel nous participons. »

Question : Les partis concourent à l'expression du suffrage. Concourent-

ils aussi à l'élaboration de la politique qui est menée ? »

« *G.M. : Vous savez comme moi qu'un article de la Constitution, l'article 20, dit que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ». Il y a, il est vrai, ce que l'on appelle le domaine réservé c'est-à-dire les problèmes de la défense. »*

Georges Marchais respecte à tel point la Constitution de 1958 que comme justification des actes de son propre parti, il ressent la nécessité de citer des articles précis de celle-ci. Non seulement le Président de la République, le gouvernement doivent l'appliquer mais même l'activité des partis politiques doit s'y conformer en tous points. Plus besoin de statuts, nous avons la Constitution de la V^e République. Et si d'aucuns se risquaient à objecter à Georges Marchais que cette Constitution est antidémocratique ; sa réponse est à trouver au tout début de sa déclaration : nous n'en voulions pas, les Français l'ont ratifiée. Tant pis pour eux, ils ont ce qu'ils méritent et pas question de revenir là-dessus.

Mais plus encore que ses écrits, les actes du PCF montrent son degré de soumission aux institutions de la V^e République. Le 25 juin 1982 le gouvernement Mauroy imposait par la procédure de l'article 49-ter sa loi sur le blocage des prix et des revenus. Le groupe parlementaire PCF à l'Assemblée nationale n'élevait aucune protestation. Le 23 novembre 1982, le même gouvernement utilisait la même procédure pour faire passer la loi sur le « pardon » aux généraux rebelles d'Algérie. Même silence dans les rangs du PCF.

LA SORTIE DU PCF DU GOUVERNEMENT.

Proportionnelle et décentralisation. Dans le rapport de Georges Marchais au XXIX^e congrès du PCF, on peut lire : « *Le Parti communiste français*

combat toutes ces tentatives avec fermeté et se prononce pour une démocratisation réelle des institutions et de la vie politique » (*La crise et son issue*, p. 3). Quelques semaines auparavant, Claude Cabanes écrivait dans *L'Humanité* : « Le leader du RPR a réclamé la dissolution de l'Assemblée nationale et des élections législatives immédiates. C'est le coup de pied de l'âne à la loi suprême du pays : la Constitution. »

Depuis, dans tous les domaines, le PCF a ajouté à son double langage

(variable imposée par l'évolution de la situation politique) la question de la décentralisation propulsée comme mot d'ordre central. Ajoutons qu'ici et là Georges Marchais indiquant la nécessité de poser le problème de la présidence de la V^e République milite pour un retour... à 1958.

Cette politique n'est pas sans conséquence de 1958 à 1962 puis de 1964 à 1970, enfin de 1971 à 1978 et de 1981 à 1984. A chaque tournant sur une même ligne, le PCF a provoqué des crises et perdu de nombreux militants.

LA CRISE MILITANTE DU PCF

L'amplitude de la désaffection ouvrière à l'égard du PCF ne fait pas de doute. Sur le plan électoral par exemple, si on prend pour base 100 les 5 005 336 voix de 1946, on a 115,5 en 1978 (5 787 436 voix dans une situation où il y a beaucoup plus d'électeurs, vote des femmes par exemple), 45,1 aux élections européennes (2 261 312 voix).

Le tassement commencé depuis de nombreuses années s'accélère suite à la politique de division en 1978, portée à son paroxysme en 1981 et en trois élections le PCF perd plus de la moitié de son électorat.

Lors des élections municipales, le PCF a perdu 31 villes d'Ile-de-France et des villes aussi importantes du point de vue ouvrier que Poissy, Savigny-sur-Orge, Levallois-Perret, Saint-Quentin, Nîmes, Béziers, Sète, Saint-Etienne, etc.

Le rapport du congrès ne peut masquer ce résultat :

« Le constat du recul de l'influence du Parti communiste français appelle plusieurs interrogations (...) » (préambule page 1).

« Depuis le XXIV^e Congrès, en raison du recul de l'influence du parti, d'un ralentissement sensible du recrutement, nos effectifs se sont affaiblis (...) » (*Le parti*, page 12).

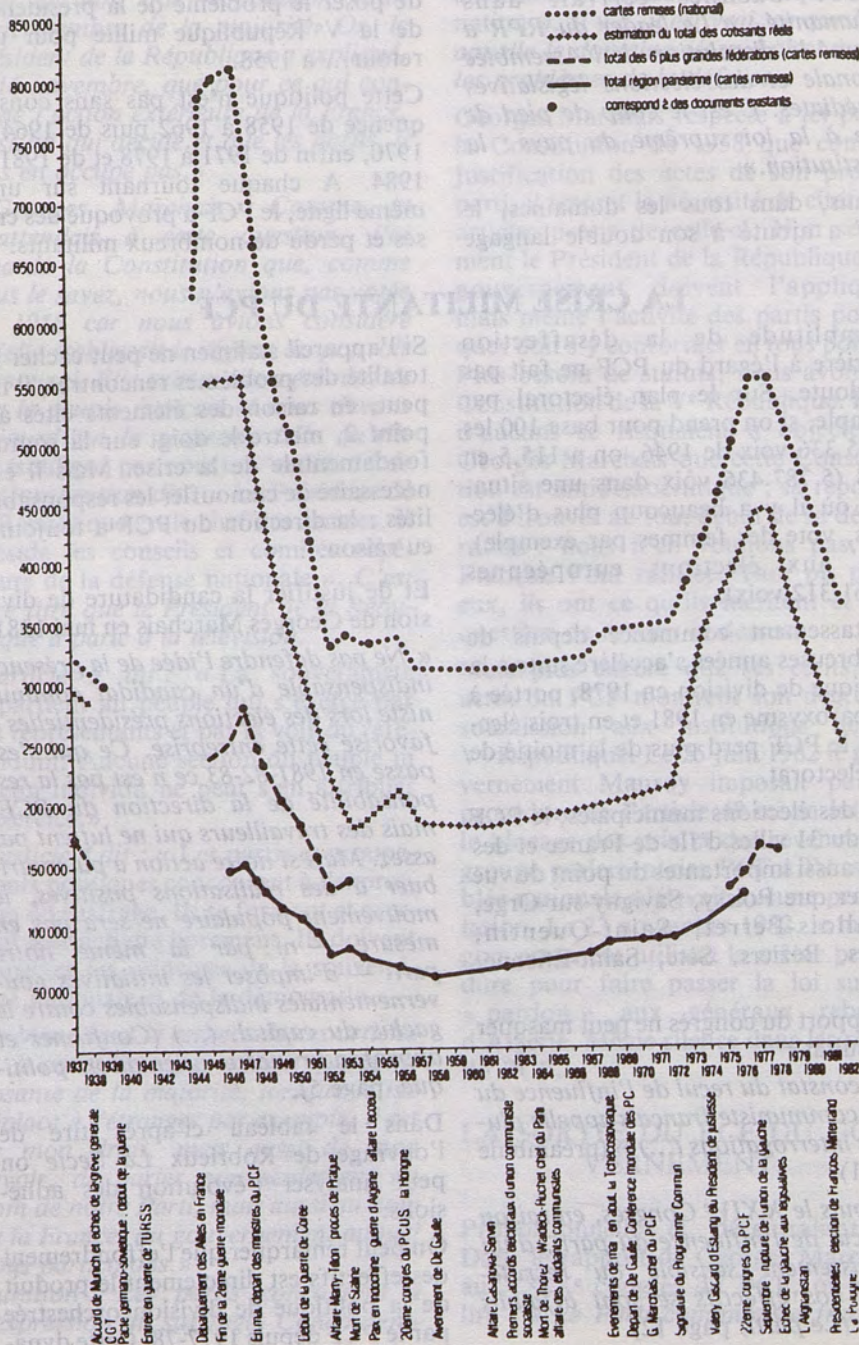
Si l'appareil stalinien ne peut cacher la totalité des problèmes rencontrés, il ne peut, en raison des éléments cités au point 2, mettre le doigt sur la source fondamentale de la crise. Mais il est nécessaire de camoufler les responsabilités : la direction du PCF a toujours eu raison.

Et de justifier la candidature de division de Georges Marchais en mai 1981.

« Ne pas défendre l'idée de la présence indispensable d'un candidat communiste lors des élections présidentielles a favorisé cette entreprise. Ce qui s'est passé en 1981-82-83 ce n'est pas la responsabilité de la direction du PCF, mais des travailleurs qui ne luttent pas assez. Mais si notre action a pu contribuer à des réalisations positives, le mouvement populaire ne sera pas en mesure — ni par là même notre parti — d'imposer les initiatives gouvernementales indispensables contre le gachis du capital. (...) (Confirmer et approfondir notre orientation politique, page 5).

Dans le tableau ci-après tiré de l'ouvrage de Robrieux *La Secte* on peut analyser l'évolution des adhésions.

On peut remarquer que l'effondrement des effectifs est directement le produit de la politique de division orchestrée par le PCF depuis 1977-78. Cette dyna-



mique n'a fait que s'accroître vraisemblablement lors de la dernière période.

La première de ces courbes (en tirets pleins) représente l'évolution du total des six plus grandes fédérations.

La seconde (traits pleins) indique l'évolution de la région parisienne.

Celles-ci ont été établies uniquement d'après des chiffres tirés du tableau des remises de cartes annoncées officiellement.

La troisième courbe représente, elle, l'évolution du total national des cartes remises de 1937 à 1981.

Avec la quatrième courbe, l'auteur s'est efforcé de reconstituer grossièrement l'évolution des « effectifs réels cotisant » à partir des données partielles fournies par les différentes séries de documents de sources internes telles que comparaisons locales entre totaux de cartes remises et totaux de talons de cartes collectés par l'organisme supérieur ainsi que divers témoignages. Ceci sachant que le décalage entre le nombre des cartes dites remises et celui des cotisants réels de l'ordre de 10 à 25 pour 100 en période normale peut atteindre 40 à 50 pour 100 en période de fort reflux.

L'immense réseau de presse constitué à la libération a fondu de manière spectaculaire (disparition de *La voix du peuple*, *L'Étincelle*, *la Voix jurassienne*, *le Travailleur alpin*, ceux-ci entre 1946 et 1948 ; disparurent également *Les Nouvelles*, *Le Patriote*, *Allobroges*, *République* vers 1956-58).

Actuellement, la presse quotidienne du PCF de province se réduit à trois titres : *La Marseillaise*, *La Liberté* dans le Nord, *L'Écho du Centre* dans le Limousin.

	Tirage	Diffusion	
Echo du Centre	34000	30000	1977
	35000	28000	1958
La Marseillaise	33516	28929	1977
La Liberté	28000	25000	1977

Ajoutons la tentative avortée de la création d'un quotidien dans la région lyonnaise *Le point du jour*.

En ce qui concerne *L'Humanité*, le seul chiffre fiable est celui des ventes Paris-surface (Paris, plus 31 communes de la banlieue proche).

	Moyenne des ventes
sept./oct./nov.	1973 24198
	1974 24364
	1976 23235
	1977 22646
avril/mai/juin	1974 26572
	1975 23610
	1977 21287
	1978 19044

A titre indicatif, voici la vente nationale de *L'Humanité* :

	Tirage	Diffusion réelle
1972	194007	150866
1973	194007	150686
1975	198714	151387
1977	219232	153097

Quant à *L'Humanité Dimanche* :
Nationalement :

Mai 1975 : 242980
Juin 1978 : 245167
Mars 1981 : 210000
Printemps 1982 : 175000.

LA CRISE DE LA CGT

Un des éléments les plus criants de la crise du PCF est la situation de la confédération que le PCF contrôle. A l'évidence, cette crise est déterminante car elle touche la base et le contrôle direct de l'appareil stalinien sur la classe ouvrière.

Résultats électoraux aux élections aux comités d'entreprise de 1966 à 1979

Source : ministère du Travail. Pourcentage voix CGT/suffrages exprimés. (Jusqu'en 1975, 2^e collège comprenait 2^e et 3^e collèges).

Années	1 ^{er} coll.	2 ^e coll.	3 ^e coll.	Ensemble
1966	57,8 %	21,3 %		50,8 %
1967	51,5 %	15,8 %		45,0 %
1968	55,6 %	16,8 %		47,9 %
1969	47,5 %	13,1 %		40,9 %
1970	53,9 %	16,5 %		46,0 %
1971	50,5 %	16,2 %		43,3 %
1972	51,4 %	18,7 %		44,1 %
1973	48,1 %	16,5 %		40,8 %
1974	49,0 %	20,9 %		42,8 %
1975	44,6 %	17,4 %		38,1 %
1976	47,9 %	25,0 %	8,2 %	41,5 %
1977	43,5 %	20,2 %	7,1 %	37,4 %
1978	44,9 %	22,8 %	8,9 %	38,5 %
1979	40,3 %	18,0 %	6,6 %	34,5 %

Analysons l'évolution par secteur d'activité en 1983 au niveau des élections professionnelles.

En Alsace, les élections au CE en 1982 s'inscrivent dans la tendance nationale : la CGT perd 3,4 points (elle passe de 22,5 % en 1980 à 19,1 %).

Dans quelques entreprises, elle a enregistré des gains : comme aux Laminiers de Strasbourg en juin où dans le collège ouvrier lors des élections des délégués du personnel elle a gagné avec 67 % des suffrages exprimés (+17,6 points). Elle vient encore de faire état d'une progression largement supérieure à 1 point dans les élections de délégués du personnel qui se sont déroulées le 5 octobre 1983 dans trois

établissements de Dassault (Mérignac, Saint-Cloud et Boulogne).

Par contre, à l'usine Citroën de Rennes, les élections de délégués du personnel en septembre 1983 ont été à nouveau très défavorables à la CGT.

Dans le 1^{er} collège, 12 805 inscrits et 10 764 suffrages exprimés la CSL est passée en un an de 49,3 % à 64,5 % soit +15,2 points tandis que la CGT chutait de 24,8 % à 15,3 % soit -9,5 points et la CFDT de 19,1 % à 14 % (-5,1 points), FO demeurant stable à 4 %.

A Peugeot Mulhouse (14 000 salariés), lors des élections des délégués du personnel en juin 1983, la CGT a enregistré une perte de 5,03 points dans le collège ouvrier en obtenant 16,65 % tandis que FO (22,6 %) gagnait 2,6 points.

A Renault Flins aux élections professionnelles au comité d'établissement en février 1983 la CGT est passée dans le 1^{er} collège de 56,2 % en 1981 à 40,3 % en 1983 (-15,9 %).

Des évolutions similaires sont observées dans le secteur bancaire. Lors des élections au conseil de discipline du Crédit Lyonnais (43 394 inscrits et 33 897 exprimés) en mai 1983 la CGT est passée en 3^e position (18 %) en reculant de 3 points, se plaçant derrière FO (19,17 %) en progression de 2,87 % et la CFDT (32,4 %) en baisse de 2,9 points.

Lors des élections des membres des 119 comités d'établissements de la BNP en mars 1983 (50 552 inscrits) et 38 261 exprimés, la CFDT (36,2 %) a gagné 2,8 points, la CFTC (17,3 %) a gagné 1,9 points tandis que la CGT (18,9 %) perdait 3,8 points, FO (15,5 %) reculait de 0,4 points.

Au ministère de l'Agriculture, où des élections se sont déroulées pour la première fois en août 1982 pour déterminer la représentativité des organisations syndicales, FO est arrivée en tête

avec 26,72 % devant la CFDT 22,44 % la FEN 18,13 % et la CGT 10,76 %.

LES ELECTIONS PRUD'HOMMALES ET DE LA SECURITE SOCIALE

Plus de 1 900 000 ouvriers d'industrie avaient voté pour la CGT aux élections prud'hommales de 1979. Le 8 décembre 1982 ils n'étaient plus que 1 650 000. En trois ans, 250 000 ouvriers d'industrie ont retiré leur confiance à la CGT. Et cette défection, loin de profiter à la CFDT, comme des oracles complaisants l'avaient imprudemment prédit se traduit, par une hausse équivalente du nombre des abstentionnistes.

« C'est un avertissement pour les milieux dirigeants de la majorité gouvernementale » a expliqué Henri Krasucki qui y a vu *« le produit de l'insatisfaction d'un grand nombre de travailleurs »*.

Henri Krasucki mettant en cause *« la progression d'organisations qui avaient toujours été liées aux partis de droite et au patronat et qui font aujourd'hui une surenchère démagogique »*. Les faits, les chiffres que nous analysons établissent le contraire. Ils auraient curieusement *« glissé à droite »* ces milliers et ces dizaines de milliers de travailleurs de Lorraine (-7,8 % pour la CGT), du Nord-Pas-de-Calais (-5,7 %), de l'usine Alsthom à Belfort (-8 %), d'Aubervilliers (-15 %) ou encore ces 12 000 travailleurs du bassin de Lens qui ont voté CGT en 1979 et ont refusé de le faire en 1982 !

Ainsi donc, dans les bastions traditionnels de la CGT, là où elle est le mieux implantée, la classe ouvrière basculerait à droite ? L'explication semble pour le moins saugrenue...

Ce qu'indiquent les faits, et il ne sert à rien de vouloir les dissimuler, c'est ceci : ce sont les ouvriers les plus touchés depuis des années et des années

par l'offensive du capital, ceux qui vivent dans les régions littéralement désertifiées, ceux qui subissent à nouveau les conséquences de 11 800 licenciements dans la sidérurgie, ceux qui sont aux avant-postes du combat contre les attaques anti-ouvrières du CNPF, ce sont ceux là qui se sont, du moins en partie, détournés de la CGT le 8 décembre.

A l'évidence, le fait le plus marquant de ce résultat est la baisse des voix de la CGT. La majeure partie des voix qui ont manqué à la CGT sont le fait d'abstentionnistes, comme l'attestent les résultats détaillés.

Ce fait mérite la plus grande attention. Les abstentions — parfois très importantes dans les villes et les quartiers ouvriers — manifestent le rejet par la classe ouvrière de la politique imposée à la CGT par les dirigeants PCF et qui conduit à détourner de ses objectifs le syndicat, à le soumettre à des intérêts étrangers à ceux de la classe ouvrière. Il n'est pas sans signification de constater que ce sont dans les régions où les travailleurs subissent le plus violemment l'offensive patronale (Denain, Ardennes, Nord, etc.) que la CGT perd le plus de voix. De même, les pertes CGT sont les plus importantes dans les collèges ouvriers et employés essentiellement, mais en partie seulement au profit de Force Ouvrière, la CFDT ne progressant pratiquement pas dans ces catégories de salariés.

Ainsi, les refus de vote pour la CGT ne se sont pas portés pour autant sur la CFDT, malgré le soutien sans faille dont a bénéficié cette centrale de la part du gouvernement et des médias, notamment.

Cette fraction de la classe ouvrière qui a refusé de voter CGT exprime en réalité un processus très profond en cours au sein du prolétariat.

Henri Krasucki a évoqué, pour expliquer le recul de sa centrale, *« les événements intervenus au cours des trois années écoulées »*.

Que s'est-il passé durant ces trois années ?

Été 1980 : Marchais engage sa campagne de division. Les dirigeants de la CGT engagent à leur tour la centrale syndicale dans la bataille pour sauver Giscard menacé. Le 26 avril 1981, la classe ouvrière inflige une sévère défaite au PCF, défaite qui se renouvellera les 14 et 21 juin et lors des élections cantonales. Comment la CGT n'en subirait-elle pas le contre-coup ?

Au cours de ces trois dernières années, il y a eu également l'ouverture de la révolution en Pologne. Là encore, à l'instar du PCF, les dirigeants de la CGT ont engagé l'organisation syndicale aux côtés de Jaruzelski, contre les ouvriers polonais. Faut-il chercher ailleurs l'explication au vote de ces 12 000 ouvriers de Lens, en majorité d'origine polonaise, qui ont refusé de voter CGT ? Aujourd'hui, les dirigeants de la CGT engagent la centrale syndicale dans un soutien sans faille aux mesures patronales que le gouvernement reprend. Comme s'étonner que les travailleurs refusent de soutenir une telle orientation ?

Enfin, dernier fait marquant, la forte progression de la CGC parmi l'encadrement au détriment de la CGT, de FO et de la CFTC essentiellement. Certes, la CGC avait, pour la première fois, présenté presque partout des candidats. Le résultat s'en ressent donc. Pour autant, la politique d'austérité de Delors, de la CFDT appliquée sous le vocable des « nouvelles solidarités » et qui se traduit par « le partage des revenus » au détriment de tous les salariés, a des conséquences plus importantes sur le salaire des cadres.

Ce faisant, le gouvernement repousse les cadres vers l'organisation catégorielle qu'est la CGC. On retrouve là, avec des nuances, le même phénomène que dans la petite bourgeoisie, sacrifiée sur l'autel de la « solidarité nationale » en faveur des capitalistes.

La leçon de ces élections est claire.

Henri Krasucki, avec l'ensemble de la presse, peut bien tenter de camoufler les faits en parlant de la « progression d'organisations qui avaient toujours été liées aux partis de droite et au patronat », il ne peut masquer la signification des résultats : la volonté des travailleurs de combattre pour que le mandat qu'ils ont confié il y a dix-huit mois soit respecté. A sa manière Krasucki le reconnaît en déclarant : « Ces élections ne traduisent pas une acceptation de l'austérité de gauche. Elles montrent que les gens sont mécontents. Nous les comprenons même si nous pensons qu'ils ont eu tort d'exprimer leur mécontentement de cette façon. » Comment les travailleurs auraient-ils pu l'exprimer autrement ? Avec une autre ampleur, les résultats des élections à la Sécurité sociale du 19 octobre ont suscité bon nombre de commentaires dans la presse d'où les questions essentielles ont été écartées.

Les résultats :

Caisse nationale d'assurance maladie :
Abstentions : 47,33 % ; CGT : 28,15 % ;
CGT-FO : 25,16 % ; CFDT : 18,4 % ;
CFTC : 12,31 % ; CGC : 15,95 %

Caisse nationale d'allocations familiales :

Abstentions : 47,75 % ; CGT : 28,25 % ;
CGT-FO : 24,88 % ; CFDT : 18,43 % ;
CFTC : 12,46 % ; CGC : 15,95 %

Scrutin d'assurés sociaux et non plus de travailleurs, ces élections ont en effet consacré la volonté de substituer un système de protection sociale géré par des représentants de citoyens au système originel de la Sécurité sociale reposant sur le principe de la solidarité ouvrière, alimenté par le salaire différé des travailleurs et géré par leurs représentants. Ainsi, cette organisation des élections — que toutes les organisations à l'exception de FO avaient appelée de leurs vœux — ouvre-t-elle une nouvelle brèche dans l'acquis ouvrier qu'est la Sécurité sociale arrachée en 1945-46. L'organisation de ces élections, loin de marquer un « retour aux

principes » poursuit en les aggravant au contraire les attaques précédentes, notamment celles de 1967 (ordonnances de de Gaulle). Il s'agit là, remarquons-le, d'une volonté commune du CNPF et du gouvernement. P. Bérégovoy s'est d'ores et déjà prononcé à plusieurs reprises en faveur de la budgétisation des allocations familiales. Dans cette offensive contre la Sécurité sociale, le CNPF et le gouvernement ont reçu durant ces derniers mois l'appui ouvert de la CFDT qui se prononce pour la décentralisation de la Sécurité sociale — c'est-à-dire sa disparition pure et simple comme institution ouvrière unique — le budget global des hôpitaux... C'est là l'une des explications du résultat de ce scrutin qui a vu la CFDT subir un sérieux recul.

Cette défaite de la CFDT est en même temps une condamnation de la politique d'austérité de Delors dont l'organisation d'Edmond Maire se fait le défenseur intransigeant.

Le deuxième enseignement réside dans le résultat obtenu par la CGT-Force Ouvrière qui se voit confirmée, avec plus de 25 %, à la deuxième place des centrales, loin devant la CFDT et à 3 points seulement de la CGT qui n'obtient que 28 %.

L'analyse détaillée du scrutin par caisse tend à confirmer le déplacement de voix qu'analysait ainsi un journaliste : « *La CFDT passe à la CFTC de même que la CGT passe à FO* » (*Libération* du 20 octobre).

DE QUOI SOUFFRE LA DIRECTION DU PCF ?

L'ensemble de ces contradictions analysées en général au point précédent et leur réfraction dans l'appareil, comme nous venons de le voir, nécessitent de maintenir le secret, les faux bruits, les mensonges, la fraude et l'arbitraire : autant de caractéristiques du stalinisme.

Enfin, la désaffection d'un nombre toujours plus grand de travailleurs pour la CGT au profit de Force Ouvrière s'explique à la fois par l'alignement des dirigeants de la CGT sur la politique gouvernementale, mais également par des causes plus profondes liées à la baisse continue d'influence du PCF dans la classe ouvrière.

Enfin, le résultat obtenu par Force Ouvrière appelle une observation qui dépasse le cadre des élections à la Sécurité sociale. Centrale ouvrière réformatrice dirigée par des réformistes (comme se caractérisent eux-mêmes ses responsables) la CGT-Force Ouvrière est à ce titre attachée de par sa nature à l'existence et au fonctionnement d'une démocratie de type parlementaire. Le vote en faveur de Force Ouvrière confirme à sa façon la contradiction entre les institutions bonapartistes antidémocratiques de la V^e République toujours en place et les exigences de la démocratie.

Les conséquences de cette désaffection qui sont d'ampleur nationale mais dont personne ne peut caractériser qu'elle sera durable, le cœur de l'appareil n'étant pas encore touché, a déjà ses conséquences. Il suffit pour cela de voir la campagne engagée par le bureau confédéral de la CGT « urgence CGT : les moyens de la vie ». La confédération contrôlée par l'appareil stalinien est au bord de la banqueroute financière, et ceci ne sera pas sans conséquence sur l'appareil lui-même.

En fait, ces secrets, ces faux bruits, ces mensonges, fraudes, etc., ne visent qu'à garantir l'absence de contrôle par les militants, ce qui est indispensable au maintien de l'édifice bureaucratique. Par exemple, la prétendue discussion sur le centralisme démocratique doit rester dans le cadre du secret, pas tant

vis-à-vis de l'extérieur que de l'organisation ; c'est le sens de la mise au point du bureau politique sur les discussions qui fleurissent dans *Le Monde*, *Libération*, etc.

Cette discussion sur le centralisme démocratique n'a pour but que d'éviter la discussion sur les véritables problèmes.

Sur les contradictions criantes de la résolution, écartelées entre le maintien de l'Union de la gauche, la dénonciation du PS comme responsable de tous les maux et le nouveau rassemblement populaire qui n'est rien d'autre que l'union nationale que propose Mitterrand, union nationale qui se heurte au cadre des institutions de la V^e République en crise.

Les militants du PCF ne savent plus où aller et pour l'instant il n'y a rien de plus urgent pour les dirigeants du PCF que de ne rien faire.

En conclusion, ce dont souffre la direction du PCF c'est la contradiction criante entre ce qu'elle doit à tout prix imposer : le PCF « *est le seul parti de la classe ouvrière* » (son contrôle sur les masses) au compte de la bourgeoisie et de l'appareil stalinien (préserver les institutions, barrer la route à la crise révolutionnaire), et le fait que pour ce faire (« *seul parti de la classe ouvrière* ») il tente d'épouser le mouvement de la classe.

La politique du PCF est contradictoire et partiellement paralysante pour l'appareil stalinien. Prenons un exemple du rapport de Georges Marchais au dernier congrès.

Page 5 : « *Le Parti socialiste ayant renoncé à ses déclarations d'intention contre le capitalisme, participe à la diffusion des idées pernicieuses sur la fatalité de la crise* ».

Page 5 toujours : « *En définitive, le Parti socialiste a réorienté la politique gouvernementale dans le sens voulu par les forces du capital. Il ne dissimule plus sa nature social-démocrate*

et en peut conduire qu'à l'échec économique. »

Et l'on peut lire page 9 : « *le Parti communiste français reste fermement partisan de l'Union de la gauche.* »

Le rapport appelle à la constitution d'un « *nouveau rassemblement populaire majoritaire* » (tête de chapitre) et réaffirme plus loin l'union de la gauche.

Prenons un exemple : un programme d'action anti-crise est fixé : « *Placer l'emploi au centre d'une nouvelle croissance de l'économie, améliorer au centre d'une nouvelle croissance de l'économie, améliorer le niveau de vie dans un esprit de justice et d'efficacité* », mais les moyens, la forme pour faire aboutir les revendications, sont renvoyés aux calendes grecques, sans bien sûr qu'il soit fait illusion à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.

Le document précise qu'il faut « *élever la formation* » (page 7) mais aucun mot n'est dit sur la réforme Savary ou encore les stages Rigout. Plus, le PCF enfourche les revendications patronales de liaison école-entreprise : « *meilleure formation professionnelle dans le cadre de l'établissement de nouveaux rapports entre l'école et la production* » (page 7).

« *Celle-ci nécessite en liaison avec le service public l'intervention et la contribution de partenaires divers tout particulièrement des entreprises* ».

Le PCF reprend à son compte toute la politique des hommes de Savary-Mauroy que des centaines de milliers d'enseignants condamnent et pourtant, le rapport du comité central explique, page 12, « *C'est ainsi que l'écho fait par les communistes au développement du mécontentement contre la politique du gouvernement Mauroy aurait du être rapidement perçu par le comité central.* »

Le rapport du comité central proclame page 8 : « *Il faut bâtir un monde sans arme et sans guerre* ». Et le groupe

parlementaire du PCF à l'Assemblée nationale vote les crédits militaires. L'appareil stalinien dans sa structure interne échappe au contrôle par la base. Il y a les permanents centraux, le comité central et ses collaborateurs, etc. mais tout cet appareil est lié à une couche de permanents, l'appareil municipal, comités d'entreprises, positions dans l'appareil d'Etat, etc.

Tous ces permanents qui échappent à l'exploitation quotidienne ont été sélectionnés pour les besoins de l'appareil. Ces planqués de la lutte des classes jouissent de privilèges bourgeois.

Ces privilèges que l'appareil stalinien tire de sa collaboration avec son propre impérialisme procèdent de son lien avec la bureaucratie et la politique internationale de celle-ci : il s'agit d'une véritable « institution » stalinienne, mais il y a aussi des privilèges de la société bourgeoise.

Sous cet angle, la perte de municipalités, de sièges de députés, dans les conseils régionaux, de comités d'entreprises, introduit des facteurs de dislocation qui se répercutent au niveau du noyau dirigeant.

Cette perte de positions produit par le mouvement des masses introduit des

clivages à l'intérieur de la couche dirigeante. La forme de ces clivages touche tous les aspects de l'appareil. Georges Marchais a beau dire et faire vanter les caractères démocratiques des congrès du PCF.

Les délégués ne représentent pas la base : ceux qui sont élus sont sélectionnés pour les besoins de l'appareil. Mais les clivages introduisent une crise dans cette « représentativité ».

La crise de l'appareil va s'accroître. Certes il y a toujours eu des « débats » mais avant les dirigeants du PCF participaient à une discussion ordonnée par la direction. Actuellement, ils participent également à une discussion mais que l'appareil ne contrôle pas de la même façon.

Il va donc être plus difficile au sommet de faire appliquer les décisions au niveau de l'activité de la base. C'est ce que d'un certain point de vue le Parti communiste espagnol a connu.

Les contradictions atteignent un point où les militants ne savent plus « que faire passer comme ligne » ni comment agir. Et ceci est mortel pour l'appareil stalinien.

Christophe SALLERS

SOURCES

Kriegel-Valrimont, « Une constitution monarchique », in *Cahiers du Communisme*, septembre 1958.

PCF, résolution adoptée au comité central des 5-6 octobre 1958, in *L'Humanité*, 6 octobre 1958.

Marcel Servin, rapport au comité central du 5-6 octobre 1958, in *L'Humanité*, 6 octobre 1958.

F. Forgue, « Le PCF, fidèle défenseur de l'ordre établi », in *La Vérité*, 15 novembre 1958.

F. Forgue, « A propos de la politique du PCF du 13 mai au 1^{er} juin », in *La Vérité*, 15 décembre 1958.

Maurice Thorez, rapport d'activité du comité central au XV^e congrès du PCF, in *Cahiers du Communisme*, N^o spécial congrès, 24-28 juin 1959.

PCF, thèses du XV^e congrès in « *Cahiers du Communisme*, N^o spécial congrès 24-28 juin 1959.

Waldeck-Rochet, discours prononcé à l'Assemblée nationale, in *L'Humanité* du 5 octobre 1962.

Roland Leroy, rapport au comité central d'Ivry, in *L'Humanité* du 6 octobre 1962.

Maurice Thorez, discours prononcé à la Mutualité le 18 octobre 1962, in *L'Humanité* du 19 octobre 1962.

PCG, déclaration, in *L'Humanité* du 30 octobre 1962.

PCF, « Pour en finir avec le pouvoir personnel », in *Cahiers du Communisme*, juin-juillet 1964.

« Le PCF propose une rencontre immédiate à la FGDS », in *L'Humanité* du 28 mai 1968.

Une interview de Waldeck-Rochet à l'AFP, in *L'Humanité*, 29 mai 1968.

PCF, déclaration du bureau politique du PCF, in *L'Humanité*, 1^{er} juin 1968.

René Andrieu, éditorial de *L'Humanité*, 7 juin 1968.

PCF, éditorial des *Cahiers du Communisme*, juin-juillet 1968.

Henri Chauveau, « Gaullisme, référendum et régionalisation », in *Cahiers du Communisme*, avril 1969.

PCF, thèses du XIX^e congrès, in *Cahiers du Communisme*, février-mars 1970.

Georges Marchais, rapport au comité central du 26 juin 1981, in *L'Humanité* du 27 juin 1981.

Interview de Georges Marchais au *Monde*, *Le Monde*, 22 novembre 1983.

Jean Baudoin, « L'assimilation progressive des institutions de la V^e République par le PCF », in *Revue française des sciences politiques*, 1984.

Programme commun de gouvernement, Paris, les Editions sociales, 1972.

Changer de cap : programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire, Paris, Editions sociales, 1971.

Les communistes et l'Etat, Paris, Editions sociales, 1976.

ANGLETERRE

La grève des mineurs ouvre une nouvelle période

par F. Forgeu

LE 1^{er} mars 1984, la direction des charbonnages britanniques annonce la fermeture du puits de Cortonwood dans le Yorkshire. Or, il y travaille des mineurs transférés d'autres puits mis hors d'activité. Des promesses avaient été faites selon lesquelles Cortonwood ne risquait pas la fermeture avant plusieurs années. C'est une provocation et un acte d'intimidation.

Les mineurs de Cortonwood débrayent. Puis la direction régionale du NUM (National Union of Miners - Syndicat national des mineurs) du Yorkshire appelle les 55 000 mineurs de ce bassin, le plus important de Grande-Bretagne, à la grève alors que celle-ci est déjà effective dans de nombreux puits et gagne l'Ecosse.

Ainsi commence un affrontement de classe qui fera de l'année 1984 une année marquante dans l'histoire du combat international de la classe ouvrière pour son émancipation et dont les conséquences, profondes en Angleterre même, dépassent et de loin le seul cadre de la Grande-Bretagne.

Comme l'écrit Fourth Internationalist la revue politique publiée par les trotskystes britanniques, après la fin de la grève :

« C'est une nouvelle phase de la lutte des classes » qu'elle a ouverte. En Angleterre, après la grève des mineurs, les rapports politiques ne sont plus les mêmes.

Le 5 mars 1985, après un an de grève, les mineurs reprennent le travail. La reprise a lieu après que la décision en ait été prise, à la majorité, par une conférence nationale de délégués. Les

mineurs rentrent en bon ordre, derrière les drapeaux de leur organisation syndicale. Ils n'ont pas obtenu satisfaction sur leur revendication : l'annulation du plan de restructuration. Mais

leur organisation syndicale n'a rien signé, il n'y a aucune acceptation ou « légitimation » par le NUM des licenciements.

Rien n'est conclu, rien n'est réglé. La presse internationale — en particulier française — hurle à la mort, martèle qu'il s'agit d'une défaite historique. La presse britannique, elle, se montre plus réservée dans ses commentaires. C'est le *Times*, le journal conservateur par excellence qui note « *Contrairement à ce qu'on pouvait attendre, les cercles gouvernementaux admettaient que M. Scargill avait raison de dire que la grève était terminée, le combat continuait* ». (On se rapportera à la revue de la presse française et britannique parue dans *Informations ouvrières* n° 1200 du 10 mars).

Une nouvelle période

Il n'a fallu que quelques semaines pour confirmer l'analyse résumée dans la formule « la fin d'une grève, le commencement d'une nouvelle période ». Margaret Thatcher avait comparé son combat contre les mineurs, « l'ennemi intérieur » à celui que l'impérialisme britannique avait mené contre « l'ennemi extérieur » pour préserver sa mainmise sur les Iles Malouines. Au lendemain de son succès militaire, tout paraissait sourire au gouvernement Thatcher. A l'issue de la grève des mineurs, c'est l'inverse.

On sait la valeur relative des « sondages d'opinion », il est néanmoins vrai que quand ils pointent tous dans la même direction, ils constituent une indication. Jusqu'à la grève des mineurs, le parti conservateur conservait une certaine avance sur le Labour Party. Contrairement aux mensonges sur l'impopularité de la grève des mineurs et le tort qu'elle aurait causé à la crédibilité du Labour Party elle a conduit à une situation où tous les sondages, dans la dernière phase de la grève et depuis, donnent le Labour Party talonnant et même dépassant le

parti conservateur. C'est ainsi que début avril a été publié un troisième sondage plaçant le Labour Party en tête (40 contre 36).

Mais pour significatives que soient de telles indications, il y a plus important. Le Parlement britannique vient d'adopter le budget. La discussion à ce sujet a souligné le profond malaise qui règne au sein du parti conservateur. Certaines des personnalités du parti conservateur n'ont pas hésité, comme Pym, à qualifier ce budget de « mauvais budget », qui se refuse, au nom de la lutte contre l'inflation à se pencher sur le problème du chômage.

C'est après le vote de ce budget d'austérité que s'est constitué, sous le couvert d'un Institut d'études des problèmes de l'emploi, un regroupement que la presse britannique qualifie comme une « large coalition anti-Thatcher ». On y trouve — à titre personnel — des dirigeants conservateurs Sir Ian Gilmour, ancien ministre, Shirley Williams, dirigeante du SDP (la formation qui a rompu avec le Labour Party et qui s'est électoralement alliée au parti libéral), Denis Healey, ancien ministre et membre du Labour Party, Michael Meacher, député du Labour Party et connu pour être proche de son dirigeant Neil Kinnock...

Le but avoué de cette coalition, selon la presse anglaise c'est « d'attaquer le bilan du gouvernement en matière d'emploi et de promouvoir une autre approche de ce problème ». En fait, il s'agit de préparer « l'après Thatcher ». On sait que depuis la guerre, le fonctionnement normal des institutions britanniques s'est opéré au travers de l'alternance entre le parti conservateur et le Labour Party et que toute la tradition de celui-ci est contraire à l'idée même d'un gouvernement de coalition. La « coalition anti-Thatcher » qui vient de se constituer n'est pas un « gouvernement d'union nationale » anticipé. Mais la signification politique de l'initiative est claire : c'est en quelque sorte en « négatif »,

du côté de représentants responsables de la classe dominante et de dirigeants sociaux-démocrates, la prise en compte des conséquences politiques de la grève des mineurs. C'est pour parler le jargon à la mode, la recherche d'un autre « consensus » après la fin de l'ère Thatcher dont la politique de « confrontation » conduit au désastre. C'est une expression de la profondeur de la crise politique, reliée au déclin accentué de l'impérialisme britannique, et de la conscience qu'ont certains des représentants politiques de celle-ci des véritables rapports de force. Eux, ne se laissent pas griser par les apparences.

Ils savent que ce n'est pas un hasard si, au lendemain de la fin de la grève des mineurs, Londres était le théâtre d'une puissante manifestation de travailleurs de la Fonction Publique auxquels s'étaient mêlés des enseignants, ce qui en Grande-Bretagne est un élément nouveau.

En effet, depuis plus de deux mois, l'organisation syndicale enseignante, le National Union of Teachers (NUT), mène des actions par région pour revendiquer une réévaluation des salaires de la profession. Le combat des enseignants se combine avec une situation explosive dans les principaux secteurs de la fonction publique et ajoute à une tension que la fin de la grève des mineurs n'a pas dissipée.

Si l'on se tourne vers les mines, là aussi les derniers développements sont extrêmement significatifs. A la suite d'une négociation entre le NUM et la direction des Charbonnages, les mineurs viennent d'obtenir une augmentation de 10,26 % (certes, il ne s'agit que d'un « rattrapage » partiel depuis deux ans, la grève ayant interrompu les négociations salariales) sans qu'il y ait aucun préalable ou condition liée à l'acceptation du plan de restructuration. Et, en ce qui concerne la mise en œuvre de celui-ci, la fermeture d'un certain nombre de puits, la réaction du syndicat des personnels de maîtrise et de surveillance (NACODS) est, elle

aussi, d'une extrême importance. Le NACODS n'avait jamais donné l'ordre de grève mais avait menacé à un moment d'entrer dans la lutte (voir la chronologie). Il avait ensuite reculé, arguant du fait la direction des Charbonnages acceptait l'examen de la situation de chaque puits par une commission spéciale avant de prendre des décisions définitives. Le 18 avril, le NACODS a tenu une conférence qui a recommandé à ses membres une grève des heures supplémentaires (le vote doit avoir lieu le 10 mai) si la direction des Charbonnages « s'obstinait à mettre en œuvre la fermeture de puits affectées par la grève d'un an sans avoir recours à la nouvelle formule d'inspection des puits ».

Enfin, et c'est un événement qui a lui seul exprime toute la situation : le 23 avril, 150 000 à 200 000 lycéens et collégiens ont fait grève contre le « Youth Training Scheme », sorte de « TUC » à l'anglaise : les jeunes sortant de l'école doivent obligatoirement accepter d'y participer, c'est-à-dire de faire un « stage » pour un salaire mensuel de 1 100 F environ, s'ils veulent ensuite avoir droit aux allocations chômage.

Les ministres du gouvernement Thatcher ont tonné contre cette grève, elle a été dénoncée comme « irresponsable » par la direction du Labour Party et de la confédération syndicale. Elle a pourtant été massivement suivie par les jeunes, répondant à l'appel d'un « Comité des jeunes pour les droits syndicaux », animé par des militants de la gauche du Labour Party, notamment regroupés autour du journal *Militant*.

Par dizaines de milliers, dans les principales villes, les jeunes ont manifesté contre Thatcher.

Oui, rien n'est plus comme avant après la grève des mineurs. C'est pourquoi — non pour en faire un bilan — mais pour dégager certains des traits de cet extraordinaire mouvement et des obstacles auxquels il s'est heurté, il est nécessaire de revenir sur son déroulement.

Les mineurs déclenchent la grève

Contrairement à une légende complaisamment entretenue par la presse pour qui la grève aurait été provoquée par une décision arbitraire de la direction du NUM, c'est spontanément qu'elle commence par la riposte des mineurs de Cortonwood, puis de l'ensemble du Yorkshire et d'Ecosse.

C'est seulement le 8 mars — une semaine plus tard — que la grève dans le Yorkshire et l'Ecosse reçoit le soutien officiel de la direction nationale du NUM. Et ce n'est que le 12 mars que la grève deviendra « officiellement » nationale, alors qu'elle a déjà largement dépassé les régions où elle a débuté.

Le 13 mars, la direction des Charbonnages admettra qu'il y a plus de cent mille grévistes sur les 195 000 environ qui travaillent au fond et que plus de cent puits (sur cent soixante-quatorze) sont totalement immobilisés. La grève a non seulement gagné très vite tous les bassins (à l'exception de celui du Nottinghamshire sur lequel nous reviendrons) mais elle s'organise activement : les piquets de grève sont formés et depuis le début des « équipes volantes » (flying pickets) organisés dans les régions déjà en grève se portent dans les autres bassins.

Voici comment un mineur du puits de Sutton Manor dans le Lancashire décrivait les conditions du déclenchement de la grève dans son secteur :

« Quand nous avons appris que la grève se développait, il y a eu un premier vote. Le résultat : 50 % pour la grève, 50 % contre. Mais dans les jours suivants, la discussion s'est poursuivie entre nous et il a été décidé une assemblée générale de la section syndicale.

A cette assemblée générale, il y a eu 400 travailleurs présents sur un effectif de 600. Il y a eu un vote presque unanime

pour la grève (une douzaine d'abstentions).

Mais la grève avait démarré avant le vote qui a été une confirmation. Le jour précédant l'assemblée générale, les mineurs du Yorkshire sont venus installer un piquet volant. Quand nous l'avons appris, nous avons commencé à débrayer et dès l'après-midi tout le puits était en grève. Dans les jours qui ont suivi, la grève a rapidement gagné sept autres puits dans le même district. Nous nous sommes organisés essentiellement à l'échelle locale, du puits, à partir de la section syndicale. Mais pour assurer la constitution des piquets, la rotation entre nous, l'envoi d'équipes volantes là où cela était nécessaire, il a été constitué des comités de grève dont les responsables ne coïncident pas nécessairement avec les responsables officiels du syndicat. Ces comités que nous avons mis en place assurent en fait l'organisation quotidienne de la grève, les membres du bureau syndical ont à assurer d'autres tâches, notamment la défense légale du syndicat, les poursuites, etc. Mais naturellement, la direction de la section syndicale est associée à toutes les décisions du comité de grève ». (1)

L'enjeu

Le « plan de restructuration » des Charbonnages — c'est-à-dire le plan du gouvernement Thatcher — n'est que l'expression dans un secteur essentiel de ce que l'on a appelé la « stratégie industrielle » du gouvernement conservateur. De plus, comme il concerne un secteur extrêmement concentré, riche de traditions de combat et d'organisation, sa mise en œuvre signifie chercher à créer les conditions d'une application générale de tels plans dans tous les secteurs. Refuser ce plan par le moyen de la grève c'était donc

(1) Interview de Steven Green, militant du NUM (section du puits de Sutton Manor, dans le Lancashire) dans *Informations ouvrières* n° 1172 du 24 Août 1984

GREVE DES MINEURS (chronologie)

1984 :

1^{er} mars : annonce de la fermeture de Cortonwood. La direction régionale du Yorkshire appelle les 55 000 mineurs du bassin à la grève.

6 mars : le plan des charbonnages rendu public.

8 mars : la direction nationale de la NUM apporte son soutien officiel aux grèves dans le Yorkshire et en Ecosse.

12 mars : début de la grève nationale.

13 mars : 100 000 grévistes sur 183 000 (près de cent puits immobilisés sur 174).

14 mars : jugement porté contre la NUM du Yorkshire interdisant les « piquets volants ».

15 mars : le premier mort de la grève.

3 avril : le NUR (National Union of Railwaymen) décide de ne pas transporter de charbon.

11 avril : le NACODS (syndicat des personnels de surveillance et de maîtrise) vote pour la grève (7 638 contre 6 661), mais les statuts du syndicat exigent une majorité des 2/3 pour être effective.

19 avril : la conférence des délégués du NUM refuse d'organiser un vote sur la grève en cours, en conformité avec les dispositions légales.

4 mai : piquets massifs dans le Nottinghamshire.

14 mai : manifestation à Mansfield (40 000 manifestants). Brutalité, arrestations. Renforcement des effectifs de police.

20 mai : Murray, dirigeant de la Confédération syndicale, condamne les grèves de solidarité de 24 heures en Yorkshire, Humberside, et Galles du Sud.

23 mai : première tentative de négociation. Echec.

29 mai : violences policières à Orgreave (82 arrestations).

30 mai : Orgreave, arrestation de Scargill.

6 juin : intervention du gouvernement pour éviter la grève des chemins de fer.

8 juin : manifestation de mineurs devant le parlement. Nombreuses arrestations.

12 juin : journée d'action décidée par le TUC du Pays de Galles : 10 000 manifestants à Cardiff.

13 juin : nouvelles négociations. NUM-Charbonnages.

18 juin : nouvelles violences à Orgreave.

20 juin : piquet devant les aciéries. Les cheminots arrêtent tout transport de charbon.

5 juillet : nouvelles négociations.

9 juillet : grève des dockers contre l'emploi de main d'œuvre non syndiquée pour décharger du charbon.

18 juillet : échec des négociations avec les Charbonnages.

21 juillet : fin de la grève des dockers.

31 juillet : saisie des fonds de la NUM des Galles du Sud.

11 août : conférence de délégués de la NUM qui appelle le TUC à le soutenir.

21 août : première discussion du Conseil Général des TUC sur la grève.

23 août : deuxième grève des dockers.

3 septembre : Congrès du TUC. Première quinzaine de septembre : nouvel essai de négociation. Sans résultat.

18 septembre : fin de la seconde grève des dockers.

Fin septembre-début octobre : Congrès du Labour Party.

3 octobre : le NACODS et la Direction des Charbonnages se rencontrent devant une commission d'arbitrage, (les discussions échoueront), et le NACODS décide d'appeler ses membres à la grève pour le 25 octobre, mot d'ordre qui sera ensuite annulé.

5 novembre : Kinnock refuse de se rendre à des meetings de la NUM. Saisie des fonds de la NUM. Conférence des délégués de la NUM, qui décide de continuer la grève, (unanimité).

12/13 novembre : heurts violents avec la police dans le Yorkshire. Willis condamne la violence « d'où qu'elle vienne » et est hué, (Galles du Sud).

20/21 novembre : débats au parlement ; obstruction par la gauche du Labour Party.

1985

24 janvier : nouvelles négociations.

29 janvier : nouvelle rupture.

19 février : Thatcher rencontre les émissaires du TUC.

21 février : la conférence de la NUM rejette les propositions recommandées par le TUC.

24 février : manifestation à Londres.

3 mars : par 98 voix contre 91, reprise du travail sans rien signer.

défier dans son ensemble la politique du gouvernement Thatcher et par là même mettre en jeu son existence. Quand un mineur du Yorkshire déclarait : « **On ne se bat pas pour une augmentation de salaires ou quelque chose comme ça, on se bat simplement pour avoir un emploi et le conserver** » (2), il ne marquait pas les « limites » de la grève mais soulignait tout au contraire son caractère irréductible.

D'autant plus que la politique du gouvernement Thatcher a précisément été de chercher à mettre en cause la « **capacité des organisations syndicales à défendre l'emploi pour dicter ses conditions à ce sujet** » comme il est écrit dans un article de *Fourth Internationalist* (3).

Le caractère politique de la grève des mineurs et le fait que, dès son déclenchement, elle posait le problème au niveau gouvernemental s'impose sans équivoque. C'est pourquoi il est nécessaire de revenir sur ce qu'est le gouvernement Thatcher.

Le second gouvernement Thatcher

C'est en juin 1983 que Thatcher entame son second mandat gouvernemental à la suite d'élections générales qui ne furent pas marquées par un « raz de marée » conservateur comme on l'écrivit souvent à l'époque, mais par une défaite électorale du Labour Party qui réalise alors son « score » le plus bas depuis 1922 : il passe de 11 500 000 voix à 8 500 000 par rapport aux élections précédentes de 1979.

Et pourtant le bilan des quatre premières années de pouvoir de Thatcher n'a pas de quoi séduire les électeurs : le

(2) Maurice Lemoine, « La longue grève des mineurs britanniques dans *Le Monde Diplomatique* (janvier 1985

(3) *Fourth Internationalist* est le nom de la revue publiée par le Socialist Labour Group (SLG), la section britannique de 4^e Internationale (CIR) qui incorpore le bulletin publié auparavant sous le titre *Socialist Newsletter*. La citation est extraite du numéro de février-mars 1985.

chômage a plus que doublé depuis son arrivée à Downing Street, des mesures d'austérité frappent les dépenses de santé et d'éducation, les salaires retardent sur l'inflation et des lois limitant les droits des organisations syndicales sont imposées par la majorité conservatrice.

C'est la direction du Labour Party qui a organisé sa propre défaite : non seulement elle n'offre aucune perspective de combat politique centralisé contre le gouvernement Thatcher à la classe ouvrière qui n'est certes pas restée passive (grève de la sidérurgie, des travailleurs de la santé, recul de Thatcher devant la menace de grèves générales des mines et des docks), mais elle apparaît beaucoup plus concernée par la lutte contre l'aile gauche du Party, par la chasse aux sorcières des militants accusés de « trotskysme » que par la lutte contre Thatcher. Elle pratique avec Thatcher « l'union sacrée » dans la répression sauvage exercée contre le peuple irlandais et ses combattants et dans la guerre contre-révolutionnaire menée contre l'Argentine (4).

Le journal des cercles financiers de la City *L'Economist* dont les lecteurs ne se payent pas de mots, assurait que le plus difficile était à venir :

« Les quatre années de l'administration Thatcher ont été des années faciles. Les salaires sont encore trop élevés, ainsi que les transferts sociaux qui incitent à rester chez soi plutôt qu'à travailler... Il faut que Mme Thatcher ait le courage de gouverner vraiment ».

« Gouverner vraiment » cela signifie s'attaquer à l'ensemble de la classe ouvrière, viser à démanteler les conquêtes et les droits que le prolétariat britannique a conquis sur tous les terrains, pousser jusqu'au bout la logique de la « rentabilisation » et de la « restructuration », ce qui implique que des

(4) Voir à ce sujet l'article paru dans *Tribune internationale* n° 16 (juillet-août 1983) sous le titre « Les leçons des élections anglaises ».

coups majeurs soient portés aux organisations de la classe ouvrière et d'abord à ces organisations syndicales. Mais c'est une œuvre qui ne peut se réaliser sans que se soient modifiés tous les rapports politiques en Grande-Bretagne.

Et l'éclipse électorale du Labour Party — politiquement importante certes — n'est pas identifiable à une altération qualitative des rapports de force entre les classes. Les limites de l'action du gouvernement Thatcher sont déterminés par ces rapports. Et l'on ne peut être que frappé par la prudence et la « modération » (en égard à ses proclamations) de l'action du gouvernement Thatcher après son « triomphe ». Certes, des coups réels sont portés contre le niveau de vie de la classe ouvrière. Les licenciements se multiplient et particulier dans les secteurs qui sont traditionnellement des bastions du mouvement ouvrier.

L'édifice législatif anti-ouvrier qui se bâtit depuis 1979 s'agrandit et voit ses fondations renforcées. Tout un dispositif légal anti-syndical est ainsi mis en place : les lois de 1980, 1982 (« Employment Acts ») sont complétées par le « Trade Union Act » de 1984. Ces diverses dispositions légales se combinent pour réduire le droit à la constitution de piquets de grève, rendre les organisations syndicales en tant que telles responsables des « désordres » qui pourraient se produire et les frapper de lourdes amendes ; interdire en fait les « piquets secondaires » c'est-à-dire les grèves de solidarité ou la présence de piquets de grève autour d'un établissement industriel qui n'est qu'indirectement affecté par une grève (par exemple empêcher l'acheminement de charbon vers une centrale devient illégal) ; remettre en cause le contrôle syndical sur l'embauche. Plus encore, ces lois autorisent l'Etat à intervenir dans la vie interne des organisations syndicales dans des conditions mettant en cause le droit de grève en tant que tel : toute grève doit désor-

mais pour être légale être précédée d'une consultation à bulletins secrets (vote par correspondance des adhérents) et non d'un appel de la direction régulière du syndicat ou de décisions d'assemblées générales. Enfin, dans l'année qui vient des consultations devront être organisées pour établir si chaque organisation syndicale continuera ou non à verser une « cotisation politique » au Labour Party (5).

Cependant, si l'on examine la situation en Grande-Bretagne entre la seconde investiture de Thatcher et la grève des mineurs, on ne peut qu'être frappé par le fait que ce ne sont pas les attaques contre la classe ouvrière — dont la réalité a été soulignée — qui constituent l'élément dominant mais bien les actions menées par la classe ouvrière — et l'incertitude manifeste qui existe au sein de la classe dominante et de sa représentation politique.

A l'issue de la grève des mineurs, cette incertitude ne sera pas dissipée, au contraire. La profonde crise qu'à tous les niveaux la grève des mineurs a exprimé et qu'elle a qualitativement approfondie se traduira dans le désarroi manifeste du parti conservateur, dans les éléments d'isolement accru du gouvernement Thatcher. Les rapports politiques sont en cours de modification, mais dans le sens inverse de ce qu'exigerait le fait de « gouverner vraiment » réclamé par *L'Economist* en 1983.

Les derniers mois de 1983 et le début de l'année 1984 ont été avant tout marqués par une grève d'ampleur nationale dans la presse contre les restrictions aux droits syndicaux et (pour la première fois à cette échelle) par une grève nationale des fonctionnaires con-

(5) On sait qu'en Angleterre le mouvement syndical (le TUC) et le Labour Party sont organiquement liés. Cela tient au fait que le Labour Party est né comme la représentation politique du mouvement syndical. Une fraction des cotisations syndicales est automatiquement reversée au Labour Party par les syndicats affiliés qui ont droit de vote, en fonction de leur nombre d'adhérents, dans les Congrès du Labour Party

tre la décision de Thatcher interdisant à une catégorie particulière de travailleurs de la fonction publique (ceux qui travaillent dans un centre d'écoute dépendant de la Défense nationale) de se syndiquer. L'explosion de la grève des mineurs n'est donc pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Mais elle va modifier qualitativement toutes les données de la situation politique. Elle va cristalliser un conflit politique entre la classe ouvrière d'une part, la bourgeoisie et son gouvernement de l'autre et contraindre toutes les composantes du mouvement ouvrier, tous ceux qui prétendent parler au nom du mouvement ouvrier à se définir.

Si en s'engageant dans cette confrontation, le gouvernement Thatcher lui aussi prolonge en un sens ses tentatives précédentes c'est aussi un combat d'une autre ampleur qu'il entreprend. L'objectif n'était pas seulement de faire fermer les puits mais avant tout de faire capituler — ou sinon détruire — le puissant syndicat des mineurs dont on sait la place particulière qu'il occupe dans l'histoire et la structure du mouvement ouvrier britannique.

A cette épreuve de force la bourgeoisie britannique s'était préparée de longue date. Dès 1978 un rapport d'une commission mise en place par la direction du parti conservateur désignait le syndicat des mineurs comme l'un des ennemis « qu'un futur gouvernement conservateur aurait à combattre » et énumérait des mesures (qui au fil des ans ont été prises par le gouvernement Thatcher) : augmenter les stocks de charbon, développer les énergies de remplacement et en cas de grève « faire supprimer les allocations versées aux grévistes pour faire retomber tout le poids financier sur le syndicat » et « constitution d'une force de police mobile équipée et préparée pour faire face à des piquets violents » (Le rapport Ridley tel qu'il a été résumé dans *L'Economist* du 27 mai 1978).

La préparation politique, a aussi consisté à tester en quelque sorte les réactions de la direction confédérale (la direction du TUC) et de la direction du Labour Party face aux coups portés à d'autres secteurs et aux lois anti-syndicales. Leur refus d'utiliser leur position pour effectivement défendre les travailleurs du livre ou les droits des fonctionnaires, le « nouveau réalisme » proné par le secrétaire général des TUC, Len Murray, c'est-à-dire la coopération avec Thatcher, tout indiquait que comme lors de la grève générale de 1926, les mineurs auraient à compter avec des dirigeants qui pour nombre d'entre eux « **ne tendront pas à paralyser l'Etat bourgeois par le moyen de la grève générale mais à paralyser la grève générale avec l'aide de l'Etat bourgeois** » pour reprendre la formule employée alors par Léon Trotsky.

La dimension internationale de la grève des mineurs

Tout examen du contexte, du contenu et des répercussions de la grève des mineurs ne saurait se limiter au cadre strict de la Grande-Bretagne. Dans les publications de la IV^e Internationale (Centre International de Reconstruction) comme dans celles de sa section britannique, le Socialist Labour Group ou de sa section française, le PCI, la signification internationale et, en particulier, la dimension européenne de la grève des mineurs ont été d'emblée dégagés. Il était nécessaire dans le cadre de cet article de commencer par développer quelques aspects de la situation britannique qui n'avaient pu être traités pour des lecteurs français dans *Informations Ouvrières* ou dans *Tribune Internationale*, mais pourtant, au risque d'être répétitif, il faut brièvement revenir sur la portée de la grève des mineurs du point de vue de la lutte des classes internationale.

Dans un document publié en septembre 1984 dans *Socialist Newsletter*, la revue du Socialist Labour Group, il

était écrit : « Il est nécessaire de saisir toute la signification de la grève des mineurs. Avec les travailleurs polonais et les métallurgistes allemands, les mineurs britanniques sont au premier rang du combat de la classe ouvrière européenne. Ces trois composantes de la classe ouvrière ne sont pas situées au même niveau mais au sens le plus large elles expriment et représentent la réalité concrète de la révolution ouvrière en Europe. C'est la crise combinée des vieux impérialismes d'Europe et de la domination stalinienne à l'Est qui a amené ces secteurs essentiels du prolétariat à s'engager par centaines de milliers dans la lutte à partir d'exigences centrales de cette période : la défense des salaires, de l'emploi, des droits syndicaux. Les revendications des mineurs touchent au cœur la politique du gouvernement Thatcher, sa volonté de disposer des emplois et des entreprises nationalisées au compte du profit capitaliste. S'y ajoutent des problèmes de caractère démocratique soulevés par le cours même de la grève : les syndicats doivent-ils se soumettre à Thatcher simplement parce que celle-ci dispose d'une majorité parlementaire ? Le Parlement et l'Etat ont-ils le droit d'intervenir dans les affaires des organisations syndicales ? Ces problèmes sont ceux de toute la classe ouvrière britannique et aussi de la classe ouvrière internationale... »

Le grand mouvement de la classe ouvrière allemande contre le régime Kohl en mai-juin 1984 coïncide avec la montée de la grève des mineurs alors que la résistance révolutionnaire des travailleurs polonais a arraché la libération de la majorité des prisonniers politiques, c'est cela qu'évoque à juste titre *Socialist Newsletter*. Mais d'autres manifestations du combat de la classe ouvrière européenne pourraient être évoqués, affirmant la même volonté de résistance face à la même volonté destructrice qui surgit des nécessités de la survie du système d'exploitation capitaliste. Et comme le

souligne dans son introduction, l'appel à une « conférence ouvrière européenne » émanant de la réunion de St-Nazaire « le formidable combat mené par les mineurs anglais exprime la volonté et la capacité de résistance de tous les travailleurs d'Europe menacés par les mêmes mesures ». (6)

La grève des mineurs a été, à cette date, la matérialisation la plus élevée de cette volonté et de cette capacité : c'est là que réside sa portée internationale et ses conséquences.

Si les travailleurs d'Europe — et d'au-delà — ont eu les yeux fixés sur ce qui se passait en Angleterre, ce fut aussi le cas de tous les gouvernements, de tous les tenants de l'ordre établi.

Le gouvernement Thatcher apparaissait comme un « modèle » dans la réalisation de plans anti-ouvriers que tous les gouvernements d'Europe, qu'ils soient formés de seuls partis bourgeois ou qu'ils soient formés par des partis se réclamant de la classe ouvrière, ont à charge d'appliquer. Thatcher aurait démantelé le « pouvoir syndical », « maté » l'une des plus puissantes classes ouvrières d'Europe. Elle indiquait la voie à suivre. La grève des mineurs a mis en miettes le mythe selon lequel le gouvernement conservateur était devenu « irrésistible » et l'a menacé dans son existence même.

Et aujourd'hui, toute la situation politique en Angleterre est marquée par ce fait. L'inquiétude et le désarroi sont dans le camp de ceux qui prétendent avoir remporté une victoire. Il n'y a pas là un paradoxe, mais le résultat d'un puissant mouvement de classe qui a constitué un tournant pour la vie politique.

Si partout les travailleurs ressentaient cette grève comme leur combat, les directions officielles du mouvement ouvrier ont veillé à ce que cette solidarité (en dehors de la solidarité finan-

(6) De larges extraits de cet appel ont été publiés dans *Tribune Internationale* n° 28 février 1985)

cière venue d'abord, comme en Angleterre même, d'initiatives prises par les travailleurs) ne puisse pleinement s'exprimer. Il n'y a pas eu en Europe la moindre décision de boycott. Le charbon comme le pétrole est parti sans entrave pour l'Angleterre. Et l'appareil stalinien, derrière le mince rideau de fumée de ses déclarations démagogiques, a pleinement joué son rôle : en France où la CGT est largement majoritaire parmi les dockers, elle n'a jamais appelé au refus de charger du charbon à destination de l'Angleterre.

Par contre, le gouvernement Thatcher a bénéficié du soutien des pouvoirs en place, à l'échelle internationale. Des Etats-Unis et d'Afrique du Sud, le charbon a afflué, comme d'URSS et de Pologne (dont les importations de charbon ont doublé pendant la grève). C'est d'ailleurs bien plus qu'une coïncidence mais bien l'affirmation de cette « réalité concrète » de l'action et de l'unité des prolétariats d'Europe que le fait que la Fédération des Mineurs de « Solidarité », dans la clandestinité, ait soutenu sans équivoque la grève des mineurs britanniques tandis que le régime de Jaruzelwski a joué un rôle ouvert de briseur de grève. On sait qu'Arthur Scargill, au Congrès des Trade-Unions de 1983, avait refusé de défendre « Solidarité ». Sa volonté de défendre son organisation syndicale face à la tentative de Thatcher de la détruire l'a conduit non seulement à affirmer publiquement « qu'il devait des excuses à Lech Walesa » mais à dénoncer, dans un meeting de masse à Sheffield, la conduite anti-socialiste et hypocrite des autorités polonaises (7).

Le déroulement de la grève

Le gouvernement Thatcher s'était préparé à une épreuve de force mais il ne s'attendait pas la vigueur de la riposte, à la profondeur du mouvement qui

(7) On trouvera le texte de la déclaration de Scargill, faite devant 5 000 mineurs à Sheffield le 8 novembre 1984 dans le n° 26 de *Tribune Internationale* (décembre 1984).

allait se déclencher. La direction du Labour Party comme celle des Trade-Unions, leurs principaux représentants, Kinnock le « leader » du Labour Party et Len Murray, le secrétaire général des Trade-Unions s'étaient eux « préparés » par toute leur politique (celle du « nouveau réalisme ») à chercher une solution se situant sur le terrain de l'acceptation des principes de la « rentabilité ». La manière dont la grève s'est déclenchée témoigne aussi du fait que la direction du NUM (qui refusait les licenciements) n'était pas préparée, pour sa part, à cette épreuve de force. S'il y a eu un état-major préexistant à la grève ce n'est pas du côté des travailleurs. C'est les mineurs qui ont dit « Non » en commençant la grève et c'est en réalisant leur unité dans l'action qu'ils ont fait pleinement jouer à leur organisation syndicale son rôle.

On a beaucoup insisté sur les divisions qui ont existé parmi les mineurs eux-mêmes. Un mouvement d'une telle ampleur n'est jamais homogène, il ne peut non plus rester identique à lui-même d'un bout à l'autre du conflit. Mais c'est un fait indéniable que la grande majorité des mineurs (plus des 2/3) a pleinement participé à la grève et pour l'essentiel, malgré la répression, la misère créée par la durée du conflit, les pressions de toutes sortes, s'est refusé à reprendre le travail avant que la décision de reprise soit démocratiquement prise. Même dans le bassin du Nottinghamshire ou un ensemble de conditions particulières dont la Direction des Charbonnages a su jouer, combinée avec les contradictions de la direction régionale qui ont multiplié les difficultés politiques existant pour tous les mineurs (8) a fait que la majorité des mineurs du bassin a continué le travail, c'est 25 % à 30 % d'entre eux qui étaient en grève.

(8) Contrairement à l'impression qui a souvent été donnée, il n'est pas vrai que le bassin du Nottinghamshire se soit totalement trouvé « hors » de la grève. On y a compté pendant une période environ 50 % de grévistes alors que la direction

Un tel mouvement mobilisant directement de 120 000 à 140 000 grévistes pendant des mois, les dressant dans un affrontement direct contre l'appareil d'Etat et ses forces de répression, concernant directement leurs familles, pesant sur la vie de villes et de régions entières est tout simplement impensable sans qu'il y ait une profonde volonté de combattre jusqu'au bout. Et sans que ceux qui combattent se sentent soutenus par la classe ouvrière dans son ensemble.

Pour que la grève vive, il a aussi fallu qu'elle s'organise et, qu'utilisant les structures de l'organisation syndicale, elle se donne les moyens nécessaires à son développement et à son lien avec les autres secteurs de la classe ouvrière.

Dès le premier jour, comme il a été noté plus haut, la grève s'étendit à partir d'initiatives prises par les mineurs eux-mêmes.

Partant de l'expérience de la grève de 1974, les « piquets volants » donnèrent la priorité à l'organisation du débrayage des régions minières en dehors du Yorkshire. Puis l'organisation régulière des piquets fut assurée par des organismes « ad hoc » directement élus par les mineurs. Parfois les responsables officiels, baptisés par les mineurs « les généraux du temps de paix » jouèrent un rôle mais fréquemment ce ne fut pas le cas. Par exemple, le comité qui coordonnait cette activité dans le Lancashire se réunissait hebdomadairement, discutait des objectifs à assigner aux piquets, par rapport aux

régionale n'appelait pas à la grève. Mais cela avait été un aspect délibéré de la politique de la direction des Charbonnages que de séparer les mineurs du Nottinghamshire des autres : le bassin considéré comme le plus « rentable » a bénéficié de primes de productivité, etc... et de plus, on a regroupé, dans certains secteurs, des mineurs proches de la retraite. Ces facteurs ont joué leur rôle mais seulement parce que l'attitude de la direction régionale (appelant d'abord à la grève, puis annulant cet appel avant de procéder à une consultation régionale) a multiplié la confusion que nourrissait l'absence d'une perspective politique.

puits de mines et à d'autres points stratégiques comme les docks et les centrales électriques, assurait l'envoi là où c'était nécessaire d'équipes de renfort, formé de jeunes mineurs venus de différents puits. De tels organismes ne reçurent pas de reconnaissance officielle de la part de la direction syndicale ; ils ne furent pas non plus condamnés.

Les fonds de soutien furent essentiellement le résultat de milliers et de milliers de collectes publiques, de réunions de soutien. A partir des contacts qu'ils nouaient ainsi, les mineurs se sont constitués des points d'appui dans toutes les villes importantes et, avec eux, de nombreux militants du Labour Party et des syndicats participaient à ces collectes. Les sommes rassemblées ainsi (des millions de livres) dépassèrent de loin l'aide officielle fournie par les directions syndicales.

Ces liens établis entre les mineurs et les travailleurs d'autres professions a abouti, dès les mois de mai et de juin 1984, à la formation de centaines de « comités de soutien de la grève des mineurs ». Leur activité était avant tout de faire inviter des représentants des mineurs à des réunions de militants syndicaux, de délégués, de travailleurs d'une entreprise, de réunions du Labour Party. Dans les discussions qui eurent lieu ainsi à travers tout le pays sur la nature de la grève et sur la voie à suivre, des problèmes se révélèrent.

Les mineurs se heurtèrent à de sérieuses difficultés dans deux secteurs-clé : les centrales électriques et la sidérurgie. Et cela pour de multiples raisons. Dans le cas des centrales électriques, le gouvernement conservateur eut recours à l'octroi de substantielles augmentations de salaires, tenant compte de l'amère expérience de la grève de 1972. Cela se combinait avec le fait que la direction du syndicat des électriciens, l'EEPTU, est la plus réactionnaire de tout le mouvement syndical britannique. Elle parvint à empêcher toute expression véritable de solidarité à la

base avec les mineurs. Dans le cas de la sidérurgie, où de nombreux travailleurs participèrent au soutien financier de la grève, le problème était que l'appareil syndical (opposé à la grève des mineurs) s'appuyait sur la décimation antérieure des effectifs de cette industrie. Il y a eu dans la sidérurgie britannique — sous l'autorité du même Mac Gregor aujourd'hui président des Charbonnages, 60 000 suppressions d'emploi en trois ans (9).

Les dockers et les travailleurs du rail tentèrent de soutenir les mineurs, et dans les deux cas c'est d'en bas que vint l'initiative. Des conducteurs de train furent frappés de suspension à partir du mois d'avril pour avoir refusé de faire circuler des trains chargés de charbon. Mais ce type d'action était décidé au niveau des dépôts. A aucun moment la direction nationale du Syndicat (le National Union of Railwaymen - NUR) n'appela à une grève nationale pour soutenir les mineurs, bien qu'il se soit formellement prononcé pour le soutien de leur grève. Des dizaines de conducteurs furent frappés de mesures disciplinaires et tinrent bon.

En Ecosse les dockers déclenchèrent la grève lorsqu'on voulut leur faire décharger du charbon polonais. Durant l'été de 1984, à deux reprises, les mouvements des dockers débouchèrent sur une grève à l'échelle nationale. Là aussi ce sont les travailleurs qui agissent et qui entraînent ensuite la direction de leur organisation syndicale. Dans les deux cas, c'est cette direction qui décréta la reprise du travail sans que rien soit réglé.

En Ecosse, au mois d'avril 1984, il y eut pratiquement la réalisation d'une

grève générale de 24 heures. Len Murray, alors secrétaire général de la Confédération Syndicale, le TUC (aujourd'hui à la retraite et promu à la dignité de Lord) condamna explicitement les tentatives d'organisation de « journées d'action de soutien aux mineurs » à l'échelle régionale, ce qui n'empêcha pas dans certains cas l'organisation d'importantes manifestations.

On peut dire plus généralement que toute la période qui va d'avril 1984 à janvier 1985 est marquée par la volonté affirmée de larges secteurs de la classe ouvrière de soutenir les mineurs et de se joindre à eux.

Mais le problème était de trouver un pont entre les « comités de soutien » qui étaient essentiellement composés de militants de base et les organisations syndicales à l'échelle nationale. Les mineurs ont tenté de briser cet obstacle par l'organisation, à l'échelle locale, de piquets de masse (comprenant des travailleurs de toutes catégories) dans les régions minières. Mais cette tactique, qui fut parfois couronnée de succès, n'atteignit son plein développement qu'en novembre, quand les centrales électriques furent entourées de piquets de masse. Une fois encore, le blocage organisé par la direction du TUC, qui fit savoir haut et clair que les « piquets de masse » étaient contraires à la loi et ne recevraient pas son appui, eut comme effet de retarder leur organisation, de les empêcher pendant l'été lorsque cette action aurait pu se combiner avec les grèves des dockers.

Le réseau des « comités de soutien » joua un rôle efficace dans la collecte des fonds, dans l'organisation, par centaines et par centaines, de réunions assurant la liaison des mineurs avec les travailleurs d'autres secteurs. Et parce qu'ils répondaient ainsi aux aspirations des travailleurs, ils furent même capables d'organiser de larges manifestations. Mais ils ne pouvaient par eux-mêmes déclencher des grèves dans des

(9) Mc Grégor n'est pas un quelconque fonctionnaire. Il a bâti sa fortune personnelle comme homme d'affaires aux Etats-Unis et a été rappelé en Angleterre par Thatcher pour « assainir » les secteurs clés — c'est-à-dire organiser les licenciements en masse, d'abord dans la sidérurgie. Sa nomination à la tête des Charbonnages avait valeur d'une « déclaration de guerre ».

secteurs vitaux contre la volonté des directions syndicales. Il faut noter à ce sujet que c'est seulement après le Congrès des TUC, en septembre 1984, que la direction du NUM et Arthur Scargill lui-même, appelèrent à « l'action industrielle », c'est-à-dire à des mouvements de grève pour soutenir la grève des mineurs, et cela sans jamais explicitement appeler à la grève générale.

La profondeur du mouvement s'est tout particulièrement exprimé dans le rôle joué par les femmes, dans tous les aspects de la grève. Ce sont elles qui, du début à la fin, prirent en charge tout l'aspect « logistique » du soutien de la grève. Ce sont elles qui assurèrent, dès les premières semaines de la grève, l'organisation de centres de ravitaillement, de cantines, de « cuisines de campagne » pour les piquets. Mais leur rôle ne se limita pas là. Des milliers de femmes participèrent aux piquets de grève, organisées par leur propre comité, souvent contre la volonté des responsables locaux du NUM. Dans une large mesure, une organisation parallèle des femmes se mit en place, avec de profondes racines dans les régions minières. Une manifestation nationale de femmes de mineurs eut lieu dans le Yorkshire, rassemblant plusieurs dizaines de milliers de femmes. Au meeting qui clôtura la manifestation, Arthur Scargill prit la parole ainsi que sa femme, Ann Scargill qui est devenue l'une des personnalités de la grève, à son propre compte. C'est notamment elle qui a assuré la coordination du transport vers le Yorkshire du ravitaillement destiné aux mineurs, certains jours des convois de cinquante camions se rendaient dans le bassin minier, venant d'autres points d'Angleterre.

A la fin de la grève, nombre de comités de femmes ont décidé de se maintenir comme tels et de poursuivre, aux côtés des mineurs, la lutte contre la fermeture des puits et pour la défense de leurs villes et de leurs régions.

Le mouvement vers la grève générale

Un examen même partiel du déroulement de la grève des mineurs suffit à démontrer l'inanité des déclarations sur son « isolement », sur son « impopularité ». Il est impossible d'ailleurs d'expliquer sa durée, ses ressources face aux coups qui, de toutes parts, s'abattent sur les mineurs, si l'on ne tient pas compte de cette solidarité active — qui se manifeste sous une forme financière mais qui ne s'y limite pas — de larges secteurs de la classe ouvrière qui exprime le mouvement même de la classe.

La grève des mineurs et les développements qu'elle produit à l'échelle de toute la classe appellent la grève générale. La nécessité de celle-ci découle du caractère ouvertement politique du conflit et de son enjeu : les mineurs ne peuvent vaincre qu'en faisant céder le gouvernement sur ce qui est pour lui essentiel, en mettant donc en cause son existence. Et cet objectif ils ne peuvent quels que soient leur courage et leur détermination l'atteindre seuls même s'ils agissent au compte de toute la classe ouvrière.

La grève de 1984-85, par la menace qu'elle constitue pour la stabilité de la domination de la bourgeoisie en Angleterre comme par ses conséquences internationales n'est pas celle de 1972 ou de 1974 (10). Bien que la direction du NUM mette en avant cette perspective pendant toute la grève, il n'est pas « techniquement » possible d'aboutir, comme en 1974 à la paralysie de l'industrie, faute d'énergie, par le seul arrêt de l'extraction du charbon (les stocks ont été accumulés, les sources d'énergie autres que la houille sont beaucoup plus importantes et, comme on l'a vu plus haut, l'appui dont bénéficie Thatcher à l'échelle internationale lui assure de larges importations). Mais surtout dans les conditions politi-

(10) La grève de 1974 a conduit le gouvernement Heath à précipiter la convocation d'élections générales qui ont abouti à la défaite des conservateurs et à la victoire de Labour Party.

ques existantes, l'enjeu est autre, le conflit inexpiable. Comme le note le *Times* du 18 avril « **Mme Thatcher est prête à dépenser n'importe quelle somme pour que le gouvernement ne soit pas, une fois encore, battu par le syndicat des mineurs** ». Et, à la fin de la grève le *Guardian* remarquait que « **si les mineurs l'avaient emporté, sous quelque forme que ce soit, ou ce gouvernement serait tombé, ou il aurait dérivé à l'abandon vers sa fin** ». Pour le gouvernement Thatcher c'était une question de vie ou de mort. Mais pour les masses travailleuses, pour la jeunesse, pour les millions de chômeurs, la grève des mineurs montrait la voie pour en finir avec le gouvernement Thatcher.

Cette aspiration, s'appuyant sur l'immense mouvement de soutien aux mineurs qui, malgré les obstacles, se frayait un chemin, c'est la direction de la Confédération syndicale (le Conseil général du TUC) et la direction du Labour Party, qui portent la responsabilité de l'avoir empêché de déboucher sur le terrain de la grève générale.

« **Ce que nous demandons de nos dirigeants c'est qu'ils soient fidèles à leur classe comme Thatcher l'est à la sienne** » disait un délégué mineur.

Fidèle à sa classe, Thatcher a usé contre les mineurs défendant leur emploi de tous les moyens. L'Etat bourgeois a rempli sa fonction. Les bassins miniers ont pratiquement vécu dans un climat d'état de siège, les policiers ont été rassemblés par milliers pour frapper, arrêter, désorganiser les piquets. Il y a eu pendant la durée de la grève 11 000 arrestations, des milliers de poursuites contre des mineurs. Cinq mineurs ont été tués, il y a eu plus de mille blessés. Ces chiffres donnent une idée de ce que fut la violence permanente de l'intervention policière.

Contre la grève des mineurs, le gouvernement utilisa aussi ponctuellement — c'est-à-dire non sans prudence — l'arsenal législatif dont il disposait. Les amendes frappèrent les organisations

régionales puis la NUM nationalement au nom de la loi contre les « piquets secondaires ».

C'est à partir de là que furent opérées la mise sous séquestre des fonds du NUM dans les Galles du Sud puis à l'échelle nationale.

Le gouvernement fit les plus grands efforts pour susciter un « mouvement des mineurs au travail » et un « mouvement pour la reprise du travail » cherchant à constituer contre l'organisation syndicale, un mouvement de briseurs de grève. Parce que la direction du NUM avait refusé d'organiser une consultation selon les règles prescrites par la loi, il fit porter plainte contre lui par « des jaunes » pour pouvoir déclarer la grève « non officielle ». Il alla jusqu'à tenter de faire supprimer toute allocation aux familles des mineurs en grève, provoquant au Parlement l'obstruction de la part des députés de la « gauche » du Labour Party.

En même temps, le gouvernement Thatcher comptant sur l'usage de la force et sur l'isolement des mineurs pour briser la grève feignait de traiter celle-ci comme un « conflit du travail » ne concernant pas le gouvernement mais seulement la Direction des Charbonnages, limitant son intervention apparente aux matraques de sa police et aux arrêts de ses juges.

Pendant ce temps, le dirigeant du Labour Party, Kinnock, déplorait la violence « d'où quelle vienne » et prenant une position symétrique à Thatcher, la direction du TUC considérait que cette grève ne regardait que la NUM. Mais à la différence de Thatcher qui mettait tout le poids de la machine gouvernementale derrière la direction des Charbonnages, Len Murray, secrétaire général du TUC faisait tout pour que le poids du mouvement ouvrier ne pèse pas du côté des mineurs.

Et pourtant, la profondeur du mouvement des mineurs, leur mobilisation, les conséquences grandissantes dans

tous les secteurs de la classe ouvrière de leur action vont reposer à plusieurs reprises la question de la grève générale. Au mois d'avril, après que le syndicat des travailleurs du rail (NUR) ait pris la décision de ne pas transporter de charbon (décision qui restera pour la direction formelle), c'est le NACODS, le syndicat du personnel de surveillance et de maîtrise des mines qui vote le principe de grève. Le mois de mai verra se dérouler, à l'échelle nationale, de puissantes manifestations et l'équivalent d'unions régionales du TUC prendre l'initiative de journées d'action, malgré l'opposition de la direction confédérale (voir la chronologie). Mais c'est aussi au sommet de l'appareil confédéral que des déchirements se produisent. Ils se traduisent par la démission de Len Murray qui s'était farouchement opposé à tout soutien au NUM : les motifs personnels invoqués ne masquent pour personne les motifs politiques de ce départ, sans précédent dans sa forme, dans l'histoire du syndicalisme britannique.

Dans ces mois de la fin du printemps et du début de l'été 1984, la grève forme un bloc solide, la solidarité qui l'entoure grandit encore. C'est alors qu'éclate en juillet la grève des dockers, directement engagée en soutien aux mineurs puisqu'à son origine il y a la tentative de faire décharger du charbon par de la main d'œuvre non syndiquée. Mais la direction du syndicat des dockers traite ce mouvement comme s'il s'agissait d'un conflit revendicatif totalement séparé de la grève des mineurs et, à ce moment non plus la direction du NUM ne se réfère pas à la perspective de la grève générale que la grève des dockers pose pourtant pratiquement.

C'est dans cette situation que se tient le Congrès des Trade-Unions. A une large majorité, ce Congrès adopte une résolution affirmant le soutien du TUC à la grève des mineurs, stipulant notamment que tout travailleur devrait

respecter les piquets de grève du NUM. Mais le dirigeant du syndicat des électriciens, connu pour ses positions réactionnaires, s'oppose à cette résolution qui dit-il conduit à « la grève générale ». Même réaction de la part de la direction syndicale des sidérurgistes. Pourtant la résolution n'est pas une formalité. Elle exprime les modifications que la grève des mineurs entraîne à tous les niveaux du mouvement ouvrier, la conscience qu'ont nombre de dirigeants syndicaux — pourtant réputés pour leur modération — que si le NUM et les mineurs sont écrasés ce sont les positions et les prérogatives de tout le mouvement syndical qui seraient menacés. Le Congrès du Labour Party en octobre, affirmera lui aussi son soutien aux mineurs et fera une ovation à Scargill. Malgré les efforts de Kinnock, la résolution dénonçant les violences policières ne contiendra aucune référence à la « violence » des mineurs. La grève des mineurs délimite deux camps parmi les responsables et les parlementaires du Labour Party. Aux attaques de Kinnock contre les mineurs en lutte s'opposent, par exemple, les propos d'Eric Heffer, député et président du parti qui rappelle que s'il n'y avait pas eu dans le passé des hommes qui avaient « défié de mauvaises lois », le mouvement syndical ne se serait jamais constitué.

Le facteur essentiel qui, dans les mois qui suivront, sauvera Thatcher d'une défaite, c'est le refus de la direction du TUC (secondée par celle du Labour Party) de faire passer dans les faits les décisions de son Congrès. C'est cela qui la conduira au terme de la grève, à accepter d'être l'agent de transmissions, auprès du NUM, des ultimatums de Thatcher. Le rôle des dirigeants du TUC se réduira alors à chercher une formule acceptable pour faire accepter l'inacceptable c'est-à-dire que le NUM préalablement à tout négociation véritable accepte que celle-ci se situe dans le cadre du plan de la Direction des

Charbonnages. On a souvent présenté le NUM comme opposé à toute négociation. C'est faux, il suffit de se reporter à la chronologie pour voir que pendant toute la grève il y a eu une série de tentatives, sans résultat du fait de l'intransigeance de la Direction des Charbonnages. Finalement ce que celle-ci a demandé c'est que la capitulation précède la négociation qui à partir de ce moment n'en était plus une...

Le rôle du stalinisme dans la grève des mineurs

Ce n'est pas seulement à l'échelle du soutien international apporté à Thatcher, soit par défaut en interdisant toute expression efficace de la solidarité ouvrière, soit directement (importation du charbon polonais) que l'appareil stalinien international a eu un rôle dans la grève des mineurs. C'est aussi en Angleterre même s'il a joué un rôle considérable. La capacité qu'ont eu les directions du TUC et du Labour Party à traiter comme des « chiffons de papier » les résolutions de leurs propres Congrès et à maintenir seule la grève des mineurs aurait été impossible sans le concours de l'appareil stalinien. Cette affirmation peut paraître abusive compte-tenu de la faiblesse comme parti du Parti communiste britannique, déchiré de plus en plus en deux fractions rivales. Mais se limiter à cet aspect serait oublier les positions très importantes que directement ou indirectement le stalinisme occupe dans le mouvement syndical, les positions d'appareil qu'il y occupe. D'une manière générale ce qu'on appelle « la gauche » du mouvement syndical est très largement sous son influence. La direction du NUM elle-même faisait partie de cette mouvance et certains des principaux dirigeants du syndicat comme McGahey est publiquement connu comme un responsable de longue date du Parti communiste britannique.

De plus au sein du Labour Party « les militants du PCB et leurs compagnons de route occupent sous d'autres noms nombre de positions » (*Socialist Newsletter*, septembre 1984) et jouent le rôle ajoute le journal des trotskystes britanniques d'un groupe de pression à l'égard de la bureaucratie réformiste. En fait, face aux problèmes soulevés par la grève des mineurs, ces éléments ont utilisé cette position pour défendre l'appareil, lui donner une marge de manœuvre, lui donner une caution de gauche. Ils ont été indispensables pour qu'au Congrès du TUC une crise ne s'ouvre pas à propos de la succession de Murray et pour que la « gauche » se rallie à la candidature de Willis, bureaucrate de même type que Murray et qui a montré, quelques mois plus tard de quoi il était capable en transmettant à Scargill les exigences de Thatcher.

A tous les niveaux du Labour Party, des organisations syndicales, des comités de soutien aux mineurs, les staliens ont agi pour émietter, limiter le mouvement qui se développait. Et, après la grève, ils ont commencé à attaquer Scargill lui-même, notamment en prétendant que le recours à des piquets de masse avait « isolé » la grève.

Faire capituler les mineurs, obtenir de leur organisation syndicale qu'elle s'associe en fait à l'organisation des licenciements, c'est cela l'objectif du gouvernement Thatcher durant toute la dernière période de la grève. Il puise son arrogance non dans sa force propre qui s'est avérée impuissante à briser la grève, mais dans l'attitude des sommets du mouvement ouvrier, de ceux qui prétendent parler et agir au nom des travailleurs, qui assurent les représenter.

Le gouvernement Thatcher, on le sait, échouera. Et c'est aussi ses limites qui sont clairement tracées dans cette

ultime phase. Il ne peut mener à bien ses plans par les seuls moyens de l'Etat, de la repression. Alors qu'il a prétendu ignorer les organisations syndicales, il en appelle aux bons offices de la direction du TUC. Mais la bonne volonté des principaux dirigeants de celle-ci ne suffit pas. Il faut que le NUM reconnaisse en quelque sorte le caractère inévitable, licite, des licenciements. Le NUM ne le fera pas, les mineurs n'accepteront pas.

Et c'est pourquoi rien n'est terminé. La première partie de cet article a montré comment la situation politique était profondément transformée par la grève des mineurs. Mais la situation dans la classe ouvrière, dans ses organisations est aussi marquée par l'expérience de cet affrontement. Le gouvernement et la direction des Charbonnages ont certes exploité la situation pour porter des coups aux mineurs : il y a encore cent mineurs emprisonnés, des centaines d'entre eux ont été licenciés

pour fait de grève. Mais on a vu avec quelle prudence, le gouvernement agissait. Aujourd'hui, 22 députés du Labour Party, dont Tony Benn, ont appelé à l'organisation d'une campagne nationale pour l'amnistie totale, la réintégration de tous les licenciés. C'est une expression du fait que les problèmes posés au sein du Labour Party et des organisations syndicales par la grève des mineurs ne sont pas évacués.

Au contraire. La nouvelle période qui s'ouvre est une période où, au sein de toutes les organisations de la classe ouvrière britannique en relation directe avec les conséquences de la grève des mineurs, l'action politique pour que les travailleurs forgent eux-mêmes une représentation « *fidèle à leur classe* » ne peut que connaître d'amples développements.

F. FORGUE

Dans

« TRIBUNE INTERNATIONALE »

N° 29 - avril 1985

La crise de la sidérurgie en Allemagne :

- Lettre d'un travailleur de la Ruhr
- Interview d'un sidérurgiste de Krupp-Rheinhausen

Afrique du Sud : la révolution noire contre l'apartheid

La CUT du Brésil et la lutte pour l'Assemblée nationale constituante

Des articles sur la Grèce, la Pologne, la Bolivie, la France, la Nouvelle-Calédonie

TRIBUNE INTERNATIONALE

Journal politique de « IV^e Internationale » (Centre international de reconstruction)

le numéro : 10 F

(Voir les conditions d'abonnement, la formule d'abonnement couplé avec *La Vérité*, à la fin de la revue)

LA RÉFORME ÉCONOMIQUE EN HONGRIE
ET SES VÉRITABLES ENJEUX

Contradictions au sein de la bureaucratie et résistance des travailleurs

par L. GAUTHIER

DANS ses deux numéros précédents, La Vérité a publié une étude sur les développements de la révolution politique en Pologne. S'il est un pays que la presse « occidentale » aime opposer à la Pologne, c'est la Hongrie « prospère » et « originale ». Dans ce numéro de La Vérité on trouvera précisément un article consacré à la Hongrie alors que vient de s'achever le 13^e Congrès du P.S.O.H. (Parti socialiste ouvrier de Hongrie, le parti unique de la bureaucratie), congrès consacré à la « réforme économique » et à ses conséquences.

La Hongrie est fréquemment présentée comme un modèle de « déstalinisation », comme le « seul succès économique de l'Est », s'engageant dans une « voie socialiste originale ». En fait, au travers d'une réalité historique concrète (inséparable de la révolution des conseils ouvriers de 1956) l'expérience hongroise tant vantée illustre le contenu contre-révolutionnaire de la politique de la bureaucratie en relation avec les exigences de l'impérialisme et face à la résistance des masses travailleuses. Au moment où, après l'accession de Gorbatchev au pouvoir les relations entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin entrent, comme disent les commentateurs, dans une nouvelle phase « active », l'analyse des récents développements sociaux et politiques en Hongrie est particulièrement éclairante.

Dans un prochain numéro de La Vérité une étude sera consacrée à la situation en URSS après la mort de Tchernenko et l'arrivée au « poste suprême » de Gorbatchev.

Le 4 décembre dernier, Janos Kadar, chef de l'Etat hongrois, recevait les instances dirigeantes du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois (PSOH). A l'ordre du jour : la réforme économique et « l'adaptation aux réalités ». Il s'agissait d'affiner les principes directeurs fixés par le Comité Central du 1^{er} décembre, lui-même préparatoire au 13^e Congrès du PSOH, le parti de la

bureaucratie stalinienne, qui allait se tenir dans les prochaines semaines.

Dans le rapport du congrès, on peut lire ceci :

« Les pertes continuelles de notre taux d'échange, la crise financière internationale ont beaucoup augmenté nos charges et menacé notre solvabilité (...). La productivité s'est améliorée, la gestion de notre économie est devenue plus souple, mais les conditions pour améliorer notre compétitivité n'ont pu être encore réalisées (...). Ce n'est qu'en freinant la consommation intérieure que nous avons pu maintenir notre solvabilité ; la diminution des investissements a restreint notre développement technologique et cela ne peut durablement continuer. Dans les prochaines années, il faut une gestion plus intensive (...). Il faut améliorer l'organisation du travail, la discipline, l'adaptabilité des organismes économiques ».

Depuis plus de 16 ans, la réforme économique, ce que l'on a appelé le modèle hongrois ou encore le « socialisme du goulash », est au cœur de

tous les débats et le peuple en connaît bien les résultats. Car la réalité n'est pas aussi brillante que ce que l'on veut bien en dire dans la presse occidentale : hausse des prix de 8 % en 84, réduction des crédits à la consommation qui sont tombés la même année de 70 à 35 milliards de forints, apparition officielle, pour la première fois dans les pays de l'Est, de licenciements... Il s'agit en réalité d'une gestion qui, cumulée avec l'absence de libertés démocratiques, crée les conditions politiques de nouveaux affrontements. Octobre 1956, mais aussi l'exemple polonais tout proche, sont vivants pour toute la classe ouvrière hongroise.

Ainsi une description de la « réforme » et de ses conséquences pour les masses hongroises établira comment la bureaucratie, en mettant en œuvre une politique qui se heurte à la résistance des ouvriers, développe ses propres contradictions et loin de pouvoir aller de l'avant se voit paralysée, nourrissant par là le mouvement vers la révolution politique.

« ENCOURAGER ENCORE PLUS LA CONCURRENCE ET L'INITIATIVE PRIVEE »

C'est à partir de 1968 qu'une politique de réforme économique (appelée « nouveau mécanisme économique ») a été impulsée par le groupe dirigeant de la bureaucratie stalinienne hongroise. Depuis ces années-là, avec des avancées et des reculs, la Hongrie s'est engagée dans une *réforme de la planification* qui a d'abord consisté à faire de plus en plus appel aux marchandises et aux capitaux des puissances impérialistes et a eu pour conséquence un endettement croissant auprès des banques des pays capitalistes (plus de 8 milliards de dollars) (1).

Cette politique d'ouverture sur le marché mondial dominé par l'impérialisme s'est traduite par une série de brèches dans le système de la planification.

C'est ainsi que d'ores et déjà la bureaucratie a été amenée, sous la pression du capital financier à « réformer » le monopole du commerce extérieur en créant avec les banques des pays capitalistes des banques mixtes. Elle est allée plus loin encore en autorisant l'installation de banques privées à capitaux étrangers pour le commerce par un système d'actionariat : toute

(1) Bien entendu « en soi » cet appel aux marchandises et aux capitaux des puissances impérialistes ne serait pas condamnable du point de vue des intérêts de la révolution mondiale. Mais pour la bureaucratie stalinienne qui se place du point de vue de ses intérêts de caste privilégiée, il ne saurait être question de se placer sur le terrain de la révolution mondiale. Les accords passés

entre l'impérialisme et la bureaucratie sont de ce point de vue significatifs, la bureaucratie cherche à obtenir des crédits pour pallier les déséquilibres et les ruptures entre les différentes branches de l'industrie, produits des contradictions et des distorsions découlant de sa gestion.

Par là, la bureaucratie stalinienne cherche à sa manière à détendre les contradictions qui se

une série de mesures qui amorcent autant d'attaques contre la propriété sociale.

Cette mise en cause de la planification s'est également manifestée par la création d'un secteur de liberté des prix pour un certain nombre de produits ; par ailleurs, même le reste des prix qui sont sous le contrôle de l'Etat augmente 2 fois par an, par répercussion « des prix mondiaux sur les prix soumis à la réglementation ». C'est ainsi que le VI^e plan (1981-1985) qui s'achève prévoyait une augmentation zéro pour les revenus en monnaie constante et dans le même temps des augmentations importantes des prix frappant de plein fouet les couches sociales laborieuses (notamment la minorité tzigane, véritable sous-prolétariat, et les retraités qui sont aux alentours de 2 millions pour une population de 11 millions de hongrois et qui ont des revenus très bas).

Cette politique a développé dans des proportions inimaginables ici le travail « au noir », que l'on a baptisé pudiquement « la 2^e économie », et la presse des pays capitalistes de s'extasier sur le « génie créatif » à l'œuvre en Hongrie, alors qu'il s'agit purement et simplement d'une nécessité vitale : pour survivre, les travailleurs de ce pays doivent effectuer un autre travail en plus de leur emploi « officiel ».

Le recours à un 2^e travail est en effet devenu le lot commun de très nombreux travailleurs hongrois. Après avoir été longtemps « toléré » par la bureaucratie, cette « 2^e économie » est encouragée officiellement avec force, et constitue ainsi la base du développement du secteur privé.

manifestent sur le terrain économique. Mais ces contradictions sont le produit des rapports politiques de l'opposition entre la politique de la bureaucratie et la résistance des masses.

Pour la bureaucratie dont la politique est la prise en charge active, directe, de la contre-révolution pour défendre l'ordre bourgeois, cette intégration à la division mondiale du travail ne peut s'opérer que sur un terrain de concessions accrues à l'impérialisme, qui sont alors autant de moyens de pression pour l'impérialisme sur l'économie planifiée.

Le fil de la réforme économique est alors de donner aux lois qui régissent sur le marché le rôle de

C'est ainsi que le 23 mars 1983, M. Medgyessy (vice-ministre des Finances), a déclaré que le gouvernement entendait poursuivre l'expérience de la privatisation engagée au 1^{er} janvier 1982. Selon lui, les entreprises privées touchent aujourd'hui les secteurs les plus divers de la métallurgie, en passant par le bâtiment et le commerce. « *En développant dans la production la 2^e économie (les responsables hongrois) ont maintenant pour ambition de modifier les structures de l'économie nationale et de créer de nouveaux comportements sociaux en encourageant encore plus la concurrence et l'initiative privée.* »

Ce nouveau pas a été franchi avec la décentralisation des grandes entreprises et l'introduction de structures autonomes dans leur fonctionnement. 10 trusts et 25 sociétés nationales ont déjà été transformés en 250 unités indépendantes. Cette décision a pour conséquence de légaliser ce « deuxième travail ». En effet, dans le cadre de cette décentralisation, comme l'indique la presse, « les travailleurs peuvent se regrouper soit dans des « communautés économiques d'entreprises » au sein d'une grande entreprise, pouvant réunir jusqu'à 100 personnes, soit dans des « communautés économiques autonomes », de 15 employés au maximum.

Dans le premier cas, les ouvriers groupés dans la nouvelle entreprise exécutent en plus de leurs heures de travail des travaux spécifiques demandés par l'entreprise (réparations, fabrication de pièces détachées, etc.). Les « communautés autonomes », quant à elles, entretiennent des rapports contractuels

régulateurs économiques de l'économie planifiée. La mise en œuvre jusqu'au bout de cette politique signifierait la dislocation de l'économie planifiée, en d'autres termes, le chômage, la misère pour des dizaines de milliers d'ouvriers, leur liquidation sociale, par la liquidation de la propriété sociale.

Aussi les bureaucraties par peur du prolétariat face à sa résistance sont-elles contraintes de remettre en cause leurs propres réformes (ainsi la réforme hongroise a été interrompue de 71 à 78). Mais les contradictions économiques ne cessent alors de s'aggraver. A leur tour elle accentuent les contradictions sociales et le mouvement vers la révolution politique.

(vente, location des machines, des locaux, etc...) avec les grandes entreprises, et peuvent entrer en concurrence. Quant aux conséquences sociales — durée du travail allongée, inégalité des revenus, etc., les dirigeants hongrois sont unanimes : « *il faut aider ceux qui travaillent plus pour qu'ils gagnent davantage* », et en finir avec les « *maladies du socialisme* » »

REMETTRE EN CAUSE LES DROITS ET GARANTIES DES TRAVAILLEURS

Cependant pour mettre en œuvre une telle orientation, la bureaucratie hongroise a déjà dû modifier la législation du travail en introduisant des clauses qui stipulent que la garantie du lieu et du poste de travail ne seront désormais plus assurés : un ouvrier pourra ainsi être muté dans un travail en dessous de sa qualification, et cela en vue de « *rentabiliser* » l'usine. **On commençait** alors en Hongrie en 1980 à nommer cela « *mutation-licenciement* ». Il s'agissait là des premiers pas vers la législation des licenciements et du chômage. Pour le vice-secrétaire général du conseil central des « *syndicats* » hongrois, la mission première des « *syndicats* » est la « *suppression de la production non-rentable. Nous sommes pour le plein emploi mais seulement pour un véritable plein emploi. Avec quelques dizaines de milliers de citoyens sans travail, on ne peut pas encore parler de chômage, au contraire cela améliore la conscience professionnelle* » !

Un pas supplémentaire a été franchi dans cette voie quelques mois plus tard, en août 84, dans une interview à *Nepszabadsag* (quotidien central de la bureaucratie) M. Demeter, directeur de l'entreprise Tungsram, annonce que 1 500 des 23 000 travailleurs de l'usine ont été licenciés : *Tungsram a dû, selon son directeur, prendre des mesures de rationalisation notamment dans le domaine de l'emploi pour mieux faire face à la concurrence des pays de l'Extrême-Orient et d'autres pays socialistes, et pour combler son déficit.* »

Ce qui veut dire, comme le note la presse occidentale que le problème de

Cet encouragement à la remise en cause de la planification a eu pour conséquence la multiplication de petites entreprises privées, et également la création de petits établissements bancaires « *visant à favoriser l'innovation et la création de petites entreprises* » par le biais de prêts accordés à des conditions plus avantageuses que par la banque nationale de Hongrie.

l'emploi est désormais posé concrètement dans un pays socialiste avec l'annonce coup sur coup, pour la première fois dans l'histoire de la Hongrie depuis 1945, de la fermeture d'une entreprise de 1 300 employés (IGV) et de 1 500 suppressions d'emploi dans l'une des plus grandes firmes hongroises (Tungsram).

Avec la condamnation de « *canards boîteux hongrois* » et la poursuite de la restructuration industrielle, la nouvelle phase de la réforme économique hongroise décidée par le Comité Central du parti hongrois réuni en avril dernier à Budapest s'est matérialisée, notent les observateurs. Le Comité Central avait souligné que « *l'amélioration de la compétitivité exigeait la réduction et la suppression des activités non rentables* ».

Les deux entreprises touchées au mois d'août enregistraient des déficits d'exploitation importants. Les 2 800 personnes concernées par les suppressions d'emploi ne se retrouveront pas au chômage, terme toujours absent du vocabulaire en Hongrie, mais seront soit envoyées en formation, soit reclassées par l'intermédiaire des organisations locales hongroises, qui jouent le rôle d'agences pour l'emploi. Le Comité Central avait ainsi indiqué qu'il fallait « *accorder un rôle approprié aux organes d'orientation de l'Etat et aux conseils locaux, en ce qui concerne le recyclage et l'organisation de la formation de la main-d'œuvre qui, provisoirement ou durablement, ne peut être employée* ».

Il faut donc s'attendre dans un proche avenir, estiment à Budapest les écono-

mistes, à de nouveaux licenciements. Le nouveau cours de la réforme hongroise prévoit en effet, d'une part, de différencier plus fortement les salaires à l'intérieur des entreprises, avec pour conséquence une mobilité plus grande des travailleurs entre les différentes firmes.

D'autre part, le mode d'imposition des entreprises sera changé et une plus grande importance sera accordée à la taxe professionnelle. Les directeurs des entreprises hongroises auront alors tendance à améliorer la rentabilité, qui reste l'objectif prioritaire en Hongrie, en réduisant le personnel. Le débat sur l'emploi n'a pas été occulté. Le Secrétaire du Comité Central chargé des questions économiques, M. Ferenc Havasi avait ainsi reconnu que la contradiction entre plein emploi, « *une de nos valeurs socialistes les plus attirantes* », et l'efficacité de l'économie, « *n'avait pas été résolue* ». Pour lui le plein est la « *tâche de l'Etat socialiste alors que l'emploi efficace est celle des entreprises* ».

Et le 3 septembre, il était annoncé que : « *1 200 employés de la société hongroise « Tungsram » seront licenciés d'ici au printemps prochain, s'ajoutant aux 1 500 licenciements annoncés la semaine dernière*, indique lundi le quotidien des syndicats hongrois *Népszava*. »

L'entreprise hongroise va fermer son unité de production de Pecs. Tungs-

ram, dont le nombre de salariés a déjà été réduit de 25 000 à 23 000, a arrêté cet été l'exploitation de son usine de Miskolc dans le Nord-Est de la Hongrie.

« *Ces décisions*, explique le quotidien des syndicats, *n'ont pas été prises sans douleur. Cependant les gens ne sont pas jetés à la rue* ».

Quant au secrétaire des syndicats de Tungsram, interrogé par *Népszava*, il a indiqué qu'il soutient les suppressions d'emplois, car la rentabilité est nécessaire pour assurer une vie meilleure et de bonnes conditions de travail à ceux qui restent. « *De nouveaux emplois ont été offerts aux travailleurs licenciés que nous ne laissons pas en difficulté*, a-t-il ajouté.

Telle est la conséquence directe de la « réforme démocratique » en Hongrie qu'approuve l'impérialisme et qu'il voudrait voir étendue aux autres pays de l'Est.

Et c'est à ce cynisme de la bureaucratie que le vice-président des USA G. Busch a rendu hommage le 19 septembre 1982, lors de son séjour en Hongrie : « *A l'occasion d'un dîner offert par le gouvernement hongrois en son honneur, M. Bush soulignait que les USA comprenaient et admiraient l'engagement de la Hongrie dans la réforme et la revitalisation de son économie* ».

LA SIGNIFICATION DE L'ADHESION AU FMI

Il est vrai que quelques mois plus tôt la bureaucratie hongroise avait souscrit aux conditions et adhéré au FMI le 6 mai 1982.

La « résolution d'admission » précise que « *la République populaire hongroise devra prendre les dispositions juridiques exigées par la législation pour qu'elle puisse signer les statuts du Fonds et remplir les obligations découlant de son admission à l'organisation*.

Cela signifie en fait que la Hongrie doit modifier sa législation pour permettre au contrôle du FMI de s'exercer sur le commerce extérieur et l'économie interne de ce pays. Ce que les

experts appellent pudiquement la « conditionnalité » n'est autre que ce contrôle accompagnant les mesures de crédit.

Dans la situation actuelle de crise monétaire, le contrôle du FMI ne se limite pas aux recommandations concernant la balance des paiements : il affecte les « ajustements structurels de l'économie » qui permettent de limiter le déficit de la balance des paiements : « *modernisation* » des industries, réduction de la consommation intérieure et diminution des coûts de production. Cela équivaut à de véritables injonctions à l'encontre de la classe ouvrière.

En ce qui concerne la Hongrie, elle entre au FMI avec une « quote-part » de 375 milliards de DTS (une once d'or = 35 DTS). Cela représente sa capacité de crédit à moyen terme, cette « réserve » initiale de 375 milliards de DTS étant multipliée par un coefficient qui tient compte précisément de l'équilibre de la balance des paiements et de l'état des remboursements pour les crédits en cours.

Dès que l'Etat hongrois va commencer à utiliser ses réserves (pour financer un déficit du commerce extérieur), le contrôle du FMI va s'exercer. Il impliquerait :

- une atteinte au monopole du commerce extérieur,
- un contrôle accru des prix internes (consommation)
- une pression accrue en faveur de la privatisation
- une pression en faveur de la libre convertibilité du Forint avec les monnaies des Etats impérialistes, impliquant l'ouverture par la banque centrale d'un marché financier.

La bureaucratie hongroise n'a pas attendu l'éventualité d'un tel contrôle pour « devancer l'appel ». Depuis mai 82, elle a procédé à des augmentations considérables des prix à la consumma-

tion, en particulier sur les produits importés (+ 15 à 20 %). Elle s'est aussi attaquée à d'importants acquis de la classe ouvrière (+ 100 % sur les tarifs des chemins de fer, inchangés depuis plus de 30 ans et les loyers inchangés depuis 1948) (2).

En outre, elle commence à démanteler le monopole de la Banque nationale en créant des petites banques d'investissement qui ont le droit de traiter directement avec les firmes capitalistes étrangères. Enfin, elle institue un marché financier d'obligations.

Un pas vers la restauration capitaliste serait franchi avec la décision d'adopter la « libre convertibilité du Forint en devises étrangères ».

La question est posée dans les revues économiques officielles de la bureaucratie.

Mais... là, il s'agit d'une question de toute autre importance qui impliquerait la remise en cause de tous les rapports politiques tant nationaux, qu'internationaux, nous y reviendrons dans cet article, notamment en relation avec les conséquences politiques de cette réforme.

« LE CONSERVATISME EST LE PLUS GRAND DANGER »

En effet, dans un article publié en 1982 par l'organe de la bureaucratie hongroise *Népszabadság*, M. Györi (Chef du développement au C.C. du PSOH) a confirmé que l'aggravation de la situation économique pourrait provoquer un accroissement de la « pression sociale », encourager une politique « conservatrice » et mettre un frein au « changement » et aux initiatives. « *Le conservatisme est le plus grand danger actuellement en Hongrie* », déclare-t-il et il lance un appel afin que « *l'esprit de réforme s'oppose à la rigidité et l'inertie pour donner naissance à une société socialiste développée* ».

Cet « appel » indique lui-même les limites auxquelles se heurte la bureaucratie.

La pression qu'exerce l'impérialisme poussant de toutes ses forces pour dis-

loquer l'économie planifiée n'est pas une abstraction. Il s'agit de la lutte des classes entre l'impérialisme — et le prolétariat qui ne peut littéralement se préserver comme classe productive,

(2) Il faut ici préciser une chose : les augmentations de prix en Hongrie, du fait de la non-convertibilité du forint, ne sont pas un moyen pour rassembler une masse monétaire en devise pour les échanges internationaux. Au-delà des liquidités à usage interne pour la bureaucratie, c'est fondamentalement un moyen de RESTREINDRE LA CONSOMMATION INTERIEURE sur les produits que la bureaucratie cherche à exporter et une démonstration par avance au FMI de la volonté de la bureaucratie de respecter les règles de la banque mondiale. C'est en même temps par là rechercher à lier les prix intérieurs à ceux du marché mondial, de nouvelles tentatives pour avancer vers la convertibilité du forint. C'est donc au premier chef une question politique.

qu'en préservant la propriété sociale. Sur cette base, les contradictions entre les diverses couches de la bureaucratie s'exacerbent. Les mêmes « dirigeants » qui doivent tendre leurs forces contre la classe ouvrière doivent « dénoncer l'opposition aux mesures de la réforme d'une partie des cadres (du parti NDLR) eux-mêmes ». Les bureaucrates du sommet se trouvent confrontés aux contradictions internes dans la bureaucratie dans son ensemble et ne cessent de menacer les divers groupements dans l'appareil pour que soit maintenue son « unité » face à la résistance ouvrière.

Dans une déclaration à *Népszabadság* du 18 juin 1983, M. Gyenes, président du comité de contrôle du CC du parti stalinien affirme la volonté du parti de « poursuivre la réforme économique » ; à cette occasion il a déclaré : « il n'est pas contraire aux principes socialistes de gagner plus en travaillant plus », il s'oppose à la « pratique injustifiée de l'intervention directe du parti dans les affaires économiques », et en même temps ajoute « nous ne pouvons tolérer des atteintes visant à affaiblir le rôle du parti... Ceux qui en raison de leur indécision politique ou pour d'autres raisons subjectives prennent parti pour l'opposition ne peuvent rester membres du parti ».

Quelques jours auparavant, le secrétaire du PC, Németh avait lancé un appel à l'unité du parti. Et, chose plus rare, Kadar lui-même avait déclaré à la TV que la réforme économique « ne faisait pas recours à des méthodes capitalistes, mais au contraire développait le caractère socialiste du système social hongrois ».

La multiplication de ces prises de position indique bien les problèmes aux-

CONTRADICTIONS DANS LA BUREAUCRATIE

C'est ainsi que les « syndicats » officiels du grand complexe des aciéries du Danube se plaignent de la prolifération des « petites unités de travail » de l'usine. Le « syndicat » s'est plaint que ces nouvelles unités « encouragent des vues trop matérialistes, détournent de la vie de famille, affaiblissent la vie politique et syndicale, conduisent à des

quels est confrontée la bureaucratie hongroise, menaçant « d'exclure du parti ceux qui prennent partie pour l'opposition ». Contre qui poléminent les dirigeants stalinien hongrois ? Quelle est cette opposition ?

Bien entendu, il y a celle qui a pris publiquement l'initiative de publier des journaux clandestins et s'organise pour les diffuser. (Nous y reviendrons). Cela dit, pour les sommets dirigeants de la bureaucratie, l'opposition dont il s'agit est composée des 100 000 membres sur 600 000 qui en trois ans ont quitté le PSOH, ainsi que l'indique un bulletin à usage des cadres du parti. Dans ce bulletin la bureaucratie reconnaît elle-même que ce sont en majorité les ouvriers et les jeunes qui quittent le parti (3).

Cette offensive est dirigée contre ceux qui dans la hiérarchie du parti, argumentent contre l'introduction dans le système hongrois d'éléments de marché remettant en cause les principes « socialistes » de l'Etat.

Mais elle s'adresse également à ces ouvriers qui résistent à la mise en œuvre de la réforme.

Car la résistance de la classe ouvrière ne fait aucun doute. Le mécontentement des masses, motivé par l'aggravation des conditions de vie et de travail, les hausses des prix, le blocage des salaires, de premières difficultés dans l'approvisionnement, touche y compris les couches de l'aristocratie ouvrière. Le mécontentement s'est exprimé par des mouvements dans les usines. Il était fait en septembre 83 d'importants mouvements qui auraient éclaté à Csepel (le « Billancourt » hongrois). Là est la base des contradictions qui déchirent la bureaucratie.

salaires trop élevés, menacent la morale du travail et sont à long terme

(3) Signalons — nous en verrons toute l'importance dans la partie sur l'opposition — que la seconde partie de ce bulletin est un argumentaire à usage des cadres sur la position de la bureaucratie hongroise à l'égard de la révolution politique en Pologne.

une attaque contre les valeurs du socialisme ».

Et le journal du SZOT (« Conseil national des syndicats »), le « syndicat officiel, fourmille de ce type de revendications :

« Les syndicats de l'imprimerie posent la question de la revalorisation salariale ». (13 mars 83).

« Le syndicat textile discute de la situation salariale surtout chez les jeunes ». (juillet 84).

Un « travailleur des fonderies » s'interroge, toujours dans le journal du « syndicat » : *« La vie est devenue plus difficile. Pourquoi n'avons-nous pas d'augmentations alors que l'entreprise marche bien ? »*

De même, le secrétaire du syndicat de la MAV (chemin de fer hongrois) déclare : *« Les 8 000 cheminots ne pourront plus tenir longtemps à ce rythme et si la MAV ne peut rien faire, le syndicat sera contraint tôt ou tard à proposer une diminution des charges de travail de certains secteurs. »*

On pourrait multiplier les exemples de ce type. Les « syndicats » officiels, véritable police politique du régime, ne sont en rien touchés par la grâce « revendicative ». Ces prises de position sont l'expression la plus nette des contradictions inhérentes à la bureaucratie, appliquant une politique qui se heurte à un mécontentement grandissant dans la population laborieuse en Hongrie.

N'est-ce pas ce qu'indique un responsable « syndical » de la confection quand il déclare : *« il y a une mauvaise ambiance depuis la paie de janvier ! »*

Ou ce que déclare le syndicat des personnels communaux de Budapest : *« les réorganisations ayant pour objectif d'augmenter l'efficacité du travail, n'ont pas rencontré chez les travailleurs de l'entretien une approbation unanime... et le nombre croissant de plaintes provenant de la population le montre. Il semble donc qu'il est plus facile de changer les structures que le contenu. Ce changement n'en est qu'à ses débuts de même que la réalisation des espoirs des travailleurs de ce secteur de voir augmenter leur salaire en*

même temps que seront améliorés les services rendus. » ?

Qu'en termes prudents ces choses-là sont dites...

Et lors de la séance centrale du conseil syndical de Budapest le secrétaire morigène ses troupes : *« Notre travail d'agitation manque de conscience, il n'est pas assez efficace... Nous sommes particulièrement faibles, lorsque nous présentons les causes des événements et des conflits d'intérêts. Par exemple, les retards dans les prises de position sur les nouvelles formes d'organisation économique sur les petites entreprises donnent l'impression que les syndicats ne représentent pas convenablement les intérêts des syndiqués ».*

Ce à quoi le secrétaire de Budapest des syndicats de la métallurgie a ajouté que le pourcentage de syndiqués *« a chuté de 5 % ce qui est un signe que les gens ne sont pas satisfaits de leur situation. »*

Un autre secrétaire indique : *« Si nos membres acceptent en général les efforts de modernisation, il y a encore beaucoup de malentendus, de craintes et de doutes sans raisons valables ». C'est là l'expression, vue par un bureaucrate, des réactions ouvrières dans les entreprises. Et dans un article publié dans un journal du « SZOT » intitulé « Sur le plein emploi efficace », c'est encore plus clair :*

« L'homme de la rue a demandé s'il est valable de s'engager sur cette route pleine d'embûches et au bout de laquelle risque de se dresser le spectre du chômage (car l'homme de la rue est ainsi fait qu'à peine lui dit-on que le plein emploi doit aussi être efficace qu'il se dit : cette efficacité se fera-t-elle au dépend du plein emploi ?... Pour ce qui est d'une soi-disant menace de chômage, nous pourrions avancer toute une masse d'arguments prouvant le contraire, mais nous ne le ferons pas, car le réflexe de l'homme de la rue est de penser que ce qui est démenti à grand fracas, finit tôt ou tard par se produire ».

Passons sur le style méprisant du bureaucrate à l'égard des ouvriers. Mais derrière ce langage du profession-

nel du mensonge il y a l'expression de la réalité. Les travailleurs résistent à leur manière, expriment leur mécontentement, refusent les nouvelles normes.

Et le plumitif qui connaît la haine des masses laborieuses à l'égard de ses

maîtres n'ose même pas fournir des « arguments » qui seraient alors reçus par les travailleurs comme le contraire de la réalité. Il indique à sa manière l'isolement de ceux du « Palais » par rapport à ceux de la « rue ».

RESISTANCE OUVRIERE

On a même été jusqu'à signaler dans la presse « syndicale » des grèves... grèves des camionneurs de « Zoldert » (fruits et légumes), des conducteurs de bus de Pecs... et cela n'est que la partie publique de cette résistance, celle qu'il est impossible de cacher. Car la résistance ouvrière n'est pas une série d'actes isolés d'individus solitaires. Elle s'opère au grand jour sur les lieux de travail. Certes, dans la plupart des cas on ignore l'immense majorité de ces protestations, mais il suffit de voir avec quel empressement la bureaucratie fait publier les concessions accordées pour avoir une idée de leur ampleur. Et cela sans parler de la résistance passive, qui peut prendre la forme de la résistance à la productivité du travail ou celle de l'absentéisme ouvrier des usines. Les travailleurs n'adhèrent pas à la « réforme ». A tel point qu'en décembre 84, la bureaucratie a déclaré la chasse aux « tire-au-flanc ». Tout citoyen hongrois doit être détenteur d'une carte d'identité sur laquelle sont précisés son lieu de travail et son emploi. Un contrôle peut aussi être effectué dans la journée pour lutter contre le « parasitisme »...

Il s'agit là, encore une fois, d'un aveu de la résistance ouvrière.

Les dirigeants staliniens butent sur celle-ci. Si les cadres de la révolution de 1956 ont été décimés, de nouvelles générations se sont dressées depuis ; la tradition d'octobre 1956 est vivante dans les masses laborieuses, et puis il y a la Pologne, celle de Solidarnosc.

Confrontée à cette situation, la bureaucratie est contrainte de loucher, parfois même de reculer (comme en 1972 où la réforme a été interrompue jusqu'à sa reprise en 1978) et cette situation accentue les rivalités, les déchirements en son sein.

« Certains disent qu'il aurait fallu être plus sévère envers les entreprises (c'est-à-dire les ouvriers NDLR) à faible productivité », expliquait le vice-premier ministre, « nous devons cependant tenir compte du fait qu'il ne s'agit pas là d'un problème économique mais que cela dépend aussi de ce qui est supportable par la société ».

On a bien ces dernières années, tenté de donner une nouvelle virginité au SZOT (le « syndicat » officiel) en assouplissant son fonctionnement, en le présentant comme un véritable syndicat (à propos des événements en Pologne, Németh écrivait : les « syndicats hongrois travaillent dans l'indépendance avec succès, ils sont respectés »), défenseur des salariés. On n'a cessé de faire intervenir ses responsables dans la presse. En vain, le taux de syndicalisation continue de baisser exprimant le rejet par les travailleurs de la politique bureaucratique.

Et dans cette situation, confrontés à la classe ouvrière, des secteurs de la bureaucratie résistent à la politique de réforme : c'est une réalité qui s'exprime dans des désaccords rendus publics dans la presse, où sont publiés des articles contradictoires sur la réforme qui nommément et publiquement lancent des mises en garde contre une « trop » grande « ouverture » (4).

Le « père de la réforme » de 1968, Nyers, écarté après 1972 avec l'interruption de la réforme — est réapparu en publiant un article de deux pages dans l'organe central du PSOH. Il y

(4) N'est-ce pas, G. Lazar, premier ministre, qui juste avant son voyage à Moscou, exprime les contradictions existantes dans les sommets bureaucratiques en déclarant : « Il nous faut multiplier nos échanges avec l'URSS afin de diminuer notre dépendance sur le marché mondial ».

appelait à accentuer et à accélérer la réforme. Mais ce même Nyers se trouve dans l'obligation de déclarer dans son article « *Si l'on se fonde sur des critères purement économiques, 3 à 400 000 personnes perdraient leur emploi dans l'industrie, cela représente néanmoins 6 à 7 % de l'ensemble de la population active, ce qu'aucun pays socialiste n'a le droit de prendre à la légère* ».

Alors qu'en Hongrie, sur la base de l'écrasement de la révolution hongroise des conseils en 1956, la bureaucratie a pu s'engager apparemment fort loin dans une politique de réforme, selon

les chiffres en notre possession « *10 000 petites entreprises se sont créées, employant plus de 60 000 personnes, soit environ 1 % de la population active hongroise* » (selon le ministre des Finances Medgyessy) ces chiffres peu élevés montrent les limites de la réforme. Lors d'un compte-rendu de ses travaux, le gouvernement hongrois a d'ailleurs indiqué que « *la productivité n'a pas augmenté autant qu'il avait espéré et que la circulation de la force de travail avait été inférieure à ce qu'elle devait être* ». C'est dans cette situation que s'est ouvert le 13^e congrès du PSOH.

LE 13^e CONGRES DU PSOH : UN NOUVEAU PAS DANS LA VOIE DE LA REFORME ?

Ce congrès avait été présenté de longue date comme celui d'une nouvelle avancée de la réforme.

Deux faits d'importance ont précédé l'ouverture du congrès le 23 mars 1985.

Deux dépêches indiquent :

Le 2 mars : « *M.I. Horvath, ministre de l'Intérieur, a lancé une sévère mise en garde aux opposants... il souligne que « l'avertissement ne suffit pas... et qu'une action ferme et une procédure légale sont nécessaires.*

Le 4 mars : « *M. Gaspar, président des syndicats hongrois et membre du BP du PSOH a fait mardi son retour au premier plan de la vie politique en reprenant la direction effective du SZOT à 3 semaines de l'ouverture du congrès du parti.*

M. Gaspar, un des dirigeants historiques de la Hongrie kadariste avait été écarté du secrétariat général du SZOT en décembre 1983 pour avoir critiqué le cours trop rapide, selon lui, de la réforme hongroise ou en tout cas les tendances qu'il jugeait dangereuses pour la classe ouvrière du développement d'une économie orientée vers le marché... Son retour semble indiquer que les partisans d'un coup de frein ont marqué un point dans les débats qui les opposeront aux réformateurs lors du 13^e Congrès ».

Pour notre part, nous nous garderons de spéculer sur la composition des diffé-

rents clans et regroupements de la bureaucratie pour constater que lors de l'ouverture du 13^e Congrès, ce n'est pas la nécessité de passer à un stade qualitativement supérieur dans l'application de la réforme qui a prévalu, mais l'angoisse qui étroit la bureaucratie face à ce qu'elle appelle elle-même « *le mécontentement de la population devant la dégradation de son niveau de vie* » qui s'est affirmée. (5)

Dès l'ouverture du congrès, Kadar, dans son rapport introductif, devait déclarer que l'objectif du maintien du niveau de vie fixé en 1980 n'a pas été réalisé et que les conditions d'existence des couches défavorisées — jeunes et retraités — se sont aggravées.

(5) Rendant compte du 13^e congrès du PSOH, *L'Humanité* indique : « *Comme le rapport du CC, Janos Kadar n'a pas caché qu'une « certaine tension » s'est manifestée dans la population à la suite des mesures de redressement économique décidées il y a cinq ans : baisse de la consommation, hausse des prix, chute du salaire réel de certaines catégories, baisse du pouvoir d'achat des retraités, etc.* » et ajoute exprimant les contradictions de la bureaucratie stalinienne : « *Alors que faire ? Dans son allocution, Janos Kadar a esquissé quelques réponses.* « Nous construisons le socialisme et poursuivrons cette construction », a-t-il dit. *Ça a l'air d'aller de soi au bout de quarante ans, mais sans doute certaines mesures, par exemple concernant les petites entreprises, ont-elles suffisamment inquiété le parti pour que ce rappel soit nécessaire.*

Le journal *Le Monde*, rendant compte du congrès le 30 mars 1985, écrivait :

« Les promotions et les disparitions au sein des organes dirigeants sont conformes aux prévisions. Elles consacrent l'entrée au bureau politique de celui qui est au centre de toutes les conversations, M. Karoly Grosz, nommé il y a quelques mois responsable du parti pour la région de Budapest. Epouvantail pour les uns, qui voient en lui un démagogue autoritaire vaguement nostalgique des années 50, homme concret et charismatique pour les autres — « C'est notre Gorbatchev ; d'ailleurs il a son âge » — M. Grosz a été en quelque sorte la vedette de ce congrès. Le discours très critique et revendicatif qu'il a prononcé était celui d'un homme très sûr de lui, n'hésitant pas à donner des coups de patte à M. Kadar lui-même et réclamant en certaines circonstances l'utilisation de la « contrainte socialiste », demandant aussi plus de discipline, en particulier dans la presse, et une augmentation des revenus des cadres, des techniciens mais aussi des retraités, des jeunes, etc. M. Grosz a été si loin que les discours des principaux piliers de l'équipe Kadar qui sont aussi des partisans des réformes, en particulier celui du premier ministre et celui du principal responsable de l'économie au sein du parti, M. Havasi, apparaissaient très clairement comme des réponses à son intervention. Tous ont reconnu que la période récente avait été difficile, que les salaires réels avaient baissé, que des erreurs avaient pu être commises, mais en ajoutant qu'il n'y avait pas d'autre voie possible que la priorité aux exportations et la

réduction de la dette au détriment de la consommation et des investissements. Cette politique sera donc poursuivie, ont expliqué ces responsables, tout comme M. Kadar lui-même dans son discours de clôture. Mais un effort sera fait pour réduire les tensions sociales, augmenter les aides aux vieux et aux jeunes les plus défavorisés.

On a aussi promis de penser aux travailleurs qui, comme les mineurs ne peuvent exercer un « second métier » privé ou dans le cadre d'une collectivité du travail (rappelons que ce second métier est devenu à peu près indispensable en Hongrie à qui veut pouvoir disposer de revenus décents). « Il faut que le travail principal assure la satisfaction des besoins essentiels », a déclaré M. Kadar, de même qu'il doit être mis fin à certains gains illicites. En un mot, il faut éviter que la réforme n'engendre trop d'injustices et trop de grogne ».

En ce qui concerne la réforme économique, « La ligne générale du parti hongrois sera poursuivie », a dit Janos Kadar, signifiant ainsi que la réforme économique — qui suscite un grand intérêt à l'Ouest comme à l'Est depuis son lancement, il y a 16 ans — ne sera pas remise en question.

La presse internationale notait cependant le manque d'intérêt des délégués pour ce sujet qui laisse à penser que le 13^e congrès ne donnera aucune nouvelle impulsion à cette réforme. D'ailleurs, le développement de la planification socialiste a été beaucoup plus mis en valeur que le développement du secteur privé ou de l'initiative individuelle.»

« FIN DE REGNE ? »

Paralysie, impasse, voilà à quoi aboutissent les travaux de ce congrès. Déchirée par ses propres contradictions, devant s'unir face à la classe ouvrière, la bureaucratie hongroise a dû marquer le pas. A l'évidence, ce congrès qui se tenait quelques jours après l'accession au pouvoir de Gorbatchev en URSS est également marqué de cette interrogation quant à la politique qui va être mise en œuvre au Kremlin.

Le représentant de l'URSS Romanov a lui-même fait preuve d'un savant balancement dans son discours :

« La Hongrie a construit un monde nouveau, en unité étroite avec l'Union soviétique. Tout ce qui a été réalisé prouve le bien fondé de la voie que nous avons choisie », a dit Romanov devant les délégués du 13^e Congrès du Parti socialiste ouvrier hongrois réuni en séance plénière. 15 jours après

l'arrivée au pouvoir de Milhail Gorbatchev à Moscou, M. Romanov a confirmé, dans le contexte hongrois, les nouvelles orientations de l'économie soviétique : modernisation des mécanismes économiques, accroissement de l'autonomie et de la responsabilité des entreprises, rémunération des salariés selon les performances réalisées. Le tout, bien entendu, a rappelé le dirigeant soviétique, dans le cadre de la planification et de la propriété socialiste.

M. Romanov s'est référé d'autre part aux échanges d'expériences entre le parti soviétique et le parti hongrois dans l'édification du socialisme et les méthodes de gestion de l'économie, affirmant qu'il n'y a pas un parti dominant les autres dans la communauté socialiste. Tout en soulignant le rôle fondamental de la coopération au sein du CAEM (marché commun des pays socialistes), le dirigeant soviétique s'est prononcé en Hongrie, un pays qui réalise la moitié de son commerce extérieur avec l'Occident, pour le développement des relations commerciales avec l'Ouest, à condition qu'elles ne servent pas de moyen de pression politique.

Discours d'arbitre dans la lutte en cours au sein du PSOH, mais également au regard des propres contradictions de la bureaucratie au Kremlin. Les méthodes de gestion de la bureaucratie affaiblissent le rendement de l'économie planifiée d'où elle tire ses privilèges. De là découle la tendance, inhérente à la bureaucratie, à attaquer les travailleurs et à chercher à s'engager sur le chemin restaurationniste de la réforme économique.

Mais sur ce chemin, les tendances profondes de la propriété d'Etat, qui est précisément la source du pouvoir et de ses privilèges, se heurtent aux tendances restaurationnistes de la bureaucratie. Là est la racine des plus formidables contradictions.

Les changements intervenus au sein de la direction hongroise (entrée de Grosz

au BP, départ d'Aczel du secrétariat, entrée de Horvath au secrétariat du CC) indiquent, sans que l'on puisse conclure, que les contradictions de la bureaucratie avivent les luttes de clans. N'est-ce pas *Le Monde* qui écrivait :

« La « réforme » économique n'est pas remise en cause, M. Janos Kadar reste, au terme du 13^e Congrès de son parti, le garant de la continuité d'une politique « réaliste » et équilibrée, et les attaques portées par les partisans de méthodes plus énergiques ont été contenues. Mais quelques infléchissements ont été esquissés, quelques nouveaux appétits se sont faits jour tandis que M. Kadar s'est déchargé d'une partie de ses attributions. En dépit de la stabilité apparente, on semble bien être entré à Budapest dans une période de fin de règne. »

C'est cette « stabilité » pour reprendre l'expression du *Monde*, c'est-à-dire la stabilité des privilèges de la bureaucratie qui est en cause. Et c'est ce qui conduit la bureaucratie à des clivages qui la déchirent, des groupements qui se font et se défont, dans une impasse face à la résistance de la classe ouvrière.

Si la bureaucratie, toutes ses couches réunies, est solidement unie contre la classe ouvrière, l'existence de cette classe ouvrière, sa résistance (sa préservation comme classe, lui impose de défendre la propriété sociale) le « mécontentement » qui se fait jour limitent la volonté « réformatrice » et font obstacle à sa politique. La bureaucratie hongroise engagée dans cette voie doit à la fois poursuivre la réforme, mais dans le même temps reculant devant la classe ouvrière, elle ne peut franchir d'étape supplémentaire dans cette voie.

Car cette résistance ouvrière s'exprime également dans le fait qu'une opposition existe et combat dans ce pays. Et quelles que soient ses limites, ou ses hésitations, l'existence de cette opposition organisée a un contenu qui dépasse largement ses propres positions.

OCTOBRE 1956 VIT TOUJOURS

On ne soulignera jamais assez, pour comprendre la présente situation,

l'importance de l'été 56 en Hongrie. Kroutchev vient de dénoncer à Moscou

les « crimes de Staline », une phase nouvelle de la crise de l'appareil stalinien s'ouvre, tandis qu'à Poznan en Pologne l'insurrection ouvrière vient d'éclater.

Partout dans les usines, dans les écoles, les bureaux en Hongrie, les deux événements sont rapprochés et passionnément discutés. L'effervescence est à son comble. Quelques semaines plus tard, lorsque les développements en Pologne ouvrent une crise qui disloquera l'appareil stalinien, les travailleurs hongrois, en relation avec la situation dans le pays, s'engouffreront dans la brèche. Une manifestation de masse de « soutien à la Pologne en lutte » est réprimée dans le sang. L'agitation se développe. Les affrontements deviennent émeutes et l'émeute insurrection. La révolution politique commence...

Par leur mouvement, les masses hongroises font voler en éclat l'appareil bureaucratique, elles se dotent de conseils ouvriers. La révolution hongroise des conseils ouvriers commence. Elle sera écrasée dans le sang par la bureaucratie du Kremlin (pour connaître cette page de l'histoire du mouvement ouvrier, lire : *La révolution hongroise des conseils ouvriers* (Selio)).

L'immédiat après 1956 sera marqué par cette défaite ; des dizaines de milliers de travailleurs membres des conseils ouvriers seront exécutés, 200 000 Hongrois fuient le pays.

Misère, arbitraire et répression seront le lot commun des travailleurs. La Hongrie est alors directement placée sous la tutelle de la bureaucratie du Kremlin qui tente de remettre en selle Kadar en relançant l'économie nationale.

Cette « aide » de l'URSS aura pour limites les propres contradictions et oscillations de la bureaucratie soviétique et l'échec de la politique mise en œuvre par Krouchtchev.

Prenant en compte ces nouveaux éléments, Kadar lance à cette date son fameux « qui n'est pas contre nous est avec nous » (6), les portes des prisons

(6) En référence à la phrase du dirigeant stalinien d'avant 1956 Rakoczi qui déclarait « qui n'est pas avec nous est contre nous ».

s'ouvrent, la dictature se masque de « libéralisme », tandis que les ouvriers sont incités à développer les heures supplémentaires. Les chantages d'un stalinisme « éclairé », tel Lukacs, saluent la « libéralisation » et appellent à collaborer, tandis que dans les pays capitalistes les thuriféraires du capitalisme se réjouissent de l'ouverture ainsi opérée en Hongrie. On comprend donc comment dans quelles conditions, vont surgir les premiers opposants.

Dans sa composition, l'opposition qui se développe est très différente de celle que le pays avait connue dans les années 50. L'écrasement de la révolution de 1956 a liquidé la plupart des cadres de cette époque. Avec la « réforme », et la crise du mouvement stalinien international (20^e congrès du PCUS, rupture avec la Chine), succèdent aux dirigeants de 1956, des philosophes, la génération de « fils et petits-fils de Lukacs », des sociologues et des intellectuels plus soucieux de discussion idéologique que de plate-forme d'action. Contrairement aux fondateurs de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, ou à ceux du KOR en Pologne, les intellectuels « dissidents » sont alors dépourvus de perspectives politiques.

Mais dans les conditions politiques qui se modifient, et modifient la physionomie de cette opposition, la bureaucratie ne peut plus alors tolérer de regroupements indépendants remettant de facto en cause le monopole du pouvoir politique : c'est ce qui va pousser les opposants à aller plus loin dans la voie de la remise en cause de la domination bureaucratique.

L'existence d'opposants va alors prendre un autre aspect, s'élargir, commencer à se structurer, en s'exprimant de manière ponctuelle, comme à l'occasion d'une pétition de solidarité avec les membres de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, ou à l'occasion d'une lettre ouverte à Kadar. De même, comme produit de la dégradation des conditions d'existence des masses laborieuses, va se constituer la SZETA (fonds d'assistance aux pauvres) qui, quelles que soient ses limites (collectes d'habits, de nourriture...) pose inévita-

blement une question que résume un de ses membres quand il déclare :

« S'il y a des pauvres, c'est qu'il y a des riches ».

L'EXEMPLE DE SOLIDARNOSC

Le cours politique en Pologne, ses répercussions internationales vont précipiter les choses. En 1981, c'est la fin du règne de la « tolérance » en Hongrie. Le spectre de 56 plane à nouveau au-dessus de la caste parasitaire. Elle a bien compris, elle, les dangers que représentent les événements de Gdansk.

Tous les jours à la TV, à la radio, dans la presse, on dénonce les « ennemis du socialisme » en Pologne, tout en expliquant que cela n'est pas possible en Hongrie du fait de la réforme, de l'existence de « syndicats » indépendants... En réponse à l'appel de *Solidarité* aux ouvriers de l'Est, on annoncera même la tenue de meetings ouvriers de masse hostiles à Solidarnosc... L'arrêt assez rapide de cette campagne indique son succès !

Il est certain que les événements polonais sont activement discutés en Hongrie. Le mouvement SZETA, qui jusqu'alors se limitait à l'aide des pauvres en Hongrie, va même en juillet 1981 jusqu'à organiser des colonies de vacances pour les enfants polonais au lac Balaton. Les gestes de solidarité avec Solidarnosc sont intolérables : la bureaucratie suspend le très officiel

cercle des jeunes écrivains Jozsef Attila dont les membres, durant l'été 1981, avaient demandé à se rendre en Pologne « pour juger ». Elle interne Tibor Pakh, un ancien de 56, en grève de la faim après qu'on lui a interdit de se rendre à Varsovie... Certains ont participé aux réunions de Solidarnosc, et l'opposant Gabor Demsky déclare devoir son expérience d'éditeur aux éditions clandestines polonaises « Nova ».

1981, est l'année où paraît le bulletin de discussion *Beszelo* dont le premier numéro sort en octobre, date anniversaire de la révolution de 56, et le 2^e numéro quelques jours après l'état de siège en Pologne.

Le 1^{er} janvier 1982, après 15 jours de silence, le message du nouvel an de Kadar fait tomber le masque de son « libéralisme » : « *l'état de siège en Pologne constitue la meilleure solution pour le peuple polonais comme pour le monde* ».

Un numéro de *Beszelo* sort entièrement consacré à la Pologne. En août, une manifestation de soutien à Solidarnosc a lieu en plein centre de Budapest, elle réunit 100 personnes.

LE DEVELOPPEMENT DE L'OPPOSITION

Il n'est pas question ici de répertorier tous les groupes d'opposants. Mais il faut remarquer comme un fait historique irréfutable la relation entre le développement de la révolution politique en Pologne et la multiplication des groupes d'opposants en Hongrie sur des problèmes aussi divers que la situation des minorités hongroises de Roumanie et de Tchécoslovaquie, le pacifisme ou les conséquences de la politique de « réforme économique ».

En 1982, le mouvement indépendant « Pour la paix et le dialogue » apparaît, notamment parmi la jeunesse étudiante de Budapest et édite un journal : *Dialogus*. Son but : « créer le dialogue entre les peuples à l'Est comme à

l'Ouest et en Hongrie même ». Il prend position à la fois comme les Pershing et les SS 20. Rien à voir avec le « pacifisme officiel ».

Le 7 mai 1983, *Dialogus* participe à une manifestation organisée par les jeunes communistes hongroises, mais avec son propre cortège et ses propres mots d'ordres. « Non aux Pershing, non aux SS 20 ».

La réaction ne se fait pas attendre. Dans les semaines qui suivent, par la menace, l'intimidation et le chantage, la bureaucratie réagit. Et en juillet, le mouvement annonce officiellement sa dissolution... (7) Mais cet exemple est

(7) Il se reconstituera un an après.

significatif des rapports politiques en Hongrie aujourd'hui. La bureaucratie ne peut empêcher la jeunesse de se mobiliser, car elle ne peut réprimer dans le sang comme dans l'immédiat après 56. Il lui faut donc donner à la répression un caractère plus « louvoyant ». Autre exemple : Le 15 mars 1983, lors de manifestations officielles commémorant le déclenchement de la révolution démocratique de 1848, les forces de l'ordre sont confrontées à des « débordements » de 400, 500 jeunes, scandant des poèmes et des chants qui célèbrent l'indépendance de la Hongrie. Tout le monde comprend qu'en 1983, ces chants sont porteurs d'un autre contenu. Les policiers interviennent. Mais les jeunes résistent. Chaque fois que les premiers tentent une interpellation, les seconds les entourent. On frise l'émeute. Et le rapport de forces est là : un jeune embarqué dans une voiture de police doit être relâché.

La bureaucratie sait qu'à tout moment la moindre étincelle peut tout faire sauter. Alors elle emploie d'autres méthodes : intimidation, filatures, lettres aux employeurs... L'intimidation, ce fut d'abord celle contre Laslo Rajk. Fin 82, on saisit son matériel ronéo et des ouvrages entreposés dans sa librairie. Un mois plus tard, 4 rédacteurs du *Beszelo* sont condamnés à 4 000 forints d'amende chacun ou 20 jours de prison. Gabor Demsky, éditeur des éditions parallèles AB, est passé à tabac lors d'un « banal » contrôle de vitesse. Atteint de traumatisme crânien, blessé, sous surveillance médicale pendant 5 jours, le sociologue est accusé d'avoir agressé un policier ! Son procès fut donc un procès de droit commun. Un mouvement de protestation se développa, 300 personnes manifestèrent devant les portes du tribunal et l'on condamna Demsky à 6 mois de prison avec sursis. Au cours de l'audience, aucune allusion politique ne fut formulée. C'est de la même manière qu'on expulse Rajk « pour possession de deux logements » ou qu'on condamne des éditeurs pour

« violation des lois sur la presse »... La bureaucratie ne veut surtout pas se placer sur le terrain « politique ». Elle sait ce que cela pourrait entraîner.

Il n'en demeure pas moins que Gabor Demsky était le premier opposant à passer en procès depuis 10 ans. En ce sens, cette condamnation marque une étape dans l'escalade répressive suivie par la bureaucratie. En juin 1984, c'est sans détours, sans prétextes, qu'un autre opposant, l'économiste Gyorgy Krasso, est interpellé, interrogé pendant 9 heures et menacé de procès pour « propagande anti-socialiste ». Krasso n'est pas n'importe qui : il a été emprisonné pendant 7 ans en raison de ses activités au sein des conseils ouvriers en 56. Il représente donc la continuité politique avec la révolution des conseils. Et c'est au fond tout ce que la bureaucratie lui reproche. Le 17 juin 83, une année avant son interpellation, il avait organisé une soirée de commémoration, le jour de l'exécution d'Imre Nagy. Et c'est pour l'empêcher de recommencer en 84 qu'on l'arrête dix jours avant. Même les morts leur font peur. Car les staliniens savent que la mémoire des événements de 56 sont autant de passerelles lancées vers le mouvement des masses.

Pour mesurer l'angoisse qui étreint la bureaucratie, il suffit de rappeler ce que disait Kadar en 83 : « *il n'y aura pas de procès politique en Hongrie...* ». Mais le trait fondamental de la situation est que l'opposition actuelle n'a été en rien entamée par la répression. Au contraire. Elle continue de grandir et de s'organiser. L'automne dernier, Rajk expliquait : « *Nous n'avons pas de théoriciens. Nous sommes tous des activistes, avec des tâches quotidiennes énormes. Nous n'avons pas le temps, ni la capacité d'élaborer une théorie. Nos publications touchent environ 30 000 lecteurs. La moitié de ces lecteurs ne sont pas des intellectuels.* » Et il ajoutait : « *Le programme des ouvriers ? Ils veulent vivre bien, ils sont très attachés à leurs acquis.* »

LA MARCHÉ A LA REVOLUTION POLITIQUE

La dégradation des conditions de vie et d'existence des masses laborieuses, le

« mécontentement », la résistance ouvrière, trouvent comme corrolaire

une opposition qui se développe, et dont la discussion dans les différents bulletins porte précisément sur les perspectives, les enseignements de la Pologne, le lien avec les travailleurs. Voilà ce que craint la bureaucratie.

Dans *la Révolution trahie*, L. Trotsky écrit :

« La révolution a une grande capacité de résistance qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments — le parti illégal des bolcheviks léninistes est l'expression la plus consciente du courant socialiste contre l'esprit de réaction bourgeoise dont est profondément pénétrée la bureaucratie — avec la situation sans issue du capitalisme, avec l'inéluclabilité de la révolution mondiale ».

La résistance de la classe ouvrière hongroise qui fait échec à la bureaucratie stalinienne qui se déchire en multiples fractions opposées, permet de saisir le développement de l'opposition dans ce pays, qui coïncide avec le surgissement des mouvements pacifistes, d'objecteurs de conscience ou des minorités nationales hongroises qui sont autant de formes exprimant le rejet par les masses hongroises de la bureaucratie stalinienne.

C'est pourquoi la combinaison de l'expérience de 1956, les enseignements de la révolution polonaise nourrissent les rapports politiques en Hongrie et confirmeront cette analyse de L. Trotsky.

Avril 85 L. Gauthier

La biographie de Karl Marx par Franz Mehring

Traduite et présentée par Gérard Bloch

Dans son numéro 435, la Quinzaine Littéraire rendait compte dans les termes suivants de la traduction française, réalisée par notre camarade Gérard Bloch, de la biographie de Marx due à Franz Mehring : "Gérard Bloch, en fidèle disciple de Trotsky, se bat à visage découvert, sans jamais dissimuler les textes, même ceux qui vont à l'encontre de ses thèses (...) Il y a là une leçon de probité intellectuelle assez rare en cette période où la précipitation amène tant d'historiens à se contenter d'approximations."

Ces quelques lignes méritaient d'être citées ici, ne serait-ce que parce qu'elles mettent à juste titre l'accent sur ce qui fait à nos yeux toute la valeur et toute l'originalité de ce travail : le chercheur y côtoie à chaque pas le combattant. Travail de militant, il ne prétend certes pas recueillir les lauriers que l'on décerne à cette impassibilité affectée qui n'est le plus souvent qu'une "rouerie mondaine", comme disait Trotsky. Travail de militant, il se veut avant tout un instrument de combat, précisément au sens où l'œuvre de Franz Mehring, biographie d'un grand militant faite par un autre grand militant, se voulait un instrument de combat. Selon la formule si juste de l'avant-propos, ce livre entend contribuer à la transmission de l'héritage de Marx et Engels aux nouvelles générations révolutionnaires :

"C'est, nous dit Gérard Bloch, ce que voulait Mehring en l'écrivant ; nos notes ont pour raison d'être de lui rendre toute son efficacité, émoussée par le temps".

C'est à donner une idée aussi approachante que possible de quelques-uns des développements auxquels son travail a conduit Gérard Bloch que nous entendons consacrer une grande part des remarques qui suivent.

Notons auparavant qu'avec cette traduction française une trop longue injustice trouve enfin réparation. Rédigée par Franz Mehring entre 1913 et 1917, cette biographie de Karl Marx a paru dans son texte originel en mars 1918. Traduite depuis des dizaines d'années en espagnol et en anglais, elle aura donc attendu 66 ans pour être traduite et publiée en français ! Il y a là bien davantage qu'une anomalie déroutante dans l'histoire de l'édition. La "petite histoire" que nous rapporte à ce sujet Gérard Bloch, en ce qui concerne la toute dernière période (depuis 1972) illustre à quel point la restitution du sens profond de l'action et de la pensée de Marx demeure un enjeu politique d'une brûlante actualité. Dès que fut connu le travail entrepris par notre camarade, les Editions sociales (contrôlées par le

PCF), s'empressèrent dans un premier temps d'acquérir les droits du "Mehring" pour éviter son édition, puis, lorsque l'ouvrage tomba dans le domaine public, de faire paraître en toute hâte une traduction dépourvue de la moindre note. Pour ses promoteurs, cette opération présentait incontestablement un double avantage : tout d'abord, empêcher à tout prix que la première édition française de l'œuvre majeure de Mehring ne soit due à un "fidèle disciple de Trotsky" ; en second lieu, l'absence de notes explicatives permet à Jean Mortier, traducteur aux charmes vraiment très discrets, de concéder au "Mehring" à peu près l'intérêt qu'on accorde à un objet de curiosité historique, "même s'il est sur de nombreux points dépassé" (sic) (1).

LA BIOGRAPHIE D'UN REVOLUTIONNAIRE PAR UN REVOLUTIONNAIRE

A cette raison immédiate, il convient d'en ajouter une autre, qui a certainement pesé d'un poids considérable : en effet, la personnalité même de Mehring, l'auteur de cette **Vie de Karl Marx** était peu faite pour s'attirer la sympathie des fossoyeurs de la révolution d'Octobre et de leurs épigones. C'est fort opportunément que Gérard Bloch, dans un avant-propos riche de détails concernant l'itinéraire politique de Franz Mehring, rappelle l'acharnement avec lequel Staline s'est efforcé de rayer de l'histoire le rôle décisif de la gauche social-démocrate allemande d'avant la première guerre mondiale, dont Mehring fut, avec Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, le représentant le plus éminent. Quelques points de repère suffiront ici à évoquer l'évolution de celui qui fut un "infaillible combattant révolutionnaire". Si, durant toute une partie de sa vie politique, Mehring a combattu la social-démocratie, ce fût toujours, comme le souligne Trotsky, en

"adversaire d'idées", et jamais par vénéralité. Il lui fallait parvenir au marxisme par ses propres voies et sa propre expérience : dès que ce fût fait, il dépassa de cent coudées ses "maîtres d'école", qui, gravement, lui firent ensuite la leçon pour ses écarts de jeunesse. Qu'on en juge plutôt : gagné à la gauche social-démocrate dès 1903, il participe aux côtés de Rosa Luxembourg à la lutte contre le révisionnisme de Bernstein ; en 1905, il salue la première révolution russe dans un article significativement intitulé "**La révolution en permanence**"; en 1910, il suivra Rosa Luxembourg dans sa rupture avec Kautsky. Par toute son attitude, lors du vote des crédits de guerre comme dans les mois qui suivent, il montrera avec éclat que son ralliement au marxisme n'avait rien d'un intermède littéraire. Le soir du 4 août 1914, il est de la poignée d'irréductibles qui se réunissent au domicile de Rosa Luxembourg. En 1915, il fonde, toujours avec Rosa Luxembourg, la revue **Die Internationale** qui deviendra vite l'organe du groupe Spartakus. C'est encore lui qui, avant d'être à son tour arrêté, organisera la protestation ouvrière contre la condamnation qui frappa Karl Liebknecht pour avoir manifesté contre la

(1) Franz Mehring, *Karl Marx - Histoire de sa vie*. Editions Sociales, Avant-propos, p. 11.

(dans les notes suivantes, nous utiliserons pour cette traduction l'abréviation "Editions Sociales").

guerre, en uniforme militaire, sur la place centrale de Berlin, le 1^{er} mars 1916. Durant la dernière année de sa vie, il manifesterà à plusieurs reprises son soutien sans réserve à la révolution d'Octobre et publiera en juin 1918 une **Lettre ouverte aux bolcheviks** dans laquelle il reconnaîtra que l'entrée du groupe Spartakus dans le parti social-démocrate indépendant a constitué une "erreur". Peu de temps avant sa mort, il contribuera à la fondation du Parti communiste allemand. Tel fût Franz Mehring. On conçoit sans peine, dans ces conditions, qu'il se soit très tôt attiré les foudres de ceux qu'il appelait lui-même la "prêtraille marxiste" et que cette dernière ne lui ait jamais pardonné. On conçoit non moins aisément que les éditions du PCF éprouvent aujourd'hui le besoin de présenter le "Mehring" comme "**dépassé**" : toute l'actualité de ce livre vient en effet de la manière inégalée dont son auteur fait ressortir l'unité profonde de la théorie et de la pratique qui est à la base du combat de Marx, cette dimension décisive de l'action au cœur même du processus de formation du matérialisme historique. C'est précisément ce point essentiel que l'on s'efforce, de toutes parts, d'occulter ; rien n'est plus éloquent à cet égard que la façon insidieuse dont J. Mortier mentionne la critique adressée à l'ouvrage de Mehring, dès sa parution, par Heinrich Cünow dans la *Neue Zeit*, revue théorique de la social-démocratie allemande ; le passage cité est le suivant : "**Dans son ouvrage, Mehring ne fait que retracer l'itinéraire politique de notre maître à penser, sa vie de militant et de journaliste. La dimension scientifique de son œuvre est complètement reléguée au second plan**" (2).

Tout en trouvant à Mehring des circonstances atténuantes, J. Mortier n'en reprend pas moins sur le fond le jugement de H. Cünow en affirmant : **La biographie politique prend le pas sur la biographie intellectuelle qui accuse dès lors parfois un certain schématisme**" (3), ou bien encore lorsqu'il décèle dans certains passages "**le ton d'une "vulgate" marxiste qui indispose le lecteur**

d'aujourd'hui" (4). Quelle que soit l'étonnante aptitude de J. Mortier à se substituer au "lecteur d'aujourd'hui", elle ne nous empêchera pas de penser que, sous les dehors anodins d'une critique de forme, se cache en réalité une divergence relative au contenu de l'ouvrage. Que le choix du genre "biographique" ait ses propres contraintes, Mehring est le premier à le reconnaître : "**L'analyse des écrits scientifiques de Marx a particulièrement souffert de cette contrainte, explique-t-il dans sa préface. Pour ne laisser dès le départ aucune équivoque à cet égard, j'ai supprimé le second terme du sous-titre traditionnel de la biographie d'un écrivain : histoire de sa vie et de ses œuvres**" (5). Mehring, lui, on le voit, avait donc au moins le mérite de l'honnêteté intellectuelle. Cependant, ce que J. Mortier, à la suite de H. Cünow, remet plus ou moins ouvertement en cause, c'est moins le choix du genre littéraire en lui-même que l'affirmation fondamentale qui a présidé au choix de cette forme et que Mehring résume dans les termes suivants : "**Chez Marx, l'homme de pensée et l'homme d'action étaient inséparables, se complétaient, se soutenaient l'un l'autre (...) Chez lui, cependant, le combattant prenait toujours le pas sur le penseur**" (6). En d'autres termes, si Mehring a opté pour la "forme" biographique, c'est sans nul doute parce qu'elle est, de son point de vue, la forme la plus apte à exprimer l'"âme révolutionnaire" du marxisme : la participation pratique de Marx et d'Engels au combat inlassable pour construire l'organisation de classe du prolétariat. Que là soit bien l'*essentiel*, nous n'en voulons pour confirmation que la conclusion du discours prononcé par Engels à l'enterrement de Marx, publié dans le *Sozial Demokrat* du 22 mars 1883 ; après avoir rappelé l'importance des découvertes scientifiques dues à Marx, Engels poursuit : "**Tel fut l'homme de science. Mais ce n'était point là, chez lui, l'essentiel de son acti-**

(4) Editions Sociales, p. 11.

(5) Franz Mehring, *Vie de Karl Marx*, traduction Gérard Bloch, p. 98-99.

(6) Franz Mehring, *Vie de Karl Marx*, traduction Gérard Bloch, p. 99.

(2) Editions Sociales, p. 10.

(3) Editions Sociales, p. 10.

vité (...) *Car Marx était avant tout un révolutionnaire. Contribuer, d'une façon ou d'une autre, au renversement de la société capitaliste et des institutions d'Etat qu'elle a créées, collaborer à l'affranchissement du prolétariat moderne, auquel il avait donné le premier la conscience de sa propre situation et de ses besoins, la conscience des conditions de son émancipation, telle était sa véritable vocation. La lutte était son élément. Et il a lutté avec une passion, une opiniâtreté et un succès rares*" (7). Voilà ce que Mortier s'efforce d'escamoter, en emboîtant servilement le pas aux Cünow et aux Kautsky.

Voilà ce qu'en revanche Franz Mehring entendait restituer et ce qu'il a effectivement réussi à restituer, dans la mesure où le lui permettaient les documents publiés à l'époque. L'incomparable avantage de la biographie, "*à la fois art et science*", telle que le comprend du moins Mehring, c'est de permettre la saisie sur le vif de cette "action" qui est comme le point d'insertion de l'individu dans la chaîne des forces historiques objectives. Naturellement, personne n'est obligé de se faire une conception aussi élevée de l'art biographique. On peut préférer, avec Jean Ellenstein ou Françoise Levy, le genre des historiettes édifiantes à l'usage des demoiselles de pensionnat. A ceux là, Hegel avait répondu par avance : "*Le sujet de pré-dilection de ces psychologues est la considération des particularités des grands hommes en tant que personnes privées.*"

L'homme doit manger et boire, il a des amis et des connaissances, il ressent les sentiments et les transports du moment. Les grands hommes ne font pas exception à la règle : ils ont, eux aussi, mangé et bu et préféré tel plat ou tel vin à tel autre. Il n'y a pas de héros pour son valet de chambre, dit un proverbe connu. J'ai ajouté — et Goethe l'a redit deux ans plus tard — que s'il en est ainsi, ce n'est pas parce que celui-là n'est pas un héros, mais parce que celui-ci n'est qu'un valet" (8). Pour être organiquement étranger à ce genre de préoccupations "psychologiques", l'ouvrage de Mehring n'en est pas moins aux antipodes de ces hagiographies qui font de Marx un martyr de la science voué à la solitude de son cabinet de travail, pareil à ces philosophes devant lesquels "*ce stupide monde exotérique n'avait qu'à ouvrir tout grand son bec pour que les alouettes de la science absolue y tombent toutes rôties*" (9). Plus prosaïquement, le livre de Mehring nous rappelle à bon droit que ce sont les hommes qui font leur propre histoire et nul autre à leur place, que ce soit Dieu, la Fortune ou les "structures". "*Entre les saints tels que les dépeint l'Eglise et les diables tels que les représentent les candidats à la sainteté, se situent les hommes vivants : ce sont eux qui font l'histoire*", (10) disait Trotsky. Marx fut pleinement de ceux-là ; il dut simplement à son génie de l'être à un degré supérieur. Cela, Mehring, plus que tout autre, nous le fait approcher.

L'OEUVRE DE MEHRING RESTITUEE DANS SON ACTUALITE

C'est donc dans sa conception même que le livre de Mehring s'est voulu une arme de combat contre la droite social-chauvine et le centre prétendument "orthodoxe" de Kautsky. Et c'est à la lumière de cette combativité qu'il convient d'apprécier les erreurs commises par Mehring concernant Lassalle ou Bakounine, car, ainsi que le fait très justement remarquer Gérard Bloch, "*à la base même des erreurs de Mehring, à la*

base même de son appréciation erronée de Lassalle, il y a plus d'esprit révolutionnaire que dans la "défense" du marxisme par ce même Kautsky, lequel en désavouait et en bafouait l'esprit révolutionnaire, à ce moment déjà, dans sa pratique" (11). Cette remarque vaut

(8) Hegel, *La raison dans l'histoire*, p. 127, Edition 10/18.

(9) Lettre de Marx à A. Ruge, sept. 1843, citée par Mehring, traduction G. Bloch, p. 246.

(10) *Histoire de la Révolution Russe*, tome 2, p. 539.

(11) *Vie de Karl Marx*, Avant-propos, p. 59.

(7) Friedrich Engels : Discours sur la tombe de Karl Marx, in K. Marx-F. Engels, *Oeuvres Choies*, Editions du Progrès, 1955, p. 177.

à nouveau pour le traducteur de commande des Editions sociales déjà cité, qui, pour une fois prolixe, consacre complaisamment plusieurs pages d'un avant-propos exsangue à la critique des "tendresses coupables" de Mehring à l'égard de Lassalle et Bakounine. Apparemment emporté par son ardeur à "défendre Marx", celui-ci va jusqu'à reprocher à Mehring de situer Lassalle, sur le plan des mérites historiques "sur un pied d'égalité avec Marx et Engels" (12). Voilà bien qui s'appelle "défendre" Marx à la manière de Kautsky ! Rafrâichissons la mémoire défaillante de notre traducteur. Le jour même où le *Sozial Demokrat* publiait le discours d'Engels à l'enterrement de Marx, un homme, qui alors n'appartenait pas encore à la social démocratie, qui en était même un adversaire déclaré, devait affirmer dans un article de la *Weser Zeitung* : "Nous autres Allemands sommes habitués à considérer Lassalle et Marx comme les Dioscures du prolétariat, mais ce n'est pas tout à fait à juste titre. Seul Friedrich Engels a le droit de marcher à côté de Marx comme son pair ; à côté de ces étoiles fixes, Lassalle traverse le ciel de la révolution comme un comète brillante" (13). L'auteur de ce jugement prophétique n'était autre que Franz Mehring. On comprendra que nous nous rangions sans hésiter du côté du révolutionnaire contre les philistins de toute obédience : Jean Mortier est par trop la vivante preuve par l'absurde qu'il faut être soi-même révolutionnaire pour rectifier les erreurs d'un révolutionnaire.

Et c'est précisément parce qu'il en fut un que Mehring évite le défaut majeur dont souffrent la plupart des études consacrées aux années d'élaboration du matérialisme historique par Marx et Engels : trop souvent celles-ci présentent en effet l'évolution de Marx dans sa jeunesse comme un cheminement essentiellement intellectuel scandé par le passage d'une position philosophique à une autre. Bousculant ce type de présupposés, Mehring montre à l'inverse comment la pensée de Marx elle-même est constamment traversée, constamment

sous-tendue, cela dès ses premières étapes, par l'exigence d'avoir à se dépasser dans "les tourments de la lutte" (lettre à Ruge). Un fil conducteur anime ainsi d'un bout à l'autre l'étude de Mehring dans cette première partie consacrée aux années de formation du marxisme (1818-1848) : la pensée et l'action de Marx s'y efforcent, à chaque pas, de faire valoir ce "principe moteur" que la dissertation de 1841 décèle déjà chez Epicure. Sur ce point, c'est à juste titre que Mehring, délaissant les stériles controverses des doctes sur la question de savoir si Marx était encore hégélien au moment de la rédaction de sa thèse de doctorat, va droit à l'essentiel et opère un rapprochement éclairant avec la première thèse sur Feuerbach de 1845. Il rend ainsi raison de la préférence de Marx pour Epicure comme du jugement défavorable qu'il porte sur Démocrite : "Pour Marx, vivre signifia toujours travailler, et travailler signifia toujours combattre. Ce qui l'éloignait de Démocrite, c'était l'absence chez lui d'un "principe moteur", c'était, comme il l'écrivit plus tard, "le principal défaut de tout matérialisme jusqu'à présent (...) : l'objet, la réalité, le monde sensible n'est saisi que sous la forme d'objet ou d'intuition, mais non en tant qu'activité sentorielle de l'homme, que pratique, non de façon subjective". Ce qui l'attirait chez Epicure c'était le "principe moteur" qui dressait ce philosophe contre le poids écrasant de la religion et lui donnait l'audace de le braver" (14). C'est ce "principe moteur", par lequel s'affirme la volonté de l'individu, au besoin en rompant les lois du destin ("foedera fati"), qui fait dire à Marx qu'Epicure est "le plus grand philosophe des lumières de la Grèce". Plus loin encore, Mehring insiste de nouveau : "Marx constatait, dans le matérialisme de Feuerbach, l'absence de ce même "principe moteur", dont étudiant, il avait déjà constaté l'absence chez le pionnier du matérialisme, Démocrite" (15). Dans le droit fil de ces remarques, Gérard Bloch note judicieusement que

(14) *Vie de Karl Marx*, chapitre 2, section IV, p. 174-175.

(15) *Vie de Karl Marx*, chapitre 5, section I, p. 402.

(12) Editions Sociales, Avant-propos, p. 12.

(13) *Vie de Karl Marx*, Avant-propos, p. 43.

c'est encore et toujours ce même "principe moteur" que Marx discerne dans le dialectique de Hegel (note de la section II du chapitre 3, p. 268). C'est pour avoir su mettre en évidence ce motif profond, et très tôt présent, que Mehring peut attacher toute l'importance qui lui est due à l'activité politique de Marx dès cette période, généralement sous-estimée au profit de ses seules préoccupations philosophiques : le projet de revue radicale, conçu par Marx avec Bauer et Köppen dès 1839-1840, alors que "jeunes hégéliens", ils étaient tous trois captivés par la "philosophie grecque de la conscience de soi" (16) prendra finalement corps quoique sous une forme modifiée et imprévue avec la participation de Marx, sitôt terminée sa thèse de doctorat, à la direction de la **Gazette Rhénane**. De ce qui ne devait être au départ qu'une feuille gouvernementale parmi d'autres, Marx ne tardera pas à faire un quotidien démocrate, principal organe de l'opposition à la monarchie prussienne jusqu'à sa suppression au printemps 1843. Si nous soulignons ici, à la suite de Mehring, ces premiers pas de Marx dans l'arène du combat politique, c'est parce que nous pensons que c'est là le seul moyen de couper court à toutes les spéculations sur le "jeune Marx" : tantôt, en effet, on conclut en bloc à "l'immaturité" de ce dernier en ayant recours à des procédés d'investigation qui font davantage penser à une "police des concepts" qu'à une recherche historique attentive, et ceci pour mieux valoriser le moment de

la "coupure" par lequel Marx serait pour ainsi dire "entré en science". Tantôt, on fige délibérément la pensée de Marx, alors en fiévreuse et continuelle évolution, en l'opposant à la conception achevée du "marxisme" ultérieur, de façon à forger de toutes pièces la fiction d'un moment "anti-autoritaire" du "jeune Marx". D'une manière ou d'une autre, on cède alors à la tentation de présenter l'évolution de Marx comme un processus de remaniements conceptuels successifs.

Dans le meilleur des cas, quand bien même l'on prend en compte les considérations historiques, politiques et sociales déterminées de cette évolution, ces dernières restent le plus souvent dans l'analyse un cadre mort, un arrière-plan décoratif qui n'affecte pas vraiment de l'intérieur l'évolution elle-même. On en reste autrement dit à un mécanisme de **conditionnement extérieur** de la pensée, incapable de rendre compte non point tant du travail d'élaboration de la pensée en lui-même, que de la manière précise dont la clarification théorique, provoquée à chaque étape par une expérience particulière, est elle-même à son tour directement projetée en termes d'orientation nouvelle de l'activité pratique. Par conséquent, on s'avère impuissant à comprendre en quoi l'expérience du "journaliste-philosophe" des années 1842-1843 prépare à sa manière le terrain au combat politique organisé des années 1845-1846, loin de s'opposer à lui.

UN APPORT HISTORIQUE ET THEORIQUE

C'est précisément sous cet angle que les notes abondantes et le patient travail de recherche accompli par Gérard Bloch jettent une singulière lumière sur ces premières années. S'appuyant sur les

(16) L'expression "la philosophie de la conscience de soi" désigne chez Hegel l'ensemble constitué par les trois systèmes que furent dans l'antiquité finissante le stoïcisme, l'épicurisme et le scepticisme. Dans une lettre à Lassalle du 21 décembre 1857, Marx fera cet aveu significatif : "La philosophie postérieure — Epicure (surtout celui-ci), stoïcisme, scepticisme — j'en avais fait l'objet d'une étude spéciale, par intérêt politique plutôt que philosophique".

travaux d'historiens comme Bert Andréas, Hans Pelger et Jacques Grandjonn, Gérard Bloch nous permet de combler les lacunes de la biographie de Mehring, et de surprendre en quelque sorte ces moments cruciaux où les besoins mêmes de la lutte politique précipitent une mutation à la fois théorique et pratique, suscitant ainsi la recherche de nouvelles formes de discussion et de regroupement. Nous voudrions illustrer brièvement cette compréhension à l'aide de quelques exemples fort instructifs.

Premier exemple : la plupart des histo-

riens s'accordent à considérer la période transitoire qui va de l'interdiction de la *Gazette Rhénane* au départ de Marx pour Paris (de mars à octobre 1843) comme une période décisive, au cours de laquelle s'opère ce que Gérard Bloch appelle justement une **“mutation qualitative”**. A s'en tenir aux seules positions philosophiques adoptées entre février 1842 et le printemps 1843, on pourrait, moyennant un survol très superficiel d'ailleurs, conclure à la manière d'Althusser : Marx passerait d'un **“moment rationaliste-libéral”**, celui qui s'exprime dans les articles de la *Gazette Rhénane* jusqu'à la fin 1842 et qui repose sur une **“problématique de type kantien-fichtéen”**, à un **“moment rationaliste-communautaire”**, celui des années 1842-1845 fondé quant à lui, sur la **“problématique anthropologique de Feuerbach”** (17). Les notes scrupuleusement établies à l'aide des documents que Gérard Bloch a rédigés pour la section VII du chapitre 2 (pages 215 à 222), pour la section IX du même chapitre (pages 235 à 238), et pour la section II du chapitre 3 (pages 263 à 274) ne laissent rien subsister de cette construction arbitraire.

Comme l'exprime la seconde des trois notes que nous venons d'énumérer, **“durant ces quelques mois, les conceptions politiques et théoriques de Marx évoluent sur un rythme accéléré ; c'est alors qu'il généralise au plan théorique l'expérience acquise à la Gazette Rhénane, avec les problèmes nouveaux qu'elle lui a posés, au centre desquels se trouvent celui des rapports de l'Etat avec les intérêts matériels des groupes sociaux existants dans la société”** (18). Autrement dit, ce qui permet à Marx d'accéder au nouveau point de vue théorique qu'il formulera dans le Manuscrit de 1843 sur la philosophie du droit de Hegel, en détrônant l'Etat de sa position dominante d'ordonnateur de la **“société civile”** et en recherchant à l'inverse au niveau des contradictions internes de cette même société les racines matérielles de l'Etat, c'est d'abord et avant tout l'expérience pratique de l'an-

tagonisme de plus en plus ouvert entre les libéraux bourgeois, enclins au compromis avec l'absolutisme, et les démocrates révolutionnaires, antagonisme qui s'était manifesté face à la censure, puis devant la mesure d'interdiction prise par Frédéric Guillaume II. C'est cette expérience qui l'amène à dépasser son ancienne conception de l'Etat comme **“réalisation de la raison juridique et politique”** et à voir, comme il le confiera à Ruge dans une lettre du début de l'année 1843, **“dans la suspension de la Rheinische Zeitung un progrès de la conscience politique”**, tout comme ce sont encore les enseignements tirés de cette expérience qui rapprochent Marx en exil à Paris des ouvriers communistes de l'émigration allemande.

Deuxième exemple : dans les notes de la section V du chapitre 3 (pages 329 à 344) et celle de la section III du chapitre 4 (pages 380 à 384), Gérard Bloch indique dans quelles conditions Marx a décidé d'écrire une œuvre aussi exclusivement **“philosophique”** en apparence que la **“Sainte Famille”**. A ce moment-là Marx dirige un périodique, le **Vorwärts !** dans lequel il fait passer des articles sur le mouvement social en Allemagne, après l'insurrection des tisserands de Silésie, des extraits de ses propres lectures (classiques du XVIII^e siècle français, philosophes des Lumières ou révolutionnaires français, humanistes allemands du XIX^e siècle) ainsi que plusieurs articles reprenant certains des développements de la critique de l'économie politique contenus dans les célèbres **Manuscrits de 1844** qu'il est en train d'achever. Il est ainsi, nous explique Gérard Bloch, **“au centre d'une discussion collective intense, de caractère international où il puisait des éléments indispensables à ses réflexions, cependant que, sous des formes diverses, chacune de ses conquêtes intellectuelles devenait le bien de nombreux militants”** (19). C'est dans ces conditions qu'il propose à Feuerbach, dans sa lettre du 11 août 1844, **“une sorte de bloc”** contre les tendances spiritualistes réactionnaires développées alors par Bruno Bauer et c'est à cette occasion qu'il

(17) Althusser, *Pour Marx*, p. 27.

(18) *Vie de Karl Marx*, chapitre 2, section IX, p. 235.

(19) *Vie de Karl Marx*, chapitre 3, section V, p. 342.

esquisse le thème principal de ce qui deviendra la *Sainte Famille*. La décision d'écrire la *Sainte Famille* correspond d'emblée à un *but politique* parfaitement défini. "Au moment où Marx écrit, l'espèce de bloc tacite qui avait rassemblé, face à la réaction romantique et jusqu'en 1842, au moins sur le plan littéraire, toutes les tendances allemandes d'opposition, du libéralisme au démocratisme révolutionnaire et au communisme, est entré dans la phase de sa décomposition, accélérée par l'insurrection des tisserands de Silésie. Marx propose alors à Feuerbach une sorte d'alliance de combat du matérialisme philosophique et du communisme" (20).

Troisième exemple : la remarque que nous venons de faire concernant la "Sainte Famille" vaut à fortiori pour l'*Idéologie allemande*. On sait qu'à la fin d'août 1845, à leur retour de Londres, Marx et Engels, désormais en possession des fondements du matérialisme historique, vont tout mettre en œuvre pour promouvoir une discussion d'ensemble dans l'avant-garde ouvrière à l'échelle internationale à des fins de clarification programmatique. Pour cela, Marx abandonne provisoirement la rédaction de sa *Kritik der Politik und Nationalökonomie* et s'attaque avec Engels à la rédaction des manuscrits connus sous le titre de l'*Idéologie allemande*. Dans la remarquable 5^e note de la section VIII du chapitre 5 (pages 649 à 656), Gérard Bloch bat en brèche l'interprétation couramment admise qui veut que l'*Idéologie Allemande* ait été un "gros livre en deux volumes", alors que ce devait être en réalité "une partie (...) des deux premières livraisons d'une revue trimestrielle". Il s'agit donc pour Marx et Engels, avec ce projet de "revue trimestrielle", de lutter pour un organe d'expression au moment même où ils créent début 1846, le Comité de correspondance communiste de Bruxelles, et veulent en mettre d'autres sur pied à Paris, à Londres, etc... Gérard Bloch conclut donc : "le principal projet d'édition de Marx et Engels, à partir de l'automne de 1845, ce n'est pas un gros

livre pour le "monde savant", un gros livre en deux volumes qui portera le titre "l'Idéologie Allemande"; c'est la publication d'une revue trimestrielle de discussion et de polémique où ils auront l'occasion de développer la "théorie matérialiste de l'histoire" et de démontrer sa supériorité (...) L'importance de cette affaire est claire : il s'agit de l'unité dialectique, dans l'activité de Marx et d'Engels à partir de 1845, de leur production littéraire et de l'agitation qu'ils mènent, de la propagande qu'ils développent, de leur combat pour l'organisation du prolétariat" (21).

Quatrième et dernier exemple : la période qui précède directement la transformation de la "Ligue des Justes" en "Ligue des Communistes" (juin 1847) est particulièrement fertile en luttes politiques entre les différents courants existants. Ainsi, Engels livre-t-il une bataille acharnée sur la définition même du communisme au sein de la commune des ébénistes à Paris pour soustraire ses membres à l'influence de Karl Grün et de Proudhon, obtenant 13 voix contre 2 lors du vote final. C'est le 20 janvier 1847 que la direction londonienne de la Ligue des Justes mandate Joseph Moll pour rendre visite à Marx à Bruxelles, puis à Engels à Paris, porteur de propositions qui allaient aboutir à l'entrée de Marx et Engels dans la Ligue. Dans la note I de la section IV du chapitre 5 (pages 492 à 496), ainsi qu'au début de la note 6 de la section VIII du même chapitre (page 656 et suivantes) Gérard Bloch montre très clairement que c'est aussitôt après l'accord conclu avec Moll que Marx a entrepris de rédiger *Misère de la Philosophie* comme contribution de base à la discussion en vue de la préparation du 1^{er} Congrès de la Ligue des Communistes. Il cite à ce propos une lettre adressée à Marx des 25-26 octobre 1847 dans laquelle Engels relate l'entrevue qu'il a eue le jour même avec Louis Blanc ; d'après cette lettre, Engels a déclaré à Louis Blanc : *Vous pouvez regarder M. Marx comme le chef de notre parti (c'est à dire de la fraction la plus avancée de la démocratie allemande, que je représentais vis à vis de*

(20) *Vie de Karl Marx*, chapitre 4, section III, p. 384.

(21) *Vie de Karl Marx*, chapitre 5, section VIII, p. 655-656.

lui) et son récent livre contre Proudhon comme notre programme" (22). Marx chef de parti, *Misère de la philosophie* un programme ! Engels faisant voter sur sa définition du communisme après

deux soirées de discussion ! Décidément, nous sommes loin, très loin, de la "Révolution philosophique silencieuse" chère à Althusser !

UN APPEL A REFLECHIR, ETUDIER, DISCUTER

Sur ces quelques exemples, on voit à quel point le travail de Gérard Bloch est indissociable de son expérience de militant de la IV^e Internationale. Tout occupé à dégager l'actualité du combat de Marx et d'Engels pour l'époque que nous vivons, celle des guerres et des révolutions, celle de la "réaction sur toute la ligne", il y exprime avec passion son appartenance à ce que Trotsky appelait "notre patrie dans le temps". C'est là, avons-nous dit, ce qui fait son originalité, sa richesse qui est un appel à la réflexion et à la discussion.

Qu'il nous soit permis dans ce cadre de soulever ici un problème. Dans la note déjà citée que Gérard Bloch consacre aux *Manuscrits de 1843* sur la philosophie du droit de Hegel, on peut relever le passage suivant relatif à la portée de l'opposition établie alors par Marx entre la "démocratie" et la "république" : "Ce serait au reste une sérieuse erreur de croire que Marx, en approfondissant ses vues sur l'Etat — dictature du prolétariat, nécessité de détruire la machine de l'Etat bourgeois, théorie du dépérissement de l'Etat ouvrier — ait modifié fondamentalement sa position quant à la place majeure qu'il donnait dans son Manuscrit de 1843 à la démocratie et à l'opposition qu'il y esquissait entre démocratie et république "politique", autrement dit **bourgeoise**. La démocratie restera pour lui, dans toute son évolution politique, un moment essentiel de la lutte pour "l'émancipation humaine" (23). Cette remarque n'est pas isolée, puisqu'elle est comme généralisée dans les nombreux développements se rapportant à la "ligne de la démocratie" (tout particulièrement pages 637, 638 et 639) ; Gérard Bloch devance d'ailleurs une possible

objection contre cette généralisation lorsqu'il précise : "Et, bien entendu, il est essentiel de ne pas oublier que la conquête de la démocratie suppose la destruction de l'appareil d'Etat ancien, cette machine de répression que la classe ouvrière ne saurait utiliser à ses propres fins. Mais précisément "la ligne de la démocratie" n'offre-t-elle pas les leviers les plus puissants pour la destruction de cette machine répressive ?" (24).

Il nous semble que cette généralisation fait effectivement difficulté ; non que nous méconnaissions l'actualité du combat pour la démocratie comme levier pratique dans la lutte révolutionnaire pour la destruction de l'Etat bourgeois. Non que nous songions à nier que la démocratie restera pour Marx dans toute son évolution politique, un moment essentiel de la lutte pour l'émancipation humaine". Mais justement, pour que la "démocratie" puisse définir une "ligne", pour qu'elle puisse jouer le rôle d'un "levier", il est une condition décisive : c'est qu'elle soit explicitement reconnue comme un moment de la lutte pour l'avènement d'une société communiste sans classe ni Etat. Or ce que nous contestons pour notre part, c'est que cette clarification ait été véritablement acquise dès le *Manuscrit de 1843*. En d'autres termes, nous pensons que pour concevoir la démocratie comme un moment et seulement un moment, même très important, même privilégié, de la lutte pour le communisme, Marx a dû au préalable modifier "sa position quant à la place majeure qu'il donnait dans son Manuscrit de 1843 à la démocratie et à l'opposition qu'il y esquissait entre démocratie et république "politique", autrement dit **bourgeoise**". Pour nous faire comprendre, reprenons les termes mêmes de

(22) Vie de Karl Marx, cité p. 494 et p. 656.

(23) Vie de Karl Marx, chapitre 3, section II, p. 274.

(24) Vie de Karl Marx, chapitre 5, section IV, p. 638.

l'opposition entre "démocratie" et "république" telle que l'introduit le **Manuscrit de 1843**. Dans ce texte, Marx conçoit la "démocratie" comme "*l'énigme résolue* de toutes les constitutions", "*l'essence* de toute constitution", "*le genre* de la constitution", "*la vérité* de toutes les formes d'Etat". La "république" quant à elle, y est définie comme "*la forme d'Etat abstraite de la démocratie*" ou encore comme "*la démocratie au sein de la forme abstraite de l'Etat*", elle est toujours considérée, dans sa distinction d'avec la "démocratie", *comme n'étant qu'une forme d'Etat particulière*" (25). Dans la mesure où Marx prend soin de préciser que, "*dans la vraie démocratie, l'Etat politique disparaît*", il nous paraît assez clair, comme l'explique lui-même Gérard Bloch, qu'"*à ce stade de développement de ses idées, la démocratie soit le terme employé par Marx pour définir la forme la plus élevée de société humaine qu'il puisse alors concevoir*" (26). Cela ne peut signifier qu'une chose : au printemps 1843, lorsqu'il rédige son **Manuscrit sur la philosophie du droit de Hegel**, Marx n'est pas encore parvenu à concevoir le communisme comme le "but final" du mouvement historique de la lutte des classes. C'est d'ailleurs pourquoi, "*à ce stade de développement de ses idées*", la démocratie tient, mutatis mutandis, la place qu'occupera bientôt le communisme conçu comme "*abolition positive de la propriété privée*" (**Manuscrits de 1844**) : elle est la "*vérité*", "*l'énigme résolue*", "*l'essence*", "*le genre*", donc la véritable et l'unique fin et non un simple "moment". C'est seulement lorsque l'objectif stratégique du communisme sera clairement dégagé pour lui-même, et *alors seulement*, que la démocratie pourra acquérir la signification d'un "*moment*" explicitement subordonné à cet objectif stratégique. Encore faudra-t-il pour cela qu'elle soit elle-même

reconnue comme une "**forme d'Etat particulière**". Cette clarification commence — mais commence seulement à s'opérer très peu de temps après, preuve que la pensée de Marx évoluait alors très rapidement sous l'impulsion des "**luttes réelles**". Ainsi, dès la **Question juive** qui suit de quelques mois à peine le **Manuscrit de 1843 sur Hegel**, la "démocratie" devient significativement la "**démocratie politique**" ou encore "**l'Etat démocratique**", et est maintenant considérée comme l'expression "**pratique**", "**profane**" de la religion chrétienne, parce qu'elle repose, à son image, sur la séparation de la "**vie individuelle**" et de la "**vie générique**", tout comme dans la "république" telle que la concevait le **Manuscrit sur Hegel**, "**l'homme politique a son existence particulière à côté de l'homme non politique, de l'homme privé**" (27). Cette tendance se confirme nettement dans l'article du **Vorwärts** ! du 7 août 1844 intitulé "Critiques en marge de l'article : Le roi de Prusse et la réforme sociale". Tout occupé à tirer contre Arnold Ruge, les enseignements de la révolte encore chaude des tisserands silésiens, Marx montre en quoi les révolutionnaires français de la Convention demeuraient prisonniers des limites de "l'intelligence politique", cherchant la racine du mal "**non dans l'essence de l'Etat mais dans une certaine forme d'Etat**" : ainsi Robespierre, au lieu de "**voir dans le principe de l'Etat la source des maux sociaux**", "**ne voit dans la grande misère et la grande richesse qu'un obstacle à la pure démocratie**" (28). Ces textes n'ont pas la moindre vocation à servir de caution théorique au mépris de la "démocratie formelle" entretenue de nos jours par les staliniens et les gauchistes. Simplement, ils demandent à être abordés d'un point de vue génétique, c'est à dire à être replacés dans la perspective d'ensemble de l'évolution de Marx : lorsqu'il les rédige, Marx s'efforce de dégager au contact du mouvement ouvrier, le communisme et l'émancipation sociale comme le "but final". C'est donc très logiquement qu'il est amené

(25) Marx dit d'ailleurs fort explicitement "*toute autre organisation d'Etat est une certaine forme particulière déterminée d'Etat*", tandis que la démocratie réalise seule "*la vraie unité de l'universel et du particulier*" (cité par G. Bloch, *Vie de Karl Marx*, p. 273).

(26) *Vie de Karl Marx*, chapitre 3, section II, p. 272.

(27) *Vie de Karl Marx*, chapitre 3, section II, p. 273.

(28) Jacques Grandjonc, *Marx et les communistes allemands à Paris*, p. 153.

à souligner alors les insurmontables limites de toute émancipation exclusive-ment politique. Cela n'induit en soi aucune dépréciation de la démocratie comme "moment" dans le combat du prolétariat cela oblige par contre à redéfinir la place de la démocratie dans son rapport au communisme et ce en des termes qui se préciseront au fur et à mesure de la progression politique de Marx et Engels. Envisagée dans son résultat dialectique cette redéfinition comporte deux aspects fondamentaux : 1) au regard du but politique final qu'est le communisme, "**la démocratie est une forme de l'Etat, une de ses variétés**" (Lénine) ; en tant que telle elle est appelée à disparaître avec l'Etat. C'est ce qu'Engels résume avec force dans un texte du 3 janvier 1894 en justifiant l'emploi du mot "communisme" de préférence à celui de "social-démocrate" : ce dernier mot est en effet impropre "**pour un parti dont le but politique final est la suppression de tout Etat, et, par conséquent, de la démocratie**" (29) ; 2) en même temps, parce qu'elle signifie "**la reconnaissance officielle de l'égalité entre les citoyens, du droit égal pour tous de déterminer la forme de l'Etat et de l'administrer**" (Lénine), la démocratie est, de toutes les formes d'Etat, celle qui favorise le développement le plus libre et le plus extrême de la lutte des classes, celui qui permet le renforcement des cadres d'organisation du prolétariat. En ce sens, elle est "**le chemin le plus court conduisant à la dictature du prolétariat**" (Lénine). C'est cette idée fondamentale qu'Engels exprime dès novembre 1847 dans ses *Principes du communisme* lorsqu'à la question "**Quel cours de développement prendra cette révolution ?**", il répond "**Avant toutes choses, elle instaurera une constitution démocratique et par là même instaurera directement ou indirectement la domination politique du prolétariat**" (30). C'est toujours cette même idée qu'il développera à nouveau en 1891 dans sa critique du projet de programme d'Erfurt : "**...notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la**

domination que sous la forme de la République démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française" (31). Comme on l'aura remarqué au passage, il est question dans ces textes de la "république démocratique" et de la "constitution démocratique", ce qui indique à l'évidence qu'il s'agit là d'une forme particulière de l'Etat et non plus de la démocratie "vérité de toutes les formes d'Etat" du *Manuscrit de 1843*. Pour nous résumer, il nous semble qu'à vouloir subsumer sous un même vocable, celui de "ligne de la démocratie", les différentes positions de Marx sur la question de l'Etat, on court le risque de télescoper des phases différentes de cette évolution en projetant le point d'arrivée conquis au terme de plusieurs années de participation aux combats du prolétariat sur le point de départ. A cet égard, il n'est pas douteux que le tournant de la révolution de 1848 ait eu des implications décisives concernant la place de la démocratie dans le combat du prolétariat (rupture avec les démocrates en avril 1848, combat pour un congrès ouvrier national, adresse de 1850 sur "la révolution en permanence", etc...). Cela mérite d'autant plus d'être souligné que l'actualité de la revendication de la démocratie à l'époque de l'impérialisme réside tout entière dans sa fonction *transitoire* dans le processus de la révolution prolétarienne, et nullement dans le fait que le prolétariat aurait à prendre par avance la responsabilité politique d'une quelconque étape démocratique conçue comme condition nécessaire de la conquête du pouvoir par les ouvriers. Une chose est certaine : une telle mise au point ne fait que mettre davantage en évidence la nécessité, pour bien apprécier tous les enseignements du combat de Marx et d'Engels, de partir du rôle décisif qui fut le leur comme *hommes de parti*, comme *organiseurs*. Sous ce rapport, la 6^e et la 7^e partie de la longue note de la section VIII du chapitre 5 sont d'une très grande importance. Gérard Bloch y montre que la période intermédiaire qui

(29) Cité par Lénine, in *l'Etat et la Révolution*, Oeuvres, tome 25, p. 492.

(30) *Vie de Karl Marx*, chapitre 5, section VIII, p. 636.

(31) Cité par Gérard Bloch, in *La Vie de Karl Marx*, p. 608.

va du début du mois de juin 1847, à la fin du mois de novembre 1847, c'est-à-dire du premier au second congrès de la Ligue des Communistes, est une période d'intense bataille politique au cours de laquelle s'opère un véritable tournant dans l'activité de Marx : "Alors que jusque là, il s'était tenu dans une certaine mesure à l'arrière-plan, laissant Engels et d'autres de ses partisans, comme Wilhelm Wolff, mener le combat sur le terrain de l'agitation et de l'organisation, *il va désormais s'y engager à fond lui-même* (32). Seul cet engagement rend compte de la conception d'une œuvre comme le "Manifeste Communiste". Bien décidé à surmonter la confusion politique des dirigeants londoniens de la Ligue, Marx met alors tout en œuvre pour s'assurer une victoire complète lors du second Congrès : il se donne un moyen d'expression lui permettant d'exposer ses propres vues, en concluant un accord avec Bornstedt qui lui donne accès à la **Gazette Allemande de Bruxelles**. Et il crée sa pro-

pre fraction, secrètement organisée dans la Ligue, de manière à gagner par la discussion le maximum de membres à ses positions.

Sur ce chapitre, il y aurait encore beaucoup à dire, notamment au sujet de *l'obligation* faite à chaque membre de la Ligue de "prendre un exemplaire du journal", principe d'organisation dont chaque lecteur de **La Vérité** mesurera toute l'actualité.

A nos yeux, le plus important tient en ceci : parce qu'il nous rappelle à chaque page que le nom de "communistes" que nous portons à son histoire et que cette histoire est avant tout celle d'un combat, le travail de Gérard Bloch nous apprend à honorer plus encore en ce nom "**la partie la plus importante de notre drapeau**" (Trotsky). En ce sens, il sera pour tout militant de la IV^e Internationale, un guide irremplaçable et stimulant.

P. RAPHAEL

(32) *Vie de Karl Marx*, chapitre 5, section VIII, p. 665.

ETUDE

Diderot, penseur militant (1713-1784)

par Pierre FOUGEYROLLAS

En 1984, le deuxième centenaire de la mort de Denis Diderot n'a pas soulevé un grand enthousiasme parmi les milieux intellectuels français. C'est donc, pour nous, une raison suffisante de revenir sur la portée de l'action et des œuvres du directeur de l'Encyclopédie.

Répondant, aux environs de 1865, à une question de ses filles sur ses professeurs préférés, Marx citait, dans l'ordre, Diderot, Lessing, Hegel et Balzac. Et, le 15 avril 1869, dans une lettre à Engels, il défendait vigoureusement l'auteur du Neveu de Rameau contre les attaques déjà anciennes de l'académicien conservateur, Jules Janin, et concluait : "L'écart entre Diderot et Jules Janin, c'est sans doute ce que les physiologistes dénomment : métamorphose régressive. Esprit français avant la révolution française et sous Louis-Philippe !"

En 1984, Diderot continuait à susciter la hargne des obscurantistes. Ainsi, un certain Michel Le Bris, maoïste repent, publiait dans le *Quotidien de Paris* du 31 juillet un réquisitoire contre Diderot sous le titre : un empoisonneur qui a introduit la morale dans l'art". Evoquant le goût marqué de l'encyclopédiste pour les aspects moralisants de la peinture de Greuze, il s'enflamme au point de déclarer : "Et peut-on nier que ce même Greuze et l'idéologie qu'il met en scène est la référence constante des peintres nazis, comme des peintres réa-

listes-socialistes" — que la ligne est directe du "Laboureur remettant un soc de charrue à son fils" ou de "l'Accordée de village" au néo-classicisme du peintre nazi Ziegler, comme au "réalisme champêtre" de ces Vénus kolkhoziennes peintes en chaussettes, allaitant leurs roses nourrissons ?... Que l'on veuille faire de Diderot la figure idéale de l'intellectuel moderne, je veux bien — mais y a-t-il vraiment dans notre "modernité" matière à se vanter ?

Ne sommes-nous pas ici en présence d'un cas de "métamorphose régressive"

encore plus virulent que celui de Janin ? Car, si Le Bris s'était souvenu du mot de Goebbels : **"Nous voulons rayer l'année 1789 de l'histoire"**, il aurait peut-être hésité à voir dans l'esthétique picturale de Diderot la source de l'idéologie nazie en matière d'art. En fait, son but est clair : défigurer ce qu'il appelle la "modernité", c'est-à-dire le mouvement des Lumières et la révolution démocratique bourgeoise pour détourner les intellectuels de toute participation à la révolution socialiste prolétarienne qui est l'affaire majeure de

notre siècle.

En prévision de la commémoration prochaine du bicentenaire de la Révolution française et des perversions obscurantistes auxquelles elles donneraient lieu, il nous paraît aujourd'hui utile de contribuer à un éclairage authentique, c'est-à-dire historiquement objectif de ce penseur infatigablement militant que fut Diderot et d'évaluer son rôle dans l'affrontement entre la bourgeoisie montante et la noblesse décadente appuyée par l'appareil de l'Eglise et celui de la monarchie absolutiste.

UNE ENTREE DANS LA VIE

Quand Diderot est né à Langres, le 5 octobre 1713, dans une maison de maîtres couteliers qui assumaient leur condition depuis plusieurs générations, l'un de ses oncles maternels était chanoine et prévoyait de faire de Denis son successeur. Aussi l'adolescent fut-il tonsuré, à l'âge de douze ans.

Destiné par la volonté de sa famille à l'état ecclésiastique, Denis fit ses premières études au collège des Jésuites de Langres. Il obtint, année après année, de nombreux prix qui témoignent d'un éveil précoce de son intelligence, mais il était tenu par ses maîtres pour un élève indiscipliné. Cherchant à fuir un destin clérical pour lequel il ne se sentait aucune vocation, il tente de quitter la maison familiale et de gagner Paris. Au dernier moment, son père fait échouer le projet et le conduit lui-même dans un établissement supérieur tenu par les Jésuites dans la capitale. Il y parachève, dans d'excellentes conditions, ce qu'on appelait alors ses humanités. Nourri de grec et de latin, il est brillamment reçu maître ès arts — c'est-à-dire ès lettres — par l'Université de Paris, à l'âge de dix-neuf ans.

Bien que s'étant marié — contre le gré de son père — il reste longtemps sans ce que nous appellerions une "situation".

De cette période, il dira vers la fin de sa vie : **"Je pensais comme un sage, et j'agissais comme un fou"**. Car il utilise sa liberté pour s'initier à tous les domaines du savoir et de la création littéraire, théâtrale et artistique. Non seulement il acquiert les connaissances fondamenta-

les et les connaissances de pointe de son temps, dans les mathématiques, la physique et l'histoire naturelle (on ne disait pas encore la biologie), mais il s'intéresse aussi de près aux arts mécaniques, c'est-à-dire aux techniques qui sont pratiquées dans les manufactures et aux machines qui commencent à y être utilisées, sans oublier les beaux-arts qui exercent aussi sur lui leur fascination. Il apprend aussi l'anglais et l'italien.

Cette formation "sur le tas" complète et élargit son éducation classique. Plus tard, le baron Grimm dira de lui qu'il est **"la tête la plus naturellement encyclopédique qui ait jamais existé"**. Voltaire avec qui il entretiendra une longue correspondance, déclarera : **"Tout est dans la sphère de son génie. Il passe des hauteurs de la métaphysique au métier d'un tisserand, et de là il va au théâtre"**.

Enfin, Rousseau, malgré leur rupture, écrira de lui dans les **Confessions** : **"A la distance de quelques siècles du moment où il a vécu, cet homme paraîtra un homme prodigieux : on regardera de loin cette tête universelle comme nous regardons la tête des Platon et des Aristote"**.

Ses contemporains verront dans Diderot le **philosophe** par excellence. Mais il faut bien comprendre qu'au XVIII^e siècle, la philosophie n'est pas conçue comme une spéculation transcendante, distincte des sciences. Au contraire, elle est considérée et pratiquée comme une activité intellectuelle inséparable des sciences, spécialement des disciplines expérimentales procédant à l'investiga-

tion de la nature, sous toutes ses formes et manifestations.

Traducteur d'ouvrages anglais, notamment de l'**Essai sur le mérite et la vertu** de Shaftesbury, Diderot, comme avant lui Montesquieu et Voltaire, est influencé par le pays qui est en train de devenir la première puissance commerciale, navale et industrielle du monde. Comparée à la France qui se trouve sous le joug de l'Etat monarcho-féodal et qui pâtit d'un regain de fanatisme clérical — celui des Jésuites et aussi celui des Jansénistes — l'Angleterre lui apparaît comme une terre de liberté où, pour le moins, de tolérance. En outre, il est conquis par la conception de la science issue de l'œuvre de Newton, notamment par son expérimentalisme qu'il met, comme Voltaire, au-dessus du rationalisme de Descartes, demeuré tributaire d'un système métaphysique.

LE COMBAT DES LUMIERES

En 1745, Diderot et le mathématicien d'Alembert auquel il s'est lié d'amitié, sont chargés par un libraire parisien de traduire la **Cyclopaedia** de l'Anglais Chambers, publiée en 1727. Il s'agissait d'une première tentative d'exposition des connaissances désormais acquises dans les divers domaines de la culture.

Assez vite, Diderot renonce à la traduction d'un ouvrage qui, tout en étant méritoire, présente de trop graves lacunes. Il conçoit alors le projet original d'une **Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers** en langue française. Il entraîne d'Alembert dans cette entreprise hardie qui se révélera bientôt périlleuse. Et les deux amis rassemblent autour d'eux des collaborateurs prestigieux comme Fontenelle, Montesquieu, Voltaire, Buffon, Rousseau, Turgot, et d'autres moins célèbres mais tout aussi compétents. Diderot, pour sa part, prend en charge les articles relatifs à l'histoire de la philosophie, aux arts mécaniques et aux métiers, tout en assumant la direction effective de cette vaste publication.

Sa fille devait écrire qu'il a consacré trente ans de sa vie à ce "grand œuvre".

Diderot et d'Alembert recrutent 5000

En 1764, Diderot publie, à Amsterdam et sous nom d'auteur, un premier ouvrage intitulé **Pensées philosophiques** dans lequel il oppose à la superstition chrétienne une conception du monde déiste, fondée sur la considération de l'harmonie universelle et des "merveilles de la nature", chères à Shaftesbury. C'est une étape sur le chemin intellectuel qui devait le conduire à l'athéisme et au matérialisme. Cependant, le Parlement de Paris, inquiet des progrès de cette "religion naturelle" et sans prêtres qu'est le déisme, et soucieux de défendre l'orthodoxie catholique et l'hégémonie cléricale, condamne le livre à être brûlé en place de Grève, par les soins du bourreau. Première manifestation de la répression politico-religieuse qui ne laissera guère de répit à Diderot durant le reste de sa vie.

souscripteurs qui avancent chacun 956 livres pour assurer le financement de l'opération. Le premier volume de l'**Encyclopédie** paraît en 1751. Il a été précédé de la publication d'un **Prospectus** rédigé par Diderot lui-même, et il débute avec un **Discours préliminaire** dans lequel d'Alembert présente un tableau général de l'histoire des sciences et un essai de classification des diverses disciplines.

De 1751 à 1772, 18 volumes de textes et 11 volumes de planches verront le jour, malgré le déchaînement des persécutions et des vexations organisées par le parti clérical. Après 1772, 5 volumes de supplément et 2 volumes de planches seront publiés. Et, il est juste de rappeler que de 1749 à 1779, l'**Encyclopédie** a mobilisé la majeure partie de l'extraordinaire énergie dont disposait Diderot.

Financée par un public composé de bourgeois éclairés et de quelques nobles et prêtres aux idées avancées, l'**Encyclopédie** a fait date comme instrument nouveau de diffusion des connaissances scientifiques, techniques, littéraires et artistiques. Et, à travers cette activité pédagogique, elle a été, selon l'ambitieux dessein de son directeur, "**une machine de guerre contre les ténèbres**". Comme l'écrit à plusieurs reprises Dide-

rot dans ses lettres à Voltaire, il s'agit de combattre la "bête" c'est-à-dire l'obscurantisme. C'est d'ailleurs pour quoi la "bête" réagit et ne ménage ni ses coups de griffes, ni ses coups de dents.

Au début de 1749, Diderot publie, malgré ses charges de principal animateur de l'entreprise encyclopédique, un livre bref et percutant, la **Lettre sur les aveugles à l'usage de ceux qui voient**. Partant de l'expérience vécue des aveuglés, il montre, dans le droit fil de l'empirisme anglais et du sensualisme de Condillac, que la source de nos connaissances, même les plus abstraites réside dans nos sensations. Se servant de l'aveugle-né Sanderson, comme d'une sorte de porte-parole, il conteste l'existence de Dieu. Comment en effet, un homme affligé d'une telle infirmité congénitale pourrait-il reconnaître l'existence d'un créateur réputé, à la fois, tout puissant et infiniment bon !

Diderot a alors rompu avec son ancienne conception d'un univers harmonieux et merveilleux. Il prend à témoin les phénomènes de désordre et de monstruosité qui existent dans la nature, pour esquisser une philosophie matérialiste, dans la tradition du matérialisme antique de Leucippe, de Démocrite et d'Epicure qui avait été ranimé au XVII^e siècle par Gassendi et par Hobbes et qui avait trouvé une expression plus récente dans **L'homme-machine**, publié en 1747, par La Mettrie.

Malgré les précautions d'anonymat prises par l'auteur, la réaction ne se fait pas attendre. Le 24 juillet 1749, Diderot est emprisonné au château de Vincennes. Il subit, d'abord, un régime de rigueur que l'action de ses amis parvient, quinze jours après, à faire atténuer. En fait, la police royale a voulu frapper non seulement l'auteur d'un livre athée, mais encore et surtout le directeur de l'**Encyclopédie**.

Diderot comprend que, pour continuer le combat des Lumières, il faut aussi se servir de l'arme de la ruse. Aussi signe-t-il le 21 août, un engagement de soumission qui entraîne sa libération, le 3 novembre. Désormais, il prend les précautions requises pour éviter de tomber

à nouveau sous les coups de la répression. Certaines de ses œuvres ne sont communiquées qu'à des cercles d'amis sûrs et ne seront publiées que longtemps après sa mort. C'est pourquoi le Diderot littéraire, dramaturge et critique d'art a caché aux yeux de nombreuses générations, le Diderot penseur matérialiste et révolutionnaire.

Dans l'organisation des articles de l'**Encyclopédie**, Diderot met en œuvre une stratégie dont le but est déjouer les embûches, les obstacles et les persécutions. La diffusion des savoirs scientifiques et des savoir-faire techniques constitue un moyen efficace de lutte contre l'obscurantisme. Mais cela ne suffit pas. Aussi les articles relatifs aux questions de théologie, de philosophie, de morale et de politique comportent-ils un système de renvois qui favorisent à l'extrême l'esprit critique. Par exemple, l'article **Eucharistie** se termine par un renvoi à l'article **Anthropophagie**, car la consommation sacramentelle du corps et du sang de Jésus-Christ s'apparente à cette vieille pratique, surtout si, comme c'est le cas pour les catholiques, il leur faut croire à la fameuse "présence réelle" dans le vin du calice et dans l'hostie consacrée.

Après la sortie du deuxième volume de l'**Encyclopédie**, le gouvernement de Louis XV interdit la vente des volumes parus et la poursuite de l'entreprise tandis que le parti prêtre se déchaîne contre Diderot. Malesherbes, haut magistrat aux idées libérales, le prévient de l'imminence d'une perquisition et d'une saisie des matériaux et des documents nécessaires à la rédaction de l'**Encyclopédie**. Il va même jusqu'à recueillir, à son domicile privé, une grande partie d'entre eux.

Diderot joue sur les contradictions qui existent au sommet de la classe dirigeante, notamment sur celles qui opposent les partisans et les adversaires des Jésuites. Grâce à ce jeu souvent subtil et toujours difficile, il obtient, en 1753, une nouvelle autorisation de paraître pour l'**Encyclopédie**. Mais, comme l'écrira sa fille, Madame de Vandeuil "il n'était jamais sûr, la veille, de pouvoir continuer le lendemain".

Effrayé par les risques encourus, le

libraire Le Breton censure de son propre chef un nombre important d'articles dont nous n'avons pas encore, au moins pour certains d'entre-eux, retrouvé le texte intégral. Quand Diderot découvre ce travail d'émasculature, il est pris de fureur et envisage de renoncer à la poursuite de l'ouvrage. Mais il avait les nerfs trop solides pour abandonner sa grande tâche.

En 1759, le Parlement de Paris condamne l'ouvrage et le Conseil du roi

révoque le privilège nécessaire à sa publication légale en France. Grâce à la ténacité de Diderot, les dix derniers volumes paraissent dans une semi-clandestinité. Sur le plan financier, l'affaire est restée saine du fait du soutien d'un nombre croissant de lecteurs. Les éditeurs y ont trouvé leur avantage et Diderot, selon l'expression de sa fille, n'en a pas tiré un sou. Mais pour lui, l'essentiel était accompli, car son but scientifique et politique avait été atteint.

UN MATERIALISME ORIGINAL

La fécondité intellectuelle et la facilité d'écriture de Diderot étaient telles qu'il a produit un grand nombre d'œuvres étincelantes dans le temps même où il dirigeait la difficile et périlleuse publication de l'**Encyclopédie**.

Ennemi de l'esprit de système, il n'a pas construit un monument doctrinal comparable à ceux de Leibniz et de Kant ou même de Montesquieu et de Rousseau. De plus, animé par une pensée beaucoup plus radicale que les leurs, il était contraint d'user de la ruse, voire d'une certaine dissimulation tactique. En ne tenant pas compte de ces données, les "historiens des idées" l'ont faussement taxé d'un certain flou intellectuel et ont cru discerner dans ses ouvrages philosophiques une oscillation entre le déisme et le scepticisme et entre le matérialisme et le panthéisme.

L'établissement de l'ordre chronologique des textes proprement philosophiques de Diderot auquel on a pu procéder de nos jours, ne laisse aucun doute sur son cheminement : en 1746, dans les **Pensées philosophiques**, il est encore déiste, comme Voltaire, et croit encore aux mérites de la "religion naturelle" dont Rousseau ne sortira pas ; en 1747, dans la **Promenade du sceptique** et dans la **Suffisance de la religion naturelle**, le doute et le déisme s'affrontent dans sa pensée, enfin, en 1749, dans la **Lettre sur les aveugles**, il a sauté le pas et a adopté une position matérialiste dont il ne se départira pas.

Il fait dire à l'aveugle-né Sanderson : **"Je conjecture donc, que, dans le commencement où la matière en fermentation faisait éclore l'univers, mes sembla-**

bles étaient fort communs. Mais pourquoi n'assurerais-je pas des mondes ce que je crois des animaux ? Combien de mondes estropiés, manqués, se sont dissipés, se reforment et se dissipent peut-être à chaque instant, dans des espaces éloignés, où je ne touche point et où vous ne voyez pas, mais où le mouvement continue et continuera de combiner des amas de matière, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu quelque arrangement dans lequel ils puissent persévérer ?... Qu'est-ce que ce monde, monsieur Holmes ? Un composé sujet à des révolutions qui toutes indiquent une tendance continuelle à la destruction ; une succession rapide d'êtres qui s'entre-suivent, se poussent et disparaissent ; une symétrie passagère, un ordre momentané".

A l'opposé de Platon qui, dans le **Phédon**, faisait exposer par Socrate mourant l'hypothèse de l'immortalité de l'âme, Diderot, dans la **Lettre sur les aveugles**, fait affirmer par Sanderson mourant sa certitude de l'éternité de la matière en mouvement et en perpétuelle transformation. Ainsi, Diderot prend place parmi les matérialistes de son temps, La Mettrie, d'Holbach et Helvétius, pour ne citer que les plus célèbres. Mais, d'emblée, il se différencie du matérialisme appelé **mécaniste** en raison de sa référence privilégiée à la mécanique et plus généralement, aux diverses parties de la physique expérimentale.

L'intérêt européen de Diderot va plutôt à l'histoire naturelle, c'est-à-dire aux sciences de la vie, telles qu'elles existaient de son temps. Cependant, il se garde bien de tomber dans le vitalisme, conception selon laquelle la vie serait

radicalement hétérogène à la matière. Au contraire, il s'emploie à montrer que la matière vivante fait partie de la matière universelle et tire de cette matière en mouvement ses propres lois de fonctionnement et de développement.

Quand il publie, en 1754, les **Pensées sur l'interprétation de la nature**, il a tiré les enseignements de son emprisonnement à Vincennes et il entend bien ne pas fournir de nouveaux prétextes à la répression. Aussi l'ouvrage se présente-il comme une réflexion sur la méthode des sciences de la nature et sur leurs techniques d'investigation. Mais, au fil des paragraphes, on comprend que son but est d'établir l'unité de tous les phénomènes naturels, c'est-à-dire l'unité de la matière universelle. **"De même qu'en mathématiques, en examinant toutes les propriétés d'une courbe, on trouve que ce n'est que la même propriété présentée sous des faces différentes — dans la nature, on reconnaîtra, lorsque la physique expérimentale sera plus avancée, que tous les phénomènes, ou de la pesanteur, ou de l'élasticité, ou de l'attraction ou du magnétisme, ou de l'électricité ne sont que les faces différentes de la même affection"**. Prédiction confirmée de nos jours par l'unité qui va de la microphysique à la cosmologie mathématique.

Par prudence, Diderot formule de façon interrogative ses convictions matérialistes. A travers une succession de questions, il développe l'idée fondamentale de l'unité existant entre la matière vivante et la matière non-vivante. Ainsi, **"Y a-t-il quelque autre différence assignable entre la matière morte et la matière vivante, que l'organisation et la spontanéité réelle ou apparente du mouvement ?"** Les découvertes de la biologie moléculaire donnent aujourd'hui pleinement raison à Diderot, en dépit des spéculations idéalistes qui en dénaturent la portée objective.

L'auteur de **l'Interprétation de la nature** va plus loin qu'aucun de ses contemporains en concevant l'hypothèse de la transformation des espèces. Certes, Buffon était arrivé avant lui à cette conception, mais il en excluait l'espèce humaine. Diderot, lui, va jusqu'au bout de sa logique matérialiste, non sans des

précautions dont on peut admirer l'ironie dans le passage suivant : **"De même dans les règnes animal et végétal, un individu commence, pour ainsi dire, s'accroît, dure, dépérit et passe, n'en serait-il pas de même des espèces entières ? Si la foi ne nous apprenait que les animaux sont sortis des mains du Créateur tels que nous les voyons... le philosophe abandonné à ses conjectures ne pourrait-il pas soupçonner que l'animalité avait de toute éternité ses éléments particuliers, éparés et confondus dans la masse de la matière, qu'il est arrivé à ces éléments de se réunir parce qu'il était possible que cela se fit, que l'embryon formé de ces éléments a passé par une infinité d'organisations et de développements, qu'il a eu, par succession, du mouvement, de la sensation, des idées, de la pensée, de la réflexion, de la conscience, des sentiments, des signes, des gestes, des sons, des sons articulés, une langue, des lois, des sciences et des arts... ? La religion nous épargne bien des écarts et bien des travaux"**.

Dans l'article **Animal** du premier volume de **l'Encyclopédie** et dans divers articles renvoyant les uns aux autres, Diderot avait exposé les éléments de son matérialisme transformiste et suggéré l'existence d'une continuité entre l'animal et l'homme : **"Quelque différence qu'il y ait entre nous et les animaux, on ne peut nier que nous ne leur tenions de fort près par les dernières de nos facultés"**.

La fidélité de Diderot à sa position matérialiste est attestée par les citations précédentes : elle est confirmée, près de vingt ans plus tard, par le **Rêve de d'Alembert**, ouvrage écrit en 1769 et publié seulement en 1830. Il s'agit d'un dialogue qui mettait aux prises Mademoiselle de l'Espinasse et le médecin Bordeu, à propos d'un rêve au cours duquel d'Alembert a tenu devant Mademoiselle de l'Espinasse, sa maîtresse, des propos apparemment incohérents ou bizarres, mais qui expriment une vision matérialiste et évolutionniste de l'univers et de la vie. Bordeu, porte-parole de Diderot, élucide ces propos et les justifie à partir de ses conceptions scientifiques.

Voici ce que dit d'Alembert rêvant : **"Le prodige, c'est la vie, c'est la sensi-**

bilité, et ce prodige n'en est plus un. Lorsque j'ai vu la matière inerte passer à l'état sensible, rien ne doit plus m'étonner !" Un peu plus tard, il ajoute : "Attendez, et ne vous hâtez pas de prononcer sur le travail de la nature. Vous avez deux grands phénomènes, le passage de l'état d'inertie à l'état de sensibilité, et les générations spontanées ; qu'ils vous suffisent : tirez-en de justes conséquences et dans un ordre de choses où il n'y a ni grand ni petit, ni durable, ni passager absolu, garantisiez-vous du sophisme de l'éphémère".

Face à cette déclaration selon laquelle la continuité dans le devenir se cache sous la continuité dans l'espace, face à cette version de la relativité universelle et à cette affirmation d'une évolution allant naturellement de l'inanimé à l'animé et d'une forme à l'autre à l'intérieur de l'animé, Mademoiselle de l'Espinasse demeure interloquée. Elle demande à Bordeu "Qu'est-ce que le sophisme de l'éphémère ?" A quoi ce dernier répond : "C'est celui d'un être passager qui croit à l'immortalité des choses".

Condamnation radicale du fixisme, d'origine biblique, et de toute vision des phénomènes naturels qui ne les intègre pas en devenant universel. Avant Hegel, Diderot a abouti à une conception dialectique générale, sans pour autant la subordonner, comme le pense le philosophe allemand, à une systématique idéalisation.

Le Rêve est précédé d'un entretien entre Diderot et d'Alembert au cours duquel le premier s'en prend avec virulence à l'agnosticisme du second. En effet, d'Alembert reconnaît que l'idée d'un dieu créateur est "difficile à admettre", tout en ajoutant que "d'autres difficultés attendent celui qui la rejette". Car l'agnosticisme est précisément une incapacité de trancher entre l'idéalisme et le matérialisme.

Le dialogue aboutit à la question essentielle de savoir si la matière peut être douée de sensibilité, c'est-à-dire de la capacité d'éprouver des sensations et d'y répondre par des comportements, et au cas où elle en serait dotée, comment cette faculté est venue.

Diderot interpelle alors d'Alembert : "Et d'où savez-vous que la sensibilité

est essentiellement incompatible avec la matière, vous qui ne connaissez l'essence de quoi que ce soit, ni de la matière, ni de la sensibilité ? Entendez-vous mieux la nature du mouvement, son existence dans un corps, et sa communication d'un corps à un autre ?"

Diderot retourne les arguments de l'agnosticisme qui prétend que la réalité en soi de l'univers est inconnaissable, contre d'Alembert. Car, pour son matérialisme, la matière est inséparable du mouvement, et la sensibilité, c'est-à-dire la propriété même des êtres vivants et de leur molécules, est une forme revêtue par le mouvement dans le cours du devenir universel.

A d'Alembert évoquant une prétendue incompatibilité entre la sensibilité, "qualité simple", et la divisibilité de la matière qu'il réduit, comme Descartes à l'étendue, Diderot rétorque péremptoirement : "Galimatias métaphysico-théologique". Polémiquant, en 1908, dans *Matérialisme et empiriocriticisme* contre des intellectuels bolchéviques fascinés par l'idéalisme néo-kantien alors à la mode, Lénine s'appuie sur les textes que nous venons de citer et déclare : "L'exemple de Diderot nous a montré quelle était la véritable façon de voir des matérialistes. Elle ne consiste pas à dégager la sensation du mouvement de la matière ou à l'y ramener, mais à considérer la sensation comme une des propriétés de la matière en mouvement. Sur ce point, Engels partageait le point de vue de Diderot. Il se séparait des matérialistes "vulgaires" tels que Vogt, Büchner et Moleschott, pour la raison, entre autres, qu'ils inclinaient à penser que le cerveau secrète la pensée comme le foie secrète la bile".

Nous pouvons donc tenter maintenant de caractériser le matérialisme de Diderot. Certes, il s'inscrit dans le courant du matérialisme français du XVIII^e siècle dont les représentants se situent à l'avant-garde du mouvement des Lumières, mais il comporte une grande originalité.

Marx a montré que le matérialisme du XVIII^e siècle provenait de deux sources : l'empirisme anglais et le développement de la philosophie issue de Descartes. En effet, La Mettrie, d'Holbach, Helvétius et Diderot estiment d'un com-

mun accord qu'il n'existe pas dans l'homme d'idées innées et que toutes les connaissances humaines ont pour origine l'expérience, par l'intermédiaire des sensations. Le passage de l'empirisme sensualiste au matérialisme s'effectue par la reconnaissance de l'existence objective de la matière, indépendamment de la conscience que nous en avons. Dans l'article **Sensations** de l'*Encyclopédie* Diderot écrit : **"Il est naturel que nous regardions la matière comme la cause universelle de nos sensations, en même temps qu'elle en est l'objet"**.

Par ailleurs, Descartes, après avoir distingué la substance pensante et la substance étendue, avait affirmé que cette dernière, c'est-à-dire l'univers, se réduisait à l'étendue et au mouvement. En dépit de sa métaphysique qui faisait de "l'âme" et de "dieu" une sorte de domaine réservé, il était inévitable que certains de ses successeurs étendissent le règne mécanique de l'étendue à du mouvement à "l'âme" c'est-à-dire à l'esprit humain, en se délivrant de l'idée de Dieu. Ce fut, par excellence, le cas de La Mettrie qui affirma, tout au début du cheminement intellectuel de Diderot, que l'homme était une machine, comme tout ce qui existait dans l'univers.

Mais, à part ces points fondamentaux communs, les matérialistes du XVIII^e siècle ont développé certaines conceptions divergentes. Le baron d'Holbach, pourvu d'une solide formation de chimiste, concevait la matière universelle comme formée de particules indivisibles, ou atomes, chacun doué de mouvement. En s'agrégeant entre-eux, puis en se séparant et en s'agrégeant autrement, les atomes produisaient, selon lui, tous les phénomènes observables, et par là, les phénomènes psychologiques se trouvaient réduits aux phénomènes physiques. Son **Système de la nature** (1770) pour la rédaction duquel Diderot l'a probablement aidé, est un parfait exemple de matérialisme mécaniste, repris quant à son inspiration originelle des anciennes doctrines de Démocrite et d'Épicure.

Pour sa part, Helvétius s'intéresse surtout aux phénomènes que nous appelons, de nos jours, psycho-sociaux. Dans son traité **De l'Esprit** (1758), il

attaque les vieux préjugés selon lesquels les individus présenteraient dès la naissance, des différences intellectuelles majeures, justifiant les inégalités sociales. Pour lui ce sont au contraire, les inégalités sociales qui favorisent, chez les enfants des privilégiés, leurs facultés intellectuelles et qui les défavorisent chez les autres. Dans son traité **De l'homme** (1772), il expose que les individus sont soumis à la recherche de leurs intérêts et que, seul, un nouveau système d'éducation permettra de passer de la société inégalitaire, dominée par le cléricisme, à la société libre et heureuse de l'avenir. Son matérialisme est tout aussi mécaniste que celui de d'Holbach, mais il revêt une forme pédagogique et psycho-sociologique qui lui est propre.

Diderot, quant à lui, reconnaît, avec Helvétius et d'Holbach que rien n'échappe aux lois de la matière universelle qui déterminent tous les phénomènes, y compris les conduites et les opinions humaines. Il pourfend l'idée fétichiste du libre-arbitre, développée par la théologie catholique, notamment celle des Jésuites. Mais comme nous l'avons indiqué, il s'intéresse plus encore aux sciences de la vie, en train de naître, qu'à la physique et à la chimie dont il est d'ailleurs un grand connaisseur. A la différence de d'Holbach qui se réfère aux atomes, il parle plutôt des molécules. Peut-être pressent-il que le développement futur des sciences établira que les molécules sont formées d'atomes ; en tout cas, il n'est pas en mesure, à son époque, de le prouver.

Hanté par l'idée du devenir universel et par celle de la transformation des espèces vivantes, il évite la réduction de tous les phénomènes à des lois exclusivement mécaniques, ce qui le distingue de d'Holbach. Il écrit aussi une réfutation du traité **De l'Homme** d'Helvétius, en faisant remarquer que le physiologique joue aussi son rôle dans le développement des facultés individuelles ; là encore, il refuse une forme de réduction au mécanisme.

Tout cela a conduit quelques isolés à prétendre que Diderot avait été avant Marx, le créateur du matérialisme dialectique. En fait cette opinion ne nous paraît pas soutenable, car, si anticipa-

teur qu'ait été le matérialisme de Diderot, il reste tributaire d'une vision de la continuité qui exclut l'analyse des contradictions objectives comme génératrices des processus naturels et sociaux.

Certes, on peut parler de dialectique à propos de diverses œuvres de Diderot, comme *Le neveu de Rameau* ou *Le rêve de d'Alembert*. Mais il s'agit d'une dialectique subjective, d'une mise en opposition d'opinions contraires, voire de son admirable mise en scène des dialogues, et non pas d'une méthode d'investigation des données de fait fondée sur l'exploration de leurs contradictions internes et de la transformation de la quantité en qualité qu'elles engendrent.

Par ailleurs, il nous paraît insuffisant de qualifier la conception philosophique de Diderot de "matérialisme dynamique", comme l'a fait J. Varloot, car le matérialisme mécaniste de d'Holbach et d'Helvétius ne manque pas de dynamisme, non plus que celui de Démocrite, d'Epicure, de Gassendi et de Hobbes. Et, pour autant que l'on puisse trouver du dynamisme — au sens philosophique — chez Diderot, il s'agit, en fait d'un aspect conceptuel hérité de Leibniz, qui ne va pas sans contradiction avec une conception matérialiste de l'univers. Se corrigeant lui-même, J. Varloot en vient à parler du "matérialisme énergétiste ou énergétique" de Diderot. Mais, là encore nous butons sur la consonnance historique de l'énergétisme qui s'est trouvé lié, à la fin du XIX^e siècle, au néo-kantisme d'un physicien comme Helmholtz, et qui a été ensuite dépassé par la fondation de la physique atomique. Aussi nous paraît-il périlleux d'enfermer la conception de Diderot dans une telle caractérisation.

Enfin, malgré le côté poétique de sa qualification, nous ne suivrons pas Elisabeth de Fontenay parlant du "matérialisme enchanté" de l'auteur du "*Rêve de d'Alembert*", surtout quand elle l'oppose à un matérialisme qui, depuis le XIX^e siècle, serait devenu ascétique — entendez le marxisme. La ficelle est trop grosse.

Pour développer sa conception matérialiste du monde, Diderot s'est appuyé sur les sciences de son temps et sur le mouvement qui entraînait la bourgeoisie vers la révolution anti-nobiliaire, anti-cléricale et anti-monarcho-féodale. Dans cette situation, il a été, en matière de philosophie, plus loin qu'aucun autre. Mais, il lui était impossible de dépasser complètement les limites d'une société dans laquelle il était contraint de vivre, d'agir et de penser.

Sa doctrine fait partie du matérialisme mécaniste du XVIII^e siècle, même s'il est vrai que, sur certains points, comme l'intuition de la transformation des espèces et celle du devenir des sociétés à travers l'histoire, elle ouvre des voies nouvelles. Et le point où Diderot nous semble être allé le plus loin, c'est celui où il refuse de construire un système philosophique comme ceux de La Mettrie, de d'Holbach et d'Helvétius, et où il s'emploie à exprimer le mouvement historique des sciences et des techniques qu'impulse l'ascension de la bourgeoisie. Par là, il annonce d'une manière inconsciente la dénonciation par Marx du caractère **idéologique** de la philosophie et son dépassement. Mais les conditions de ce dépassement — la formation du prolétariat et les débuts de son auto-organisation — faisaient encore défaut, au temps de Diderot.

LES ARMES THEATRALES ET LITTERAIRES

Par goût et par tactique, le penseur militant que fut Diderot ne s'est cantonné ni dans la direction de l'*Encyclopédie* ni dans la rédaction d'ouvrages proprement philosophiques. Il a produit des pièces de théâtre, des romans et des textes de critique d'art, en grand nombre. S'il est incontestable qu'il y a pris du plaisir, comme à tout ce qu'il faisait, il ne faut pas oublier que ces œuvres théâtrales et littéraires participaient pleine-

ment de son combat pour les Lumières. C'est ce qui a été souvent "oublié".

Pour Diderot, le théâtre a été une grande passion. N'a-t-il pas hésité, comme il le reconnaît lui-même, entre l'activité du philosophe et celle du comédien ? On sait qu'il fut en France, le créateur du drame bourgeois, c'est-à-dire d'un spectacle théâtral qui se proposait de succéder à la tragédie classique désormais épuisée, comme le mon-

trent les vains efforts de Voltaire en la matière, et à la comédie moliéresque, plus circonstancielle qu'on ne l'a cru et, en tout état de cause, inimitable. Sans doute, les deux principaux drames de Diderot, **Le fils naturel** et **Le père de famille**, n'ont-ils guère conquis ni les contemporains, ni la postérité. Mais ils ouvrent une voie dans laquelle s'avanceront, plus tard, Beaumarchais, Dumas fils, Becque, Tchekhov et Pirandello. Il est permis de penser que l'authentique inspiration théâtrale de Diderot s'est donnée plus libre cours dans ses dialogues ou dans un roman dialogué, comme **Le neveu de Rameau**, que dans ses drames.

Depuis près de cent ans, les critiques théâtraux dénoncent le côté moraliste et moralisant des drames en question. Ils brouillent ainsi les cartes en entretenant une confusion entre "l'ordre moral", préconisé par le parti de la réaction sous Louis-Philippe, le Second Empire et la Troisième République, avec les appels à la vertu qui s'opposent, au temps des Lumières, au cynisme de l'aristocratie nobiliaire et à l'hypocrisie du clergé. Dans ses **Éléments de physiologie**, écrits entre 1774 et 1780, Diderot déclare : "**Il n'y a qu'une vertu, la justice ; qu'un devoir, de se rendre heureux ; qu'un corollaire, de ne pas se surfaire la vie, et de ne pas craindre la mort**". Quoi de plus clair !

De fait, c'est au nom de l'idée neuve ou renouvelée du bonheur que Diderot prône la vertu, terme hérité de l'Antiquité pour désigner le courage de l'individu luttant pour sa liberté en accord d'intérêts avec ses compatriotes, voire l'ensemble de ses contemporains. Aussi faut-il apprécier la conception diderotiste de la vertu dans sa portée révolutionnaire et comprendre que la signification historique de ce mot n'a pas été la même au temps de la bourgeoisie montante et au temps de la bourgeoisie dominante déjà menacée par le mouvement ouvrier.

Dans le domaine littéraire, sa gloire fut surtout posthume si l'on songe que **La Religieuse**, écrite en 1760, et **Le neveu de Rameau**, rédigé en 1762, n'ont été respectivement publiés qu'en 1796 et 1823. Dans le premier de ces romans, Diderot a dénoncé avec une vigueur

contenue et efficace, le cas des jeunes filles condamnées par leur famille à l'état de religieuses en dépit de leur manque complet de vocation ; il a dépeint les caractères hystériques et corrompus des supérieures de couvents et des religieuses exerçant leur sadisme sur de malheureuses victimes. La puissance du réquisitoire et de la peinture est telle qu'un film tiré du roman a fait l'objet, sous de Gaulle, d'une longue censure avant de pouvoir paraître sur les écrans.

Quant au **Neveu de Rameau**, dont Goethe fut, dans sa traduction en allemand, le premier éditeur, il est généralement admis qu'il fait partie des plus grands chefs-d'œuvre de la littérature française. Il reste que les éloges sont le plus souvent allés à la forme, effectivement étincelante, plus qu'au contenu souvent réduit à la faconde d'un mauvais garçon. En réalité, Diderot a magistralement utilisé l'immoralisme d'un marginal pour dénoncer les injustices et l'arbitraire d'une société dont les hypocrites justifient la révolte du neveu de l'illustre musicien Rameau. Diderot introduit ainsi une dialectique critique dans sa propre pensée.

On retrouve à l'œuvre cette dialectique critique dans **Jacques le fataliste et son maître**, suite apparemment décousue de propos de taverne et de récits anecdotiques à travers lesquels, le narrateur use de l'arme de l'esprit, au sens du XVIII^e siècle, pour persifler les privilégiés et les puissants et démonter les mécanismes d'une société d'oppression. Jamais Diderot n'est aussi persuasif que lorsqu'il se fait conteur ou dialoguiste.

De 1759 à 1781, Diderot rend compte de neuf **Salons** de peinture, forme de l'activité créatrice qui détermine, chez lui, un nouvel enthousiasme.

Avant lui, on aimait la peinture et l'on bavardait autour d'elle ; mais on ne savait pas en parler avec la pertinence qui fut la sienne. Le mérite de Diderot, c'est d'avoir intégré le contenu des toiles à la vie sociale dont elles sont issues en la métamorphosant selon les rythmes d'un imaginaire spécifique. Il proteste contre la division arbitraire entre les "peintres d'histoire" — réputés nobles — et les "peintres de genre" — réputés plus communs.

Dans son *Essai sur la peinture* (1765) ou il rend compte de sa méthode de fondateur de la critique d'art moderne, il déclare : **“Je proteste que Le père qui fait la lecture à sa famille, le Fils ingrat et les Fiançailles de Greuze, que les Marines de Vernet qui m'offrent toutes sortes d'incidents et de scènes, sont autant pour moi des tableaux d'histoire que les Sept sacrements du Poussin, la famille de Darius de Le Brun ou la Suzanne de Vanloo”**.

Loin d'“introduire la morale dans l'art”, comme le répète sottement M. Le Bris après beaucoup d'autres, en oubliant la pesanteur de l'idéologie religieuse édifiante sur les œuvres du Moyen-Age et de l'âge classique, Diderot intègre le quotidien au devenir historique et annonce une manière de voir qui n'a été comprise que beaucoup plus tard. Quant à l'engouement exclusif de Diderot pour Greuze, ces quelques lignes du *Salon de 1763* consacrés à une nature morte de Chardin en font justice : **“On n'entend rien à cette magie. Ce sont des couches épaisses de couleur appliquées les unes sur les autres et dont l'effet transpire de dessous en dessus. D'autres fois, on dirait que c'est une vapeur qu'on a soufflée sur la toile ; ailleurs une écume légère qu'on y a jetée...”**

DEMOCRATIE ET ANTI-COLONIALISME

Diderot n'a pas écrit de traités politiques systématiques, comme *L'Esprit des lois* de Montesquieu ou *Le contrat social* de Rousseau. Mais il a produit, à la manière de Voltaire, quantité d'œuvres de circonstances où ses idées politiques apparaissent avec clarté.

Dans l'*Encyclopédie*, il amorce l'exposé de sa politique en rédigeant les articles **Autorité politique** et **Droit naturel** où il a surtout le souci de se différencier par rapport à l'idéologie démocratique radicale de Rousseau. De plus, il cherche à intégrer l'histoire des sociétés humaines dans le devenir de la matière universelle et dans celui de la matière vivante. Avec l'article **Cité**, il donne de la société une vision organiciste : **“Dans un Etat bien ordonné, une cité peut être regardée comme une seule personne, et la réunion des cités comme soumise à une autorité qui réside dans un individu physique ou**

Approchez-vous, tout se brouille, s'aplatit et disparaît ; éloignez-vous, tout se crée et se reproduit.

On m'a dit que Greuze, montant au Salon et apercevant le morceau de Chardin que je viens de décrire, le regarda et passa en poussant un profond soupir. Cet éloge est plus court et vaut mieux que le mien”.

Soumis au rite familial et amical de la galette des rois et de la fève, au début de chaque année, Diderot était condamné, en contre-partie de cette royauté de pacotille à improviser un poème. Il nous en est resté la fameuse **Abdication d'un roi de la Fève**, dans laquelle il fait dire à l'homme ordinaire, à l'“hôte des bois” :

“La nature n'a fait ni serviteur ni maître : je ne veux ni donner ni recevoir de lois”.

Pour conclure de la sorte l'abdication du roi d'un jour :

“et ses mains ourdiraient les entrailles du prêtre au défaut d'un cordon pour étrangler les rois”.

Ainsi éclatait le rire bon enfant de Diderot, ainsi se préparait, sous les apparences anodines, cette grande fête libératrice que serait cinq ans après sa mort, la Révolution française.

dans un être moral souverain, à qui il appartient de veiller au bien des cités en général et en particulier”.

Position politique encore assez timide si on la compare aux audaces matérialistes qui sont les siennes, en matière de philosophie. Au fond, il croit surtout à la diffusion des savoirs, comme moyen par excellence de détruire l'obscurantisme et de préparer une société meilleure. Son matérialisme ne va pas sans un certain idéalisme qui confère abusivement au progrès des Lumières la capacité de transformer la société et l'Etat.

Douze ans plus tard, il s'approchera davantage des problèmes politiques concrets en écrivant un **Mémoire sur la liberté de la presse**, sujet qui le concerne directement et dont il a une expérience, ô combien personnelle. Il défend le droit des éditeurs d'imprimer librement les œuvres qui leur sont confiées, il défend

encore plus vigoureusement les droits de propriété des écrivains sur leurs livres. Il dénonce la misère dans laquelle végètent les novateurs, tout en stigmatisant certaines mœurs déjà en usage dans l'intelligentsia parisienne : **"Il y a peu de contrées en Europe où les lettres soient plus honorées, plus récompensées qu'en France. Le nombre des places destinées aux gens de lettres y est très grand. Heureux si c'était toujours le mérite qui y conduisit. Mais si je ne craignais d'être satirique, je dirais qu'il y en a où l'on exige plus scrupuleusement un habit de velours qu'un bon livre"**. De fait le parti prêtre empêchera Diderot d'entrer à l'Académie française.

Au fur et à mesure qu'il se délivre, en les accomplissant, de ses énormes tâches de directeur de l'**Encyclopédie**, il entre plus à fond dans le débat et dans le combat politique et, chose rare, dans la carrière d'un penseur, ses positions se radicalisent au fur et à mesure qu'il avance en âge.

Diderot écrit en 1774 **"Il n'y a point de vrai souverain que la nation, il ne peut y avoir de vrai législateur que le peuple"**.

Dans la pratique, Diderot estime que le peuple doit être gouverné. Pour surmonter cette contradiction, entre la souveraineté populaire (théorique) et la nécessité d'une distinction entre gouvernants et gouvernés (pratique), il propose une première loi que nous appellerions constitutionnelle et que le souverain individuel ou collectif est absolument tenu de respecter par un serment solennel : **"Tout souverain qui se refuse à ce serment se déclare d'avance despote et tyran"**. Il propose ensuite une seconde loi en vertu de laquelle **"les représentants de la nation se rassembleront tous les cinq ans pour juger si le souverain s'est exactement conformé à une loi qu'il a jurée, statuer sur la peine qu'il mérite s'il en a été infracteur : le continuer ou le déposer et jurer derechef ces lois, serment dont il sera pris acte"**.

Pour Diderot, comme pour les autres **Encyclopédistes**, le régime politique à abattre, c'est celui de la monarchie absolue, de l'arbitraire royal que Montesquieu a qualifié de despotisme en pensant, tout spécialement au cas de la

France. Pour remplacer ce régime, Rousseau a brossé le tableau d'un Etat démocratique idéal dans lequel le peuple assemblé concevrait, promulguerait et ferait appliquer les lois, comme expression de la **"volonté générale"**. Mais il doutait de la possibilité pratique de réaliser un tel idéal à l'échelle d'un grand pays comme la France. Aussi écrivait-il : **"s'il existait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement"**.

Quant à lui, Diderot considère que l'établissement du régime constitutionnel représente un progrès décisif par rapport à l'arbitraire de l'absolutisme. A cet égard, il exprime les aspirations de la bourgeoisie française et des autres bourgeoisies européennes qui voient dans la monarchie constitutionnelle non seulement le moyen d'en finir avec l'arbitraire du souverain, mais aussi celui de détruire les privilèges nobiliaires et l'oppression cléricale.

A ce sujet, Diderot écrit : **"Les prêtres sont encore des plus suspects conservateurs des lois que les magistrats : en aucun lieu du monde on n'a pu les réduire sans violence à l'état de purs et simples citoyens"**. Et il précise sa mise en garde anti-cléricale **"Le prêtre dont le système est un tissu d'absurdités, tend secrètement à entretenir l'ignorance : la raison est l'ennemie de la foi, et la foi est la base de l'état, de la fortune, de la considération du prêtre"**.

Indulgent pendant un temps à l'égard du **"despotisme éclairé"**, dont Voltaire était un franc partisan, Diderot avait jugé opportun de donner des leçons de principe démocratique, et de pratique constitutionnelle, à Catherine II, impératrice de Russie, pour la guider dans la voie de ce **"despotisme éclairé"**. Diderot évolue après son voyage en Russie et durant les dix dernières de sa vie, vers une position démocratique tout à fait radicale. Il participe alors à la rédaction des deuxième et troisième éditions (1774 et 1781) de l'**Histoire des deux Indes**, vaste ouvrage en dix-neuf volumes que l'abbé Raynal, un jésuite défroqué, avait consacré, en 1771, à l'histoire de la colonisation et à ses problèmes. On a pu évaluer la participation de Diderot aux nouvelles éditions, à un tiers du texte et on a pu dire que sous le masque

de Raynal il avait exposé l'ultime état de sa pensée politique. A la fin de sa vie, il lui arrivait de passer quatorze heures d'affilée à la réécriture de cet ouvrage.

Déjà en 1773, il avait montré, dans le **Supplément au voyage de Bougainville**, son intérêt pour les peuples colonisés, et condamné les entreprises coloniales. Sans doute, le thème de l'homme de la nature, du "bon sauvage" est-il présent chez lui, comme sous d'autres formes chez Rousseau et chez Voltaire. Mais, il s'agit plus, chez Diderot, d'une reconnaissance de la pluralité des cultures, de portée anticipatrice, que d'une simple idéalisation de l'homme soi-disant originel. Enfin, il met dans la bouche du vieux Tahitien qui fait ses adieux à Bougainville, lors du départ de ce dernier, des propos vigoureusement anti-colonialistes qui sonnent comme un appel à la révolte des peuples subjugués : **"Eloigne-toi, à moins que tes yeux cruels ne se plaisent à des spectacles de mort. Eloigne-toi, va et puissent les mers coupables qui t'ont épargné dans ton voyage, s'absoudre et nous venger, en t'engloutissant avant ton retour"**.

Mêmes accents dans l'**Histoire des deux Indes** à l'égard de la colonisation hollandaise en Afrique du sud, dont nous constatons aujourd'hui qu'elle a abouti au régime raciste de l'apartheid :

"Fuyez, malheureux Hottentots, fuyez ! Enfoncez-vous dans vos forêts. Les bêtes féroces qui les habitent sont moins redoutables que les monstres sous l'empire desquels vous allez tomber... Ou, si vous vous en sentez le courage, prenez vos hâches, tendez vos arcs, faites pleuvoir sur ces étrangers vos flèches empoisonnées. Puisse-t-il n'en rester aucun pour porter à leurs citoyens la nouvelle de leur désastre".

Mieux qu'aucun autre et avant bien d'autres, Diderot a compris que le progrès représenté par l'ascension historique de la bourgeoisie s'accompagnait,

à travers la colonisation, de l'asservissement et même de la destruction de peuples entiers.

Par le truchement de Raynal, Diderot se libère, se déchaîne et dépasse ses positions du temps de la direction de l'**Encyclopédie**. Diderot-Raynal s'écrie : **"La société est née des besoins des hommes, le gouvernement est né de leurs vices"**. Et il préconise le remède : **"Une nation ne se régénère que dans un bain de sang. C'est l'image du vieil Eson à qui Médée ne rendit sa jeunesse qu'en le dépeçant et en le faisant bouillir"**. Ici, Diderot annonce Marat.

Sur le tard, il découvre que les luttes populaires ont plus d'efficacité que la seule diffusion des savoirs. L'**Histoire des deux Indes** nous dit : **"Si les peuples sont heureux sous la forme de leur gouvernement, ils la garderont. S'ils sont malheureux, ce ne sont ni vos opinions ni les miennes, ce sera l'impossibilité de souffrir davantage et plus longtemps qui les déterminera à la changer"**. Bref, la révolution se prépare, mais son heure ne se décrète pas.

Et, dans un autre chapitre, Diderot-Raynal révisé l'idée du primat de la physique et même de la science de la vie, dominante un quart de siècle auparavant. **"Le goût de l'histoire naturelle est sur son déclin. Nous sommes tout entiers aux questions du gouvernement, de législation, de morale, de politique et de commerce. S'il m'était permis de hasarder une prédiction, j'annoncerais qu'incessamment les esprits se tourneront du côté de l'histoire, carrière immense où la philosophie n'a pas encore mis le pied"**. Là, d'une certaine façon, Diderot annonce Marx.

Au cours des dix dernières années de sa vie, Diderot a été plus proche de l'imminente révolution qu'aucun autre penseur du mouvement des Lumières, et il a été encore plus anticipateur que durant son existence antérieure.

DIDEROT MILITANT

Au XIX^e siècle s'est élaborée une certaine représentation historique des penseurs qui ont préparé la Révolution française. Selon cette représentation,

Montesquieu aurait été l'inspirateur de la première phase de la Révolution, singulièrement de la Constitution de 1791, fondée sur la séparation des pouvoirs,

Rousseau, lui aurait inspiré la deuxième phase, celle du renversement de la Monarchie et de la Convention jacobine, entre 1792 et 1794, tandis que Voltaire aurait été durant le XVIII^e siècle, l'incarnation la plus éclatante de l'esprit critique en même temps que le courageux défenseur de diverses victimes de l'arbitraire, du fanatisme religieux et de l'injustice. Selon cette vision, Diderot se trouve en retrait, même si on lui reconnaît le mérite d'avoir dirigé l'entreprise encyclopédique et un grand talent de romancier et de critique d'art.

Cette distorsion historique s'explique aisément si l'on veut bien reconnaître que la bourgeoisie devenue classe dominante, a pu, jusqu'à un certain point, s'accommoder du déisme de Montesquieu, de Voltaire et de Rousseau, tandis qu'elle était d'autant plus contrainte de répudier le matérialisme de Diderot que Marx et Engels étaient en train de doter le mouvement ouvrier révolutionnaire d'un nouveau matérialisme. C'est donc à nous, marxistes d'aujourd'hui, de tirer Diderot — et aussi La Mettrie, d'Holbach, Helvétius, Meslier, d'autres encore — de "l'enfer" où la bourgeoisie les a jetés.

Comprendre Diderot, c'est étudier son œuvre comme partie intégrante du matérialisme français du XVIII^e siècle. C'est aussi se demander pourquoi il a été plus anticipateur que les autres matérialistes et pourquoi, à la fin de sa vie, il a été beaucoup plus loin qu'eux dans la préparation directe de la révolution qui allait éclater. A notre avis, ces questions trouvent leur réponse dans le caractère fondamentalement militant de toutes les activités de Diderot.

Pour lui, en effet, les écrits sont, avant tout, des moyens d'action, ce qui n'est pas, au même degré, le cas de Voltaire publiant et faisant jouer **Mérope** et **Zaire** ou de Rousseau rédigeant **La Nouvelle Héloïse** ou les **Rêveries du promeneur solitaire**. En effet, Voltaire et Rousseau étaient fort attachés à la gloire littéraire alors que Diderot cherchait avant tout, en publiant ses ouvrages, une efficacité pédagogique et politique.

Par ailleurs, sa direction de l'**Encyclopédie** témoigne, non seulement d'une énergie incomparable, mais encore d'un

sens très élevé de l'œuvre collective, ce qui se situe aux antipodes de la mentalité commune des gens de lettres. Il a fallu que Diderot soit remarquablement militant pour que l'entreprise encyclopédique fût menée, contre vents et marées, à son terme. Il a fallu son esprit farouchement militant pour qu'il ait consenti à tant de sacrifices et fait preuve de tant d'abnégation.

Dans la lutte contre l'obscurantisme et l'absolutisme, se sont formées des sociétés de pensée parmi lesquelles les loges maçonniques ont joué un grand rôle. Autour de l'**Encyclopédie**, notamment parmi les savants, les écrivains, les artistes et les hommes politiques qui fréquentaient le salon du baron d'Holbach, une société de pensée d'un grand rayonnement s'est constituée et développée. Diderot en était le principal dirigeant, reconnu comme tel par les autres. Ainsi, il apparaît comme le chef du "parti philosophique" à l'échelle de la France et aussi à celle de l'Europe. C'est ce rôle éminent que la bourgeoisie d'aujourd'hui devenue obscurantiste et ses idéologues ne lui pardonnent pas.

Il n'est pas question pour nous de présenter Diderot comme une sorte de penseur prémarxiste. Il a été un militant exceptionnel, non d'un présocialisme ou d'un précommunisme, mais du moment qui aboutit à la révolution de 1789, révolution démocratique bourgeoise, commencée en Allemagne et en Hollande au XVI^e siècle, continuée en Angleterre au XVII^e et dans les colonies anglaises d'Amérique du Nord au XVIII^e siècle et qui devait trouver son point politique culminant dans la France de 1793-1794. N'a-t-il pas lui-même clairement reconnu la nature bourgeoise de la République hollandaise et le rôle capital de la bourgeoisie dans l'Angleterre de son temps, sans oublier pour autant de dénoncer la colonisation hollandaise et anglaise ainsi que le parti tory en Angleterre ? N'a-t-il pas salué avec enthousiasme les Insurgents américains de 1776 ?

Il reste que la prédominance du militantisme dans la vie de Diderot a conféré à son génie un sens aigu de la relation entre les théories scientifiques et les pratiques techniques, et, plus généralement, entre la pensée et l'action. Aujourd'hui,

où la bourgeoisie s'en prend violemment
aux acquis du mouvement ouvrier et
renie les acquis de son propre passé au
profit d'un obscurantisme sans rivage il

est utile et nécessaire de lire et de relire
Diderot.

4 avril 1985

Pierre FOUGEYROLLAS

de la bourgeoisie révolutionnaire de la phase, celle du renversement du despotisme monarchique et de la Convoitise de la bourgeoisie entre 1774 et 1794, tandis que Voltaire, le philosophe du XVIII^e siècle, l'incarnation la plus édatante de l'esprit critique en même temps que le courageux défenseur de diverses victimes de l'arbitraire, du fanatisme religieux et de l'injustice. Selon cette vision, Diderot se trouve en retrait, même si on lui reconnaît le mérite d'avoir dirigé l'entreprise encyclopédique et un grand talent de romancier et de critique d'art.

Cette distorsion historique s'explique aisément si l'on veut bien reconnaître que la bourgeoisie devenue classe dominante, a pu, jusqu'à un certain point, s'accommoder du désaveu de Montesquieu, de Voltaire et de Rousseau, tandis qu'elle était d'autant plus contrainte de repudier le matérialisme de Diderot que Marx et Engels étaient en train de doter le mouvement ouvrier révolutionnaire d'un nouveau matérialisme. C'est donc à nous, marxistes d'aujourd'hui, de tracer Diderot — et aussi La Harpe, d'Holbach, Helvétius, Meslier, d'autres encore — de "l'enfer" où la bourgeoisie les a jetés.

Comprendre Diderot, c'est étudier son œuvre comme partie intégrante du matérialisme français du XVIII^e siècle. C'est aussi se demander pourquoi il a été plus anticipateur que les autres matérialistes et pourquoi, à la fin de sa vie, il a été beaucoup plus lohn qu'eux dans la préparation directe de la révolution qui allait éclater. A notre avis, ces questions trouvent leur réponse dans le caractère fondamental de son militant de toutes les activités de Diderot.

Pour lui, en effet, les écrits sont, avant tout, des moyens d'action, ce qui n'est pas, au même degré, le cas de Voltaire publiant et faisant jouer Merope et Zaïre ou de Rousseau rédigeant La Nouvelle Héloïse ou les Rêveries du promeneur solitaire. En effet, Voltaire et Rousseau étaient fort attachés à la gloire littéraire alors que Diderot cherchait avant tout, en publiant ses ouvrages, une efficacité pédagogique et politique. Par ailleurs, sa direction de l'Encyclopédie témoigne, non seulement d'une énergie incomparable, mais encore d'un

de la bourgeoisie révolutionnaire de la phase de renversement du despotisme monarchique et de la Convoitise de la bourgeoisie entre 1774 et 1794, tandis que Voltaire, le philosophe du XVIII^e siècle, l'incarnation la plus édatante de l'esprit critique en même temps que le courageux défenseur de diverses victimes de l'arbitraire, du fanatisme religieux et de l'injustice. Selon cette vision, Diderot se trouve en retrait, même si on lui reconnaît le mérite d'avoir dirigé l'entreprise encyclopédique et un grand talent de romancier et de critique d'art.

Dans la lutte contre l'obscurantisme et l'absolutisme, se sont formées des sociétés de pensée parmi lesquelles les loges maçonniques ont joué un grand rôle. Au-delà de l'Encyclopédie, notamment parmi les savants, les écrivains, les artistes et les hommes politiques qui fréquentaient le salon du baron d'Holbach, une société de pensée d'un grand rayonnement s'est constituée et développée. Diderot en était le principal dirigeant, reconnu comme tel par les autres. Ainsi, il apparaît comme le chef du "parti philosophique" à l'échelle de la France et aussi de l'Europe. C'est ce rôle éminent que la bourgeoisie d'aujourd'hui devenue obscurantiste et ses idéologues ne lui pardonnent pas.

Il n'est pas question pour nous de présenter Diderot comme une sorte de penseur néomarxiste. Il a été un militant exceptionnel, non d'un présocialisme ou d'un précommunisme, mais du mouvement qui aboutit à la révolution de 1789, révolution démocratique bourgeoise, commencée en Allemagne et en Hollande au XVI^e siècle, continuée en Angleterre au XVII^e et dans les colonies anglaises d'Amérique du Nord au XVIII^e siècle et qui devait trouver son point politique culminant dans la France de 1793-1794. N'est-il pas lui-même évidemment reconnu la nature bourgeoise de la République hollandaise et le rôle capital de la bourgeoisie dans l'Angleterre de son temps, sans oublier pour autant de déplorer la colonisation hollandaise et anglaise ainsi que le parti tory en Angleterre? N'a-t-il pas salué avec enthousiasme les insurgés américains de 1776?

Il reste que la prédominance du militantisme dans la vie de Diderot a conféré à son œuvre un sens aigu de la relation entre les théories scientifiques et les pratiques techniques, et, plus généralement, entre la pensée et l'action. Aujourd'hui,

Le libéralisme d'aujourd'hui

par M. DAUBERNY

AU moment où, pour ne citer que cet exemple, en Angleterre, le pays à la réputation la plus « libérale » du monde, la police a eu, face aux mineurs en grève, le comportement que l'on sait, et où le gouvernement Thatcher a, en fait, refusé aux syndicats des mineurs le droit de négocier, exigeant sa capitulation préalable, il n'est question que de « libéralisme »...

Les références au « libéralisme » pullulent dans le discours d'hommes politiques d'horizons divers, c'est la grande vogue... S'agit-il d'une querelle entre les spécialistes de « l'économie politique » tenants d'écoles diverses ? On pourrait le croire à voir l'ardeur avec laquelle on brûle aujourd'hui ce que l'on a, hier, adoré, dénonçant comme un « faux prophète » Keynes, présenté naguère comme le « sauveur » de l'économie capitaliste. Mais, qu'en est-il en réalité ? Pourquoi cette mode ? Et que se cache-t-il derrière le mot d'ordre du « libéralisme » comme derrière le slogan de « liberté » employé par les réactionnaires, lorsqu'ils, par exemple, définissent l'école confessionnelle comme « l'école libre » ?

On ne le saura qu'en suivant un chemin bien aride, c'est-à-dire en examinant d'abord les justifications prétendument « théoriques », c'est-à-dire en réalité les fabrications idéologiques mises en avant. Et, pour commencer, il

faut rappeler ce qu'étaient les positions de Keynes et les raisons de leur succès. Au cours de la crise des années trente, la justification théorique de l'intervention croissante de l'Etat bourgeois dans le fonctionnement de l'économie

capitaliste était apportée par l'économiste anglais J.-M. Keynes. Les théories qui constituaient jusqu'alors l'économie politique officielle n'étaient ni plus ni moins fausses qu'avant, elles étaient seulement inadaptées aux besoins du capitalisme de monopole. Depuis la Première Guerre mondiale, les Etats bourgeois, de plus en plus, intervenaient sur le terrain économique, fonctionnant là comme ailleurs en instrument de préservation de la domination du capital, et s'il n'y avait pas eu déjà cette pratique, les théories keynésiennes n'auraient pas connu, dans les sphères bourgeoises, le succès qu'elles ont eu.

C'est au cours de la période ouverte après la Deuxième Guerre mondiale que l'intervention économique de l'Etat bourgeois prend une ampleur croissante, et que les théories de Keynes et de ses disciples s'épanouissent.

En effet, face à la montée révolutionnaire des masses en Europe, l'impérialisme américain, les bourgeoisies européennes et les appareils bureaucratiques, dans le mouvement ouvrier en particulier l'appareil stalinien, unissent leurs forces pour reconstituer les Etats bourgeois, et reconstruire les économies en ruine.

Les importantes revendications ouvrières et démocratiques, alors arrachées, dans ce contexte, vont élargir le champ d'activité de l'Etat, dont le budget représente une part croissante de la production nationale. Les rapports politiques entre les classes contraignent les Etats bourgeois, sous la direction et l'aide financière de l'impérialisme américain, à reconstruire, après les destructions au cours de la crise, puis de la guerre, des économies sans ressort.

Comme un état-major militaire, l'Etat se dote des moyens de contrôle et d'intervention pour relancer l'activité économique (dépenses publiques, nationalisation, plans, réglementations...). Cette ampleur des fonctions

économiques de l'Etat est à la mesure de l'inadaptation historique des rapports de production capitalistes.

Il ne s'agit pas d'un changement de nature du capitalisme, résolvant, par le biais de l'Etat, ses contradictions, mais d'une contrainte face à la lutte des classes. Le rôle de l'Etat bourgeois est toujours d'imposer et de garantir les conditions générales d'exploitation, mais pour cela, la stricte répression militaro-policière ne suffit pas, dans les rapports issus de la Seconde Guerre mondiale. Et pourtant, le capitalisme de monopole ne saurait être un capitalisme pacifique, comme l'expliquait Trotsky en 1938 :

« L'élimination de la concurrence par le monopole marque le commencement de la désagrégation de la société capitaliste. La concurrence constituait le principal ressort créateur du capitalisme et la justification historique du capitalisme. Par là même, la liquidation de la concurrence signifie la transformation des actionnaires en parasites sociaux. La concurrence avait besoin d'une certaine liberté, d'une atmosphère libérale, d'un régime démocratique, d'un cosmopolitisme commercial. Le monopole réclame un gouvernement aussi autoritaire que possible, des barrières douanières, ses "propres sources" de matières premières et ses propres marchés (colonies). Le dernier mot dans la désagrégation du capitalisme de monopole est au fascisme. »
(Le marxisme et notre époque).

C'est dans ces conditions que la théorie économique bourgeoise keynésienne servira de moyen de justification aux politiques mises en œuvre par les gouvernements pour tenter de « réguler » le marché, et d'éviter l'effondrement de la production. Les économistes bourgeois bâtiront autour de ces tentatives un arsenal théorique qui fascinera à son tour la petite-bourgeoisie, trouvant dans l'économie mixte (mélange de secteurs publics et de secteurs privés) « la réconciliation de Marx et de

Keynes » ; un sujet de recherche inépuisable et un réformisme moderne et confortable.

Cependant, dès la fin des années soixante, il apparaît que les politiques « anticrises », les politiques de croissance, sans parler des politiques de développement, n'ont pas supprimé les contradictions du système. Les manifestations de la crise ont été contenues par un ensemble d'interventions structurées par les interventions économiques de l'Etat américain (endettement généralisé, par le biais des politiques budgétaires et monétaires ; économie d'armement ; cours forcé du dollar monnaie internationale).

Mais, quelle que soit la masse de capitaux fictifs créée, quel que soit le degré de parasitisme atteint par les tentatives de faire abstraction de la production pour mettre en valeur le capital (par le passage direct de A à A'), à la base du système demeure la production, une production dont le but n'est pas la création de valeurs d'usage, mais la création de capital.

Et les politiques d'entretien de la croissance par le stimulant de la demande, suivant les principes keynésiens, se heurtent tôt ou tard à l'obstacle des conditions de mise en valeur du capital (la rentabilité), dans les secteurs productifs.

Depuis le début des années 70, les Etats bourgeois tentent à la fois de prévenir l'effondrement de leur marché par des politiques d'intervention, et d'améliorer les conditions de la mise en valeur du capital par des politiques de restructuration, de modernisation et de remise en cause des conditions de vie des masses. En France, cette orientation se traduit par les milliards réservés aux patrons, les licenciements, et la baisse du pouvoir d'achat réservée aux travailleurs. L'argent collecté par l'impôt est canalisé vers les entreprises et moins vers les « consommateurs ». Les « consommations » de santé, d'éducation, de services publics, sont

pénalisées au profit de l'investissement des entreprises.

L'Etat redistribue aux capitalistes la plus-value qu'ils n'ont pas pu extraire directement par l'exploitation de la force de travail. Et les capitalistes restructurent, c'est-à-dire liquident les branches non rentables pour mobiliser les capitaux vers d'autres branches, modernisent et licencient, exportent leurs capitaux vers les zones à très fort taux d'exploitation (Asie du Sud-Est, Brésil, Mexique...).

Mais, pour analyser cette période, il faut, comme pour la période de reconstruction et de croissance des années 50 et 60, partir de l'action de l'impérialisme le plus puissant, les Etats-Unis d'Amérique. C'est en effet à partir du tournant engagé en 1971 et concrétisé aujourd'hui par la politique de Reagan que se développe l'offensive du capital américain pour subordonner le reste du monde à la défense de ses intérêts, ce qui ne peut conduire qu'à une remise en cause des conditions de vie des larges masses, y compris aux Etats-Unis.

C'est dans ce contexte où les Etats bourgeois, quelle que soit la couleur des gouvernements en place, fonctionnent plus que jamais comme l'instrument de domination du capital, dans des conditions marquées par l'hégémonie du plus puissant d'entre eux, que refait surface la vieille doctrine économique libérale.

Au nom de la « faillite » de la théorie keynésienne, il permet bien des convergences, car la fonction de ce néolibéralisme dépasse largement les idées étiquées de ceux qu'à juste titre Marx appelait les « économistes vulgaires », par opposition aux fondateurs de l'économie politique bourgeoise classique.

Le libéralisme d'hier

Le courant libéral s'est affirmé avec les économistes classiques, au début de la révolution industrielle en Angleterre : Adam Smith, David Ricardo, T.-R.

Malthus... C'est Adam Smith, le premier, qui formulera ce qui constitue le crédo libéral, l'affirmation de la supériorité du marché et de ses mécanismes fonctionnant sans entraves, sur tout autre forme d'organisation de la production et des échanges. C'est le marché qui permet à chacun, en recherchant son intérêt, de s'intégrer à la réalisation de l'intérêt général, sans même s'en rendre compte, en se laissant guider « par une main invisible ». C'est l'affirmation d'un ordre naturel, que l'Etat ne doit pas troubler mais seulement protéger.

Partisans de la libre-entreprise et du libre-échange entre les nations, les économistes classiques voient dans le capitalisme naissant la fin de l'ordre féodal. Avec la révolution industrielle, la productivité du travail est multipliée, et la production s'accroît. Pour Adam Smith et les autres économistes classiques, la source de cette richesse nouvelle est dans le travail, sans comprendre toutefois qu'elle est, à l'époque capitaliste, dans l'exploitation de la force de travail. C'est Ricardo qui « dissèque l'économie bourgeoise qui a dans ses profondeurs un aspect totalement différent de ce qu'elle paraît être à la surface », et donne à l'économie politique classique sa forme achevée, en formulant et développant « de la façon la plus nette la loi de la détermination de la valeur par le temps de travail » (Marx : *Contribution à la critique de l'économie politique*).

Les classiques voient dans l'économie capitaliste la forme absolue de la production sociale, et non une forme transitoire et historique. Cependant, malgré cet horizon bourgeois, l'économie politique pouvait encore rester une science.

« Ricardo est le premier qui forme délibérément de l'antagonisme des intérêts de classe, de l'opposition entre salaire et profit, profit et rente, le point de départ de ses recherches. Cet antagonisme, en effet inséparable de l'existence même des classes dont la

société bourgeoise se compose, il le formule naïvement comme la loi naturelle, immuable de la société humaine. C'était atteindre la limite que la science bourgeoise ne franchira pas. »

C'est ensuite que l'économie classique cède la place à l'économie vulgaire. « En France et en Angleterre, la bourgeoisie s'empare du pouvoir politique. Dès lors, dans la théorie comme dans la pratique, la lutte des classes revêt des formes de plus en plus accusées, de plus en plus menaçantes. Elle sonne le glas de l'économie bourgeoise scientifique. Désormais, il ne s'agit plus de savoir si tel ou tel théorème est vrai, mais s'il est bon ou mal sonnant, agréable ou non à la police, utile ou nuisible au capital. La recherche désintéressée fait place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience, aux misérables subterfuges de l'apologétique » (Marx : Post-face à la deuxième édition du *Capital*).

C'est dans la critique de l'économie politique classique que Marx dégagera son analyse scientifique du mode de production capitaliste.

Par la suite, l'économie politique bourgeoise va rompre avec la méthode des classiques, et surtout avec la loi de la valeur, fondée sur le travail. L'école dite néo-classique ou marginaliste va, par opposition au marxisme (comme moyen idéologique dans la lutte politique contre le mouvement ouvrier), mais aussi aux classiques, édifier toute une construction théorique fondée sur une conception subjective de la valeur (valeur-utilité) où l'analyse sociale et historique disparaît, pour laisser place à une analyse de plus en plus abstraite et mathématique (« économie pure »). La production n'intéresse pas les néo-classiques, c'est l'échange sur le marché, la fixation des prix par les comportements d'offre et de demande, et la recherche du profit maximal qui attirent toute leur attention.

Les économistes classiques considéraient, avec Adam Smith, qu'un équilib-

bre général se dégageait de la confrontation des intérêts particuliers. Pour les néo-classiques, le principe (mythique) de l'équilibre est au cœur de toutes leurs théories. Equilibres de l'offre et de la demande, de marchandises, de capitaux de travail... qui assurent un équilibre général. De ces recherches des équilibres particuliers se dégagent des prix d'équilibre (si l'offre est trop forte par rapport à la demande, les prix doivent baisser) des taux d'intérêts d'équilibre et des salaires d'équilibre (s'il y a du chômage, les salaires doivent diminuer...). Cette notion d'équilibre leur permettrait d'affirmer que les crises économiques, grâce aux mécanismes auto-régulateurs du marché, ne pourraient se prolonger. Il s'agissait de combattre ce que Marx avait mis en évidence dans son œuvre, la tendance à l'effondrement du mode de production capitaliste.

Avec la crise des années 30, se confirme la nécessité de l'intervention étatique, aucune reprise spontanée de l'activité économique ne se manifestant. Les théories libérales permettaient l'apologie du capitalisme de concurrence, mais ce dernier est transformé en capitalisme monopoliste. La concurrence a engendré sa négation. Le libéralisme, au sens strict, appartient au passé ; c'est alors que Keynes donne à l'intervention de l'Etat sa justification « théorique », assurer un niveau suffisant de « demande effective », par le biais d'une combinaison de politiques monétaires inflationnistes (recours au crédit) et de politiques budgétaires engendrant le plus souvent un déficit (grands travaux et consommation publique, de matériel militaire entre autres).

Un courant libéral s'était maintenu qui faisait figure d'antiquité, bien que certains de ses membres, Jacques Rueff, Milton Friedman, ou encore Friedrich von Hayeck (1) aient connu une notoriété à diverses époques.

(1) Hayeck (né en 1899) est un peu le pape des néolibéraux, après d'économie pure

Mais c'est aux Etats-Unis que le néolibéralisme économique se manifeste dans les années 70, avec les « nouveaux économistes », dont certains furent parmi les conseillers de Reagan lors de sa première campagne électorale en 1980.

Ils reprennent les thèmes traditionnels du libéralisme :

- efficacité des mécanismes du marché,
- effet stimulant de la concurrence,
- conséquences négatives du « trop d'Etat ».

Pour dénoncer l'inefficacité des dépenses publiques, les politiques de protection sociale, tout ce qui englobé sous le nom de « Welfare State » ou « d'Etat providence », Henri Lepage, qui se classe parmi les « nouveaux économistes » libéraux français, reprend plusieurs analyses qui voudraient démontrer le caractère néfaste des dépenses publiques et les effets pervers qu'elles provoquent : ainsi, le SMIC, les allocations chômage, le « tiers payant » seraient responsables de la sous-qualification et de l'instabilité professionnelle, de l'allongement de la durée du chômage, de la surconsommation de produits pharmaceutiques... Et que pour financer ces dépenses, il faut toujours plus d'impôts : il n'y a pas à proprement parler une théorie néolibérale, mais un ensemble d'études de cas, pris sous un angle absolument formel, et qui tendent à démontrer à partir d'une conception individualiste et comportementaliste que le « consommateur » ou le « contribuable » rationnel est pénalisé dans une société trop réglementée, d'où sa recherche par exemple d'une fuite dans le travail au noir..., qui apporte selon l'ancien secrétaire général de l'OCDE, E. Van Lennep, « un élément de souplesse lorsque les taux de salaires et les coûts non salariaux ont atteint un niveau trop élevé ».

néoclassique, il formulera ses thèses réactionnaires dans *La route de la servitude* (1944) et *Loi, législation et liberté* (1973).

La méthode est héritée de celle des néo-classiques (marginalistes) qui étudiaient tous les cas possibles de comportement sur un marché, pour aboutir au profit maximum de l'entrepreneur. Il n'y a plus de classes, mais un homme universel (« l'homo economicus ») tantôt consommateur, tantôt entrepreneur, qui consomme, épargne et investit mais n'exploite jamais et n'est jamais exploité.

Cette logique du marché est poussée jusqu'à l'étude du marché politique. « *L'analyse économique du marché politique*, écrit Henri Lepage, *suggère en effet que si nous vivons dans des sociétés qui dérivent vers toujours plus d'Etat, ce n'est pas nécessairement parce que le citoyen préfère consommer plus de biens publics, mais parce que, dans nos systèmes politiques de type parlementaire et représentatifs fondés sur le suffrage universel et la souveraineté illimitée du principe majoritaire, un certain nombre de facteurs parfaitement autonomes poussent mécaniquement à l'accroissement continu du niveau des dépenses publiques indépendamment de l'évolution des préférences intrinsèques de la majorité du corps électoral* » (Henri Lepage : *Demain, le libéralisme*. Ed. Le Seuil).

Ces facteurs, on s'en douterait, sont les groupes de pression : syndicats, associations... le « lobby des fonctionnaires ».

Derrière une apparente neutralité, l'activité « théorique » des économistes libéraux s'appuyant sur l'anarchie du marché capitaliste même dirigé, débouche sur une critique des plus intéressée des syndicats, des conventions collectives, des fonctionnaires, des régimes de protection sociale, et même, mais ce n'est pas surprenant, des régimes de type parlementaire.

Les « nouveaux économistes » ont redécouvert leur maître à penser, et trouvent dans ses thèses une cohérence

à leurs études de cas. Pour Hayeck, le marché est le système le plus efficace, car il est la seule forme de régulation sociale compatible avec la liberté.

« *La manière dont les profits et les charges, écrit-il, sont attribués par le marché pourrait, dans bien des cas, être très injuste si elle était le résultat d'une allocation délibérée, mais ce n'est pas le cas.* » Les inégalités ne sont donc pas condamnables puisqu'elles résultent d'un ordre national (et pas de l'exploitation !) qui respecte la liberté de chacun. Au contraire, c'est pour Hayeck l'intervention « correctrice » de l'Etat qui est condamnable, car elle conduit à l'arbitraire : « *les hommes ne s'accordent pas sur la notion de bien-être et de bonheur* ».

Les besoins illimités de l'exploitation contre les concessions arrachées à la bourgeoisie par la lutte des classes, c'est à cela que l'idéologie réactionnaire d'un Hayeck sert de justification.

Le profit est défini par Hayeck comme une « *rationalité collective qui incite les individus, si la liberté leur est donnée de poursuivre leur propre fin, à adopter les comportements les plus favorables aux progrès économiques* ». Ce que la recherche du profit par les capitalistes (et non les individus), l'accumulation du capital, la production pour le capital, ont engendré, c'est la concentration industrielle et financière, les groupes financiers, les « *firmes multinationales* » qui dominent le marché bourgeois à l'aide de la puissance des Etats bourgeois, selon des règles ou des stratégies, qui sont bien éloignées des règles de l'offre et de la demande sur le marché traditionnel.

Le néo-libéralisme occupe une place disproportionnée avec sa pauvreté dans une offensive qui ne se limite certes pas au champ des idées. L'offensive n'est pas contre la théorie keynésienne, mais contre ce que la bourgeoisie a été contrainte par la lutte des classes de

céder aux travailleurs, et qu'elle tente aujourd'hui de reprendre. Jamais le libéralisme n'aurait réussi un tel "come-back" si les forces du capital et celles liées au capital, pour préserver leur pouvoir face au mouvement des masses cherchant à prendre en main leur propre destin, n'avaient pas dû préparer, puis mettre en œuvre, autant de plans de démantèlement de plusieurs décennies, sinon plusieurs siècles de conquêtes ouvrières et démocratiques.

C'est pourquoi l'axe de la nébuleuse néo-libérale est à rechercher du côté de Wall Street.

Le libéralisme de Reagan

Lors de sa campagne électorale de 1980, Reagan s'affirmait partisan du libéralisme, et plus spécialement de ce que ses conseillers appelaient : « l'économie de l'offre » (par opposition à la politique keynésienne considérée comme une économie de la demande) (2). Il s'agissait, selon les principes de cette nouvelle économie, de réduire les impôts, pour encourager les contribuables à épargner puis investir. Les investissements privés compenseraient les investissements publics, eux-mêmes réduits, pour qu'il n'y ait pas de déficit budgétaire, source d'inflation.

Outre la baisse des impôts, les thèmes de la campagne de Reagan étaient : « *Moins d'Etat* », « *moins de fonctionnaires* », « *plus de libre échange et de liberté* ».

Au début de son second mandat, le bilan du libéralisme de Reagan est simple à dresser :

Jamais le poids de l'Etat dans l'activité

(2) Les conseillers les plus connus, « nouveaux économistes » par ailleurs, étaient Laffer (célèbre quelques temps pour sa « courbe de Laffer ») et Feldstein, qui fut remercié par Reagan en 1984 pour avoir trop critiqué la persistance d'un énorme déficit.

économique n'a été aussi élevé. Les dépenses publiques, qui représentaient 31,1 % du PNB en 1979, atteignaient 34,2 % en 1984. Ainsi, plus du tiers du produit national (production de marchandises et de services improductifs confondus) est assuré par le biais de l'Etat, dans le pays modèle d'économie libérale.

Le déficit budgétaire, source de création de monnaie, a été triplé de 1980 à 1984, aggravant le poids de la dette publique. Selon le FMI, le rapport de la dette publique au PNB, qui était resté pratiquement inchangé à un niveau de l'ordre de 28 % de 1975 à 1981, s'est mis ensuite à augmenter sensiblement pour atteindre près de 36 % en 1983. Tous les autres grands pays capitalistes connaissent la même évolution « l'explosion de la dette publique et un phénomène mondial », estime le président du FMI. En Grande-Bretagne, où Mme Thatcher défend le libéralisme économique, la dette publique est passée de 35 % du PNB en 1979 à 38 % en 1983.

Si les dépenses globales ont fortement augmenté, dans le budget de l'Etat américain, il faut bien constater que ce sont d'abord les dépenses « traditionnelles » de l'Etat bourgeois qui ont le plus augmenté, principalement les dépenses militaires (+ 174 % de 1980 à 1984), alors que les dépenses d'intervention économique et sociale, celles liées au « welfare state » ont été compressées. C'est de toujours « plus d'Etat », instrument de domination du capital, que la bourgeoisie a besoin. Pour sauver la « Continental Illinois » menacée de faillite au cours de l'été 1984, la banque centrale des Etats-Unis a dû procéder à une quasi-nationalisation de la 8^e banque du pays, en rachetant 80 % de son capital, après avoir déversé des milliards de dollars pour éviter la réaction en chaîne.

Pourtant, le système bancaire et finan-

cier est en pleine dérèglementation, au nom de la sacro-sainte concurrence. Il s'agit en particulier de supprimer les séparations entre les activités des banques, des caisses d'épargne et des courtiers en bourse.

En fait, ces mesures destinées à canaliser toujours plus d'argent pour l'investissement et la spéculation, engendrent une concurrence féroce entre les petits organismes financiers et les grandes banques. Dans une frénésie de concurrence, les plus faibles prennent de plus en plus de risques.

Selon le *Herald Tribune*, 797 banques étaient sous surveillance spéciale (contre 385 en 1975 après la récession). En mars 1985, 71 établissements d'épargne de l'Ohio en difficulté ont dû fermer leurs guichets et la Réserve fédérale de l'Etat (la banque centrale de l'Ohio) encourageait alors les grandes banques commerciales à les reprendre. La dérèglementation qui restaure une dose de concurrence conduit rapidement à un renforcement de la concentration financière. C'est la loi du marché capitaliste qui engendre toujours plus de concentration, et c'est contre ses effets que les travailleurs ont lutté et se sont organisés depuis les débuts du capitalisme. Et, parce qu'ils constituent l'obstacle à la liberté du capital, les travailleurs qui défendent leurs conquêtes et le syndicats, sont la cible de toutes les attaques.

Reagan n'a-t-il pas commencé son premier mandat en licenciant plusieurs milliers d'aiguilleurs du ciel pour fait de grève ? Ce qui s'est déroulé dans l'industrie automobile est aussi des plus significatifs de ce que veut le capital.

Protégés par des limitations « volontaires » imposées aux exportations japonaises, les trusts automobiles US ont restructuré et modernisé leurs entreprises, en procédant à une formidable « saignée » de 800 000 emplois depuis 1978, et en mettant en œuvre un vaste programme d'investissements.

Depuis deux ans, les grandes firmes de Detroit réalisent de confortables bénéfices. Mais où est le libéralisme ? Dans la dérèglementation en matière de licenciements, de contrats de travail, de droits conquis...

Les néo-libéraux insistent sur l'efficacité économique de la libre entreprise sur un marché de libre concurrence, où initiatives et innovations sont source de progrès. Lors de son voyage aux Etats-Unis, François Mitterrand avait manifesté son admiration devant les résultats des entreprises et laboratoires de recherche de la Silicon Valley en Californie. De cet endroit « où règnent en maîtres : esprit d'entreprise, goût du risque, innovation fascinante, nouveaux rapports sociaux, hiérarchies informelles... » (*Le Monde Diplomatique*, avril 1985. Article de Michel Godet), un véritable mythe a été édifié : le mythe de l'Amérique pour les bourgeoisies vermoulues d'Europe, c'est toujours celui d'une nouvelle jeunesse, mais c'est tout le système impérialiste qui est sénile, même si d'aucuns le sont plus que d'autres. Ce mythe, donc, a fait long feu, et le silence retombe peu à peu sur la vallée prodigieuse, dont « un regard dans les coulisses donne une impression beaucoup moins idyllique : l'envers social de la mobilité, c'est le licenciement sans préavis ; l'envers économique de la rentabilité, c'est une masse de travailleurs immigrés payés au minimum légal et dans des conditions de travail souvent déplorables... La modernité ressemble souvent à s'y méprendre au capitalisme sauvage du XIX^e siècle. Les droits du travail sont limités (70 % des entreprises emploient moins de 10 salariés) et il n'est pas rare de voir une maladie professionnelle sanctionnée par un licenciement ». (*Le Monde Diplomatique*, avril 1985. Article de Michel Godet).

Les ventes progressent aujourd'hui moins rapidement que prévu, il y a trois ou quatre ans. Et de multiples petites entreprises ont fermé leurs por-

tes. Les grandes entreprises d'électronique rachètent les brevets, les équipements. La compétition sauvage laisse les plus faibles sur le sable, au profit des groupes industriels et bancaires. C'est la loi du marché. L'inéluctable transformation du capitalisme de concurrence en un capitalisme impérialiste ne saurait revenir en arrière. La loi du marché, c'est désormais la loi de ceux qui dominent le marché, et l'Etat est l'instrument de leur domination.

Le capital américain et Reagan sont pour le « libre-échange », le « laissez-faire, laissez-passer », mais il n'y a jamais eu autant de mesures protectionnistes. Selon la Brookings Institution de Washington, la part du marché américain protégé par des barrières non tarifaires (quotas, limitations « volontaires », normes...) est passée de 20 % en 1980 à 35 % en 1983. C'est le « laissez-passer » au seul bénéfice des produits US ! L'offensive des Etats-Unis contre les barrières protectionnistes, les politiques de soutien aux exportations, a pour objectif de soumettre les autres bourgeoisies à la loi du plus fort sur un marché sans entraves.

Dans une récente interview à *La Vie française*, William Brock, alors conseiller de Reagan pour le commerce extérieur, déclarait : « *Cela fait plus de 10 ans qu'on parle des restrictions à l'importation imposées par l'Europe. D'importateurs, ils sont devenus exportateurs de produits agricoles. Maintenant, cela suffit !* » La main invisible d'Adam Smith est loin, c'est l'ordre impérialiste que voudrait imposer Reagan sur le marché mondial.

Les organismes internationaux sont les porte-parole et parfois les exécutants de l'offensive américaine sur le marché mondial. Ils répercutent la pression du capital américain, pour une meilleure adaptation aux conditions de la concurrence qu'il souhaite.

Selon le président du FMI, il faut « *une plus grande flexibilité structu-*

relle dans les économies industrialisées », notamment sur les marchés du travail. Il faut, ajoute-t-il, éliminer les rigidités « *sous la forme d'indexation de salaires, d'une réglementation excessive des marchés du travail et de transferts sociaux* », qui ont freiné la performance économique. C'est aussi ce que réclame l'OCDE en insistant sur la nécessité d'une « *mobilité accrue tant géographique que sectorielle* ».

Dans chaque pays capitaliste, les gouvernements ont répondu à cette pression. Certains l'ont même devancée comme le gouvernement Thatcher, dès 1979.

En France, la référence au libéralisme économique n'est plus l'apanage du discours des seuls hommes politiques des partis de la bourgeoisie. François Mitterrand et ses ministres s'en réclament. Le président s'engage sur la réduction des prélèvements obligatoires, et estime que dans certaines circonstances « *l'Etat doit savoir s'effacer* ». Bérégovoy parle de la « *libération des prix* », et pour tous il n'est question que de flexibilité et de déréglementation. Edith Cresson, ministre de l'Industrie, déclare qu'elle « *n'a pas de théorie religieuse* » en matière de dénationalisation car « *si l'Etat estime que cas par cas il peut le faire éventuellement parce qu'il aurait besoin de l'argent pour investir ailleurs, pourquoi pas ?* » (*Libération*, 30 mars 1985). Elle se vante d'un certain succès dans la sidérurgie « *à la fin de l'année, nous serons proches de l'équilibre dans les produits plats qui représentent 60 % de la production* ». Mais combien de milliers de licenciements, pour atteindre cet équilibre ? « *L'efficacité économique, c'est nous* », dit-elle. C'est au nom de cette « efficacité économique » réclamée par les capitalistes que les budgets de l'école et de la santé publique sont rognés, alors que le budget de l'armée augmente et que les aides aux entreprises se multiplient.

Il n'y pas moins d'Etat, il y a renforce-

ment de l'Etat bourgeois au service des intérêts actuels du capital.

La fonction du néo-libéralisme, c'est aussi plus fondamentalement peut-être de pouvoir présenter la classe ouvrière et ses conquêtes comme responsables des effets engendrés par la crise de décomposition du capitalisme. Et, sur ce terrain, on retrouve beaucoup de monde.

Le néo-libéralisme, une structure d'accueil

« Contre la mentalité d'assisté », « contre le social-corporatisme », « contre les privilèges de certaines catégories », « contre les fonctionnaires »... Des nouveaux économistes libéraux aux autogestionnaires de la CFDT, en passant par l'Abbé Pierre, François de Closets, les modernistes de *Libération*, les déçus de 68, du maoïsme et de la guérilla urbaine..., la nébuleuse des libéraux-libertaires est très dense. Le dénominateur commun à tous ces gens, c'est la lutte contre les « archaïsmes », véritables obstacles à la liberté individuelle et à une benoîte convivialité ! Ces archaïsmes là sont clairement désignés : le marxisme, la lutte des classes, la défense des acquis...

Dans un numéro spécial de *Libération*, au titre provocateur pour les millions de chômeurs de « Vive la crise ! » (février 1984), Serge July désignait les responsables de la crise : ceux qui la subissent. « Pour rendre la crise positive, il faut transformer les sujets passifs en sujets actifs, faire des citoyens assistés des citoyens entrepreneurs » Chômeurs, créez vos entreprises ! Grâce à la crise, vous deviendrez patrons ! Barre disait cela, le gouvernement actuel aussi. C'est la Sécurité sociale, les allocations de chômage qui engourdissent l'individu. D'ailleurs, poursuit July, « il faut dire vive la crise en donnant à chacun le désir de changer de vie, c'est-à-dire dans une même existence changer plusieurs fois de pro-

fession, de lieu d'habitation, et éventuellement de pays et par conséquent de culture, tout en restant soi-même ».

Il ne s'agit plus de changer la vie, encore moins le monde, c'est dans la tête qu'il faut faire la révolution ; vieille rengaine réactionnaire, dont profitent ceux que les modernes « branchés » de *Libération* dégagent de toute responsabilité, les capitalistes : la crise n'est plus celle d'un système de production en putréfaction, pour ces gens-là qui se précipitent au devant de la flexibilité et de la mobilité réclamées par l'OCDE et le CNPF.

La défense des acquis sociaux est naturellement présentée comme un « social-corporatisme ». Avec François de Closets salué pour avoir révélé « sous la France des grands ancêtres et des pompes solennelles, celle des corporatismes et des avantages en nature (?) celle des pique-assiettes ».

Le très gouvernemental quotidien oppose les travailleurs « protégés » aux travailleurs les plus exploités, et dans les emplois les plus précaires. Feu contre les grévistes du tri postal de Toulouse, contre les dockers, les employés d'EDF-GDF, contre les employés des Caisses d'épargne (dont François de Closets révélait déjà l'incroyable privilège pour les employés travaillant avec des écrans cathodiques de bénéficier des règles de protections plus favorables que celles obtenues dans les usines d'électronique ! (François de Closets : *Toujours plus*).

Pour sa part, Pierre Rosanvallon, ancien conseiller de la CFDT et théoricien de l'autogestion, imaginait la société de 1995, dans une parabole digne des bons pères. Donc, selon lui, en 1995, « la tâche principale de l'Etat est de gérer le temps social, d'optimiser la synchronisation des rythmes technologiques et les déformations de la structure sociale globale. Il est devenu une machine à redistribuer le temps entre les groupes sociaux et une agence

distribuant aux individus des opportunités d'actions pour maîtriser leur usage du temps. Les problèmes de formation, d'emploi, de reconversion, de retraite ont tous été reconsidérés dans cette optique. La nature des affrontements sociaux est donc également transformée. Le conflit structurant des sociétés entrées dans l'ère de la stabilité dynamique (sic) est celui des forces de sédimentation contre les forces d'innovations ».

Enfin, la lutte des classes est dépassée (une fois de plus) au profit du conflit entre les anciens et les modernes, un conflit qui traverse les classes, comme disait Michel Rocard en 1978 après les élections législatives, et comme l'avenir est aussi moderne toutes les alliances sont permises.

Mais Rosanvallon poursuit son rêve. « Ces forces étant d'ailleurs devenues anonymes... Elles ne sont plus en effet sociologiquement spécifiées dans la durée, puisqu'un individu change plusieurs fois de camp dans sa vie. La révision récente du statut de la fonction publique ayant d'ailleurs donné son plein effet à ce nouveau cours des choses en opérant une rupture symbolique décisive ». Toujours la flexibi-

lité, la chasse aux acquis et aux fonctionnaires. « La qualité de la vie démocratique s'est du même coup améliorée. Les rapports sociaux étant médiatisés par des structures sociales plus flexibles parce que garanties face aux aléas du temps, sont ainsi entrées dans l'ère de la pure conflictualité démocratique. C'est le temps du palabre. » L'utopie d'un capitalisme sans classes rejoint celle des libéraux d'une économie de marché, se laissant harmonieusement guider par une main invisible.

Mais cet avenir n'est pas réservé à tous les pays. « On sait que de nombreux Etats forts et autoritaires se sont, au contraire, érigés là où les rigidités du système socio-technique ont réduit la capacité d'arbitrage des acteurs collectifs (syndicats, par exemple) exacerbant les corporatismes ».

L'utopie n'est pas gratuite. Le paradis pour les uns, l'enfer pour les autres, ceux qui s'accrochent aux rigidités du système, car ils sont responsables d'une éventuelle solution autoritaire. Voilà qui nous ramène au présent. Les travailleurs qui défendent leurs conditions de vie et leurs conquêtes sont responsables de la crise !

M. Dauberny

Vient de paraître :
Léon TROTSKY
ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre BROUE

Tome 19

octobre 1938 - décembre 1938

(Publications de l'Institut Léon TROTSKY)

Prix : 55 F

Un ensemble de textes essentiels sur :

- l'imminence et le caractère de la seconde guerre mondiale ;
- la fonction contre-révolutionnaire de la lutte contre le trotskysme ;
- les voies de la construction parti révolutionnaire aux Etats-Unis ;
- les tâches du mouvement syndical en Amérique latine.

DARWIN ET LES GRANDES ENIGMES DE LA VIE de S. JAY GOULD

Stephan Jay Gould, professeur à l'université de Harvard, a réuni sous le titre **Darwin et les grandes énigmes de la vie** une série d'essais publiés entre 1974 et 1976, dans le but de défendre la pensée de Darwin et d'illustrer sa méthode à la lumière de la biologie contemporaine.

Ouvrage d'expert ? S. Jay Gould montre bien que non. **L'Origine des espèces** de Charles Darwin n'est pas de nature à n'intéresser que le public scientifique. Ecrit il y a plus d'un siècle, en 1859, ce livre continue de susciter polémiques et condamnations, et provoque toujours la colère de tous ceux qui voudraient fonder sur la « nature » la justification de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pourquoi ? Tout simplement parce que Darwin n'était pas seulement un naturaliste de génie, mais encore un matérialiste qui assit sa théorie de l'évolution et de la sélection naturelle sur l'analyse de la réalité, de l'évolution réelle des espèces, et non sur une idée péconçue.

S. Jay Gould rappelle les grands principes de la théorie darwinienne :

1. Les organismes varient et leurs variations se transmettent (en partie du moins) à leurs descendants.
2. Les organismes produisent plus de descendants qu'il ne peut en survivre.
3. En règle générale, le descendant qui varie dans la direction favorisée par l'environnement survivra et se reproduira. La variation favorable se répandra donc dans les populations par sélection naturelle.

Le livre de S. Jay Gould est rempli d'exemples de remise en cause, anciennes et récentes, de la théorie de l'évolution. D'une façon ou d'une autre, les détracteurs de Darwin partent tous d'une thèse unique : « **Non, il n'est pas possible que l'homme soit à classer avec les singes, les mammifères... L'homme, son cerveau, sont à part, etc.** » L'anthropologie moderne a fait litière de ces arguments. Mais la conséquence du darwinisme n'est souvent pas tirée : si l'évolution, la sélection naturelle, sont les forces créatrices des espèces, de toutes les espèces, y compris l'espèce humaine, alors il n'y a pas de but, d'objectif préétabli aux organismes. Alors il n'y a pas d'animaux « **supérieurs** » aux autres, même disparus ; alors il n'y a pas de « **déterminisme naturel** » qui animerait les espèces vers un progrès mythique ; alors l'homme fait sa propre histoire.

Darwin mène donc, évidemment, à Marx et Engels. S. Jay Gould rappelle que dès 1869, Marx, écrivant à Engels, affirmait « **c'est le livre qui contient les principes d'histoire naturelle adaptée à nos vues** ». Et Marx, comme Engels, ne cessent de se réclamer de la méthode de Darwin, même si ce dernier, conscient des implications politiques, philosophiques de son œuvre, refusa toujours de les porter sur la place publique.

Darwin et les grandes énigmes de la vie défend le matérialisme de Darwin et montre le caractère proprement révolutionnaire de son œuvre. Si l'homme est le résultat d'une évolution, s'il « **descend du singe** » comme on dira, abusivement, dès Darwin, alors il

n'a pas été créé, et les églises sentant le danger, ont tour à tour dénoncé Darwin ou tenter de se le concilier en maquillant sa théorie, bien que la haine l'ait souvent emporté sur l'analyse.

En 1925, dans le Tennessee, l'instituteur John Thomas Scopes était condamné pour avoir enseigné aux enfants de Dayton « de façon criminelle, que l'homme descend d'un ordre inférieur d'animaux ».

Depuis, même aux Etats-Unis, on ne va pas aussi loin. Mais Ronald Reagan, alors candidat à la Maison Blanche, se croyait néanmoins autorisé à déclarer à Dallas en 1980 « si on enseigne l'évolution dans les écoles publiques, alors il faut y enseigner aussi l'histoire biblique de la création ». Et, en 1981, la Cour Supérieure de Californie réaffirma l'interdiction d'enseigner « la

théorie de l'évolution en tant que vérité scientifique...»

Dans ce climat, le livre de Stephan Jay Gould est le bienvenu. Il permet de comprendre pourquoi, lorsqu'Engels rédigea l'épithète qui devait être gravée sur la tombe de Karl Marx, il mit sur le même pied la découverte de Darwin concernant l'évolution et la mise au point, par Marx, du matérialisme historique.

Un livre à lire par tous ceux qui veulent comprendre le darwinisme et mesurer son actualité.

P. COX

(« Darwin et les grandes énigmes de la vie » de Stephan Jay Gould, Edition Seuil, Collection « Points », 4^e trimestre 1984)

VIETNAM LE PREMIER RECIT COMPLET DES GUERRES DU VIETNAM de S. KARNOW

LE 30 avril 1975, les forces armées révolutionnaires entraient dans Saïgon. La veille, dans la panique, la plus grande opération d'évacuation par hélicoptère des derniers Américains du Vietnam avait eu lieu. Dans son palais présidentiel, le « gros Minh » attendait pour remettre sa capitulation aux troupes nord-vietnamiennes. Relatant ce dernier épisode de la guerre révolutionnaire du peuple vietnamien contre l'impérialisme et le régime fantoche de Saïgon, Stanley Karnow écrit :

« J'attends depuis ce matin pour vous remettre le pouvoir, annonça le général Minh, quand le colonel Bui Tin entra dans le salon.

— Il n'en est pas question, répliqua le colonel. Votre pouvoir s'est écroulé. Vous ne pouvez pas donner ce que vous n'avez pas. »

Cet écroulement du régime corrompu de Saïgon interdisait toute combinaison ; le Vietnam serait réuni.

Vietnam, le livre de Stanley Karnow, paru en novembre 1984 aux Presses de la Cité, qui porte en surtitre : « **Le premier récit complet des guerres du Vietnam** », est un ouvrage intéressant. De la colonisation française, au départ en catastrophe des ulti-

mes représentants de l'impérialisme le plus puissant, ce livre retrace, du point de vue d'un journaliste américain, qui n'a pas de sympathie particulière, loin s'en faut, pour les combattants vietnamiens, la guerre révolutionnaire menée par le peuple vietnamien pour son indépendance.

Si l'essentiel du livre a trait à la guerre américaine, les quatre premiers chapitres, traitant de la colonisation française et de la guerre contre les Français, rappellent utilement quel rôle jouèrent les uns et les autres dans la lutte. Si, en 1945, Staline ne reconnaissait pas le régime de Hanoï, comme l'explique S. Karnow, Hô Chi Minh « ne pouvait pas non plus compter sur le Parti communiste français, dont le chef Maurice Thorez, alors vice-président du Conseil, devait déclarer plus tard qu'il n'entendait pas être le liquidateur des positions françaises en Indochine ».

Utile rappel aussi que celui des accords de Genève, où l'on voit Molotov et Chou-En-Lai imposer aux Vietnamiens le principe de la partition de leur pays, fixant cette partition au 17^e parallèle, et faisant avaler à Pham Van Dong d'hypothétiques élections dans un délai de deux ans.

« Le dirigeant vietminh n'était pas au bout de ses peines. Deux jours plus tard, lors du dîner d'adieu offert par la délégation chinoise, Pham Van Dong s'étonna de la présence d'un représentant du Bao Dai (...) et fut choqué qu'un camarade communiste ait invité un "fantoche" des Français. Mais Chou En Lai alla encore plus loin, et laissa entendre, à sa manière douceuse, que la Chine était favorable à une division définitive du Vietnam. Au cours de la soirée (...), il suggéra, d'un ton presque anodin, que le gouvernement qui serait établi à Saïgon ouvre une mission diplomatique à Pékin.

Bien sûr, dit-il, Pham Van Dong est idéologiquement plus proche de nous, mais cela n'empêche pas le Sud d'être représenté. Après tout, n'êtes-vous pas l'un et l'autre Vietnamiens, et ne sommes-nous pas tous des Asiatiques ? »

C'est appuyé sur cet accord que l'impérialisme américain, relayant les Français mis en déroute à Dien Bien Phu, allait porter un déluge de bombes sur le pays, entraînant plus de sept cents mille morts dans une nouvelle guerre contre le peuple vietnamien.

Stanley Karnow, dans le premier chapitre de son livre, écrit :

« L'objectif originel de l'intervention américaine — que le président Eisenhower fut le premier à définir — était de protéger tout le Sud-Est asiatique, dont les divers pays tombaient l'un après l'autre "comme une rangée de dominos", si les communistes s'emparaient du Vietnam. Ainsi que Leslie Gelb, du New York Times le fit observer, le domino qui tomba en premier fut l'opinion publique américaine. »

Comment tomba ce « domino » de l'opinion publique américaine entre 1965, début de l'envoi massif de troupes américaines au Vietnam et leur retrait au début 1973, voilà ce qu'analyse avec minutie Stanley Karnow, suivant au jour le jour cette guerre qui n'en finit jamais, et dont aucun chef politique et militaire n'est capable de dire au peuple américain si elle finirait un jour. Le « front américain » passe du Vietnam au Etats-Unis mêmes. C'est lui qui a entraîné, après l'offensive du Têt en 1968, offensive catastrophique pour les Vietnamiens, où plus de 50 000 hommes, vietcong et soldats du Nord, trouvèrent la mort, la chute de Johnson, comme c'est lui qui, plus tard, portant la crise au plus haut de l'appareil d'Etat, allait entraîner le scandale du

Watergate et le départ de Nixon.

Au fur et à mesure que se prolonge cette guerre, que, faute de pouvoir politiquement raser le Nord-Vietnam, les Etats-Unis sont incapables de gagner, à la décomposition du régime corrompu du Sud, répond la décomposition de l'armée américaine. Si, contre toute vérité, Nixon, le 7 avril 1971, déclare que « la vietnamisation de la guerre a réussi », la population sud-vietnamienne savait, elle, ce que cela voulait dire.

A Saïgon, « les étudiants manifestèrent devant les bureaux américains, sabotèrent les véhicules des Etats-Unis et collèrent des affiches comme celle représentant Nixon à cheval sur un tas de soldats sud-vietnamiens morts : la vietnamisation signifiait pour eux que l'Amérique sacrifiait le Vietnam. »...

« Cette rancœur grandissante à l'égard de l'Amérique dans la population urbaine sud-vietnamienne se reflétait dans le sentiment d'inutilité qui s'insinuait dans le rangs des forces armées américaines, et dont le symptôme le plus grave était une toxicomanie croissante... Enfin, il y avait le « fraggin », qui consistait pour les hommes à attaquer leurs propres officiers avec des grenades à fragmentation. On enregistre plus de deux cents incidents de ce genre en 1970... Les commandants américains savaient que la solution du problème consistait à arrêter la guerre et à rapatrier les GI, pour qui le conflit était devenu aussi vain que pour le reste des Américains. En mars 1971, un sondage révéla que le nombre de gens faisant confiance à Nixon était tombé à 50 %, chiffre le plus bas depuis son entrée en fonction. »

Un autre sondage indiqua que 34 % seulement des Américains soutenaient sa conduite de la guerre, que 51 % pensaient que le conflit était « une mauvaise chose d'un point de vue moral ».

« Les protestations reprurent avec à présent en fer de lance les anciens combattants du Vietnam, et deux cent mille manifestants marchèrent sur Washington pour y tenir un immense rassemblement à la fin du mois d'avril. »

Et ce mouvement lui-même porte la crise au sein de l'appareil d'Etat. Le 13 juin, le New York Times commença la publication de longs extraits de « Documents du Pentagone », demandés par McNamara en 1967, quand il était encore secrétaire à la Défense.

« La publication de ces documents choqua Nixon, car toute révélation de querelles et de duplicité au sein du gouvernement — fut-ce celui de Johnson — pouvait saper la confiance des Américains en sa propre façon de diriger le pays... »

Ce fut le point de départ de la mise en place par Nixon de sa fameuse équipe de « plombiers », qui avaient théoriquement pour tâche de s'occuper des fuites, et qui, dans leur zèle à rejeter sur les démocrates la responsabilité de la guerre du Vietnam, fabriquaient des faux, et pénétreraient au siège du Comité national démocrate, situé dans l'immeuble Watergate... Au bout, le 8 août 1974, la démission de Nixon.

Sur maints d'autres points encore, l'ouvrage de Stanley Karnow est intéressant, qu'il s'agisse de l'analyse de la conduite de la guerre révolutionnaire par Giap, particulièrement de l'offensive du Têt en 1968, qui sacrifia le mouvement d'insurrection au Sud, ou qu'il s'agisse du rôle de la bureaucratie stalinienne ou de celle de Pékin, cherchant un accord avec l'impérialisme sur le dos du peuple vietnamien.

César CORTE

(Vietnam, le premier récit complet des guerres du Vietnam de S. Karnow, éditions Stock)

« La secte »

par Philippe ROBRIEUX

PHILIPPE Robrieux était secrétaire des Etudiants Communistes en 1959-1960 et, à ce titre, participait aux réunions du Comité Central du PCF. En 1968, il quitte ce parti. Nombreux sont les lecteurs de *La Vérité* qui connaissent les livres et les articles de P. Robrieux. Auteur en particulier d'une *Histoire intérieure du Parti Communiste Français* (le IV^e tome a été publié en 1984), Philippe Robrieux vient d'écrire un ouvrage intitulé *La secte*, dont l'objet exclusif est l'étude du PCF — qu'il s'agisse de son fonctionnement, de la « sélection des cadres », des relations entretenues avec l'appareil international, des positions politiques récentes du PCF, de ses moyens de pression, Robrieux s'efforce de donner au lecteur des matériaux pour comprendre le stalinisme ou le « néo-stalinisme », comme il l'appelle à plusieurs reprises.

Disons d'emblée que, si nous ne partageons pas forcément, sur plusieurs points, toutes les conclusions de P. Robrieux, son livre intéressera tous ceux qui cherchent honnêtement à comprendre les mécanismes du fonctionnement de l'appareil du stalinisme et ce qu'est la « secte », l'« appareil de l'appareil ».

La biographie, la « bio », c'est le formulaire que doit remplir le militant du PCF (la plupart du temps le militant qui commence à occuper des responsabilités et toujours s'il est appelé à devenir permanent). Régu-

lièrement, à l'occasion d'une nouvelle responsabilité, de la participation à une école de cadres, d'une « mission », ce permanent remplira une nouvelle « bio », aussi détaillée que policière. P. Robrieux prend l'exemple du cheminement d'un militant qui deviendra secrétaire général du PCF.

« Plus tard, un beau jour, le même militant se voit à nouveau convoqué. Il se retrouve dans une pièce, isolé et confronté aux mêmes questions. On songe à lui pour une promotion, et il doit refaire sa « bio ». Mais il ne se souvient pas toujours très bien de ce qu'il a pu répondre la fois précédente, et on ne lui fournit pas l'exemplaire du questionnaire déjà rempli. Dans ces conditions ici ou là, immanquablement sans le vouloir, les réponses ne seront pas exactement les mêmes. Il y a encore, il y a toujours cette gêne persistante, ces questions lourdes de sens, ces aveux qui coûtent trop pour être suffisamment précis, complets, convaincants et coïncidant à tous coups avec ceux qui les ont précédés.

Convocation dont l'intéressé ignore le motif exact, pièces isolées et questionnaire autobiographique à remplir et à remettre sur le champ, absence d'aide-mémoire et de doubles, tâche accomplie, chaque fois sans murmure puisque « le parti le demande », la même scène se reproduit. Chaque fois, il s'entend dire que « le parti pense » à lui. Pour « une école », pour devenir « permanent », pour un voyage, pour suivre un

stage de formation des cadres en URSS ou dans « un pays du camp socialiste », chaque fois il doit refaire sa « bio », mais chaque fois, fort heureusement, cet épisode désagréable s'estompe, vite effacé par la vie militante à laquelle il s'adonne avec ses côtés exaltants et avec aussi les joies et les découvertes que procure l'ascension dans « le parti » (...)

Puis survient une autre étape dont Robrieux décrit bien le mécanisme.

« Les premières demandes sont banales, le camarade anonyme voulant tout savoir de ses relations personnelles ou de ses réactions devant chaque événement. Puis, les « questions » se font étrangement plus précises. Et chacune de ses « bio, les lacunes et bientôt les contradictions surgissent, éclatent (...) *Ce qui est certain, c'est que ces aveux ne nuisent en rien à la carrière de celui qui les a livrés* (souligné par nous). Au contraire. A l'instigation de Staline dans le « parti de Maurice Thorez, pour reprendre l'un des mots qui coûtèrent la vie au grand écrivain soviétique Isaac Babel, on « n'aime pas les biographies sans tache ». Les fautes les plus lourdes sont toujours pardonnées, quand elles ont été « avouées au parti », après lui avoir été longtemps dissimulées. Plus grave encore, c'est seulement comme cela que l'organisation de Staline forge un destin national, et c'est ainsi qu'un obscur permanent du nom de Georges Marchais devient un jour secrétaire général.»

Philippe Robrieux revient également à partir de ce qu'on a appelé dans les années 60 l'affaire Servier-Casonova, sur les « aveux », les « autocritiques » autant d'instruments de l'appareil pour se soumettre totalement les membres de l'appareil.

Il aborde ensuite longuement comment fonctionne la « section des cadres », tenue en mains depuis toujours par l'appareil international, véritable police politique. Il revient sur les différents moments des campagnes de division orchestrée par la direction du PCF et comment les zig-zag et les contorsions de la politique du PCF sont en réalité l'application stricte dans une période de crise du stalinisme, des directives de la bureaucratie du Kremlin, et cela qu'il s'agisse des prises de positions dans la vie politique hexagonale (défense de Giscard avant 1981) ou internationale (Afghanisant, Pologne, etc.). Agrémentés de faits,

de témoignages et de documents, rassemblés à la fin du livre, de nombreux épisodes de l'existence du PCF sont mis bout à bout et établissent la continuité d'une politique qui depuis plus d'un demi-siècle, au nom de la classe ouvrière, a ouvert systématiquement la voie à la réaction.

Mais il nous est difficile de suivre P. Robrieux lorsqu'il donne les mobiles de cette politique, mobiles résumés à l'objectif de « la logique expansionniste très particulière du système de la guerre sans la guerre ». « A la différence de tous ses prédécesseurs, poursuit Robrieux, la Russie stalinienne camoufle son expansion, ses ruses et son style impérial derrière la façade en trompe-l'œil de l'« internationalisme prolétarien » et les slogans et les références à la solidarité anti-impérialiste.»

Nous sommes parfaitement d'accord avec Robrieux sur le camouflage permanent du stalinisme, le double langage et la prétendue solidarité anti-impérialiste du PCF, mais selon nous Robrieux ne met pas en lumière le rôle d'auxiliaire, d'agent de l'impérialisme, que jouent la bureaucratie du Kremlin et ses agences luttant non sans contradictions, avec l'impérialisme américain en particulier, contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Tout un chapitre du livre est particulièrement intéressant. Et ce à plus d'un titre ! Il concerne les méthodes d'appareil, le noyautage ou ce que Robrieux appelle l'« intox à la française ou le retour au marquage individuel », utilisant en l'occurrence un terme cher à l'auteur, également spécialiste de football...

Exemples à l'appui, Robrieux montre comment de diverses manières, de nombreux organes de presse, des personnalités dites indépendantes, cherchent en permanence soit à valoriser le Parti Communiste Français, soit (ce qui n'est pas contradictoire, mais en règle générale complémentaire) cherchent à redonner du crédit à des dirigeants, à un parti, qui l'ont perdu auprès des millions d'ouvriers, d'employés, de jeunes, depuis plusieurs années. C'est à juste titre que Robrieux fait une place toute particulière au journal *Le Monde*, et singulièrement à ce qu'il appelle les politologues, ainsi qu'à certains ex-militants ou dirigeants du PCF dont la séparation d'avec ce dernier est plus apparente que réelle. Dans ce concert, le journal *Le Monde* et certains

« catholiques progressistes » occupent une place de choix.

« L'important pour le PCF n'est pas que l'un des siens (et d'ailleurs un seul) soit préféret ou encore que quatre ou cinq de ses journalistes soient embauchés par telle ou telle télévision. Ce qui compte le plus, c'est que des femmes et des hommes connus pour leur indépendance, voire pour leur hostilité au PCF, apportent à sa propagande, au moment décisif, le renfort de leurs analyses, de leurs conseils et de leurs commentaires. Sous cet angle, la méthode a consisté à infiltrer depuis quelques années déjà le journalisme, l'appareil d'Etat ou les partis politiques et le PS, maintenant d'autant plus intéressant qu'il est au pouvoir, avec des gens d'autant moins suspects qu'ils venaient de rompre, voire de se faire exclure du « parti ». Je serai le dernier à soutenir que les innombrables dissidents du PCF sont autant d'agents d'influence, mais je prétends que la direction du parti a su, comme elle l'avait d'ailleurs fait d'une autre manière à la fin de la Seconde Guerre mondiale, glisser dans toutes les dissidences successives quelques-uns de ses fidèles (...) Le rappel insistant du passé, servi par la bonne connaissance des cas individuels que donnent les questionnaires autobiographiques dans le fichier de la « section des cadres » constitue une arme redoutable

entre les mains de l'ex« section hors cadres » du PCF.»

Robrieux traite en particulier de « l'affaire Fabien » qui a défrayé la chronique il y a quelques mois.

A la fin du livre, Robrieux ouvre une discussion qui, bien qu'elle dépasse le cadre de cette « note de lecture », nécessite d'être mentionnée et poursuivie.

« Déstaliniser et dérussefier, c'est travailler dès aujourd'hui à la réunification du mouvement ouvrier français, avec les socialistes, avec les trotskystes, avec les anarchistes et avec tous les syndicalistes. C'est se décider à revenir à l'esprit de Marx pour qui les communistes n'étaient que la partie la plus résolue, la plus consciente et plus dynamique du mouvement ouvrier.»

Ce sont ces problèmes que la crise du mouvement ouvrier, et tout particulièrement celle du PCF et du PS, met à l'ordre du jour, et que les militants du PCI, avec des militants venus d'horizons divers, cherchent à résoudre positivement en œuvrant à la construction d'une authentique représentation politique de la classe ouvrière, sans a priori, sans sectarisme, dans le cadre de la démocratie ouvrière la plus complète.

7 avril 1985

Gérard BAUVERT

Rapport politique préparatoire à la seconde conférence des sections latino-américaines de la IV^e Internationale

AU moment où ce numéro de *La Vérité* est en cours d'impression se prépare une conférence des sections d'Amérique Latine de 4^e Internationale (Centre International de Reconstruction). Elle se prépare dans des conditions marquées, comme l'explique le rapport politique soumis à la discussion de cette Conférence, par le fait qu'à l'échelle du continent « se configure indiscutablement une situation révolutionnaire ».

C'est pourquoi il est apparu nécessaire de faire connaître aux lecteurs de *La Vérité* de larges extraits de ce rapport. (Les intertitres sont de la rédaction de *La Vérité*.)

I

La situation du continent latino-américain, situation d'oppression exercée par l'impérialisme, en particulier l'impérialisme nord-américain, trouve son expression dans le poids de la dette extérieure qui étrangle la vie des peuples de la région.

Les gouvernements bourgeois de la région ont initié une série de réunions, à partir de la réunion de Carthagène qui, mis à part des menaces verbales de formation d'un bloc de débiteurs, ne sont parvenus à aucun résultat positif. Le terrain s'élargit ainsi à l'affirmation par la classe ouvrière, à l'échelle continentale, de la réponse des opprimés à l'insupportable oppression impérialiste. Dans divers pays, des organi-

sations du prolétariat ont surgi et se développent occupant une position autonome dans le combat anti-impérialiste.

De là découle la nécessité et la possibilité de s'engager dans une lutte tendant au regroupement de forces issues du mouvement ouvrier qui se dégagent du contrôle des appareils traditionnels. Il leur revient d'occuper la place que n'occupe pas la lâche bourgeoisie du continent, en même temps qu'elles progressent dans leur propre centralisation comme organisations indépendantes de classe à l'échelle internationale.

S'inscrivant dans le mouvement politique de la défense des centrales syndicales indé-

pendantes et de la lutte pour de nouveaux partis ouvriers, ce regroupement pourrait être impulsé par une conférence latino-américaine d'initiative des travailleurs sur la dette extérieure, contre l'impérialisme et pour la construction de nouveaux partis des travailleurs et de centrales syndicales indépendantes. (...)

II

L'activité d'ensemble des sections de la IV^e Internationale (CIR) sur le continent, activité nationale et internationale, est définie et ordonnée par la recherche de ce regroupement, expression de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, qui ne pourrait se faire en dehors du mouvement par lequel les masses tendent à se regrouper sur un nouvel axe. Pour les trotskystes, le combat pour la construction des partis ouvriers indépendants participe de la nécessité de résoudre la crise de la

direction révolutionnaire, dans un processus où les rapports entre des regroupements ouvriers indépendants et la IV^e Internationale ne peuvent être déterminés à l'avance. Dans cette mesure, quelle que soit la forme que prend leur activité, les trotskystes préservent leur indépendance politique sur la base du programme de la IV^e Internationale.

Le combat pour la conférence rencontre un large terrain pour se développer parmi l'ensemble de nos sections. En Equateur, d'importantes avancées peuvent et doivent être réalisées par notre section par ses relations à l'intérieur du Front unitaire des travailleurs (FUT) ; de même, en Argentine, ce combat revêt une énorme importance comme instrument pour aider à faire avancer dans un sens positif pour les travailleurs le processus de rupture aujourd'hui en cours à l'intérieur du péronisme.

UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE A L'ECHELLE CONTINENTALE

III

L'onde de choc répandue sur le continent par la révolution au Nicaragua avec la chute de Somoza en 1979, et par la constitution ultérieure d'un gouvernement ouvrier-paysan, atteint aujourd'hui un nouveau palier.

La liquidation, grâce à l'activité des masses, de plusieurs dictatures militaires sur le continent, se combine au développement de situations révolutionnaires en Bolivie et au Pérou, ou à la transition accélérée dans cette direction au Brésil et en Argentine, et cela configure indiscutablement une situation révolutionnaire à l'échelle du continent. La résistance révolutionnaire des travailleurs polonais à la dictature de Jaruzelski est un facteur d'avancée décisif pour cette onde de choc car elle affaiblit et aide à révéler le rôle contre-révolutionnaire de l'appareil international des PC, appareil qui constitue un obstacle à la révolution sur le continent.

Le gouvernement nord-américain compte sur lui pour écraser la révolution. Mais sa collaboration avec le gouvernement du Front populaire en Bolivie, par exemple, n'a pas permis l'intégration de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) au gouverne-

ment, et s'est trouvée au contraire sanctionnée par la base de la COB qui a expulsé les stalinien de l'Exécutif. De même que le fait qu'il ait composé avec la bourgeoisie nicaraguayenne dans les pressions pour l'ajournement des récentes élections qui ont renforcé la légitimité du gouvernement du FSLN, a été également sanctionné par les masses.

IV

Il est nécessaire pour Reagan, et c'est là le mandat que lui a conféré la bourgeoisie impérialiste dans sa réélection, de liquider la révolution là où elle se manifeste, objectif interventionniste qu'il ne cache pas quand il proclame son dessein de financer la « contra » pour expulser les sandinistes du gouvernement et de faire obstacle au Groupe de Contadora, ce qui ne peut que soulever toutes les contradictions à l'intérieur de la bourgeoisie américaine elle-même.

L'existence du Groupe de Contadora a été un obstacle à ce dessein. Elle est le fruit de contradictions qui s'établissent entre la volonté impériale nord-américaine et la situation dans laquelle se trouvent certaines

bourgeoises de la région, qui doivent défendre leur part déjà minime dans le partage du gâteau menacée par Reagan, mais qui doivent aussi se défendre des pressions des masses contre les plans de misère qu'elles sont contraintes d'appliquer. Et cela alors qu'elles sont conscientes de la nécessité de se renforcer pour affronter, défaire et discipliner ces masses. Le problème est : comment ?

V

Au Nicaragua, la bourgeoisie a subi une défaite éclatante avec l'échec de sa tentative de boycott des élections présidentielles et constitutives de novembre. En étendant la démocratie, le gouvernement sandiniste élargit sa base de soutien parmi les masses mobilisées et qui sont en même temps armées pour affronter la contre-révolution. Ce double mouvement représente un approfondissement de la révolution qui devrait permettre un contrôle et une centralisation directe de plus en plus grands du pouvoir d'Etat par les organisations syndicales et populaires qui ont été créées.

VI

L'avancée de la révolution nicaraguayenne alimente le mouvement révolutionnaire dans la région, et elle s'en nourrit aussi. Dans ce sens, la victoire remportée par le FMLN au Salvador est importante, avec sa reconnaissance de fait par le gouvernement Duarte par les « négociations » qui y sont entamées, et cela indépendamment des propositions présentées. Le refus de ces négociations par l'extrême-droite, elle qui exerce le contrôle sur la farce de la « Constituante » locale et veut un affrontement global immédiat, déstabilise et divise l'appareil d'Etat déjà affaibli à un moment où le mouvement syndical reprend de l'activité dans les principaux centres urbains, créant une conjoncture favorable à la lutte du peuple contre la dictature. La rupture par Duarte des pourparlers produit cette crise de manière ouverte.

Au Pérou, l'activité des masses fait reprendre la situation révolutionnaire ouverte en 1978-79, après la défaite du gouvernement Belaunde dans les élections municipales de novembre 1983. Dans la vague de mobilisations qui l'accompagne, des grèves générales ont lieu avec la constitution de commandements unitaires de lutte imposée aux staliens, de même qu'a été imposée à l'appa-

reil de la Confédération générale du travail du Pérou (CGTP) l'unification de la fédération des mineurs, allant jusqu'à la constitution de l'assemblée populaire, en présence de toutes les organisations syndicales et politiques du pays. Ainsi, dans les prochaines élections présidentielle et législatives en avril, où d'ores et déjà s'annonce une défaite écrasante du gouvernement, c'est le respect par les élus de la gauche (Izquierda Unida - Gauche Unie) envers les délibérations de l'assemblée populaire qui est au centre de la politique révolutionnaire d'utilisation des élections pour le renforcement de l'organisation du peuple dans l'assemblée populaire.

Cela alors qu'IU — regroupement de type Front populaire — s'oriente vers la recherche d'un accord avec l'APRA (1) pour pouvoir gouverner — en cas de défaite ou de victoire — tout en préservant les institutions de l'Etat bourgeois. IU ne cesse pas pour autant d'apparaître aux yeux des masses comme une alternative — sur le terrain électoral du vote — pour défaire le gouvernement et ouvrir la voie à la conquête des revendications.

Dans la conjoncture présente, et quelles que soient les menaces pour l'avenir que la IV^e Internationale a le devoir de signaler, nous croyons que le Mouvement pour un Parti des Travailleurs au Pérou a raison quand il présente des candidats sur la liste d'IU, en raison de l'existence de comités de base d'IU, de la désignation d'une personnalité indépendante comme candidat à la présidence (Barrantes), ainsi que la possibilité de ses candidats de pouvoir se présenter sur la liste d'IU sur la base de la plateforme de classe adoptée par le récent congrès de la Fédération des Mineurs, sur la ligne de la centralisation de l'Assemblée Populaire (2).

VII

Si le développement de ces éléments, ainsi que d'autres de la lutte des masses à l'échelle continentale, n'est pas plus grand, cela est dû au rôle néfaste des grands appareils contre-révolutionnaires, la sociale-démocratie et le stalinisme. Ce dernier en

(1) APRA, l'organisation traditionnelle du nationalisme bourgeois au Pérou.

(2) Voir à propos de la situation au Pérou et les questions concernant la « Gauche Unie » (IU) Tribune Internationale n° 26, 27 et 29.

particulier trouve son action principale développée par ses propres moyens d'Etat, aux côtés des appareils des PC dans le cadre de la négociation permanente avec l'impérialisme nord-américain pour, au nom de la « coexistence pacifique », maintenir la stabilité de l'ordre mondial, le capitalisme en Amérique latine.

La direction castriste, qui a naturellement une grande influence dans la région, inscrit toute sa politique dans le cadre de l'accord contre-révolutionnaire entre Moscou et Washington. C'est ainsi que Fidel Castro, dès la rencontre Schultz - Gromyko de reprise des négociations sur l'armement nucléaire, s'est avancé à les appuyer intégralement. Alors que nous savons que ces

négociations sont une façade pour d'autres véritables négociations politiques qui concernent la situation de l'Amérique centrale, le Moyen-Orient, etc. C'est maintenant Castro lui-même qui explique que, pour lui « *En Amérique latine, la question ce n'est pas le socialisme. Les Nicaraguayens n'ont pas proposé le socialisme pour objectif. Aucun mouvement révolutionnaire — y compris les Salvadoriens — ne propose le socialisme comme un objectif. Nous savons ce que pensent les révolutionnaires salvadoriens. Leur objectif est la libération nationale. Ils ont proposé un système pluraliste, économiquement et politiquement.* » (The Guardian - USA)

CONTRE LES PLANS IMPERIALISTES

VIII

Dans ces conditions, c'est contre les plans de l'impérialisme et malgré les principales directions politiques que le mouvement propre des masses, avec le concours des trotskystes, est en train de configurer une situation révolutionnaire à l'échelle de toute l'Amérique latine.

Dans la 1^{re} Conférence des organisations trotskystes latino-américaines en juillet 1983, nous avons caractérisé la configuration de cette situation révolutionnaire à partir de l'impulsion de l'Amérique centrale. Depuis lors, la pression de l'impérialisme nord-américain, par le biais du gouvernement Reagan, face à la résistance des masses, est en train de déstabiliser chacun des Etats bourgeois de la région, en plaçant le prolétariat au premier plan. C'est ainsi que d'autres pays, et des pays-clés du continent, ont vu les dictatures défaites, comme en Argentine, ainsi qu'en Uruguay, ou bien transitent rapidement vers l'ouverture d'une situation révolutionnaire comme au Brésil, ou bien ont réouvert ou développé cette situation, comme respectivement au Pérou ou en Bolivie. Bien que sur un plan inférieur, le développement de la reprise du combat du peuple chilien contre Pinochet n'est pas sans importance, en posant ouvertement sa volonté de renverser la dictature militaire. Le produit de cette combinaison est une situation particulièrement nouvelle sur le continent, qui s'identifie par une maturation qualitativement supérieure de la révolution.

Pour les larges masses, la révolution représente un combat pour leur survie physique menacée par les plans de misère du FMI qui, à partir de la manipulation des 530 millions de dollars US de dette extérieure de la bourgeoisie de la région, tente d'accaparer directement, non seulement des parcelles croissantes de la plus-value produite localement, mais aussi le contrôle même des richesses naturelles et des entreprises nationales, publiques ou privées, comme l'ont déclaré ouvertement Thatcher et Schultz, secrétaire d'Etat américain.

IX

La résolution générale de la Conférence latino-américaine des sections de juillet 1983 affirmait que :

« *En conséquence de ce que nous pouvons appeler une véritable guerre de rapine économique, l'impérialisme nord-américain initie une politique qui vise à réduire radicalement la part de la plus-value que s'appropriait la bourgeoisie en Amérique latine, ce qui tend à modifier toutes les relations sociales et politiques dans chaque pays. La tendance inscrite dans cette politique conduit à un point où la bourgeoisie, sous la double pression de l'impérialisme et de la montée du mouvement des masses, sera de plus en plus incapable de contrôler politiquement la situation. En raison de cela, elle a une peur profonde face aux développements révolutionnaires en Amérique latine et centrale, et, en même temps,*

comme nous l'avons dit, elle redoute une victoire militaire de l'impérialisme dans la guerre que celui-ci mène en Amérique centrale, mais elle n'a ni la capacité ni le désir de mettre en avant une lutte sérieuse contre l'impérialisme. Cela explique ses comportements, de pression sur l'impérialisme parfois, mais pleins d'hésitations et de reculs.

(...)

Bien qu'elles n'aient ni la capacité, ni le désir de lutter jusqu'aux dernières conséquences contre l'impérialisme, les bourgeoisies nationales sont placées dans une situation où, d'une part, elles doivent tenter de défendre la fraction de plus-value que l'impérialisme nord-américain leur concédait, menacées par la nouvelle politique nord-américaine de voir celui-ci leur en arracher la totalité, d'autre part, elles craignent une victoire complète de l'impérialisme nord-américain dans la guerre d'agression contre-révolutionnaire qu'il conduit en Amérique centrale. Cette victoire représenterait une véritable substitution d'une forme de domination de l'impérialisme — situation de dépendance — par une forme de domination coloniale — à peine déguisée — et menacerait directe-

ment toutes les bourgeoisies latino-américaines. Enfin, les bourgeoisies latino-américaines redoutent surtout la révolution.»

Les événements survenus ultérieurement n'ont fait que confirmer cette appréciation, dont l'actualité est évidente. En effet, à partir de la Rencontre de Carthagène, les gouvernements de la région ont promu des réunions officielles successives. Préoccupée par les menaces d'explosion sociale qui pourraient survenir à partir des exigences du FMI, les bourgeoisies ont été cependant incapables de prendre toute initiative concrète pour freiner le pillage, l'évasion des richesses de la région par le mécanisme spoliateur du service de la dette extérieure.

S'il y a eu des soldes positifs dans les balances commerciales de ces pays en 1984, cela est dû à la reprise de l'économie nord-américaine dont les limites déterminent les conditions mêmes d'absorption de ce solde dans le roulement de la dette, dont le poids sur les économies nationales n'a en rien été allégé, dans la mesure où ces soldes positifs ne couvrent pas, loin s'en faut, le montant de la dette.

UNE INITIATIVE PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE

X

Une rencontre syndicale latino-américaine a été même envisagée en 1984, à partir de contacts entre la Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT), le Plenum intersyndical des travailleurs (CNT de l'Uruguay), la Confédération nationale des travailleurs chilienne et la réponse positive dans la voie de la rupture avec les diktats du FMI, voie que la bourgeoisie récusé.

Mais la réalisation de cet objectif a été rendue impossible par l'appareil stalinien qui a manœuvré, avec le soutien de la démocratie-chrétienne, pour bloquer un mouvement dont ni l'un ni l'autre n'étaient à l'origine.

XI

Plus que jamais, cependant, cette initiative à l'échelle latino-américaine est nécessaire : réunir des organisations et militants syndicaux et politiques du mouvement ouvrier pour discuter des moyens d'avancer dans la

centralisation de la lutte anti-impérialiste autour du refus du paiement de la dette au prix du pillage des nations, comme le veut l'impérialisme. Cela est clair, la défense de la révolution nicaraguayenne vient là comme nécessité première de tout combat sérieux pour la souveraineté des nations latino-américaines. La responsabilité de ce combat repose entre les mains des travailleurs. Impulser ce combat, cela veut dire progresser dans la coordination des forces libérées du contrôle des partis traditionnels, avancer donc dans la préparation de la réunion internationale définie par le Conseil général d'avril 1984, vers la construction du parti mondial nécessaire pour mener jusqu'au bout la rupture avec l'impérialisme.

Cette nécessité place le Brésil au centre de la préoccupation des trotskystes : en raison de l'accélération des rythmes de la situation politique qui s'y déroule avec la crise mor-

telle de la dictature due à l'action des masses et, en liaison avec cela, parce que cette action s'exprime dans la construction du Parti des Travailleurs et de la Centrale Unique des Travailleurs. En particulier, l'existence du PT constitué au Brésil est l'expression la plus avancée de ce dégageant vis-à-vis des organisations traditionnelles, avec

une responsabilité majeure, dont, pour impulser un regroupement à l'échelle du continent se revendiquant de l'indépendance de classe sous la forme de la Conférence d'Initiative. A cela doit s'ajouter le mouvement pour un Parti des travailleurs au Pérou, outre d'autres organisations comme le MIR vénézuélien, etc.

LA SITUATION AU BRÉSIL LA PLACE DU PARTI DES TRAVAILLEURS

XII

Pour le Parti des travailleurs, il est d'une énorme importance de se hisser à la hauteur de cette initiative. Pourquoi ? Pour se construire comme parti d'opposition conséquent face au gouvernement de Tancredo Neves récemment « élu », au Brésil même. Pour se construire dans cette voie, le PT doit développer la vocation internationaliste qui figure dans son Manifeste et dans son activité. C'est là une nécessité qui s'impose pour sa politique « nationale ».

Dans le cas contraire, comment appliquer la décision de la dernière rencontre nationale de placer le parti dans l'opposition à un gouvernement qui a pour centre des problèmes auxquels il va s'affronter, la dette extérieure précisément, problème dont la solution dépasse les frontières nationales ?

XIII

En effet, Tancredo Neves et José Sarney ont été élus président et vice-président par le collège électoral de la dictature. La liste même Tancredo/Sarney (l'homme qui a conduit le vote PDS contre l'amendement Dante de Oliveira) (3) a déjà exprimé le contenu de l'accord entre le sommet du PMDB et la dictature militaire : tenter de préserver au maximum les institutions mises à mal du régime de 1964. Pour cela même, le sommet du PMDB a abandonné la campagne pour les élections directes tout de suite, et s'est lancé à fond dans la démobilisation des millions de personnes descendues dans la rue dans le large front unique, et il a ainsi pavé la voie au collège électoral.

XIV

Cependant, on ne peut parler de simple prolongement naturel de « l'ouverture » dans l'investiture de Tancredo. Il existe en effet une nouvelle situation politique dans le pays.

Oui, cela est certain, comme le dit la résolution de la dernière rencontre du PT, Tancredo, dans son investiture, a l'appui de la plus large coalition de classe dominante soutenue aussi par le Parti communiste brésilien, qu'on ait jamais connue au Brésil, et cependant il s'agit d'un gouvernement faible et d'un gouvernement de crise. Les classes dominantes, on le voit, sont loin d'être parvenues à une recomposition stable : il y a tension autour du choix du cabinet, avec la succession de scandales financiers, et enfin, en raison de l'état même des relations avec l'impérialisme dont la pression devient plus insupportable pour une bourgeoisie couarde obligée de défendre sa part. Derrière cela, il y a le mouvement intact des masses qui n'a pas été brisé ou défait à la suite de la campagne des Directes. L'attitude même du PDT est un indicateur de ces tensions : bien que de façon inconséquente et incohérente par rapport à sa critique vis-à-vis de Tancredo, dans la mesure où il s'est rendu au collège électoral en demandant à Tancredo la convocation des Directes, le parti de Brizola a posé la question de la démocratie. C'est pourquoi il attire aujourd'hui un secteur qui a rompu avec le PMDB (une partie de « Só-Diretas »). Les engagements que Brizola dit avoir passés avec la démocratie pourront l'amener à une

(3) Amendement qui a proposé l'élection du président par le vote direct au suffrage universel (voir *Tribune Internationale* n° 27 et 28 ainsi que l'article de J. Adamastor dans *La Vérité* n° 594).

(4) Le PDS (Parti démocratique et social) est le parti directement lié à la dictature, le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien), le parti de Tancredo Neves, le PDT (Parti démocratique travailliste) est le parti de Lionel Brigala, dirigeant nationaliste bourgeois.

(5) CLT loi du travail qui lie les organisations syndicales à l'Etat.

prise de distance envers Tancredo/Sarney, ce qui ne se fera pas sans un approfondissement de la crise qui ronge le PDT. (4)

XV

Ce qu'il y a eu en réalité, ce fut un accord dans une situation aigüe de ces classes en crise face au danger mortel de la montée des manifestations de millions de personnes en faveur des élections directes, dont la toile de fond est l'extension de la révolution sur le continent. C'est cela qu'on a tenté de conjurer dans le pays clé du continent, la révolution.

La tension et l'incertitude continuent à marquer la situation. L'évolution du nouveau gouvernement face au problème capital de la dette extérieure, d'une part, et la réaction des masses face à la préservation des institutions du régime militaire — loi de grève, CLT, etc. (5) — qu'a promise Tancredo, d'autre part, tendent à provoquer rapidement un conflit avec le nouveau gouvernement.

LA LUTTE POUR LA CONSTITUANTE SOUVERAINE

XVIII

Et, cependant, la lutte pour la Constituante Souveraine est plus que jamais à l'ordre du jour pour liquider les institutions léguées par le régime militaire, avec lesquelles il ne peut y avoir de démocratie. La démocratie impose donc une Constituante Souveraine qui exprime la volonté librement manifestée du peuple. Mais, comment peut-il y avoir démocratie et changement alors que les travailleurs craignent de perdre leur emploi parce qu'il participent ou manifestent leur opinion politique ? Alors que la presse est soumise aux lois des militaires ? Avec enfin le maintien de tout l'appareil qui étouffe la libre expression de la volonté du peuple ?

XIX

La lutte pour cette Constituante Souveraine doit être un axe de l'activité du PT, base d'une campagne politique de masse. Le PT n'a pas adhéré au Pacte Social, pas plus que la CUT : ainsi l'union nationale recherchée par Tancredo a reçu un coup. Auparavant, le PT avait déjà remis en question la

XVI

En ce moment, malgré tout, « l'élection » de Tancredo apparaît aux yeux de larges secteurs des masses comme la défaite du favori des hauts sommets du régime qu'était Maluf. C'est-à-dire que cela apparaît comme une défaite du régime. Et effectivement, il y a retrait des militaires de l'exercice direct du pouvoir. La tutelle militaire sur les institutions de ce pouvoir se maintient, mais les larges masses se considèrent d'une certaine manière libérées pour la lutte pour les revendications. D'autant plus que la confiance envers Tancredo se trouve restreinte par son élection dans le collège électoral illégitime de la dictature.

XVII

Tancredo a annoncé que seraient octroyés des pouvoirs constituants au Congrès qui doit être élu en 1986. Il s'agit d'une manœuvre où, à travers cette concession, il espère élargir sa base de soutien, et surtout une audience populaire. La contrepartie en est, espère Tancredo, la réalisation du Pacte social.

légitimité du collège par le boycott. La lutte aujourd'hui pour la Souveraineté de la Constituante est la continuité de ces prises de position, faisant de la lutte pour la démocratie un point d'appui pour l'auto-organisation des masses, pour la révolution.

Cela veut dire exiger immédiatement la convocation d'élections à l'Assemblée Nationale Constituante Souveraine, avec l'abrogation de toutes les lois qui restreignent la libre manifestation du peuple, y compris le droit de vote pour les analphabètes, soldats et marins. L'actuel Congrès national doit donc se dissoudre.

XX

D'autre part, la lutte pour la Constituante Souveraine suppose l'engagement du PT dans l'auto-organisation des masses, en liant l'agitation pour la Constituante à la conquête des revendications populaires, et à l'organisation du peuple pour cela. Dans l'immédiat, la CUT doit remettre sa plateforme de revendications au nouveau président en audience, pour discuter ensuite, à

partir de sa réponse des pas à faire. Cela signifie que le combat premier du PT doit être celui de l'impulsion d'une large mobilisation populaire, de façon à permettre que le peuple, par le biais des organismes construits dans sa lutte, avance ses revendications, ses aspirations, ainsi que les solutions aux grands problèmes du pays.

La représentation politique des masses présentera les solutions aux problèmes nationaux.

Le PT, en se battant pour les Conseils populaires, pour les rencontres sectorielles ou nationales (comme la rencontre des sans-terre), en unissant les syndicats, les organisations, en un mouvement où les masses ont la parole, le PT, ainsi faisant, pose pratiquement la question de la représentation de la majorité de la nation brésilienne.

C'est seulement cette représentation politique des masses qui a la capacité de présenter des solutions et de résoudre effectivement les problèmes du pays.

XXI

Tandis que Tancredo et les staliniens utiliseront l'éventuel futur octroi de pouvoirs constituants au Congrès de 1986 pour freiner — « *Nous attendons la décision de la Constituante* » — contre la lutte pour la conquête des revendications, le PT doit au contraire, appeler le peuple, à travers les organisations syndicales et populaires, à se réunir et à définir ses revendications, ainsi qu'à prendre directement en mains la réalisation des changements les plus urgents en exigeant leur reconnaissance par la Constituante. Le processus d'occupation des terres par exemple, qui ne s'est jamais interrompu, doit maintenant s'intensifier, si on veut les changements les plus urgents exigés par les sans-terre. Ainsi, la Rencontre Nationale des sans-terre qui vient de se tenir a considéré comme insuffisante la promesse de Tancredo d'appliquer le Statut de la Terre légué par les militaires. Les résolutions de la Rencontre définissent toute une série de revendications sur la base desquelles le PT peut formuler un projet de loi à utiliser comme véhicule de dialogue avec les masses paysannes dans le sens de leur mobilisation pour leur concrétisation dans la Constituante Souveraine.

La libre constitution déjà initiée des Commissions d'Usine, par exemple, doit main-

tenant s'étendre au niveau national, en donnant les bases de la CUT et en jetant à terre, dans la pratique, la structure syndicale caduque de la CLT. En cela, il est exigé de la majorité du Congrès actuel qui soutient Tancredo, qu'elle reconnaisse ces organisations en abrogeant toute disposition contraire. Les entreprises faillies, corrompues ou désorganisées par la corruption et par les gestions arbitraires de ces 20 années doivent être étatisées pour assurer l'emploi de leurs employés ainsi que leur utilité sociale, ce qui doit être assuré par l'ouverture de leurs livres au contrôle syndical avec enquête et châtiement envers les responsables.

Dans ce même sens, il existe au moins 400 cas de disparus politiques enlevés par la dictature, qui réclament une enquête complète conduisant au châtiement des responsables et de ceux qui ont donné les ordres, sans quoi il n'y aura pas de véritable changement vers la démocratie.

XXII

Dans le PT, les réalignements initiés avec la réalisation du boycott envers le collège électoral vont continuer.

Les trois députés de la droite du PT ont choisi une voie, en se présentant au collège électoral. En rompant avec la démocratie du parti qui avait confirmé le boycott dans toutes ses instances, ils ont créé un problème politique, et pas seulement statutaire : ils se sont mis en dehors du parti qui a aussi décidé de se placer dans l'opposition au nouveau gouvernement, alors qu'eux le soutiennent. Et un parti ne peut avoir à la fois la moitié de son groupe parlementaire pour le gouvernement en place et l'autre moitié dans l'opposition. (...)

XXIII

Le Parti des Travailleurs au Brésil doit être conscient — et c'est dans ce sens que doit avancer l'intervention de trotskystes en son sein — de ce qu'aujourd'hui la lutte pour une Assemblée Constituante Souveraine, pour la rupture avec l'impérialisme dans la voie de la satisfaction des aspirations des larges masses, ne peut se développer pleinement et jusqu'au bout si l'activité du parti se limite au cadre « national ». L'exemple de la révolution nicaraguayenne depuis le renversement de Somoza en 1979 démontre clairement la nécessité de la coordination

d'actions d'ensemble du prolétariat et des masses latino-américaines pour pouvoir continuer à approfondir le cours révolutionnaire dans chacun des pays dans le sous-continent, a d'énormes responsabilités sur ce terrain. Son intervention peut être — et elle l'a été incontestablement à divers moments — un point d'appui fondamental pour les forces qui dans d'autres pays latino-américains cherchent un nouvel axe d'organisation en se dégageant des appareils traditionnels. En même temps, seul l'approfondissement de son combat en tant que partie intégrante du prolétariat latino-américain pourra permettre au PT de se construire de façon plus décisive encore comme instrument des travailleurs brésiliens dans la lutte pour le socialisme.

En effet, la perspective des Etats-Unis

socialistes d'Amérique latine ne peut être conçue comme une chose valide pour un avenir lointain comme résultat de la simple somme d'Etats ouvriers déjà constitués dans chaque pays. Il s'agit d'une perspective qui guide le combat immédiat des révolutionnaires, conscients de ce que la solution aux problèmes issus de l'oppression impérialiste sur cette région du monde ne peuvent être résolus à l'échelle de chaque pays séparément. C'est cette conception, appliquée à l'actuelle conjoncture telle que nous l'avons développée précédemment, qui oriente les sections latino-américaines de la IV^e Internationale (CIR) dans l'effort qu'elles devront réaliser pour la concrétisation de la Rencontre latino-américaine des travailleurs.

L'invention de la politique
 Démocratie et politique en Grèce
 et dans la Rome républicaine

COMME dans chaque numéro de la revue, nous publions un document illustré et un article de la vie d'un naturaliste à l'époque victorienne.
 Un savant, une époque

Les origines de l'homme
 F. BELL'OUTIER et ses origines
 du syndicalisme d'action directe

Textes sur la Révolution française
 R. REMOND
 1813 à nos jours

Révolution en poche
 L'industrialisation et le prolétariat
 L'industrialisation, toutes les expériences, toutes les tentatives, toutes les échecs, toutes les victoires, toutes les leçons, toutes les enseignements, toutes les expériences, toutes les tentatives, toutes les échecs, toutes les victoires, toutes les leçons, toutes les enseignements.

SELIO

87 rue du Faubourg Saint-Denis 75010 PARIS

NOUVEAUTES

- FINLEY** L'invention de la politique **95 F**
 Démocratie et politique en Grèce
 et dans la Rome républicaine
- Ch. DARWIN** Darwin 1809-1882 **77 F**
 La vie d'un naturaliste à l'époque
 victorienne
 Un savant, une époque
- E. LEAKEY** Les origines de l'homme **30 F**
- J. JULLIARD** F. PELLOUTIER et les origines **36 F**
 du syndicalisme d'action directe
- M A R X** Textes sur la Révolution française **80 F**
ENGELS
- R. REMOND** L'anti cléralisme en France de **43 F**
 1815 à nos jours
 Réédition en poche

LES ARCHIVES DE NOTRE MOUVEMENT

Indépendance et unité de classe

COMME dans chaque numéro de « La Vérité », nous publions dans cette rubrique un document illustrant les positions et l'élaboration politique du PCI à différents moments de son combat. Cette fois, on trouvera ci-dessous un large extrait d'une brochure de formation publiée en 1977, sous le titre *Partis, syndicats, conseils et destinée à la préparation de camps de formation.*

Généralisant l'expérience de la lutte de classe du prolétariat à leur époque, Marx et Engels ont établi dans le *Manifeste communiste*, en 1847, que, dans les relations sociales de production constituées par le mode de production capitaliste, l'ouvrier producteur de plus-value ne peut résister à l'exploitation que par son unité, par laquelle et dans laquelle les ouvriers surmontent la concurrence entre eux, introduite par le système capitaliste de production. L'unité, les travailleurs la réalisent en premier lieu dans la lutte de classe, en utilisant les moyens de lutte par lesquels ils se dressent classe contre classe, contre la classe capitaliste. Dans ce combat, le prolétariat ne peut arracher revendications, droits, garanties, conquêtes sociales qui le fondent comme classe, qu'en réalisant son indépendance de classe ; tel est le premier enseignement, le principe de base du marxisme. De là découle un deuxième enseignement, qui représente également un principe fondamental : comme résultat de

la lutte des classes, le prolétariat forge ses organisations qui ne peuvent assumer et assurer la défense des intérêts des travailleurs qu'en garantissant leur indépendance de classe. Ainsi, unité et indépendance de classe sont les principes de base du marxisme qui, je le rappelle, comme expression consciente du mouvement inconscient des masses, est théorie et pratique cristallisées dans et par l'organisation. Munis de ces principes, nous pouvons examiner comment, tout au long de la lutte du mouvement ouvrier international, ceux-ci ont été à la base de toute l'action des marxistes révolutionnaires, de ceux qui combattaient avec conséquence pour l'indépendance de classe du prolétariat. Dans la 1^{re} Internationale, toutes les organisations ouvrières, politiques, tendances syndicales, les partis embryonnaires qui allaient devenir ensuite les partis ouvriers sont rassemblés quelle que soit leur tendance. Ils sont rassemblés sur un *Manifeste*, sur *L'Adresse inaugurale de la 1^{re}*

Internationale, dont vous connaissez les termes, qui indique expressément et qui revendique expressément l'indépendance de classe comme la base même de la constitution de la 1^{re} Internationale. Dans le cours des conflits politiques qui ont sévi à l'intérieur de la 1^{re} Internationale, on a prétendu que Marx et Engels étaient des adeptes de « l'autoritarisme », et de l'autre côté Bakounine était lui « anti-autoritaire ». En réalité, les faits démontrent que les méthodes d'organisation de Bakounine étaient elles foncièrement « autoritaires », mais ce n'est pas mon propos de discuter de ces questions. Il y avait évidemment des divergences fondamentales sur la question du parti entre Marx et Engels, d'une part, et Bakounine de l'autre, mais le différend entre Bakounine et Marx s'est amorcé en 1869 quand Bakounine, ayant constitué une « Ligue pour la paix » avec Mazzini — la première ligue de collaboration de classes —, revendiquait le droit pour la « Ligue pour la paix » d'être partie constituante de l'Association internationale des travailleurs, ce que Marx et Engels, ce que les partisans de l'indépendance de classe ne pouvaient accepter.

Dans la II^e Internationale, ce problème de l'indépendance de classe est une question qui couvre complètement toute la vie de la II^e Internationale. Il faut dire et préciser que la social-démocratie, et particulièrement la social-démocratie allemande qui a été le pilier de la II^e Internationale, a été constituée comme parti révolutionnaire, constituée d'ailleurs avec la participation directe de Marx et Engels. N'oublions pas que ce sont deux députés sociaux-démocrates allemands marxistes, Bebel et Liebknecht, qui, en 1870, ont voté contre les crédits de guerre, contre la poursuite de la guerre de l'Empire allemand contre la France, après l'effondrement de Napoléon III. Bebel et Liebknecht ont alors été condamnés à la prison. C'était là le premier acte d'une politique de défaitisme révolutionnaire, qui, à ce que je sache, n'a été reprise avec cette ampleur que par le Parti bolchevique et quelques éléments isolés de la II^e Internationale après la capitulation des partis socialistes de 1914.

Camarades, je ne crois pas inintéressant, dans le cadre des discussions qui vont avoir lieu dans les camps, de donner un certain nombre d'éléments qui permettront de comprendre le processus de dégénérescence de la II^e Internationale, qui fut constituée

comme Internationale révolutionnaire — que Lénine et Trotsky ont considérée, jusqu'en 1914, comme leur Internationale. Cela nous permettra de préciser la signification des organisations et les rapports qui existent entre organisations et soviets, sur lesquels je reviendrai plus tard. Une résolution est adoptée par le V^e Congrès socialiste international, à Paris, en septembre 1900.

Il y est écrit :

« Le congrès, considérant qu'il importe aux congrès internationaux, destinés à devenir le Parlement du prolétariat, de prendre les résolutions qui guideront le prolétariat dans ses luttes de délivrance ; que ces résolutions, résultats de l'entente internationale, doivent être traduites en actes, décide de prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'action et l'organisation internationale du prolétariat dans tous les pays. »

Et dans un circulaire en date du 22 décembre 1900, le bureau socialiste international précise la signification de ce vote :

« Il nous paraît impossible que la démocratie socialiste adhère aux textes de la pétition de l'Union internationale pour la paix et l'arbitrage (cette Union internationale pour la paix et pour l'arbitrage, ancêtre de la SDN et de l'ONU, était un organisme fondé à l'initiative du tsar), qui contient, sur l'importance du Congrès de La Haye, des appréciations que nous ne pouvons partager :

Le congrès proteste contre les soi-disant Conférences de la paix comme celle de La Haye, qui, dans la société actuelle, ne peuvent aboutir qu'à des déceptions fâcheuses, comme l'a démontré dernièrement la guerre du Transvaal. »

La circulaire est approuvée en ces termes par Vaillant, représentant d'une des organisations socialistes françaises :

« Tout ce qui, en dehors de cette action de solidarité internationale, pourrait être fait à l'instigation des partis de la bourgeoisie, serait non seulement contraire à la loi de notre politique socialiste, mais très dangereusement exploité par nos ennemis, par les chauvins de chaque pays. »

En 1901, une résolution adoptée par la II^e Internationale :

« Les classes dirigeantes se servent de l'impérialisme et du chauvinisme pour réparer les effets désastreux de la concur-

rence capitaliste et pour se protéger contre le poids croissant du socialisme. Le Bureau socialiste international fait un appel chaleureux aux ouvriers du monde entier, afin qu'ils ne se laissent point jouer par les calculs des hommes d'Etat bourgeois et les mensonges de la presse bourgeoise, et pour qu'ils se constituent de plus en plus fortement en parti de classe uni internationalement pour l'abolition des privilèges de la classe bourgeoise.»

Le 15 janvier 1905, après la fusion, par l'unification des différents partis socialistes en France dans la SFIO, Vaillant, dans un Bureau socialiste international, déclare :

« L'unité a simplement été faite sur cette base que le Parti socialiste en France doit se conduire, non comme un parti de réforme, mais comme un parti révolutionnaire de classe.»

Bracke, qui était aussi un dirigeant du Parti socialiste SFIO, et qui a également sombré dans l'Union sacrée comme Vaillant, déclare :

« Les délégués des organisations socialistes affirment leur commun désir de fonder un parti de lutte de classes, qui même lorsqu'il utilise au profit des travailleurs des conflits secondaires des possédants, où se trouve combinée accidentellement son action avec celle d'un parti politique pour la défense des droits et intérêts du prolétariat, reste toujours un parti communiste d'opposition fondamentale irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument.»

Toutes ces citations démontrent parfaitement comment l'Internationale, la II^e Internationale, s'est constituée, n'a pu se constituer que comme une organisation s'appuyant sur des organisations nationales. Celles-ci, sections de l'Internationale, ne concevaient leur lutte et leur bataille que dans le cadre de l'indépendance absolue de classe du prolétariat. Mais, après la défaite de la première révolution russe de 1905, qui a été très certainement le plus haut moment de l'action internationale dans son combat pour la solidarité prolétarienne internationale du prolétariat, il y eut un désenchantement par le fait que le tsarisme resté debout a réussi à écraser cette première révolution russe de 1905. Sur la base de cet échec, les déviations opportunistes, qui déjà avaient pris naissance dans les années antérieures, commencent à être plus que des déviations ; le processus de dégénérescence de la

social-démocratie internationale s'affirme.

Le 24 juillet 1905, Lénine répond à Huysmans qui lui demandait des explications sur la scission qui depuis 1903 opposait bolcheviks et mencheviks. Comme vous le savez, en 1903, Lénine au point de départ déploirait cette scission. Ecrivant quelques semaines après cette scission à un dirigeant du parti social-démocrate, Potressov, il lui disait ne pas comprendre ce qui était arrivé. Ce n'est que dans les conflits ultérieurs pour la construction d'un parti indépendant de classe que la scission sera consommée.

Donc, le 24 juillet 1905, la scission existe depuis deux ans. Non pas que cette scission est considérée par Lénine comme définitive, puisque nous savons que dans les années qui suivront la révolution russe de 1905, il y aura encore des tentatives de réunification. C'est seulement à partir de 1912 que la scission sera consommée définitivement, pour prendre toute sa signification en 1914. Mais déjà, en 1905, Lénine déclare, répondant à Huysmans :

« La scission n'est pas seulement due à des divergences sur les questions d'organisation. L'affirmation du citoyen Plekhanov ne correspond pas tout à fait à la réalité ; Plekhanov déclarait publiquement en novembre 1903, dans le n° 52 de l'Iskra qu'on devait savoir faire des concessions aux révisionnistes pour éviter les scissions dans le parti.»

Il est clair que déjà nous avons là les grands traits de ce qui s'exprimera clairement à partir de 1914. Pour Lénine, compte pardessus tout l'indépendance de classe du prolétariat ; à partir du moment où est nié au prolétariat son droit à l'indépendance, à partir du moment où l'on accepte une politique de collaboration de classes sous la forme la plus perfide du front populaire, à partir de ce moment-là, la scission est indispensable. L'unité n'est possible que sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat, et non pas sur la soumission des organisations à la bourgeoisie. A partir de 1905, nous voyons cet infléchissement qui sera consommé par la trahison de la II^e Internationale en août 1914. Le 18 juillet 1906, se réunit une conférence des fractions parlementaires socialistes siégeant dans les Parlements bourgeois. Un des dirigeants sociaux-démocrates hollandais, Troelstra, présente un rapport :

« La conférence doit inviter les membres

des fractions parlementaires socialistes et ouvrières qui assisteront à la Conférence inter-parlementaire de la paix à proposer dans cette conférence une résolution demandant que les fractions parlementaires des partis soutiennent les nations de la Russie dans leur action pour la liberté, et en particulier la Douma dans sa lutte parlementaire contre l'absolutisme.»

Contre cette position, qui, vous l'avez remarqué, est totalement à l'inverse de celle prise en 1900 par le Congrès socialiste international et le Bureau socialiste international, le représentant du Parti social-démocrate allemand déclare *« combattre cette motion comme inutile. Les socialistes allemands ne veulent pas se rencontrer dans cette réunion avec des gens qui font profession de foi de pacifisme et votent des milliards et des milliards pour des canons et des flottes de guerre. Nous ne voulons pas collaborer à une œuvre de pseudo-démocratie, nous ne voulons pas obscurcir la conscience de classe des travailleurs »*

Apparemment, les deux positions sont tranchées. Il y aura comme d'habitude le socialiste opportuniste belge Vandervelde qui deviendra ensuite président de l'Internationale socialiste et prétendra concilier :

« Puisque nous collaborons dans les Parlements bourgeois, nous pouvons bien collaborer, nous intégrer dans l'Union parlementaire de La Haye.»

Camarades, suivez bien la démarche de Vandervelde. Vous la voyez se dérouler sous vos yeux dans l'affaire du Parlement européen. Troelstra, lui, est conséquent ; il n'accepte pas l'argument de Vandervelde :

« Ce qui m'a touché dans le discours de Vandervelde, c'est qu'il n'entend pas aller à la Conférence de la paix comme un représentant d'un socialisme de second ordre, mais dans toute la plénitude de son droit de socialiste voulant défendre ses idées sans compromission — on est toujours l'opportuniste de quelqu'un. La Conférence de la paix n'a jamais rien fait pour la paix, dit Vaillant, elle ne pourra jamais rien faire pour cette grande cause. Elle est même, et je partage le point de vue de Vaillant, le plus joli exemple d'hypocrisie que je connaisse, mais nous nous trouvons dans une situation spéciale. C'est ce qui justifie la présence des socialistes (parce qu') il est nécessaire de dénoncer le tsarisme. Il est inexact de dire que notre présence au Parlement justifie notre présence à la Confé-

rence de la paix. Au Parlement, nous défendons la classe ouvrière, et nous observons le vote de lois ouvrières. La paix bourgeoise est symbolisée par le tsar de la guerre, c'est pourquoi nous avons toujours refusé tout crédit à ses institutions, mais les circonstances de Russie me semblent néanmoins justifier cette année la présence des députés socialistes. Ce sont les circonstances qui doivent déterminer notre attitude.»

Les positions du réformisme le plus conséquent commencent à se dessiner clairement avec Troelstra, qui ne cherche pas à triquer. Masquée chez Vandervelde, l'argumentation de Troelstra est celle-là même que nous pouvons suivre ici même. Par exemple, que disent LO, la LCR : l'Union de la gauche. Mais... mais... les « circonstances », ou prétendues telles, justifient toutes les capitulations. C'est là une musique, une très vieille musique, à peine rajeunie chaque jour. Il reste que Troelstra, qui lui n'hésite pas à aller jusqu'au bout de l'opportunisme, a parfaitement raison de refuser la comparaison de Vandervelde entre la Conférence de La Haye et la participation aux Parlements dans chaque pays.

Camarades, nous voyons comment, après avoir été parti révolutionnaire, une Internationale révolutionnaire, constituant le prolétariat comme classe dans la lutte des classes, et assurant son indépendance de classe, les problèmes de la dégénérescence de la social-démocratie se trouvent posés. Le même Troelstra, en 1917, dans un mémoire sur le système politique de la social-démocratie, définira clairement le système politique de la social-démocratie, définira clairement la politique de collaboration de classes, de l'opportunisme :

« L'action socialiste au Parlement, personne n'en met en doute la nécessité et l'importance ; si la représentation ouvrière prend des proportions plus considérables, ou si la masse qui la soutient en dehors du Parlement constitue une partie considérable de la nation, l'on se sert de cette stérilité du travail parlementaire comme d'un argument contre la social-démocratie elle-même. Et lorsque les ministres socialistes, avec ou sans concours de leur parti, se mettent à partager la responsabilité politique du système de la bourgeoisie, on commence de plus en plus à rendre le parti responsable des défauts de ce système, et dans les faits il n'est pas tenu compte de la forme de gouvernement qui lui est imposé. Le système

semi-absolutiste de l'Allemagne n'exerce pas une influence plus funeste sur ce rapport que le système démocratique et parlementaire de la France. Ce n'est point un hasard si c'est parmi les ouvriers français que l'indifférence ou le dégoût de la politique parlementaire se soit développé à un si haut degré, et que, chez les ouvriers allemands, des idées anti-parlementaires semblent se développer.»

Le social-démocrate David, qui jouera un rôle de premier plan dans la trahison de la social-démocratie allemande, répondra qu'il est inexact que se développent des idées anti-parlementaires chez les ouvriers allemands. Troelstra, lui, qui est pour une politique de collaboration de classes, et en est conscient, répondra à David : « *Ce n'est pas mon avis, partout le mouvement socialiste passe par cette phase.* » Je crois que nous avons là les éléments qui nous permettent de comprendre le processus de dégénérescence qui va culminer en 1910, lorsque les députés sociaux-démocrates allemands au Parlement de Bade vont voter le budget. Lénine les dénonce et écrit :

« Ils en arrivent à ce point qu'ils oublient l'incompatibilité irréductible entre la bourgeoisie et le prolétariat, et que, sans s'en rendre compte — Lénine dit « sans s'en rendre compte » en 1910 ; en 1914, il adoptera un autre langage —, ils adoptent le point de vue de ceux qui considèrent la légalité bourgeoise comme une chose éternelle et qui estiment que le socialisme doit s'inscrire dans le cadre de cette légalité. »

Camarades, je n'ai pas besoin de faire de longs commentaires, voyez Marchais, et tous les dirigeants officiels du mouvement ouvrier. Lénine dénonce la prudence de Bebel, qui ne va pas jusqu'au bout de la critique.

Lénine, en 1913, est déjà beaucoup plus direct :

« A Stuttgart, les Allemands se sont couverts de honte en votant pour la résolution coloniale. On a pu entendre un de leurs représentants déclarer que l'expropriation des capitalistes était impossible. On s'est aperçu que le mot expropriation ne figurait pas dans leur programme. En fait, ils suivent une ligne qui n'a rien de social-démocrate. »

Et Lénine, qui n'a pas encore défini les bases sociales de l'opportunisme, dit :

« Il est indubitable que la social-démocratie allemande est en train d'aborder une nouvelle étape, celle de la révolution socialiste. Jusqu'ici, nous n'avons effectué qu'un travail préparatoire. A présent, l'ère des batailles contre la bourgeoisie a commencé, de ce fait, on voit apparaître au grand jour la différence entre les réformistes et les social-démocrates révolutionnaires. »

Lénine dénonce Molkenbur, un des dirigeants sociaux-démocrates, qui, par lettre à la direction du parti, a proposé que l'on ne critique pas la politique coloniale du gouvernement allemand, en raison de la proximité des élections au Reichstag. Camarades, vous connaissez cette antienne. Et il est vraiment intéressant de mettre à jour le passé du mouvement ouvrier, car l'on s'aperçoit que tous les « grands » dirigeants qui nous élaborent des « grandes » thèses dans des XXII^e Congrès n'ont strictement rien inventé. A une différence près : dans l'arsenal du mouvement ouvrier mondial, leurs prédécesseurs avaient élaboré des positions identiques, mais d'une manière moins vulgaire et moins cynique ; ceux qui les ont précédés dans la carrière de la trahison étaient au moins plus honnêtes.

En 1914, la guerre éclate, et cette guerre marque la fin de la II^e Internationale comme Internationale révolutionnaire ; la trahison de la social-démocratie fait passer définitivement la bureaucratie social-démocrate du côté de l'ordre bourgeois. Il faut reconstruire une nouvelle internationale. Il est nécessaire de poser clairement les problèmes.

Lénine, le 4 août 1914, répond à Radek qui lui avait envoyé une lettre :

« Vous m'écrivez : « L'opposition en Allemagne est le fruit d'une effervescence dans les masses, mais les bolcheviks représentent l'orientation d'un petit groupe de révolutionnaires ». »

Lénine répond :

« Cela n'est pas là raisonner en marxiste. C'est du kautskisme ou un faux-fuyant. Le manifeste de 1847 et son groupe qu'étaient-ils donc, le fruit d'une effervescence dans les masses ou l'orientation d'un petit groupe de révolutionnaires, ou bien l'un et l'autre. Et nous, bolcheviks, que sommes-nous ? L'aile gauche en Allemagne commettrait une erreur historique si, sous le prétexte qu'ils sont le fruit d'une effervescence dans les masses, ils renoncent d'inter-

venir sur des bases de principe. Les ouvriers se joindront à eux ensuite, et réfléchiront sur leurs déclarations. Pour stimuler l'effervescence des masses, il faut une déclaration dans un programme de gauche. C'est nécessaire pour une telle effervescence, c'est nécessaire pour transformer l'effervescence en mouvement, c'est nécessaire pour développer l'effervescence au sein d'une Internationale pourrie et sans tarder. Vous avez mille fois tort d'attendre.»

Camarades, vous avez là les éléments qui nous permettent de comprendre qu'après la trahison des organisations ouvrières constituées par le prolétariat dans sa lutte de classe sous la direction des maîtres du socialisme scientifique Marx et Engels, il y a opposition irréductible entre les socialistes de tout acabit et les révolutionnaires ; mais en même temps, les organisations ont été constituées dans la lutte de classe par le prolétariat, et le prolétariat voit ses organisations. C'est à partir de cette double position : d'une part, scission indispensable sur le plan politique avec l'opportunisme sur le plan organisationnel, pour préserver l'unité et l'indépendance de classe du prolétariat ; et d'autre part, combat pour le front unique ouvrier, parce que c'est l'intérêt de la classe qui, pour vaincre, doit réaliser son unité. C'est, à partir de ce double mouvement, toute la stratégie que les bolcheviks en 1917 vont mettre en avant, leur politique c'est celle de la III^e Internationale dans les quatre premiers Congrès de l'Internationale communiste. Camarades, il faudrait analyser les racines de l'opportunisme, mais je ne peux pas me livrer à l'analyse fondamentale de Lénine de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* qui établit les racines de la corruption opportuniste. Il est nécessaire à ce sujet de comprendre que, dans toute révolution, il y a un certain nombre de constantes. Par exemple, la Révolution française de 1789.

Qu'est-ce donc qui se réunit ce 5 mai 1789 à Versailles ? Ce sont les états généraux, c'est-à-dire une institution de la féodalité, une institution de la monarchie. Et c'est dans le cadre des états généraux que, brisant ce cadre des états généraux, la Révolution française a commencé à prendre son essor. Très vite, la révolution doit briser le cadre des états généraux et se constituer en Assemblée nationale constituante, pour amorcer la lutte en vue d'extirper du pays les vestiges de la féodalité, entravant la

constitution de l'unité nationale. La bourgeoisie, on le sait, s'est constituée en classe à l'intérieur du système féodal. Comme vous le savez, la bourgeoisie a été une classe révolutionnaire, et, comme classe révolutionnaire, elle a engagé les plus grands combats au cours de son histoire. Elle s'est constituée en classe autour de ses organes, les communes du moyen âge, les Parlements. Et au fur et à mesure que, d'une part, s'est développée, s'est renforcée la bourgeoisie, et d'autre part, que s'est affermi et s'est développé le système de la monarchie absolue, nous avons vu les communes bourgeoises et les Parlements s'inféoder au système de la monarchie absolue. Les états généraux, ne l'oublions pas, c'était l'assemblée des communes, ces communes par lesquelles la bourgeoisie s'était constituée en classe. Mais il a fallu que la révolution bourgeoise les rénove par le feu et la guillotine pour extirper ce qu'elles étaient devenues, des organes corrompus par la monarchie absolue. Camarades, il y a là une des lois marxistes des révolutions : au point de départ, les classes révolutionnaires engagent leur combat à l'intérieur de l'ancien ordre des choses et cet ancien ordre des choses pèse, s'insinue dans la conscience de ceux qui, dirigeants des combats révolutionnaires, se corrompent pour beaucoup. Quelques-uns poursuivent le combat. Le point de départ de toute révolution est toujours une révolution où ce qui est ancien, se camouflant derrière des phrases révolutionnaires, occupe le devant de la scène, et ce qui est « nouveau » ne peut être qu'une minorité, comme l'explique Lénine à Radek. C'est dans le cours même de la révolution que les masses tombent, que s'affermis l'avant-garde révolutionnaire qui aide la classe à rénover ce qui doit l'être par les méthodes de la révolution ; y compris l'organe de pouvoir que constitue la révolution est contrôlé au départ par ceux qui se sont inféodés à l'ancien ordre des choses, à l'ordre bourgeois. C'est là le schéma de la révolution russe de 1917 ; et, camarades, il n'y a pas un cas, dans le passé, il n'y aura pas dans le futur une situation révolutionnaire où cette loi historique qu'il faut pleinement comprendre et assimiler ne s'est exprimée, et s'exprimera encore. Camarades, je passe rapidement sur la constitution de la IV^e Internationale. Nous en avons discuté à différentes reprises, et nous avons convoqué des Journées d'études sur ce problème.

1933, comme l'a dit Trotsky, c'est le 4 août 1914 du stalinisme, et Trotsky en déduit : la bureaucratie stalinienne est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois, il faut reconstruire une autre Internationale, il faut construire la IV^e Internationale. Ainsi donc, nous voyons que la classe ouvrière a à sa disposition des partis constitués comme des partis de classe, comme des partis révolutionnaires, et qui, dans la marche du développement historique, se sont inféodés, dont les appareils qui contrôlent ces organisations se sont inféodés à la bourgeoisie. Mais tant qu'ils n'ont pas dans la lutte de classe sur la base de leurs propres organes de pouvoir qui cristallisent, avec le parti révolutionnaire l'expérience qu'ils font eux-mêmes, les travailleurs ne peuvent vaincre. Dure expérience que le prolétariat doit nécessairement réaliser.

Pour les syndicats, le processus est en partie un processus analogue à celui des partis. Il faut néanmoins préciser et distinguer. Si les partis ouvriers sont des partis ouvriers bourgeois, ouvriers par leur place dans la lutte des classes, héritage de leur passé bourgeois en raison de l'appareil qui les domine, les syndicats contrôlés par ces appareils ne sont pas des syndicats ouvriers bourgeois, au moins pour autant que ces syndicats gardent leur indépendance de classe.

C'est ce qui a guidé la bataille que nous avons menée depuis 1958 contre l'intégration des syndicats à l'Etat. Les appareils, eux, sont inféodés à la bourgeoisie. Mais comme organisation, les syndicats sont des

organisations indépendantes tant qu'ils ne sont pas intégrés. Marx, dans une interview en 1869, répond à une question qui lui est posée, « *Les syndicats doivent-ils dépendre d'un parti politique ?* » :

« *Les syndicats ne doivent jamais être associés à un groupement politique, ni dépendre de lui, autrement ils ne rempliraient pas leur tâche et recevraient un coup mortel.* »

Bien évidemment, en 1869, il ne pouvait pas venir à l'idée de Marx que les syndicats pouvaient être inféodés à l'Etat ; certes, il existait des syndicats réactionnaires, qui étaient dénoncés par les sociaux-démocrates comme des syndicats jaunes n'ayant rien à voir avec la classe ouvrière. Mais pour reprendre les termes de Marx, un syndicat associé à un groupement politique ou à l'Etat, ou dépendant d'un groupement politique ou de l'Etat, n'est plus un syndicat.

« *Si même dès à présent, en Russie, après deux ans et demi de victoires inouïes sur la bourgeoisie, nous posions aux syndicats comme condition à leur adhésion, la reconnaissance de la dictature du prolétariat, nous ferions une sottise, nous détruirions notre influence sur les masses, nous aiderions les mencheviks, car toute la tâche des communistes est de savoir convaincre les ouvriers, de savoir travailler parmi eux, de ne pas se séparer d'eux en imaginant des mots d'ordre de gauche enfantins.* »

Par ces deux citations, on voit comment le marxisme situe la place des syndicats.

Une formule
d'abonnement groupé :

LA VÉRITÉ et TRIBUNE INTERNATIONALE

Pour 1 an : 4 numéros de *La Vérité*
8 numéros de *Tribune internationale*
— pli ouvert : 150 F
— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : *La Vérité - Tribune internationale*
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris



Bulletin d'abonnement

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :

- LA VERITE
- TRIBUNE INTERNATIONALE
- LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE

- Pli ouvert
 - Pli fermé
- (cocher la formule choisie)

CORRESPONDANCE

Lettre de lecteurs de Grenoble

A la rédaction de La Vérité,

Chers camarades,

L'objet de ce courrier est de vous assurer que nous sommes nombreux à Grenoble à nous féliciter de la réparation de La Vérité.

D'autre part, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article du camarade Fostier (dans La Vérité n° 594) consacré à l'introduction de J.P. Scot à une édition récente de textes de Léon Trotsky. Il se trouve, dans le même ordre d'idées que cet article, que l'art de réécrire l'histoire semble avoir un « épïcéntré » : Moscou ! On s'y intéresse en haut lieu à Trotsky et au trotskysme, et l'on vient de m'en rapporter une singulière preuve.

Je crois donc utile de vous informer de ce qui suit : Si vous vous rendez en URSS dans les semaines à venir, sachez que tout y est prêt pour votre accueil : chauffage, confort, rues propres et déneigées, informations diverses. Concernant ce dernier « service », vous pouvez sans effort vous procurer dans le hall de votre hôtel, en nombre et gratuitement, les dernières publications de l'APN (Agence de presse Novosti).

Ainsi, et à peu de frais, vous ramènerez dans vos bagages un lot de brochures en langue française consacrées « aux aspects les plus importants de la politique intérieure et étrangère de l'Union soviétique ». Vous disposerez alors d'une collection appréciable de textes, résolutions, matériaux des sessions du CC du PCUS et du Soviet Suprême. Parmi cet ensemble de publications, qui vont des résultats de la planification en matière de rendement des terres, au « gel des armements »... en passant par le « terrorisme US en action » à Grenade, une brochure de 80 pages attirera votre œil exercé et attisera votre légitime curiosité : elle date de mars 1984. Titre : Le trotskysme contemporain. Qui sert-il ? Auteur : Nikolai Vassetski, journaliste et agrégé d'histoire, « spécialisé dans la critique du révisionnisme et de l'opportunisme « de gauche », ayant déjà publié « nombre d'ouvrages consacrés à la critique de la théorie et de la pratique du trotskysme contemporain (c'est moi qui souligne).

Un avis autorisé, en quelque sorte !

De quoi s'agit-il ? Tout simplement de démontrer que « le trotskysme n'a jamais été un mouvement ayant une influence déterminante sur le cours des événements politiques, mais il est incontestable qu'il a réussi et réussit à causer un préjudice non négligeable au mouvement révolutionnaire et de libération de notre époque » (page 3).

Sous la plume d'un stalinien de haute lignée, comme ces choses-là sont dites !

Mais diable, comment cela est-il possible ?

Eh bien tout simplement, « le fait est qu'à l'heure actuelle les trotskystes qui s'adaptent on ne peut mieux aux conditions concrètes de tel ou tel pays, de telle ou telle façon, disposent

d'un attirail de moyens et méthodes tactiques nettement plus important que, par exemple, à la fin des années soixante - début des années soixante-dix » (page 3).

Il faut donc savoir que « outre les "actions directes" traditionnelles (manifestations, meetings, débats publics), les trotskystes s'emploient aujourd'hui à mettre au point méthodes susceptibles d'influer sur la situation politique. De plus en plus souvent ils proposent leurs propres candidats aux différents organes du pouvoir, interviennent dans le cadre d'émissions radiodiffusées et télévisées, font des cours dans les établissements d'enseignement, y compris dans les plus cotés, éditent une littérature trotskyste de vulgarisation à l'intention spéciale du grand public, etc. Il est révélateur que tout cela recueille le soutien le plus large et l'approbation des médias bourgeois » (page 4).

Etonnant, non ? Etonnant également le fait que sur plus d'une centaine de citations que comporte la brochure en apparence très documentée, il ne s'en trouve pas une seule pour illustrer cette courageuse affirmation. Mais il est vrai que tout citoyen aura pu constater de visu, par exemple lors des dernières élections européennes, « le soutien le plus large et l'approbation des médias bourgeois concernant nos initiatives politiques.

De plus, mes chers camarades, N. Vassetski fait et publie sans tarder une découverte capitale : méfions-nous, les trotskystes ont changé de look ! En effet, (page 4), « Ceux-ci (les médias bourgeois) parlent d'une certaine « maturité » des trotskystes qui « en ont fini » avec le stéréotype du « gauchiste » : le jeune aux cheveux longs, en jeans râpés, avec sa chaîne de vélo, son tuyau de caoutchouc ou son gourdin, hurlant des slogans ultrarévolutionnaires et cassant des vitrines... La presse bourgeoise a entrepris de présenter les trotskystes comme des politiques en tout bien tout honneur, nourrissant de « nouveaux espoirs ». Honnêtes gens, faites très attention : depuis qu'ils ont déposé leur panoplie de casseurs, les trotskystes des années 80 sont de plus en plus difficiles à repérer, d'autant que la presse bourgeoise aurait une fâcheuse tendance à les rendre plus propres qu'ils ne le sont.

Parvenu à ce stade, N. Vassetski se pose alors une vraie question : « Mais une question légitime se pose : (écrit-il toujours page 4). A qui sert le trotskysme et pourquoi recueille-t-il l'appui de ceux justement contre qui ses leaders appellent à mener une « lutte résolue » ?

Avec son franc-parler, N. Vassetski répond :

« Cette audience » du trotskysme est due essentiellement au fait que les milieux dirigeants des Etats occidentaux, dans leur lutte contre le mouvement révolutionnaire et son avant-garde communiste, ne comptent déjà plus uniquement sur leurs propres forces. La bourgeoisie monopoliste prend conscience du fait qu'aujourd'hui elle ne peut maintenir les masses sous son influence idéologique qu'à une seule condition : faire bloc, dans la mesure exacte où les circonstances l'imposent, avec l'idéologie petite-bourgeoise, le révolutionnaire petit-bourgeois dans son ensemble et le courant trotskyste en particulier » (pages 4-5).

Cette fois, nous y sommes... et nous n'en sommes qu'à la page 5 ! Il en reste 75 à digérer et il convient de saluer dès l'introduction l'originalité des propos du spécialiste N. Vassetski : les trotskystes agents de la « bourgeoisie monopoliste », soutenus et propulsés par elle.

Mais, à défaut de preuves tangibles, comment procéder pour calomnier ? N. Vassetski n'a rien inventé : comme nombre de ses maîtres, il utilise Lénine contre Trotsky. Citant abondamment Lénine (plus du quart des citations), N. Vassetski se livre à de véritables prouesses. Un exemple, parmi d'autres : pages 8 et 9, N. Vassetski prête à Lénine l'affirmation suivante : « Il s'est créé une situation qui offre beaucoup de points communs avec celle que décrivait Lénine en 1914, soumettant à vive critique les postulats théoriques et les actions politiques de Trotsky : « Les vieux participants au mouvement marxiste russe connaissent bien Trotsky et il n'est pas nécessaire de leur en parler. Mais la jeune génération ouvrière ne le connaît pas, et il faut leur en parler... ».

Exposée et découpée de cette façon, une telle citation n'apporte rien au lecteur, et le plonge dans un flou artistique très réussi. Le procédé n'est pas aujourd'hui. Mais par contre, c'est bien aux trotskystes que N. Vassetski prête, (page 11, selon une expression attribuée à O. W. Kuusinev), une « maîtrise parfaite de l'art d'émailler leur discours de citations fragmentaires de Lénine, l'art des faux-monnayeurs de la politique ».

Je n'ai pas l'intention de continuer les commentaires sur cette brochure jusqu'à la dernière page de celle-ci, mais rajoutons tout de même :

- *Que pour accomplir son forfait, N. Vassetski « cite » (le mot donne d'une façon étrange en ce qui le concerne), outre La Vérité et Informations Ouvrières, dont il est un fidèle lecteur, Franck, Mandel, J. Posadas, P. Fougeyrollas, M. Raptis, Bensäïd, P. Lambert, G. Haupt et J.J. Marie, ... et bien d'autres. Décidément, N. Vassetski est un journaliste très documenté !*

- *Que si pour J.P. Scot, Trotsky a sa « place » dans le mouvement révolutionnaire de 1917 à 1928, pour N. Vassetski, Trotsky ne semble pas avoir mérité un tel honneur. En effet, (page 12), « en élevant Trotsky au rang de révolutionnaire, les trotskystes veulent axer l'attention sur la théorie de la révolution permanente dénoncée par Lénine ».*

C'est clair, pour le spécialiste du Kremlin, le « rang de révolutionnaire » attribué à Léon Trotsky par ses partisans n'est qu'un abus grossier.

- *Qu'en conclusion de sa brochure, N. Vassetski estime qu'« il ressort de ce qui vient d'être dit que le trotskysme actuel reste fidèle aux traditions du trotskysme classique et poursuit son action subversive contre le mouvement antimonopoliste, tout en se parant d'une phraséologie « de gauche ». C'est une des raisons principales du soutien dont il bénéficie de la part de la bourgeoisie au pouvoir. Pour elle, le trotskysme a été et demeure le « Cheval de Troie » qu'elle tente d'introduire dans le camp des révolutionnaires » (page 80.)*

Il est toujours bon de savoir ce que l'on dit de nous ! Je suis fier d'appartenir à cette cavalerie.

- *Qu'enfin (page 29), N. Vassetski se lamente :*

« Dans Les Possédés de Dostoïevski, il y a un personnage qui invente une idée et se met à vivre avec elle. C'est exactement de cette façon que se comportent les trotskystes contemporains. Voici des années qu'ils répètent les discours de Trotsky sur l'impossibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays ». Gageons que N. Vassetski n'a pas fini de les entendre !

Et dire que des milliers de « touristes » rapportent ce genre de littérature dans leurs valises. Je ne suis ni agrégé d'histoire, ni spécialiste de « l'opportunisme de gauche », mais si l'une de mes connaissances retourne à Moscou, je lui demanderai de nous rapporter une ou deux caisses de cette glorieuse brochure : cela peut toujours servir.

Car au fait. Le stalinisme contemporain : qui sert-il ?

Très cordialement.

YGM

LA VÉRITÉ

**Revue théorique du comité central
du PCI**

Paraît tous les trimestres

FRANCE :

1 an : 4 numéros

— pli ouvert : 80 F

— pli fermé : 120 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
La Vérité,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 Paris

TRIBUNE INTERNATIONALE

**Journal politique de « IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction) »**

**Paraît deux fois par trimestre,
en alternance avec *La Vérité***

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
Tribune internationale,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 Paris

Rédaction et administration :
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT
Rédacteur en chef : François FORGUE
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Luis FAVRE,
Christian FOSTIER, Pierre RAPHAEL, Jorge ADAMASTOR

IMP. ABEXPRESS - 847.71.21



Commission paritaire : en cours

LA VERITE

Revue théorique
du Parti communiste internationaliste
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)



- Chronique politique
- Quelques aspects de la situation internationale
- Déclin et crise du PCF
- La grève des mineurs britanniques ouvre une nouvelle période
- La « réforme économique » hongroise
- La « Vie de Karl Marx » de Franz Mehring
- Diderot, penseur militant
- La nouvelle mode du libéralisme
- Notes de lecture
- Documents
- Correspondance

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

Revue théorique
du Parti communiste internationaliste
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)

Numéro 596 - mai 1985

SOMMAIRE

- 3 — □ D. VIVIERS
Chronique politique :
« La France s'ennuie »
- 13 — □ Notes sur la situation
internationale
- 23 — □ C. SALLERS
Déclin et crise du PCF
- 43 — □ F. FORGUE
**La grève des mineurs ouvre
une nouvelle période**
- 61 — □ L. GAUTHIER
**La « réforme économique
en Hongrie »**
- 77 — □ Chroniques
P. RAPHAEL
**La biographie de Karl Marx
de Franz Mehring**

89 — P. FOUGEYROLLAS
Diderot, penseur militant

105 — M. DAUBERNY
Le libéralisme d'aujourd'hui

117 — Notes de lecture (*Darwin et les grandes énigmes de la vie* de S. Jay Gould, *Vietnam* de Stanley Karnow, *La secte* de Philippe Robrieux)

123 — Document
Extraits du rapport préparatoire à la conférence latino-américaine de IV^e Internationale-CIR

133 — Les archives de notre mouvement
Indépendance et unité de classe

141 — Correspondance

« La France s'ennuie » ?

par D. Viviers

LES despotes confrontés à l'exaspération populaire exigeaient volontiers qu'on leur « change le peuple ». Avec l'apparition des « médias », le procédé s'est sophistiqué. Plus besoin de « changer le peuple » : il suffit, sur les ondes, à l'écran et dans les colonnes des quotidiens, de lui attribuer l'état d'esprit que l'on juge nécessaire, même s'il se situe à cent coudées de son état d'esprit réel. Le tour est joué. Cela s'appelle, paraît-il, « faire l'opinion ».

Dans le climat de fin de régime qui agite la France, le journal *Le Monde* ne ménage aucun effort pour tenter de « faire » ainsi une opinion favorable à la préservation de la V^e République, dont il est une vénérable, bien qu'officiuse, institution.

Sous la plume de son directeur, on pouvait lire récemment : « La vraie chance de la France, à l'heure actuelle, on le sent dans tous les sondages, dans toutes les conversations, c'est que l'aspiration au consensus l'emporte de plus en plus sur le discours partisan. » (1)

Il est vrai qu'au printemps de 1968, un éditorialiste du même quotidien affirmait avec autant de conviction « *La France s'ennuie...* »

« Consensus, recentrage, fin des extrêmes, etc. » La partition est jouée sur

des registres variés, par toute la rédaction du *Monde*. Et dans les colonnes de *Libération*, Serge July et ses amis prêchent en écho la concorde nationale.

(1) *Le Monde* du 5 avril 1985

Il en faut, du nez, pour « sentir » pareille aspiration au consensus ! Mais un appendice nasal saurait-il remplacer des yeux pour voir, des oreilles pour entendre et... un cerveau pour comprendre ?

Si les mots ont un sens, l'aspiration au consensus, c'est l'apaisement de la lutte des classes. Les antagonismes de classe seraient donc en train de s'éteindre, au profit d'une convergence de tous dans « l'intérêt national » ?

Pour répondre à cette question, il n'est pas inutile de revenir sur la leçon des élections cantonales.

La défaite du PS et du PCF est le produit de l'abstention massive de l'électorat ouvrier ; or, que signifie cette abstention : l'aspiration au consensus avec la politique capitaliste du gouvernement, ou l'aspiration au combat de classe pour y mettre un terme ?

Sous la forme proportionnelle...

Poser la question, c'est y répondre. La crise politique et institutionnelle a connu une nouvelle aggravation au lendemain des cantonales précisément parce que celles-ci manifestaient l'impuissance du jeu institutionnel à contenir un affrontement de classe qui s'aiguise.

Plumitifs de tous bords peuvent unir leurs voix dans le chœur sacré du consensus et de l'union nationale... c'est tout de même la lutte de classe qui mène la danse.

Et ce spectre affole le comportement de tous les acteurs du jeu politique. La réforme du mode de scrutin législatif l'illustre parfaitement. De « proportionnel », le nouveau système ne fait qu'usurper le terme, organisant l'exclusion de toute représentation de courants politiques recueillant des centaines de milliers de suffrages. Quel en est l'objectif réel ?

« C'est le système électoral qui, en diminuant l'influence des partis, en retirant des chances de succès à l'opposition peut lui (le Président de la République - NDRL) donner le maximum d'importance et de pouvoir. »

Il n'y a rien de surprenant dans cette évolution des institutions de la V^e République ; ce n'est en fait que l'aboutissement tardif de la réforme qui a voulu que l'élection du Président de la République se fasse au suffrage universel. Depuis ce changement, le chef de l'Etat tient sa légitimité directement du pays ; il est la clé de voûte des institutions (...)

En réalité, si le scrutin à la proportionnelle a de fâcheuses conséquences sur une éventuelle majorité parlementaire, il donne un surcroît de pouvoir au Président de la République : celui-ci n'a plus à choisir obligatoirement son Premier ministre — comme le veut l'esprit si ce n'est la lettre de la Constitution — dans le groupe le plus important de l'Assemblée nationale, dès l'instant où aucun groupe ne devrait être majoritaire à lui seul. Il choisit son Premier ministre en fonction de la politique que l'Elysée entend suivre ; un Premier ministre qui sera toujours à la merci d'une motion de censure et que le Président de la République remplacera aussitôt par un autre homme de son choix, de son seul choix... avec une arme redoutable en main qui est la menace de dissolution.»

C'est avec lucidité que *Le Figaro* (2) établit ici la filiation de la réforme mitterrandiste avec la modification apportée par de Gaulle à la Constitution en 1962.

Une réforme destinée à prévenir l'effondrement de l'édifice institutionnel, et qui pourtant en précipite la destablilisation. Là est tout le problème...

...Une vraie crise de régime

En 1985 comme en 1962, il s'agit de sauver un régime menacé — hier par la

(2) Le 26 mars 1985

crise profonde de la bourgeoisie et de l'armée sur l'affaire algérienne, aujourd'hui par la persistance des travailleurs à vouloir réaliser leurs aspirations de mai et juin 1981 — en concentrant tout sur un seul homme : le chef de l'Etat. « *Je suis là comme un point central qui cherche à régler dans le sens de l'apaisement des tempêtes contradictoires* », avait déjà annoncé le chef de l'Etat au début de l'année, au cours de son voyage en Picardie.

Mais 1985 n'est pas 1962. Fort de l'appui de fait des directions des partis ouvriers et de la défaite sans combat infligée quatre ans auparavant à la classe ouvrière, de Gaulle pouvait lancer : « *Moi ou le chaos* ». Mitterrand ne dit rien d'autre aujourd'hui. Mais qui l'entendra ? Depuis qu'il est au pouvoir, Mitterrand (et le gouvernement) fait tout pour se couper, dans tous les domaines, de sa base sociale. Là est l'origine du chaos.

Alors qui l'entendra ? La bourgeoisie ? Certes, elle n'a plus guère de raisons de soutenir Mitterrand dès lors qu'il n'est plus à même de servir de rempart face à la classe ouvrière ; d'un autre côté, n'y aurait-il pas grand danger pour le régime à précipiter la chute du président ? « *Avec lui le chaos, après lui aussi* » : tel est le dilemme où se nourrissent les déchirements présents au sein de la bourgeoisie, entre les partisans de la cohabitation au nom de la sauvegarde des institutions, et ceux qui pour sauver les institutions, en appellent à la démission de Mitterrand. Sans que l'une ou l'autre de ces « solutions » n'ait la moindre chance d'éviter une crise ouverte.

Qui soutiendra Mitterrand ? Les dirigeants du PCF se démènent comme de beaux diables au poste de combat qui est le leur : grèves tournantes, journées d'action, saucissonnage des luttes.

A Renault, ils sont parvenus à étaler sur 15 jours les débrayages usine par usine, alors que c'est un seul et même plan de liquidation de 15 000 à 20 000

emplois qui est en jeu. Puis, lorsque cela ne suffit plus à contenir le mouvement qui se cherche à Renault, ils décidèrent d'en appeler à une « *journée nationale d'action* » le 10 mai, avec des arrêts de travail pouvant aller jusqu'à 24 heures », évitant soigneusement tout mot d'ordre de rejet du plan de licenciements, au profit d'une critique... de la stratégie industrielle et commerciale de la direction.

A Ducellier, après avoir saisi les licenciements comme un instrument de dénonciation du gouvernement, du PS, et des autres syndicats, les dirigeants du PCF, contraints à l'unité de tous contre la fermeture de l'usine... redoublent de division pour briser le front unique... et permettre aux licenciements de s'appliquer.

Jusqu'à quand tiendront-ils ? Leur fébrilité même à accélérer le rythme des actions bidons suffit à mesurer combien la pression s'accumule, qu'il ne sera plus longtemps encore possible de contenir.

Un dialogue étonnant

Quant au Parti socialiste, la réforme gouvernementale le conduit au bord de la dislocation dans la plus grande confusion.

Les termes mêmes de la polémique Rocard/Jospin sont suffisamment étonnants pour qu'on s'y arrête.

Michel Rocard : « *Et le chef de l'Etat dans tout cela ? Il a pour lui l'arme absolue, celle qui, par son utilisation ou plus souvent par sa simple menace, contraint les majorités à demeurer soudées, disciplinées et stables : le pouvoir de dissolution. Seulement voilà justement où le bât blesse, comme l'exemple italien le prouve.*

Dans un système proportionnel, la dissolution ne fait plus peur qu'aux candidats en fin de liste, ceux qui pèsent le moins. Aux autres, les plus nombreux, elle coûte les frais d'une campagne mais en aucun cas leur siège qu'ils savent devoir retrouver puisqu'à peu

près les mêmes reviennent. Pourquoi s'effraieraient-ils alors ? Supprimez cette épée et Damoclès pourra fauter, l'Assemblée donner le rythme et les ministres valser.» (Le Monde du 6 avril 1985).

A quoi Jospin répond :

« Les socialistes doivent-ils défendre les institutions de la V^e République ? Les respecter, oui, les défendre non, les changer, si possible. Quelle que soit la part prise à leur naissance par certains dirigeants de la SFIO, les socialistes n'ont pas à se faire les défenseurs des institutions de 1958. Ils n'oublient pas qu'elles sont nées d'un « quasi-coup d'Etat » légalisé, en tout cas d'une extrême pression exercée sur le pouvoir légitime pour qu'il cède la place. Taillées par un homme, le général de Gaulle, favorisant à l'excès le pouvoir exécutif, ces institutions sont moins démocratiques que celles qui existent dans les autres pays occidentaux. En outre, le système a vieilli sans garantir au pouvoir central l'efficacité qui était, paraît-il, sa vertu initiale.

Tout le monde admet qu'un élément décisif ne sera pas remis en cause : l'élection du Président de la République au suffrage universel. Le reste, existence d'un Premier ministre, durée du mandat du président, droit de dissolution, rôle du Conseil constitutionnel, équilibre entre exécutif et législatif — pourrait très bien évoluer.» (Le Monde, 10 avril 1985)

Si l'on s'en tient au texte de la réforme présidentielle, Rocard n'est pas plus fondé à craindre un affaiblissement de la fonction présidentielle que Jospin habilité à spéculer sur d'hypothétiques « évolutions »... l'un comme l'autre semblent ne pas savoir où aller.

D'accord pour sauver l'essence réactionnaire des institutions, ils se déchirent à belles dents. Pourquoi ? Parce qu'il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir. Comme le note avec justesse la « Tribune de l'Economie », du 5 avril, « Aucune technique électorale ne peut

régler par elle-même les problèmes politiques. Et vouloir ouvrir, avec un nouveau mode de scrutin, un espace à une éventuelle force de centre gauche ne signifie pas pour autant que cette force est créée.» Produit de la victoire de la classe ouvrière en 1981 qui a modifié les relations entre les classes et du fait que cette modification subsiste, on assiste aujourd'hui à une véritable implosion du régime. Les mécanismes internes se détraquent. Les ressorts se distendent. Le tout dans une ambiance d'attente avant l'orage, que chacun sait inévitable.

A propos de libéralisme...

Aspiration au consensus, avez-vous dit ? Il en faut plus pour décourager ceux qui, ayant mis leur nez à la place du cerveau, font profession de « sentir » dans l'opinion.

J.M. Colombani, par exemple, le bras droit du directeur du Monde, a senti que « les tendances dominantes de l'opinion privilégient la critique des idéologies, le libéralisme économique, la flexibilité sociale » (3). Pas mal, non ?

Au nom du libéralisme économique — c'est-à-dire la liberté d'exploiter et de licencier — 20 000 emplois sont appelés à être supprimés dans la sidérurgie lorraine dans les prochains mois, les chantiers navals sont menacés de liquidation, 20 000 emplois sont promis à disparaître à Renault, des régions entières crèvent à petit feu... où M. Colombani devrait faire un petit tour, histoire de vérifier la manière dont « l'opinion » populaire « privilégie » avec enthousiasme le « libéralisme économique et la flexibilité sociale » — autrement dit sa propre agonie !!!

On connaît l'« argument » : c'est la crise, il faut se serrer la ceinture, pour faire face à la concurrence internatio-

(3) Le Monde, 6 avril 1985

nale, à la situation du marché, patrons et ouvriers sont dans la même galère, etc., etc.

Bref, que chacun fasse un petit effort, et, dans le consensus général, la solidarité... Crûment, le ministre P. Bérégovoy explique : « *Il faut laisser le marché jouer pleinement son rôle. Le marché n'est ni de droite, ni de gauche. Il a une fonction d'échange à restaurer.* » (4)

Au nom de quoi on engage une offensive sans précédent de remise en cause de tous les acquis arrachés par la classe ouvrière depuis un siècle et demi. (Ainsi, pour la première fois depuis 1958, le taux de salaire horaire des ouvriers en 1984 aura très officiellement progressé moins vite que l'inflation. Chiffres officiels : 6,2 % et 6,7 %. Quand au pouvoir d'achat moyen des français, il a, selon les statistiques officielles, baissé de 1,4 % en 1983-84. « *Jamais un mouvement de cette ampleur ne s'était produit depuis 35 ans...* » lit-on dans la presse.

Informations ouvrières est récemment revenu sur cette question, rappelant en particulier que le chômage, loin de constituer une fatalité, est une arme entre les mains des patrons contre la classe ouvrière (5). La crise du système capitaliste est bien réelle, et conforte les marxistes dans la conviction que la civilisation humaine ne saurait connaître une nouvelle période d'essor sans qu'un terme soit mis à l'anarchie capitaliste.

On observera toutefois que patrons, gouvernement, dirigeants officiels du mouvement ouvrier... et porte-plumes de l'union nationale, sont d'autant plus diserts sur la « crise » qu'ils sont discrets sur... les profits.

« Tout va mal », « chacun doit savoir remettre en cause une part de ses privilèges », etc. !

« Tant qu'il y aura des bénéfices... »

Ouvrons la page boursière du *Figaro*, un jour comme les autres en cette période de crise. Titre sur toute la page : « *Tant qu'il y aura des bénéfices...* » Une page édifiante, pour qui prend la peine d'en déchiffrer les petits caractères...

- « *Les banques ont été bien disposées* ». Ouf : des « *cours records* » pour la Compagnie bancaire et le Cetelem, un bénéfice en augmentation de plus de 10 % pour Prétabail, Locafindus, Locaexpansion, Locafinancière, etc. Certes... « *Tant qu'il y aura des bénéfices...* »

- On licencie par milliers les ouvriers du bâtiment. Mais le « *Groupement pour le financement de la construction* » fera cette année un bénéfice net de 7,5 milliards de centimes, en augmentation sur l'année précédente.

- On licencie à Peugeot et à Michelin : grâce à quoi les actions de ces deux entreprises sont en hausse. Même chose à Fives-Lille, qui voit ses bénéfices augmenter de 50 % en un an.

- Tout va mal, mais les actions de Marcel Dassault sont passées de 400 F à près de 1 400 F en dix mois. A ce compte-là, Dassault peut bien publier ses pages « *Au café du commerce* » en faveur de l'union nationale dans tous les grands journaux. !

- C'est la crise... mais le bénéfice net de « *Gel 2000* » progresse de 31 % en un an, celui de l'entreprise Jean Lefebvre de 50 %, celui de Perrier de 11 %. C'est la crise, mais Arjomari Prioux « *ne décroche pas de ses niveaux les meilleurs* » et « *les Papeteries de Gascogne ne s'en éloignent guère non plus* ».

- On licencie dans la chimie, mais le groupe Carbonne-Lorraine vient « *d'annoncer un bénéfice net consolidé pratiquement doublé* ». Etc., etc.

Toutes ces informations et bien

(4) *Le Nouvel Observateur*, 5 avril 1985

(5) *Informations ouvrières* 1205 et 1206

d'autres aussi encourageantes, dans une seule page du *Figaro*, en avril 1985 (6) alors que le nombre de chômeurs avance résolument vers les trois millions, que de toute part gouvernement et patrons entreprennent de « déréglementer » les conquêtes de la classe ouvrière...

« Tant qu'il y aura des bénéfiques », certes...

Il ne s'agit là que d'un exemple, nullement limitatif, dans le temps et dans l'espace. En RFA « Deutsche Bank AG », la première banque commerciale du pays, annonce pour 1984 3,7 milliards de Deutsch-Marks de profits, en augmentation sur le chiffre record de 1983 ; de son côté, le trust chimique Bayer AG a réalisé un profit de 2,9 milliards de Deutsch-Marks, en progrès de 34,3 % sur 1983 ; quant à Volkswagen, elle réalise à nouveau des profits en 1984, après deux années de pertes. Et il y a en RFA près de 3 millions de chômeurs... Aux USA, les profits nets réalisés par l'ensemble des entreprises du pays s'élèvent en 1984 à 145,8 milliards de dollars, en augmentation de 14 % sur 1983. etc. Et huit jours après, le *Figaro* récidive : « *La liste des records s'allonge* », titre sa page bancaire du 13 et 14 avril 1985. Quelle que soit l'ampleur de la propagande en sa faveur, la formidable campagne déployée en faveur du « consensus » est appelée à se briser sur le roc de la division de la société en classes et de la lutte des classes.

Certes, le « consensus » existe en somme, pour « le libéralisme économique » et la « flexibilité sociale », c'est-à-dire pour la poursuite et l'aggravation par les gouvernements Mitterrand Mauroy-Fiterman et Mitterrand-Fabius de la politique des gouvernements précédents (« *Mon choix de société, c'est l'emploi* », avait annoncé Mitterrand le 28 avril 1981 à quelques jours de son élection. Le 5 mai, il précisait en direc-

tion de Giscard : « *L'axe principal d'une politique doit tourner autour des solutions à apporter au chômage. (Si la politique de Giscard) continue, nous aurons au moins deux millions cinq cent mille chômeurs* ». C'est la politique de Giscard sans Giscard qui est poursuivie ! Les 2,5 millions de chômeurs ont été atteints ! Et la classe ouvrière qui a rejeté Giscard et sa politique capitaliste rejette aujourd'hui la politique capitaliste/giscardienne de Mitterrand.

Consensus ou lutte de classes...

Les dirigeants du PCF eux-mêmes ne se privent nullement d'inscrire leur activité dans le cadre de la rentabilité capitaliste et des « solutions anti-crise ». Au nom de quoi ils ont voté les lois Auroux — brèche par laquelle s'engouffre l'offensive de déréglementation-« flexibilité » — et tentent de faire barrage par tous les moyens au surgissement de la lutte de classe (7).

La position des marxistes est connue : « *Aux capitalistes, surtout de petite et moyenne taille, qui proposent parfois eux-mêmes d'ouvrir leurs livres de comptes devant les ouvriers — surtout pour leur démontrer la nécessité de diminuer les salaires — les ouvriers répondent que ce qui les intéresse, ce n'est pas la comptabilité des banqueroutiers et de semi-banqueroutiers isolés, mais la comptabilité de tous les exploités. Les ouvriers ne peuvent ni ne veulent adapter leur niveau de vie aux intérêts des capitalistes isolés devenus victimes de leur propre régime. La tâche consiste à reconstruire tout le système de production et de répartition sur des principes plus rationnels et plus dignes.* » (8).

(7) On rappellera pour mémoire le dernier acte de l'affaire Manufrance, dont la SCOPD-CGT a été liquidée ces jours-ci.

(8) *Programme de Transition*, programme de fondation de la IV^e Internationale. En vente à la librairie de la SELIO - 5 F.

(6) *Le Figaro*, 6 et 7 avril 1985

C'est là tout le sens de la manifestation organisée le 11 mai par les délégués des groupes d'ouvriers constitués dans plusieurs dizaines d'usines de la métallurgie et de la sidérurgie à l'initiative des militants du PCI et des sections pour un parti des travailleurs. S'organiser pour surmonter le morcellement organisé par les dirigeants, s'ouvrir la voie du combat uni qu'impose la situation faite à la classe ouvrière, la voie de la grève générale qui sourd dans ce pays : pour les aider à réaliser ces objectifs, les ouvriers conscients doivent pouvoir disposer de leur propre parti.

C'est le sens du combat organisé des militants ouvriers de toutes tendances — parmi lesquels les militants du PCI, fidèles en cela au programme, aux méthodes et aux acquis de la IV^e Internationale — pour édifier une représentation politique authentique pour la classe ouvrière.

« Peut-on déclencher, sur ordre, un mouvement ouvrier ? Non, car il résulte de mille actes distincts, engendrés par le bouleversement des rapports sociaux. Peut-on déclencher sur ordre une grève ? Oui, bien que toute grève soit le résultat d'un bouleversement des rapports sociaux. »

Quand peut-on déclencher une grève ? Quand l'organisation ou le groupe qui la déclenche a de l'influence sur la masse des ouvriers intéressés, et sait mesurer avec justesse l'irritation et le mécontentement grandissant de cette masse » écrivait Lénine (9).

Rien de fortuit, à cet égard, à ce que le même mois de mai 1985 soit marqué, chacune sur le plan qui lui est propre par la II^e Convention nationale pour un parti des travailleurs et la manifestation des groupes d'ouvriers de la métallurgie. Le mouvement qui se cherche dans la classe ouvrière vers la réalisation de sa propre lutte de classe appelle de nouveaux progrès dans la constitution d'une authentique représentation politique pour la classe

ouvrière. Des résultats obtenus par les candidats des sections pour un parti des travailleurs aux élections cantonales, il convient de retenir ceci : là où les sections sont allées au contact étroit de la population laborieuse, là où un « quadrillage » serré des cités et quartiers s'est opéré, les résultats sont qualitativement supérieurs au reste. C'est-à-dire que dans ces cas-là, une fraction non négligeable des abstentionnistes ouvriers est passée d'une position de rejet de la trahison des aspirations de 1981 — l'abstention — à la formulation positive de ses exigences : le vote pour les candidats PT.

Un véritable mouvement pour un parti des travailleurs

A 11 mois des échéances majeures de 1986 — car il y aura de toute manière élections même si, bien sûr, leur contenu sera largement déterminé par les développements de la lutte de classe d'ici là — est-il possible de se fixer une autre perspective que de généraliser cette expérience, dans tout le pays, dès à présent ?

C'est la raison pour laquelle la 2^e Convention a été invitée jeter les bases d'un véritable Mouvement pour un parti des travailleurs, mouvement national, disposant de comités et de listes de candidats dans chaque département. Mouvement construit autour et à partir de l'utilisation d'*Informations ouvrières* comme une véritable tribune libre de la lutte des classes. Mouvement délibérément non cristallisé en parti parce qu'ouvert à tous les courants et militants qui ont commencé de se dégager de la tutelle des vieilles directions et ne manqueront pas de le faire, à une échelle plus large, dans la toute prochaine période. Mouvement bâti sur les principes de la démocratie ouvrière, combattant pour l'unité et la démocratie, dont les relations avec le PCI sont parfaitement illustrées par la décision de faire gérer *Informations ouvrières* — qui assure la fonction double

(9) « Deux tactiques », *Oeuvres complètes*, tome 8

d'organe du PCI et de tribune libre de la lutte de classe, tribune libre pour un parti des travailleurs — par une coopérative d'administration associant militants du PCI et militants ouvriers non membres du PCI.

Mouvement, bien sûr, bâti sur les principes et les méthodes de la lutte de classe, rejetant toutes les formes de consensus et d'union nationale.

« Pour le PCI, il ne s'agit là nullement d'une position de circonstance, mais tout au contraire d'une orientation discutée et mise en œuvre depuis près de quarante ans, sous des formes et dans des relations politiques qui ont varié, naturellement, au gré des situations. (10).

Une résolution du X^e Congrès du PCI (avril 1957)

Les exemples en abondent. N'en citons qu'un. Le X^e Congrès du PCI, réuni les 20, 21 et 22 avril 1957, discute longuement du Comité de liaison pour l'action et la démocratie ouvrière (CLADO) qui réunissait alors des militants trotskystes, des anarcho-syndicalistes d'origine réformiste. Dans la résolution adoptée à l'unanimité par le congrès du PCI de 1957, on peut lire :

« *Le CLADO doit devenir un rassemblement à caractère ouvrier, qui doit assurer, dans l'expression la plus complète de la démocratie ouvrière, la plus large discussion entre courants et militants en rupture avec les appareils traditionnels de toutes origines, sur les problèmes posés à la classe ouvrière.*

Dans ce cadre, et sur un rythme correspondant au développement naturel des questions entre les divers éléments composant le CLADO, nous tentons de poser le problème de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire sur une base infiniment plus large que celle existant actuellement.

(10) Cf. la brochure *Quelques enseignements de notre histoire* en vente à la SELIO au prix de 20 F

Avec les données d'aujourd'hui, il est bien évidemment impossible de discuter de la forme, de la place et de la structure d'un tel parti. Il nous faut laisser ouvertes toutes les éventualités. Mais ce sur quoi nous insistons particulièrement, c'est sur l'impérieuse nécessité d'assurer la démocratie, où chaque courant de la pensée ouvrière a un droit égal à l'expression. »

Vingt-huit ans après l'adoption de cette résolution, il n'y a rien à y retrancher.

Il n'est pas sans intérêt de relever que la question du « consensus » ou de la lutte de classes ne s'arrête guère aux frontières nationales. Dans un article consacré au 4^e anniversaire des accords de Yalta, le même André Fontaine, directeur du *Monde*, s'attache à dénoncer ce qu'il appelle « *le mythe de Yalta — partage du monde. (...) La légende du partage délibéré, le comble de l'absurde et de la contre-vérité ayant été atteint lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, complaisamment expliqué par Yalta, alors qu'il n'y avait été à aucun moment question de ce pays* » (11). Et de préciser : « *Ce qui a partagé l'Allemagne, l'Europe et le monde, ce n'est donc pas la volonté de trois hommes, c'est l'épée de Damoclès du feu nucléaire.* »

Explication aussi commode qu'hypocrite. Oui, l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie était inscrite dans le partage des tâches de préservation de l'« ordre » mondial contre les droits des peuples qu'ont mis au point, voilà 40 ans, l'impérialisme US et la bureaucratie du Kremlin. Et c'est pourquoi les dirigeants du Kremlin savaient pouvoir compter par avance sur la compréhension occidentale. Au même titre que les dirigeants US dans le coup d'Etat au Chili ou dans leur intervention à Grenade. Ce n'est pas par hasard si le porte-parole du ministre soviétique des Affaires étrangères enfourche les mêmes chevaux que

(11) *Le Monde*, 5 février 1985

M. Fontaine, dénonçant : « *On attribue à Yalta la division de l'Europe, alors que celle-ci n'est pas due à ces accords eux-mêmes* »... « *mais à leur violation par les puissances occidentales* ». (12).

Au-delà des tentatives de camoufler la réalité de l'alliance contre-révolutionnaire nouée entre le Kremlin et Washington, il y a l'inquiétude commune provoquée par un mouvement qui s'accélère : celui de la mobilisation des masses exploitées et opprimées aux quatre coins du monde, soulevant la chappe de plomb des régimes qui les accablent.

Incontestablement, le rythme s'accélère. Des manifestations de masse chaque jour plus puissantes (malgré les fusillades) des noirs d'Afrique du Sud, à la grève générale des travailleurs danois, en passant par le renversement révolutionnaire de la dictature proyankee du Soudan, la grève des 300 000 métallurgistes de Sao-Paulo, la grève générale en Bolivie, ou l'appel de Solidarité à manifester le 1^{er} mai en Pologne...

C'est dans le contexte de cette situation qu'en étroite relation avec son intervention dans la lutte des classes, le PCI apporte son appui à la préparation et à la réalisation d'une conférence ouvrière européenne qui se tiendra à Bruxelles le 16 juin. Conférence dont l'initiative a été prise par une réunion de délégués des chantiers navals de St Nazaire, de la Seyne et à laquelle ont participé des représentants des mineurs

d'Angleterre, des métallurgistes d'Allemagne et d'Espagne.

« *...pour des militants ouvriers, quelle que soit l'organisation politique ou syndicale à laquelle ils appartiennent, quelles que soient leurs positions particulières sur différents problèmes, s'ils partent de la volonté commune de préserver leurs organisations comme organisations de la classe ouvrière, de défense des travailleurs, ne peut-il y avoir qu'une conclusion : dégager l'action unie des travailleurs et de leurs organisations contre les plans anti-ouvriers dans chaque pays et à l'échelle européenne* » dit l'appel à cette conférence.

Sans doute se trouvera-t-il quelque observateur au long nez pour « sentir » dans ces processus... une aspiration grandissante à un consensus mondial. Nous y voyons au contraire la marque d'un mouvement qui tend à converger, d'un essor considérable des combats de classe, au sein desquels le prolétariat français, dans la toute prochaine période, saura tenir sa place.

L'histoire, comme toujours, tranchera. A qui s'impatienterait d'en connaître le verdict, on rappellera le précédent qui a donné son titre à cette chronique. Ce jour de printemps, voilà 17 ans, où le journal *Le Monde*, par la plume de son directeur d'alors, écrivait : « *La France s'ennuie* »... A la veille de mai 1968. On connaît la suite...

16 avril 1985
Daniel VIVIERS

(12) Vladimir Lomciko, dans une conférence de presse tenue à Moscou le 4 février 1985

Notes sur quelques aspects de la situation internationale

CES notes sur quelques aspects de la situation internationale ne visent pas à reprendre l'analyse d'ensemble de cette situation et elles se situent dans le cadre des documents élaborés ces dernières années. Mais l'accumulation et la combinaison d'événements importants dans le développement de la lutte des classes internationale appellent des prolongements de cette analyse. Il ne s'agit ici, en relevant certains des développements récents, que d'indiquer certains des problèmes qui se posent.

« UN MONDE HORS DE CONTROLE »

« *Un monde hors de contrôle* ». C'est ainsi que l'hebdomadaire américain *Times* définissait la situation au Moyen-Orient et plus particulièrement au Liban, dans son numéro du 25 mars. Il commentait « nombreux sont ceux qui en Israël pensent que l'aventure libanaise est une erreur coûteuse et désastreuse et le gouvernement d'unité nationale de Shimon Peres est décidé à terminer l'évacuation des forces israéliennes d'ici l'été. »

Ces lignes sont écrites après que le mouvement de retrait des forces israéliennes, loin de stabiliser même temporairement la situation, a conduit à un effondrement de ce qui restait de « l'état libanais » mis en place par Amin Gemayel après l'invasion israélienne, avec la caution des « grandes puissances » et l'appui syrien et israélien.

« Erreur coûteuse et désastreuse », voilà qui est aisé à écrire aujourd'hui de la grande opération commencée en 1982 et qui a atteint son apogée avec les massacres de Sabra et Chatila. Il convient pourtant de souligner que l'invasion du Liban n'était pas une aventure aberrante mais répondait à la nécessité d'écraser, de détruire le peuple palestinien. C'est un objectif qui

obtient le soutien ouvert ou l'acceptation compréhensive de tous les gouvernements. S'il est un fil conducteur des sanglants épisodes de cette guerre sans conclusion, c'est bien la volonté de physiquement anéantir toute résistance organisée du peuple palestinien et de lui dénier toute identité, toute représentation propre. La politique de l'impérialisme américain vise à rétablir un équilibre dans la région, en s'appuyant non seulement sur l'Etat d'Israël, mais sur les états bourgeois arabes. La Syrie, dont les gouvernants ont d'étroites relations avec la bureaucratie du Kremlin tout en restant liés avec l'impérialisme, est l'instrument privilégié de cette politique. Contre le peuple palestinien elle rétablit l'ordre dans sa « zone », tout en appuyant le régime de Gemayel symétriquement étayé par l'Etat d'Israël.

A la « dissidence » pro-syrienne de l'OLP, c'est-à-dire à la volonté d'Assad de transformer les organisations palestiniennes en appendice de la diplomatie syrienne répond la politique d'Arafat qui accepte que ce soit Hussein, autre boucher du peuple palestinien, qui en soit en fait le représentant.

Et aujourd'hui, alors que sur les pas de

l'armée israélienne en retraite explose une situation d'insurrection généralisée, c'est à nouveau, comme contre-feu, le recours à des affrontements fratricides et soigneusement manipulés entre différentes milices musulmanes dont la ligne directrice reste la nécessité de porter des nouveaux coups au peuple palestinien.

« *A Beyrouth hier, il est apparu que les sanglants combats de rue qui ont coûté 33 vies avaient été principalement destinés à empêcher toute renaissance du mouvement des guerilleros du Fatah de Yasser Arafat dans la capitale libanaise* » note le *Times* du 19 avril qui cite un journal syrien, *Al Shark* pour qui il s'agit d'une victoire sur le complot d'Arafat « *dirigé contre le rôle de la Syrie au Liban* ». La question ici n'est pas que les combattants palestiniens du Liban appuient ou non Arafat (de nombreuses informations font état de désaccords de ces militants avec l'orientation suivie par ce dernier), ce dont il s'agit, c'est d'interdire toute organisation propre du peuple palestinien sur le territoire du Liban.

Il y a eu l'invasion du Liban par l'armée israélienne en 1982, l'occupation de Beyrouth, la présence des forces impérialistes (américaines, française, britanniques et italiennes), les coups portés au peuple palestinien par les forces syriennes et aujourd'hui rien n'est réglé...

Pourtant, s'il est un cas qui illustre la nature des relations politiques entre les représentants de l'impérialisme américain et ceux de la bureaucratie du Kremlin, c'est bien le Moyen-Orient. En janvier 1985, Moscou annonçait la prochaine reprise des consultations américano-soviétiques sur le Proche-Orient. C'était la réponse à une proposition de Reagan, faite en septembre 1984 (« *nous sommes prêts, si les soviétiques sont d'accord, à désigner de hauts fonctionnaires pour des rencontres à intervalles réguliers* ». Et le 19 février 1985, deux représentants au

« plus haut niveau » des gouvernements américain et russe se sont rencontrés à Vienne pour discuter du Moyen-Orient. Le 28 janvier, Shimon Peres, le premier ministre du gouvernement « d'union nationale » israélien révélait que l'URSS avait « *fait savoir à l'Etat d'Israël que la question de ses relations avec lui est liée aux rapports entre le gouvernement soviétique et celui des Etats-Unis* ».

Les plans se sont succédés, de ce qu'on a appelé le « plan Reagan » au Plan de Fès, adopté par le sommet des états arabes, aux récents accords « jordano-palestiniens », sur la même ligne, nier les droits nationaux du peuple palestinien et aboutir à associer la direction de l'OLP à la mise en place d'un « état-croupion » qui perpétue l'existence de l'Etat d'Israël. Solution qui soit en même temps acceptable par les états arabes et qui leur permette de contribuer à garantir « l'ordre » dans la région. Par le fer et le feu, des coups terribles ont été portés aux bastions de la résistance palestinienne et au peuple palestinien. Mais l'impérialisme a été incapable d'aller jusqu'au bout et par là même le règlement des contradictions entre les différentes forces en présence lui échappe. L'existence du peuple palestinien ne peut être effacée et il a nourri de nouveaux bouleversements dont le chaos qui engloutit aujourd'hui le Liban, est une expression.

L'invasion israélienne a eu également une conséquence profonde et dont les effets n'ont pas fini de se faire ressentir : pour la première fois à cette échelle, se réclamant des traditions démocratiques du peuple juif, les masses juives d'Israël se sont dressées contre la guerre de « leur » état. Et même si ceux qui se sont rassemblés contre cette guerre, alors qu'elle apparaissait victorieuse, qui ont dénoncé les massacres de Sabra et de Chatila, n'avaient par conscience qu'ils mettaient en cause les fondements de l'état sioniste, organiquement basé sur l'oppression du peuple palestinien, c'est pourtant la

seule voie démocratique qu'indiquait leur mouvement, aboutir à la constitution de la nation palestinienne par le

moyen d'une Constituante palestinienne...

DE L'AFRIQUE DU SUD AU SOUDAN...

S'il est un continent qui illustre la manière dont notre planète, encore dominée par l'impérialisme, est « organisée », c'est bien l'Afrique, sauvagement pillée par les puissances coloniales et aujourd'hui encore soumise au joug de l'exploitation et de l'oppression impérialistes et de ses agents. Les indécents appels à la « charité » ne peuvent masquer ce que tout le monde sait : alors que l'ensemble du continent africain est voué à la misère, que la famine s'abat sur des zones entières, décimant les populations, il n'est question aux Etats-Unis comme en Europe que de réduire la production agricole car elle n'est pas rentable, au prix de la ruine massive de la paysannerie.

Mais l'Afrique qui pouvait apparaitre essentiellement comme la proie de tous les appétits impérialistes n'est pas seulement que l'objet de cette rapine. La lutte de ses peuples est l'une des composantes de la situation internationale telle qu'elle se développe.

Comme au Maroc, comme en Tunisie, la volonté de la dictature de Nimeiry d'appliquer les plans de misère dictés par le Fonds Monétaire International, ont été le facteur qui a déclenché un puissant mouvement des masses. Mais au Soudan, ce mouvement a d'ores et déjà abouti à la chute de Nimeiry et s'attaque au démantèlement des institutions de la dictature. Comme le souligne l'article paru à ce sujet dans *Informations ouvrières* (1), il ne s'agit pas de comparer des situations et des conditions différentes. Mais il est frappant de constater que dans l'une de ses premières déclarations au sujet de la nouvelle situation, le secrétaire général

du PC soudanais se soit senti contraint de déclarer « *Tout parallèle avec ce qui s'est passé au Portugal doit être évité* ». Le parallèle, il existe pourtant bel et bien. Un coup d'état militaire « préventif » cherche à court-circuiter le développement du mouvement des masses. Ce pouvoir reçoit l'appui de Washington comme de Moscou. Mais le mouvement des masses n'est pas interrompu : il vise à la constitution d'organisations syndicales indépendantes, à la conquête des libertés démocratiques élémentaires et met en cause ainsi tous les rouages du pouvoir dictatorial, auxiliaire de l'impérialisme et instrument de l'asservissement des peuples du Soudan.

Ce n'est pas que sur le Moyen-Orient, que les dirigeants de l'impérialisme américain et de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin se consultent. Le 15 juin 1983 le secrétaire d'état américain G. Schultz prônait « *la participation soviétique aux efforts internationaux pour résoudre des conflits régionaux, en Afrique et au Moyen-Orient* ».

L'année passée a été marquée par une large offensive diplomatique du régime de Botha, visant à légitimer, au plan des relations internationales l'abominable système raciste de l'apartheid. Mais avant d'être reçu en Europe, Botha avait d'abord été reconnu comme « interlocuteur valable » par les régimes prétendument « progressistes » de l'Angola et du Mozambique. Les accords passés alors, sous la houlette de l'impérialisme américain, contre les droits des peuples de la région, n'ont pu être réalisés qu'avec le concours de la bureaucratie du Kremlin et avec l'aval du régime de Castro. Simultanément, le régime raciste de Prétoria tentait une opération de maquillage de

(1) Voir *Informations ouvrières* N° 1 207.

l'apartheid en mettant en place des « parlements » séparés et sans pouvoir pour les métis et la minorité hindoue. La manœuvre se retournait contre lui : refusant d'être divisés de leurs frères d'oppression, la majorité noire, métis et hindous boycottaient en masse l'élection aux pseudo-parlements de l'apartheid.

Et l'Afrique du Sud vit depuis au rythme d'une mobilisation croissante du peuple noir, défiant sur tous les terrains le régime de l'apartheid, manifestant pour ses droits, s'engageant dans la grève pour ses revendications. Car ce peuple noir constitue en même temps le plus puissant prolétariat d'Afrique. Le régime de Prétoria répond d'une part par des concessions qui n'en sont pas, mais qui indiquent

la profondeur de sa crise et qui l'aggrave : comme la décision d'autoriser les mariages inter-raciaux, mesure parfaitement contradictoire avec tout l'édifice légal raciste qui reste en place mais qui en révèle l'infamie. Et par une repression sauvage : d'après le ministère de l'intérieur sud-africain lui-même, il y a eu entre le 15 septembre 1984 et le 22 mars 1985, plus de dix mille arrestations, près de mille blessés « non-blancs » et 216 noirs abattus. Aujourd'hui 16 000 mineurs noirs sont frappés de licenciements pour avoir entamé une grève. C'est alors que l'on apprend qu'un consortium de douze banques européennes conduit par le Kommerzbank de Franfort ont accordé un prêt de 75 millions de dollars au régime de Prétoria.

LA LUTTE DES PEUPLES D'AMERIQUE LATINE ET LA MONTEE DU MOUVEMENT CONTRE LA POLITIQUE DE REAGAN AUX USA.

Le secrétaire d'état américain G. Schultz, appelant à renforcer par tous les moyens la « pression » sur le gouvernement que le peuple du Nicaragua s'est librement donné, a été bien mal inspiré, en ce dixième anniversaire de la fuite du personnel de l'ambassade américaine à Saïgon, d'évoquer le Vietnam. C'est parler de corde dans la maison du pendu. Le pillage accru de tous les pays d'Amérique latine, l'écrasement au-delà du tolérable de leurs économies par le poids de la dette externe a nourri la résistance des masses exploitées et opprimées qui aujourd'hui atteint un point où les principaux pays du continent sont gravement destabilisés. Ce numéro de notre revue publie le rapport préparatoire de la conférence des sections latino-américaines de la 4^e Internationale, démontrant qu'une situation révolutionnaire s'est constituée à l'échelle du continent. Aussi, notons seulement ici que les plus récents événements, la grève générale en Bolivie, les élections péruviennes qui ont balayé

le parti au pouvoir, soumis aux diktats du FMI, la puissance du mouvement ouvrier et populaire au Brésil, l'exigence du châtement des militaires criminels en Argentine sont autant d'éléments qui marquent l'approfondissement de ce processus révolutionnaire.

Et Reagan, cinq mois après sa « triomphale » réélection vient de subir un échec politique de taille : la chambre des représentants a refusé d'accorder une nouvelle aide militaire aux forces contre-révolutionnaires, encadrées par la CIA, qui interviennent contre le Nicaragua.

Il faut souligner qu'en toile de fond de cet événement, il y a une mobilisation du peuple américain — dont l'ampleur a surpris tous les observateurs — contre la politique d'agression de l'administration Reagan en Amérique centrale.

Le 20 avril, 80 000 manifestants ont défilé à Washington, près de 50 000 à San Francisco avec la participation d'importantes délégations syndicales

conduites par le président de l'AFL-CIO pour la Californie et d'importants rassemblements ont également eu lieu

dans d'autres grandes villes des Etats-Unis.

DE LA « CONJONCTURE ECONOMIQUE » AUX USA A LA SITUATION EN EUROPE

Il va se tenir un sommet des « pays industrialisés » alors que toutes les places financières ont été secouées par les mouvements brutaux et erratiques du dollar. D'un coup, la situation économique aux Etats-Unis a fait irruption à la « une » des journaux : ralentissement rapide de la croissance industrielle aux Etats-Unis (la croissance pour le premier trimestre 1985 signifie un taux annuel de 1,3 % et est la plus basse enregistrée depuis 1982). L'enclenchement d'une récession aux Etats-Unis aurait nécessairement des conséquences considérables à l'échelle mondiale et approfondirait la crise du système capitaliste en tant que tel. C'est d'ailleurs le point atteint par celle-ci qui permettait d'établir que la relance initiée par un nouveau bond en avant des dépenses militaires, facteur principal d'une formidable injection de crédits « *serait limitée dans le temps et faible dans son ampleur* » (rapport sur la situation internationale adoptée par le 28^e congrès du PCI, avril 1984)

D'une part, si la relance américaine n'a pas entraîné derrière elle l'économie mondiale, la réciproque n'est pas vraie. Tout ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis aggraverait la situation des autres états impérialistes et celle, déjà catastrophique, des pays semi-coloniaux.

D'autre part — et en rapport avec ce premier point — toute détérioration de l'économie américaine ne peut qu'entraîner la volonté de l'impérialisme américain de poursuivre, par tous les moyens à sa disposition « *une véritable redistribution du marché mondial* » en sa faveur (éditorial de *Tribune Internationale : Révolution et contre-révolution en Amérique latine*, février 1984)

Mais une autre certitude se dégage : si la dégradation accrue du fonctionnement du système impérialiste, dans les conditions irréversibles de la prééminence américaine, conduit nécessairement à une précipitation du déclin de l'Europe et donc à l'accentuation des plans dirigés contre les droits et les positions des travailleurs d'Europe, ce développement se heurte à la résistance des classes ouvrières d'Europe et aux conséquences politiques de cette résistance.

Il est revenu, par ailleurs, sur la grande grève des mineurs britanniques, sur sa signification dans la phase de la lutte des classes qui s'ouvre en Europe. Limitons-nous ici à mettre en lumière un seul événement : début avril 100 000 travailleurs unis se rassemblent devant le Parlement. Où ? Dans la capitale du Danemark, à Copenhague, dans la capitale d'un petit pays de 5 millions d'habitants généralement présenté comme une oasis de « paix sociale ».

Pourquoi ? Parce qu'à partir du 24 mars le Danemark a été plongé « *dans le plus grave conflit du travail depuis la seconde guerre mondiale* » explique la presse américaine. Face à l'ultimatum de la confédération patronale qui refuse toute concession sur le terrain des salaires et sur celui de la revendication de la semaine de 35 heures sans diminution de salaires, la confédération syndicale appelle à la grève 320 000 travailleurs du secteur privé. A la hâte le parlement, ou une coalition de partis bourgeois détient la majorité, vote une loi qui répond aux exigences patronales : plafond de 2 % pour les augmentations salariales, réduction progressive de la semaine de travail à 39 heures, assortie de l'introduction de

la « flexibilité des horaires ». La réponse des travailleurs c'est la manifestation devant le parlement et bien que les dirigeants de la sociale-démocratie et de la confédération syndicale déclarant qu'il faut se plier à la loi, il faudra plus d'une semaine pour résorber le mouvement.

Le Danemark fait partie du « Marché Commun » et ce profond mouvement de classe se produit dans la foulée de la grève des mineurs en Angleterre. Avec bien d'autres éléments, qu'il n'est pas possible d'évoquer ici (et qui, pour certains sont repris dans la Chronique politique du camarade D. Viviers) c'est une expression majeure de ce qui est à l'ordre du jour en Europe : les travailleurs d'Europe ont la volonté et la capacité de s'opposer aux plans anti-ouvriers élaborés à l'échelle du continent et que tous les gouvernements tentent de mettre en pratique.

Et, au moment où en grande pompe, on s'apprête à commémorer le 40^e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale en Europe, ce mouvement de la classe ouvrière ne s'arrête pas aux limites de la division de l'Europe fixées d'un commun accord, sur le dos des peuples, entre les représentants de l'impérialisme et ceux de la bureaucratie.

Vivante, agissante, la révolution politique en Pologne reste l'expression la plus avancée de la marche des prolétaires d'URSS et des autres pays où le capital a été exproprié mais où règne une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire, à la reprise en main de

leurs conquêtes du sociale, à la destruction du pouvoir usurpateur de la bureaucratie. Elle est, par-là même, à l'avant-garde de la lutte émancipatrice des travailleurs du monde.

« *Droits démocratiques. droit de constituer des organisations syndicales indépendantes de l'Etat, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* ».

Ces mots d'ordre qui sont ceux de « Solidarité » dans la clandestinité sont ceux des travailleurs du monde.

Aujourd'hui Jaruzelwski négocie l'entrée dans la Pologne au sein du FMI et parce qu'il se targue de faire accepter par la répression, les « normes » de cet organisme impérialiste au travailleurs polonais, son régime décide de nouvelles hausses de prix et multiplie les arrestations.

Mais la direction de « Solidarité » a lancé un appel à l'action à l'occasion du 1^{er} mai, pour la libération des prisonniers politiques, contre la hausse des prix. Et il l'a maintenu malgré une vague d'arrestations préventives.

Derrières un épais cordon de protection policières, à Varsovie, les dirigeants de la bureaucratie ont célébré le 30^e anniversaire du pacte de Varsovie et ratifié la prolongation pour vingt ans de cet instrument de lutte contre les droits des peuples, de défense des privilèges de la bureaucratie. Mais, ce que leur signifient des dizaines de milliers de travailleurs qui, le 1^{er} mai, ont manifesté dans les principales villes de Pologne, c'est que l'avenir ne leur appartient pas.

ET LES NEGOCIATIONS DE GENEVE ?

Et la reprise des discussions entre les USA et l'URSS sur la « limitation » des armements nucléaires, le débat sur la « militarisation » de l'espace ? Voilà des sujets qui ont fait couler beaucoup d'encre — et défiler beaucoup d'images. On ne saurait les ignorer. Mais peut-on aborder la question

de la phase actuelle des relations entre les USA et l'URSS — même brièvement et sans nullement avoir la prétention de les traiter au fond ou de spéculer sur leurs rythmes, leur déroulement, les rebondissements inévitables — sans lier ce que l'on appelle « une intense activité diplomatique » au con-

texte évoqué plus haut.

Rappelons d'abord les faits.

Le 17 novembre 1984, Tchernenko adresse à Ronald Reagan une lettre proposant de nouvelles négociations sur l'ensemble des questions touchant aux armements nucléaires. La proposition est acceptée et il est décidé que les ministres des affaires étrangères des deux pays, Shultz et Gromyko se rencontreront à Genève les 7 et 8 janvier.

La réunion se tient, comme il convient, dans un climat de « bonne volonté réciproque ». Des délégations se mettent au travail. La disparition de Tchernenko et son remplacement par Gorbatchev sont l'occasion pour Reagan d'inviter à une « réunion au sommet » Gorbatchev qui acceptera tout en proposant un « moratoire » sur le déploiement de fusées Pershing et des SS 20 soviétiques. Proposition rejetée sans ménagement par les porte-paroles de l'impérialisme américain ce qui n'empêche pas le projet d'une rencontre de se préciser (éventuellement cet automne lors de l'Assemblée générale des Nations Unies) et une nouvelle réunion Shultz-Gromyko est décidée pour le 14 mai.

N'est-ce pas minimiser ces négociations que de souligner que ce qui est essentiel c'est leur contenu qui va au-delà de la seule question des armements. La menace nucléaire n'est-elle pas une question essentielle ?

Certes, mais il faudrait être bien naïf pour espérer que des entretiens entre le représentant de la plus grande puissance impérialiste mondiale (qui est aussi la plus grande puissance nucléaire) et le porte-parole de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin puissent la dissiper. Laissons la parole à un spécialiste qui à l'avantage de savoir de quoi il parle, l'amiral américain Eugène J. Carroll qui dit « *Des discussions pour discuter de discussions futures ne fourniront que la façade d'une croissance inexorable de l'arsenal nucléaire* » (New-York

Times, 8 janvier 1985). C'est un fait que depuis des décennies l'URSS et les USA ont à de multiples reprises tenu conférences et réunions sur un « *contrôle des armements* » dans tel ou tel secteur, tandis que les arsenaux nucléaires accumulaient de fantastiques moyens de destruction capables d'anéantir de multiples fois notre planète et que la production d'armes conventionnelles, de son côté, battait tous les records, la production d'armements de toutes espèces s'imposant comme un ressort permanent de l'activité économique mondiale.

Il a été montré auparavant comment, même pendant la suspension des discussions sur les armements nucléaires, la coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin s'était poursuivie. Et un représentant de l'administration Reagan, parlant des négociations qui s'engagent précisait « *Les USA ne souhaitent pas laisser les relations avec l'URSS devenir l'otage de la question des armements* ». Ce qui ne veut pas dire que cette question soit sans signification propre.

Les négociations sur le contrôle des armements avaient été suspendues alors que les USA déployaient en Europe les Fusées Pershing et les Missiles Cruise. C'est alors que ce déploiement en est au stade de la réalisation qu'elles reprennent. Rien de plus instructif pour juger de qui, sur ce terrain, à l'initiative que de rappeler les slogans mis en avant par la bureaucratie pour les 1^{er} mai de ces dernières années : 1982 « *Protestez contre les plans de déploiement (des euro-missiles)* ». En 1983 « *Ne laisser pas les missiles se déployer* ». En 1984 « *Intensifier la lutte pour le retrait* ». Et, pour le 1^{er} mai 1985 ce slogan général, sans référence au retrait « *Renforcez la lutte contre la transformation de l'Europe en place d'armes nucléaire de l'impérialisme* ».

Un premier fait est ainsi établi : les négociations ne reprennent pas dans la même situation, du point de vue de la bureaucratie, que lorsqu'elles ont été suspendues. Elles reprennent dans le cadre voulu par l'impérialisme et alors que celui-ci s'engage dans un gigantesque programme de recherche et de production d'armements spatiaux.

Les relations entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme, sont en permanence marquées par les pressions économiques, commerciales et militaires exercées sur l'URSS — l'arme de la « pression militaire » ayant elle-même de profondes incidences économiques. En ce sens la question des armements, de l'équilibre de la terreur n'est pas un « faux problème » ou un simple masque pour d'autres réalités. Elle est la

partie visible d'un ensemble qui constitue le terrain de la coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie. C'est parce que les armes nucléaires sont de vraies armes, qui peuvent être utilisées, qu'elles sont efficaces, c'est-à-dire qu'elles contraignent la bureaucratie à poursuivre sans fin une course aux armements « *course qu'ils* (les soviétiques) *ne peuvent gagner* » expliquait Reagan le 3 septembre 1981.

Ce que recherche la bureaucratie c'est un allègement de cette pression multiforme que l'impérialisme lui concéderait en échange d'un resserrement encore plus contraignant de l'aide qu'elle apporte à la politique mondiale de l'impérialisme, c'est-à-dire à la lutte contre la révolution.

LA « PAX AMERICANA » DANS L'ESPACE

Il est nécessaire d'apprécier, dans ce cadre d'ensemble, la signification de l'« initiative stratégique » à laquelle Reagan a associé son nom et que l'on baptise « guerre des étoiles » ou « bouclier spatial ». Il s'agirait d'après Reagan (discours du 23 mars 1983) de « rendre les armes nucléaires obsolètes et impuissantes ». Comment ? Par la mise en place d'un « bouclier spatial » capable de détruire tous les engins nucléaires avant qu'ils n'arrivent à destination, rendant ainsi une « agression atomique » impossible.

M. Michel Tatu, journaliste du *Monde* (pour ne rien dire d'autres) s'est fait le chantre éloquent de ce système :

« cette guerre automatique » (la guerre des étoiles) *fera beaucoup moins de victimes que l'autre et elle ne pourrait même ne pas en faire du tout. Les satellites qui y participeraient seraient pour la plupart inhabités, les victimes privilégiés en seront les ogives, les charges nucléaires et les équipements militaires de l'ennemi, et presque toutes seront atteintes dans l'espace, loin de toute population... On est donc loin de la guerre thermo-nucléaire qui*

entretient nos cauchemars depuis Hiroshima ». (2)

Dormez en paix, bonnes gens. Du haut des cieux Reagan veille sur vous.

Redescendons sur terre. Plus sobrement, MM. Ikle et Gardner (respectivement secrétaire adjoint à la défense et l'un des responsables du Pentagone) ont déclaré « *que le Pentagone n'était pas encore en état d'estimer le coût total de la recherche et du déploiement d'un tel système, ni de garantir avec certitude son efficacité.* Mais — estiment-ils — *Moscou devrait dépenser beaucoup plus contre un bouclier anti-missiles que ce que coûterait aux Etats-Unis la construction d'une telle défense* ».

Ces propos réalistes étaient tenus alors qu'il était question, lors de la discussion du budget américain, d'une accélération des dépenses pour l'« Initiative Stratégique de Défense » : 3,7 milliards de dollars au lieu de 1,4. Le coût total de la première phase (pour cinq ans) a été évalué à 26 milliards de dollars.

(2) Dans « *Eux et nous* », Editions Fayard

Il ne s'agit pas ici d'entrer dans une discussion sur la « l'efficacité » ou non. Soulignons simplement que de nombreux commentateurs américains font valoir qu'une efficacité « relative » permettrait de protéger les sites de lancement, plutôt que les villes. Et il n'est nul besoin d'être un « spécialiste » ou « prétendu tel » de stratégie pour comprendre que si la dissuasion nucléaire repose sur une certaine parité, un système de « défense » de ce type rompt cet équilibre et provoque nécessairement une relance de la course aux armements. A moins de croire aux vertus pacifiques du gouvernement impérialiste qui n'a pas hésité à faire envahir, par ses forces armées, la petite île de Grenade parce que son régime lui déplaisait. Plutôt que le lyrisme de certains, les déclarations de Karel Van Miert, président du Parti socialiste flamand, sont plus conformes aux faits. « *La guerre des étoiles constitue un nouveau degré dans l'escalade de la course aux armements. Elle entraîne un énorme gaspillage de ressources humaines et matérielles* ».

Mais précisément ce « gaspillage » est le ressort principal de l'économie capitaliste à ce stade de décadence de l'impérialisme. Et au moment où la machine économique américaine ralentit, ce n'est que de l'accroissement des dépenses parasitaires que peut venir un coup d'accélérateur :

« *L'espace est un énorme enjeu économique. De tous les aspects de la guerre des étoiles, c'est la logique industrielle qui demeure rationnelle. Les retom-*

bées "civiles" se profilent à l'horizon (satellites, télécommunications, usines spatiales) et déjà les responsables des entreprises américaines travaillent pour la défense, parlent de conquérir 70 % de ce marché » (Le Monde Diplomatique, mars 1985).

Ruth Davis, ancien haut fonctionnaire de la défense américaine spécifiait :

« *La course internationale dans laquelle nous sommes réellement engagés n'a pour objet ni les superordinateurs, ni la sécurité nationale. Nous participons à une course pour la maîtrise des ressources de la planète, tant naturelles qu'informationnelles* ».

Propos que confirment à sa manière le commentaire désabusé du *Financial Times* de Londres : « *le projet de Washington donnera, pense-t-on, un avantage encore plus grand (qu'elle n'a actuellement) à l'industrie américaine, menaçant de cantonner l'Europe dans un statut de sous traitant ou de fabricant sous licence* ». (24 avril 1985)

Ainsi, aborder l'examen des relations USA-URSS renvoie nécessairement à ce qui les détermine : le développement international de la lutte des travailleurs pour leur émancipation. C'est en fonction de ce développement que l'impérialisme entend redéfinir le cadre et les conditions de sa coopération contre-révolutionnaire avec la bureaucratie, coopération au sein de laquelle il poursuit ses propres fins.

F.F.

Déclin et crise du PCF

par C. Sallers

QUATRE vingt trois amendements adoptés, deux modifications sur les relations avec les pays dits socialistes et les atteintes aux libertés, un premier secrétaire de fédération, Alain Amicabile, réélu sous les acclamations des délégués debout, ceci en présence d'un membre du bureau politique du PCF se prononçant contre.

Immédiatement, la presse s'empare des faits pour en tirer de multiples interprétations ou supputations. En quelques jours, événement oblige, les hebdomadaires et quotidiens multiplient les révélations « document secret » qui vont « secouer le congrès ».

Analysant à la loupe les petites phrases distillées à bon escient par les responsables du bureau politique du PCF, les analystes dits spécialisés de toutes sortes, viennent de mettre sur orbite les « rénovateurs » comme hier ils avaient encensé les déstalinisateurs du XX^e congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique, puis les eurocentristes, sans parler de leur tendresse particulière pour les « eurocommunistes italiens » qui viennent de passer du compromis historique à la « révolution copernicienne », c'est-à-dire à l'union nationale à la base.

Qu'en est-il ?

Il est impossible pour l'analyse de contourner l'amplitude de la désaffection ouvrière du PCF. Le tassement commencé depuis de nombreuses années s'accélère à la suite de la politique de division de 1978, portée à son paroxysme de 1981, la perte en trois élections de la moitié de l'électorat et l'actuelle tactique de division n'a pas apporté une remontée que les pronostiqueurs politiques annonçaient.

UNE DOUBLE CRISE

Même si la forme a changé, — on ne voit plus les congrès chanter les louanges du petit père des peuples Staline — le fond, subordination à la politique du Parti communiste d'Union soviétique, reste.

Et le parti stalinien est réduit à « organiser, réorganiser » nommer, révoquer selon les besoins de la politique du Kremlin du moment, dont le parti stalinien a vocation d'être le porte-parole. Le meeting à la veille du congrès du PCF avec la présence largement présentée dans *L'Humanité* du PCUS n'a pas d'autre signification.

Mais la bureaucratie qui siège au Kremlin est en crise : la situation mondiale, la crise en Pologne, en Afghanistan, la pression des Etats-Unis, la course aux armements. Toute la bureaucratie en est secouée, et tout particulièrement, son appareil international dont la fonction pour assurer sa domination est le maintien de son ordre. Pour mener à bien cette tâche, elle doit pouvoir s'exprimer dans chaque pays. Les difficultés de l'appareil stalinien s'expriment d'autant plus en France qu'il doit défendre des institutions politiques en crise. Préserver ces institutions au compte des intérêts de la bureaucratie du Kremlin, c'est pour le PCF préserver ses relations avec la bourgeoisie et son Etat. Une tactique en relation avec les besoins de la bourgeoisie dans le cadre de la crise économique et politique du système capitaliste et de la V^e République doit être définie.

La couche dirigeante du PCF est capable d'édicter des ordres, d'imposer à l'appareil un axe politique, mais l'appareil est à son tour secoué par le mouvement de la classe (1981, élections du 17 juin), ce qui conduit à une crise également de la couche dirigeante.

Comme le PC, pour mener à bien cette politique, doit s'opposer directement à

tout le développement de la lutte de classes, cette crise remet en cause le noyau dirigeant. Il s'ensuit une politique contradictoire où la docilité des militants du PCF est remise en cause par ces contradictions. Crise conjointe de la situation politique et du PCF. Hier confinée aux cercles dirigeants, celle-ci gagne les cadres et l'appareil tout entier. Seules trois fédérations : les Hautes-Alpes (18 pour, 22 contre et 27 abstentions), la Corse du Sud (16 pour, 48 contre et 34 abstentions), et la Haute-Vienne (30 pour, 66 contre, 62 abstentions) ont repoussé le texte du comité central.

Ces résultats ne peuvent masquer que l'appareil titube dans la bataille pour faire passer une politique. D'autres fédérations comme la Creuse, la Haute-Corse, l'Hérault (fédérations de Doumeng), le Puy-de-Dôme et la Moselle ont amendé le texte à tel point qu'il n'a rien à voir avec l'original. Sans parler des sections d'Yerres (Essonne) où en présence du Premier Secrétaire Ivan Tricart, 53 % des militants se sont abstenus ou ont voté contre, Fresnes, département de Georges Marchais, où 45 % des présents ont refusé le texte, Gennevilliers (Haut-de-Seine) où Lucien Lanternier, le maire de la ville, a entraîné une majorité d'abstentionnistes (69 abstentions contre 68 votants). Le phénomène gagne les intellectuels ; la section CNRS du PCF qui regroupe les intellectuels a refusé à l'unanimité de discuter du projet.

Nous laisserons aux spécialistes du PCF de toutes sortes, la caractérisation sur la crise finale et bien sûr, son identification au marxisme. La crise du PCF qui a une ampleur certaine mais qui est limitée de par la nature même de l'appareil et ses liens avec la CGT, cette crise est partie constituante de la crise de la situation française. Car ce dont souffre la direction du PCF, la contradiction criante entre ce qu'elle

doit à tout prix imposer : le PCF est « le seul parti de la classe ouvrière » au compte de l'appareil stalinien et de la bourgeoisie et le fait que pour ce faire, il tente d'épouser le mouvement de la classe.

Cette situation accroît la distorsion politique à tous les niveaux, devient un facteur important pour la classe ouvrière de la crise de la V^e République.

LE PCF ET LA DEFENSE DE LA V^e REPUBLIQUE

Depuis 1958, le PCF s'est porté en défense des institutions ; la crise des institutions l'a conduit à aller plus en avant dans la voie de la défense de la constitution gaulliste. La phase actuelle de la crise du PCF ne peut pas être détachée en parties (expression française de la crise du stalinisme) de la crise des institutions de la V^e République.

Dans son rapport au comité central des 5 et 6 octobre 1958, Marcel Servin commente ainsi les résultats du plébiscite du 28 septembre 1958 qui instaure les institutions de la V^e République :

« La constitution gaulliste est mainte-

nant votée : 79 % des français ont dit « oui ». Nous ne cesserons pas un instant d'en montrer les dangers pour les libertés démocratiques et civiques. Nous ne cesserons pas un instant de lutter pour la défense des libertés, des conquêtes sociales, et pour la restauration d'une république digne de ce nom. Mais nous tenons compte d'une situation de fait : le vote de la Constitution par le peuple ».

Ainsi, selon le PCF, le peuple lui-même serait responsable de la mise en place de ce régime en ayant, lors du référendum du 28 septembre 1958 fait preuve de passivité.

OCTOBRE 1958 : L'ACCEPTATION DE L'ETAT DE FAIT.

Tout en dénonçant la nouvelle constitution et la façon dont elle a été adoptée, le PCF, au lendemain du référendum se place immédiatement dans le cadre des nouvelles institutions.

Ainsi, la résolution adoptée au comité central des 5 et 6 octobre 1958 explique : « L'adoption de la constitution est un recul de la démocratie en France et crée pour le pays une situation sérieuse. Les droits du suffrage universel sont mutilés et le rôle de la représentation nationale est réduit. » (et non privé de son rôle comme le laissaient entendre les prises de position du PCF avant le référendum) « Des pouvoirs exorbitants sont concentrés dans les mains d'un homme. En consacrant le coup d'Etat et la rébellion militaire, le plébiscite par ses résultats, place la vie publique sous la menace et le chantage permanents des hommes de la réaction, du militarisme et du fas-

cisme. En limitant les possibilités de contrôle du peuple et de ses élus sur la vie politique du pays, cette constitution avantage les forces qui déterminent la politique actuelle du gouvernement, celles du grand patronat et de la banque.

... La solution n'était pas dans le recours au pouvoir personnel mais dans l'application et l'amélioration des méthodes de la démocratie. L'établissement d'un régime antidémocratique annonce la venue de jours difficiles pour le peuple et le pays. Dans la situation nouvelle créée par l'adoption de la constitution, le Parti communiste français poursuivra par des voies démocratiques son combat pour la sauvegarde des libertés et pour le retour à la démocratie. »

Le 22 octobre 1958, le comité central du PCF se réunit pour préparer sa campagne électorale. Le programme

qu'il adopte alors est considéré comme réalisable dans le cadre de la nouvelle constitution :

« *Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant.* »
Ce programme comprend des mesures aussi générales que « *le relèvement de niveau de vie des travailleurs, la garantie de l'avenir de la jeunesse, la restauration de la République* » ; et une « *politique extérieure d'indépendance française et de paix* ».

Comment des « *députés marionnette* » qui « *ne pourront pas faire aboutir la volonté des électeurs* » qui ne pourront pas seulement l'exprimer, de l'aveu même du PCF, en septembre, sont tout à coup, dès octobre, à même de réaliser un programme de justice sociale et de paix, le mystère reste entier.

A la suite, un éphémère programme pour le mot d'ordre de l'Assemblée constituante est élaboré en 1959. C'est lors du XV^e Congrès que le rapport d'activité du comité central présenté par M. Thorez (*Cahiers du communisme*, numéro spécial, 24-28 juin 1959) que cette forme de gouvernement dans le cadre de la V^e République sera abordé verbalement.

LE REFERENDUM DE 1962

Le général de Gaulle devait proposer au référendum un projet de révision constitutionnelle instaurant l'élection du Président de la République au suffrage universel direct. La consultation était prévue pour le 28 octobre. Au début du mois d'octobre, une motion de censure est déposée et discutée à l'Assemblée nationale. Cette fois, le PCF n'est plus favorable à l'élection du Président de la République au suffrage universel direct. Comme le montre le discours de Waldeck-Rochet à

l'Assemblée nationale (*L'Humanité* du 5 octobre 1962) :

« ... *L'objectif ouvertement affirmé de la révision est d'accroître encore les moyens et les pouvoirs du chef de l'Etat. Or, déjà à l'heure actuelle le chef de l'Etat a les pouvoirs d'un véritable monarque absolu, alors que ceux du parlement sont réduits à presque rien.*

« ... *L'actuel Président de la République n'est pas davantage un arbitre, mais selon sa propre expression, il entend être le guide, c'est-à-dire le sauveur suprême qui décide et règle tout lui-même comme prétendaient le faire le Führer et le Duce de sinistre mémoire.* »

« ... *Or, ce qui souligne tout particulièrement le danger du projet de révision, c'est que pour le général de Gaulle, tous les pouvoirs dont il dispose ne suffisent pas encore au chef de l'Etat. Il veut que celui-ci soit élu au suffrage universel à seule fin de pouvoir se présenter comme un élu d'essence supérieure et de s'opposer " au nom du peuple " aux élus de la nation qui auraient désormais le choix entre la docilité et le renvoi.* »

Dans son rapport à la Mutualité (*L'Humanité* du 19 octobre 1962) Maurice Thorez montre le bout de l'oreille :

« ... *Pour faciliter cette union, notre parti a élaboré depuis plusieurs années déjà un projet de programme que nous avons soumis à tous les partis et gouvernements démocratiques (...) l'élargissement des pouvoirs des conseils généraux et la suppression des préfets, l'autonomie administrative et financière des communes.* »

Nous avons ici, dans ce programme d'action, l'ancêtre de la décentralisation à opposer à la V^e République. Comme quoi, contrairement à ce que dit Georges Marchais, le PCF n'a pas pris de retard avec Maurice Thorez mais emploie toujours la même recette pour défendre l'Etat bourgeois : Au

fur et à mesure que les masses reprennent leur activité, le PCF s'adapte aux nouvelles conditions... de préservation de l'ordre bourgeois.

Les premiers signes de glissement apparaissent au cours du XVII^e congrès du PCF de 1964. La grève des mineurs de 1963 a stoppé la marche du régime sur la voie de la liquidation des organisations ouvrières. Les masses reprennent par approximations successives l'offensive et c'est à ce moment que le PCF va chercher une tactique plus adéquate au maintien de l'ordre. Certes le PCF mentionne encore dans la résolution du XVII^e congrès (*Cahiers du communisme*, juin-juillet 1963) le mot d'ordre d'assemblée constituante. Mais la résolution finale contient une phrase qui anticipe les évolutions futures : « *La mise en œuvre*

d'une telle politique contraire aux intérêts de la France est facilitée par la Constitution de 1958 et l'usage qu'en fait le président de la République. »

Ainsi il y aurait une distinction à faire entre la Constitution de 1958 et l'usage qu'en fait le général de Gaulle. Peut-être la même constitution pourrait être appliquée dans un sens démocratique par un autre président...

Finalement, lors des négociations de 1966, avec la Fédération de la Gauche démocratique et socialiste, le PCF jette définitivement le mot d'ordre d'assemblée constituante aux oubliettes.

Il n'en sera plus question. La porte sera désormais ouverte à deux hypothèses : soit une révision du texte de 1958, soit une sollicitation minimaliste de la constitution.

POUR UN GOUVERNEMENT POPULAIRE ET D'UNION DEMOCRATIQUE.

Au faite des événements de mai 1968, alors que 9 millions de travailleurs sont en grève, le PCF s'empresse de négocier avec la FGDS pour canaliser le mouvement et tout recentrer dans le cadre des institutions de la V^e République.

Ainsi, une lettre de Waldeck-Rochet à F. Mitterrand, publiée dans *L'Humanité* du 28 mai 1968, propose une rencontre entre les deux directions. Le PCF y « propose d'assurer la relève du pouvoir gaulliste par un gouvernement populaire et d'union démocratique avec la participation communiste sur la base d'un programme minimum commun. Ce programme devrait comporter en tout premier lieu la satisfaction des revendications essentielles pour lesquelles 9 millions de travailleurs sont en grève, la création d'une université moderne et démocratique. »

Cette union ne vise qu'un objectif : encadrer la grève par les élections. Ainsi, une déclaration du bureau politique parue dans *L'Humanité* du 1^{er} juin 1968 explique :

« ... Le général de Gaulle a annoncé en même temps que la dissolution de l'Assemblée nationale des élections législatives dans les délais prévus par la constitution. Le Parti communiste avait demandé, le 21 mai, dans une intervention de son secrétaire général Waldeck-Rochet à l'Assemblée nationale que la parole soit donnée au peuple. Le communiqué du bureau politique du 27 mai rappelant la nécessité urgente d'un programme commun soulignait qu'il donnerait son plein sens à ces élections. »

Pour justifier cette manifestation soudaine de confiance dans les institutions de la V^e République, le Parti communiste agite le spectre du coup de force militaire. Plus loin, dans la même déclaration, on peut lire :

« Le Parti communiste appelle les travailleurs, tous les républicains à la vigilance. Le général de Gaulle a menacé d'employer " d'autres voies que le scrutin " affirmant qu'il était prêt à utiliser tous les moyens. Il redoute le verdict de la nation. Il cherchera tous

les prétextes, y compris les provocations, pour baillonner le peuple, le priver de sa possibilité de s'exprimer par le suffrage universel et imposer sa dictature. »

Ainsi le PCF faisait tout pour enfermer les millions de travailleurs en grève dans l'alternative suivante : dictature gaulliste ou défense de la V^e République.

Il est intéressant de noter pour la suite, qu'à cette étape précédant les élections, c'est de Gaulle qui est censé « redouter le verdict de la nation », les élections législatives demandées dès le 21 mai par le Parti communiste lui-même. Le PCF prendra l'exact contrepied de cette position à l'annonce des résultats des élections législatives.

Le PCF lors de cette période cruciale ne se contente pas de boucher toute issue se présentant aux travailleurs, il cherche également à semer la confusion dans l'esprit des masses. Le discours prononcé par Waldeck-Rochet lors du meeting du 31 mai 1968 (*L'Humanité* du 1^{er} juin 1968) est à ce propos édifiant :

« (...) Ce que les masses profondes du peuples français veulent aujourd'hui ce n'est pas le changement de poste de tel ou tel ministre, c'est un changement complet de politique et aussi de régime.

Elle savent que le choix n'est pas entre le chaos et le replatrage d'un pouvoir qui a fait faillite mais qu'il est possible d'établir un régime authentiquement démocratique qui effectuera une rénovation profonde des structures économiques, sociales et politiques en conformité avec les intérêts des masses laborieuses, avec l'intérêt de la nation elle-même. La seule façon de répondre aux aspirations du grand mouvement populaire qui monte dans le pays, c'est par conséquent de remplacer le pouvoir gaulliste par un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur les partis de gauche et mettant en œuvre un programme com-

mun comportant dans l'immédiat la satisfaction des revendications essentielles des travailleurs et la création d'une université démocratique. (...) Un tel régime rapportera à notre pays une démocratie politique et économique avancée. »

La confusion est à chaque ligne de ce discours consciencieusement entretenue entre le changement de gouvernement que propose le PCF, sachant toutefois très bien que les élections législatives dans les conditions de juin 1968, ne peuvent pas entraîner un changement de majorité parlementaire.

Cette confusion entre les termes régime, pouvoir et gouvernement permet précisément de ne pas laisser les travailleurs s'attaquer au régime existant, aux institutions de la V^e République.

LA REPRISE DU TRAVAIL

Pour juguler le mouvement des masses, le PCF s'empresse d'une part d'évoquer la voie électorale comme la seule possible, mais également sur le plan des revendications immédiates, de négocier coûte que coûte avec le patronat. Ceci fait, le PCF présente comme une grande victoire les accords de Grenelle et décrète qu'il n'y a plus aucune raison de ne pas reprendre le travail.

Pour accélérer le retour aux usines, il brandit à nouveau le spectre du coup d'Etat. Dans un éditorial de *L'Humanité* du 7 juin 1968, René Andrieu déclare en effet :

« Le chef de l'Etat a intérêt à ce que la reprise s'opère dans le désordre et dans la division pour effrayer une partie de l'électorat et si la situation lui en fournit le prétexte pour « choisir d'autres voies que le scrutin immédiat du pays ». Un nouvel incendie du Reichstag comblerait ses vœux.

Voilà pourquoi les groupes gauchistes étrangers au personnel des usines qui s'opposent à la reprise là où les revendications essentielles ont été satisfaites,

qui calomnient la CGT et ses militants, et mettent tout en œuvre pour diviser la classe ouvrière sont des auxiliaires précieux pour le pouvoir.»

Les élections des 23 et 30 juin 1968 se révélèrent désastreuses pour les partis de la gauche officielle. Mais comment expliquer alors aux masses que ces élections législatives, tant réclamées par le PCF, ce « *verdict de la nation* », qui devait enfin « *donner la parole au peuple* », cette « *bataille* » à laquelle le PCF était allé « *avec confiance* » ait conduit le PS et le PCF à un échec retentissant ?

A cette question troublante, l'éditorial des *Cahiers du communisme* de juin-juillet 1968 répond :

« (...) Des observateurs superficiels peuvent être troublés, voire déroutés par le paradoxe apparent que constituent d'une part le puissant mouvement revendicatif des ouvriers et des universitaires qui s'est développé dans la deuxième quinzaine de mai et les résultats des élections des 23 et 30 juin qui ont exprimé une forte poussée des éléments de droite favorables au pouvoir. (...) C'est alors que de Gaulle se résolut à utiliser d'autre manière la situation en annonçant le 30 mai la dissolution de l'Assemblée nationale et la préparation précipitée de nouvelles élections législatives pour les 23 et 30 juin. Il pensait non sans raison que la situation était favorable pour revaloriser ses forces déclinantes étant donné l'inquiétude qu'il entretenait et qui se développait alors dans une partie de la population.»

De Gaulle le pensait non sans raison mais le PCF en mai n'aurait eu aucune raison de le penser, alors qu'il réclamait ces élections « *avec confiance* » et que de Gaulle, paraît-il, redoutait « *le verdict de la nation* ».

Fin mai, le PCF appelle de ses vœux la dissolution et les élections qu'aurait redoutées de Gaulle, et début juillet il apparaît que la dissolution aurait été un instrument choisi par de Gaulle, la

situation lui étant pleinement favorable.

LE REFERENDUM DE 1969

En avril 1969, de Gaulle veut faire passer par voie de référendum une révision constitutionnelle sur la réforme des régions et du Sénat.

Le PCF appelle à voter « *Non* » à ce référendum. Dans un article d'Henri Chauveau « *Gaullisme, référendum et régionalisation* » paru dans les *Cahiers du communisme*, sont développés deux types d'arguments :

D'une part, la caractérisation du référendum gaulliste :

« Le référendum à la mode gaulliste est en effet un plébiscite qui s'inspire directement de la tradition napoléonienne. Le pouvoir dont la nature de classe est pourtant bien précise puisqu'il représente et défend la toute puissance des monopoles, s'efforce d'avoir plusieurs faces et s'emploie à s'assurer en permanence une caution populaire.»

D'autre part, la position du PCF sur la réforme elle-même :

(...) Comme le confirme le projet de régionalisation actuel, on refuse aux régions toute structuration démocratique, sauf corporative. En effet, le conseil régional, placé au-dessus des conseils généraux et des municipalités, sera notamment composé de représentants d'organisations socio-professionnelles, y compris de patrons ainsi que d'élus au second degré. Mais la puissance et l'autorité réelles de cette assemblée appartiendront en fait au préfet régional désigné par le gouvernement et au service de celui-ci.»

« (...) La préoccupation politique essentielle du pouvoir est de mettre en place des structures politiques qui freineront ou empêcheront la montée des revendications et du mécontentement populaires vers le pouvoir central. Dans ce but, la création de régions auxquelles on s'efforce de susciter un

sentiment de participation apparaît bien comme un garde-fou, comme une butée aux revendications laborieuses et au progrès social.»

Cette dernière réflexion est intéressante si on la rapproche de la politique préconisée par le PCF depuis la loi de décentralisation de 1982 et qui propose notamment aux travailleurs de s'emparer de tous les centres de pouvoirs et de décision sur le plan local pour réaliser eux-mêmes la démocratie.

D'autant plus que dans le même article, on lit plus loin :

« (...) On ne voit d'ailleurs pas comment un régime antidémocratique par excellence, qui ne respecte aucune des libertés fondamentales à l'échelle de l'Etat, les respecterait à l'échelle régionale par exemple ? »

Autre argument des plus intéressants que le PCF développait dans ce même texte de 1969 et qui désormais est soigneusement caché au rayon des archi-

ves : « La régionalisation prise dans son principe et dans sa forme n'est pas condamnable en elle-même, elle le devient à partir du moment où, comme c'est le cas sous le régime actuel, elle revêt un contenu réactionnaire dirigé contre les intérêts du peuple et de la nation. Son caractère est fonction de la réponse faite à cette question, à savoir : quelle classe la propose et pourquoi faire ? »

Le PCF pourrait-il répondre à cette question en 1985 à propos de toutes les réformes qu'il a coopérées à mettre en place depuis mai 1981 : la décentralisation : quelle classe la propose et pourquoi faire ? la modernisation : quelle classe la propose et pourquoi faire ? les contrats écoles-entreprises : quelle classe les propose et pourquoi faire ? les bassins d'emploi : quelle classe les propose et pourquoi faire ? les bassins emploi-formation : quelle classe les propose et pourquoi faire ?

LES ANNEES 1970 : QUELQUES AMENAGEMENTS NECESSAIRES

Dès l'année 1970, la position officielle du PCF vis-à-vis des institutions de la V^e République est que la constitution de 1958 est acceptable à condition de l'amender sur certains points. Le PCF à cette époque développe la thèse de la démocratie avancée que l'on pourrait selon lui atteindre dans le cadre même de la constitution actuelle.

En effet dans les thèses du XIX^e Congrès, dans la limite de certaines révisions à opérer, le PCF manifeste désormais officiellement son acceptation de la Constitution de 1958. Le PCF s'emploie d'ailleurs à préciser les contours de cette acceptation limitée dans le programme *Changer de cap. Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire* (Editions sociales) paru en 1971 dans la perspective de la signature d'un programme commun.

Le chapitre 3 consacré aux « institutions nationales » suit un ordre d'exposition révélateur de la seconde lecture que fait le PCF de la Constitution de 1958. La représentation proportionnelle est énoncée en premier et parée du titre de « loi fondamentale que personne ne puisse remettre en cause ». Le contrat de législature vient en second suivi du « Parlement » et du couple « Parlement-gouvernement ». Il faut attendre l'ultime paragraphe pour voir apparaître le « Président de la République ». La philosophie est claire. Sans penser à détruire les institutions de la République, le PCF souhaite qu'une lecture différente de celle-ci ainsi que certains amendements transforment ce système de pouvoir personnel en un régime parlementaire classique. Il s'agit en effet de déplacer le siège vital du système de la prési-

dence vers le tandem gouvernement-Parlement unis par un contrat de législation.

La conclusion du programme commun marque, durant cette période, le degré sans doute le plus élevé dans l'acceptation des institutions. L'accord en effet ne revient ni sur l'élection du Président de la République au suffrage universel, ni sur le choix régulier du Premier ministre, ni sur la domination de l'Exécutif sur le Législatif. Il n'institue pas la dissolution automatique de l'Assemblée nationale au cas où viendrait à se rompre l'unité des partis majoritaires (notion de contrat de législation).

Lors de l'actualisation du programme commun en juillet 1977, le PCF revient à un discours plus parlementariste. Il reprend certaines propositions d'amendements exprimées en 1971. Cependant, l'acceptation totale de la Constitution de 1958 ne fait aucun

doute à la lecture d'un article de Gilles Masson paru dans les *Cahiers du Communisme* de juillet 1977 qui déclare :

« Le PCF s'est toujours élevé contre le renforcement constant du pouvoir autoritaire à caractère personnel. A cet égard, l'application à la lettre de la Constitution de 1958, même inchangée, serait déjà un progrès puisqu'elle remettrait en cause des pratiques qui se sont développées en marge de la Constitution ou même en rupture avec elle : utilisation du référendum direct, usage de l'article 11 pour réviser la Constitution, refus de convoquer le Parlement en session extraordinaire, etc. »

Plus question de remettre cette Constitution en cause, selon le PCF, il faudrait la protéger contre les distorsions que lui font subir les présidents de la République et imposer son application à la lettre.

1981-1985 : RESPECTER LA CONSTITUTION

A partir du changement de majorité de mai-juin 1981, il n'est plus question pour le PCF que d'une exhortation constante au respect des institutions de la V^e République. Les seules réserves qu'émettent ses dirigeants envers le système établi ne portent plus que sur de soi-disantes distorsions du comportement électoral évidemment néfastes pour le PCF.

Le rapport présenté par Georges Marchais au comité central du 26 juin 1981 (*L'Humanité* du 27 juin 1981) donne ainsi une explication institutionnelle du vote pour le candidat Mitterrand dès le premier tour des présidentielles par les électeurs communistes :

« (...) En effet le mécanisme institutionnel, la nature même de l'élection présidentielle poussent à une bipolarisation de la vie politique, c'est-à-dire à une marginalisation de toutes les forces politiques qui n'apparaissent pas comme les mieux placées pour figurer au second tour de cette élection. Les

conditions politiques du déroulement de la campagne, je l'ai rappelé, ont accentué les caractères négatifs pour notre Parti communiste, de ce scrutin en le réduisant à un duel entre le président sortant et le candidat du Parti socialiste qui, placé en tête de la gauche lors des consultations des années précédentes, est apparu comme le seul susceptible de battre la droite. C'est dans ces circonstances que des électrices et des électeurs communistes ont voté pour François Mitterrand dès le premier tour. »

Ainsi, l'inconvénient de cette Constitution c'est qu'elle a des conséquences électorales désastreuses pour le PCF. Il s'agit là de la couverture de la politique de division du PCF qui a conduit à sa défaite au premier tour des élections présidentielles. Mais tant pis, il se fera un devoir de faire respecter la Constitution.

Rien ne pourrait être plus clair sur ce point que l'interview accordée par

Georges Marchais au *Monde* le 22 novembre 1983. La discussion porte en particulier sur la politique extérieure de la France au Liban.

« *Question : Vous prenez position ainsi en tant que responsable d'un parti membre de la majorité. Or, le Président de la République a expliqué, le 16 novembre, que pour ce qui concerne l'action extérieure de la France, c'est lui qui décide et que les partis, il ne s'en occupe pas.* »

« *Georges Marchais : Comme je m'attendais à cette question, j'ai regardé la Constitution que, comme vous le savez, nous n'avions pas votée en 1958 car nous avons considéré qu'elle établissait le régime du pouvoir personnel. Elle existe, elle a été ratifiée par le peuple français et nous devons aujourd'hui la respecter telle qu'elle est* (souligné par nous). *L'article 15 de la Constitution dit : « Le Président de la République est le chef des armées. Il préside les conseils et comités supérieurs de la défense nationale ». C'est à ce titre que le Président de la République a parlé à la télévision.*

L'article 3 dit : « La souveraineté appartient au peuple qui s'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. »

L'article 4 dit : « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie. »

Eh bien, dans le respect de ces articles là, je considère que, en tant que composante de la majorité, lorsque je me déplace à l'étranger par exemple, il est de mon droit, mais aussi de mon devoir, de parler non seulement au nom de notre Parti, mais aussi au nom de la France, du gouvernement auquel nous participons. »

Question : Les partis concourent à l'expression du suffrage. Concourent-

ils aussi à l'élaboration de la politique qui est menée ? »

« *G.M. : Vous savez comme moi qu'un article de la Constitution, l'article 20, dit que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ». Il y a, il est vrai, ce que l'on appelle le domaine réservé c'est-à-dire les problèmes de la défense. »*

Georges Marchais respecte à tel point la Constitution de 1958 que comme justification des actes de son propre parti, il ressent la nécessité de citer des articles précis de celle-ci. Non seulement le Président de la République, le gouvernement doivent l'appliquer mais même l'activité des partis politiques doit s'y conformer en tous points. Plus besoin de statuts, nous avons la Constitution de la V^e République. Et si d'aucuns se risquaient à objecter à Georges Marchais que cette Constitution est antidémocratique ; sa réponse est à trouver au tout début de sa déclaration : nous n'en voulions pas, les Français l'ont ratifiée. Tant pis pour eux, ils ont ce qu'ils méritent et pas question de revenir là-dessus.

Mais plus encore que ses écrits, les actes du PCF montrent son degré de soumission aux institutions de la V^e République. Le 25 juin 1982 le gouvernement Mauroy imposait par la procédure de l'article 49-ter sa loi sur le blocage des prix et des revenus. Le groupe parlementaire PCF à l'Assemblée nationale n'élevait aucune protestation. Le 23 novembre 1982, le même gouvernement utilisait la même procédure pour faire passer la loi sur le « pardon » aux généraux rebelles d'Algérie. Même silence dans les rangs du PCF.

LA SORTIE DU PCF DU GOUVERNEMENT.

Proportionnelle et décentralisation. Dans le rapport de Georges Marchais au XXIX^e congrès du PCF, on peut lire : « *Le Parti communiste français*

combat toutes ces tentatives avec fermeté et se prononce pour une démocratisation réelle des institutions et de la vie politique » (*La crise et son issue*, p. 3). Quelques semaines auparavant, Claude Cabanes écrivait dans *L'Humanité* : « Le leader du RPR a réclamé la dissolution de l'Assemblée nationale et des élections législatives immédiates. C'est le coup de pied de l'âne à la loi suprême du pays : la Constitution. »

Depuis, dans tous les domaines, le PCF a ajouté à son double langage

(variable imposée par l'évolution de la situation politique) la question de la décentralisation propulsée comme mot d'ordre central. Ajoutons qu'ici et là Georges Marchais indiquant la nécessité de poser le problème de la présidence de la V^e République milite pour un retour... à 1958.

Cette politique n'est pas sans conséquence de 1958 à 1962 puis de 1964 à 1970, enfin de 1971 à 1978 et de 1981 à 1984. A chaque tournant sur une même ligne, le PCF a provoqué des crises et perdu de nombreux militants.

LA CRISE MILITANTE DU PCF

L'amplitude de la désaffection ouvrière à l'égard du PCF ne fait pas de doute. Sur le plan électoral par exemple, si on prend pour base 100 les 5 005 336 voix de 1946, on a 115,5 en 1978 (5 787 436 voix dans une situation où il y a beaucoup plus d'électeurs, vote des femmes par exemple), 45,1 aux élections européennes (2 261 312 voix).

Le tassement commencé depuis de nombreuses années s'accélère suite à la politique de division en 1978, portée à son paroxysme en 1981 et en trois élections le PCF perd plus de la moitié de son électorat.

Lors des élections municipales, le PCF a perdu 31 villes d'Ile-de-France et des villes aussi importantes du point de vue ouvrier que Poissy, Savigny-sur-Orge, Levallois-Perret, Saint-Quentin, Nîmes, Béziers, Sète, Saint-Etienne, etc.

Le rapport du congrès ne peut masquer ce résultat :

« Le constat du recul de l'influence du Parti communiste français appelle plusieurs interrogations (...) » (préambule page 1).

« Depuis le XXIV^e Congrès, en raison du recul de l'influence du parti, d'un ralentissement sensible du recrutement, nos effectifs se sont affaiblis (...) » (*Le parti*, page 12).

Si l'appareil stalinien ne peut cacher la totalité des problèmes rencontrés, il ne peut, en raison des éléments cités au point 2, mettre le doigt sur la source fondamentale de la crise. Mais il est nécessaire de camoufler les responsabilités : la direction du PCF a toujours eu raison.

Et de justifier la candidature de division de Georges Marchais en mai 1981.

« Ne pas défendre l'idée de la présence indispensable d'un candidat communiste lors des élections présidentielles a favorisé cette entreprise. Ce qui s'est passé en 1981-82-83 ce n'est pas la responsabilité de la direction du PCF, mais des travailleurs qui ne luttent pas assez. Mais si notre action a pu contribuer à des réalisations positives, le mouvement populaire ne sera pas en mesure — ni par là même notre parti — d'imposer les initiatives gouvernementales indispensables contre le gachis du capital. (...) (Confirmer et approfondir notre orientation politique, page 5).

Dans le tableau ci-après tiré de l'ouvrage de Robrieux *La Secte* on peut analyser l'évolution des adhésions.

On peut remarquer que l'effondrement des effectifs est directement le produit de la politique de division orchestrée par le PCF depuis 1977-78. Cette dyna-

mique n'a fait que s'accroître vraisemblablement lors de la dernière période.

La première de ces courbes (en tirets pleins) représente l'évolution du total des six plus grandes fédérations.

La seconde (traits pleins) indique l'évolution de la région parisienne.

Celles-ci ont été établies uniquement d'après des chiffres tirés du tableau des remises de cartes annoncées officiellement.

La troisième courbe représente, elle, l'évolution du total national des cartes remises de 1937 à 1981.

Avec la quatrième courbe, l'auteur s'est efforcé de reconstituer grossièrement l'évolution des « effectifs réels cotisant » à partir des données partielles fournies par les différentes séries de documents de sources internes telles que comparaisons locales entre totaux de cartes remises et totaux de talons de cartes collectés par l'organisme supérieur ainsi que divers témoignages. Ceci sachant que le décalage entre le nombre des cartes dites remises et celui des cotisants réels de l'ordre de 10 à 25 pour 100 en période normale peut atteindre 40 à 50 pour 100 en période de fort reflux.

L'immense réseau de presse constitué à la libération a fondu de manière spectaculaire (disparition de *La voix du peuple*, *L'Étincelle*, *la Voix jurassienne*, *le Travailleur alpin*, ceux-ci entre 1946 et 1948 ; disparurent également *Les Nouvelles*, *Le Patriote*, *Allobroges*, *République* vers 1956-58).

Actuellement, la presse quotidienne du PCF de province se réduit à trois titres : *La Marseillaise*, *La Liberté* dans le Nord, *L'Écho du Centre* dans le Limousin.

	Tirage	Diffusion	
Echo du Centre	34000	30000	1977
	35000	28000	1958
La Marseillaise	33516	28929	1977
La Liberté	28000	25000	1977

Ajoutons la tentative avortée de la création d'un quotidien dans la région lyonnaise *Le point du jour*.

En ce qui concerne *L'Humanité*, le seul chiffre fiable est celui des ventes Paris-surface (Paris, plus 31 communes de la banlieue proche).

	Moyenne des ventes
sept./oct./nov.	1973 24198
	1974 24364
	1976 23235
	1977 22646
avril/mai/juin	1974 26572
	1975 23610
	1977 21287
	1978 19044

A titre indicatif, voici la vente nationale de *L'Humanité* :

	Tirage	Diffusion réelle
1972	194007	150866
1973	194007	150686
1975	198714	151387
1977	219232	153097

Quant à *L'Humanité Dimanche* :
Nationalement :

Mai 1975 : 242980
Juin 1978 : 245167
Mars 1981 : 210000
Printemps 1982 : 175000.

LA CRISE DE LA CGT

Un des éléments les plus criants de la crise du PCF est la situation de la confédération que le PCF contrôle. A l'évidence, cette crise est déterminante car elle touche la base et le contrôle direct de l'appareil stalinien sur la classe ouvrière.

Résultats électoraux aux élections aux comités d'entreprise de 1966 à 1979

Source : ministère du Travail. Pourcentage voix CGT/suffrages exprimés. (Jusqu'en 1975, 2^e collège comprenait 2^e et 3^e collèges).

Années	1 ^{er} coll.	2 ^e coll.	3 ^e coll.	Ensemble
1966	57,8 %	21,3 %		50,8 %
1967	51,5 %	15,8 %		45,0 %
1968	55,6 %	16,8 %		47,9 %
1969	47,5 %	13,1 %		40,9 %
1970	53,9 %	16,5 %		46,0 %
1971	50,5 %	16,2 %		43,3 %
1972	51,4 %	18,7 %		44,1 %
1973	48,1 %	16,5 %		40,8 %
1974	49,0 %	20,9 %		42,8 %
1975	44,6 %	17,4 %		38,1 %
1976	47,9 %	25,0 %	8,2 %	41,5 %
1977	43,5 %	20,2 %	7,1 %	37,4 %
1978	44,9 %	22,8 %	8,9 %	38,5 %
1979	40,3 %	18,0 %	6,6 %	34,5 %

Analysons l'évolution par secteur d'activité en 1983 au niveau des élections professionnelles.

En Alsace, les élections au CE en 1982 s'inscrivent dans la tendance nationale : la CGT perd 3,4 points (elle passe de 22,5 % en 1980 à 19,1 %).

Dans quelques entreprises, elle a enregistré des gains : comme aux Laminiers de Strasbourg en juin où dans le collège ouvrier lors des élections des délégués du personnel elle a gagné avec 67 % des suffrages exprimés (+17,6 points). Elle vient encore de faire état d'une progression largement supérieure à 1 point dans les élections de délégués du personnel qui se sont déroulées le 5 octobre 1983 dans trois

établissements de Dassault (Mérignac, Saint-Cloud et Boulogne).

Par contre, à l'usine Citroën de Rennes, les élections de délégués du personnel en septembre 1983 ont été à nouveau très défavorables à la CGT.

Dans le 1^{er} collège, 12 805 inscrits et 10 764 suffrages exprimés la CSL est passée en un an de 49,3 % à 64,5 % soit +15,2 points tandis que la CGT chutait de 24,8 % à 15,3 % soit -9,5 points et la CFDT de 19,1 % à 14 % (-5,1 points), FO demeurant stable à 4 %.

A Peugeot Mulhouse (14 000 salariés), lors des élections des délégués du personnel en juin 1983, la CGT a enregistré une perte de 5,03 points dans le collège ouvrier en obtenant 16,65 % tandis que FO (22,6 %) gagnait 2,6 points.

A Renault Flins aux élections professionnelles au comité d'établissement en février 1983 la CGT est passée dans le 1^{er} collège de 56,2 % en 1981 à 40,3 % en 1983 (-15,9 %).

Des évolutions similaires sont observées dans le secteur bancaire. Lors des élections au conseil de discipline du Crédit Lyonnais (43 394 inscrits et 33 897 exprimés) en mai 1983 la CGT est passée en 3^e position (18 %) en reculant de 3 points, se plaçant derrière FO (19,17 %) en progression de 2,87 % et la CFDT (32,4 %) en baisse de 2,9 points.

Lors des élections des membres des 119 comités d'établissements de la BNP en mars 1983 (50 552 inscrits) et 38 261 exprimés, la CFDT (36,2 %) a gagné 2,8 points, la CFTC (17,3 %) a gagné 1,9 points tandis que la CGT (18,9 %) perdait 3,8 points, FO (15,5 %) reculait de 0,4 points.

Au ministère de l'Agriculture, où des élections se sont déroulées pour la première fois en août 1982 pour déterminer la représentativité des organisations syndicales, FO est arrivée en tête

avec 26,72 % devant la CFDT 22,44 % la FEN 18,13 % et la CGT 10,76 %.

LES ELECTIONS PRUD'HOMMALES ET DE LA SECURITE SOCIALE

Plus de 1 900 000 ouvriers d'industrie avaient voté pour la CGT aux élections prud'hommales de 1979. Le 8 décembre 1982 ils n'étaient plus que 1 650 000. En trois ans, 250 000 ouvriers d'industrie ont retiré leur confiance à la CGT. Et cette défection, loin de profiter à la CFDT, comme des oracles complaisants l'avaient imprudemment prédit se traduit, par une hausse équivalente du nombre des abstentionnistes.

« C'est un avertissement pour les milieux dirigeants de la majorité gouvernementale » a expliqué Henri Krasucki qui y a vu *« le produit de l'insatisfaction d'un grand nombre de travailleurs »*.

Henri Krasucki mettant en cause *« la progression d'organisations qui avaient toujours été liées aux partis de droite et au patronat et qui font aujourd'hui une surenchère démagogique »*. Les faits, les chiffres que nous analysons établissent le contraire. Ils auraient curieusement *« glissé à droite »* ces milliers et ces dizaines de milliers de travailleurs de Lorraine (-7,8 % pour la CGT), du Nord-Pas-de-Calais (-5,7 %), de l'usine Alsthom à Belfort (-8 %), d'Aubervilliers (-15 %) ou encore ces 12 000 travailleurs du bassin de Lens qui ont voté CGT en 1979 et ont refusé de le faire en 1982 !

Ainsi donc, dans les bastions traditionnels de la CGT, là où elle est le mieux implantée, la classe ouvrière basculerait à droite ? L'explication semble pour le moins saugrenue...

Ce qu'indiquent les faits, et il ne sert à rien de vouloir les dissimuler, c'est ceci : ce sont les ouvriers les plus touchés depuis des années et des années

par l'offensive du capital, ceux qui vivent dans les régions littéralement désertifiées, ceux qui subissent à nouveau les conséquences de 11 800 licenciements dans la sidérurgie, ceux qui sont aux avant-postes du combat contre les attaques anti-ouvrières du CNPF, ce sont ceux là qui se sont, du moins en partie, détournés de la CGT le 8 décembre.

A l'évidence, le fait le plus marquant de ce résultat est la baisse des voix de la CGT. La majeure partie des voix qui ont manqué à la CGT sont le fait d'abstentionnistes, comme l'attestent les résultats détaillés.

Ce fait mérite la plus grande attention. Les abstentions — parfois très importantes dans les villes et les quartiers ouvriers — manifestent le rejet par la classe ouvrière de la politique imposée à la CGT par les dirigeants PCF et qui conduit à détourner de ses objectifs le syndicat, à le soumettre à des intérêts étrangers à ceux de la classe ouvrière. Il n'est pas sans signification de constater que ce sont dans les régions où les travailleurs subissent le plus violemment l'offensive patronale (Denain, Ardennes, Nord, etc.) que la CGT perd le plus de voix. De même, les pertes CGT sont les plus importantes dans les collèges ouvriers et employés essentiellement, mais en partie seulement au profit de Force Ouvrière, la CFDT ne progressant pratiquement pas dans ces catégories de salariés.

Ainsi, les refus de vote pour la CGT ne se sont pas portés pour autant sur la CFDT, malgré le soutien sans faille dont a bénéficié cette centrale de la part du gouvernement et des médias, notamment.

Cette fraction de la classe ouvrière qui a refusé de voter CGT exprime en réalité un processus très profond en cours au sein du prolétariat.

Henri Krasucki a évoqué, pour expliquer le recul de sa centrale, *« les événements intervenus au cours des trois années écoulées »*.

Que s'est-il passé durant ces trois années ?

Été 1980 : Marchais engage sa campagne de division. Les dirigeants de la CGT engagent à leur tour la centrale syndicale dans la bataille pour sauver Giscard menacé. Le 26 avril 1981, la classe ouvrière inflige une sévère défaite au PCF, défaite qui se renouvellera les 14 et 21 juin et lors des élections cantonales. Comment la CGT n'en subirait-elle pas le contre-coup ?

Au cours de ces trois dernières années, il y a eu également l'ouverture de la révolution en Pologne. Là encore, à l'instar du PCF, les dirigeants de la CGT ont engagé l'organisation syndicale aux côtés de Jaruzelski, contre les ouvriers polonais. Faut-il chercher ailleurs l'explication au vote de ces 12 000 ouvriers de Lens, en majorité d'origine polonaise, qui ont refusé de voter CGT ? Aujourd'hui, les dirigeants de la CGT engagent la centrale syndicale dans un soutien sans faille aux mesures patronales que le gouvernement reprend. Comme s'étonner que les travailleurs refusent de soutenir une telle orientation ?

Enfin, dernier fait marquant, la forte progression de la CGC parmi l'encadrement au détriment de la CGT, de FO et de la CFTC essentiellement. Certes, la CGC avait, pour la première fois, présenté presque partout des candidats. Le résultat s'en ressent donc. Pour autant, la politique d'austérité de Delors, de la CFDT appliquée sous le vocable des « nouvelles solidarités » et qui se traduit par « le partage des revenus » au détriment de tous les salariés, a des conséquences plus importantes sur le salaire des cadres.

Ce faisant, le gouvernement repousse les cadres vers l'organisation catégorielle qu'est la CGC. On retrouve là, avec des nuances, le même phénomène que dans la petite bourgeoisie, sacrifiée sur l'autel de la « solidarité nationale » en faveur des capitalistes.

La leçon de ces élections est claire.

Henri Krasucki, avec l'ensemble de la presse, peut bien tenter de camoufler les faits en parlant de la « progression d'organisations qui avaient toujours été liées aux partis de droite et au patronat », il ne peut masquer la signification des résultats : la volonté des travailleurs de combattre pour que le mandat qu'ils ont confié il y a dix-huit mois soit respecté. A sa manière Krasucki le reconnaît en déclarant : « Ces élections ne traduisent pas une acceptation de l'austérité de gauche. Elles montrent que les gens sont mécontents. Nous les comprenons même si nous pensons qu'ils ont eu tort d'exprimer leur mécontentement de cette façon. » Comment les travailleurs auraient-ils pu l'exprimer autrement ? Avec une autre ampleur, les résultats des élections à la Sécurité sociale du 19 octobre ont suscité bon nombre de commentaires dans la presse d'où les questions essentielles ont été écartées.

Les résultats :

Caisse nationale d'assurance maladie : Abstentions : 47,33 % ; CGT : 28,15 % ; CGT-FO : 25,16 % ; CFDT : 18,4 % ; CFTC : 12,31 % ; CGC : 15,95 %

Caisse nationale d'allocations familiales :

Abstentions : 47,75 % ; CGT : 28,25 % ; CGT-FO : 24,88 % ; CFDT : 18,43 % ; CFTC : 12,46 % ; CGC : 15,95 %

Scrutin d'assurés sociaux et non plus de travailleurs, ces élections ont en effet consacré la volonté de substituer un système de protection sociale géré par des représentants de citoyens au système originel de la Sécurité sociale reposant sur le principe de la solidarité ouvrière, alimenté par le salaire différé des travailleurs et géré par leurs représentants. Ainsi, cette organisation des élections — que toutes les organisations à l'exception de FO avaient appelée de leurs vœux — ouvre-t-elle une nouvelle brèche dans l'acquis ouvrier qu'est la Sécurité sociale arrachée en 1945-46. L'organisation de ces élections, loin de marquer un « retour aux

principes » poursuit en les aggravant au contraire les attaques précédentes, notamment celles de 1967 (ordonnances de de Gaulle). Il s'agit là, remarquons-le, d'une volonté commune du CNPF et du gouvernement. P. Bérégovoy s'est d'ores et déjà prononcé à plusieurs reprises en faveur de la budgétisation des allocations familiales. Dans cette offensive contre la Sécurité sociale, le CNPF et le gouvernement ont reçu durant ces derniers mois l'appui ouvert de la CFDT qui se prononce pour la décentralisation de la Sécurité sociale — c'est-à-dire sa disparition pure et simple comme institution ouvrière unique — le budget global des hôpitaux... C'est là l'une des explications du résultat de ce scrutin qui a vu la CFDT subir un sérieux recul.

Cette défaite de la CFDT est en même temps une condamnation de la politique d'austérité de Delors dont l'organisation d'Edmond Maire se fait le défenseur intransigeant.

Le deuxième enseignement réside dans le résultat obtenu par la CGT-Force Ouvrière qui se voit confirmée, avec plus de 25 %, à la deuxième place des centrales, loin devant la CFDT et à 3 points seulement de la CGT qui n'obtient que 28 %.

L'analyse détaillée du scrutin par caisse tend à confirmer le déplacement de voix qu'analysait ainsi un journaliste : « *La CFDT passe à la CFTC de même que la CGT passe à FO* » (*Libération* du 20 octobre).

DE QUOI SOUFFRE LA DIRECTION DU PCF ?

L'ensemble de ces contradictions analysées en général au point précédent et leur réfraction dans l'appareil, comme nous venons de le voir, nécessitent de maintenir le secret, les faux bruits, les mensonges, la fraude et l'arbitraire : autant de caractéristiques du stalinisme.

Enfin, la désaffection d'un nombre toujours plus grand de travailleurs pour la CGT au profit de Force Ouvrière s'explique à la fois par l'alignement des dirigeants de la CGT sur la politique gouvernementale, mais également par des causes plus profondes liées à la baisse continue d'influence du PCF dans la classe ouvrière.

Enfin, le résultat obtenu par Force Ouvrière appelle une observation qui dépasse le cadre des élections à la Sécurité sociale. Centrale ouvrière réformatrice dirigée par des réformistes (comme se caractérisent eux-mêmes ses responsables) la CGT-Force Ouvrière est à ce titre attachée de par sa nature à l'existence et au fonctionnement d'une démocratie de type parlementaire. Le vote en faveur de Force Ouvrière confirme à sa façon la contradiction entre les institutions bonapartistes antidémocratiques de la V^e République toujours en place et les exigences de la démocratie.

Les conséquences de cette désaffection qui sont d'ampleur nationale mais dont personne ne peut caractériser qu'elle sera durable, le cœur de l'appareil n'étant pas encore touché, a déjà ses conséquences. Il suffit pour cela de voir la campagne engagée par le bureau confédéral de la CGT « urgence CGT : les moyens de la vie ». La confédération contrôlée par l'appareil stalinien est au bord de la banqueroute financière, et ceci ne sera pas sans conséquence sur l'appareil lui-même.

En fait, ces secrets, ces faux bruits, ces mensonges, fraudes, etc., ne visent qu'à garantir l'absence de contrôle par les militants, ce qui est indispensable au maintien de l'édifice bureaucratique. Par exemple, la prétendue discussion sur le centralisme démocratique doit rester dans le cadre du secret, pas tant

vis-à-vis de l'extérieur que de l'organisation ; c'est le sens de la mise au point du bureau politique sur les discussions qui fleurissent dans *Le Monde*, *Libération*, etc.

Cette discussion sur le centralisme démocratique n'a pour but que d'éviter la discussion sur les véritables problèmes.

Sur les contradictions criantes de la résolution, écartelées entre le maintien de l'Union de la gauche, la dénonciation du PS comme responsable de tous les maux et le nouveau rassemblement populaire qui n'est rien d'autre que l'union nationale que propose Mitterrand, union nationale qui se heurte au cadre des institutions de la V^e République en crise.

Les militants du PCF ne savent plus où aller et pour l'instant il n'y a rien de plus urgent pour les dirigeants du PCF que de ne rien faire.

En conclusion, ce dont souffre la direction du PCF c'est la contradiction criante entre ce qu'elle doit à tout prix imposer : le PCF « *est le seul parti de la classe ouvrière* » (son contrôle sur les masses) au compte de la bourgeoisie et de l'appareil stalinien (préserver les institutions, barrer la route à la crise révolutionnaire), et le fait que pour ce faire (« *seul parti de la classe ouvrière* ») il tente d'épouser le mouvement de la classe.

La politique du PCF est contradictoire et partiellement paralysante pour l'appareil stalinien. Prenons un exemple du rapport de Georges Marchais au dernier congrès.

Page 5 : « *Le Parti socialiste ayant renoncé à ses déclarations d'intention contre le capitalisme, participe à la diffusion des idées pernicieuses sur la fatalité de la crise* ».

Page 5 toujours : « *En définitive, le Parti socialiste a réorienté la politique gouvernementale dans le sens voulu par les forces du capital. Il ne dissimule plus sa nature social-démocrate*

et en peut conduire qu'à l'échec économique. »

Et l'on peut lire page 9 : « *le Parti communiste français reste fermement partisan de l'Union de la gauche.* »

Le rapport appelle à la constitution d'un « *nouveau rassemblement populaire majoritaire* » (tête de chapitre) et réaffirme plus loin l'union de la gauche.

Prenons un exemple : un programme d'action anti-crise est fixé : « *Placer l'emploi au centre d'une nouvelle croissance de l'économie, améliorer au centre d'une nouvelle croissance de l'économie, améliorer le niveau de vie dans un esprit de justice et d'efficacité* », mais les moyens, la forme pour faire aboutir les revendications, sont renvoyés aux calendes grecques, sans bien sûr qu'il soit fait illusion à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.

Le document précise qu'il faut « *élever la formation* » (page 7) mais aucun mot n'est dit sur la réforme Savary ou encore les stages Rigout. Plus, le PCF enfourche les revendications patronales de liaison école-entreprise : « *meilleure formation professionnelle dans le cadre de l'établissement de nouveaux rapports entre l'école et la production* » (page 7).

« *Celle-ci nécessite en liaison avec le service public l'intervention et la contribution de partenaires divers tout particulièrement des entreprises* ».

Le PCF reprend à son compte toute la politique des hommes de Savary-Mauroy que des centaines de milliers d'enseignants condamnent et pourtant, le rapport du comité central explique, page 12, « *C'est ainsi que l'écho fait par les communistes au développement du mécontentement contre la politique du gouvernement Mauroy aurait du être rapidement perçu par le comité central.* »

Le rapport du comité central proclame page 8 : « *Il faut bâtir un monde sans arme et sans guerre* ». Et le groupe

parlementaire du PCF à l'Assemblée nationale vote les crédits militaires. L'appareil stalinien dans sa structure interne échappe au contrôle par la base. Il y a les permanents centraux, le comité central et ses collaborateurs, etc. mais tout cet appareil est lié à une couche de permanents, l'appareil municipal, comités d'entreprises, positions dans l'appareil d'Etat, etc.

Tous ces permanents qui échappent à l'exploitation quotidienne ont été sélectionnés pour les besoins de l'appareil. Ces planqués de la lutte des classes jouissent de privilèges bourgeois.

Ces privilèges que l'appareil stalinien tire de sa collaboration avec son propre impérialisme procèdent de son lien avec la bureaucratie et la politique internationale de celle-ci : il s'agit d'une véritable « institution » stalinienne, mais il y a aussi des privilèges de la société bourgeoise.

Sous cet angle, la perte de municipalités, de sièges de députés, dans les conseils régionaux, de comités d'entreprises, introduit des facteurs de dislocation qui se répercutent au niveau du noyau dirigeant.

Cette perte de positions produit par le mouvement des masses introduit des

clivages à l'intérieur de la couche dirigeante. La forme de ces clivages touche tous les aspects de l'appareil. Georges Marchais a beau dire et faire vanter les caractères démocratiques des congrès du PCF.

Les délégués ne représentent pas la base : ceux qui sont élus sont sélectionnés pour les besoins de l'appareil. Mais les clivages introduisent une crise dans cette « représentativité ».

La crise de l'appareil va s'accroître. Certes il y a toujours eu des « débats » mais avant les dirigeants du PCF participaient à une discussion ordonnée par la direction. Actuellement, ils participent également à une discussion mais que l'appareil ne contrôle pas de la même façon.

Il va donc être plus difficile au sommet de faire appliquer les décisions au niveau de l'activité de la base. C'est ce que d'un certain point de vue le Parti communiste espagnol a connu.

Les contradictions atteignent un point où les militants ne savent plus « que faire passer comme ligne » ni comment agir. Et ceci est mortel pour l'appareil stalinien.

Christophe SALLERS

SOURCES

Kriegel-Valrimont, « Une constitution monarchique », in *Cahiers du Communisme*, septembre 1958.

PCF, résolution adoptée au comité central des 5-6 octobre 1958, in *L'Humanité*, 6 octobre 1958.

Marcel Servin, rapport au comité central du 5-6 octobre 1958, in *L'Humanité*, 6 octobre 1958.

F. Forgue, « Le PCF, fidèle défenseur de l'ordre établi », in *La Vérité*, 15 novembre 1958.

F. Forgue, « A propos de la politique du PCF du 13 mai au 1^{er} juin », in *La Vérité*, 15 décembre 1958.

Maurice Thorez, rapport d'activité du comité central au XV^e congrès du PCF, in *Cahiers du Communisme*, N^o spécial congrès, 24-28 juin 1959.

PCF, thèses du XV^e congrès in « *Cahiers du Communisme*, N^o spécial congrès 24-28 juin 1959.

Waldeck-Rochet, discours prononcé à l'Assemblée nationale, in *L'Humanité* du 5 octobre 1962.

Roland Leroy, rapport au comité central d'Ivry, in *L'Humanité* du 6 octobre 1962.

Maurice Thorez, discours prononcé à la Mutualité le 18 octobre 1962, in *L'Humanité* du 19 octobre 1962.

PCG, déclaration, in *L'Humanité* du 30 octobre 1962.

PCF, « Pour en finir avec le pouvoir personnel », in *Cahiers du Communisme*, juin-juillet 1964.

« Le PCF propose une rencontre immédiate à la FGDS », in *L'Humanité* du 28 mai 1968.

Une interview de Waldeck-Rochet à l'AFP, in *L'Humanité*, 29 mai 1968.

PCF, déclaration du bureau politique du PCF, in *L'Humanité*, 1^{er} juin 1968.

René Andrieu, éditorial de *L'Humanité*, 7 juin 1968.

PCF, éditorial des *Cahiers du Communisme*, juin-juillet 1968.

Henri Chauveau, « Gaullisme, référendum et régionalisation », in *Cahiers du Communisme*, avril 1969.

PCF, thèses du XIX^e congrès, in *Cahiers du Communisme*, février-mars 1970.

Georges Marchais, rapport au comité central du 26 juin 1981, in *L'Humanité* du 27 juin 1981.

Interview de Georges Marchais au *Monde*, *Le Monde*, 22 novembre 1983.

Jean Baudoin, « L'assimilation progressive des institutions de la V^e République par le PCF », in *Revue française des sciences politiques*, 1984.

Programme commun de gouvernement, Paris, les Editions sociales, 1972.

Changer de cap : programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire, Paris, Editions sociales, 1971.

Les communistes et l'Etat, Paris, Editions sociales, 1976.

ANGLETERRE

La grève des mineurs ouvre une nouvelle période

par F. Forgeu

LE 1^{er} mars 1984, la direction des charbonnages britanniques annonce la fermeture du puits de Cortonwood dans le Yorkshire. Or, il y travaille des mineurs transférés d'autres puits mis hors d'activité. Des promesses avaient été faites selon lesquelles Cortonwood ne risquait pas la fermeture avant plusieurs années. C'est une provocation et un acte d'intimidation.

Les mineurs de Cortonwood débrayent. Puis la direction régionale du NUM (National Union of Miners - Syndicat national des mineurs) du Yorkshire appelle les 55 000 mineurs de ce bassin, le plus important de Grande-Bretagne, à la grève alors que celle-ci est déjà effective dans de nombreux puits et gagne l'Ecosse.

Ainsi commence un affrontement de classe qui fera de l'année 1984 une année marquante dans l'histoire du combat international de la classe ouvrière pour son émancipation et dont les conséquences, profondes en Angleterre même, dépassent et de loin le seul cadre de la Grande-Bretagne.

Comme l'écrit Fourth Internationalist la revue politique publiée par les trotskystes britanniques, après la fin de la grève :

« C'est une nouvelle phase de la lutte des classes » qu'elle a ouverte. En Angleterre, après la grève des mineurs, les rapports politiques ne sont plus les mêmes.

Le 5 mars 1985, après un an de grève, les mineurs reprennent le travail. La reprise a lieu après que la décision en ait été prise, à la majorité, par une conférence nationale de délégués. Les

mineurs rentrent en bon ordre, derrière les drapeaux de leur organisation syndicale. Ils n'ont pas obtenu satisfaction sur leur revendication : l'annulation du plan de restructuration. Mais

leur organisation syndicale n'a rien signé, il n'y a aucune acceptation ou « légitimation » par le NUM des licenciements.

Rien n'est conclu, rien n'est réglé. La presse internationale — en particulier française — hurle à la mort, martèle qu'il s'agit d'une défaite historique. La presse britannique, elle, se montre plus réservée dans ses commentaires. C'est le *Times*, le journal conservateur par excellence qui note « *Contrairement à ce qu'on pouvait attendre, les cercles gouvernementaux admettaient que M. Scargill avait raison de dire que la grève était terminée, le combat continuait* ». (On se rapportera à la revue de la presse française et britannique parue dans *Informations ouvrières* n° 1200 du 10 mars).

Une nouvelle période

Il n'a fallu que quelques semaines pour confirmer l'analyse résumée dans la formule « la fin d'une grève, le commencement d'une nouvelle période ». Margaret Thatcher avait comparé son combat contre les mineurs, « l'ennemi intérieur » à celui que l'impérialisme britannique avait mené contre « l'ennemi extérieur » pour préserver sa mainmise sur les Iles Malouines. Au lendemain de son succès militaire, tout paraissait sourire au gouvernement Thatcher. A l'issue de la grève des mineurs, c'est l'inverse.

On sait la valeur relative des « sondages d'opinion », il est néanmoins vrai que quand ils pointent tous dans la même direction, ils constituent une indication. Jusqu'à la grève des mineurs, le parti conservateur conservait une certaine avance sur le Labour Party. Contrairement aux mensonges sur l'impopularité de la grève des mineurs et le tort qu'elle aurait causé à la crédibilité du Labour Party elle a conduit à une situation où tous les sondages, dans la dernière phase de la grève et depuis, donnent le Labour Party talonnant et même dépassant le

parti conservateur. C'est ainsi que début avril a été publié un troisième sondage plaçant le Labour Party en tête (40 contre 36).

Mais pour significatives que soient de telles indications, il y a plus important. Le Parlement britannique vient d'adopter le budget. La discussion à ce sujet a souligné le profond malaise qui règne au sein du parti conservateur. Certaines des personnalités du parti conservateur n'ont pas hésité, comme Pym, à qualifier ce budget de « mauvais budget », qui se refuse, au nom de la lutte contre l'inflation à se pencher sur le problème du chômage.

C'est après le vote de ce budget d'austérité que s'est constitué, sous le couvert d'un Institut d'études des problèmes de l'emploi, un regroupement que la presse britannique qualifie comme une « large coalition anti-Thatcher ». On y trouve — à titre personnel — des dirigeants conservateurs Sir Ian Gilmour, ancien ministre, Shirley Williams, dirigeante du SDP (la formation qui a rompu avec le Labour Party et qui s'est électoralement alliée au parti libéral), Denis Healey, ancien ministre et membre du Labour Party, Michael Meacher, député du Labour Party et connu pour être proche de son dirigeant Neil Kinnock...

Le but avoué de cette coalition, selon la presse anglaise c'est « d'attaquer le bilan du gouvernement en matière d'emploi et de promouvoir une autre approche de ce problème ». En fait, il s'agit de préparer « l'après Thatcher ». On sait que depuis la guerre, le fonctionnement normal des institutions britanniques s'est opéré au travers de l'alternance entre le parti conservateur et le Labour Party et que toute la tradition de celui-ci est contraire à l'idée même d'un gouvernement de coalition. La « coalition anti-Thatcher » qui vient de se constituer n'est pas un « gouvernement d'union nationale » anticipé. Mais la signification politique de l'initiative est claire : c'est en quelque sorte en « négatif »,

du côté de représentants responsables de la classe dominante et de dirigeants sociaux-démocrates, la prise en compte des conséquences politiques de la grève des mineurs. C'est pour parler le jargon à la mode, la recherche d'un autre « consensus » après la fin de l'ère Thatcher dont la politique de « confrontation » conduit au désastre. C'est une expression de la profondeur de la crise politique, reliée au déclin accentué de l'impérialisme britannique, et de la conscience qu'ont certains des représentants politiques de celle-ci des véritables rapports de force. Eux, ne se laissent pas griser par les apparences.

Ils savent que ce n'est pas un hasard si, au lendemain de la fin de la grève des mineurs, Londres était le théâtre d'une puissante manifestation de travailleurs de la Fonction Publique auxquels s'étaient mêlés des enseignants, ce qui en Grande-Bretagne est un élément nouveau.

En effet, depuis plus de deux mois, l'organisation syndicale enseignante, le National Union of Teachers (NUT), mène des actions par région pour revendiquer une réévaluation des salaires de la profession. Le combat des enseignants se combine avec une situation explosive dans les principaux secteurs de la fonction publique et ajoute à une tension que la fin de la grève des mineurs n'a pas dissipée.

Si l'on se tourne vers les mines, là aussi les derniers développements sont extrêmement significatifs. A la suite d'une négociation entre le NUM et la direction des Charbonnages, les mineurs viennent d'obtenir une augmentation de 10,26 % (certes, il ne s'agit que d'un « rattrapage » partiel depuis deux ans, la grève ayant interrompu les négociations salariales) sans qu'il y ait aucun préalable ou condition liée à l'acceptation du plan de restructuration. Et, en ce qui concerne la mise en œuvre de celui-ci, la fermeture d'un certain nombre de puits, la réaction du syndicat des personnels de maîtrise et de surveillance (NACODS) est, elle

aussi, d'une extrême importance. Le NACODS n'avait jamais donné l'ordre de grève mais avait menacé à un moment d'entrer dans la lutte (voir la chronologie). Il avait ensuite reculé, arguant du fait la direction des Charbonnages acceptait l'examen de la situation de chaque puits par une commission spéciale avant de prendre des décisions définitives. Le 18 avril, le NACODS a tenu une conférence qui a recommandé à ses membres une grève des heures supplémentaires (le vote doit avoir lieu le 10 mai) si la direction des Charbonnages « s'obstinait à mettre en œuvre la fermeture de puits affectées par la grève d'un an sans avoir recours à la nouvelle formule d'inspection des puits ».

Enfin, et c'est un événement qui a lui seul exprime toute la situation : le 23 avril, 150 000 à 200 000 lycéens et collégiens ont fait grève contre le « Youth Training Scheme », sorte de « TUC » à l'anglaise : les jeunes sortant de l'école doivent obligatoirement accepter d'y participer, c'est-à-dire de faire un « stage » pour un salaire mensuel de 1 100 F environ, s'ils veulent ensuite avoir droit aux allocations chômage.

Les ministres du gouvernement Thatcher ont tonné contre cette grève, elle a été dénoncée comme « irresponsable » par la direction du Labour Party et de la confédération syndicale. Elle a pourtant été massivement suivie par les jeunes, répondant à l'appel d'un « Comité des jeunes pour les droits syndicaux », animé par des militants de la gauche du Labour Party, notamment regroupés autour du journal *Militant*.

Par dizaines de milliers, dans les principales villes, les jeunes ont manifesté contre Thatcher.

Oui, rien n'est plus comme avant après la grève des mineurs. C'est pourquoi — non pour en faire un bilan — mais pour dégager certains des traits de cet extraordinaire mouvement et des obstacles auxquels il s'est heurté, il est nécessaire de revenir sur son déroulement.

Les mineurs déclenchent la grève

Contrairement à une légende complaisamment entretenue par la presse pour qui la grève aurait été provoquée par une décision arbitraire de la direction du NUM, c'est spontanément qu'elle commence par la riposte des mineurs de Cortonwood, puis de l'ensemble du Yorkshire et d'Ecosse.

C'est seulement le 8 mars — une semaine plus tard — que la grève dans le Yorkshire et l'Ecosse reçoit le soutien officiel de la direction nationale du NUM. Et ce n'est que le 12 mars que la grève deviendra « officiellement » nationale, alors qu'elle a déjà largement dépassé les régions où elle a débuté.

Le 13 mars, la direction des Charbonnages admettra qu'il y a plus de cent mille grévistes sur les 195 000 environ qui travaillent au fond et que plus de cent puits (sur cent soixante-quatorze) sont totalement immobilisés. La grève a non seulement gagné très vite tous les bassins (à l'exception de celui du Nottinghamshire sur lequel nous reviendrons) mais elle s'organise activement : les piquets de grève sont formés et depuis le début des « équipes volantes » (flying pickets) organisés dans les régions déjà en grève se portent dans les autres bassins.

Voici comment un mineur du puits de Sutton Manor dans le Lancashire décrivait les conditions du déclenchement de la grève dans son secteur :

« Quand nous avons appris que la grève se développait, il y a eu un premier vote. Le résultat : 50 % pour la grève, 50 % contre. Mais dans les jours suivants, la discussion s'est poursuivie entre nous et il a été décidé une assemblée générale de la section syndicale.

A cette assemblée générale, il y a eu 400 travailleurs présents sur un effectif de 600. Il y a eu un vote presque unanime

pour la grève (une douzaine d'abstentions).

Mais la grève avait démarré avant le vote qui a été une confirmation. Le jour précédant l'assemblée générale, les mineurs du Yorkshire sont venus installer un piquet volant. Quand nous l'avons appris, nous avons commencé à débrayer et dès l'après-midi tout le puits était en grève. Dans les jours qui ont suivi, la grève a rapidement gagné sept autres puits dans le même district. Nous nous sommes organisés essentiellement à l'échelle locale, du puits, à partir de la section syndicale. Mais pour assurer la constitution des piquets, la rotation entre nous, l'envoi d'équipes volantes là où cela était nécessaire, il a été constitué des comités de grève dont les responsables ne coïncident pas nécessairement avec les responsables officiels du syndicat. Ces comités que nous avons mis en place assurent en fait l'organisation quotidienne de la grève, les membres du bureau syndical ont à assurer d'autres tâches, notamment la défense légale du syndicat, les poursuites, etc. Mais naturellement, la direction de la section syndicale est associée à toutes les décisions du comité de grève ». (1)

L'enjeu

Le « plan de restructuration » des Charbonnages — c'est-à-dire le plan du gouvernement Thatcher — n'est que l'expression dans un secteur essentiel de ce que l'on a appelé la « stratégie industrielle » du gouvernement conservateur. De plus, comme il concerne un secteur extrêmement concentré, riche de traditions de combat et d'organisation, sa mise en œuvre signifie chercher à créer les conditions d'une application générale de tels plans dans tous les secteurs. Refuser ce plan par le moyen de la grève c'était donc

(1) Interview de Steven Green, militant du NUM (section du puits de Sutton Manor, dans le Lancashire) dans *Informations ouvrières* n° 1172 du 24 Août 1984

GREVE DES MINEURS (chronologie)

1984 :

1^{er} mars : annonce de la fermeture de Cortonwood. La direction régionale du Yorkshire appelle les 55 000 mineurs du bassin à la grève.

6 mars : le plan des charbonnages rendu public.

8 mars : la direction nationale de la NUM apporte son soutien officiel aux grèves dans le Yorkshire et en Ecosse.

12 mars : début de la grève nationale.

13 mars : 100 000 grévistes sur 183 000 (près de cent puits immobilisés sur 174).

14 mars : jugement porté contre la NUM du Yorkshire interdisant les « piquets volants ».

15 mars : le premier mort de la grève.

3 avril : le NUR (National Union of Railwaymen) décide de ne pas transporter de charbon.

11 avril : le NACODS (syndicat des personnels de surveillance et de maîtrise) vote pour la grève (7 638 contre 6 661), mais les statuts du syndicat exigent une majorité des 2/3 pour être effective.

19 avril : la conférence des délégués du NUM refuse d'organiser un vote sur la grève en cours, en conformité avec les dispositions légales.

4 mai : piquets massifs dans le Nottinghamshire.

14 mai : manifestation à Mansfield (40 000 manifestants). Brutalité, arrestations. Renforcement des effectifs de police.

20 mai : Murray, dirigeant de la Confédération syndicale, condamne les grèves de solidarité de 24 heures en Yorkshire, Humberside, et Galles du Sud.

23 mai : première tentative de négociation. Echec.

29 mai : violences policières à Orgreave (82 arrestations).

30 mai : Orgreave, arrestation de Scargill.

6 juin : intervention du gouvernement pour éviter la grève des chemins de fer.

8 juin : manifestation de mineurs devant le parlement. Nombreuses arrestations.

12 juin : journée d'action décidée par le TUC du Pays de Galles : 10 000 manifestants à Cardiff.

13 juin : nouvelles négociations. NUM-Charbonnages.

18 juin : nouvelles violences à Orgreave.

20 juin : piquet devant les aciéries. Les cheminots arrêtent tout transport de charbon.

5 juillet : nouvelles négociations.

9 juillet : grève des dockers contre l'emploi de main d'œuvre non syndiquée pour décharger du charbon.

18 juillet : échec des négociations avec les Charbonnages.

21 juillet : fin de la grève des dockers.

31 juillet : saisie des fonds de la NUM des Galles du Sud.

11 août : conférence de délégués de la NUM qui appelle le TUC à le soutenir.

21 août : première discussion du Conseil Général des TUC sur la grève.

23 août : deuxième grève des dockers.

3 septembre : Congrès du TUC. Première quinzaine de septembre : nouvel essai de négociation. Sans résultat.

18 septembre : fin de la seconde grève des dockers.

Fin septembre-début octobre : Congrès du Labour Party.

3 octobre : le NACODS et la Direction des Charbonnages se rencontrent devant une commission d'arbitrage, (les discussions échoueront), et le NACODS décide d'appeler ses membres à la grève pour le 25 octobre, mot d'ordre qui sera ensuite annulé.

5 novembre : Kinnock refuse de se rendre à des meetings de la NUM. Saisie des fonds de la NUM. Conférence des délégués de la NUM, qui décide de continuer la grève, (unanimité).

12/13 novembre : heurts violents avec la police dans le Yorkshire. Willis condamne la violence « d'où qu'elle vienne » et est hué, (Galles du Sud).

20/21 novembre : débats au parlement ; obstruction par la gauche du Labour Party.

1985

24 janvier : nouvelles négociations.

29 janvier : nouvelle rupture.

19 février : Thatcher rencontre les émissaires du TUC.

21 février : la conférence de la NUM rejette les propositions recommandées par le TUC.

24 février : manifestation à Londres.

3 mars : par 98 voix contre 91, reprise du travail sans rien signer.

défier dans son ensemble la politique du gouvernement Thatcher et par là même mettre en jeu son existence. Quand un mineur du Yorkshire déclarait : « **On ne se bat pas pour une augmentation de salaires ou quelque chose comme ça, on se bat simplement pour avoir un emploi et le conserver** » (2), il ne marquait pas les « limites » de la grève mais soulignait tout au contraire son caractère irréductible.

D'autant plus que la politique du gouvernement Thatcher a précisément été de chercher à mettre en cause la « **capacité des organisations syndicales à défendre l'emploi pour dicter ses conditions à ce sujet** » comme il est écrit dans un article de *Fourth Internationalist* (3).

Le caractère politique de la grève des mineurs et le fait que, dès son déclenchement, elle posait le problème au niveau gouvernemental s'impose sans équivoque. C'est pourquoi il est nécessaire de revenir sur ce qu'est le gouvernement Thatcher.

Le second gouvernement Thatcher

C'est en juin 1983 que Thatcher entame son second mandat gouvernemental à la suite d'élections générales qui ne furent pas marquées par un « raz de marée » conservateur comme on l'écrivit souvent à l'époque, mais par une défaite électorale du Labour Party qui réalise alors son « score » le plus bas depuis 1922 : il passe de 11 500 000 voix à 8 500 000 par rapport aux élections précédentes de 1979.

Et pourtant le bilan des quatre premières années de pouvoir de Thatcher n'a pas de quoi séduire les électeurs : le

(2) Maurice Lemoine, « La longue grève des mineurs britanniques dans *Le Monde Diplomatique* (janvier 1985

(3) *Fourth Internationalist* est le nom de la revue publiée par le Socialist Labour Group (SLG), la section britannique de 4^e Internationale (CIR) qui incorpore le bulletin publié auparavant sous le titre *Socialist Newsletter*. La citation est extraite du numéro de février-mars 1985.

chômage a plus que doublé depuis son arrivée à Downing Street, des mesures d'austérité frappent les dépenses de santé et d'éducation, les salaires retardent sur l'inflation et des lois limitant les droits des organisations syndicales sont imposées par la majorité conservatrice.

C'est la direction du Labour Party qui a organisé sa propre défaite : non seulement elle n'offre aucune perspective de combat politique centralisé contre le gouvernement Thatcher à la classe ouvrière qui n'est certes pas restée passive (grève de la sidérurgie, des travailleurs de la santé, recul de Thatcher devant la menace de grèves générales des mines et des docks), mais elle apparaît beaucoup plus concernée par la lutte contre l'aile gauche du Party, par la chasse aux sorcières des militants accusés de « trotskysme » que par la lutte contre Thatcher. Elle pratique avec Thatcher « l'union sacrée » dans la répression sauvage exercée contre le peuple irlandais et ses combattants et dans la guerre contre-révolutionnaire menée contre l'Argentine (4).

Le journal des cercles financiers de la City *L'Economist* dont les lecteurs ne se payent pas de mots, assurait que le plus difficile était à venir :

« Les quatre années de l'administration Thatcher ont été des années faciles. Les salaires sont encore trop élevés, ainsi que les transferts sociaux qui incitent à rester chez soi plutôt qu'à travailler... Il faut que Mme Thatcher ait le courage de gouverner vraiment ».

« Gouverner vraiment » cela signifie s'attaquer à l'ensemble de la classe ouvrière, viser à démanteler les conquêtes et les droits que le prolétariat britannique a conquis sur tous les terrains, pousser jusqu'au bout la logique de la « rentabilisation » et de la « restructuration », ce qui implique que des

(4) Voir à ce sujet l'article paru dans *Tribune internationale* n° 16 (juillet-août 1983) sous le titre « Les leçons des élections anglaises ».

coups majeurs soient portés aux organisations de la classe ouvrière et d'abord à ces organisations syndicales. Mais c'est une œuvre qui ne peut se réaliser sans que se soient modifiés tous les rapports politiques en Grande-Bretagne.

Et l'éclipse électorale du Labour Party — politiquement importante certes — n'est pas identifiable à une altération qualitative des rapports de force entre les classes. Les limites de l'action du gouvernement Thatcher sont déterminés par ces rapports. Et l'on ne peut être que frappé par la prudence et la « modération » (en égard à ses proclamations) de l'action du gouvernement Thatcher après son « triomphe ». Certes, des coups réels sont portés contre le niveau de vie de la classe ouvrière. Les licenciements se multiplient et particulier dans les secteurs qui sont traditionnellement des bastions du mouvement ouvrier.

L'édifice législatif anti-ouvrier qui se bâtit depuis 1979 s'agrandit et voit ses fondations renforcées. Tout un dispositif légal anti-syndical est ainsi mis en place : les lois de 1980, 1982 (« Employment Acts ») sont complétées par le « Trade Union Act » de 1984. Ces diverses dispositions légales se combinent pour réduire le droit à la constitution de piquets de grève, rendre les organisations syndicales en tant que telles responsables des « désordres » qui pourraient se produire et les frapper de lourdes amendes ; interdire en fait les « piquets secondaires » c'est-à-dire les grèves de solidarité ou la présence de piquets de grève autour d'un établissement industriel qui n'est qu'indirectement affecté par une grève (par exemple empêcher l'acheminement de charbon vers une centrale devient illégal) ; remettre en cause le contrôle syndical sur l'embauche. Plus encore, ces lois autorisent l'Etat à intervenir dans la vie interne des organisations syndicales dans des conditions mettant en cause le droit de grève en tant que tel : toute grève doit désor-

mais pour être légale être précédée d'une consultation à bulletins secrets (vote par correspondance des adhérents) et non d'un appel de la direction régulière du syndicat ou de décisions d'assemblées générales. Enfin, dans l'année qui vient des consultations devront être organisées pour établir si chaque organisation syndicale continuera ou non à verser une « cotisation politique » au Labour Party (5).

Cependant, si l'on examine la situation en Grande-Bretagne entre la seconde investiture de Thatcher et la grève des mineurs, on ne peut qu'être frappé par le fait que ce ne sont pas les attaques contre la classe ouvrière — dont la réalité a été soulignée — qui constituent l'élément dominant mais bien les actions menées par la classe ouvrière — et l'incertitude manifeste qui existe au sein de la classe dominante et de sa représentation politique.

A l'issue de la grève des mineurs, cette incertitude ne sera pas dissipée, au contraire. La profonde crise qu'à tous les niveaux la grève des mineurs a exprimé et qu'elle a qualitativement approfondie se traduira dans le désarroi manifeste du parti conservateur, dans les éléments d'isolement accru du gouvernement Thatcher. Les rapports politiques sont en cours de modification, mais dans le sens inverse de ce qu'exigerait le fait de « gouverner vraiment » réclamé par *L'Economist* en 1983.

Les derniers mois de 1983 et le début de l'année 1984 ont été avant tout marqués par une grève d'ampleur nationale dans la presse contre les restrictions aux droits syndicaux et (pour la première fois à cette échelle) par une grève nationale des fonctionnaires con-

(5) On sait qu'en Angleterre le mouvement syndical (le TUC) et le Labour Party sont organiquement liés. Cela tient au fait que le Labour Party est né comme la représentation politique du mouvement syndical. Une fraction des cotisations syndicales est automatiquement reversée au Labour Party par les syndicats affiliés qui ont droit de vote, en fonction de leur nombre d'adhérents, dans les Congrès du Labour Party

tre la décision de Thatcher interdisant à une catégorie particulière de travailleurs de la fonction publique (ceux qui travaillent dans un centre d'écoute dépendant de la Défense nationale) de se syndiquer. L'explosion de la grève des mineurs n'est donc pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Mais elle va modifier qualitativement toutes les données de la situation politique. Elle va cristalliser un conflit politique entre la classe ouvrière d'une part, la bourgeoisie et son gouvernement de l'autre et contraindre toutes les composantes du mouvement ouvrier, tous ceux qui prétendent parler au nom du mouvement ouvrier à se définir.

Si en s'engageant dans cette confrontation, le gouvernement Thatcher lui aussi prolonge en un sens ses tentatives précédentes c'est aussi un combat d'une autre ampleur qu'il entreprend. L'objectif n'était pas seulement de faire fermer les puits mais avant tout de faire capituler — ou sinon détruire — le puissant syndicat des mineurs dont on sait la place particulière qu'il occupe dans l'histoire et la structure du mouvement ouvrier britannique.

A cette épreuve de force la bourgeoisie britannique s'était préparée de longue date. Dès 1978 un rapport d'une commission mise en place par la direction du parti conservateur désignait le syndicat des mineurs comme l'un des ennemis « qu'un futur gouvernement conservateur aurait à combattre » et énumérait des mesures (qui au fil des ans ont été prises par le gouvernement Thatcher) : augmenter les stocks de charbon, développer les énergies de remplacement et en cas de grève « faire supprimer les allocations versées aux grévistes pour faire retomber tout le poids financier sur le syndicat » et « constitution d'une force de police mobile équipée et préparée pour faire face à des piquets violents » (Le rapport Ridley tel qu'il a été résumé dans *L'Economist* du 27 mai 1978).

La préparation politique, a aussi consisté à tester en quelque sorte les réactions de la direction confédérale (la direction du TUC) et de la direction du Labour Party face aux coups portés à d'autres secteurs et aux lois anti-syndicales. Leur refus d'utiliser leur position pour effectivement défendre les travailleurs du livre ou les droits des fonctionnaires, le « nouveau réalisme » proné par le secrétaire général des TUC, Len Murray, c'est-à-dire la coopération avec Thatcher, tout indiquait que comme lors de la grève générale de 1926, les mineurs auraient à compter avec des dirigeants qui pour nombre d'entre eux « **ne tendront pas à paralyser l'Etat bourgeois par le moyen de la grève générale mais à paralyser la grève générale avec l'aide de l'Etat bourgeois** » pour reprendre la formule employée alors par Léon Trotsky.

La dimension internationale de la grève des mineurs

Tout examen du contexte, du contenu et des répercussions de la grève des mineurs ne saurait se limiter au cadre strict de la Grande-Bretagne. Dans les publications de la IV^e Internationale (Centre International de Reconstruction) comme dans celles de sa section britannique, le Socialist Labour Group ou de sa section française, le PCI, la signification internationale et, en particulier, la dimension européenne de la grève des mineurs ont été d'emblée dégagés. Il était nécessaire dans le cadre de cet article de commencer par développer quelques aspects de la situation britannique qui n'avaient pu être traités pour des lecteurs français dans *Informations Ouvrières* ou dans *Tribune Internationale*, mais pourtant, au risque d'être répétitif, il faut brièvement revenir sur la portée de la grève des mineurs du point de vue de la lutte des classes internationale.

Dans un document publié en septembre 1984 dans *Socialist Newsletter*, la revue du Socialist Labour Group, il

était écrit : « Il est nécessaire de saisir toute la signification de la grève des mineurs. Avec les travailleurs polonais et les métallurgistes allemands, les mineurs britanniques sont au premier rang du combat de la classe ouvrière européenne. Ces trois composantes de la classe ouvrière ne sont pas situées au même niveau mais au sens le plus large elles expriment et représentent la réalité concrète de la révolution ouvrière en Europe. C'est la crise combinée des vieux impérialismes d'Europe et de la domination stalinienne à l'Est qui a amené ces secteurs essentiels du prolétariat à s'engager par centaines de milliers dans la lutte à partir d'exigences centrales de cette période : la défense des salaires, de l'emploi, des droits syndicaux. Les revendications des mineurs touchent au cœur la politique du gouvernement Thatcher, sa volonté de disposer des emplois et des entreprises nationalisées au compte du profit capitaliste. S'y ajoutent des problèmes de caractère démocratique soulevés par le cours même de la grève : les syndicats doivent-ils se soumettre à Thatcher simplement parce que celle-ci dispose d'une majorité parlementaire ? Le Parlement et l'Etat ont-ils le droit d'intervenir dans les affaires des organisations syndicales ? Ces problèmes sont ceux de toute la classe ouvrière britannique et aussi de la classe ouvrière internationale... »

Le grand mouvement de la classe ouvrière allemande contre le régime Kohl en mai-juin 1984 coïncide avec la montée de la grève des mineurs alors que la résistance révolutionnaire des travailleurs polonais a arraché la libération de la majorité des prisonniers politiques, c'est cela qu'évoque à juste titre *Socialist Newsletter*. Mais d'autres manifestations du combat de la classe ouvrière européenne pourraient être évoqués, affirmant la même volonté de résistance face à la même volonté destructrice qui surgit des nécessités de la survie du système d'exploitation capitaliste. Et comme le

souligne dans son introduction, l'appel à une « conférence ouvrière européenne » émanant de la réunion de St-Nazaire « le formidable combat mené par les mineurs anglais exprime la volonté et la capacité de résistance de tous les travailleurs d'Europe menacés par les mêmes mesures ». (6)

La grève des mineurs a été, à cette date, la matérialisation la plus élevée de cette volonté et de cette capacité : c'est là que réside sa portée internationale et ses conséquences.

Si les travailleurs d'Europe — et d'au-delà — ont eu les yeux fixés sur ce qui se passait en Angleterre, ce fut aussi le cas de tous les gouvernements, de tous les tenants de l'ordre établi.

Le gouvernement Thatcher apparaissait comme un « modèle » dans la réalisation de plans anti-ouvriers que tous les gouvernements d'Europe, qu'ils soient formés de seuls partis bourgeois ou qu'ils soient formés par des partis se réclamant de la classe ouvrière, ont à charge d'appliquer. Thatcher aurait démantelé le « pouvoir syndical », « maté » l'une des plus puissantes classes ouvrières d'Europe. Elle indiquait la voie à suivre. La grève des mineurs a mis en miettes le mythe selon lequel le gouvernement conservateur était devenu « irrésistible » et l'a menacé dans son existence même.

Et aujourd'hui, toute la situation politique en Angleterre est marquée par ce fait. L'inquiétude et le désarroi sont dans le camp de ceux qui prétendent avoir remporté une victoire. Il n'y a pas là un paradoxe, mais le résultat d'un puissant mouvement de classe qui a constitué un tournant pour la vie politique.

Si partout les travailleurs ressentaient cette grève comme leur combat, les directions officielles du mouvement ouvrier ont veillé à ce que cette solidarité (en dehors de la solidarité finan-

(6) De larges extraits de cet appel ont été publiés dans *Tribune Internationale* n° 28 février 1985)

cière venue d'abord, comme en Angleterre même, d'initiatives prises par les travailleurs) ne puisse pleinement s'exprimer. Il n'y a pas eu en Europe la moindre décision de boycott. Le charbon comme le pétrole est parti sans entrave pour l'Angleterre. Et l'appareil stalinien, derrière le mince rideau de fumée de ses déclarations démagogiques, a pleinement joué son rôle : en France où la CGT est largement majoritaire parmi les dockers, elle n'a jamais appelé au refus de charger du charbon à destination de l'Angleterre.

Par contre, le gouvernement Thatcher a bénéficié du soutien des pouvoirs en place, à l'échelle internationale. Des Etats-Unis et d'Afrique du Sud, le charbon a afflué, comme d'URSS et de Pologne (dont les importations de charbon ont doublé pendant la grève). C'est d'ailleurs bien plus qu'une coïncidence mais bien l'affirmation de cette « réalité concrète » de l'action et de l'unité des prolétariats d'Europe que le fait que la Fédération des Mineurs de « Solidarité », dans la clandestinité, ait soutenu sans équivoque la grève des mineurs britanniques tandis que le régime de Jaruzelwski a joué un rôle ouvert de briseur de grève. On sait qu'Arthur Scargill, au Congrès des Trade-Unions de 1983, avait refusé de défendre « Solidarité ». Sa volonté de défendre son organisation syndicale face à la tentative de Thatcher de la détruire l'a conduit non seulement à affirmer publiquement « qu'il devait des excuses à Lech Walesa » mais à dénoncer, dans un meeting de masse à Sheffield, la conduite anti-socialiste et hypocrite des autorités polonaises (7).

Le déroulement de la grève

Le gouvernement Thatcher s'était préparé à une épreuve de force mais il ne s'attendait pas la vigueur de la riposte, à la profondeur du mouvement qui

allait se déclencher. La direction du Labour Party comme celle des Trade-Unions, leurs principaux représentants, Kinnock le « leader » du Labour Party et Len Murray, le secrétaire général des Trade-Unions s'étaient eux « préparés » par toute leur politique (celle du « nouveau réalisme ») à chercher une solution se situant sur le terrain de l'acceptation des principes de la « rentabilité ». La manière dont la grève s'est déclenchée témoigne aussi du fait que la direction du NUM (qui refusait les licenciements) n'était pas préparée, pour sa part, à cette épreuve de force. S'il y a eu un état-major préexistant à la grève ce n'est pas du côté des travailleurs. C'est les mineurs qui ont dit « Non » en commençant la grève et c'est en réalisant leur unité dans l'action qu'ils ont fait pleinement jouer à leur organisation syndicale son rôle.

On a beaucoup insisté sur les divisions qui ont existé parmi les mineurs eux-mêmes. Un mouvement d'une telle ampleur n'est jamais homogène, il ne peut non plus rester identique à lui-même d'un bout à l'autre du conflit. Mais c'est un fait indéniable que la grande majorité des mineurs (plus des 2/3) a pleinement participé à la grève et pour l'essentiel, malgré la répression, la misère créée par la durée du conflit, les pressions de toutes sortes, s'est refusé à reprendre le travail avant que la décision de reprise soit démocratiquement prise. Même dans le bassin du Nottinghamshire ou un ensemble de conditions particulières dont la Direction des Charbonnages a su jouer, combinée avec les contradictions de la direction régionale qui ont multiplié les difficultés politiques existant pour tous les mineurs (8) a fait que la majorité des mineurs du bassin a continué le travail, c'est 25 % à 30 % d'entre eux qui étaient en grève.

(7) On trouvera le texte de la déclaration de Scargill, faite devant 5 000 mineurs à Sheffield le 8 novembre 1984 dans le n° 26 de *Tribune Internationale* (décembre 1984).

(8) Contrairement à l'impression qui a souvent été donnée, il n'est pas vrai que le bassin du Nottinghamshire se soit totalement trouvé « hors » de la grève. On y a compté pendant une période environ 50 % de grévistes alors que la direction

Un tel mouvement mobilisant directement de 120 000 à 140 000 grévistes pendant des mois, les dressant dans un affrontement direct contre l'appareil d'Etat et ses forces de répression, concernant directement leurs familles, pesant sur la vie de villes et de régions entières est tout simplement impensable sans qu'il y ait une profonde volonté de combattre jusqu'au bout. Et sans que ceux qui combattent se sentent soutenus par la classe ouvrière dans son ensemble.

Pour que la grève vive, il a aussi fallu qu'elle s'organise et, qu'utilisant les structures de l'organisation syndicale, elle se donne les moyens nécessaires à son développement et à son lien avec les autres secteurs de la classe ouvrière.

Dès le premier jour, comme il a été noté plus haut, la grève s'étendit à partir d'initiatives prises par les mineurs eux-mêmes.

Partant de l'expérience de la grève de 1974, les « piquets volants » donnèrent la priorité à l'organisation du débrayage des régions minières en dehors du Yorkshire. Puis l'organisation régulière des piquets fut assurée par des organismes « ad hoc » directement élus par les mineurs. Parfois les responsables officiels, baptisés par les mineurs « les généraux du temps de paix » jouèrent un rôle mais fréquemment ce ne fut pas le cas. Par exemple, le comité qui coordonnait cette activité dans le Lancashire se réunissait hebdomadairement, discutait des objectifs à assigner aux piquets, par rapport aux

régionale n'appelait pas à la grève. Mais cela avait été un aspect délibéré de la politique de la direction des Charbonnages que de séparer les mineurs du Nottinghamshire des autres : le bassin considéré comme le plus « rentable » a bénéficié de primes de productivité, etc... et de plus, on a regroupé, dans certains secteurs, des mineurs proches de la retraite. Ces facteurs ont joué leur rôle mais seulement parce que l'attitude de la direction régionale (appelant d'abord à la grève, puis annulant cet appel avant de procéder à une consultation régionale) a multiplié la confusion que nourrissait l'absence d'une perspective politique.

puits de mines et à d'autres points stratégiques comme les docks et les centrales électriques, assurait l'envoi là où c'était nécessaire d'équipes de renfort, formé de jeunes mineurs venus de différents puits. De tels organismes ne reçurent pas de reconnaissance officielle de la part de la direction syndicale ; ils ne furent pas non plus condamnés.

Les fonds de soutien furent essentiellement le résultat de milliers et de milliers de collectes publiques, de réunions de soutien. A partir des contacts qu'ils nouaient ainsi, les mineurs se sont constitués des points d'appui dans toutes les villes importantes et, avec eux, de nombreux militants du Labour Party et des syndicats participaient à ces collectes. Les sommes rassemblées ainsi (des millions de livres) dépassèrent de loin l'aide officielle fournie par les directions syndicales.

Ces liens établis entre les mineurs et les travailleurs d'autres professions a abouti, dès les mois de mai et de juin 1984, à la formation de centaines de « comités de soutien de la grève des mineurs ». Leur activité était avant tout de faire inviter des représentants des mineurs à des réunions de militants syndicaux, de délégués, de travailleurs d'une entreprise, de réunions du Labour Party. Dans les discussions qui eurent lieu ainsi à travers tout le pays sur la nature de la grève et sur la voie à suivre, des problèmes se révélèrent.

Les mineurs se heurtèrent à de sérieuses difficultés dans deux secteurs-clé : les centrales électriques et la sidérurgie. Et cela pour de multiples raisons. Dans le cas des centrales électriques, le gouvernement conservateur eut recours à l'octroi de substantielles augmentations de salaires, tenant compte de l'amère expérience de la grève de 1972. Cela se combinait avec le fait que la direction du syndicat des électriciens, l'EEPTU, est la plus réactionnaire de tout le mouvement syndical britannique. Elle parvint à empêcher toute expression véritable de solidarité à la

base avec les mineurs. Dans le cas de la sidérurgie, où de nombreux travailleurs participèrent au soutien financier de la grève, le problème était que l'appareil syndical (opposé à la grève des mineurs) s'appuyait sur la décimation antérieure des effectifs de cette industrie. Il y a eu dans la sidérurgie britannique — sous l'autorité du même Mac Gregor aujourd'hui président des Charbonnages, 60 000 suppressions d'emploi en trois ans (9).

Les dockers et les travailleurs du rail tentèrent de soutenir les mineurs, et dans les deux cas c'est d'en bas que vint l'initiative. Des conducteurs de train furent frappés de suspension à partir du mois d'avril pour avoir refusé de faire circuler des trains chargés de charbon. Mais ce type d'action était décidé au niveau des dépôts. A aucun moment la direction nationale du Syndicat (le National Union of Railwaymen - NUR) n'appela à une grève nationale pour soutenir les mineurs, bien qu'il se soit formellement prononcé pour le soutien de leur grève. Des dizaines de conducteurs furent frappés de mesures disciplinaires et tinrent bon.

En Ecosse les dockers déclenchèrent la grève lorsqu'on voulut leur faire décharger du charbon polonais. Durant l'été de 1984, à deux reprises, les mouvements des dockers débouchèrent sur une grève à l'échelle nationale. Là aussi ce sont les travailleurs qui agissent et qui entraînent ensuite la direction de leur organisation syndicale. Dans les deux cas, c'est cette direction qui décréta la reprise du travail sans que rien soit réglé.

En Ecosse, au mois d'avril 1984, il y eut pratiquement la réalisation d'une

grève générale de 24 heures. Len Murray, alors secrétaire général de la Confédération Syndicale, le TUC (aujourd'hui à la retraite et promu à la dignité de Lord) condamna explicitement les tentatives d'organisation de « journées d'action de soutien aux mineurs » à l'échelle régionale, ce qui n'empêcha pas dans certains cas l'organisation d'importantes manifestations.

On peut dire plus généralement que toute la période qui va d'avril 1984 à janvier 1985 est marquée par la volonté affirmée de larges secteurs de la classe ouvrière de soutenir les mineurs et de se joindre à eux.

Mais le problème était de trouver un pont entre les « comités de soutien » qui étaient essentiellement composés de militants de base et les organisations syndicales à l'échelle nationale. Les mineurs ont tenté de briser cet obstacle par l'organisation, à l'échelle locale, de piquets de masse (comprenant des travailleurs de toutes catégories) dans les régions minières. Mais cette tactique, qui fut parfois couronnée de succès, n'atteignit son plein développement qu'en novembre, quand les centrales électriques furent entourées de piquets de masse. Une fois encore, le blocage organisé par la direction du TUC, qui fit savoir haut et clair que les « piquets de masse » étaient contraires à la loi et ne recevraient pas son appui, eut comme effet de retarder leur organisation, de les empêcher pendant l'été lorsque cette action aurait pu se combiner avec les grèves des dockers.

Le réseau des « comités de soutien » joua un rôle efficace dans la collecte des fonds, dans l'organisation, par centaines et par centaines, de réunions assurant la liaison des mineurs avec les travailleurs d'autres secteurs. Et parce qu'ils répondaient ainsi aux aspirations des travailleurs, ils furent même capables d'organiser de larges manifestations. Mais ils ne pouvaient par eux-mêmes déclencher des grèves dans des

(9) Mc Grégor n'est pas un quelconque fonctionnaire. Il a bâti sa fortune personnelle comme homme d'affaires aux Etats-Unis et a été rappelé en Angleterre par Thatcher pour « assainir » les secteurs clés — c'est-à-dire organiser les licenciements en masse, d'abord dans la sidérurgie. Sa nomination à la tête des Charbonnages avait valeur d'une « déclaration de guerre ».

secteurs vitaux contre la volonté des directions syndicales. Il faut noter à ce sujet que c'est seulement après le Congrès des TUC, en septembre 1984, que la direction du NUM et Arthur Scargill lui-même, appelèrent à « l'action industrielle », c'est-à-dire à des mouvements de grève pour soutenir la grève des mineurs, et cela sans jamais explicitement appeler à la grève générale.

La profondeur du mouvement s'est tout particulièrement exprimé dans le rôle joué par les femmes, dans tous les aspects de la grève. Ce sont elles qui, du début à la fin, prirent en charge tout l'aspect « logistique » du soutien de la grève. Ce sont elles qui assurèrent, dès les premières semaines de la grève, l'organisation de centres de ravitaillement, de cantines, de « cuisines de campagne » pour les piquets. Mais leur rôle ne se limita pas là. Des milliers de femmes participèrent aux piquets de grève, organisées par leur propre comité, souvent contre la volonté des responsables locaux du NUM. Dans une large mesure, une organisation parallèle des femmes se mit en place, avec de profondes racines dans les régions minières. Une manifestation nationale de femmes de mineurs eut lieu dans le Yorkshire, rassemblant plusieurs dizaines de milliers de femmes. Au meeting qui clôtura la manifestation, Arthur Scargill prit la parole ainsi que sa femme, Ann Scargill qui est devenue l'une des personnalités de la grève, à son propre compte. C'est notamment elle qui a assuré la coordination du transport vers le Yorkshire du ravitaillement destiné aux mineurs, certains jours des convois de cinquante camions se rendaient dans le bassin minier, venant d'autres points d'Angleterre.

A la fin de la grève, nombre de comités de femmes ont décidé de se maintenir comme tels et de poursuivre, aux côtés des mineurs, la lutte contre la fermeture des puits et pour la défense de leurs villes et de leurs régions.

Le mouvement vers la grève générale

Un examen même partiel du déroulement de la grève des mineurs suffit à démontrer l'inanité des déclarations sur son « isolement », sur son « impopularité ». Il est impossible d'ailleurs d'expliquer sa durée, ses ressources face aux coups qui, de toutes parts, s'abattent sur les mineurs, si l'on ne tient pas compte de cette solidarité active — qui se manifeste sous une forme financière mais qui ne s'y limite pas — de larges secteurs de la classe ouvrière qui exprime le mouvement même de la classe.

La grève des mineurs et les développements qu'elle produit à l'échelle de toute la classe appellent la grève générale. La nécessité de celle-ci découle du caractère ouvertement politique du conflit et de son enjeu : les mineurs ne peuvent vaincre qu'en faisant céder le gouvernement sur ce qui est pour lui essentiel, en mettant donc en cause son existence. Et cet objectif ils ne peuvent quels que soient leur courage et leur détermination l'atteindre seuls même s'ils agissent au compte de toute la classe ouvrière.

La grève de 1984-85, par la menace qu'elle constitue pour la stabilité de la domination de la bourgeoisie en Angleterre comme par ses conséquences internationales n'est pas celle de 1972 ou de 1974 (10). Bien que la direction du NUM mette en avant cette perspective pendant toute la grève, il n'est pas « techniquement » possible d'aboutir, comme en 1974 à la paralysie de l'industrie, faute d'énergie, par le seul arrêt de l'extraction du charbon (les stocks ont été accumulés, les sources d'énergie autres que la houille sont beaucoup plus importantes et, comme on l'a vu plus haut, l'appui dont bénéficie Thatcher à l'échelle internationale lui assure de larges importations). Mais surtout dans les conditions politi-

(10) La grève de 1974 a conduit le gouvernement Heath à précipiter la convocation d'élections générales qui ont abouti à la défaite des conservateurs et à la victoire de Labour Party.

ques existantes, l'enjeu est autre, le conflit inexpiable. Comme le note le *Times* du 18 avril « **Mme Thatcher est prête à dépenser n'importe quelle somme pour que le gouvernement ne soit pas, une fois encore, battu par le syndicat des mineurs** ». Et, à la fin de la grève le *Guardian* remarquait que « **si les mineurs l'avaient emporté, sous quelque forme que ce soit, ou ce gouvernement serait tombé, ou il aurait dérivé à l'abandon vers sa fin** ». Pour le gouvernement Thatcher c'était une question de vie ou de mort. Mais pour les masses travailleuses, pour la jeunesse, pour les millions de chômeurs, la grève des mineurs montrait la voie pour en finir avec le gouvernement Thatcher.

Cette aspiration, s'appuyant sur l'immense mouvement de soutien aux mineurs qui, malgré les obstacles, se frayait un chemin, c'est la direction de la Confédération syndicale (le Conseil général du TUC) et la direction du Labour Party, qui portent la responsabilité de l'avoir empêché de déboucher sur le terrain de la grève générale.

« **Ce que nous demandons de nos dirigeants c'est qu'ils soient fidèles à leur classe comme Thatcher l'est à la sienne** » disait un délégué mineur.

Fidèle à sa classe, Thatcher a usé contre les mineurs défendant leur emploi de tous les moyens. L'Etat bourgeois a rempli sa fonction. Les bassins miniers ont pratiquement vécu dans un climat d'état de siège, les policiers ont été rassemblés par milliers pour frapper, arrêter, désorganiser les piquets. Il y a eu pendant la durée de la grève 11 000 arrestations, des milliers de poursuites contre des mineurs. Cinq mineurs ont été tués, il y a eu plus de mille blessés. Ces chiffres donnent une idée de ce que fut la violence permanente de l'intervention policière.

Contre la grève des mineurs, le gouvernement utilisa aussi ponctuellement — c'est-à-dire non sans prudence — l'arsenal législatif dont il disposait. Les amendes frappèrent les organisations

régionales puis la NUM nationalement au nom de la loi contre les « piquets secondaires ».

C'est à partir de là que furent opérées la mise sous séquestre des fonds du NUM dans les Galles du Sud puis à l'échelle nationale.

Le gouvernement fit les plus grands efforts pour susciter un « mouvement des mineurs au travail » et un « mouvement pour la reprise du travail » cherchant à constituer contre l'organisation syndicale, un mouvement de briseurs de grève. Parce que la direction du NUM avait refusé d'organiser une consultation selon les règles prescrites par la loi, il fit porter plainte contre lui par « des jaunes » pour pouvoir déclarer la grève « non officielle ». Il alla jusqu'à tenter de faire supprimer toute allocation aux familles des mineurs en grève, provoquant au Parlement l'obstruction de la part des députés de la « gauche » du Labour Party.

En même temps, le gouvernement Thatcher comptant sur l'usage de la force et sur l'isolement des mineurs pour briser la grève feignait de traiter celle-ci comme un « conflit du travail » ne concernant pas le gouvernement mais seulement la Direction des Charbonnages, limitant son intervention apparente aux matraques de sa police et aux arrêts de ses juges.

Pendant ce temps, le dirigeant du Labour Party, Kinnock, déplorait la violence « d'où quelle vienne » et prenant une position symétrique à Thatcher, la direction du TUC considérait que cette grève ne regardait que la NUM. Mais à la différence de Thatcher qui mettait tout le poids de la machine gouvernementale derrière la direction des Charbonnages, Len Murray, secrétaire général du TUC faisait tout pour que le poids du mouvement ouvrier ne pèse pas du côté des mineurs.

Et pourtant, la profondeur du mouvement des mineurs, leur mobilisation, les conséquences grandissantes dans

tous les secteurs de la classe ouvrière de leur action vont reposer à plusieurs reprises la question de la grève générale. Au mois d'avril, après que le syndicat des travailleurs du rail (NUR) ait pris la décision de ne pas transporter de charbon (décision qui restera pour la direction formelle), c'est le NACODS, le syndicat du personnel de surveillance et de maîtrise des mines qui vote le principe de grève. Le mois de mai verra se dérouler, à l'échelle nationale, de puissantes manifestations et l'équivalent d'unions régionales du TUC prendre l'initiative de journées d'action, malgré l'opposition de la direction confédérale (voir la chronologie). Mais c'est aussi au sommet de l'appareil confédéral que des déchirements se produisent. Ils se traduisent par la démission de Len Murray qui s'était farouchement opposé à tout soutien au NUM : les motifs personnels invoqués ne masquent pour personne les motifs politiques de ce départ, sans précédent dans sa forme, dans l'histoire du syndicalisme britannique.

Dans ces mois de la fin du printemps et du début de l'été 1984, la grève forme un bloc solide, la solidarité qui l'entoure grandit encore. C'est alors qu'éclate en juillet la grève des dockers, directement engagée en soutien aux mineurs puisqu'à son origine il y a la tentative de faire décharger du charbon par de la main d'œuvre non syndiquée. Mais la direction du syndicat des dockers traite ce mouvement comme s'il s'agissait d'un conflit revendicatif totalement séparé de la grève des mineurs et, à ce moment non plus la direction du NUM ne se réfère pas à la perspective de la grève générale que la grève des dockers pose pourtant pratiquement.

C'est dans cette situation que se tient le Congrès des Trade-Unions. A une large majorité, ce Congrès adopte une résolution affirmant le soutien du TUC à la grève des mineurs, stipulant notamment que tout travailleur devrait

respecter les piquets de grève du NUM. Mais le dirigeant du syndicat des électriciens, connu pour ses positions réactionnaires, s'oppose à cette résolution qui dit-il conduit à « la grève générale ». Même réaction de la part de la direction syndicale des sidérurgistes. Pourtant la résolution n'est pas une formalité. Elle exprime les modifications que la grève des mineurs entraîne à tous les niveaux du mouvement ouvrier, la conscience qu'ont nombre de dirigeants syndicaux — pourtant réputés pour leur modération — que si le NUM et les mineurs sont écrasés ce sont les positions et les prérogatives de tout le mouvement syndical qui seraient menacés. Le Congrès du Labour Party en octobre, affirmera lui aussi son soutien aux mineurs et fera une ovation à Scargill. Malgré les efforts de Kinnock, la résolution dénonçant les violences policières ne contiendra aucune référence à la « violence » des mineurs. La grève des mineurs délimite deux camps parmi les responsables et les parlementaires du Labour Party. Aux attaques de Kinnock contre les mineurs en lutte s'opposent, par exemple, les propos d'Eric Heffer, député et président du parti qui rappelle que s'il n'y avait pas eu dans le passé des hommes qui avaient « défié de mauvaises lois », le mouvement syndical ne se serait jamais constitué.

Le facteur essentiel qui, dans les mois qui suivront, sauvera Thatcher d'une défaite, c'est le refus de la direction du TUC (secondée par celle du Labour Party) de faire passer dans les faits les décisions de son Congrès. C'est cela qui la conduira au terme de la grève, à accepter d'être l'agent de transmissions, auprès du NUM, des ultimatums de Thatcher. Le rôle des dirigeants du TUC se réduira alors à chercher une formule acceptable pour faire accepter l'inacceptable c'est-à-dire que le NUM préalablement à tout négociation véritable accepte que celle-ci se situe dans le cadre du plan de la Direction des

Charbonnages. On a souvent présenté le NUM comme opposé à toute négociation. C'est faux, il suffit de se reporter à la chronologie pour voir que pendant toute la grève il y a eu une série de tentatives, sans résultat du fait de l'intransigeance de la Direction des Charbonnages. Finalement ce que celle-ci a demandé c'est que la capitulation précède la négociation qui à partir de ce moment n'en était plus une...

Le rôle du stalinisme dans la grève des mineurs

Ce n'est pas seulement à l'échelle du soutien international apporté à Thatcher, soit par défaut en interdisant toute expression efficace de la solidarité ouvrière, soit directement (importation du charbon polonais) que l'appareil stalinien international a eu un rôle dans la grève des mineurs. C'est aussi en Angleterre même s'il a joué un rôle considérable. La capacité qu'ont eu les directions du TUC et du Labour Party à traiter comme des « chiffons de papier » les résolutions de leurs propres Congrès et à maintenir seule la grève des mineurs aurait été impossible sans le concours de l'appareil stalinien. Cette affirmation peut paraître abusive compte-tenu de la faiblesse comme parti du Parti communiste britannique, déchiré de plus en plus en deux fractions rivales. Mais se limiter à cet aspect serait oublier les positions très importantes que directement ou indirectement le stalinisme occupe dans le mouvement syndical, les positions d'appareil qu'il y occupe. D'une manière générale ce qu'on appelle « la gauche » du mouvement syndical est très largement sous son influence. La direction du NUM elle-même faisait partie de cette mouvance et certains des principaux dirigeants du syndicat comme McGahey est publiquement connu comme un responsable de longue date du Parti communiste britannique.

De plus au sein du Labour Party « les militants du PCB et leurs compagnons de route occupent sous d'autres noms nombre de positions » (*Socialist Newsletter*, septembre 1984) et jouent le rôle ajoute le journal des trotskystes britanniques d'un groupe de pression à l'égard de la bureaucratie réformiste. En fait, face aux problèmes soulevés par la grève des mineurs, ces éléments ont utilisé cette position pour défendre l'appareil, lui donner une marge de manœuvre, lui donner une caution de gauche. Ils ont été indispensables pour qu'au Congrès du TUC une crise ne s'ouvre pas à propos de la succession de Murray et pour que la « gauche » se rallie à la candidature de Willis, bureaucrate de même type que Murray et qui a montré, quelques mois plus tard de quoi il était capable en transmettant à Scargill les exigences de Thatcher.

A tous les niveaux du Labour Party, des organisations syndicales, des comités de soutien aux mineurs, les staliens ont agi pour émietter, limiter le mouvement qui se développait. Et, après la grève, ils ont commencé à attaquer Scargill lui-même, notamment en prétendant que le recours à des piquets de masse avait « isolé » la grève.

Faire capituler les mineurs, obtenir de leur organisation syndicale qu'elle s'associe en fait à l'organisation des licenciements, c'est cela l'objectif du gouvernement Thatcher durant toute la dernière période de la grève. Il puise son arrogance non dans sa force propre qui s'est avérée impuissante à briser la grève, mais dans l'attitude des sommets du mouvement ouvrier, de ceux qui prétendent parler et agir au nom des travailleurs, qui assurent les représenter.

Le gouvernement Thatcher, on le sait, échouera. Et c'est aussi ses limites qui sont clairement tracées dans cette

ultime phase. Il ne peut mener à bien ses plans par les seuls moyens de l'Etat, de la repression. Alors qu'il a prétendu ignorer les organisations syndicales, il en appelle aux bons offices de la direction du TUC. Mais la bonne volonté des principaux dirigeants de celle-ci ne suffit pas. Il faut que le NUM reconnaisse en quelque sorte le caractère inévitable, licite, des licenciements. Le NUM ne le fera pas, les mineurs n'accepteront pas.

Et c'est pourquoi rien n'est terminé. La première partie de cet article a montré comment la situation politique était profondément transformée par la grève des mineurs. Mais la situation dans la classe ouvrière, dans ses organisations est aussi marquée par l'expérience de cet affrontement. Le gouvernement et la direction des Charbonnages ont certes exploité la situation pour porter des coups aux mineurs : il y a encore cent mineurs emprisonnés, des centaines d'entre eux ont été licenciés

pour fait de grève. Mais on a vu avec quelle prudence, le gouvernement agissait. Aujourd'hui, 22 députés du Labour Party, dont Tony Benn, ont appelé à l'organisation d'une campagne nationale pour l'amnistie totale, la réintégration de tous les licenciés. C'est une expression du fait que les problèmes posés au sein du Labour Party et des organisations syndicales par la grève des mineurs ne sont pas évacués.

Au contraire. La nouvelle période qui s'ouvre est une période où, au sein de toutes les organisations de la classe ouvrière britannique en relation directe avec les conséquences de la grève des mineurs, l'action politique pour que les travailleurs forgent eux-mêmes une représentation « *fidèle à leur classe* » ne peut que connaître d'amples développements.

F. FORGUE

Dans

« TRIBUNE INTERNATIONALE »

N° 29 - avril 1985

La crise de la sidérurgie en Allemagne :

- Lettre d'un travailleur de la Ruhr
- Interview d'un sidérurgiste de Krupp-Rheinhausen

Afrique du Sud : la révolution noire contre l'apartheid

La CUT du Brésil et la lutte pour l'Assemblée nationale constituante

Des articles sur la Grèce, la Pologne, la Bolivie, la France, la Nouvelle-Calédonie

TRIBUNE INTERNATIONALE **Journal politique de « IV^e Internationale »** **(Centre international de reconstruction)**

le numéro : 10 F

(Voir les conditions d'abonnement, la formule d'abonnement couplé avec *La Vérité*, à la fin de la revue)

LA RÉFORME ÉCONOMIQUE EN HONGRIE
ET SES VÉRITABLES ENJEUX

Contradictions au sein de la bureaucratie et résistance des travailleurs

par L. GAUTHIER

DANS ses deux numéros précédents, La Vérité a publié une étude sur les développements de la révolution politique en Pologne. S'il est un pays que la presse « occidentale » aime opposer à la Pologne, c'est la Hongrie « prospère » et « originale ». Dans ce numéro de La Vérité on trouvera précisément un article consacré à la Hongrie alors que vient de s'achever le 13^e Congrès du P.S.O.H. (Parti socialiste ouvrier de Hongrie, le parti unique de la bureaucratie), congrès consacré à la « réforme économique » et à ses conséquences.

La Hongrie est fréquemment présentée comme un modèle de « déstalinisation », comme le « seul succès économique de l'Est », s'engageant dans une « voie socialiste originale ». En fait, au travers d'une réalité historique concrète (inséparable de la révolution des conseils ouvriers de 1956) l'expérience hongroise tant vantée illustre le contenu contre-révolutionnaire de la politique de la bureaucratie en relation avec les exigences de l'impérialisme et face à la résistance des masses travailleuses. Au moment où, après l'accession de Gorbatchev au pouvoir les relations entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin entrent, comme disent les commentateurs, dans une nouvelle phase « active », l'analyse des récents développements sociaux et politiques en Hongrie est particulièrement éclairante.

Dans un prochain numéro de La Vérité une étude sera consacrée à la situation en URSS après la mort de Tchernenko et l'arrivée au « poste suprême » de Gorbatchev.

Le 4 décembre dernier, Janos Kadar, chef de l'Etat hongrois, recevait les instances dirigeantes du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois (PSOH). A l'ordre du jour : la réforme économi-

que et « l'adaptation aux réalités ». Il s'agissait d'affiner les principes directeurs fixés par le Comité Central du 1^{er} décembre, lui-même préparatoire au 13^e Congrès du PSOH, le parti de la

bureaucratie stalinienne, qui allait se tenir dans les prochaines semaines.

Dans le rapport du congrès, on peut lire ceci :

« Les pertes continuelles de notre taux d'échange, la crise financière internationale ont beaucoup augmenté nos charges et menacé notre solvabilité (...). La productivité s'est améliorée, la gestion de notre économie est devenue plus souple, mais les conditions pour améliorer notre compétitivité n'ont pu être encore réalisées (...). Ce n'est qu'en freinant la consommation intérieure que nous avons pu maintenir notre solvabilité ; la diminution des investissements a restreint notre développement technologique et cela ne peut durablement continuer. Dans les prochaines années, il faut une gestion plus intensive (...). Il faut améliorer l'organisation du travail, la discipline, l'adaptabilité des organismes économiques ».

Depuis plus de 16 ans, la réforme économique, ce que l'on a appelé le modèle hongrois ou encore le « socialisme du goulash », est au cœur de

tous les débats et le peuple en connaît bien les résultats. Car la réalité n'est pas aussi brillante que ce que l'on veut bien en dire dans la presse occidentale : hausse des prix de 8 % en 84, réduction des crédits à la consommation qui sont tombés la même année de 70 à 35 milliards de forints, apparition officielle, pour la première fois dans les pays de l'Est, de licenciements... Il s'agit en réalité d'une gestion qui, cumulée avec l'absence de libertés démocratiques, crée les conditions politiques de nouveaux affrontements. Octobre 1956, mais aussi l'exemple polonais tout proche, sont vivants pour toute la classe ouvrière hongroise.

Ainsi une description de la « réforme » et de ses conséquences pour les masses hongroises établira comment la bureaucratie, en mettant en œuvre une politique qui se heurte à la résistance des ouvriers, développe ses propres contradictions et loin de pouvoir aller de l'avant se voit paralysée, nourrissant par là le mouvement vers la révolution politique.

« ENCOURAGER ENCORE PLUS LA CONCURRENCE ET L'INITIATIVE PRIVEE »

C'est à partir de 1968 qu'une politique de réforme économique (appelée « nouveau mécanisme économique ») a été impulsée par le groupe dirigeant de la bureaucratie stalinienne hongroise. Depuis ces années-là, avec des avancées et des reculs, la Hongrie s'est engagée dans une *réforme de la planification* qui a d'abord consisté à faire de plus en plus appel aux marchandises et aux capitaux des puissances impérialistes et a eu pour conséquence un endettement croissant auprès des banques des pays capitalistes (plus de 8 milliards de dollars) (1).

Cette politique d'ouverture sur le marché mondial dominé par l'impérialisme s'est traduite par une série de brèches dans le système de la planification.

C'est ainsi que d'ores et déjà la bureaucratie a été amenée, sous la pression du capital financier à « réformer » le monopole du commerce extérieur en créant avec les banques des pays capitalistes des banques mixtes. Elle est allée plus loin encore en autorisant l'installation de banques privées à capitaux étrangers pour le commerce par un système d'actionariat : toute

(1) Bien entendu « en soi » cet appel aux marchandises et aux capitaux des puissances impérialistes ne serait pas condamnable du point de vue des intérêts de la révolution mondiale. Mais pour la bureaucratie stalinienne qui se place du point de vue de ses intérêts de caste privilégiée, il ne saurait être question de se placer sur le terrain de la révolution mondiale. Les accords passés

entre l'impérialisme et la bureaucratie sont de ce point de vue significatifs, la bureaucratie cherche à obtenir des crédits pour pallier les déséquilibres et les ruptures entre les différentes branches de l'industrie, produits des contradictions et des distorsions découlant de sa gestion.

Par là, la bureaucratie stalinienne cherche à sa manière à détendre les contradictions qui se

une série de mesures qui amorcent autant d'attaques contre la propriété sociale.

Cette mise en cause de la planification s'est également manifestée par la création d'un secteur de liberté des prix pour un certain nombre de produits ; par ailleurs, même le reste des prix qui sont sous le contrôle de l'Etat augmente 2 fois par an, par répercussion « des prix mondiaux sur les prix soumis à la réglementation ». C'est ainsi que le VI^e plan (1981-1985) qui s'achève prévoyait une augmentation zéro pour les revenus en monnaie constante et dans le même temps des augmentations importantes des prix frappant de plein fouet les couches sociales laborieuses (notamment la minorité tzigane, véritable sous-prolétariat, et les retraités qui sont aux alentours de 2 millions pour une population de 11 millions de hongrois et qui ont des revenus très bas).

Cette politique a développé dans des proportions inimaginables ici le travail « au noir », que l'on a baptisé pudiquement « la 2^e économie », et la presse des pays capitalistes de s'extasier sur le « génie créatif » à l'œuvre en Hongrie, alors qu'il s'agit purement et simplement d'une nécessité vitale : pour survivre, les travailleurs de ce pays doivent effectuer un autre travail en plus de leur emploi « officiel ».

Le recours à un 2^e travail est en effet devenu le lot commun de très nombreux travailleurs hongrois. Après avoir été longtemps « toléré » par la bureaucratie, cette « 2^e économie » est encouragée officiellement avec force, et constitue ainsi la base du développement du secteur privé.

manifestent sur le terrain économique. Mais ces contradictions sont le produit des rapports politiques de l'opposition entre la politique de la bureaucratie et la résistance des masses.

Pour la bureaucratie dont la politique est la prise en charge active, directe, de la contre-révolution pour défendre l'ordre bourgeois, cette intégration à la division mondiale du travail ne peut s'opérer que sur un terrain de concessions accrues à l'impérialisme, qui sont alors autant de moyens de pression pour l'impérialisme sur l'économie planifiée.

Le fil de la réforme économique est alors de donner aux lois qui régissent sur le marché le rôle de

C'est ainsi que le 23 mars 1983, M. Medgyessy (vice-ministre des Finances), a déclaré que le gouvernement entendait poursuivre l'expérience de la privatisation engagée au 1^{er} janvier 1982. Selon lui, les entreprises privées touchent aujourd'hui les secteurs les plus divers de la métallurgie, en passant par le bâtiment et le commerce. « *En développant dans la production la 2^e économie (les responsables hongrois) ont maintenant pour ambition de modifier les structures de l'économie nationale et de créer de nouveaux comportements sociaux en encourageant encore plus la concurrence et l'initiative privée.* »

Ce nouveau pas a été franchi avec la décentralisation des grandes entreprises et l'introduction de structures autonomes dans leur fonctionnement. 10 trusts et 25 sociétés nationales ont déjà été transformés en 250 unités indépendantes. Cette décision a pour conséquence de légaliser ce « deuxième travail ». En effet, dans le cadre de cette décentralisation, comme l'indique la presse, « les travailleurs peuvent se regrouper soit dans des « communautés économiques d'entreprises » au sein d'une grande entreprise, pouvant réunir jusqu'à 100 personnes, soit dans des « communautés économiques autonomes », de 15 employés au maximum.

Dans le premier cas, les ouvriers groupés dans la nouvelle entreprise exécutent en plus de leurs heures de travail des travaux spécifiques demandés par l'entreprise (réparations, fabrication de pièces détachées, etc.). Les « communautés autonomes », quant à elles, entretiennent des rapports contractuels

régulateurs économiques de l'économie planifiée. La mise en œuvre jusqu'au bout de cette politique signifierait la dislocation de l'économie planifiée, en d'autres termes, le chômage, la misère pour des dizaines de milliers d'ouvriers, leur liquidation sociale, par la liquidation de la propriété sociale.

Aussi les bureaucraties par peur du prolétariat face à sa résistance sont-elles contraintes de remettre en cause leurs propres réformes (ainsi la réforme hongroise a été interrompue de 71 à 78). Mais les contradictions économiques ne cessent alors de s'aggraver. A leur tour elle accentuent les contradictions sociales et le mouvement vers la révolution politique.

(vente, location des machines, des locaux, etc...) avec les grandes entreprises, et peuvent entrer en concurrence. Quant aux conséquences sociales — durée du travail allongée, inégalité des revenus, etc., les dirigeants hongrois sont unanimes : « *il faut aider ceux qui travaillent plus pour qu'ils gagnent davantage* », et en finir avec les « *maladies du socialisme* » »

REMETTRE EN CAUSE LES DROITS ET GARANTIES DES TRAVAILLEURS

Cependant pour mettre en œuvre une telle orientation, la bureaucratie hongroise a déjà dû modifier la législation du travail en introduisant des clauses qui stipulent que la garantie du lieu et du poste de travail ne seront désormais plus assurés : un ouvrier pourra ainsi être muté dans un travail en dessous de sa qualification, et cela en vue de « *rentabiliser* » l'usine. **On commençait** alors en Hongrie en 1980 à nommer cela « *mutation-licenciement* ». Il s'agissait là des premiers pas vers la législation des licenciements et du chômage. Pour le vice-secrétaire général du conseil central des « *syndicats* » hongrois, la mission première des « *syndicats* » est la « *suppression de la production non-rentable. Nous sommes pour le plein emploi mais seulement pour un véritable plein emploi. Avec quelques dizaines de milliers de citoyens sans travail, on ne peut pas encore parler de chômage, au contraire cela améliore la conscience professionnelle* » !

Un pas supplémentaire a été franchi dans cette voie quelques mois plus tard, en août 84, dans une interview à *Nepszabadsag* (quotidien central de la bureaucratie) M. Demeter, directeur de l'entreprise Tungsram, annonce que 1 500 des 23 000 travailleurs de l'usine ont été licenciés : *Tungsram a dû, selon son directeur, prendre des mesures de rationalisation notamment dans le domaine de l'emploi pour mieux faire face à la concurrence des pays de l'Extrême-Orient et d'autres pays socialistes, et pour combler son déficit.* »

Ce qui veut dire, comme le note la presse occidentale que le problème de

Cet encouragement à la remise en cause de la planification a eu pour conséquence la multiplication de petites entreprises privées, et également la création de petits établissements bancaires « *visant à favoriser l'innovation et la création de petites entreprises* » par le biais de prêts accordés à des conditions plus avantageuses que par la banque nationale de Hongrie.

l'emploi est désormais posé concrètement dans un pays socialiste avec l'annonce coup sur coup, pour la première fois dans l'histoire de la Hongrie depuis 1945, de la fermeture d'une entreprise de 1 300 employés (IGV) et de 1 500 suppressions d'emploi dans l'une des plus grandes firmes hongroises (Tungsram).

Avec la condamnation de « *canards boîteux hongrois* » et la poursuite de la restructuration industrielle, la nouvelle phase de la réforme économique hongroise décidée par le Comité Central du parti hongrois réuni en avril dernier à Budapest s'est matérialisée, notent les observateurs. Le Comité Central avait souligné que « *l'amélioration de la compétitivité exigeait la réduction et la suppression des activités non rentables* ».

Les deux entreprises touchées au mois d'août enregistraient des déficits d'exploitation importants. Les 2 800 personnes concernées par les suppressions d'emploi ne se retrouveront pas au chômage, terme toujours absent du vocabulaire en Hongrie, mais seront soit envoyées en formation, soit reclassées par l'intermédiaire des organisations locales hongroises, qui jouent le rôle d'agences pour l'emploi. Le Comité Central avait ainsi indiqué qu'il fallait « *accorder un rôle approprié aux organes d'orientation de l'Etat et aux conseils locaux, en ce qui concerne le recyclage et l'organisation de la formation de la main-d'œuvre qui, provisoirement ou durablement, ne peut être employée* ».

Il faut donc s'attendre dans un proche avenir, estiment à Budapest les écono-

mistes, à de nouveaux licenciements. Le nouveau cours de la réforme hongroise prévoit en effet, d'une part, de différencier plus fortement les salaires à l'intérieur des entreprises, avec pour conséquence une mobilité plus grande des travailleurs entre les différentes firmes.

D'autre part, le mode d'imposition des entreprises sera changé et une plus grande importance sera accordée à la taxe professionnelle. Les directeurs des entreprises hongroises auront alors tendance à améliorer la rentabilité, qui reste l'objectif prioritaire en Hongrie, en réduisant le personnel. Le débat sur l'emploi n'a pas été occulté. Le Secrétaire du Comité Central chargé des questions économiques, M. Ferenc Havasi avait ainsi reconnu que la contradiction entre plein emploi, « *une de nos valeurs socialistes les plus attirantes* », et l'efficacité de l'économie, « *n'avait pas été résolue* ». Pour lui le plein est la « *tâche de l'Etat socialiste alors que l'emploi efficace est celle des entreprises* ».

Et le 3 septembre, il était annoncé que : « *1 200 employés de la société hongroise « Tungsram » seront licenciés d'ici au printemps prochain, s'ajoutant aux 1 500 licenciements annoncés la semaine dernière*, indique lundi le quotidien des syndicats hongrois *Népszava*. »

L'entreprise hongroise va fermer son unité de production de Pecs. Tungs-

ram, dont le nombre de salariés a déjà été réduit de 25 000 à 23 000, a arrêté cet été l'exploitation de son usine de Miskolc dans le Nord-Est de la Hongrie.

« *Ces décisions*, explique le quotidien des syndicats, *n'ont pas été prises sans douleur. Cependant les gens ne sont pas jetés à la rue* ».

Quant au secrétaire des syndicats de Tungsram, interrogé par *Népszava*, il a indiqué qu'il soutient les suppressions d'emplois, car la rentabilité est nécessaire pour assurer une vie meilleure et de bonnes conditions de travail à ceux qui restent. « *De nouveaux emplois ont été offerts aux travailleurs licenciés que nous ne laissons pas en difficulté*, a-t-il ajouté.

Telle est la conséquence directe de la « *réforme démocratique* » en Hongrie qu'approuve l'impérialisme et qu'il voudrait voir étendue aux autres pays de l'Est.

Et c'est à ce cynisme de la bureaucratie que le vice-président des USA G. Bush a rendu hommage le 19 septembre 1982, lors de son séjour en Hongrie : « *A l'occasion d'un dîner offert par le gouvernement hongrois en son honneur, M. Bush soulignait que les USA comprenaient et admiraient l'engagement de la Hongrie dans la réforme et la revitalisation de son économie* ».

LA SIGNIFICATION DE L'ADHESION AU FMI

Il est vrai que quelques mois plus tôt la bureaucratie hongroise avait souscrit aux conditions et adhéré au FMI le 6 mai 1982.

La « *résolution d'admission* » précise que « *la République populaire hongroise devra prendre les dispositions juridiques exigées par la législation pour qu'elle puisse signer les statuts du Fonds et remplir les obligations découlant de son admission à l'organisation*.

Cela signifie en fait que la Hongrie doit modifier sa législation pour permettre au contrôle du FMI de s'exercer sur le commerce extérieur et l'économie interne de ce pays. Ce que les

experts appellent pudiquement la « *conditionnalité* » n'est autre que ce contrôle accompagnant les mesures de crédit.

Dans la situation actuelle de crise monétaire, le contrôle du FMI ne se limite pas aux recommandations concernant la balance des paiements : il affecte les « *ajustements structurels de l'économie* » qui permettent de limiter le déficit de la balance des paiements : « *modernisation* » des industries, réduction de la consommation intérieure et diminution des coûts de production. Cela équivaut à de véritables injonctions à l'encontre de la classe ouvrière.

En ce qui concerne la Hongrie, elle entre au FMI avec une « quote-part » de 375 milliards de DTS (une once d'or = 35 DTS). Cela représente sa capacité de crédit à moyen terme, cette « réserve » initiale de 375 milliards de DTS étant multipliée par un coefficient qui tient compte précisément de l'équilibre de la balance des paiements et de l'état des remboursements pour les crédits en cours.

Dès que l'Etat hongrois va commencer à utiliser ses réserves (pour financer un déficit du commerce extérieur), le contrôle du FMI va s'exercer. Il impliquerait :

- une atteinte au monopole du commerce extérieur,
- un contrôle accru des prix internes (consommation)
- une pression accrue en faveur de la privatisation
- une pression en faveur de la libre convertibilité du Forint avec les monnaies des Etats impérialistes, impliquant l'ouverture par la banque centrale d'un marché financier.

La bureaucratie hongroise n'a pas attendu l'éventualité d'un tel contrôle pour « devancer l'appel ». Depuis mai 82, elle a procédé à des augmentations considérables des prix à la consumma-

tion, en particulier sur les produits importés (+ 15 à 20 %). Elle s'est aussi attaquée à d'importants acquis de la classe ouvrière (+ 100 % sur les tarifs des chemins de fer, inchangés depuis plus de 30 ans et les loyers inchangés depuis 1948) (2).

En outre, elle commence à démanteler le monopole de la Banque nationale en créant des petites banques d'investissement qui ont le droit de traiter directement avec les firmes capitalistes étrangères. Enfin, elle institue un marché financier d'obligations.

Un pas vers la restauration capitaliste serait franchi avec la décision d'adopter la « libre convertibilité du Forint en devises étrangères ».

La question est posée dans les revues économiques officielles de la bureaucratie.

Mais... là, il s'agit d'une question de toute autre importance qui impliquerait la remise en cause de tous les rapports politiques tant nationaux, qu'internationaux, nous y reviendrons dans cet article, notamment en relation avec les conséquences politiques de cette réforme.

« LE CONSERVATISME EST LE PLUS GRAND DANGER »

En effet, dans un article publié en 1982 par l'organe de la bureaucratie hongroise *Népszabadság*, M. Györi (Chef du développement au C.C. du PSOH) a confirmé que l'aggravation de la situation économique pourrait provoquer un accroissement de la « pression sociale », encourager une politique « conservatrice » et mettre un frein au « changement » et aux initiatives. « *Le conservatisme est le plus grand danger actuellement en Hongrie* », déclare-t-il et il lance un appel afin que « *l'esprit de réforme s'oppose à la rigidité et l'inertie pour donner naissance à une société socialiste développée* ».

Cet « appel » indique lui-même les limites auxquelles se heurte la bureaucratie.

La pression qu'exerce l'impérialisme poussant de toutes ses forces pour dis-

loquer l'économie planifiée n'est pas une abstraction. Il s'agit de la lutte des classes entre l'impérialisme — et le prolétariat qui ne peut littéralement se préserver comme classe productive,

(2) Il faut ici préciser une chose : les augmentations de prix en Hongrie, du fait de la non-convertibilité du forint, ne sont pas un moyen pour rassembler une masse monétaire en devise pour les échanges internationaux. Au-delà des liquidités à usage interne pour la bureaucratie, c'est fondamentalement un moyen de RESTREINDRE LA CONSOMMATION INTERIEURE sur les produits que la bureaucratie cherche à exporter et une démonstration par avance au FMI de la volonté de la bureaucratie de respecter les règles de la banque mondiale. C'est en même temps par là rechercher à lier les prix intérieurs à ceux du marché mondial, de nouvelles tentatives pour avancer vers la convertibilité du forint. C'est donc au premier chef une question politique.

qu'en préservant la propriété sociale. Sur cette base, les contradictions entre les diverses couches de la bureaucratie s'exacerbent. Les mêmes « dirigeants » qui doivent tendre leurs forces contre la classe ouvrière doivent « dénoncer l'opposition aux mesures de la réforme d'une partie des cadres (du parti NDLR) eux-mêmes ». Les bureaucrates du sommet se trouvent confrontés aux contradictions internes dans la bureaucratie dans son ensemble et ne cessent de menacer les divers groupements dans l'appareil pour que soit maintenue son « unité » face à la résistance ouvrière.

Dans une déclaration à *Népszabadság* du 18 juin 1983, M. Gyenes, président du comité de contrôle du CC du parti stalinien affirme la volonté du parti de « poursuivre la réforme économique » ; à cette occasion il a déclaré : « il n'est pas contraire aux principes socialistes de gagner plus en travaillant plus », il s'oppose à la « pratique injustifiée de l'intervention directe du parti dans les affaires économiques », et en même temps ajoute « nous ne pouvons tolérer des atteintes visant à affaiblir le rôle du parti... Ceux qui en raison de leur indécision politique ou pour d'autres raisons subjectives prennent parti pour l'opposition ne peuvent rester membres du parti ».

Quelques jours auparavant, le secrétaire du PC, Németh avait lancé un appel à l'unité du parti. Et, chose plus rare, Kadar lui-même avait déclaré à la TV que la réforme économique « ne faisait pas recours à des méthodes capitalistes, mais au contraire développait le caractère socialiste du système social hongrois ».

La multiplication de ces prises de position indique bien les problèmes aux-

CONTRADICTIONS DANS LA BUREAUCRATIE

C'est ainsi que les « syndicats » officiels du grand complexe des aciéries du Danube se plaignent de la prolifération des « petites unités de travail » de l'usine. Le « syndicat » s'est plaint que ces nouvelles unités « encouragent des vues trop matérialistes, détournent de la vie de famille, affaiblissent la vie politique et syndicale, conduisent à des

quels est confrontée la bureaucratie hongroise, menaçant « d'exclure du parti ceux qui prennent partie pour l'opposition ». Contre qui poléminent les dirigeants stalinien hongrois ? Quelle est cette opposition ?

Bien entendu, il y a celle qui a pris publiquement l'initiative de publier des journaux clandestins et s'organise pour les diffuser. (Nous y reviendrons). Cela dit, pour les sommets dirigeants de la bureaucratie, l'opposition dont il s'agit est composée des 100 000 membres sur 600 000 qui en trois ans ont quitté le PSOH, ainsi que l'indique un bulletin à usage des cadres du parti. Dans ce bulletin la bureaucratie reconnaît elle-même que ce sont en majorité les ouvriers et les jeunes qui quittent le parti (3).

Cette offensive est dirigée contre ceux qui dans la hiérarchie du parti, argumentent contre l'introduction dans le système hongrois d'éléments de marché remettant en cause les principes « socialistes » de l'Etat.

Mais elle s'adresse également à ces ouvriers qui résistent à la mise en œuvre de la réforme.

Car la résistance de la classe ouvrière ne fait aucun doute. Le mécontentement des masses, motivé par l'aggravation des conditions de vie et de travail, les hausses des prix, le blocage des salaires, de premières difficultés dans l'approvisionnement, touche y compris les couches de l'aristocratie ouvrière. Le mécontentement s'est exprimé par des mouvements dans les usines. Il était fait en septembre 83 d'importants mouvements qui auraient éclaté à Csepel (le « Billancourt » hongrois). Là est la base des contradictions qui déchirent la bureaucratie.

salaires trop élevés, menacent la morale du travail et sont à long terme

(3) Signalons — nous en verrons toute l'importance dans la partie sur l'opposition — que la seconde partie de ce bulletin est un argumentaire à usage des cadres sur la position de la bureaucratie hongroise à l'égard de la révolution politique en Pologne.

une attaque contre les valeurs du socialisme ».

Et le journal du SZOT (« Conseil national des syndicats »), le « syndicat officiel, fourmille de ce type de revendications :

« Les syndicats de l'imprimerie posent la question de la revalorisation salariale ». (13 mars 83).

« Le syndicat textile discute de la situation salariale surtout chez les jeunes ». (juillet 84).

Un « travailleur des fonderies » s'interroge, toujours dans le journal du « syndicat » : *« La vie est devenue plus difficile. Pourquoi n'avons-nous pas d'augmentations alors que l'entreprise marche bien ? »*

De même, le secrétaire du syndicat de la MAV (chemin de fer hongrois) déclare : *« Les 8 000 cheminots ne pourront plus tenir longtemps à ce rythme et si la MAV ne peut rien faire, le syndicat sera contraint tôt ou tard à proposer une diminution des charges de travail de certains secteurs. »*

On pourrait multiplier les exemples de ce type. Les « syndicats » officiels, véritable police politique du régime, ne sont en rien touchés par la grâce « revendicative ». Ces prises de position sont l'expression la plus nette des contradictions inhérentes à la bureaucratie, appliquant une politique qui se heurte à un mécontentement grandissant dans la population laborieuse en Hongrie.

N'est-ce pas ce qu'indique un responsable « syndical » de la confection quand il déclare : *« il y a une mauvaise ambiance depuis la paie de janvier ! »*

Ou ce que déclare le syndicat des personnels communaux de Budapest : *« les réorganisations ayant pour objectif d'augmenter l'efficacité du travail, n'ont pas rencontré chez les travailleurs de l'entretien une approbation unanime... et le nombre croissant de plaintes provenant de la population le montre. Il semble donc qu'il est plus facile de changer les structures que le contenu. Ce changement n'en est qu'à ses débuts de même que la réalisation des espoirs des travailleurs de ce secteur de voir augmenter leur salaire en*

même temps que seront améliorés les services rendus. » ?

Qu'en termes prudents ces choses-là sont dites...

Et lors de la séance centrale du conseil syndical de Budapest le secrétaire morigène ses troupes : *« Notre travail d'agitation manque de conscience, il n'est pas assez efficace... Nous sommes particulièrement faibles, lorsque nous présentons les causes des événements et des conflits d'intérêts. Par exemple, les retards dans les prises de position sur les nouvelles formes d'organisation économique sur les petites entreprises donnent l'impression que les syndicats ne représentent pas convenablement les intérêts des syndiqués ».*

Ce à quoi le secrétaire de Budapest des syndicats de la métallurgie a ajouté que le pourcentage de syndiqués *« a chuté de 5 % ce qui est un signe que les gens ne sont pas satisfaits de leur situation. »*

Un autre secrétaire indique : *« Si nos membres acceptent en général les efforts de modernisation, il y a encore beaucoup de malentendus, de craintes et de doutes sans raisons valables ». C'est là l'expression, vue par un bureaucrate, des réactions ouvrières dans les entreprises. Et dans un article publié dans un journal du « SZOT » intitulé « Sur le plein emploi efficace », c'est encore plus clair :*

« L'homme de la rue a demandé s'il est valable de s'engager sur cette route pleine d'embûches et au bout de laquelle risque de se dresser le spectre du chômage (car l'homme de la rue est ainsi fait qu'à peine lui dit-on que le plein emploi doit aussi être efficace qu'il se dit : cette efficacité se fera-t-elle au dépend du plein emploi ?... Pour ce qui est d'une soi-disant menace de chômage, nous pourrions avancer toute une masse d'arguments prouvant le contraire, mais nous ne le ferons pas, car le réflexe de l'homme de la rue est de penser que ce qui est démenti à grand fracas, finit tôt ou tard par se produire ».

Passons sur le style méprisant du bureaucrate à l'égard des ouvriers. Mais derrière ce langage du profession-

nel du mensonge il y a l'expression de la réalité. Les travailleurs résistent à leur manière, expriment leur mécontentement, refusent les nouvelles normes.

Et le plumitif qui connaît la haine des masses laborieuses à l'égard de ses

maîtres n'ose même pas fournir des « arguments » qui seraient alors reçus par les travailleurs comme le contraire de la réalité. Il indique à sa manière l'isolement de ceux du « Palais » par rapport à ceux de la « rue ».

RESISTANCE OUVRIERE

On a même été jusqu'à signaler dans la presse « syndicale » des grèves... grèves des camionneurs de « Zoldert » (fruits et légumes), des conducteurs de bus de Pecs... et cela n'est que la partie publique de cette résistance, celle qu'il est impossible de cacher. Car la résistance ouvrière n'est pas une série d'actes isolés d'individus solitaires. Elle s'opère au grand jour sur les lieux de travail. Certes, dans la plupart des cas on ignore l'immense majorité de ces protestations, mais il suffit de voir avec quel empressement la bureaucratie fait publier les concessions accordées pour avoir une idée de leur ampleur. Et cela sans parler de la résistance passive, qui peut prendre la forme de la résistance à la productivité du travail ou celle de l'absentéisme ouvrier des usines. Les travailleurs n'adhèrent pas à la « réforme ». A tel point qu'en décembre 84, la bureaucratie a déclaré la chasse aux « tire-au-flanc ». Tout citoyen hongrois doit être détenteur d'une carte d'identité sur laquelle sont précisés son lieu de travail et son emploi. Un contrôle peut aussi être effectué dans la journée pour lutter contre le « parasitisme »...

Il s'agit là, encore une fois, d'un aveu de la résistance ouvrière.

Les dirigeants staliniens butent sur celle-ci. Si les cadres de la révolution de 1956 ont été décimés, de nouvelles générations se sont dressées depuis ; la tradition d'octobre 1956 est vivante dans les masses laborieuses, et puis il y a la Pologne, celle de Solidarnosc.

Confrontée à cette situation, la bureaucratie est contrainte de loucher, parfois même de reculer (comme en 1972 où la réforme a été interrompue jusqu'à sa reprise en 1978) et cette situation accentue les rivalités, les déchirements en son sein.

« Certains disent qu'il aurait fallu être plus sévère envers les entreprises (c'est-à-dire les ouvriers NDLR) à faible productivité », expliquait le vice-premier ministre, « nous devons cependant tenir compte du fait qu'il ne s'agit pas là d'un problème économique mais que cela dépend aussi de ce qui est supportable par la société ».

On a bien ces dernières années, tenté de donner une nouvelle virginité au SZOT (le « syndicat » officiel) en assouplissant son fonctionnement, en le présentant comme un véritable syndicat (à propos des événements en Pologne, Németh écrivait : les « syndicats hongrois travaillent dans l'indépendance avec succès, ils sont respectés »), défenseur des salariés. On n'a cessé de faire intervenir ses responsables dans la presse. En vain, le taux de syndicalisation continue de baisser exprimant le rejet par les travailleurs de la politique bureaucratique.

Et dans cette situation, confrontés à la classe ouvrière, des secteurs de la bureaucratie résistent à la politique de réforme : c'est une réalité qui s'exprime dans des désaccords rendus publics dans la presse, où sont publiés des articles contradictoires sur la réforme qui nommément et publiquement lancent des mises en garde contre une « trop » grande « ouverture » (4).

Le « père de la réforme » de 1968, Nyers, écarté après 1972 avec l'interruption de la réforme — est réapparu en publiant un article de deux pages dans l'organe central du PSOH. Il y

(4) N'est-ce pas, G. Lazar, premier ministre, qui juste avant son voyage à Moscou, exprime les contradictions existantes dans les sommets bureaucratiques en déclarant : « Il nous faut multiplier nos échanges avec l'URSS afin de diminuer notre dépendance sur le marché mondial ».

appelait à accentuer et à accélérer la réforme. Mais ce même Nyers se trouve dans l'obligation de déclarer dans son article « *Si l'on se fonde sur des critères purement économiques, 3 à 400 000 personnes perdraient leur emploi dans l'industrie, cela représente néanmoins 6 à 7 % de l'ensemble de la population active, ce qu'aucun pays socialiste n'a le droit de prendre à la légère* ».

Alors qu'en Hongrie, sur la base de l'écrasement de la révolution hongroise des conseils en 1956, la bureaucratie a pu s'engager apparemment fort loin dans une politique de réforme, selon

les chiffres en notre possession « *10 000 petites entreprises se sont créées, employant plus de 60 000 personnes, soit environ 1 % de la population active hongroise* » (selon le ministre des Finances Medgyessy) ces chiffres peu élevés montrent les limites de la réforme. Lors d'un compte-rendu de ses travaux, le gouvernement hongrois a d'ailleurs indiqué que « *la productivité n'a pas augmenté autant qu'il avait espéré et que la circulation de la force de travail avait été inférieure à ce qu'elle devait être* ». C'est dans cette situation que s'est ouvert le 13^e congrès du PSOH.

LE 13^e CONGRES DU PSOH : UN NOUVEAU PAS DANS LA VOIE DE LA REFORME ?

Ce congrès avait été présenté de longue date comme celui d'une nouvelle avancée de la réforme.

Deux faits d'importance ont précédé l'ouverture du congrès le 23 mars 1985.

Deux dépêches indiquent :

Le 2 mars : « *M.I. Horvath, ministre de l'Intérieur, a lancé une sévère mise en garde aux opposants... il souligne que « l'avertissement ne suffit pas... et qu'une action ferme et une procédure légale sont nécessaires.*

Le 4 mars : « *M. Gaspar, président des syndicats hongrois et membre du BP du PSOH a fait mardi son retour au premier plan de la vie politique en reprenant la direction effective du SZOT à 3 semaines de l'ouverture du congrès du parti.*

M. Gaspar, un des dirigeants historiques de la Hongrie kadariste avait été écarté du secrétariat général du SZOT en décembre 1983 pour avoir critiqué le cours trop rapide, selon lui, de la réforme hongroise ou en tout cas les tendances qu'il jugeait dangereuses pour la classe ouvrière du développement d'une économie orientée vers le marché... Son retour semble indiquer que les partisans d'un coup de frein ont marqué un point dans les débats qui les opposeront aux réformateurs lors du 13^e Congrès ».

Pour notre part, nous nous garderons de spéculer sur la composition des diffé-

rents clans et regroupements de la bureaucratie pour constater que lors de l'ouverture du 13^e Congrès, ce n'est pas la nécessité de passer à un stade qualitativement supérieur dans l'application de la réforme qui a prévalu, mais l'angoisse qui étroit la bureaucratie face à ce qu'elle appelle elle-même « *le mécontentement de la population devant la dégradation de son niveau de vie* » qui s'est affirmée. (5)

Dès l'ouverture du congrès, Kadar, dans son rapport introductif, devait déclarer que l'objectif du maintien du niveau de vie fixé en 1980 n'a pas été réalisé et que les conditions d'existence des couches défavorisées — jeunes et retraités — se sont aggravées.

(5) Rendant compte du 13^e congrès du PSOH, *L'Humanité* indique : « *Comme le rapport du CC, Janos Kadar n'a pas caché qu'une « certaine tension » s'est manifestée dans la population à la suite des mesures de redressement économique décidées il y a cinq ans : baisse de la consommation, hausse des prix, chute du salaire réel de certaines catégories, baisse du pouvoir d'achat des retraités, etc.* » et ajoute exprimant les contradictions de la bureaucratie stalinienne : « *Alors que faire ? Dans son allocution, Janos Kadar a esquissé quelques réponses.* « *Nous construisons le socialisme et poursuivrons cette construction », a-t-il dit. Ça a l'air d'aller de soi au bout de quarante ans, mais sans doute certaines mesures, par exemple concernant les petites entreprises, ont-elles suffisamment inquiété le parti pour que ce rappel soit nécessaire.*

Le journal *Le Monde*, rendant compte du congrès le 30 mars 1985, écrivait :

« Les promotions et les disparitions au sein des organes dirigeants sont conformes aux prévisions. Elles consacrent l'entrée au bureau politique de celui qui est au centre de toutes les conversations, M. Karoly Grosz, nommé il y a quelques mois responsable du parti pour la région de Budapest. Epouvantail pour les uns, qui voient en lui un démagogue autoritaire vaguement nostalgique des années 50, homme concret et charismatique pour les autres — « C'est notre Gorbatchev ; d'ailleurs il a son âge » — M. Grosz a été en quelque sorte la vedette de ce congrès. Le discours très critique et revendicatif qu'il a prononcé était celui d'un homme très sûr de lui, n'hésitant pas à donner des coups de patte à M. Kadar lui-même et réclamant en certaines circonstances l'utilisation de la « contrainte socialiste », demandant aussi plus de discipline, en particulier dans la presse, et une augmentation des revenus des cadres, des techniciens mais aussi des retraités, des jeunes, etc. M. Grosz a été si loin que les discours des principaux piliers de l'équipe Kadar qui sont aussi des partisans des réformes, en particulier celui du premier ministre et celui du principal responsable de l'économie au sein du parti, M. Havasi, apparaissaient très clairement comme des réponses à son intervention. Tous ont reconnu que la période récente avait été difficile, que les salaires réels avaient baissé, que des erreurs avaient pu être commises, mais en ajoutant qu'il n'y avait pas d'autre voie possible que la priorité aux exportations et la

réduction de la dette au détriment de la consommation et des investissements. Cette politique sera donc poursuivie, ont expliqué ces responsables, tout comme M. Kadar lui-même dans son discours de clôture. Mais un effort sera fait pour réduire les tensions sociales, augmenter les aides aux vieux et aux jeunes les plus défavorisés.

On a aussi promis de penser aux travailleurs qui, comme les mineurs ne peuvent exercer un « second métier » privé ou dans le cadre d'une collectivité du travail (rappelons que ce second métier est devenu à peu près indispensable en Hongrie à qui veut pouvoir disposer de revenus décents). « Il faut que le travail principal assure la satisfaction des besoins essentiels », a déclaré M. Kadar, de même qu'il doit être mis fin à certains gains illicites. En un mot, il faut éviter que la réforme n'engendre trop d'injustices et trop de grogne ».

En ce qui concerne la réforme économique, « La ligne générale du parti hongrois sera poursuivie », a dit Janos Kadar, signifiant ainsi que la réforme économique — qui suscite un grand intérêt à l'Ouest comme à l'Est depuis son lancement, il y a 16 ans — ne sera pas remise en question.

La presse internationale notait cependant le manque d'intérêt des délégués pour ce sujet qui laisse à penser que le 13^e congrès ne donnera aucune nouvelle impulsion à cette réforme. D'ailleurs, le développement de la planification socialiste a été beaucoup plus mis en valeur que le développement du secteur privé ou de l'initiative individuelle.»

« FIN DE REGNE ? »

Paralysie, impasse, voilà à quoi aboutissent les travaux de ce congrès. Déchirée par ses propres contradictions, devant s'unir face à la classe ouvrière, la bureaucratie hongroise a dû marquer le pas. A l'évidence, ce congrès qui se tenait quelques jours après l'accession au pouvoir de Gorbatchev en URSS est également marqué de cette interrogation quant à la politique qui va être mise en œuvre au Kremlin.

Le représentant de l'URSS Romanov a lui-même fait preuve d'un savant balancement dans son discours :

« La Hongrie a construit un monde nouveau, en unité étroite avec l'Union soviétique. Tout ce qui a été réalisé prouve le bien fondé de la voie que nous avons choisie », a dit Romanov devant les délégués du 13^e Congrès du Parti socialiste ouvrier hongrois réuni en séance plénière. 15 jours après

l'arrivée au pouvoir de Milhail Gorbatchev à Moscou, M. Romanov a confirmé, dans le contexte hongrois, les nouvelles orientations de l'économie soviétique : modernisation des mécanismes économiques, accroissement de l'autonomie et de la responsabilité des entreprises, rémunération des salariés selon les performances réalisées. Le tout, bien entendu, a rappelé le dirigeant soviétique, dans le cadre de la planification et de la propriété socialiste.

M. Romanov s'est référé d'autre part aux échanges d'expériences entre le parti soviétique et le parti hongrois dans l'édification du socialisme et les méthodes de gestion de l'économie, affirmant qu'il n'y a pas un parti dominant les autres dans la communauté socialiste. Tout en soulignant le rôle fondamental de la coopération au sein du CAEM (marché commun des pays socialistes), le dirigeant soviétique s'est prononcé en Hongrie, un pays qui réalise la moitié de son commerce extérieur avec l'Occident, pour le développement des relations commerciales avec l'Ouest, à condition qu'elles ne servent pas de moyen de pression politique.

Discours d'arbitre dans la lutte en cours au sein du PSOH, mais également au regard des propres contradictions de la bureaucratie au Kremlin. Les méthodes de gestion de la bureaucratie affaiblissent le rendement de l'économie planifiée d'où elle tire ses privilèges. De là découle la tendance, inhérente à la bureaucratie, à attaquer les travailleurs et à chercher à s'engager sur le chemin restaurationniste de la réforme économique.

Mais sur ce chemin, les tendances profondes de la propriété d'Etat, qui est précisément la source du pouvoir et de ses privilèges, se heurtent aux tendances restaurationnistes de la bureaucratie. Là est la racine des plus formidables contradictions.

Les changements intervenus au sein de la direction hongroise (entrée de Grosz

au BP, départ d'Aczel du secrétariat, entrée de Horvath au secrétariat du CC) indiquent, sans que l'on puisse conclure, que les contradictions de la bureaucratie avivent les luttes de clans. N'est-ce pas *Le Monde* qui écrivait :

« La « réforme » économique n'est pas remise en cause, M. Janos Kadar reste, au terme du 13^e Congrès de son parti, le garant de la continuité d'une politique « réaliste » et équilibrée, et les attaques portées par les partisans de méthodes plus énergiques ont été contenues. Mais quelques infléchissements ont été esquissés, quelques nouveaux appétits se sont faits jour tandis que M. Kadar s'est déchargé d'une partie de ses attributions. En dépit de la stabilité apparente, on semble bien être entré à Budapest dans une période de fin de règne. »

C'est cette « stabilité » pour reprendre l'expression du *Monde*, c'est-à-dire la stabilité des privilèges de la bureaucratie qui est en cause. Et c'est ce qui conduit la bureaucratie à des clivages qui la déchirent, des groupements qui se font et se défont, dans une impasse face à la résistance de la classe ouvrière.

Si la bureaucratie, toutes ses couches réunies, est solidement unie contre la classe ouvrière, l'existence de cette classe ouvrière, sa résistance (sa préservation comme classe, lui impose de défendre la propriété sociale) le « mécontentement » qui se fait jour limitent la volonté « réformatrice » et font obstacle à sa politique. La bureaucratie hongroise engagée dans cette voie doit à la fois poursuivre la réforme, mais dans le même temps reculant devant la classe ouvrière, elle ne peut franchir d'étape supplémentaire dans cette voie.

Car cette résistance ouvrière s'exprime également dans le fait qu'une opposition existe et combat dans ce pays. Et quelles que soient ses limites, ou ses hésitations, l'existence de cette opposition organisée a un contenu qui dépasse largement ses propres positions.

OCTOBRE 1956 VIT TOUJOURS

On ne soulignera jamais assez, pour comprendre la présente situation,

l'importance de l'été 56 en Hongrie. Kroutchev vient de dénoncer à Moscou

les « crimes de Staline », une phase nouvelle de la crise de l'appareil stalinien s'ouvre, tandis qu'à Poznan en Pologne l'insurrection ouvrière vient d'éclater.

Partout dans les usines, dans les écoles, les bureaux en Hongrie, les deux événements sont rapprochés et passionnément discutés. L'effervescence est à son comble. Quelques semaines plus tard, lorsque les développements en Pologne ouvrent une crise qui disloquera l'appareil stalinien, les travailleurs hongrois, en relation avec la situation dans le pays, s'engouffreront dans la brèche. Une manifestation de masse de « soutien à la Pologne en lutte » est réprimée dans le sang. L'agitation se développe. Les affrontements deviennent émeutes et l'émeute insurrection. La révolution politique commence...

Par leur mouvement, les masses hongroises font voler en éclat l'appareil bureaucratique, elles se dotent de conseils ouvriers. La révolution hongroise des conseils ouvriers commence. Elle sera écrasée dans le sang par la bureaucratie du Kremlin (pour connaître cette page de l'histoire du mouvement ouvrier, lire : *La révolution hongroise des conseils ouvriers* (Selio)).

L'immédiat après 1956 sera marqué par cette défaite ; des dizaines de milliers de travailleurs membres des conseils ouvriers seront exécutés, 200 000 Hongrois fuient le pays.

Misère, arbitraire et répression seront le lot commun des travailleurs. La Hongrie est alors directement placée sous la tutelle de la bureaucratie du Kremlin qui tente de remettre en selle Kadar en relançant l'économie nationale.

Cette « aide » de l'URSS aura pour limites les propres contradictions et oscillations de la bureaucratie soviétique et l'échec de la politique mise en œuvre par Kroutchev.

Prenant en compte ces nouveaux éléments, Kadar lance à cette date son fameux « qui n'est pas contre nous est avec nous » (6), les portes des prisons

(6) En référence à la phrase du dirigeant stalinien d'avant 1956 Rakoczi qui déclarait « qui n'est pas avec nous est contre nous ».

s'ouvrent, la dictature se masque de « libéralisme », tandis que les ouvriers sont incités à développer les heures supplémentaires. Les chantages d'un stalinisme « éclairé », tel Lukacs, saluent la « libéralisation » et appellent à collaborer, tandis que dans les pays capitalistes les thuriféraires du capitalisme se réjouissent de l'ouverture ainsi opérée en Hongrie. On comprend donc comment dans quelles conditions, vont surgir les premiers opposants.

Dans sa composition, l'opposition qui se développe est très différente de celle que le pays avait connue dans les années 50. L'écrasement de la révolution de 1956 a liquidé la plupart des cadres de cette époque. Avec la « réforme », et la crise du mouvement stalinien international (20^e congrès du PCUS, rupture avec la Chine), succèdent aux dirigeants de 1956, des philosophes, la génération de « fils et petits-fils de Lukacs », des sociologues et des intellectuels plus soucieux de discussion idéologique que de plate-forme d'action. Contrairement aux fondateurs de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, ou à ceux du KOR en Pologne, les intellectuels « dissidents » sont alors dépourvus de perspectives politiques.

Mais dans les conditions politiques qui se modifient, et modifient la physionomie de cette opposition, la bureaucratie ne peut plus alors tolérer de regroupements indépendants remettant de facto en cause le monopole du pouvoir politique : c'est ce qui va pousser les opposants à aller plus loin dans la voie de la remise en cause de la domination bureaucratique.

L'existence d'opposants va alors prendre un autre aspect, s'élargir, commencer à se structurer, en s'exprimant de manière ponctuelle, comme à l'occasion d'une pétition de solidarité avec les membres de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, ou à l'occasion d'une lettre ouverte à Kadar. De même, comme produit de la dégradation des conditions d'existence des masses laborieuses, va se constituer la SZETA (fonds d'assistance aux pauvres) qui, quelles que soient ses limites (collectes d'habits, de nourriture...) pose inévita-

blement une question que résume un de ses membres quand il déclare :

« S'il y a des pauvres, c'est qu'il y a des riches ».

L'EXEMPLE DE SOLIDARNOSC

Le cours politique en Pologne, ses répercussions internationales vont précipiter les choses. En 1981, c'est la fin du règne de la « tolérance » en Hongrie. Le spectre de 56 plane à nouveau au-dessus de la caste parasitaire. Elle a bien compris, elle, les dangers que représentent les événements de Gdansk.

Tous les jours à la TV, à la radio, dans la presse, on dénonce les « ennemis du socialisme » en Pologne, tout en expliquant que cela n'est pas possible en Hongrie du fait de la réforme, de l'existence de « syndicats » indépendants... En réponse à l'appel de *Solidarité* aux ouvriers de l'Est, on annoncera même la tenue de meetings ouvriers de masse hostiles à Solidarnosc... L'arrêt assez rapide de cette campagne indique son succès !

Il est certain que les événements polonais sont activement discutés en Hongrie. Le mouvement SZETA, qui jusqu'alors se limitait à l'aide des pauvres en Hongrie, va même en juillet 1981 jusqu'à organiser des colonies de vacances pour les enfants polonais au lac Balaton. Les gestes de solidarité avec Solidarnosc sont intolérables : la bureaucratie suspend le très officiel

cercle des jeunes écrivains Jozsef Attila dont les membres, durant l'été 1981, avaient demandé à se rendre en Pologne « pour juger ». Elle interne Tibor Pakh, un ancien de 56, en grève de la faim après qu'on lui a interdit de se rendre à Varsovie... Certains ont participé aux réunions de Solidarnosc, et l'opposant Gabor Demsky déclare devoir son expérience d'éditeur aux éditions clandestines polonaises « Nova ».

1981, est l'année où paraît le bulletin de discussion *Beszelo* dont le premier numéro sort en octobre, date anniversaire de la révolution de 56, et le 2^e numéro quelques jours après l'état de siège en Pologne.

Le 1^{er} janvier 1982, après 15 jours de silence, le message du nouvel an de Kadar fait tomber le masque de son « libéralisme » : « *l'état de siège en Pologne constitue la meilleure solution pour le peuple polonais comme pour le monde* ».

Un numéro de *Beszelo* sort entièrement consacré à la Pologne. En août, une manifestation de soutien à Solidarnosc a lieu en plein centre de Budapest, elle réunit 100 personnes.

LE DEVELOPPEMENT DE L'OPPOSITION

Il n'est pas question ici de répertorier tous les groupes d'opposants. Mais il faut remarquer comme un fait historique irréfutable la relation entre le développement de la révolution politique en Pologne et la multiplication des groupes d'opposants en Hongrie sur des problèmes aussi divers que la situation des minorités hongroises de Roumanie et de Tchécoslovaquie, le pacifisme ou les conséquences de la politique de « réforme économique ».

En 1982, le mouvement indépendant « Pour la paix et le dialogue » apparaît, notamment parmi la jeunesse étudiante de Budapest et édite un journal : *Dialogus*. Son but : « créer le dialogue entre les peuples à l'Est comme à

l'Ouest et en Hongrie même ». Il prend position à la fois comme les Pershing et les SS 20. Rien à voir avec le « pacifisme officiel ».

Le 7 mai 1983, *Dialogus* participe à une manifestation organisée par les jeunes communistes hongroises, mais avec son propre cortège et ses propres mots d'ordres. « Non aux Pershing, non aux SS 20 ».

La réaction ne se fait pas attendre. Dans les semaines qui suivent, par la menace, l'intimidation et le chantage, la bureaucratie réagit. Et en juillet, le mouvement annonce officiellement sa dissolution... (7) Mais cet exemple est

(7) Il se reconstituera un an après.

significatif des rapports politiques en Hongrie aujourd'hui. La bureaucratie ne peut empêcher la jeunesse de se mobiliser, car elle ne peut réprimer dans le sang comme dans l'immédiat après 56. Il lui faut donc donner à la répression un caractère plus « louvoyant ». Autre exemple : Le 15 mars 1983, lors de manifestations officielles commémorant le déclenchement de la révolution démocratique de 1848, les forces de l'ordre sont confrontées à des « débordements » de 400, 500 jeunes, scandant des poèmes et des chants qui célèbrent l'indépendance de la Hongrie. Tout le monde comprend qu'en 1983, ces chants sont porteurs d'un autre contenu. Les policiers interviennent. Mais les jeunes résistent. Chaque fois que les premiers tentent une interpellation, les seconds les entourent. On frise l'émeute. Et le rapport de forces est là : un jeune embarqué dans une voiture de police doit être relâché.

La bureaucratie sait qu'à tout moment la moindre étincelle peut tout faire sauter. Alors elle emploie d'autres méthodes : intimidation, filatures, lettres aux employeurs... L'intimidation, ce fut d'abord celle contre Laslo Rajk. Fin 82, on saisit son matériel ronéo et des ouvrages entreposés dans sa librairie. Un mois plus tard, 4 rédacteurs du *Beszelo* sont condamnés à 4 000 forints d'amende chacun ou 20 jours de prison. Gabor Demsky, éditeur des éditions parallèles AB, est passé à tabac lors d'un « banal » contrôle de vitesse. Atteint de traumatisme crânien, blessé, sous surveillance médicale pendant 5 jours, le sociologue est accusé d'avoir agressé un policier ! Son procès fut donc un procès de droit commun. Un mouvement de protestation se développa, 300 personnes manifestèrent devant les portes du tribunal et l'on condamna Demsky à 6 mois de prison avec sursis. Au cours de l'audience, aucune allusion politique ne fut formulée. C'est de la même manière qu'on expulse Rajk « pour possession de deux logements » ou qu'on condamne des éditeurs pour

« violation des lois sur la presse »... La bureaucratie ne veut surtout pas se placer sur le terrain « politique ». Elle sait ce que cela pourrait entraîner.

Il n'en demeure pas moins que Gabor Demsky était le premier opposant à passer en procès depuis 10 ans. En ce sens, cette condamnation marque une étape dans l'escalade répressive suivie par la bureaucratie. En juin 1984, c'est sans détours, sans prétextes, qu'un autre opposant, l'économiste Gyorgy Krasso, est interpellé, interrogé pendant 9 heures et menacé de procès pour « propagande anti-socialiste ». Krasso n'est pas n'importe qui : il a été emprisonné pendant 7 ans en raison de ses activités au sein des conseils ouvriers en 56. Il représente donc la continuité politique avec la révolution des conseils. Et c'est au fond tout ce que la bureaucratie lui reproche. Le 17 juin 83, une année avant son interpellation, il avait organisé une soirée de commémoration, le jour de l'exécution d'Imre Nagy. Et c'est pour l'empêcher de recommencer en 84 qu'on l'arrête dix jours avant. Même les morts leur font peur. Car les staliniens savent que la mémoire des événements de 56 sont autant de passerelles lancées vers le mouvement des masses.

Pour mesurer l'angoisse qui étreint la bureaucratie, il suffit de rappeler ce que disait Kadar en 83 : « *il n'y aura pas de procès politique en Hongrie...* ». Mais le trait fondamental de la situation est que l'opposition actuelle n'a été en rien entamée par la répression. Au contraire. Elle continue de grandir et de s'organiser. L'automne dernier, Rajk expliquait : « *Nous n'avons pas de théoriciens. Nous sommes tous des activistes, avec des tâches quotidiennes énormes. Nous n'avons pas le temps, ni la capacité d'élaborer une théorie. Nos publications touchent environ 30 000 lecteurs. La moitié de ces lecteurs ne sont pas des intellectuels.* » Et il ajoutait : « *Le programme des ouvriers ? Ils veulent vivre bien, ils sont très attachés à leurs acquis.* »

LA MARCHÉ A LA REVOLUTION POLITIQUE

La dégradation des conditions de vie et d'existence des masses laborieuses, le

« mécontentement », la résistance ouvrière, trouvent comme corrolaire

une opposition qui se développe, et dont la discussion dans les différents bulletins porte précisément sur les perspectives, les enseignements de la Pologne, le lien avec les travailleurs. Voilà ce que craint la bureaucratie.

Dans *la Révolution trahie*, L. Trotsky écrit :

« La révolution a une grande capacité de résistance qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments — le parti illégal des bolcheviks léninistes est l'expression la plus consciente du courant socialiste contre l'esprit de réaction bourgeoise dont est profondément pénétrée la bureaucratie — avec la situation sans issue du capitalisme, avec l'inéluclabilité de la révolution mondiale ».

La résistance de la classe ouvrière hongroise qui fait échec à la bureaucratie stalinienne qui se déchire en multiples fractions opposées, permet de saisir le développement de l'opposition dans ce pays, qui coïncide avec le surgissement des mouvements pacifistes, d'objecteurs de conscience ou des minorités nationales hongroises qui sont autant de formes exprimant le rejet par les masses hongroises de la bureaucratie stalinienne.

C'est pourquoi la combinaison de l'expérience de 1956, les enseignements de la révolution polonaise nourrissent les rapports politiques en Hongrie et confirmeront cette analyse de L. Trotsky.

Avril 85 L. Gauthier

La biographie de Karl Marx par Franz Mehring

Traduite et présentée par Gérard Bloch

Dans son numéro 435, la Quinzaine Littéraire rendait compte dans les termes suivants de la traduction française, réalisée par notre camarade Gérard Bloch, de la biographie de Marx due à Franz Mehring : "Gérard Bloch, en fidèle disciple de Trotsky, se bat à visage découvert, sans jamais dissimuler les textes, même ceux qui vont à l'encontre de ses thèses (...) Il y a là une leçon de probité intellectuelle assez rare en cette période où la précipitation amène tant d'historiens à se contenter d'approximations."

Ces quelques lignes méritaient d'être citées ici, ne serait-ce que parce qu'elles mettent à juste titre l'accent sur ce qui fait à nos yeux toute la valeur et toute l'originalité de ce travail : le chercheur y côtoie à chaque pas le combattant. Travail de militant, il ne prétend certes pas recueillir les lauriers que l'on décerne à cette impassibilité affectée qui n'est le plus souvent qu'une "rouerie mondaine", comme disait Trotsky. Travail de militant, il se veut avant tout un instrument de combat, précisément au sens où l'œuvre de Franz Mehring, biographie d'un grand militant faite par un autre grand militant, se voulait un instrument de combat. Selon la formule si juste de l'avant-propos, ce livre entend contribuer à la transmission de l'héritage de Marx et Engels aux nouvelles générations révolutionnaires :

"C'est, nous dit Gérard Bloch, ce que voulait Mehring en l'écrivant ; nos notes ont pour raison d'être de lui rendre toute son efficacité, émoussée par le temps".

C'est à donner une idée aussi approachante que possible de quelques-uns des développements auxquels son travail a conduit Gérard Bloch que nous entendons consacrer une grande part des remarques qui suivent.

Notons auparavant qu'avec cette traduction française une trop longue injustice trouve enfin réparation. Rédigée par Franz Mehring entre 1913 et 1917, cette biographie de Karl Marx a paru dans son texte originel en mars 1918. Traduite depuis des dizaines d'années en espagnol et en anglais, elle aura donc attendu 66 ans pour être traduite et publiée en français ! Il y a là bien davantage qu'une anomalie déroutante dans l'histoire de l'édition. La "petite histoire" que nous rapporte à ce sujet Gérard Bloch, en ce qui concerne la toute dernière période (depuis 1972) illustre à quel point la restitution du sens profond de l'action et de la pensée de Marx demeure un enjeu politique d'une brûlante actualité. Dès que fut connu le travail entrepris par notre camarade, les Editions sociales (contrôlées par le

PCF), s'empressèrent dans un premier temps d'acquérir les droits du "Mehring" pour éviter son édition, puis, lorsque l'ouvrage tomba dans le domaine public, de faire paraître en toute hâte une traduction dépourvue de la moindre note. Pour ses promoteurs, cette opération présentait incontestablement un double avantage : tout d'abord, empêcher à tout prix que la première édition française de l'œuvre majeure de Mehring ne soit due à un "fidèle disciple de Trotsky" ; en second lieu, l'absence de notes explicatives permet à Jean Mortier, traducteur aux charmes vraiment très discrets, de concéder au "Mehring" à peu près l'intérêt qu'on accorde à un objet de curiosité historique, "même s'il est sur de nombreux points dépassé" (sic) (1).

LA BIOGRAPHIE D'UN REVOLUTIONNAIRE PAR UN REVOLUTIONNAIRE

A cette raison immédiate, il convient d'en ajouter une autre, qui a certainement pesé d'un poids considérable : en effet, la personnalité même de Mehring, l'auteur de cette *Vie de Karl Marx* était peu faite pour s'attirer la sympathie des fossoyeurs de la révolution d'Octobre et de leurs épigones. C'est fort opportunément que Gérard Bloch, dans un avant-propos riche de détails concernant l'itinéraire politique de Franz Mehring, rappelle l'acharnement avec lequel Staline s'est efforcé de rayer de l'histoire le rôle décisif de la gauche social-démocrate allemande d'avant la première guerre mondiale, dont Mehring fut, avec Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, le représentant le plus éminent. Quelques points de repère suffiront ici à évoquer l'évolution de celui qui fut un "infaignable combattant révolutionnaire". Si, durant toute une partie de sa vie politique, Mehring a combattu la social-démocratie, ce fût toujours, comme le souligne Trotsky, en

"adversaire d'idées", et jamais par vénéralité. Il lui fallait parvenir au marxisme par ses propres voies et sa propre expérience : dès que ce fût fait, il dépassa de cent coudées ses "maîtres d'école", qui, gravement, lui firent ensuite la leçon pour ses écarts de jeunesse. Qu'on en juge plutôt : gagné à la gauche social-démocrate dès 1903, il participe aux côtés de Rosa Luxembourg à la lutte contre le révisionnisme de Bernstein ; en 1905, il salue la première révolution russe dans un article significativement intitulé "La révolution en permanence" ; en 1910, il suivra Rosa Luxembourg dans sa rupture avec Kautsky. Par toute son attitude, lors du vote des crédits de guerre comme dans les mois qui suivent, il montrera avec éclat que son ralliement au marxisme n'avait rien d'un intermède littéraire. Le soir du 4 août 1914, il est de la poignée d'irréductibles qui se réunissent au domicile de Rosa Luxembourg. En 1915, il fonde, toujours avec Rosa Luxembourg, la revue *Die Internationale* qui deviendra vite l'organe du groupe Spartakus. C'est encore lui qui, avant d'être à son tour arrêté, organisera la protestation ouvrière contre la condamnation qui frappa Karl Liebknecht pour avoir manifesté contre la

(1) Franz Mehring, *Karl Marx - Histoire de sa vie*. Editions Sociales, Avant-propos, p. 11.

(dans les notes suivantes, nous utiliserons pour cette traduction l'abréviation "Editions Sociales").

guerre, en uniforme militaire, sur la place centrale de Berlin, le 1^{er} mars 1916. Durant la dernière année de sa vie, il manifestera à plusieurs reprises son soutien sans réserve à la révolution d'Octobre et publiera en juin 1918 une **Lettre ouverte aux bolcheviks** dans laquelle il reconnaîtra que l'entrée du groupe Spartakus dans le parti social-démocrate indépendant a constitué une "erreur". Peu de temps avant sa mort, il contribuera à la fondation du Parti communiste allemand. Tel fût Franz Mehring. On conçoit sans peine, dans ces conditions, qu'il se soit très tôt attiré les foudres de ceux qu'il appelait lui-même la "prêtraille marxiste" et que cette dernière ne lui ait jamais pardonné. On conçoit non moins aisément que les éditions du PCF éprouvent aujourd'hui le besoin de présenter le "Mehring" comme "dépassé" : toute l'actualité de ce livre vient en effet de la manière inégalée dont son auteur fait ressortir l'unité profonde de la théorie et de la pratique qui est à la base du combat de Marx, cette dimension décisive de l'action au cœur même du processus de formation du matérialisme historique. C'est précisément ce point essentiel que l'on s'efforce, de toutes parts, d'occulter ; rien n'est plus éloquent à cet égard que la façon insidieuse dont J. Mortier mentionne la critique adressée à l'ouvrage de Mehring, dès sa parution, par Heinrich Cünow dans la *Neue Zeit*, revue théorique de la social-démocratie allemande ; le passage cité est le suivant : "**Dans son ouvrage, Mehring ne fait que retracer l'itinéraire politique de notre maître à penser, sa vie de militant et de journaliste. La dimension scientifique de son œuvre est complètement reléguée au second plan**" (2).

Tout en trouvant à Mehring des circonstances atténuantes, J. Mortier n'en reprend pas moins sur le fond le jugement de H. Cünow en affirmant : **La biographie politique prend le pas sur la biographie intellectuelle qui accuse dès lors parfois un certain schématisme**" (3), ou bien encore lorsqu'il décèle dans certains passages "le ton d'une "vulgate" marxiste qui indispose le lecteur

d'aujourd'hui" (4). Quelle que soit l'étonnante aptitude de J. Mortier à se substituer au "lecteur d'aujourd'hui", elle ne nous empêchera pas de penser que, sous les dehors anodins d'une critique de forme, se cache en réalité une divergence relative au contenu de l'ouvrage. Que le choix du genre "biographique" ait ses propres contraintes, Mehring est le premier à le reconnaître : "**L'analyse des écrits scientifiques de Marx a particulièrement souffert de cette contrainte, explique-t-il dans sa préface. Pour ne laisser dès le départ aucune équivoque à cet égard, j'ai supprimé le second terme du sous-titre traditionnel de la biographie d'un écrivain : histoire de sa vie et de ses œuvres**" (5). Mehring, lui, on le voit, avait donc au moins le mérite de l'honnêteté intellectuelle. Cependant, ce que J. Mortier, à la suite de H. Cünow, remet plus ou moins ouvertement en cause, c'est moins le choix du genre littéraire en lui-même que l'affirmation fondamentale qui a présidé au choix de cette forme et que Mehring résume dans les termes suivants : "**Chez Marx, l'homme de pensée et l'homme d'action étaient inséparables, se complétaient, se soutenaient l'un l'autre (...) Chez lui, cependant, le combattant prenait toujours le pas sur le penseur**" (6). En d'autres termes, si Mehring a opté pour la "forme" biographique, c'est sans nul doute parce qu'elle est, de son point de vue, la forme la plus apte à exprimer l'"âme révolutionnaire" du marxisme : la participation pratique de Marx et d'Engels au combat inlassable pour construire l'organisation de classe du prolétariat. Que là soit bien l'*essentiel*, nous n'en voulons pour confirmation que la conclusion du discours prononcé par Engels à l'enterrement de Marx, publié dans le *Sozial Demokrat* du 22 mars 1883 ; après avoir rappelé l'importance des découvertes scientifiques dues à Marx, Engels poursuit : "**Tel fut l'homme de science. Mais ce n'était point là, chez lui, l'essentiel de son acti-**

(4) Editions Sociales, p. 11.

(5) Franz Mehring, *Vie de Karl Marx*, traduction Gérard Bloch, p. 98-99.

(6) Franz Mehring, *Vie de Karl Marx*, traduction Gérard Bloch, p. 99.

(2) Editions Sociales, p. 10.

(3) Editions Sociales, p. 10.

vité (...) *Car Marx était avant tout un révolutionnaire. Contribuer, d'une façon ou d'une autre, au renversement de la société capitaliste et des institutions d'Etat qu'elle a créées, collaborer à l'affranchissement du prolétariat moderne, auquel il avait donné le premier la conscience de sa propre situation et de ses besoins, la conscience des conditions de son émancipation, telle était sa véritable vocation. La lutte était son élément. Et il a lutté avec une passion, une opiniâtreté et un succès rares*" (7). Voilà ce que Mortier s'efforce d'escamoter, en emboîtant servilement le pas aux Cünow et aux Kautsky.

Voilà ce qu'en revanche Franz Mehring entendait restituer et ce qu'il a effectivement réussi à restituer, dans la mesure où le lui permettaient les documents publiés à l'époque. L'incomparable avantage de la biographie, "**à la fois art et science**", telle que le comprend du moins Mehring, c'est de permettre la saisie sur le vif de cette "action" qui est comme le point d'insertion de l'individu dans la chaîne des forces historiques objectives. Naturellement, personne n'est obligé de se faire une conception aussi élevée de l'art biographique. On peut préférer, avec Jean Ellenstein ou Françoise Levy, le genre des historiettes édifiantes à l'usage des demoiselles de pensionnat. A ceux là, Hegel avait répondu par avance : "**Le sujet de pré-dilection de ces psychologues est la considération des particularités des grands hommes en tant que personnes privées.**"

L'homme doit manger et boire, il a des amis et des connaissances, il ressent les sentiments et les transports du moment. Les grands hommes ne font pas exception à la règle : ils ont, eux aussi, mangé et bu et préféré tel plat ou tel vin à tel autre. Il n'y a pas de héros pour son valet de chambre, dit un proverbe connu. J'ai ajouté — et Goethe l'a redit deux ans plus tard — que s'il en est ainsi, ce n'est pas parce que celui-là n'est pas un héros, mais parce que celui-ci n'est qu'un valet" (8). Pour être organiquement étranger à ce genre de préoccupations "psychologiques", l'ouvrage de Mehring n'en est pas moins aux antipodes de ces hagiographies qui font de Marx un martyr de la science voué à la solitude de son cabinet de travail, pareil à ces philosophes devant lesquels "**ce stupide monde exotérique n'avait qu'à ouvrir tout grand son bec pour que les alouettes de la science absolue y tombent toutes rôties**" (9). Plus prosaïquement, le livre de Mehring nous rappelle à bon droit que ce sont les hommes qui font leur propre histoire et nul autre à leur place, que ce soit Dieu, la Fortune ou les "structures". "**Entre les saints tels que les dépeint l'Eglise et les diables tels que les représentent les candidats à la sainteté, se situent les hommes vivants : ce sont eux qui font l'histoire**", (10) disait Trotsky. Marx fut pleinement de ceux-là ; il dut simplement à son génie de l'être à un degré supérieur. Cela, Mehring, plus que tout autre, nous le fait approcher.

L'OEUVRE DE MEHRING RESTITUEE DANS SON ACTUALITE

C'est donc dans sa conception même que le livre de Mehring s'est voulu une arme de combat contre la droite social-chauvine et le centre prétendument "orthodoxe" de Kautsky. Et c'est à la lumière de cette combativité qu'il convient d'apprécier les erreurs commises par Mehring concernant Lassalle ou Bakounine, car, ainsi que le fait très justement remarquer Gérard Bloch, "**à la base même des erreurs de Mehring, à la**

base même de son appréciation erronée de Lassalle, il y a plus d'esprit révolutionnaire que dans la "défense" du marxisme par ce même Kautsky, lequel en désavouait et en bafouait l'esprit révolutionnaire, à ce moment déjà, dans sa pratique" (11). Cette remarque vaut

(8) Hegel, *La raison dans l'histoire*, p. 127, Edition 10/18.

(9) Lettre de Marx à A. Ruge, sept. 1843, citée par Mehring, traduction G. Bloch, p. 246.

(10) *Histoire de la Révolution Russe*, tome 2, p. 539.

(11) *Vie de Karl Marx*, Avant-propos, p. 59.

(7) Friedrich Engels : Discours sur la tombe de Karl Marx, in K. Marx-F. Engels, *Oeuvres Choies*, Editions du Progrès, 1955, p. 177.

à nouveau pour le traducteur de commande des Editions sociales déjà cité, qui, pour une fois prolixe, consacre complaisamment plusieurs pages d'un avant-propos exsangue à la critique des "tendresses coupables" de Mehring à l'égard de Lassalle et Bakounine. Apparemment emporté par son ardeur à "défendre Marx", celui-ci va jusqu'à reprocher à Mehring de situer Lassalle, sur le plan des mérites historiques "sur un pied d'égalité avec Marx et Engels" (12). Voilà bien qui s'appelle "défendre" Marx à la manière de Kautsky ! Rafrâichissons la mémoire défaillante de notre traducteur. Le jour même où le *Sozial Demokrat* publiait le discours d'Engels à l'enterrement de Marx, un homme, qui alors n'appartenait pas encore à la social démocratie, qui en était même un adversaire déclaré, devait affirmer dans un article de la *Weser Zeitung* : "Nous autres Allemands sommes habitués à considérer Lassalle et Marx comme les Dioscures du prolétariat, mais ce n'est pas tout à fait à juste titre. Seul Friedrich Engels a le droit de marcher à côté de Marx comme son pair ; à côté de ces étoiles fixes, Lassalle traverse le ciel de la révolution comme un comète brillante" (13). L'auteur de ce jugement prophétique n'était autre que Franz Mehring. On comprendra que nous nous rangions sans hésiter du côté du révolutionnaire contre les philistins de toute obédience : Jean Mortier est par trop la vivante preuve par l'absurde qu'il faut être soi-même révolutionnaire pour rectifier les erreurs d'un révolutionnaire.

Et c'est précisément parce qu'il en fut un que Mehring évite le défaut majeur dont souffrent la plupart des études consacrées aux années d'élaboration du matérialisme historique par Marx et Engels : trop souvent celles-ci présentent en effet l'évolution de Marx dans sa jeunesse comme un cheminement essentiellement intellectuel scandé par le passage d'une position philosophique à une autre. Bousculant ce type de présupposés, Mehring montre à l'inverse comment la pensée de Marx elle-même est constamment traversée, constamment

sous-tendue, cela dès ses premières étapes, par l'exigence d'avoir à se dépasser dans "les tourments de la lutte" (lettre à Ruge). Un fil conducteur anime ainsi d'un bout à l'autre l'étude de Mehring dans cette première partie consacrée aux années de formation du marxisme (1818-1848) : la pensée et l'action de Marx s'y efforcent, à chaque pas, de faire valoir ce "principe moteur" que la dissertation de 1841 décèle déjà chez Epicure. Sur ce point, c'est à juste titre que Mehring, délaissant les stériles controverses des doctes sur la question de savoir si Marx était encore hégélien au moment de la rédaction de sa thèse de doctorat, va droit à l'essentiel et opère un rapprochement éclairant avec la première thèse sur Feuerbach de 1845. Il rend ainsi raison de la préférence de Marx pour Epicure comme du jugement défavorable qu'il porte sur Démocrite : "Pour Marx, vivre signifia toujours travailler, et travailler signifia toujours combattre. Ce qui l'éloignait de Démocrite, c'était l'absence chez lui d'un "principe moteur", c'était, comme il l'écrivit plus tard, "le principal défaut de tout matérialisme jusqu'à présent (...) : l'objet, la réalité, le monde sensible n'est saisi que sous la forme d'objet ou d'intuition, mais non en tant qu'activité sentorielle de l'homme, que pratique, non de façon subjective". Ce qui l'attirait chez Epicure c'était le "principe moteur" qui dressait ce philosophe contre le poids écrasant de la religion et lui donnait l'audace de le braver" (14). C'est ce "principe moteur", par lequel s'affirme la volonté de l'individu, au besoin en rompant les lois du destin ("foedera fati"), qui fait dire à Marx qu'Epicure est "le plus grand philosophe des lumières de la Grèce". Plus loin encore, Mehring insiste de nouveau : "Marx constatait, dans le matérialisme de Feuerbach, l'absence de ce même "principe moteur", dont étudiant, il avait déjà constaté l'absence chez le pionnier du matérialisme, Démocrite" (15). Dans le droit fil de ces remarques, Gérard Bloch note judicieusement que

(14) *Vie de Karl Marx*, chapitre 2, section IV, p. 174-175.

(15) *Vie de Karl Marx*, chapitre 5, section I, p. 402.

(12) Editions Sociales, Avant-propos, p. 12.

(13) *Vie de Karl Marx*, Avant-propos, p. 43.

c'est encore et toujours ce même "principe moteur" que Marx discerne dans le dialectique de Hegel (note de la section II du chapitre 3, p. 268). C'est pour avoir su mettre en évidence ce motif profond, et très tôt présent, que Mehring peut attacher toute l'importance qui lui est due à l'activité politique de Marx dès cette période, généralement sous-estimée au profit de ses seules préoccupations philosophiques : le projet de revue radicale, conçu par Marx avec Bauer et Köppen dès 1839-1840, alors que "jeunes hégéliens", ils étaient tous trois captivés par la "philosophie grecque de la conscience de soi" (16) prendra finalement corps quoique sous une forme modifiée et imprévue avec la participation de Marx, sitôt terminée sa thèse de doctorat, à la direction de la **Gazette Rhénane**. De ce qui ne devait être au départ qu'une feuille gouvernementale parmi d'autres, Marx ne tardera pas à faire un quotidien démocrate, principal organe de l'opposition à la monarchie prussienne jusqu'à sa suppression au printemps 1843. Si nous soulignons ici, à la suite de Mehring, ces premiers pas de Marx dans l'arène du combat politique, c'est parce que nous pensons que c'est là le seul moyen de couper court à toutes les spéculations sur le "jeune Marx" : tantôt, en effet, on conclut en bloc à "l'immaturité" de ce dernier en ayant recours à des procédés d'investigation qui font davantage penser à une "police des concepts" qu'à une recherche historique attentive, et ceci pour mieux valoriser le moment de

la "coupure" par lequel Marx serait pour ainsi dire "entré en science". Tantôt, on fige délibérément la pensée de Marx, alors en fiévreuse et continuelle évolution, en l'opposant à la conception achevée du "marxisme" ultérieur, de façon à forger de toutes pièces la fiction d'un moment "anti-autoritaire" du "jeune Marx". D'une manière ou d'une autre, on cède alors à la tentation de présenter l'évolution de Marx comme un processus de remaniements conceptuels successifs.

Dans le meilleur des cas, quand bien même l'on prend en compte les considérations historiques, politiques et sociales déterminées de cette évolution, ces dernières restent le plus souvent dans l'analyse un cadre mort, un arrière-plan décoratif qui n'affecte pas vraiment de l'intérieur l'évolution elle-même. On en reste autrement dit à un mécanisme de **conditionnement extérieur** de la pensée, incapable de rendre compte non point tant du travail d'élaboration de la pensée en lui-même, que de la manière précise dont la clarification théorique, provoquée à chaque étape par une expérience particulière, est elle-même à son tour directement projetée en termes d'orientation nouvelle de l'activité pratique. Par conséquent, on s'avère impuissant à comprendre en quoi l'expérience du "journaliste-philosophe" des années 1842-1843 prépare à sa manière le terrain au combat politique organisé des années 1845-1846, loin de s'opposer à lui.

UN APPORT HISTORIQUE ET THEORIQUE

C'est précisément sous cet angle que les notes abondantes et le patient travail de recherche accompli par Gérard Bloch jettent une singulière lumière sur ces premières années. S'appuyant sur les

(16) L'expression "la philosophie de la conscience de soi" désigne chez Hegel l'ensemble constitué par les trois systèmes que furent dans l'antiquité finissante le stoïcisme, l'épicurisme et le scepticisme. Dans une lettre à Lassalle du 21 décembre 1857, Marx fera cet aveu significatif : "La philosophie postérieure — Epicure (surtout celui-ci), stoïcisme, scepticisme — j'en avais fait l'objet d'une étude spéciale, par intérêt politique plutôt que philosophique".

travaux d'historiens comme Bert Andréas, Hans Pelger et Jacques Grandjonn, Gérard Bloch nous permet de combler les lacunes de la biographie de Mehring, et de surprendre en quelque sorte ces moments cruciaux où les besoins mêmes de la lutte politique précipitent une mutation à la fois théorique et pratique, suscitant ainsi la recherche de nouvelles formes de discussion et de regroupement. Nous voudrions illustrer brièvement cette compréhension à l'aide de quelques exemples fort instructifs.

Premier exemple : la plupart des histo-

riens s'accordent à considérer la période transitoire qui va de l'interdiction de la *Gazette Rhénane* au départ de Marx pour Paris (de mars à octobre 1843) comme une période décisive, au cours de laquelle s'opère ce que Gérard Bloch appelle justement une **“mutation qualitative”**. A s'en tenir aux seules positions philosophiques adoptées entre février 1842 et le printemps 1843, on pourrait, moyennant un survol très superficiel d'ailleurs, conclure à la manière d'Althusser : Marx passerait d'un **“moment rationaliste-libéral”**, celui qui s'exprime dans les articles de la *Gazette Rhénane* jusqu'à la fin 1842 et qui repose sur une **“problématique de type kantien-fichtéen”**, à un **“moment rationaliste-communautaire”**, celui des années 1842-1845 fondé quant à lui, sur la **“problématique anthropologique de Feuerbach”** (17). Les notes scrupuleusement établies à l'aide des documents que Gérard Bloch a rédigés pour la section VII du chapitre 2 (pages 215 à 222), pour la section IX du même chapitre (pages 235 à 238), et pour la section II du chapitre 3 (pages 263 à 274) ne laissent rien subsister de cette construction arbitraire.

Comme l'exprime la seconde des trois notes que nous venons d'énumérer, **“durant ces quelques mois, les conceptions politiques et théoriques de Marx évoluent sur un rythme accéléré ; c'est alors qu'il généralise au plan théorique l'expérience acquise à la Gazette Rhénane, avec les problèmes nouveaux qu'elle lui a posés, au centre desquels se trouvent celui des rapports de l'Etat avec les intérêts matériels des groupes sociaux existants dans la société”** (18). Autrement dit, ce qui permet à Marx d'accéder au nouveau point de vue théorique qu'il formulera dans le Manuscrit de 1843 sur la philosophie du droit de Hegel, en détrônant l'Etat de sa position dominante d'ordonnateur de la **“société civile”** et en recherchant à l'inverse au niveau des contradictions internes de cette même société les racines matérielles de l'Etat, c'est d'abord et avant tout l'expérience pratique de l'an-

tagonisme de plus en plus ouvert entre les libéraux bourgeois, enclins au compromis avec l'absolutisme, et les démocrates révolutionnaires, antagonisme qui s'était manifesté face à la censure, puis devant la mesure d'interdiction prise par Frédéric Guillaume II. C'est cette expérience qui l'amène à dépasser son ancienne conception de l'Etat comme **“réalisation de la raison juridique et politique”** et à voir, comme il le confiera à Ruge dans une lettre du début de l'année 1843, **“dans la suspension de la Rheinische Zeitung un progrès de la conscience politique”**, tout comme ce sont encore les enseignements tirés de cette expérience qui rapprochent Marx en exil à Paris des ouvriers communistes de l'émigration allemande.

Deuxième exemple : dans les notes de la section V du chapitre 3 (pages 329 à 344) et celle de la section III du chapitre 4 (pages 380 à 384), Gérard Bloch indique dans quelles conditions Marx a décidé d'écrire une œuvre aussi exclusivement **“philosophique”** en apparence que la **“Sainte Famille”**. A ce moment-là Marx dirige un périodique, le **Vorwärts !** dans lequel il fait passer des articles sur le mouvement social en Allemagne, après l'insurrection des tisserands de Silésie, des extraits de ses propres lectures (classiques du XVIII^e siècle français, philosophes des Lumières ou révolutionnaires français, humanistes allemands du XIX^e siècle) ainsi que plusieurs articles reprenant certains des développements de la critique de l'économie politique contenus dans les célèbres **Manuscrits de 1844** qu'il est en train d'achever. Il est ainsi, nous explique Gérard Bloch, **“au centre d'une discussion collective intense, de caractère international où il puisait des éléments indispensables à ses réflexions, cependant que, sous des formes diverses, chacune de ses conquêtes intellectuelles devenait le bien de nombreux militants”** (19). C'est dans ces conditions qu'il propose à Feuerbach, dans sa lettre du 11 août 1844, **“une sorte de bloc”** contre les tendances spiritualistes réactionnaires développées alors par Bruno Bauer et c'est à cette occasion qu'il

(17) Althusser, *Pour Marx*, p. 27.

(18) *Vie de Karl Marx*, chapitre 2, section IX, p. 235.

(19) *Vie de Karl Marx*, chapitre 3, section V, p. 342.

esquisse le thème principal de ce qui deviendra la *Sainte Famille*. La décision d'écrire la *Sainte Famille* correspond d'emblée à un *but politique* parfaitement défini. "Au moment où Marx écrit, l'espèce de bloc tacite qui avait rassemblé, face à la réaction romantique et jusqu'en 1842, au moins sur le plan littéraire, toutes les tendances allemandes d'opposition, du libéralisme au démocratisme révolutionnaire et au communisme, est entré dans la phase de sa décomposition, accélérée par l'insurrection des tisserands de Silésie. Marx propose alors à Feuerbach une sorte d'alliance de combat du matérialisme philosophique et du communisme" (20).

Troisième exemple : la remarque que nous venons de faire concernant la "Sainte Famille" vaut à fortiori pour l'*Idéologie allemande*. On sait qu'à la fin d'août 1845, à leur retour de Londres, Marx et Engels, désormais en possession des fondements du matérialisme historique, vont tout mettre en œuvre pour promouvoir une discussion d'ensemble dans l'avant-garde ouvrière à l'échelle internationale à des fins de clarification programmatique. Pour cela, Marx abandonne provisoirement la rédaction de sa *Kritik der Politik und Nationalökonomie* et s'attaque avec Engels à la rédaction des manuscrits connus sous le titre de l'*Idéologie allemande*. Dans la remarquable 5^e note de la section VIII du chapitre 5 (pages 649 à 656), Gérard Bloch bat en brèche l'interprétation couramment admise qui veut que l'*Idéologie Allemande* ait été un "gros livre en deux volumes", alors que ce devait être en réalité "une partie (...) des deux premières livraisons d'une revue trimestrielle". Il s'agit donc pour Marx et Engels, avec ce projet de "revue trimestrielle", de lutter pour un organe d'expression au moment même où ils créent début 1846, le Comité de correspondance communiste de Bruxelles, et veulent en mettre d'autres sur pied à Paris, à Londres, etc... Gérard Bloch conclut donc : "le principal projet d'édition de Marx et Engels, à partir de l'automne de 1845, ce n'est pas un gros

livre pour le "monde savant", un gros livre en deux volumes qui portera le titre "l'Idéologie Allemande"; c'est la publication d'une revue trimestrielle de discussion et de polémique où ils auront l'occasion de développer la "théorie matérialiste de l'histoire" et de démontrer sa supériorité (...) L'importance de cette affaire est claire : il s'agit de l'unité dialectique, dans l'activité de Marx et d'Engels à partir de 1845, de leur production littéraire et de l'agitation qu'ils mènent, de la propagande qu'ils développent, de leur combat pour l'organisation du prolétariat" (21).

Quatrième et dernier exemple : la période qui précède directement la transformation de la "Ligue des Justes" en "Ligue des Communistes" (juin 1847) est particulièrement fertile en luttes politiques entre les différents courants existants. Ainsi, Engels livre-t-il une bataille acharnée sur la définition même du communisme au sein de la commune des ébénistes à Paris pour soustraire ses membres à l'influence de Karl Grün et de Proudhon, obtenant 13 voix contre 2 lors du vote final. C'est le 20 janvier 1847 que la direction londonienne de la Ligue des Justes mandate Joseph Moll pour rendre visite à Marx à Bruxelles, puis à Engels à Paris, porteur de propositions qui allaient aboutir à l'entrée de Marx et Engels dans la Ligue. Dans la note I de la section IV du chapitre 5 (pages 492 à 496), ainsi qu'au début de la note 6 de la section VIII du même chapitre (page 656 et suivantes) Gérard Bloch montre très clairement que c'est aussitôt après l'accord conclu avec Moll que Marx a entrepris de rédiger *Misère de la Philosophie* comme contribution de base à la discussion en vue de la préparation du 1^{er} Congrès de la Ligue des Communistes. Il cite à ce propos une lettre adressée à Marx des 25-26 octobre 1847 dans laquelle Engels relate l'entrevue qu'il a eue le jour même avec Louis Blanc ; d'après cette lettre, Engels a déclaré à Louis Blanc : *Vous pouvez regarder M. Marx comme le chef de notre parti (c'est à dire de la fraction la plus avancée de la démocratie allemande, que je représentais vis à vis de*

(20) *Vie de Karl Marx*, chapitre 4, section III, p. 384.

(21) *Vie de Karl Marx*, chapitre 5, section VIII, p. 655-656.

lui) et son récent livre contre Proudhon comme notre programme" (22). Marx chef de parti, *Misère de la philosophie* un programme ! Engels faisant voter sur sa définition du communisme après

deux soirées de discussion ! Décidément, nous sommes loin, très loin, de la "Révolution philosophique silencieuse" chère à Althusser !

UN APPEL A REFLECHIR, ETUDIER, DISCUTER

Sur ces quelques exemples, on voit à quel point le travail de Gérard Bloch est indissociable de son expérience de militant de la IV^e Internationale. Tout occupé à dégager l'actualité du combat de Marx et d'Engels pour l'époque que nous vivons, celle des guerres et des révolutions, celle de la "réaction sur toute la ligne", il y exprime avec passion son appartenance à ce que Trotsky appelait "notre patrie dans le temps". C'est là, avons-nous dit, ce qui fait son originalité, sa richesse qui est un appel à la réflexion et à la discussion.

Qu'il nous soit permis dans ce cadre de soulever ici un problème. Dans la note déjà citée que Gérard Bloch consacre aux *Manuscrits de 1843* sur la philosophie du droit de Hegel, on peut relever le passage suivant relatif à la portée de l'opposition établie alors par Marx entre la "démocratie" et la "république" : "Ce serait au reste une sérieuse erreur de croire que Marx, en approfondissant ses vues sur l'Etat — dictature du prolétariat, nécessité de détruire la machine de l'Etat bourgeois, théorie du dépérissement de l'Etat ouvrier — ait modifié fondamentalement sa position quant à la place majeure qu'il donnait dans son Manuscrit de 1843 à la démocratie et à l'opposition qu'il y esquissait entre démocratie et république "politique", autrement dit **bourgeoise**. La démocratie restera pour lui, dans toute son évolution politique, un moment essentiel de la lutte pour "l'émancipation humaine" (23). Cette remarque n'est pas isolée, puisqu'elle est comme généralisée dans les nombreux développements se rapportant à la "ligne de la démocratie" (tout particulièrement pages 637, 638 et 639) ; Gérard Bloch devance d'ailleurs une possible

objection contre cette généralisation lorsqu'il précise : "Et, bien entendu, il est essentiel de ne pas oublier que la conquête de la démocratie suppose la destruction de l'appareil d'Etat ancien, cette machine de répression que la classe ouvrière ne saurait utiliser à ses propres fins. Mais précisément "la ligne de la démocratie" n'offre-t-elle pas les leviers les plus puissants pour la destruction de cette machine répressive ?" (24).

Il nous semble que cette généralisation fait effectivement difficulté ; non que nous méconnaissions l'actualité du combat pour la démocratie comme levier pratique dans la lutte révolutionnaire pour la destruction de l'Etat bourgeois. Non que nous songions à nier que la démocratie restera pour Marx dans toute son évolution politique, un moment essentiel de la lutte pour l'émancipation humaine". Mais justement, pour que la "démocratie" puisse définir une "ligne", pour qu'elle puisse jouer le rôle d'un "levier", il est une condition décisive : c'est qu'elle soit explicitement reconnue comme un moment de la lutte pour l'avènement d'une société communiste sans classe ni Etat. Or ce que nous contestons pour notre part, c'est que cette clarification ait été véritablement acquise dès le *Manuscrit de 1843*. En d'autres termes, nous pensons que pour concevoir la démocratie comme un moment et seulement un moment, même très important, même privilégié, de la lutte pour le communisme, Marx a dû au préalable modifier "sa position quant à la place majeure qu'il donnait dans son Manuscrit de 1843 à la démocratie et à l'opposition qu'il y esquissait entre démocratie et république "politique", autrement dit **bourgeoise**". Pour nous faire comprendre, reprenons les termes mêmes de

(22) Vie de Karl Marx, cité p. 494 et p. 656.

(23) Vie de Karl Marx, chapitre 3, section II, p. 274.

(24) Vie de Karl Marx, chapitre 5, section IV, p. 638.

l'opposition entre "démocratie" et "république" telle que l'introduit le **Manuscrit de 1843**. Dans ce texte, Marx conçoit la "démocratie" comme "*l'énigme résolue* de toutes les constitutions", "*l'essence* de toute constitution", "*le genre* de la constitution", "*la vérité* de toutes les formes d'Etat". La "république" quant à elle, y est définie comme "*la forme d'Etat abstraite de la démocratie*" ou encore comme "*la démocratie au sein de la forme abstraite de l'Etat*", elle est toujours considérée, dans sa distinction d'avec la "démocratie", *comme n'étant qu'une forme d'Etat particulière*" (25). Dans la mesure où Marx prend soin de préciser que, "*dans la vraie démocratie, l'Etat politique disparaît*", il nous paraît assez clair, comme l'explique lui-même Gérard Bloch, qu'"*à ce stade de développement de ses idées, la démocratie soit le terme employé par Marx pour définir la forme la plus élevée de société humaine qu'il puisse alors concevoir*" (26). Cela ne peut signifier qu'une chose : au printemps 1843, lorsqu'il rédige son **Manuscrit sur la philosophie du droit de Hegel**, Marx n'est pas encore parvenu à concevoir le communisme comme le "but final" du mouvement historique de la lutte des classes. C'est d'ailleurs pourquoi, "*à ce stade de développement de ses idées*", la démocratie tient, mutatis mutandis, la place qu'occupera bientôt le communisme conçu comme "*abolition positive de la propriété privée*" (**Manuscrits de 1844**) : elle est la "*vérité*", "*l'énigme résolue*", "*l'essence*", "*le genre*", donc la véritable et l'unique fin et non un simple "moment". C'est seulement lorsque l'objectif stratégique du communisme sera clairement dégagé pour lui-même, et *alors seulement*, que la démocratie pourra acquérir la signification d'un "*moment*" explicitement subordonné à cet objectif stratégique. Encore faudra-t-il pour cela qu'elle soit elle-même

reconnue comme une "**forme d'Etat particulière**". Cette clarification commence — mais commence seulement à s'opérer très peu de temps après, preuve que la pensée de Marx évoluait alors très rapidement sous l'impulsion des "**luttes réelles**". Ainsi, dès la **Question juive** qui suit de quelques mois à peine le **Manuscrit de 1843 sur Hegel**, la "démocratie" devient significativement la "**démocratie politique**" ou encore "**l'Etat démocratique**", et est maintenant considérée comme l'expression "**pratique**", "**profane**" de la religion chrétienne, parce qu'elle repose, à son image, sur la séparation de la "**vie individuelle**" et de la "**vie générique**", tout comme dans la "république" telle que la concevait le **Manuscrit sur Hegel**, "**l'homme politique a son existence particulière à côté de l'homme non politique, de l'homme privé**" (27). Cette tendance se confirme nettement dans l'article du **Vorwärts** ! du 7 août 1844 intitulé "Critiques en marge de l'article : Le roi de Prusse et la réforme sociale". Tout occupé à tirer contre Arnold Ruge, les enseignements de la révolte encore chaude des tisserands silésiens, Marx montre en quoi les révolutionnaires français de la Convention demeuraient prisonniers des limites de "l'intelligence politique", cherchant la racine du mal "**non dans l'essence de l'Etat mais dans une certaine forme d'Etat**" : ainsi Robespierre, au lieu de "**voir dans le principe de l'Etat la source des maux sociaux**", "**ne voit dans la grande misère et la grande richesse qu'un obstacle à la pure démocratie**" (28). Ces textes n'ont pas la moindre vocation à servir de caution théorique au mépris de la "démocratie formelle" entretenue de nos jours par les staliniens et les gauchistes. Simplement, ils demandent à être abordés d'un point de vue génétique, c'est à dire à être replacés dans la perspective d'ensemble de l'évolution de Marx : lorsqu'il les rédige, Marx s'efforce de dégager au contact du mouvement ouvrier, le communisme et l'émancipation sociale comme le "but final". C'est donc très logiquement qu'il est amené

(25) Marx dit d'ailleurs fort explicitement "*toute autre organisation d'Etat est une certaine forme particulière déterminée d'Etat*", tandis que la démocratie réalise seule "*la vraie unité de l'universel et du particulier*" (cité par G. Bloch, *Vie de Karl Marx*, p. 273).

(26) *Vie de Karl Marx*, chapitre 3, section II, p. 272.

(27) *Vie de Karl Marx*, chapitre 3, section II, p. 273.

(28) Jacques Grandjonc, *Marx et les communistes allemands à Paris*, p. 153.

à souligner alors les insurmontables limites de toute émancipation exclusive-ment politique. Cela n'induit en soi aucune dépréciation de la démocratie comme "moment" dans le combat du prolétariat cela oblige par contre à redéfinir la place de la démocratie dans son rapport au communisme et ce en des termes qui se préciseront au fur et à mesure de la progression politique de Marx et Engels. Envisagée dans son résultat dialectique cette redéfinition comporte deux aspects fondamentaux : 1) au regard du but politique final qu'est le communisme, "**la démocratie est une forme de l'Etat, une de ses variétés**" (Lénine) ; en tant que telle elle est appelée à disparaître avec l'Etat. C'est ce qu'Engels résume avec force dans un texte du 3 janvier 1894 en justifiant l'emploi du mot "communisme" de préférence à celui de "social-démocrate" : ce dernier mot est en effet impropre "**pour un parti dont le but politique final est la suppression de tout Etat, et, par conséquent, de la démocratie**" (29) ; 2) en même temps, parce qu'elle signifie "**la reconnaissance officielle de l'égalité entre les citoyens, du droit égal pour tous de déterminer la forme de l'Etat et de l'administrer**" (Lénine), la démocratie est, de toutes les formes d'Etat, celle qui favorise le développement le plus libre et le plus extrême de la lutte des classes, celui qui permet le renforcement des cadres d'organisation du prolétariat. En ce sens, elle est "**le chemin le plus court conduisant à la dictature du prolétariat**" (Lénine). C'est cette idée fondamentale qu'Engels exprime dès novembre 1847 dans ses *Principes du communisme* lorsqu'à la question "**Quel cours de développement prendra cette révolution ?**", il répond "**Avant toutes choses, elle instaurera une constitution démocratique et par là même instaurera directement ou indirectement la domination politique du prolétariat**" (30). C'est toujours cette même idée qu'il développera à nouveau en 1891 dans sa critique du projet de programme d'Erfurt : "**...notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la**

domination que sous la forme de la République démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française" (31). Comme on l'aura remarqué au passage, il est question dans ces textes de la "république démocratique" et de la "constitution démocratique", ce qui indique à l'évidence qu'il s'agit là d'une forme particulière de l'Etat et non plus de la démocratie "vérité de toutes les formes d'Etat" du *Manuscrit de 1843*. Pour nous résumer, il nous semble qu'à vouloir subsumer sous un même vocable, celui de "ligne de la démocratie", les différentes positions de Marx sur la question de l'Etat, on court le risque de télescoper des phases différentes de cette évolution en projetant le point d'arrivée conquis au terme de plusieurs années de participation aux combats du prolétariat sur le point de départ. A cet égard, il n'est pas douteux que le tournant de la révolution de 1848 ait eu des implications décisives concernant la place de la démocratie dans le combat du prolétariat (rupture avec les démocrates en avril 1848, combat pour un congrès ouvrier national, adresse de 1850 sur "la révolution en permanence", etc...). Cela mérite d'autant plus d'être souligné que l'actualité de la revendication de la démocratie à l'époque de l'impérialisme réside tout entière dans sa fonction *transitoire* dans le processus de la révolution prolétarienne, et nullement dans le fait que le prolétariat aurait à prendre par avance la responsabilité politique d'une quelconque étape démocratique conçue comme condition nécessaire de la conquête du pouvoir par les ouvriers. Une chose est certaine : une telle mise au point ne fait que mettre davantage en évidence la nécessité, pour bien apprécier tous les enseignements du combat de Marx et d'Engels, de partir du rôle décisif qui fut le leur comme *hommes de parti*, comme *organiseurs*. Sous ce rapport, la 6^e et la 7^e partie de la longue note de la section VIII du chapitre 5 sont d'une très grande importance. Gérard Bloch y montre que la période intermédiaire qui

(29) Cité par Lénine, in *l'Etat et la Révolution*, Oeuvres, tome 25, p. 492.

(30) *Vie de Karl Marx*, chapitre 5, section VIII, p. 636.

(31) Cité par Gérard Bloch, in *La Vie de Karl Marx*, p. 608.

va du début du mois de juin 1847, à la fin du mois de novembre 1847, c'est-à-dire du premier au second congrès de la Ligue des Communistes, est une période d'intense bataille politique au cours de laquelle s'opère un véritable tournant dans l'activité de Marx : "Alors que jusque là, il s'était tenu dans une certaine mesure à l'arrière-plan, laissant Engels et d'autres de ses partisans, comme Wilhelm Wolff, mener le combat sur le terrain de l'agitation et de l'organisation, *il va désormais s'y engager à fond lui-même* (32). Seul cet engagement rend compte de la conception d'une œuvre comme le "Manifeste Communiste". Bien décidé à surmonter la confusion politique des dirigeants londoniens de la Ligue, Marx met alors tout en œuvre pour s'assurer une victoire complète lors du second Congrès : il se donne un moyen d'expression lui permettant d'exposer ses propres vues, en concluant un accord avec Bornstedt qui lui donne accès à la **Gazette Allemande de Bruxelles**. Et il crée sa pro-

pre fraction, secrètement organisée dans la Ligue, de manière à gagner par la discussion le maximum de membres à ses positions.

Sur ce chapitre, il y aurait encore beaucoup à dire, notamment au sujet de *l'obligation* faite à chaque membre de la Ligue de "prendre un exemplaire du journal", principe d'organisation dont chaque lecteur de **La Vérité** mesurera toute l'actualité.

A nos yeux, le plus important tient en ceci : parce qu'il nous rappelle à chaque page que le nom de "communistes" que nous portons à son histoire et que cette histoire est avant tout celle d'un combat, le travail de Gérard Bloch nous apprend à honorer plus encore en ce nom "**la partie la plus importante de notre drapeau**" (Trotsky). En ce sens, il sera pour tout militant de la IV^e Internationale, un guide irremplaçable et stimulant.

P. RAPHAEL

(32) *Vie de Karl Marx*, chapitre 5, section VIII, p. 665.

ETUDE

Diderot, penseur militant (1713-1784)

par Pierre FOUGEYROLLAS

En 1984, le deuxième centenaire de la mort de Denis Diderot n'a pas soulevé un grand enthousiasme parmi les milieux intellectuels français. C'est donc, pour nous, une raison suffisante de revenir sur la portée de l'action et des œuvres du directeur de l'Encyclopédie.

Répondant, aux environs de 1865, à une question de ses filles sur ses professeurs préférés, Marx citait, dans l'ordre, Diderot, Lessing, Hegel et Balzac. Et, le 15 avril 1869, dans une lettre à Engels, il défendait vigoureusement l'auteur du Neveu de Rameau contre les attaques déjà anciennes de l'académicien conservateur, Jules Janin, et concluait : "L'écart entre Diderot et Jules Janin, c'est sans doute ce que les physiologistes dénomment : métamorphose régressive. Esprit français avant la révolution française et sous Louis-Philippe !"

En 1984, Diderot continuait à susciter la hargne des obscurantistes. Ainsi, un certain Michel Le Bris, maoïste repent, publiait dans le *Quotidien de Paris* du 31 juillet un réquisitoire contre Diderot sous le titre : un empoisonneur qui a introduit la morale dans l'art". Evoquant le goût marqué de l'encyclopédiste pour les aspects moralisants de la peinture de Greuze, il s'enflamme au point de déclarer : "Et peut-on nier que ce même Greuze et l'idéologie qu'il met en scène est la référence constante des peintres nazis, comme des peintres réa-

listes-socialistes" — que la ligne est directe du "Laboureur remettant un soc de charrue à son fils" ou de "l'Accordée de village" au néo-classicisme du peintre nazi Ziegler, comme au "réalisme champêtre" de ces Vénus kolkhoziennes peintes en chaussettes, allaitant leurs roses nourrissons ?... Que l'on veuille faire de Diderot la figure idéale de l'intellectuel moderne, je veux bien — mais y a-t-il vraiment dans notre "modernité" matière à se vanter ?

Ne sommes-nous pas ici en présence d'un cas de "métamorphose régressive"

encore plus virulent que celui de Janin ? Car, si Le Bris s'était souvenu du mot de Goebbels : **"Nous voulons rayer l'année 1789 de l'histoire"**, il aurait peut-être hésité à voir dans l'esthétique picturale de Diderot la source de l'idéologie nazie en matière d'art. En fait, son but est clair : défigurer ce qu'il appelle la "modernité", c'est-à-dire le mouvement des Lumières et la révolution démocratique bourgeoise pour détourner les intellectuels de toute participation à la révolution socialiste prolétarienne qui est l'affaire majeure de

notre siècle.

En prévision de la commémoration prochaine du bicentenaire de la Révolution française et des perversions obscurantistes auxquelles elles donneraient lieu, il nous paraît aujourd'hui utile de contribuer à un éclairage authentique, c'est-à-dire historiquement objectif de ce penseur infatigablement militant que fut Diderot et d'évaluer son rôle dans l'affrontement entre la bourgeoisie montante et la noblesse décadente appuyée par l'appareil de l'Eglise et celui de la monarchie absolutiste.

UNE ENTREE DANS LA VIE

Quand Diderot est né à Langres, le 5 octobre 1713, dans une maison de maîtres couteliers qui assumaient leur condition depuis plusieurs générations, l'un de ses oncles maternels était chanoine et prévoyait de faire de Denis son successeur. Aussi l'adolescent fut-il tonsuré, à l'âge de douze ans.

Destiné par la volonté de sa famille à l'état ecclésiastique, Denis fit ses premières études au collège des Jésuites de Langres. Il obtint, année après année, de nombreux prix qui témoignent d'un éveil précoce de son intelligence, mais il était tenu par ses maîtres pour un élève indiscipliné. Cherchant à fuir un destin clérical pour lequel il ne se sentait aucune vocation, il tente de quitter la maison familiale et de gagner Paris. Au dernier moment, son père fait échouer le projet et le conduit lui-même dans un établissement supérieur tenu par les Jésuites dans la capitale. Il y parachève, dans d'excellentes conditions, ce qu'on appelait alors ses humanités. Nourri de grec et de latin, il est brillamment reçu maître ès arts — c'est-à-dire ès lettres — par l'Université de Paris, à l'âge de dix-neuf ans.

Bien que s'étant marié — contre le gré de son père — il reste longtemps sans ce que nous appellerions une "situation".

De cette période, il dira vers la fin de sa vie : **"Je pensais comme un sage, et j'agissais comme un fou"**. Car il utilise sa liberté pour s'initier à tous les domaines du savoir et de la création littéraire, théâtrale et artistique. Non seulement il acquiert les connaissances fondamenta-

les et les connaissances de pointe de son temps, dans les mathématiques, la physique et l'histoire naturelle (on ne disait pas encore la biologie), mais il s'intéresse aussi de près aux arts mécaniques, c'est-à-dire aux techniques qui sont pratiquées dans les manufactures et aux machines qui commencent à y être utilisées, sans oublier les beaux-arts qui exercent aussi sur lui leur fascination. Il apprend aussi l'anglais et l'italien.

Cette formation "sur le tas" complète et élargit son éducation classique. Plus tard, le baron Grimm dira de lui qu'il est **"la tête la plus naturellement encyclopédique qui ait jamais existé"**. Voltaire avec qui il entretiendra une longue correspondance, déclarera : **"Tout est dans la sphère de son génie. Il passe des hauteurs de la métaphysique au métier d'un tisserand, et de là il va au théâtre"**.

Enfin, Rousseau, malgré leur rupture, écrira de lui dans les **Confessions** : **"A la distance de quelques siècles du moment où il a vécu, cet homme paraîtra un homme prodigieux : on regardera de loin cette tête universelle comme nous regardons la tête des Platon et des Aristote"**.

Ses contemporains verront dans Diderot le **philosophe** par excellence. Mais il faut bien comprendre qu'au XVIII^e siècle, la philosophie n'est pas conçue comme une spéculation transcendante, distincte des sciences. Au contraire, elle est considérée et pratiquée comme une activité intellectuelle inséparable des sciences, spécialement des disciplines expérimentales procédant à l'investiga-

tion de la nature, sous toutes ses formes et manifestations.

Traducteur d'ouvrages anglais, notamment de l'**Essai sur le mérite et la vertu** de Shaftesbury, Diderot, comme avant lui Montesquieu et Voltaire, est influencé par le pays qui est en train de devenir la première puissance commerciale, navale et industrielle du monde. Comparée à la France qui se trouve sous le joug de l'Etat monarcho-féodal et qui pâtit d'un regain de fanatisme clérical — celui des Jésuites et aussi celui des Jansénistes — l'Angleterre lui apparaît comme une terre de liberté où, pour le moins, de tolérance. En outre, il est conquis par la conception de la science issue de l'œuvre de Newton, notamment par son expérimentalisme qu'il met, comme Voltaire, au-dessus du rationalisme de Descartes, demeuré tributaire d'un système métaphysique.

LE COMBAT DES LUMIERES

En 1745, Diderot et le mathématicien d'Alembert auquel il s'est lié d'amitié, sont chargés par un libraire parisien de traduire la **Cyclopaedia** de l'Anglais Chambers, publiée en 1727. Il s'agissait d'une première tentative d'exposition des connaissances désormais acquises dans les divers domaines de la culture.

Assez vite, Diderot renonce à la traduction d'un ouvrage qui, tout en étant méritoire, présente de trop graves lacunes. Il conçoit alors le projet original d'une **Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers** en langue française. Il entraîne d'Alembert dans cette entreprise hardie qui se révélera bientôt périlleuse. Et les deux amis rassemblent autour d'eux des collaborateurs prestigieux comme Fontenelle, Montesquieu, Voltaire, Buffon, Rousseau, Turgot, et d'autres moins célèbres mais tout aussi compétents. Diderot, pour sa part, prend en charge les articles relatifs à l'histoire de la philosophie, aux arts mécaniques et aux métiers, tout en assumant la direction effective de cette vaste publication.

Sa fille devait écrire qu'il a consacré trente ans de sa vie à ce "grand œuvre".

Diderot et d'Alembert recrutent 5000

En 1764, Diderot publie, à Amsterdam et sous nom d'auteur, un premier ouvrage intitulé **Pensées philosophiques** dans lequel il oppose à la superstition chrétienne une conception du monde déiste, fondée sur la considération de l'harmonie universelle et des "merveilles de la nature", chères à Shaftesbury. C'est une étape sur le chemin intellectuel qui devait le conduire à l'athéisme et au matérialisme. Cependant, le Parlement de Paris, inquiet des progrès de cette "religion naturelle" et sans prêtres qu'est le déisme, et soucieux de défendre l'orthodoxie catholique et l'hégémonie cléricale, condamne le livre à être brûlé en place de Grève, par les soins du bourreau. Première manifestation de la répression politico-religieuse qui ne laissera guère de répit à Diderot durant le reste de sa vie.

souscripteurs qui avancent chacun 956 livres pour assurer le financement de l'opération. Le premier volume de l'**Encyclopédie** paraît en 1751. Il a été précédé de la publication d'un **Prospectus** rédigé par Diderot lui-même, et il débute avec un **Discours préliminaire** dans lequel d'Alembert présente un tableau général de l'histoire des sciences et un essai de classification des diverses disciplines.

De 1751 à 1772, 18 volumes de textes et 11 volumes de planches verront le jour, malgré le déchaînement des persécutions et des vexations organisées par le parti clérical. Après 1772, 5 volumes de supplément et 2 volumes de planches seront publiés. Et, il est juste de rappeler que de 1749 à 1779, l'**Encyclopédie** a mobilisé la majeure partie de l'extraordinaire énergie dont disposait Diderot.

Financée par un public composé de bourgeois éclairés et de quelques nobles et prêtres aux idées avancées, l'**Encyclopédie** a fait date comme instrument nouveau de diffusion des connaissances scientifiques, techniques, littéraires et artistiques. Et, à travers cette activité pédagogique, elle a été, selon l'ambitieux dessein de son directeur, "**une machine de guerre contre les ténèbres**". Comme l'écrit à plusieurs reprises Dide-

rot dans ses lettres à Voltaire, il s'agit de combattre la "bête" c'est-à-dire l'obscurantisme. C'est d'ailleurs pour quoi la "bête" réagit et ne ménage ni ses coups de griffes, ni ses coups de dents.

Au début de 1749, Diderot publie, malgré ses charges de principal animateur de l'entreprise encyclopédique, un livre bref et percutant, la **Lettre sur les aveugles à l'usage de ceux qui voient**. Partant de l'expérience vécue des aveuglés, il montre, dans le droit fil de l'empirisme anglais et du sensualisme de Condillac, que la source de nos connaissances, même les plus abstraites réside dans nos sensations. Se servant de l'aveugle-né Sanderson, comme d'une sorte de porte-parole, il conteste l'existence de Dieu. Comment en effet, un homme affligé d'une telle infirmité congénitale pourrait-il reconnaître l'existence d'un créateur réputé, à la fois, tout puissant et infiniment bon !

Diderot a alors rompu avec son ancienne conception d'un univers harmonieux et merveilleux. Il prend à témoin les phénomènes de désordre et de monstruosité qui existent dans la nature, pour esquisser une philosophie matérialiste, dans la tradition du matérialisme antique de Leucippe, de Démocrite et d'Épicure qui avait été ranimé au XVII^e siècle par Gassendi et par Hobbes et qui avait trouvé une expression plus récente dans **L'homme-machine**, publié en 1747, par La Mettrie.

Malgré les précautions d'anonymat prises par l'auteur, la réaction ne se fait pas attendre. Le 24 juillet 1749, Diderot est emprisonné au château de Vincennes. Il subit, d'abord, un régime de rigueur que l'action de ses amis parvient, quinze jours après, à faire atténuer. En fait, la police royale a voulu frapper non seulement l'auteur d'un livre athée, mais encore et surtout le directeur de l'**Encyclopédie**.

Diderot comprend que, pour continuer le combat des Lumières, il faut aussi se servir de l'arme de la ruse. Aussi signe-t-il le 21 août, un engagement de soumission qui entraîne sa libération, le 3 novembre. Désormais, il prend les précautions requises pour éviter de tomber

à nouveau sous les coups de la répression. Certaines de ses œuvres ne sont communiquées qu'à des cercles d'amis sûrs et ne seront publiées que longtemps après sa mort. C'est pourquoi le Diderot littéraire, dramaturge et critique d'art a caché aux yeux de nombreuses générations, le Diderot penseur matérialiste et révolutionnaire.

Dans l'organisation des articles de l'**Encyclopédie**, Diderot met en œuvre une stratégie dont le but est déjouer les embûches, les obstacles et les persécutions. La diffusion des savoirs scientifiques et des savoir-faire techniques constitue un moyen efficace de lutte contre l'obscurantisme. Mais cela ne suffit pas. Aussi les articles relatifs aux questions de théologie, de philosophie, de morale et de politique comportent-ils un système de renvois qui favorisent à l'extrême l'esprit critique. Par exemple, l'article **Eucharistie** se termine par un renvoi à l'article **Anthropophagie**, car la consommation sacramentelle du corps et du sang de Jésus-Christ s'apparente à cette vieille pratique, surtout si, comme c'est le cas pour les catholiques, il leur faut croire à la fameuse "présence réelle" dans le vin du calice et dans l'hostie consacrée.

Après la sortie du deuxième volume de l'**Encyclopédie**, le gouvernement de Louis XV interdit la vente des volumes parus et la poursuite de l'entreprise tandis que le parti prêtre se déchaîne contre Diderot. Malesherbes, haut magistrat aux idées libérales, le prévient de l'imminence d'une perquisition et d'une saisie des matériaux et des documents nécessaires à la rédaction de l'**Encyclopédie**. Il va même jusqu'à recueillir, à son domicile privé, une grande partie d'entre eux.

Diderot joue sur les contradictions qui existent au sommet de la classe dirigeante, notamment sur celles qui opposent les partisans et les adversaires des Jésuites. Grâce à ce jeu souvent subtil et toujours difficile, il obtient, en 1753, une nouvelle autorisation de paraître pour l'**Encyclopédie**. Mais, comme l'écrivait sa fille, Madame de Vandeuil "il n'était jamais sûr, la veille, de pouvoir continuer le lendemain".

Effrayé par les risques encourus, le

libraire Le Breton censure de son propre chef un nombre important d'articles dont nous n'avons pas encore, au moins pour certains d'entre-eux, retrouvé le texte intégral. Quand Diderot découvre ce travail d'émascation, il est pris de fureur et envisage de renoncer à la poursuite de l'ouvrage. Mais il avait les nerfs trop solides pour abandonner sa grande tâche.

En 1759, le Parlement de Paris condamne l'ouvrage et le Conseil du roi

révoque le privilège nécessaire à sa publication légale en France. Grâce à la ténacité de Diderot, les dix derniers volumes paraissent dans une semi-clandestinité. Sur le plan financier, l'affaire est restée saine du fait du soutien d'un nombre croissant de lecteurs. Les éditeurs y ont trouvé leur avantage et Diderot, selon l'expression de sa fille, n'en a pas tiré un sou. Mais pour lui, l'essentiel était accompli, car son but scientifique et politique avait été atteint.

UN MATERIALISME ORIGINAL

La fécondité intellectuelle et la facilité d'écriture de Diderot étaient telles qu'il a produit un grand nombre d'œuvres étincelantes dans le temps même où il dirigeait la difficile et périlleuse publication de l'**Encyclopédie**.

Ennemi de l'esprit de système, il n'a pas construit un monument doctrinal comparable à ceux de Leibniz et de Kant ou même de Montesquieu et de Rousseau. De plus, animé par une pensée beaucoup plus radicale que les leurs, il était contraint d'user de la ruse, voire d'une certaine dissimulation tactique. En ne tenant pas compte de ces données, les "historiens des idées" l'ont faussement taxé d'un certain flou intellectuel et ont cru discerner dans ses ouvrages philosophiques une oscillation entre le déisme et le scepticisme et entre le matérialisme et le panthéisme.

L'établissement de l'ordre chronologique des textes proprement philosophiques de Diderot auquel on a pu procéder de nos jours, ne laisse aucun doute sur son cheminement : en 1746, dans les **Pensées philosophiques**, il est encore déiste, comme Voltaire, et croit encore aux mérites de la "religion naturelle" dont Rousseau ne sortira pas ; en 1747, dans la **Promenade du sceptique** et dans la **Suffisance de la religion naturelle**, le doute et le déisme s'affrontent dans sa pensée, enfin, en 1749, dans la **Lettre sur les aveugles**, il a sauté le pas et a adopté une position matérialiste dont il ne se départira pas.

Il fait dire à l'aveugle-né Sanderson : **"Je conjecture donc, que, dans le commencement où la matière en fermentation faisait éclore l'univers, mes sembla-**

bles étaient fort communs. Mais pourquoi n'assurerais-je pas des mondes ce que je crois des animaux ? Combien de mondes estropiés, manqués, se sont dissipés, se reforment et se dissipent peut-être à chaque instant, dans des espaces éloignés, où je ne touche point et où vous ne voyez pas, mais où le mouvement continue et continuera de combiner des amas de matière, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu quelque arrangement dans lequel ils puissent persévérer ?... Qu'est-ce que ce monde, monsieur Holmes ? Un composé sujet à des révolutions qui toutes indiquent une tendance continuelle à la destruction ; une succession rapide d'êtres qui s'entre-suivent, se poussent et disparaissent ; une symétrie passagère, un ordre momentané".

A l'opposé de Platon qui, dans le **Phédon**, faisait exposer par Socrate mourant l'hypothèse de l'immortalité de l'âme, Diderot, dans la **Lettre sur les aveugles**, fait affirmer par Sanderson mourant sa certitude de l'éternité de la matière en mouvement et en perpétuelle transformation. Ainsi, Diderot prend place parmi les matérialistes de son temps, La Mettrie, d'Holbach et Helvétius, pour ne citer que les plus célèbres. Mais, d'emblée, il se différencie du matérialisme appelé **mécaniste** en raison de sa référence privilégiée à la mécanique et plus généralement, aux divers parties de la physique expérimentale.

L'intérêt européen de Diderot va plutôt à l'histoire naturelle, c'est-à-dire aux sciences de la vie, telles qu'elles existaient de son temps. Cependant, il se garde bien de tomber dans le vitalisme, conception selon laquelle la vie serait

radicalement hétérogène à la matière. Au contraire, il s'emploie à montrer que la matière vivante fait partie de la matière universelle et tire de cette matière en mouvement ses propres lois de fonctionnement et de développement.

Quand il publie, en 1754, les **Pensées sur l'interprétation de la nature**, il a tiré les enseignements de son emprisonnement à Vincennes et il entend bien ne pas fournir de nouveaux prétextes à la répression. Aussi l'ouvrage se présente-il comme une réflexion sur la méthode des sciences de la nature et sur leurs techniques d'investigation. Mais, au fil des paragraphes, on comprend que son but est d'établir l'unité de tous les phénomènes naturels, c'est-à-dire l'unité de la matière universelle. **"De même qu'en mathématiques, en examinant toutes les propriétés d'une courbe, on trouve que ce n'est que la même propriété présentée sous des faces différentes — dans la nature, on reconnaîtra, lorsque la physique expérimentale sera plus avancée, que tous les phénomènes, ou de la pesanteur, ou de l'élasticité, ou de l'attraction ou du magnétisme, ou de l'électricité ne sont que les faces différentes de la même affection"**. Prédiction confirmée de nos jours par l'unité qui va de la microphysique à la cosmologie mathématique.

Par prudence, Diderot formule de façon interrogative ses convictions matérialistes. A travers une succession de questions, il développe l'idée fondamentale de l'unité existant entre la matière vivante et la matière non-vivante. Ainsi, **"Y a-t-il quelque autre différence assignable entre la matière morte et la matière vivante, que l'organisation et la spontanéité réelle ou apparente du mouvement ?"** Les découvertes de la biologie moléculaire donnent aujourd'hui pleinement raison à Diderot, en dépit des spéculations idéalistes qui en dénaturent la portée objective.

L'auteur de **l'Interprétation de la nature** va plus loin qu'aucun de ses contemporains en concevant l'hypothèse de la transformation des espèces. Certes, Buffon était arrivé avant lui à cette conception, mais il en excluait l'espèce humaine. Diderot, lui, va jusqu'au bout de sa logique matérialiste, non sans des

précautions dont on peut admirer l'ironie dans le passage suivant : **"De même dans les règnes animal et végétal, un individu commence, pour ainsi dire, s'accroît, dure, dépérit et passe, n'en serait-il pas de même des espèces entières ? Si la foi ne nous apprenait que les animaux sont sortis des mains du Créateur tels que nous les voyons... le philosophe abandonné à ses conjectures ne pourrait-il pas soupçonner que l'animalité avait de toute éternité ses éléments particuliers, éparés et confondus dans la masse de la matière, qu'il est arrivé à ces éléments de se réunir parce qu'il était possible que cela se fit, que l'embryon formé de ces éléments a passé par une infinité d'organisations et de développements, qu'il a eu, par succession, du mouvement, de la sensation, des idées, de la pensée, de la réflexion, de la conscience, des sentiments, des signes, des gestes, des sons, des sons articulés, une langue, des lois, des sciences et des arts... ? La religion nous épargne bien des écarts et bien des travaux"**.

Dans l'article **Animal** du premier volume de **l'Encyclopédie** et dans divers articles renvoyant les uns aux autres, Diderot avait exposé les éléments de son matérialisme transformiste et suggéré l'existence d'une continuité entre l'animal et l'homme : **"Quelque différence qu'il y ait entre nous et les animaux, on ne peut nier que nous ne leur tenions de fort près par les dernières de nos facultés"**.

La fidélité de Diderot à sa position matérialiste est attestée par les citations précédentes : elle est confirmée, près de vingt ans plus tard, par le **Rêve de d'Alembert**, ouvrage écrit en 1769 et publié seulement en 1830. Il s'agit d'un dialogue qui mettait aux prises Mademoiselle de l'Espinasse et le médecin Bordeu, à propos d'un rêve au cours duquel d'Alembert a tenu devant Mademoiselle de l'Espinasse, sa maîtresse, des propos apparemment incohérents ou bizarres, mais qui expriment une vision matérialiste et évolutionniste de l'univers et de la vie. Bordeu, porte-parole de Diderot, élucide ces propos et les justifie à partir de ses conceptions scientifiques.

Voici ce que dit d'Alembert rêvant : **"Le prodige, c'est la vie, c'est la sensi-**

bilité, et ce prodige n'en est plus un. Lorsque j'ai vu la matière inerte passer à l'état sensible, rien ne doit plus m'étonner !" Un peu plus tard, il ajoute : "Attendez, et ne vous hâtez pas de prononcer sur le travail de la nature. Vous avez deux grands phénomènes, le passage de l'état d'inertie à l'état de sensibilité, et les générations spontanées ; qu'ils vous suffisent : tirez-en de justes conséquences et dans un ordre de choses où il n'y a ni grand ni petit, ni durable, ni passager absolu, garantissez-vous du sophisme de l'éphémère".

Face à cette déclaration selon laquelle la continuité dans le devenir se cache sous la continuité dans l'espace, face à cette version de la relativité universelle et à cette affirmation d'une évolution allant naturellement de l'inanimé à l'animé et d'une forme à l'autre à l'intérieur de l'animé, Mademoiselle de l'Espinasse demeure interloquée. Elle demande à Bordeu "Qu'est-ce que le sophisme de l'éphémère ?" A quoi ce dernier répond : "C'est celui d'un être passager qui croit à l'immortalité des choses".

Condamnation radicale du fixisme, d'origine biblique, et de toute vision des phénomènes naturels qui ne les intègre pas en devenant universel. Avant Hegel, Diderot a abouti à une conception dialectique générale, sans pour autant la subordonner, comme le pense le philosophe allemand, à une systématique idéalisation.

Le Rêve est précédé d'un entretien entre Diderot et d'Alembert au cours duquel le premier s'en prend avec virulence à l'agnosticisme du second. En effet, d'Alembert reconnaît que l'idée d'un dieu créateur est "difficile à admettre", tout en ajoutant que "d'autres difficultés attendent celui qui la rejette". Car l'agnosticisme est précisément une incapacité de trancher entre l'idéalisme et le matérialisme.

Le dialogue aboutit à la question essentielle de savoir si la matière peut être douée de sensibilité, c'est-à-dire de la capacité d'éprouver des sensations et d'y répondre par des comportements, et au cas où elle en serait dotée, comment cette faculté est venue.

Diderot interpelle alors d'Alembert : "Et d'où savez-vous que la sensibilité

est essentiellement incompatible avec la matière, vous qui ne connaissez l'essence de quoi que ce soit, ni de la matière, ni de la sensibilité ? Entendez-vous mieux la nature du mouvement, son existence dans un corps, et sa communication d'un corps à un autre ?"

Diderot retourne les arguments de l'agnosticisme qui prétend que la réalité en soi de l'univers est inconnaissable, contre d'Alembert. Car, pour son matérialisme, la matière est inséparable du mouvement, et la sensibilité, c'est-à-dire la propriété même des êtres vivants et de leur molécules, est une forme revêtue par le mouvement dans le cours du devenir universel.

A d'Alembert évoquant une prétendue incompatibilité entre la sensibilité, "qualité simple", et la divisibilité de la matière qu'il réduit, comme Descartes à l'étendue, Diderot rétorque péremptoirement : "Galimatias métaphysico-théologique". Polémiquant, en 1908, dans *Matérialisme et empiriocriticisme* contre des intellectuels bolchéviques fascinés par l'idéalisme néo-kantien alors à la mode, Lénine s'appuie sur les textes que nous venons de citer et déclare : "L'exemple de Diderot nous a montré quelle était la véritable façon de voir des matérialistes. Elle ne consiste pas à dégager la sensation du mouvement de la matière ou à l'y ramener, mais à considérer la sensation comme une des propriétés de la matière en mouvement. Sur ce point, Engels partageait le point de vue de Diderot. Il se séparait des matérialistes "vulgaires" tels que Vogt, Büchner et Moleschott, pour la raison, entre autres, qu'ils inclinaient à penser que le cerveau secrète la pensée comme le foie secrète la bile".

Nous pouvons donc tenter maintenant de caractériser le matérialisme de Diderot. Certes, il s'inscrit dans le courant du matérialisme français du XVIII^e siècle dont les représentants se situent à l'avant-garde du mouvement des Lumières, mais il comporte une grande originalité.

Marx a montré que le matérialisme du XVIII^e siècle provenait de deux sources : l'empirisme anglais et le développement de la philosophie issue de Descartes. En effet, La Mettrie, d'Holbach, Helvétius et Diderot estiment d'un com-

mun accord qu'il n'existe pas dans l'homme d'idées innées et que toutes les connaissances humaines ont pour origine l'expérience, par l'intermédiaire des sensations. Le passage de l'empirisme sensualiste au matérialisme s'effectue par la reconnaissance de l'existence objective de la matière, indépendamment de la conscience que nous en avons. Dans l'article **Sensations** de l'*Encyclopédie* Diderot écrit : **"Il est naturel que nous regardions la matière comme la cause universelle de nos sensations, en même temps qu'elle en est l'objet"**.

Par ailleurs, Descartes, après avoir distingué la substance pensante et la substance étendue, avait affirmé que cette dernière, c'est-à-dire l'univers, se réduisait à l'étendue et au mouvement. En dépit de sa métaphysique qui faisait de "l'âme" et de "dieu" une sorte de domaine réservé, il était inévitable que certains de ses successeurs étendissent le règne mécanique de l'étendue à du mouvement à "l'âme" c'est-à-dire à l'esprit humain, en se délivrant de l'idée de Dieu. Ce fut, par excellence, le cas de La Mettrie qui affirma, tout au début du cheminement intellectuel de Diderot, que l'homme était une machine, comme tout ce qui existait dans l'univers.

Mais, à part ces points fondamentaux communs, les matérialistes du XVIII^e siècle ont développé certaines conceptions divergentes. Le baron d'Holbach, pourvu d'une solide formation de chimiste, concevait la matière universelle comme formée de particules indivisibles, ou atomes, chacun doué de mouvement. En s'agrégeant entre-eux, puis en se séparant et en s'agrégeant autrement, les atomes produisaient, selon lui, tous les phénomènes observables, et par là, les phénomènes psychologiques se trouvaient réduits aux phénomènes physiques. Son **Système de la nature** (1770) pour la rédaction duquel Diderot l'a probablement aidé, est un parfait exemple de matérialisme mécaniste, repris quant à son inspiration originelle des anciennes doctrines de Démocrite et d'Épicure.

Pour sa part, Helvétius s'intéresse surtout aux phénomènes que nous appelons, de nos jours, psycho-sociaux. Dans son traité **De l'Esprit** (1758), il

attaque les vieux préjugés selon lesquels les individus présenteraient dès la naissance, des différences intellectuelles majeures, justifiant les inégalités sociales. Pour lui ce sont au contraire, les inégalités sociales qui favorisent, chez les enfants des privilégiés, leurs facultés intellectuelles et qui les défavorisent chez les autres. Dans son traité **De l'homme** (1772), il expose que les individus sont soumis à la recherche de leurs intérêts et que, seul, un nouveau système d'éducation permettra de passer de la société inégalitaire, dominée par le cléricisme, à la société libre et heureuse de l'avenir. Son matérialisme est tout aussi mécaniste que celui de d'Holbach, mais il revêt une forme pédagogique et psycho-sociologique qui lui est propre.

Diderot, quant à lui, reconnaît, avec Helvétius et d'Holbach que rien n'échappe aux lois de la matière universelle qui déterminent tous les phénomènes, y compris les conduites et les opinions humaines. Il pourfend l'idée fétichiste du libre-arbitre, développée par la théologie catholique, notamment celle des Jésuites. Mais comme nous l'avons indiqué, il s'intéresse plus encore aux sciences de la vie, en train de naître, qu'à la physique et à la chimie dont il est d'ailleurs un grand connaisseur. A la différence de d'Holbach qui se réfère aux atomes, il parle plutôt des molécules. Peut-être pressent-il que le développement futur des sciences établira que les molécules sont formées d'atomes ; en tout cas, il n'est pas en mesure, à son époque, de le prouver.

Hanté par l'idée du devenir universel et par celle de la transformation des espèces vivantes, il évite la réduction de tous les phénomènes à des lois exclusivement mécaniques, ce qui le distingue de d'Holbach. Il écrit aussi une réfutation du traité **De l'Homme** d'Helvétius, en faisant remarquer que le physiologique joue aussi son rôle dans le développement des facultés individuelles ; là encore, il refuse une forme de réduction au mécanisme.

Tout cela a conduit quelques isolés à prétendre que Diderot avait été avant Marx, le créateur du matérialisme dialectique. En fait cette opinion ne nous paraît pas soutenable, car, si anticipa-

teur qu'ait été le matérialisme de Diderot, il reste tributaire d'une vision de la continuité qui exclut l'analyse des contradictions objectives comme génératrices des processus naturels et sociaux.

Certes, on peut parler de dialectique à propos de diverses œuvres de Diderot, comme *Le neveu de Rameau* ou *Le rêve de d'Alembert*. Mais il s'agit d'une dialectique subjective, d'une mise en opposition d'opinions contraires, voire de son admirable mise en scène des dialogues, et non pas d'une méthode d'investigation des données de fait fondée sur l'exploration de leurs contradictions internes et de la transformation de la quantité en qualité qu'elles engendrent.

Par ailleurs, il nous paraît insuffisant de qualifier la conception philosophique de Diderot de "matérialisme dynamique", comme l'a fait J. Varloot, car le matérialisme mécaniste de d'Holbach et d'Helvétius ne manque pas de dynamisme, non plus que celui de Démocrite, d'Epicure, de Gassendi et de Hobbes. Et, pour autant que l'on puisse trouver du dynamisme — au sens philosophique — chez Diderot, il s'agit, en fait d'un aspect conceptuel hérité de Leibniz, qui ne va pas sans contradiction avec une conception matérialiste de l'univers. Se corrigeant lui-même, J. Varloot en vient à parler du "matérialisme énergétiste ou énergétique" de Diderot. Mais, là encore nous butons sur la consonnance historique de l'énergétisme qui s'est trouvé lié, à la fin du XIX^e siècle, au néo-kantisme d'un physicien comme Helmholtz, et qui a été ensuite dépassé par la fondation de la physique atomique. Aussi nous paraît-il périlleux d'enfermer la conception de Diderot dans une telle caractérisation.

Enfin, malgré le côté poétique de sa qualification, nous ne suivrons pas Elisabeth de Fontenay parlant du "matérialisme enchanté" de l'auteur du "*Rêve de d'Alembert*", surtout quand elle l'oppose à un matérialisme qui, depuis le XIX^e siècle, serait devenu ascétique — entendez le marxisme. La ficelle est trop grosse.

Pour développer sa conception matérialiste du monde, Diderot s'est appuyé sur les sciences de son temps et sur le mouvement qui entraînait la bourgeoisie vers la révolution anti-nobiliaire, anti-cléricale et anti-monarcho-féodale. Dans cette situation, il a été, en matière de philosophie, plus loin qu'aucun autre. Mais, il lui était impossible de dépasser complètement les limites d'une société dans laquelle il était contraint de vivre, d'agir et de penser.

Sa doctrine fait partie du matérialisme mécaniste du XVIII^e siècle, même s'il est vrai que, sur certains points, comme l'intuition de la transformation des espèces et celle du devenir des sociétés à travers l'histoire, elle ouvre des voies nouvelles. Et le point où Diderot nous semble être allé le plus loin, c'est celui où il refuse de construire un système philosophique comme ceux de La Mettrie, de d'Holbach et d'Helvétius, et où il s'emploie à exprimer le mouvement historique des sciences et des techniques qu'impulse l'ascension de la bourgeoisie. Par là, il annonce d'une manière inconsciente la dénonciation par Marx du caractère **idéologique** de la philosophie et son dépassement. Mais les conditions de ce dépassement — la formation du prolétariat et les débuts de son auto-organisation — faisaient encore défaut, au temps de Diderot.

LES ARMES THEATRALES ET LITTERAIRES

Par goût et par tactique, le penseur militant que fut Diderot ne s'est cantonné ni dans la direction de l'*Encyclopédie* ni dans la rédaction d'ouvrages proprement philosophiques. Il a produit des pièces de théâtre, des romans et des textes de critique d'art, en grand nombre. S'il est incontestable qu'il y a pris du plaisir, comme à tout ce qu'il faisait, il ne faut pas oublier que ces œuvres théâtrales et littéraires participaient pleine-

ment de son combat pour les Lumières. C'est ce qui a été souvent "oublié".

Pour Diderot, le théâtre a été une grande passion. N'a-t-il pas hésité, comme il le reconnaît lui-même, entre l'activité du philosophe et celle du comédien ? On sait qu'il fut en France, le créateur du drame bourgeois, c'est-à-dire d'un spectacle théâtral qui se proposait de succéder à la tragédie classique désormais épuisée, comme le mon-

trent les vains efforts de Voltaire en la matière, et à la comédie moliéresque, plus circonstancielle qu'on ne l'a cru et, en tout état de cause, inimitable. Sans doute, les deux principaux drames de Diderot, **Le fils naturel** et **Le père de famille**, n'ont-ils guère conquis ni les contemporains, ni la postérité. Mais ils ouvrent une voie dans laquelle s'avanceront, plus tard, Beaumarchais, Dumas fils, Becque, Tchekhov et Pirandello. Il est permis de penser que l'authentique inspiration théâtrale de Diderot s'est donnée plus libre cours dans ses dialogues ou dans un roman dialogué, comme **Le neveu de Rameau**, que dans ses drames.

Depuis près de cent ans, les critiques théâtraux dénoncent le côté moraliste et moralisant des drames en question. Ils brouillent ainsi les cartes en entretenant une confusion entre "l'ordre moral", préconisé par le parti de la réaction sous Louis-Philippe, le Second Empire et la Troisième République, avec les appels à la vertu qui s'opposent, au temps des Lumières, au cynisme de l'aristocratie nobiliaire et à l'hypocrisie du clergé. Dans ses **Éléments de physiologie**, écrits entre 1774 et 1780, Diderot déclare : "**Il n'y a qu'une vertu, la justice ; qu'un devoir, de se rendre heureux ; qu'un corollaire, de ne pas se surfaire la vie, et de ne pas craindre la mort**". Quoi de plus clair !

De fait, c'est au nom de l'idée neuve ou renouvelée du bonheur que Diderot prône la vertu, terme hérité de l'Antiquité pour désigner le courage de l'individu luttant pour sa liberté en accord d'intérêts avec ses compatriotes, voire l'ensemble de ses contemporains. Aussi faut-il apprécier la conception diderotiste de la vertu dans sa portée révolutionnaire et comprendre que la signification historique de ce mot n'a pas été la même au temps de la bourgeoisie montante et au temps de la bourgeoisie dominante déjà menacée par le mouvement ouvrier.

Dans le domaine littéraire, sa gloire fut surtout posthume si l'on songe que **La Religieuse**, écrite en 1760, et **Le neveu de Rameau**, rédigé en 1762, n'ont été respectivement publiés qu'en 1796 et 1823. Dans le premier de ces romans, Diderot a dénoncé avec une vigueur

contenue et efficace, le cas des jeunes filles condamnées par leur famille à l'état de religieuses en dépit de leur manque complet de vocation ; il a dépeint les caractères hystériques et corrompus des supérieures de couvents et des religieuses exerçant leur sadisme sur de malheureuses victimes. La puissance du réquisitoire et de la peinture est telle qu'un film tiré du roman a fait l'objet, sous de Gaulle, d'une longue censure avant de pouvoir paraître sur les écrans.

Quant au **Neveu de Rameau**, dont Goethe fut, dans sa traduction en allemand, le premier éditeur, il est généralement admis qu'il fait partie des plus grands chefs-d'œuvre de la littérature française. Il reste que les éloges sont le plus souvent allés à la forme, effectivement étincelante, plus qu'au contenu souvent réduit à la faconde d'un mauvais garçon. En réalité, Diderot a magistralement utilisé l'immoralisme d'un marginal pour dénoncer les injustices et l'arbitraire d'une société dont les hypocrites justifient la révolte du neveu de l'illustre musicien Rameau. Diderot introduit ainsi une dialectique critique dans sa propre pensée.

On retrouve à l'œuvre cette dialectique critique dans **Jacques le fataliste et son maître**, suite apparemment décousue de propos de taverne et de récits anecdotiques à travers lesquels, le narrateur use de l'arme de l'esprit, au sens du XVIII^e siècle, pour persifler les privilégiés et les puissants et démonter les mécanismes d'une société d'oppression. Jamais Diderot n'est aussi persuasif que lorsqu'il se fait conteur ou dialoguiste.

De 1759 à 1781, Diderot rend compte de neuf **Salons** de peinture, forme de l'activité créatrice qui détermine, chez lui, un nouvel enthousiasme.

Avant lui, on aimait la peinture et l'on bavardait autour d'elle ; mais on ne savait pas en parler avec la pertinence qui fut la sienne. Le mérite de Diderot, c'est d'avoir intégré le contenu des toiles à la vie sociale dont elles sont issues en la métamorphosant selon les rythmes d'un imaginaire spécifique. Il proteste contre la division arbitraire entre les "peintres d'histoire" — réputés nobles — et les "peintres de genre" — réputés plus communs.

Dans son *Essai sur la peinture* (1765) ou il rend compte de sa méthode de fondateur de la critique d'art moderne, il déclare : **“Je proteste que Le père qui fait la lecture à sa famille, le Fils ingrat et les Fiançailles de Greuze, que les Marines de Vernet qui m'offrent toutes sortes d'incidents et de scènes, sont autant pour moi des tableaux d'histoire que les Sept sacrements du Poussin, la famille de Darius de Le Brun ou la Suzanne de Vanloo”**.

Loin d'“introduire la morale dans l'art”, comme le répète sottement M. Le Bris après beaucoup d'autres, en oubliant la pesanteur de l'idéologie religieuse édifiante sur les œuvres du Moyen-Age et de l'âge classique, Diderot intègre le quotidien au devenir historique et annonce une manière de voir qui n'a été comprise que beaucoup plus tard. Quant à l'engouement exclusif de Diderot pour Greuze, ces quelques lignes du *Salon de 1763* consacrés à une nature morte de Chardin en font justice : **“On n'entend rien à cette magie. Ce sont des couches épaisses de couleur appliquées les unes sur les autres et dont l'effet transpire de dessous en dessus. D'autres fois, on dirait que c'est une vapeur qu'on a soufflée sur la toile ; ailleurs une écume légère qu'on y a jetée...”**

DEMOCRATIE ET ANTI-COLONIALISME

Diderot n'a pas écrit de traités politiques systématiques, comme *L'Esprit des lois* de Montesquieu ou *Le contrat social* de Rousseau. Mais il a produit, à la manière de Voltaire, quantité d'œuvres de circonstances où ses idées politiques apparaissent avec clarté.

Dans l'*Encyclopédie*, il amorce l'exposé de sa politique en rédigeant les articles **Autorité politique** et **Droit naturel** où il a surtout le souci de se différencier par rapport à l'idéologie démocratique radicale de Rousseau. De plus, il cherche à intégrer l'histoire des sociétés humaines dans le devenir de la matière universelle et dans celui de la matière vivante. Avec l'article **Cité**, il donne de la société une vision organiciste : **“Dans un Etat bien ordonné, une cité peut être regardée comme une seule personne, et la réunion des cités comme soumise à une autorité qui réside dans un individu physique ou**

Approchez-vous, tout se brouille, s'aplatit et disparaît ; éloignez-vous, tout se crée et se reproduit.

On m'a dit que Greuze, montant au Salon et apercevant le morceau de Chardin que je viens de décrire, le regarda et passa en poussant un profond soupir. Cet éloge est plus court et vaut mieux que le mien”.

Soumis au rite familial et amical de la galette des rois et de la fève, au début de chaque année, Diderot était condamné, en contre-partie de cette royauté de pacotille à improviser un poème. Il nous en est resté la fameuse **Abdication d'un roi de la Fève**, dans laquelle il fait dire à l'homme ordinaire, à l'“hôte des bois” :

“La nature n'a fait ni serviteur ni maître : je ne veux ni donner ni recevoir de lois”.

Pour conclure de la sorte l'abdication du roi d'un jour :

“et ses mains ourdiraient les entrailles du prêtre au défaut d'un cordon pour étrangler les rois”.

Ainsi éclatait le rire bon enfant de Diderot, ainsi se préparait, sous les apparences anodines, cette grande fête libératrice que serait cinq ans après sa mort, la Révolution française.

dans un être moral souverain, à qui il appartient de veiller au bien des cités en général et en particulier”.

Position politique encore assez timide si on la compare aux audaces matérialistes qui sont les siennes, en matière de philosophie. Au fond, il croit surtout à la diffusion des savoirs, comme moyen par excellence de détruire l'obscurantisme et de préparer une société meilleure. Son matérialisme ne va pas sans un certain idéalisme qui confère abusivement au progrès des Lumières la capacité de transformer la société et l'Etat.

Douze ans plus tard, il s'approchera davantage des problèmes politiques concrets en écrivant un **Mémoire sur la liberté de la presse**, sujet qui le concerne directement et dont il a une expérience, ô combien personnelle. Il défend le droit des éditeurs d'imprimer librement les œuvres qui leur sont confiées, il défend

encore plus vigoureusement les droits de propriété des écrivains sur leurs livres. Il dénonce la misère dans laquelle végètent les novateurs, tout en stigmatisant certaines mœurs déjà en usage dans l'intelligentsia parisienne : **"Il y a peu de contrées en Europe où les lettres soient plus honorées, plus récompensées qu'en France. Le nombre des places destinées aux gens de lettres y est très grand. Heureux si c'était toujours le mérite qui y conduisit. Mais si je ne craignais d'être satirique, je dirais qu'il y en a où l'on exige plus scrupuleusement un habit de velours qu'un bon livre"**. De fait le parti prêtre empêchera Diderot d'entrer à l'Académie française.

Au fur et à mesure qu'il se délivre, en les accomplissant, de ses énormes tâches de directeur de l'**Encyclopédie**, il entre plus à fond dans le débat et dans le combat politique et, chose rare, dans la carrière d'un penseur, ses positions se radicalisent au fur et à mesure qu'il avance en âge.

Diderot écrit en 1774 **"Il n'y a point de vrai souverain que la nation, il ne peut y avoir de vrai législateur que le peuple"**.

Dans la pratique, Diderot estime que le peuple doit être gouverné. Pour surmonter cette contradiction, entre la souveraineté populaire (théorique) et la nécessité d'une distinction entre gouvernants et gouvernés (pratique), il propose une première loi que nous appellerions constitutionnelle et que le souverain individuel ou collectif est absolument tenu de respecter par un serment solennel : **"Tout souverain qui se refuse à ce serment se déclare d'avance despote et tyran"**. Il propose ensuite une seconde loi en vertu de laquelle **"les représentants de la nation se rassembleront tous les cinq ans pour juger si le souverain s'est exactement conformé à une loi qu'il a jurée, statuer sur la peine qu'il mérite s'il en a été infracteur : le continuer ou le déposer et jurer derechef ces lois, serment dont il sera pris acte"**.

Pour Diderot, comme pour les autres **Encyclopédistes**, le régime politique à abattre, c'est celui de la monarchie absolue, de l'arbitraire royal que Montesquieu a qualifié de despotisme en pensant, tout spécialement au cas de la

France. Pour remplacer ce régime, Rousseau a brossé le tableau d'un Etat démocratique idéal dans lequel le peuple assemblé concevrait, promulguerait et ferait appliquer les lois, comme expression de la **"volonté générale"**. Mais il doutait de la possibilité pratique de réaliser un tel idéal à l'échelle d'un grand pays comme la France. Aussi écrivait-il : **"s'il existait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement"**.

Quant à lui, Diderot considère que l'établissement du régime constitutionnel représente un progrès décisif par rapport à l'arbitraire de l'absolutisme. A cet égard, il exprime les aspirations de la bourgeoisie française et des autres bourgeoisies européennes qui voient dans la monarchie constitutionnelle non seulement le moyen d'en finir avec l'arbitraire du souverain, mais aussi celui de détruire les privilèges nobiliaires et l'oppression cléricale.

A ce sujet, Diderot écrit : **"Les prêtres sont encore des plus suspects conservateurs des lois que les magistrats : en aucun lieu du monde on n'a pu les réduire sans violence à l'état de purs et simples citoyens"**. Et il précise sa mise en garde anti-cléricale **"Le prêtre dont le système est un tissu d'absurdités, tend secrètement à entretenir l'ignorance : la raison est l'ennemie de la foi, et la foi est la base de l'état, de la fortune, de la considération du prêtre"**.

Indulgent pendant un temps à l'égard du **"despotisme éclairé"**, dont Voltaire était un franc partisan, Diderot avait jugé opportun de donner des leçons de principe démocratique, et de pratique constitutionnelle, à Catherine II, impératrice de Russie, pour la guider dans la voie de ce **"despotisme éclairé"**. Diderot évolue après son voyage en Russie et durant les dix dernières de sa vie, vers une position démocratique tout à fait radicale. Il participe alors à la rédaction des deuxième et troisième éditions (1774 et 1781) de l'**Histoire des deux Indes**, vaste ouvrage en dix-neuf volumes que l'abbé Raynal, un jésuite défroqué, avait consacré, en 1771, à l'histoire de la colonisation et à ses problèmes. On a pu évaluer la participation de Diderot aux nouvelles éditions, à un tiers du texte et on a pu dire que sous le masque

de Raynal il avait exposé l'ultime état de sa pensée politique. A la fin de sa vie, il lui arrivait de passer quatorze heures d'affilée à la réécriture de cet ouvrage.

Déjà en 1773, il avait montré, dans le **Supplément au voyage de Bougainville**, son intérêt pour les peuples colonisés, et condamné les entreprises coloniales. Sans doute, le thème de l'homme de la nature, du "bon sauvage" est-il présent chez lui, comme sous d'autres formes chez Rousseau et chez Voltaire. Mais, il s'agit plus, chez Diderot, d'une reconnaissance de la pluralité des cultures, de portée anticipatrice, que d'une simple idéalisation de l'homme soi-disant originel. Enfin, il met dans la bouche du vieux Tahitien qui fait ses adieux à Bougainville, lors du départ de ce dernier, des propos vigoureusement anti-colonialistes qui sonnent comme un appel à la révolte des peuples subjugués : **"Eloigne-toi, à moins que tes yeux cruels ne se plaisent à des spectacles de mort. Eloigne-toi, va et puissent les mers coupables qui t'ont épargné dans ton voyage, s'absoudre et nous venger, en t'engloutissant avant ton retour"**.

Mêmes accents dans l'**Histoire des deux Indes** à l'égard de la colonisation hollandaise en Afrique du sud, dont nous constatons aujourd'hui qu'elle a abouti au régime raciste de l'apartheid :

"Fuyez, malheureux Hottentots, fuyez ! Enfoncez-vous dans vos forêts. Les bêtes féroces qui les habitent sont moins redoutables que les monstres sous l'empire desquels vous allez tomber... Ou, si vous vous en sentez le courage, prenez vos hâches, tendez vos arcs, faites pleuvoir sur ces étrangers vos flèches empoisonnées. Puisse-t-il n'en rester aucun pour porter à leurs citoyens la nouvelle de leur désastre".

Mieux qu'aucun autre et avant bien d'autres, Diderot a compris que le progrès représenté par l'ascension historique de la bourgeoisie s'accompagnait,

à travers la colonisation, de l'asservissement et même de la destruction de peuples entiers.

Par le truchement de Raynal, Diderot se libère, se déchaîne et dépasse ses positions du temps de la direction de l'**Encyclopédie**. Diderot-Raynal s'écrie : **"La société est née des besoins des hommes, le gouvernement est né de leurs vices"**. Et il préconise le remède : **"Une nation ne se régénère que dans un bain de sang. C'est l'image du vieil Eson à qui Médée ne rendit sa jeunesse qu'en le dépeçant et en le faisant bouillir"**. Ici, Diderot annonce Marat.

Sur le tard, il découvre que les luttes populaires ont plus d'efficacité que la seule diffusion des savoirs. L'**Histoire des deux Indes** nous dit : **"Si les peuples sont heureux sous la forme de leur gouvernement, ils la garderont. S'ils sont malheureux, ce ne sont ni vos opinions ni les miennes, ce sera l'impossibilité de souffrir davantage et plus longtemps qui les déterminera à la changer"**. Bref, la révolution se prépare, mais son heure ne se décrète pas.

Et, dans un autre chapitre, Diderot-Raynal révisé l'idée du primat de la physique et même de la science de la vie, dominante un quart de siècle auparavant. **"Le goût de l'histoire naturelle est sur son déclin. Nous sommes tout entiers aux questions du gouvernement, de législation, de morale, de politique et de commerce. S'il m'était permis de hasarder une prédiction, j'annoncerai qu'incessamment les esprits se tourneront du côté de l'histoire, carrière immense où la philosophie n'a pas encore mis le pied"**. Là, d'une certaine façon, Diderot annonce Marx.

Au cours des dix dernières années de sa vie, Diderot a été plus proche de l'imminente révolution qu'aucun autre penseur du mouvement des Lumières, et il a été encore plus anticipateur que durant son existence antérieure.

DIDEROT MILITANT

Au XIX^e siècle s'est élaborée une certaine représentation historique des penseurs qui ont préparé la Révolution française. Selon cette représentation,

Montesquieu aurait été l'inspirateur de la première phase de la Révolution, singulièrement de la Constitution de 1791, fondée sur la séparation des pouvoirs,

Rousseau, lui aurait inspiré la deuxième phase, celle du renversement de la Monarchie et de la Convention jacobine, entre 1792 et 1794, tandis que Voltaire aurait été durant le XVIII^e siècle, l'incarnation la plus éclatante de l'esprit critique en même temps que le courageux défenseur de diverses victimes de l'arbitraire, du fanatisme religieux et de l'injustice. Selon cette vision, Diderot se trouve en retrait, même si on lui reconnaît le mérite d'avoir dirigé l'entreprise encyclopédique et un grand talent de romancier et de critique d'art.

Cette distorsion historique s'explique aisément si l'on veut bien reconnaître que la bourgeoisie devenue classe dominante, a pu, jusqu'à un certain point, s'accommoder du déisme de Montesquieu, de Voltaire et de Rousseau, tandis qu'elle était d'autant plus contrainte de répudier le matérialisme de Diderot que Marx et Engels étaient en train de doter le mouvement ouvrier révolutionnaire d'un nouveau matérialisme. C'est donc à nous, marxistes d'aujourd'hui, de tirer Diderot — et aussi La Mettrie, d'Holbach, Helvétius, Meslier, d'autres encore — de "l'enfer" où la bourgeoisie les a jetés.

Comprendre Diderot, c'est étudier son œuvre comme partie intégrante du matérialisme français du XVIII^e siècle. C'est aussi se demander pourquoi il a été plus anticipateur que les autres matérialistes et pourquoi, à la fin de sa vie, il a été beaucoup plus loin qu'eux dans la préparation directe de la révolution qui allait éclater. A notre avis, ces questions trouvent leur réponse dans le caractère fondamentalement militant de toutes les activités de Diderot.

Pour lui, en effet, les écrits sont, avant tout, des moyens d'action, ce qui n'est pas, au même degré, le cas de Voltaire publiant et faisant jouer *Mérope* et *Zaire* ou de Rousseau rédigeant *La Nouvelle Héloïse* ou les *Rêveries du promeneur solitaire*. En effet, Voltaire et Rousseau étaient fort attachés à la gloire littéraire alors que Diderot cherchait avant tout, en publiant ses ouvrages, une efficacité pédagogique et politique.

Par ailleurs, sa direction de l'*Encyclopédie* témoigne, non seulement d'une énergie incomparable, mais encore d'un

sens très élevé de l'œuvre collective, ce qui se situe aux antipodes de la mentalité commune des gens de lettres. Il a fallu que Diderot soit remarquablement militant pour que l'entreprise encyclopédique fût menée, contre vents et marées, à son terme. Il a fallu son esprit farouchement militant pour qu'il ait consenti à tant de sacrifices et fait preuve de tant d'abnégation.

Dans la lutte contre l'obscurantisme et l'absolutisme, se sont formées des sociétés de pensée parmi lesquelles les loges maçonniques ont joué un grand rôle. Autour de l'*Encyclopédie*, notamment parmi les savants, les écrivains, les artistes et les hommes politiques qui fréquentaient le salon du baron d'Holbach, une société de pensée d'un grand rayonnement s'est constituée et développée. Diderot en était le principal dirigeant, reconnu comme tel par les autres. Ainsi, il apparaît comme le chef du "parti philosophique" à l'échelle de la France et aussi à celle de l'Europe. C'est ce rôle éminent que la bourgeoisie d'aujourd'hui devenue obscurantiste et ses idéologues ne lui pardonnent pas.

Il n'est pas question pour nous de présenter Diderot comme une sorte de penseur prémarxiste. Il a été un militant exceptionnel, non d'un présocialisme ou d'un précommunisme, mais du moment qui aboutit à la révolution de 1789, révolution démocratique bourgeoise, commencée en Allemagne et en Hollande au XVI^e siècle, continuée en Angleterre au XVII^e et dans les colonies anglaises d'Amérique du Nord au XVIII^e siècle et qui devait trouver son point politique culminant dans la France de 1793-1794. N'a-t-il pas lui-même clairement reconnu la nature bourgeoise de la République hollandaise et le rôle capital de la bourgeoisie dans l'Angleterre de son temps, sans oublier pour autant de dénoncer la colonisation hollandaise et anglaise ainsi que le parti tory en Angleterre ? N'a-t-il pas salué avec enthousiasme les Insurgents américains de 1776 ?

Il reste que la prédominance du militantisme dans la vie de Diderot a conféré à son génie un sens aigu de la relation entre les théories scientifiques et les pratiques techniques, et, plus généralement, entre la pensée et l'action. Aujourd'hui,

où la bourgeoisie s'en prend violemment
aux acquis du mouvement ouvrier et
renie les acquis de son propre passé au
profit d'un obscurantisme sans rivage il

est utile et nécessaire de lire et de relire
Diderot.

4 avril 1985

Pierre FOUGEYROLLAS

de la bourgeoisie révolutionnaire de la phase, celle du renversement du despotisme monarchique et de la Convoitise de la bourgeoisie entre 1774 et 1794, tandis que Voltaire, le **POUR LE ROI** du XVIII^e siècle, l'incarnation la plus éclatante de l'esprit critique en même temps que le courageux défenseur de diverses victimes de l'arbitraire, du fanatisme religieux et de l'injustice. Selon cette vision, Diderot se trouve en retrait, même si on lui reconnaît le mérite d'avoir dirigé l'entreprise encyclopédique et un grand talent de romancier et de critique d'art.

Cette distorsion historique s'explique aisément si l'on veut bien reconnaître que la bourgeoisie devenue classe dominante, a pu, jusqu'à un certain point, s'accommoder du désaveu de Montesquieu, de Voltaire et de Rousseau, tandis qu'elle était d'autant plus contrainte de repudier le matérialisme de Diderot que Marx et Engels étaient en train de doter le mouvement ouvrier révolutionnaire d'un nouveau matérialisme. C'est donc à nous, marxistes d'aujourd'hui, de trahir Diderot — et aussi La Harpe, d'Holbach, Helvétius, Meslier, d'autres encore — de "l'enfer" où la bourgeoisie les a jetés.

Comprendre Diderot, c'est étudier son œuvre comme partie intégrante du matérialisme français du XVIII^e siècle. C'est aussi se demander pourquoi il a été plus anticipateur que les autres matérialistes et pourquoi, à la fin de sa vie, il a été beaucoup plus loüé qu'eux dans la préparation directe de la révolution qui allait éclater. A notre avis, ces questions trouvent leur réponse dans le caractère fondamental de son militant de toutes les activités de Diderot.

Pour lui, en effet, les écrits sont, avant tout, des moyens d'action, ce qui n'est pas, au même degré, le cas de Voltaire publiant et faisant jouer Merope et Zaïre ou de Rousseau rédigeant La Nouvelle Héloïse ou les Rêveries du promeneur solitaire. En effet, Voltaire et Rousseau étaient fort attachés à la gloire littéraire alors que Diderot cherchait avant tout, en publiant ses ouvrages, une efficacité pédagogique et politique. Par ailleurs, sa direction de l'Encyclopédie témoigne, non seulement d'une énergie incomparable, mais encore d'un

de la bourgeoisie révolutionnaire de la phase de renversement du despotisme monarchique et de la Convoitise de la bourgeoisie entre 1774 et 1794, tandis que Voltaire, le **POUR LE ROI** du XVIII^e siècle, l'incarnation la plus éclatante de l'esprit critique en même temps que le courageux défenseur de diverses victimes de l'arbitraire, du fanatisme religieux et de l'injustice. Selon cette vision, Diderot se trouve en retrait, même si on lui reconnaît le mérite d'avoir dirigé l'entreprise encyclopédique et un grand talent de romancier et de critique d'art.

Dans la lutte contre l'obscurantisme et l'absolutisme, se sont formées des sociétés de pensée parmi lesquelles les loges maçonniques ont joué un grand rôle. Au-delà de l'Encyclopédie, notamment parmi les savants, les écrivains, les artistes et les hommes politiques qui fréquentaient le salon du baron d'Holbach, une société de pensée d'un grand rayonnement s'est constituée et développée. Diderot en était le principal dirigeant, reconnu comme tel par les autres. Ainsi, il apparaît comme le chef du "parti philosophique" à l'échelle de la France et aussi de l'Europe. C'est ce rôle éminent que la bourgeoisie d'aujourd'hui devenue obscurantiste et ses idéologues ne lui pardonnent pas.

Il n'est pas question pour nous de présenter Diderot comme une sorte de penseur néomarxiste. Il a été un militant exceptionnel, non d'un présocialisme ou d'un précommunisme, mais du mouvement qui aboutit à la révolution de 1789, révolution démocratique bourgeoise, commencée en Allemagne et en Hollande au XVI^e siècle, continuée en Angleterre au XVII^e et dans les colonies anglaises d'Amérique du Nord au XVIII^e siècle et qui devait trouver son point politique culminant dans la France de 1793-1794. N'est-il pas lui-même évidemment reconnu la nature bourgeoise de la République hollandaise et le rôle capital de la bourgeoisie dans l'Angleterre de son temps, sans oublier pour autant de déplorer la colonisation hollandaise et anglaise ainsi que le parti tory en Angleterre? N'a-t-il pas salué avec enthousiasme les insurgés américains de 1776?

Il reste que la prédominance du militantisme dans la vie de Diderot a conféré à son œuvre un sens aigu de la relation entre les théories scientifiques et les pratiques techniques, et, plus généralement, entre la pensée et l'action. Aujourd'hui,

Le libéralisme d'aujourd'hui

par M. DAUBERNY

AU moment où, pour ne citer que cet exemple, en Angleterre, le pays à la réputation la plus « libérale » du monde, la police a eu, face aux mineurs en grève, le comportement que l'on sait, et où le gouvernement Thatcher a, en fait, refusé aux syndicats des mineurs le droit de négocier, exigeant sa capitulation préalable, il n'est question que de « libéralisme »...

Les références au « libéralisme » pullulent dans le discours d'hommes politiques d'horizons divers, c'est la grande vogue... S'agit-il d'une querelle entre les spécialistes de « l'économie politique » tenants d'écoles diverses ? On pourrait le croire à voir l'ardeur avec laquelle on brûle aujourd'hui ce que l'on a, hier, adoré, dénonçant comme un « faux prophète » Keynes, présenté naguère comme le « sauveur » de l'économie capitaliste. Mais, qu'en est-il en réalité ? Pourquoi cette mode ? Et que se cache-t-il derrière le mot d'ordre du « libéralisme » comme derrière le slogan de « liberté » employé par les réactionnaires, lorsqu'ils, par exemple, définissent l'école confessionnelle comme « l'école libre » ?

On ne le saura qu'en suivant un chemin bien aride, c'est-à-dire en examinant d'abord les justifications prétendument « théoriques », c'est-à-dire en réalité les fabrications idéologiques mises en avant. Et, pour commencer, il

faut rappeler ce qu'étaient les positions de Keynes et les raisons de leur succès. Au cours de la crise des années trente, la justification théorique de l'intervention croissante de l'Etat bourgeois dans le fonctionnement de l'économie

capitaliste était apportée par l'économiste anglais J.-M. Keynes. Les théories qui constituaient jusqu'alors l'économie politique officielle n'étaient ni plus ni moins fausses qu'avant, elles étaient seulement inadaptées aux besoins du capitalisme de monopole. Depuis la Première Guerre mondiale, les Etats bourgeois, de plus en plus, intervenaient sur le terrain économique, fonctionnant là comme ailleurs en instrument de préservation de la domination du capital, et s'il n'y avait pas eu déjà cette pratique, les théories keynésiennes n'auraient pas connu, dans les sphères bourgeoises, le succès qu'elles ont eu.

C'est au cours de la période ouverte après la Deuxième Guerre mondiale que l'intervention économique de l'Etat bourgeois prend une ampleur croissante, et que les théories de Keynes et de ses disciples s'épanouissent.

En effet, face à la montée révolutionnaire des masses en Europe, l'impérialisme américain, les bourgeoisies européennes et les appareils bureaucratiques, dans le mouvement ouvrier en particulier l'appareil stalinien, unissent leurs forces pour reconstituer les Etats bourgeois, et reconstruire les économies en ruine.

Les importantes revendications ouvrières et démocratiques, alors arrachées, dans ce contexte, vont élargir le champ d'activité de l'Etat, dont le budget représente une part croissante de la production nationale. Les rapports politiques entre les classes contraignent les Etats bourgeois, sous la direction et l'aide financière de l'impérialisme américain, à reconstruire, après les destructions au cours de la crise, puis de la guerre, des économies sans ressort.

Comme un état-major militaire, l'Etat se dote des moyens de contrôle et d'intervention pour relancer l'activité économique (dépenses publiques, nationalisation, plans, réglementations...). Cette ampleur des fonctions

économiques de l'Etat est à la mesure de l'inadaptation historique des rapports de production capitalistes.

Il ne s'agit pas d'un changement de nature du capitalisme, résolvant, par le biais de l'Etat, ses contradictions, mais d'une contrainte face à la lutte des classes. Le rôle de l'Etat bourgeois est toujours d'imposer et de garantir les conditions générales d'exploitation, mais pour cela, la stricte répression militaro-policière ne suffit pas, dans les rapports issus de la Seconde Guerre mondiale. Et pourtant, le capitalisme de monopole ne saurait être un capitalisme pacifique, comme l'expliquait Trotsky en 1938 :

« L'élimination de la concurrence par le monopole marque le commencement de la désagrégation de la société capitaliste. La concurrence constituait le principal ressort créateur du capitalisme et la justification historique du capitalisme. Par là même, la liquidation de la concurrence signifie la transformation des actionnaires en parasites sociaux. La concurrence avait besoin d'une certaine liberté, d'une atmosphère libérale, d'un régime démocratique, d'un cosmopolitisme commercial. Le monopole réclame un gouvernement aussi autoritaire que possible, des barrières douanières, ses "propres sources" de matières premières et ses propres marchés (colonies). Le dernier mot dans la désagrégation du capitalisme de monopole est au fascisme. »
(Le marxisme et notre époque).

C'est dans ces conditions que la théorie économique bourgeoise keynésienne servira de moyen de justification aux politiques mises en œuvre par les gouvernements pour tenter de « réguler » le marché, et d'éviter l'effondrement de la production. Les économistes bourgeois bâtiront autour de ces tentatives un arsenal théorique qui fascinera à son tour la petite-bourgeoisie, trouvant dans l'économie mixte (mélange de secteurs publics et de secteurs privés) « la réconciliation de Marx et de

Keynes » ; un sujet de recherche inépuisable et un réformisme moderne et confortable.

Cependant, dès la fin des années soixante, il apparaît que les politiques « anticrises », les politiques de croissance, sans parler des politiques de développement, n'ont pas supprimé les contradictions du système. Les manifestations de la crise ont été contenues par un ensemble d'interventions structurées par les interventions économiques de l'Etat américain (endettement généralisé, par le biais des politiques budgétaires et monétaires ; économie d'armement ; cours forcé du dollar monnaie internationale).

Mais, quelle que soit la masse de capitaux fictifs créée, quel que soit le degré de parasitisme atteint par les tentatives de faire abstraction de la production pour mettre en valeur le capital (par le passage direct de A à A'), à la base du système demeure la production, une production dont le but n'est pas la création de valeurs d'usage, mais la création de capital.

Et les politiques d'entretien de la croissance par le stimulant de la demande, suivant les principes keynésiens, se heurtent tôt ou tard à l'obstacle des conditions de mise en valeur du capital (la rentabilité), dans les secteurs productifs.

Depuis le début des années 70, les Etats bourgeois tentent à la fois de prévenir l'effondrement de leur marché par des politiques d'intervention, et d'améliorer les conditions de la mise en valeur du capital par des politiques de restructuration, de modernisation et de remise en cause des conditions de vie des masses. En France, cette orientation se traduit par les milliards réservés aux patrons, les licenciements, et la baisse du pouvoir d'achat réservée aux travailleurs. L'argent collecté par l'impôt est canalisé vers les entreprises et moins vers les « consommateurs ». Les « consommations » de santé, d'éducation, de services publics, sont

pénalisées au profit de l'investissement des entreprises.

L'Etat redistribue aux capitalistes la plus-value qu'ils n'ont pas pu extraire directement par l'exploitation de la force de travail. Et les capitalistes restructurent, c'est-à-dire liquident les branches non rentables pour mobiliser les capitaux vers d'autres branches, modernisent et licencient, exportent leurs capitaux vers les zones à très fort taux d'exploitation (Asie du Sud-Est, Brésil, Mexique...).

Mais, pour analyser cette période, il faut, comme pour la période de reconstruction et de croissance des années 50 et 60, partir de l'action de l'impérialisme le plus puissant, les Etats-Unis d'Amérique. C'est en effet à partir du tournant engagé en 1971 et concrétisé aujourd'hui par la politique de Reagan que se développe l'offensive du capital américain pour subordonner le reste du monde à la défense de ses intérêts, ce qui ne peut conduire qu'à une remise en cause des conditions de vie des larges masses, y compris aux Etats-Unis.

C'est dans ce contexte où les Etats bourgeois, quelle que soit la couleur des gouvernements en place, fonctionnent plus que jamais comme l'instrument de domination du capital, dans des conditions marquées par l'hégémonie du plus puissant d'entre eux, que refait surface la vieille doctrine économique libérale.

Au nom de la « faillite » de la théorie keynésienne, il permet bien des convergences, car la fonction de ce néolibéralisme dépasse largement les idées étiquées de ceux qu'à juste titre Marx appelait les « économistes vulgaires », par opposition aux fondateurs de l'économie politique bourgeoise classique.

Le libéralisme d'hier

Le courant libéral s'est affirmé avec les économistes classiques, au début de la révolution industrielle en Angleterre : Adam Smith, David Ricardo, T.-R.

Malthus... C'est Adam Smith, le premier, qui formulera ce qui constitue le crédo libéral, l'affirmation de la supériorité du marché et de ses mécanismes fonctionnant sans entraves, sur tout autre forme d'organisation de la production et des échanges. C'est le marché qui permet à chacun, en recherchant son intérêt, de s'intégrer à la réalisation de l'intérêt général, sans même s'en rendre compte, en se laissant guider « par une main invisible ». C'est l'affirmation d'un ordre naturel, que l'Etat ne doit pas troubler mais seulement protéger.

Partisans de la libre-entreprise et du libre-échange entre les nations, les économistes classiques voient dans le capitalisme naissant la fin de l'ordre féodal. Avec la révolution industrielle, la productivité du travail est multipliée, et la production s'accroît. Pour Adam Smith et les autres économistes classiques, la source de cette richesse nouvelle est dans le travail, sans comprendre toutefois qu'elle est, à l'époque capitaliste, dans l'exploitation de la force de travail. C'est Ricardo qui « dissèque l'économie bourgeoise qui a dans ses profondeurs un aspect totalement différent de ce qu'elle paraît être à la surface », et donne à l'économie politique classique sa forme achevée, en formulant et développant « de la façon la plus nette la loi de la détermination de la valeur par le temps de travail » (Marx : *Contribution à la critique de l'économie politique*).

Les classiques voient dans l'économie capitaliste la forme absolue de la production sociale, et non une forme transitoire et historique. Cependant, malgré cet horizon bourgeois, l'économie politique pouvait encore rester une science.

« Ricardo est le premier qui forme délibérément de l'antagonisme des intérêts de classe, de l'opposition entre salaire et profit, profit et rente, le point de départ de ses recherches. Cet antagonisme, en effet inséparable de l'existence même des classes dont la

société bourgeoise se compose, il le formule naïvement comme la loi naturelle, immuable de la société humaine. C'était atteindre la limite que la science bourgeoise ne franchira pas. »

C'est ensuite que l'économie classique cède la place à l'économie vulgaire. « En France et en Angleterre, la bourgeoisie s'empare du pouvoir politique. Dès lors, dans la théorie comme dans la pratique, la lutte des classes revêt des formes de plus en plus accusées, de plus en plus menaçantes. Elle sonne le glas de l'économie bourgeoise scientifique. Désormais, il ne s'agit plus de savoir si tel ou tel théorème est vrai, mais s'il est bon ou mal sonnant, agréable ou non à la police, utile ou nuisible au capital. La recherche désintéressée fait place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience, aux misérables subterfuges de l'apologétique » (Marx : Post-face à la deuxième édition du *Capital*).

C'est dans la critique de l'économie politique classique que Marx dégagera son analyse scientifique du mode de production capitaliste.

Par la suite, l'économie politique bourgeoise va rompre avec la méthode des classiques, et surtout avec la loi de la valeur, fondée sur le travail. L'école dite néo-classique ou marginaliste va, par opposition au marxisme (comme moyen idéologique dans la lutte politique contre le mouvement ouvrier), mais aussi aux classiques, édifier toute une construction théorique fondée sur une conception subjective de la valeur (valeur-utilité) où l'analyse sociale et historique disparaît, pour laisser place à une analyse de plus en plus abstraite et mathématique (« économie pure »). La production n'intéresse pas les néo-classiques, c'est l'échange sur le marché, la fixation des prix par les comportements d'offre et de demande, et la recherche du profit maximal qui attirent toute leur attention.

Les économistes classiques considéraient, avec Adam Smith, qu'un équilib-

bre général se dégageait de la confrontation des intérêts particuliers. Pour les néo-classiques, le principe (mythique) de l'équilibre est au cœur de toutes leurs théories. Equilibres de l'offre et de la demande, de marchandises, de capitaux de travail... qui assurent un équilibre général. De ces recherches des équilibres particuliers se dégagent des prix d'équilibre (si l'offre est trop forte par rapport à la demande, les prix doivent baisser) des taux d'intérêts d'équilibre et des salaires d'équilibre (s'il y a du chômage, les salaires doivent diminuer...). Cette notion d'équilibre leur permettrait d'affirmer que les crises économiques, grâce aux mécanismes auto-régulateurs du marché, ne pourraient se prolonger. Il s'agissait de combattre ce que Marx avait mis en évidence dans son œuvre, la tendance à l'effondrement du mode de production capitaliste.

Avec la crise des années 30, se confirme la nécessité de l'intervention étatique, aucune reprise spontanée de l'activité économique ne se manifestant. Les théories libérales permettaient l'apologie du capitalisme de concurrence, mais ce dernier est transformé en capitalisme monopoliste. La concurrence a engendré sa négation. Le libéralisme, au sens strict, appartient au passé ; c'est alors que Keynes donne à l'intervention de l'Etat sa justification « théorique », assurer un niveau suffisant de « demande effective », par le biais d'une combinaison de politiques monétaires inflationnistes (recours au crédit) et de politiques budgétaires engendrant le plus souvent un déficit (grands travaux et consommation publique, de matériel militaire entre autres).

Un courant libéral s'était maintenu qui faisait figure d'antiquité, bien que certains de ses membres, Jacques Rueff, Milton Friedman, ou encore Friedrich von Hayeck (1) aient connu une notoriété à diverses époques.

(1) Hayeck (né en 1899) est un peu le pape des néolibéraux, après d'économie pure

Mais c'est aux Etats-Unis que le néolibéralisme économique se manifeste dans les années 70, avec les « nouveaux économistes », dont certains furent parmi les conseillers de Reagan lors de sa première campagne électorale en 1980.

Ils reprennent les thèmes traditionnels du libéralisme :

- efficacité des mécanismes du marché,
- effet stimulant de la concurrence,
- conséquences négatives du « trop d'Etat ».

Pour dénoncer l'inefficacité des dépenses publiques, les politiques de protection sociale, tout ce qui englobé sous le nom de « Welfare State » ou « d'Etat providence », Henri Lepage, qui se classe parmi les « nouveaux économistes » libéraux français, reprend plusieurs analyses qui voudraient démontrer le caractère néfaste des dépenses publiques et les effets pervers qu'elles provoquent : ainsi, le SMIC, les allocations chômage, le « tiers payant » seraient responsables de la sous-qualification et de l'instabilité professionnelle, de l'allongement de la durée du chômage, de la surconsommation de produits pharmaceutiques... Et que pour financer ces dépenses, il faut toujours plus d'impôts : il n'y a pas à proprement parler une théorie néolibérale, mais un ensemble d'études de cas, pris sous un angle absolument formel, et qui tendent à démontrer à partir d'une conception individualiste et comportementaliste que le « consommateur » ou le « contribuable » rationnel est pénalisé dans une société trop réglementée, d'où sa recherche par exemple d'une fuite dans le travail au noir..., qui apporte selon l'ancien secrétaire général de l'OCDE, E. Van Lennep, « un élément de souplesse lorsque les taux de salaires et les coûts non salariaux ont atteint un niveau trop élevé ».

néoclassique, il formulera ses thèses réactionnaires dans *La route de la servitude* (1944) et *Loi, législation et liberté* (1973).

La méthode est héritée de celle des néo-classiques (marginalistes) qui étudiaient tous les cas possibles de comportement sur un marché, pour aboutir au profit maximum de l'entrepreneur. Il n'y a plus de classes, mais un homme universel (« l'homo economicus ») tantôt consommateur, tantôt entrepreneur, qui consomme, épargne et investit mais n'exploite jamais et n'est jamais exploité.

Cette logique du marché est poussée jusqu'à l'étude du marché politique. « *L'analyse économique du marché politique*, écrit Henri Lepage, *suggère en effet que si nous vivons dans des sociétés qui dérivent vers toujours plus d'Etat, ce n'est pas nécessairement parce que le citoyen préfère consommer plus de biens publics, mais parce que, dans nos systèmes politiques de type parlementaire et représentatifs fondés sur le suffrage universel et la souveraineté illimitée du principe majoritaire, un certain nombre de facteurs parfaitement autonomes poussent mécaniquement à l'accroissement continu du niveau des dépenses publiques indépendamment de l'évolution des préférences intrinsèques de la majorité du corps électoral* » (Henri Lepage : *Demain, le libéralisme*. Ed. Le Seuil).

Ces facteurs, on s'en douterait, sont les groupes de pression : syndicats, associations... le « lobby des fonctionnaires ».

Derrière une apparente neutralité, l'activité « théorique » des économistes libéraux s'appuyant sur l'anarchie du marché capitaliste même dirigé, débouche sur une critique des plus intéressées des syndicats, des conventions collectives, des fonctionnaires, des régimes de protection sociale, et même, mais ce n'est pas surprenant, des régimes de type parlementaire.

Les « nouveaux économistes » ont redécouvert leur maître à penser, et trouvent dans ses thèses une cohérence

à leurs études de cas. Pour Hayeck, le marché est le système le plus efficace, car il est la seule forme de régulation sociale compatible avec la liberté.

« *La manière dont les profits et les charges, écrit-il, sont attribués par le marché pourrait, dans bien des cas, être très injuste si elle était le résultat d'une allocation délibérée, mais ce n'est pas le cas.* » Les inégalités ne sont donc pas condamnables puisqu'elles résultent d'un ordre national (et pas de l'exploitation !) qui respecte la liberté de chacun. Au contraire, c'est pour Hayeck l'intervention « correctrice » de l'Etat qui est condamnable, car elle conduit à l'arbitraire : « *les hommes ne s'accordent pas sur la notion de bien-être et de bonheur* ».

Les besoins illimités de l'exploitation contre les concessions arrachées à la bourgeoisie par la lutte des classes, c'est à cela que l'idéologie réactionnaire d'un Hayeck sert de justification.

Le profit est défini par Hayeck comme une « *rationalité collective qui incite les individus, si la liberté leur est donnée de poursuivre leur propre fin, à adopter les comportements les plus favorables aux progrès économiques* ». Ce que la recherche du profit par les capitalistes (et non les individus), l'accumulation du capital, la production pour le capital, ont engendré, c'est la concentration industrielle et financière, les groupes financiers, les « *firmes multinationales* » qui dominent le marché bourgeois à l'aide de la puissance des Etats bourgeois, selon des règles ou des stratégies, qui sont bien éloignées des règles de l'offre et de la demande sur le marché traditionnel.

Le néo-libéralisme occupe une place disproportionnée avec sa pauvreté dans une offensive qui ne se limite certes pas au champ des idées. L'offensive n'est pas contre la théorie keynésienne, mais contre ce que la bourgeoisie a été contrainte par la lutte des classes de

céder aux travailleurs, et qu'elle tente aujourd'hui de reprendre. Jamais le libéralisme n'aurait réussi un tel "come-back" si les forces du capital et celles liées au capital, pour préserver leur pouvoir face au mouvement des masses cherchant à prendre en main leur propre destin, n'avaient pas dû préparer, puis mettre en œuvre, autant de plans de démantèlement de plusieurs décennies, sinon plusieurs siècles de conquêtes ouvrières et démocratiques.

C'est pourquoi l'axe de la nébuleuse néo-libérale est à rechercher du côté de Wall Street.

Le libéralisme de Reagan

Lors de sa campagne électorale de 1980, Reagan s'affirmait partisan du libéralisme, et plus spécialement de ce que ses conseillers appelaient : « l'économie de l'offre » (par opposition à la politique keynésienne considérée comme une économie de la demande) (2). Il s'agissait, selon les principes de cette nouvelle économie, de réduire les impôts, pour encourager les contribuables à épargner puis investir. Les investissements privés compenseraient les investissements publics, eux-mêmes réduits, pour qu'il n'y ait pas de déficit budgétaire, source d'inflation.

Outre la baisse des impôts, les thèmes de la campagne de Reagan étaient : « *Moins d'Etat* », « *moins de fonctionnaires* », « *plus de libre échange et de liberté* ».

Au début de son second mandat, le bilan du libéralisme de Reagan est simple à dresser :

Jamais le poids de l'Etat dans l'activité

(2) Les conseillers les plus connus, « nouveaux économistes » par ailleurs, étaient Laffer (célèbre quelques temps pour sa « courbe de Laffer ») et Feldstein, qui fut remercié par Reagan en 1984 pour avoir trop critiqué la persistance d'un énorme déficit.

économique n'a été aussi élevé. Les dépenses publiques, qui représentaient 31,1 % du PNB en 1979, atteignaient 34,2 % en 1984. Ainsi, plus du tiers du produit national (production de marchandises et de services improductifs confondus) est assuré par le biais de l'Etat, dans le pays modèle d'économie libérale.

Le déficit budgétaire, source de création de monnaie, a été triplé de 1980 à 1984, aggravant le poids de la dette publique. Selon le FMI, le rapport de la dette publique au PNB, qui était resté pratiquement inchangé à un niveau de l'ordre de 28 % de 1975 à 1981, s'est mis ensuite à augmenter sensiblement pour atteindre près de 36 % en 1983. Tous les autres grands pays capitalistes connaissent la même évolution « l'explosion de la dette publique et un phénomène mondial », estime le président du FMI. En Grande-Bretagne, où Mme Thatcher défend le libéralisme économique, la dette publique est passée de 35 % du PNB en 1979 à 38 % en 1983.

Si les dépenses globales ont fortement augmenté, dans le budget de l'Etat américain, il faut bien constater que ce sont d'abord les dépenses « traditionnelles » de l'Etat bourgeois qui ont le plus augmenté, principalement les dépenses militaires (+ 174 % de 1980 à 1984), alors que les dépenses d'intervention économique et sociale, celles liées au « welfare state » ont été compressées. C'est de toujours « plus d'Etat », instrument de domination du capital, que la bourgeoisie a besoin. Pour sauver la « Continental Illinois » menacée de faillite au cours de l'été 1984, la banque centrale des Etats-Unis a dû procéder à une quasi-nationalisation de la 8^e banque du pays, en rachetant 80 % de son capital, après avoir déversé des milliards de dollars pour éviter la réaction en chaîne.

Pourtant, le système bancaire et finan-

cier est en pleine dérèglementation, au nom de la sacro-sainte concurrence. Il s'agit en particulier de supprimer les séparations entre les activités des banques, des caisses d'épargne et des courtiers en bourse.

En fait, ces mesures destinées à canaliser toujours plus d'argent pour l'investissement et la spéculation, engendrent une concurrence féroce entre les petits organismes financiers et les grandes banques. Dans une frénésie de concurrence, les plus faibles prennent de plus en plus de risques.

Selon le *Herald Tribune*, 797 banques étaient sous surveillance spéciale (contre 385 en 1975 après la récession). En mars 1985, 71 établissements d'épargne de l'Ohio en difficulté ont dû fermer leurs guichets et la Réserve fédérale de l'Etat (la banque centrale de l'Ohio) encourageait alors les grandes banques commerciales à les reprendre. La dérèglementation qui restaure une dose de concurrence conduit rapidement à un renforcement de la concentration financière. C'est la loi du marché capitaliste qui engendre toujours plus de concentration, et c'est contre ses effets que les travailleurs ont lutté et se sont organisés depuis les débuts du capitalisme. Et, parce qu'ils constituent l'obstacle à la liberté du capital, les travailleurs qui défendent leurs conquêtes et le syndicats, sont la cible de toutes les attaques.

Reagan n'a-t-il pas commencé son premier mandat en licenciant plusieurs milliers d'aiguilleurs du ciel pour fait de grève ? Ce qui s'est déroulé dans l'industrie automobile est aussi des plus significatifs de ce que veut le capital.

Protégés par des limitations « volontaires » imposées aux exportations japonaises, les trusts automobiles US ont restructuré et modernisé leurs entreprises, en procédant à une formidable « saignée » de 800 000 emplois depuis 1978, et en mettant en œuvre un vaste programme d'investissements.

Depuis deux ans, les grandes firmes de Detroit réalisent de confortables bénéfices. Mais où est le libéralisme ? Dans la dérèglementation en matière de licenciements, de contrats de travail, de droits conquis...

Les néo-libéraux insistent sur l'efficacité économique de la libre entreprise sur un marché de libre concurrence, où initiatives et innovations sont source de progrès. Lors de son voyage aux Etats-Unis, François Mitterrand avait manifesté son admiration devant les résultats des entreprises et laboratoires de recherche de la Silicon Valley en Californie. De cet endroit « où règnent en maîtres : esprit d'entreprise, goût du risque, innovation fascinante, nouveaux rapports sociaux, hiérarchies informelles... » (*Le Monde Diplomatique*, avril 1985. Article de Michel Godet), un véritable mythe a été édifié : le mythe de l'Amérique pour les bourgeoisies vermoulues d'Europe, c'est toujours celui d'une nouvelle jeunesse, mais c'est tout le système impérialiste qui est sénile, même si d'aucuns le sont plus que d'autres. Ce mythe, donc, a fait long feu, et le silence retombe peu à peu sur la vallée prodigieuse, dont « un regard dans les coulisses donne une impression beaucoup moins idyllique : l'envers social de la mobilité, c'est le licenciement sans préavis ; l'envers économique de la rentabilité, c'est une masse de travailleurs immigrés payés au minimum légal et dans des conditions de travail souvent déplorables... La modernité ressemble souvent à s'y méprendre au capitalisme sauvage du XIX^e siècle. Les droits du travail sont limités (70 % des entreprises emploient moins de 10 salariés) et il n'est pas rare de voir une maladie professionnelle sanctionnée par un licenciement ». (*Le Monde Diplomatique*, avril 1985. Article de Michel Godet).

Les ventes progressent aujourd'hui moins rapidement que prévu, il y a trois ou quatre ans. Et de multiples petites entreprises ont fermé leurs por-

tes. Les grandes entreprises d'électronique rachètent les brevets, les équipements. La compétition sauvage laisse les plus faibles sur le sable, au profit des groupes industriels et bancaires. C'est la loi du marché. L'inéluctable transformation du capitalisme de concurrence en un capitalisme impérialiste ne saurait revenir en arrière. La loi du marché, c'est désormais la loi de ceux qui dominent le marché, et l'Etat est l'instrument de leur domination.

Le capital américain et Reagan sont pour le « libre-échange », le « laissez-faire, laissez-passer », mais il n'y a jamais eu autant de mesures protectionnistes. Selon la Brookings Institution de Washington, la part du marché américain protégé par des barrières non tarifaires (quotas, limitations « volontaires », normes...) est passée de 20 % en 1980 à 35 % en 1983. C'est le « laissez-passer » au seul bénéfice des produits US ! L'offensive des Etats-Unis contre les barrières protectionnistes, les politiques de soutien aux exportations, a pour objectif de soumettre les autres bourgeoisies à la loi du plus fort sur un marché sans entraves.

Dans une récente interview à *La Vie française*, William Brock, alors conseiller de Reagan pour le commerce extérieur, déclarait : « Cela fait plus de 10 ans qu'on parle des restrictions à l'importation imposées par l'Europe. D'importateurs, ils sont devenus exportateurs de produits agricoles. Maintenant, cela suffit ! » La main invisible d'Adam Smith est loin, c'est l'ordre impérialiste que voudrait imposer Reagan sur le marché mondial.

Les organismes internationaux sont les porte-parole et parfois les exécutants de l'offensive américaine sur le marché mondial. Ils répercutent la pression du capital américain, pour une meilleure adaptation aux conditions de la concurrence qu'il souhaite.

Selon le président du FMI, il faut « une plus grande flexibilité structu-

relle dans les économies industrialisées », notamment sur les marchés du travail. Il faut, ajoute-t-il, éliminer les rigidités « sous la forme d'indexation de salaires, d'une réglementation excessive des marchés du travail et de transferts sociaux », qui ont freiné la performance économique. C'est aussi ce que réclame l'OCDE en insistant sur la nécessité d'une « mobilité accrue tant géographique que sectorielle ».

Dans chaque pays capitaliste, les gouvernements ont répondu à cette pression. Certains l'ont même devancée comme le gouvernement Thatcher, dès 1979.

En France, la référence au libéralisme économique n'est plus l'apanage du discours des seuls hommes politiques des partis de la bourgeoisie. François Mitterrand et ses ministres s'en réclament. Le président s'engage sur la réduction des prélèvements obligatoires, et estime que dans certaines circonstances « l'Etat doit savoir s'effacer ». Bérégovoy parle de la « libération des prix », et pour tous il n'est question que de flexibilité et de déréglementation. Edith Cresson, ministre de l'Industrie, déclare qu'elle « n'a pas de théorie religieuse » en matière de dénationalisation car « si l'Etat estime que cas par cas il peut le faire éventuellement parce qu'il aurait besoin de l'argent pour investir ailleurs, pourquoi pas ? » (*Libération*, 30 mars 1985). Elle se vante d'un certain succès dans la sidérurgie « à la fin de l'année, nous serons proches de l'équilibre dans les produits plats qui représentent 60 % de la production ». Mais combien de milliers de licenciements, pour atteindre cet équilibre ? « L'efficacité économique, c'est nous », dit-elle. C'est au nom de cette « efficacité économique » réclamée par les capitalistes que les budgets de l'école et de la santé publique sont rognés, alors que le budget de l'armée augmente et que les aides aux entreprises se multiplient.

Il n'y pas moins d'Etat, il y a renforce-

ment de l'Etat bourgeois au service des intérêts actuels du capital.

La fonction du néo-libéralisme, c'est aussi plus fondamentalement peut-être de pouvoir présenter la classe ouvrière et ses conquêtes comme responsables des effets engendrés par la crise de décomposition du capitalisme. Et, sur ce terrain, on retrouve beaucoup de monde.

Le néo-libéralisme, une structure d'accueil

« Contre la mentalité d'assisté », « contre le social-corporatisme », « contre les privilèges de certaines catégories », « contre les fonctionnaires »... Des nouveaux économistes libéraux aux autogestionnaires de la CFDT, en passant par l'Abbé Pierre, François de Closets, les modernistes de *Libération*, les déçus de 68, du maoïsme et de la guérilla urbaine..., la nébuleuse des libéraux-libertaires est très dense. Le dénominateur commun à tous ces gens, c'est la lutte contre les « archaïsmes », véritables obstacles à la liberté individuelle et à une benoîte convivialité ! Ces archaïsmes là sont clairement désignés : le marxisme, la lutte des classes, la défense des acquis...

Dans un numéro spécial de *Libération*, au titre provocateur pour les millions de chômeurs de « Vive la crise ! » (février 1984), Serge July désignait les responsables de la crise : ceux qui la subissent. « *Pour rendre la crise positive, il faut transformer les sujets passifs en sujets actifs, faire des citoyens assistés des citoyens entrepreneurs* » Chômeurs, créez vos entreprises ! Grâce à la crise, vous deviendrez patrons ! Barre disait cela, le gouvernement actuel aussi. C'est la Sécurité sociale, les allocations de chômage qui engourdissent l'individu. D'ailleurs, poursuit July, « *il faut dire vive la crise en donnant à chacun le désir de changer de vie, c'est-à-dire dans une même existence changer plusieurs fois de pro-*

fession, de lieu d'habitation, et éventuellement de pays et par conséquent de culture, tout en restant soi-même ».

Il ne s'agit plus de changer la vie, encore moins le monde, c'est dans la tête qu'il faut faire la révolution ; vieille rengaine réactionnaire, dont profitent ceux que les modernes « branchés » de *Libération* dégagent de toute responsabilité, les capitalistes : la crise n'est plus celle d'un système de production en putréfaction, pour ces gens-là qui se précipitent au devant de la flexibilité et de la mobilité réclamées par l'OCDE et le CNPF.

La défense des acquis sociaux est naturellement présentée comme un « social-corporatisme ». Avec François de Closets salué pour avoir révélé « *sous la France des grands ancêtres et des pompes solennelles, celle des corporatismes et des avantages en nature (?) celle des pique-assiettes* ».

Le très gouvernemental quotidien oppose les travailleurs « protégés » aux travailleurs les plus exploités, et dans les emplois les plus précaires. Feu contre les grévistes du tri postal de Toulouse, contre les dockers, les employés d'EDF-GDF, contre les employés des Caisses d'épargne (dont François de Closets révélait déjà l'incroyable privilège pour les employés travaillant avec des écrans cathodiques de bénéficier des règles de protections plus favorables que celles obtenues dans les usines d'électronique ! (François de Closets : *Toujours plus*).

Pour sa part, Pierre Rosanvallon, ancien conseiller de la CFDT et théoricien de l'autogestion, imaginait la société de 1995, dans une parabole digne des bons pères. Donc, selon lui, en 1995, « *la tâche principale de l'Etat est de gérer le temps social, d'optimiser la synchronisation des rythmes technologiques et les déformations de la structure sociale globale. Il est devenu une machine à redistribuer le temps entre les groupes sociaux et une agence*

distribuant aux individus des opportunités d'actions pour maîtriser leur usage du temps. Les problèmes de formation, d'emploi, de reconversion, de retraite ont tous été reconsidérés dans cette optique. La nature des affrontements sociaux est donc également transformée. Le conflit structurant des sociétés entrées dans l'ère de la stabilité dynamique (sic) est celui des forces de sédimentation contre les forces d'innovations ».

Enfin, la lutte des classes est dépassée (une fois de plus) au profit du conflit entre les anciens et les modernes, un conflit qui traverse les classes, comme disait Michel Rocard en 1978 après les élections législatives, et comme l'avenir est aussi moderne toutes les alliances sont permises.

Mais Rosanvallon poursuit son rêve. « Ces forces étant d'ailleurs devenues anonymes... Elles ne sont plus en effet sociologiquement spécifiées dans la durée, puisqu'un individu change plusieurs fois de camp dans sa vie. La révision récente du statut de la fonction publique ayant d'ailleurs donné son plein effet à ce nouveau cours des choses en opérant une rupture symbolique décisive ». Toujours la flexibi-

lité, la chasse aux acquis et aux fonctionnaires. « La qualité de la vie démocratique s'est du même coup améliorée. Les rapports sociaux étant médiatisés par des structures sociales plus flexibles parce que garanties face aux aléas du temps, sont ainsi entrées dans l'ère de la pure conflictualité démocratique. C'est le temps du palabre. » L'utopie d'un capitalisme sans classes rejoint celle des libéraux d'une économie de marché, se laissant harmonieusement guider par une main invisible.

Mais cet avenir n'est pas réservé à tous les pays. « On sait que de nombreux Etats forts et autoritaires se sont, au contraire, érigés là où les rigidités du système socio-technique ont réduit la capacité d'arbitrage des acteurs collectifs (syndicats, par exemple) exacerbant les corporatismes ».

L'utopie n'est pas gratuite. Le paradis pour les uns, l'enfer pour les autres, ceux qui s'accrochent aux rigidités du système, car ils sont responsables d'une éventuelle solution autoritaire. Voilà qui nous ramène au présent. Les travailleurs qui défendent leurs conditions de vie et leurs conquêtes sont responsables de la crise !

M. Dauberny

Vient de paraître :

Léon TROTSKY ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre BROUE

Tome 19

octobre 1938 - décembre 1938

(Publications de l'Institut Léon TROTSKY)

Prix : 55 F

Un ensemble de textes essentiels sur :

- l'imminence et le caractère de la seconde guerre mondiale ;
- la fonction contre-révolutionnaire de la lutte contre le trotskysme ;
- les voies de la construction parti révolutionnaire aux Etats-Unis ;
- les tâches du mouvement syndical en Amérique latine.

NOTES DE LECTURE

DARWIN ET LES GRANDES ENIGMES DE LA VIE de S. JAY GOULD

Stephan Jay Gould, professeur à l'université de Harvard, a réuni sous le titre **Darwin et les grandes énigmes de la vie** une série d'essais publiés entre 1974 et 1976, dans le but de défendre la pensée de Darwin et d'illustrer sa méthode à la lumière de la biologie contemporaine.

Ouvrage d'expert ? S. Jay Gould montre bien que non. **L'Origine des espèces** de Charles Darwin n'est pas de nature à n'intéresser que le public scientifique. Ecrit il y a plus d'un siècle, en 1859, ce livre continue de susciter polémiques et condamnations, et provoque toujours la colère de tous ceux qui voudraient fonder sur la « nature » la justification de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pourquoi ? Tout simplement parce que Darwin n'était pas seulement un naturaliste de génie, mais encore un matérialiste qui assit sa théorie de l'évolution et de la sélection naturelle sur l'analyse de la réalité, de l'évolution réelle des espèces, et non sur une idée péconçue.

S. Jay Gould rappelle les grands principes de la théorie darwinienne :

1. Les organismes varient et leurs variations se transmettent (en partie du moins) à leurs descendants.
2. Les organismes produisent plus de descendants qu'il ne peut en survivre.
3. En règle générale, le descendant qui varie dans la direction favorisée par l'environnement survivra et se reproduira. La variation favorable se répandra donc dans les populations par sélection naturelle.

Le livre de S. Jay Gould est rempli d'exemples de remise en cause, anciennes et récentes, de la théorie de l'évolution. D'une façon ou d'une autre, les détracteurs de Darwin partent tous d'une thèse unique : « **Non, il n'est pas possible que l'homme soit à classer avec les singes, les mammifères... L'homme, son cerveau, sont à part, etc.** » L'anthropologie moderne a fait litière de ces arguments. Mais la conséquence du darwinisme n'est souvent pas tirée : si l'évolution, la sélection naturelle, sont les forces créatrices des espèces, de toutes les espèces, y compris l'espèce humaine, alors il n'y a pas de but, d'objectif préétabli aux organismes. Alors il n'y a pas d'animaux « **supérieurs** » aux autres, même disparus ; alors il n'y a pas de « **déterminisme naturel** » qui animerait les espèces vers un progrès mythique ; alors l'homme fait sa propre histoire.

Darwin mène donc, évidemment, à Marx et Engels. S. Jay Gould rappelle que dès 1869, Marx, écrivant à Engels, affirmait « **c'est le livre qui contient les principes d'histoire naturelle adaptée à nos vues** ». Et Marx, comme Engels, ne cessent de se réclamer de la méthode de Darwin, même si ce dernier, conscient des implications politiques, philosophiques de son œuvre, refusa toujours de les porter sur la place publique.

Darwin et les grandes énigmes de la vie défend le matérialisme de Darwin et montre le caractère proprement révolutionnaire de son œuvre. Si l'homme est le résultat d'une évolution, s'il « **descend du singe** » comme on dira, abusivement, dès Darwin, alors il

n'a pas été créé, et les églises sentant le danger, ont tour à tour dénoncé Darwin ou tenter de se le concilier en maquillant sa théorie, bien que la haine l'ait souvent emporté sur l'analyse.

En 1925, dans le Tennessee, l'instituteur John Thomas Scopes était condamné pour avoir enseigné aux enfants de Dayton « de façon criminelle, que l'homme descend d'un ordre inférieur d'animaux ».

Depuis, même aux Etats-Unis, on ne va pas aussi loin. Mais Ronald Reagan, alors candidat à la Maison Blanche, se croyait néanmoins autorisé à déclarer à Dallas en 1980 « si on enseigne l'évolution dans les écoles publiques, alors il faut y enseigner aussi l'histoire biblique de la création ». Et, en 1981, la Cour Supérieure de Californie réaffirma l'interdiction d'enseigner « la

théorie de l'évolution en tant que vérité scientifique...»

Dans ce climat, le livre de Stephan Jay Gould est le bienvenu. Il permet de comprendre pourquoi, lorsqu'Engels rédigea l'épithète qui devait être gravée sur la tombe de Karl Marx, il mit sur le même pied la découverte de Darwin concernant l'évolution et la mise au point, par Marx, du matérialisme historique.

Un livre à lire par tous ceux qui veulent comprendre le darwinisme et mesurer son actualité.

P. COX

(« Darwin et les grandes énigmes de la vie » de Stephan Jay Gould, Edition Seuil, Collection « Points », 4^e trimestre 1984)

VIETNAM LE PREMIER RECIT COMPLET DES GUERRES DU VIETNAM de S. KARNOW

LE 30 avril 1975, les forces armées révolutionnaires entraient dans Saïgon. La veille, dans la panique, la plus grande opération d'évacuation par hélicoptère des derniers Américains du Vietnam avait eu lieu. Dans son palais présidentiel, le « gros Minh » attendait pour remettre sa capitulation aux troupes nord-vietnamiennes. Relatant ce dernier épisode de la guerre révolutionnaire du peuple vietnamien contre l'impérialisme et le régime fantoche de Saïgon, Stanley Karnow écrit :

« J'attends depuis ce matin pour vous remettre le pouvoir, annonça le général Minh, quand le colonel Bui Tin entra dans le salon.

— Il n'en est pas question, répliqua le colonel. Votre pouvoir s'est écroulé. Vous ne pouvez pas donner ce que vous n'avez pas. »

Cet écroulement du régime corrompu de Saïgon interdisait toute combinaison ; le Vietnam serait réuni.

Vietnam, le livre de Stanley Karnow, paru en novembre 1984 aux Presses de la Cité, qui porte en surtitre : « **Le premier récit complet des guerres du Vietnam** », est un ouvrage intéressant. De la colonisation française, au départ en catastrophe des ulti-

mes représentants de l'impérialisme le plus puissant, ce livre retrace, du point de vue d'un journaliste américain, qui n'a pas de sympathie particulière, loin s'en faut, pour les combattants vietnamiens, la guerre révolutionnaire menée par le peuple vietnamien pour son indépendance.

Si l'essentiel du livre a trait à la guerre américaine, les quatre premiers chapitres, traitant de la colonisation française et de la guerre contre les Français, rappellent utilement quel rôle jouèrent les uns et les autres dans la lutte. Si, en 1945, Staline ne reconnaissait pas le régime de Hanoï, comme l'explique S. Karnow, Hô Chi Minh « ne pouvait pas non plus compter sur le Parti communiste français, dont le chef Maurice Thorez, alors vice-président du Conseil, devait déclarer plus tard qu'il n'entendait pas être le liquidateur des positions françaises en Indochine ».

Utile rappel aussi que celui des accords de Genève, où l'on voit Molotov et Chou-En-Lai imposer aux Vietnamiens le principe de la partition de leur pays, fixant cette partition au 17^e parallèle, et faisant avaler à Pham Van Dong d'hypothétiques élections dans un délai de deux ans.

« Le dirigeant vietminh n'était pas au bout de ses peines. Deux jours plus tard, lors du dîner d'adieu offert par la délégation chinoise, Pham Van Dong s'étonna de la présence d'un représentant du Bao Dai (...) et fut choqué qu'un camarade communiste ait invité un "fantoche" des Français. Mais Chou En Lai alla encore plus loin, et laissa entendre, à sa manière douceuse, que la Chine était favorable à une division définitive du Vietnam. Au cours de la soirée (...), il suggéra, d'un ton presque anodin, que le gouvernement qui serait établi à Saïgon ouvre une mission diplomatique à Pékin.

Bien sûr, dit-il, Pham Van Dong est idéologiquement plus proche de nous, mais cela n'empêche pas le Sud d'être représenté. Après tout, n'êtes-vous pas l'un et l'autre Vietnamiens, et ne sommes-nous pas tous des Asiatiques ? »

C'est appuyé sur cet accord que l'impérialisme américain, relayant les Français mis en déroute à Dien Bien Phu, allait porter un déluge de bombes sur le pays, entraînant plus de sept cents mille morts dans une nouvelle guerre contre le peuple vietnamien.

Stanley Karnow, dans le premier chapitre de son livre, écrit :

« L'objectif originel de l'intervention américaine — que le président Eisenhower fut le premier à définir — était de protéger tout le Sud-Est asiatique, dont les divers pays tombaient l'un après l'autre "comme une rangée de dominos", si les communistes s'emparaient du Vietnam. Ainsi que Leslie Gelb, du New York Times le fit observer, le domino qui tomba en premier fut l'opinion publique américaine. »

Comment tomba ce « domino » de l'opinion publique américaine entre 1965, début de l'envoi massif de troupes américaines au Vietnam et leur retrait au début 1973, voilà ce qu'analyse avec minutie Stanley Karnow, suivant au jour le jour cette guerre qui n'en finit jamais, et dont aucun chef politique et militaire n'est capable de dire au peuple américain si elle finirait un jour. Le « front américain » passe du Vietnam au Etats-Unis mêmes. C'est lui qui a entraîné, après l'offensive du Têt en 1968, offensive catastrophique pour les Vietnamiens, où plus de 50 000 hommes, vietcong et soldats du Nord, trouvèrent la mort, la chute de Johnson, comme c'est lui qui, plus tard, portant la crise au plus haut de l'appareil d'Etat, allait entraîner le scandale du

Watergate et le départ de Nixon.

Au fur et à mesure que se prolonge cette guerre, que, faute de pouvoir politiquement raser le Nord-Vietnam, les Etats-Unis sont incapables de gagner, à la décomposition du régime corrompu du Sud, répond la décomposition de l'armée américaine. Si, contre toute vérité, Nixon, le 7 avril 1971, déclare que « la vietnamisation de la guerre a réussi », la population sud-vietnamienne savait, elle, ce que cela voulait dire.

A Saïgon, « les étudiants manifestèrent devant les bureaux américains, sabotèrent les véhicules des Etats-Unis et collèrent des affiches comme celle représentant Nixon à cheval sur un tas de soldats sud-vietnamiens morts : la vietnamisation signifiait pour eux que l'Amérique sacrifiait le Vietnam. »...

« Cette rancœur grandissante à l'égard de l'Amérique dans la population urbaine sud-vietnamienne se reflétait dans le sentiment d'inutilité qui s'insinuait dans le rangs des forces armées américaines, et dont le symptôme le plus grave était une toxicomanie croissante... Enfin, il y avait le « fraggin », qui consistait pour les hommes à attaquer leurs propres officiers avec des grenades à fragmentation. On enregistre plus de deux cents incidents de ce genre en 1970... Les commandants américains savaient que la solution du problème consistait à arrêter la guerre et à rapatrier les GI, pour qui le conflit était devenu aussi vain que pour le reste des Américains. En mars 1971, un sondage révéla que le nombre de gens faisant confiance à Nixon était tombé à 50 %, chiffre le plus bas depuis son entrée en fonction. »

Un autre sondage indiqua que 34 % seulement des Américains soutenaient sa conduite de la guerre, que 51 % pensaient que le conflit était « une mauvaise chose d'un point de vue moral ».

« Les protestations reprurent avec à présent en fer de lance les anciens combattants du Vietnam, et deux cent mille manifestants marchèrent sur Washington pour y tenir un immense rassemblement à la fin du mois d'avril. »

Et ce mouvement lui-même porte la crise au sein de l'appareil d'Etat. Le 13 juin, le New York Times commença la publication de longs extraits de « Documents du Pentagone », demandés par McNamara en 1967, quand il était encore secrétaire à la Défense.

« La publication de ces documents choqua Nixon, car toute révélation de querelles et de duplicité au sein du gouvernement — fut-ce celui de Johnson — pouvait saper la confiance des Américains en sa propre façon de diriger le pays... »

Ce fut le point de départ de la mise en place par Nixon de sa fameuse équipe de « plombiers », qui avaient théoriquement pour tâche de s'occuper des fuites, et qui, dans leur zèle à rejeter sur les démocrates la responsabilité de la guerre du Vietnam, fabriquaient des faux, et pénétreraient au siège du Comité national démocrate, situé dans l'immeuble Watergate... Au bout, le 8 août 1974, la démission de Nixon.

Sur maints d'autres points encore, l'ouvrage de Stanley Karnow est intéressant, qu'il s'agisse de l'analyse de la conduite de la guerre révolutionnaire par Giap, particulièrement de l'offensive du Têt en 1968, qui sacrifia le mouvement d'insurrection au Sud, ou qu'il s'agisse du rôle de la bureaucratie stalinienne ou de celle de Pékin, cherchant un accord avec l'impérialisme sur le dos du peuple vietnamien.

César CORTE

(Vietnam, le premier récit complet des guerres du Vietnam de S. Karnow, éditions Stock)

« La secte »

par Philippe ROBRIEUX

PHILIPPE Robrieux était secrétaire des Etudiants Communistes en 1959-1960 et, à ce titre, participait aux réunions du Comité Central du PCF. En 1968, il quitte ce parti. Nombreux sont les lecteurs de *La Vérité* qui connaissent les livres et les articles de P. Robrieux. Auteur en particulier d'une *Histoire intérieure du Parti Communiste Français* (le IV^e tome a été publié en 1984), Philippe Robrieux vient d'écrire un ouvrage intitulé *La secte*, dont l'objet exclusif est l'étude du PCF — qu'il s'agisse de son fonctionnement, de la « sélection des cadres », des relations entretenues avec l'appareil international, des positions politiques récentes du PCF, de ses moyens de pression, Robrieux s'efforce de donner au lecteur des matériaux pour comprendre le stalinisme ou le « néo-stalinisme », comme il l'appelle à plusieurs reprises.

Disons d'emblée que, si nous ne partageons pas forcément, sur plusieurs points, toutes les conclusions de P. Robrieux, son livre intéressera tous ceux qui cherchent honnêtement à comprendre les mécanismes du fonctionnement de l'appareil du stalinisme et ce qu'est la « secte », l'« appareil de l'appareil ».

La biographie, la « bio », c'est le formulaire que doit remplir le militant du PCF (la plupart du temps le militant qui commence à occuper des responsabilités et toujours s'il est appelé à devenir permanent). Régu-

lièrement, à l'occasion d'une nouvelle responsabilité, de la participation à une école de cadres, d'une « mission », ce permanent remplira une nouvelle « bio », aussi détaillée que policière. P. Robrieux prend l'exemple du cheminement d'un militant qui deviendra secrétaire général du PCF.

« Plus tard, un beau jour, le même militant se voit à nouveau convoqué. Il se retrouve dans une pièce, isolé et confronté aux mêmes questions. On songe à lui pour une promotion, et il doit refaire sa « bio ». Mais il ne se souvient pas toujours très bien de ce qu'il a pu répondre la fois précédente, et on ne lui fournit pas l'exemplaire du questionnaire déjà rempli. Dans ces conditions ici ou là, immanquablement sans le vouloir, les réponses ne seront pas exactement les mêmes. Il y a encore, il y a toujours cette gêne persistante, ces questions lourdes de sens, ces aveux qui coûtent trop pour être suffisamment précis, complets, convaincants et coïncidant à tous coups avec ceux qui les ont précédés.

Convocation dont l'intéressé ignore le motif exact, pièces isolées et questionnaire autobiographique à remplir et à remettre sur le champ, absence d'aide-mémoire et de doubles, tâche accomplie, chaque fois sans murmure puisque « le parti le demande », la même scène se reproduit. Chaque fois, il s'entend dire que « le parti pense » à lui. Pour « une école », pour devenir « permanent », pour un voyage, pour suivre un

stage de formation des cadres en URSS ou dans « un pays du camp socialiste », chaque fois il doit refaire sa « bio », mais chaque fois, fort heureusement, cet épisode désagréable s'estompe, vite effacé par la vie militante à laquelle il s'adonne avec ses côtés exaltants et avec aussi les joies et les découvertes que procure l'ascension dans « le parti » (...)

Puis survient une autre étape dont Robrieux décrit bien le mécanisme.

« Les premières demandes sont banales, le camarade anonyme voulant tout savoir de ses relations personnelles ou de ses réactions devant chaque événement. Puis, les « questions » se font étrangement plus précises. Et chacune de ses « bio, les lacunes et bientôt les contradictions surgissent, éclatent (...) *Ce qui est certain, c'est que ces aveux ne nuisent en rien à la carrière de celui qui les a livrés* (souligné par nous). Au contraire. A l'instigation de Staline dans le « parti de Maurice Thorez, pour reprendre l'un des mots qui coûtèrent la vie au grand écrivain soviétique Isaac Babel, on « n'aime pas les biographies sans tache ». Les fautes les plus lourdes sont toujours pardonnées, quand elles ont été « avouées au parti », après lui avoir été longtemps dissimulées. Plus grave encore, c'est seulement comme cela que l'organisation de Staline forge un destin national, et c'est ainsi qu'un obscur permanent du nom de Georges Marchais devient un jour secrétaire général.»

Philippe Robrieux revient également à partir de ce qu'on a appelé dans les années 60 l'affaire Servier-Casonova, sur les « aveux », les « autocritiques » autant d'instruments de l'appareil pour se soumettre totalement les membres de l'appareil.

Il aborde ensuite longuement comment fonctionne la « section des cadres », tenue en mains depuis toujours par l'appareil international, véritable police politique. Il revient sur les différents moments des campagnes de division orchestrée par la direction du PCF et comment les zig-zag et les contorsions de la politique du PCF sont en réalité l'application stricte dans une période de crise du stalinisme, des directives de la bureaucratie du Kremlin, et cela qu'il s'agisse des prises de positions dans la vie politique hexagonale (défense de Giscard avant 1981) ou internationale (Afghanisant, Pologne, etc.). Agrémentés de faits,

de témoignages et de documents, rassemblés à la fin du livre, de nombreux épisodes de l'existence du PCF sont mis bout à bout et établissent la continuité d'une politique qui depuis plus d'un demi-siècle, au nom de la classe ouvrière, a ouvert systématiquement la voie à la réaction.

Mais il nous est difficile de suivre P. Robrieux lorsqu'il donne les mobiles de cette politique, mobiles résumés à l'objectif de « la logique expansionniste très particulière du système de la guerre sans la guerre ». « A la différence de tous ses prédécesseurs, poursuit Robrieux, la Russie stalinienne camoufle son expansion, ses ruses et son style impérial derrière la façade en trompe-l'œil de l'« internationalisme prolétarien » et les slogans et les références à la solidarité anti-impérialiste.»

Nous sommes parfaitement d'accord avec Robrieux sur le camouflage permanent du stalinisme, le double langage et la prétendue solidarité anti-impérialiste du PCF, mais selon nous Robrieux ne met pas en lumière le rôle d'auxiliaire, d'agent de l'impérialisme, que jouent la bureaucratie du Kremlin et ses agences luttant non sans contradictions, avec l'impérialisme américain en particulier, contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Tout un chapitre du livre est particulièrement intéressant. Et ce à plus d'un titre ! Il concerne les méthodes d'appareil, le noyautage ou ce que Robrieux appelle l'« intox à la française ou le retour au marquage individuel », utilisant en l'occurrence un terme cher à l'auteur, également spécialiste de football...

Exemples à l'appui, Robrieux montre comment de diverses manières, de nombreux organes de presse, des personnalités dites indépendantes, cherchent en permanence soit à valoriser le Parti Communiste Français, soit (ce qui n'est pas contradictoire, mais en règle générale complémentaire) cherchent à redonner du crédit à des dirigeants, à un parti, qui l'ont perdu auprès des millions d'ouvriers, d'employés, de jeunes, depuis plusieurs années. C'est à juste titre que Robrieux fait une place toute particulière au journal *Le Monde*, et singulièrement à ce qu'il appelle les politologues, ainsi qu'à certains ex-militants ou dirigeants du PCF dont la séparation d'avec ce dernier est plus apparente que réelle. Dans ce concert, le journal *Le Monde* et certains

« catholiques progressistes » occupent une place de choix.

« L'important pour le PCF n'est pas que l'un des siens (et d'ailleurs un seul) soit préféret ou encore que quatre ou cinq de ses journalistes soient embauchés par telle ou telle télévision. Ce qui compte le plus, c'est que des femmes et des hommes connus pour leur indépendance, voire pour leur hostilité au PCF, apportent à sa propagande, au moment décisif, le renfort de leurs analyses, de leurs conseils et de leurs commentaires. Sous cet angle, la méthode a consisté à infiltrer depuis quelques années déjà le journalisme, l'appareil d'Etat ou les partis politiques et le PS, maintenant d'autant plus intéressant qu'il est au pouvoir, avec des gens d'autant moins suspects qu'ils venaient de rompre, voire de se faire exclure du « parti ». Je serai le dernier à soutenir que les innombrables dissidents du PCF sont autant d'agents d'influence, mais je prétends que la direction du parti a su, comme elle l'avait d'ailleurs fait d'une autre manière à la fin de la Seconde Guerre mondiale, glisser dans toutes les dissidences successives quelques-uns de ses fidèles (...) Le rappel insistant du passé, servi par la bonne connaissance des cas individuels que donnent les questionnaires autobiographiques dans le fichier de la « section des cadres » constitue une arme redoutable

entre les mains de l'ex« section hors cadres » du PCF.»

Robrieux traite en particulier de « l'affaire Fabien » qui a défrayé la chronique il y a quelques mois.

A la fin du livre, Robrieux ouvre une discussion qui, bien qu'elle dépasse le cadre de cette « note de lecture », nécessite d'être mentionnée et poursuivie.

« Déstaliniser et dérussefier, c'est travailler dès aujourd'hui à la réunification du mouvement ouvrier français, avec les socialistes, avec les trotskystes, avec les anarchistes et avec tous les syndicalistes. C'est se décider à revenir à l'esprit de Marx pour qui les communistes n'étaient que la partie la plus résolue, la plus consciente et plus dynamique du mouvement ouvrier.»

Ce sont ces problèmes que la crise du mouvement ouvrier, et tout particulièrement celle du PCF et du PS, met à l'ordre du jour, et que les militants du PCI, avec des militants venus d'horizons divers, cherchent à résoudre positivement en œuvrant à la construction d'une authentique représentation politique de la classe ouvrière, sans a priori, sans sectarisme, dans le cadre de la démocratie ouvrière la plus complète.

7 avril 1985

Gérard BAUVERT

Rapport politique préparatoire à la seconde conférence des sections latino-américaines de la IV^e Internationale

AU moment où ce numéro de *La Vérité* est en cours d'impression se prépare une conférence des sections d'Amérique Latine de 4^e Internationale (Centre International de Reconstruction). Elle se prépare dans des conditions marquées, comme l'explique le rapport politique soumis à la discussion de cette Conférence, par le fait qu'à l'échelle du continent « se configure indiscutablement une situation révolutionnaire ».

C'est pourquoi il est apparu nécessaire de faire connaître aux lecteurs de *La Vérité* de larges extraits de ce rapport. (Les intertitres sont de la rédaction de *La Vérité*.)

I

La situation du continent latino-américain, situation d'oppression exercée par l'impérialisme, en particulier l'impérialisme nord-américain, trouve son expression dans le poids de la dette extérieure qui étrangle la vie des peuples de la région.

Les gouvernements bourgeois de la région ont initié une série de réunions, à partir de la réunion de Carthagène qui, mis à part des menaces verbales de formation d'un bloc de débiteurs, ne sont parvenus à aucun résultat positif. Le terrain s'élargit ainsi à l'affirmation par la classe ouvrière, à l'échelle continentale, de la réponse des opprimés à l'insupportable oppression impérialiste. Dans divers pays, des organi-

sations du prolétariat ont surgi et se développent occupant une position autonome dans le combat anti-impérialiste.

De là découle la nécessité et la possibilité de s'engager dans une lutte tendant au regroupement de forces issues du mouvement ouvrier qui se dégagent du contrôle des appareils traditionnels. Il leur revient d'occuper la place que n'occupe pas la lâche bourgeoisie du continent, en même temps qu'elles progressent dans leur propre centralisation comme organisations indépendantes de classe à l'échelle internationale.

S'inscrivant dans le mouvement politique de la défense des centrales syndicales indé-

pendantes et de la lutte pour de nouveaux partis ouvriers, ce regroupement pourrait être impulsé par une conférence latino-américaine d'initiative des travailleurs sur la dette extérieure, contre l'impérialisme et pour la construction de nouveaux partis des travailleurs et de centrales syndicales indépendantes. (...)

II

L'activité d'ensemble des sections de la IV^e Internationale (CIR) sur le continent, activité nationale et internationale, est définie et ordonnée par la recherche de ce regroupement, expression de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, qui ne pourrait se faire en dehors du mouvement par lequel les masses tendent à se regrouper sur un nouvel axe. Pour les trotskystes, le combat pour la construction des partis ouvriers indépendants participe de la nécessité de résoudre la crise de la

direction révolutionnaire, dans un processus où les rapports entre des regroupements ouvriers indépendants et la IV^e Internationale ne peuvent être déterminés à l'avance. Dans cette mesure, quelle que soit la forme que prend leur activité, les trotskystes préservent leur indépendance politique sur la base du programme de la IV^e Internationale.

Le combat pour la conférence rencontre un large terrain pour se développer parmi l'ensemble de nos sections. En Equateur, d'importantes avancées peuvent et doivent être réalisées par notre section par ses relations à l'intérieur du Front unitaire des travailleurs (FUT) ; de même, en Argentine, ce combat revêt une énorme importance comme instrument pour aider à faire avancer dans un sens positif pour les travailleurs le processus de rupture aujourd'hui en cours à l'intérieur du péronisme.

UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE A L'ECHELLE CONTINENTALE

III

L'onde de choc répandue sur le continent par la révolution au Nicaragua avec la chute de Somoza en 1979, et par la constitution ultérieure d'un gouvernement ouvrier-paysan, atteint aujourd'hui un nouveau palier.

La liquidation, grâce à l'activité des masses, de plusieurs dictatures militaires sur le continent, se combine au développement de situations révolutionnaires en Bolivie et au Pérou, ou à la transition accélérée dans cette direction au Brésil et en Argentine, et cela configure indiscutablement une situation révolutionnaire à l'échelle du continent. La résistance révolutionnaire des travailleurs polonais à la dictature de Jaruzelski est un facteur d'avancée décisif pour cette onde de choc car elle affaiblit et aide à révéler le rôle contre-révolutionnaire de l'appareil international des PC, appareil qui constitue un obstacle à la révolution sur le continent.

Le gouvernement nord-américain compte sur lui pour écraser la révolution. Mais sa collaboration avec le gouvernement du Front populaire en Bolivie, par exemple, n'a pas permis l'intégration de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) au gouverne-

ment, et s'est trouvée au contraire sanctionnée par la base de la COB qui a expulsé les stalinien de l'Exécutif. De même que le fait qu'il ait composé avec la bourgeoisie nicaraguayenne dans les pressions pour l'ajournement des récentes élections qui ont renforcé la légitimité du gouvernement du FSLN, a été également sanctionné par les masses.

IV

Il est nécessaire pour Reagan, et c'est là le mandat que lui a conféré la bourgeoisie impérialiste dans sa réélection, de liquider la révolution là où elle se manifeste, objectif interventionniste qu'il ne cache pas quand il proclame son dessein de financer la « contra » pour expulser les sandinistes du gouvernement et de faire obstacle au Groupe de Contadora, ce qui ne peut que soulever toutes les contradictions à l'intérieur de la bourgeoisie américaine elle-même.

L'existence du Groupe de Contadora a été un obstacle à ce dessein. Elle est le fruit de contradictions qui s'établissent entre la volonté impériale nord-américaine et la situation dans laquelle se trouvent certaines

bourgeoises de la région, qui doivent défendre leur part déjà minime dans le partage du gâteau menacé par Reagan, mais qui doivent aussi se défendre des pressions des masses contre les plans de misère qu'elles sont contraintes d'appliquer. Et cela alors qu'elles sont conscientes de la nécessité de se renforcer pour affronter, défaire et discipliner ces masses. Le problème est : comment ?

V

Au Nicaragua, la bourgeoisie a subi une défaite éclatante avec l'échec de sa tentative de boycott des élections présidentielles et constitutives de novembre. En étendant la démocratie, le gouvernement sandiniste élargit sa base de soutien parmi les masses mobilisées et qui sont en même temps armées pour affronter la contre-révolution. Ce double mouvement représente un approfondissement de la révolution qui devrait permettre un contrôle et une centralisation directe de plus en plus grands du pouvoir d'Etat par les organisations syndicales et populaires qui ont été créées.

VI

L'avancée de la révolution nicaraguayenne alimente le mouvement révolutionnaire dans la région, et elle s'en nourrit aussi. Dans ce sens, la victoire remportée par le FMLN au Salvador est importante, avec sa reconnaissance de fait par le gouvernement Duarte par les « négociations » qui y sont entamées, et cela indépendamment des propositions présentées. Le refus de ces négociations par l'extrême-droite, elle qui exerce le contrôle sur la farce de la « Constituante » locale et veut un affrontement global immédiat, déstabilise et divise l'appareil d'Etat déjà affaibli à un moment où le mouvement syndical reprend de l'activité dans les principaux centres urbains, créant une conjoncture favorable à la lutte du peuple contre la dictature. La rupture par Duarte des pourparlers produit cette crise de manière ouverte.

Au Pérou, l'activité des masses fait reprendre la situation révolutionnaire ouverte en 1978-79, après la défaite du gouvernement Belaunde dans les élections municipales de novembre 1983. Dans la vague de mobilisations qui l'accompagne, des grèves générales ont lieu avec la constitution de commandements unitaires de lutte imposée aux staliens, de même qu'a été imposée à l'appa-

reil de la Confédération générale du travail du Pérou (CGTP) l'unification de la fédération des mineurs, allant jusqu'à la constitution de l'assemblée populaire, en présence de toutes les organisations syndicales et politiques du pays. Ainsi, dans les prochaines élections présidentielle et législatives en avril, où d'ores et déjà s'annonce une défaite écrasante du gouvernement, c'est le respect par les élus de la gauche (Izquierda Unida - Gauche Unie) envers les délibérations de l'assemblée populaire qui est au centre de la politique révolutionnaire d'utilisation des élections pour le renforcement de l'organisation du peuple dans l'assemblée populaire.

Cela alors qu'IU — regroupement de type Front populaire — s'oriente vers la recherche d'un accord avec l'APRA (1) pour pouvoir gouverner — en cas de défaite ou de victoire — tout en préservant les institutions de l'Etat bourgeois. IU ne cesse pas pour autant d'apparaître aux yeux des masses comme une alternative — sur le terrain électoral du vote — pour défaire le gouvernement et ouvrir la voie à la conquête des revendications.

Dans la conjoncture présente, et quelles que soient les menaces pour l'avenir que la IV^e Internationale a le devoir de signaler, nous croyons que le Mouvement pour un Parti des Travailleurs au Pérou a raison quand il présente des candidats sur la liste d'IU, en raison de l'existence de comités de base d'IU, de la désignation d'une personnalité indépendante comme candidat à la présidence (Barrantes), ainsi que la possibilité de ses candidats de pouvoir se présenter sur la liste d'IU sur la base de la plateforme de classe adoptée par le récent congrès de la Fédération des Mineurs, sur la ligne de la centralisation de l'Assemblée Populaire (2).

VII

Si le développement de ces éléments, ainsi que d'autres de la lutte des masses à l'échelle continentale, n'est pas plus grand, cela est dû au rôle néfaste des grands appareils contre-révolutionnaires, la social-démocratie et le stalinisme. Ce dernier en

(1) APRA, l'organisation traditionnelle du nationalisme bourgeois au Pérou.

(2) Voir à propos de la situation au Pérou et les questions concernant la « Gauche Unie » (IU) Tribune Internationale n° 26, 27 et 29.

particulier trouve son action principale développée par ses propres moyens d'Etat, aux côtés des appareils des PC dans le cadre de la négociation permanente avec l'impérialisme nord-américain pour, au nom de la « coexistence pacifique », maintenir la stabilité de l'ordre mondial, le capitalisme en Amérique latine.

La direction castriste, qui a naturellement une grande influence dans la région, inscrit toute sa politique dans le cadre de l'accord contre-révolutionnaire entre Moscou et Washington. C'est ainsi que Fidel Castro, dès la rencontre Schultz - Gromyko de reprise des négociations sur l'armement nucléaire, s'est avancé à les appuyer intégralement. Alors que nous savons que ces

négociations sont une façade pour d'autres véritables négociations politiques qui concernent la situation de l'Amérique centrale, le Moyen-Orient, etc. C'est maintenant Castro lui-même qui explique que, pour lui « *En Amérique latine, la question ce n'est pas le socialisme. Les Nicaraguayens n'ont pas proposé le socialisme pour objectif. Aucun mouvement révolutionnaire — y compris les Salvadoriens — ne propose le socialisme comme un objectif. Nous savons ce que pensent les révolutionnaires salvadoriens. Leur objectif est la libération nationale. Ils ont proposé un système pluraliste, économiquement et politiquement.* » (The Guardian - USA)

CONTRE LES PLANS IMPERIALISTES

VIII

Dans ces conditions, c'est contre les plans de l'impérialisme et malgré les principales directions politiques que le mouvement propre des masses, avec le concours des trotskystes, est en train de configurer une situation révolutionnaire à l'échelle de toute l'Amérique latine.

Dans la 1^{re} Conférence des organisations trotskystes latino-américaines en juillet 1983, nous avons caractérisé la configuration de cette situation révolutionnaire à partir de l'impulsion de l'Amérique centrale. Depuis lors, la pression de l'impérialisme nord-américain, par le biais du gouvernement Reagan, face à la résistance des masses, est en train de déstabiliser chacun des Etats bourgeois de la région, en plaçant le prolétariat au premier plan. C'est ainsi que d'autres pays, et des pays-clés du continent, ont vu les dictatures défaites, comme en Argentine, ainsi qu'en Uruguay, ou bien transitent rapidement vers l'ouverture d'une situation révolutionnaire comme au Brésil, ou bien ont réouvert ou développé cette situation, comme respectivement au Pérou ou en Bolivie. Bien que sur un plan inférieur, le développement de la reprise du combat du peuple chilien contre Pinochet n'est pas sans importance, en posant ouvertement sa volonté de renverser la dictature militaire. Le produit de cette combinaison est une situation particulièrement nouvelle sur le continent, qui s'identifie par une maturation qualitativement supérieure de la révolution.

Pour les larges masses, la révolution représente un combat pour leur survie physique menacée par les plans de misère du FMI qui, à partir de la manipulation des 530 millions de dollars US de dette extérieure de la bourgeoisie de la région, tente d'accaparer directement, non seulement des parcelles croissantes de la plus-value produite localement, mais aussi le contrôle même des richesses naturelles et des entreprises nationales, publiques ou privées, comme l'ont déclaré ouvertement Thatcher et Schultz, secrétaire d'Etat américain.

IX

La résolution générale de la Conférence latino-américaine des sections de juillet 1983 affirmait que :

« *En conséquence de ce que nous pouvons appeler une véritable guerre de rapine économique, l'impérialisme nord-américain initie une politique qui vise à réduire radicalement la part de la plus-value que s'appropriait la bourgeoisie en Amérique latine, ce qui tend à modifier toutes les relations sociales et politiques dans chaque pays. La tendance inscrite dans cette politique conduit à un point où la bourgeoisie, sous la double pression de l'impérialisme et de la montée du mouvement des masses, sera de plus en plus incapable de contrôler politiquement la situation. En raison de cela, elle a une peur profonde face aux développements révolutionnaires en Amérique latine et centrale, et, en même temps,*

comme nous l'avons dit, elle redoute une victoire militaire de l'impérialisme dans la guerre que celui-ci mène en Amérique centrale, mais elle n'a ni la capacité ni le désir de mettre en avant une lutte sérieuse contre l'impérialisme. Cela explique ses comportements, de pression sur l'impérialisme parfois, mais pleins d'hésitations et de reculs.

(...)

Bien qu'elles n'aient ni la capacité, ni le désir de lutter jusqu'aux dernières conséquences contre l'impérialisme, les bourgeoisies nationales sont placées dans une situation où, d'une part, elles doivent tenter de défendre la fraction de plus-value que l'impérialisme nord-américain leur concédait, menacées par la nouvelle politique nord-américaine de voir celui-ci leur en arracher la totalité, d'autre part, elles craignent une victoire complète de l'impérialisme nord-américain dans la guerre d'agression contre-révolutionnaire qu'il conduit en Amérique centrale. Cette victoire représenterait une véritable substitution d'une forme de domination de l'impérialisme — situation de dépendance — par une forme de domination coloniale — à peine déguisée — et menacerait directe-

ment toutes les bourgeoisies latino-américaines. Enfin, les bourgeoisies latino-américaines redoutent surtout la révolution.»

Les événements survenus ultérieurement n'ont fait que confirmer cette appréciation, dont l'actualité est évidente. En effet, à partir de la Rencontre de Carthagène, les gouvernements de la région ont promu des réunions officielles successives. Préoccupée par les menaces d'explosion sociale qui pourraient survenir à partir des exigences du FMI, les bourgeoisies ont été cependant incapables de prendre toute initiative concrète pour freiner le pillage, l'évasion des richesses de la région par le mécanisme spoliateur du service de la dette extérieure.

S'il y a eu des soldes positifs dans les balances commerciales de ces pays en 1984, cela est dû à la reprise de l'économie nord-américaine dont les limites déterminent les conditions mêmes d'absorption de ce solde dans le roulement de la dette, dont le poids sur les économies nationales n'a en rien été allégé, dans la mesure où ces soldes positifs ne couvrent pas, loin s'en faut, le montant de la dette.

UNE INITIATIVE PLUS QUE JAMAIS NECESSAIRE

X

Une rencontre syndicale latino-américaine a été même envisagée en 1984, à partir de contacts entre la Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT), le Plenum intersyndical des travailleurs (CNT de l'Uruguay), la Confédération nationale des travailleurs chilienne et la réponse positive dans la voie de la rupture avec les diktats du FMI, voie que la bourgeoisie récuse.

Mais la réalisation de cet objectif a été rendue impossible par l'appareil stalinien qui a manœuvré, avec le soutien de la démocratie-chrétienne, pour bloquer un mouvement dont ni l'un ni l'autre n'étaient à l'origine.

XI

Plus que jamais, cependant, cette initiative à l'échelle latino-américaine est nécessaire : réunir des organisations et militants syndicaux et politiques du mouvement ouvrier pour discuter des moyens d'avancer dans la

centralisation de la lutte anti-impérialiste autour du refus du paiement de la dette au prix du pillage des nations, comme le veut l'impérialisme. Cela est clair, la défense de la révolution nicaraguayenne vient là comme nécessité première de tout combat sérieux pour la souveraineté des nations latino-américaines. La responsabilité de ce combat repose entre les mains des travailleurs. Impulser ce combat, cela veut dire progresser dans la coordination des forces libérées du contrôle des partis traditionnels, avancer donc dans la préparation de la réunion internationale définie par le Conseil général d'avril 1984, vers la construction du parti mondial nécessaire pour mener jusqu'au bout la rupture avec l'impérialisme.

Cette nécessité place le Brésil au centre de la préoccupation des trotskystes : en raison de l'accélération des rythmes de la situation politique qui s'y déroule avec la crise mor-

telle de la dictature due à l'action des masses et, en liaison avec cela, parce que cette action s'exprime dans la construction du Parti des Travailleurs et de la Centrale Unique des Travailleurs. En particulier, l'existence du PT constitué au Brésil est l'expression la plus avancée de ce dégageant vis-à-vis des organisations traditionnelles, avec

une responsabilité majeure, dont, pour impulser un regroupement à l'échelle du continent se revendiquant de l'indépendance de classe sous la forme de la Conférence d'Initiative. A cela doit s'ajouter le mouvement pour un Parti des travailleurs au Pérou, outre d'autres organisations comme le MIR vénézuélien, etc.

LA SITUATION AU BRÉSIL LA PLACE DU PARTI DES TRAVAILLEURS

XII

Pour le Parti des travailleurs, il est d'une énorme importance de se hisser à la hauteur de cette initiative. Pourquoi ? Pour se construire comme parti d'opposition conséquent face au gouvernement de Tancredo Neves récemment « élu », au Brésil même. Pour se construire dans cette voie, le PT doit développer la vocation internationaliste qui figure dans son Manifeste et dans son activité. C'est là une nécessité qui s'impose pour sa politique « nationale ».

Dans le cas contraire, comment appliquer la décision de la dernière rencontre nationale de placer le parti dans l'opposition à un gouvernement qui a pour centre des problèmes auxquels il va s'affronter, la dette extérieure précisément, problème dont la solution dépasse les frontières nationales ?

XIII

En effet, Tancredo Neves et José Sarney ont été élus président et vice-président par le collège électoral de la dictature. La liste même Tancredo/Sarney (l'homme qui a conduit le vote PDS contre l'amendement Dante de Oliveira) (3) a déjà exprimé le contenu de l'accord entre le sommet du PMDB et la dictature militaire : tenter de préserver au maximum les institutions mises à mal du régime de 1964. Pour cela même, le sommet du PMDB a abandonné la campagne pour les élections directes tout de suite, et s'est lancé à fond dans la démobilisation des millions de personnes descendues dans la rue dans le large front unique, et il a ainsi pavé la voie au collège électoral.

XIV

Cependant, on ne peut parler de simple prolongement naturel de « l'ouverture » dans l'investiture de Tancredo. Il existe en effet une nouvelle situation politique dans le pays.

Oui, cela est certain, comme le dit la résolution de la dernière rencontre du PT, Tancredo, dans son investiture, a l'appui de la plus large coalition de classe dominante soutenue aussi par le Parti communiste brésilien, qu'on ait jamais connue au Brésil, et cependant il s'agit d'un gouvernement faible et d'un gouvernement de crise. Les classes dominantes, on le voit, sont loin d'être parvenues à une recomposition stable : il y a tension autour du choix du cabinet, avec la succession de scandales financiers, et enfin, en raison de l'état même des relations avec l'impérialisme dont la pression devient plus insupportable pour une bourgeoisie couarde obligée de défendre sa part. Derrière cela, il y a le mouvement intact des masses qui n'a pas été brisé ou défait à la suite de la campagne des Directes. L'attitude même du PDT est un indicateur de ces tensions : bien que de façon inconséquente et incohérente par rapport à sa critique vis-à-vis de Tancredo, dans la mesure où il s'est rendu au collège électoral en demandant à Tancredo la convocation des Directes, le parti de Brizola a posé la question de la démocratie. C'est pourquoi il attire aujourd'hui un secteur qui a rompu avec le PMDB (une partie de « Só-Diretas »). Les engagements que Brizola dit avoir passés avec la démocratie pourront l'amener à une

(3) Amendement qui a proposé l'élection du président par le vote direct au suffrage universel (voir *Tribune Internationale* n° 27 et 28 ainsi que l'article de J. Adamastor dans *La Vérité* n° 594).

(4) Le PDS (Parti démocratique et social) est le parti directement lié à la dictature, le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien), le parti de Tancredo Neves, le PDT (Parti démocratique travailliste) est le parti de Lionel Brigala, dirigeant nationaliste bourgeois.

(5) CLT loi du travail qui lie les organisations syndicales à l'Etat.

prise de distance envers Tancredo/Sarney, ce qui ne se fera pas sans un approfondissement de la crise qui ronge le PDT. (4)

XV

Ce qu'il y a eu en réalité, ce fut un accord dans une situation aigüe de ces classes en crise face au danger mortel de la montée des manifestations de millions de personnes en faveur des élections directes, dont la toile de fond est l'extension de la révolution sur le continent. C'est cela qu'on a tenté de conjurer dans le pays clé du continent, la révolution.

La tension et l'incertitude continuent à marquer la situation. L'évolution du nouveau gouvernement face au problème capital de la dette extérieure, d'une part, et la réaction des masses face à la préservation des institutions du régime militaire — loi de grève, CLT, etc. (5) — qu'a promise Tancredo, d'autre part, tendent à provoquer rapidement un conflit avec le nouveau gouvernement.

LA LUTTE POUR LA CONSTITUANTE SOUVERAINE

XVIII

Et, cependant, la lutte pour la Constituante Souveraine est plus que jamais à l'ordre du jour pour liquider les institutions léguées par le régime militaire, avec lesquelles il ne peut y avoir de démocratie. La démocratie impose donc une Constituante Souveraine qui exprime la volonté librement manifestée du peuple. Mais, comment peut-il y avoir démocratie et changement alors que les travailleurs craignent de perdre leur emploi parce qu'il participent ou manifestent leur opinion politique ? Alors que la presse est soumise aux lois des militaires ? Avec enfin le maintien de tout l'appareil qui étouffe la libre expression de la volonté du peuple ?

XIX

La lutte pour cette Constituante Souveraine doit être un axe de l'activité du PT, base d'une campagne politique de masse. Le PT n'a pas adhéré au Pacte Social, pas plus que la CUT : ainsi l'union nationale recherchée par Tancredo a reçu un coup. Auparavant, le PT avait déjà remis en question la

XVI

En ce moment, malgré tout, « l'élection » de Tancredo apparaît aux yeux de larges secteurs des masses comme la défaite du favori des hauts sommets du régime qu'était Maluf. C'est-à-dire que cela apparaît comme une défaite du régime. Et effectivement, il y a retrait des militaires de l'exercice direct du pouvoir. La tutelle militaire sur les institutions de ce pouvoir se maintient, mais les larges masses se considèrent d'une certaine manière libérées pour la lutte pour les revendications. D'autant plus que la confiance envers Tancredo se trouve restreinte par son élection dans le collège électoral illégitime de la dictature.

XVII

Tancredo a annoncé que seraient octroyés des pouvoirs constituants au Congrès qui doit être élu en 1986. Il s'agit d'une manœuvre où, à travers cette concession, il espère élargir sa base de soutien, et surtout une audience populaire. La contrepartie en est, espère Tancredo, la réalisation du Pacte social.

légitimité du collège par le boycott. La lutte aujourd'hui pour la Souveraineté de la Constituante est la continuité de ces prises de position, faisant de la lutte pour la démocratie un point d'appui pour l'auto-organisation des masses, pour la révolution.

Cela veut dire exiger immédiatement la convocation d'élections à l'Assemblée Nationale Constituante Souveraine, avec l'abrogation de toutes les lois qui restreignent la libre manifestation du peuple, y compris le droit de vote pour les analphabètes, soldats et marins. L'actuel Congrès national doit donc se dissoudre.

XX

D'autre part, la lutte pour la Constituante Souveraine suppose l'engagement du PT dans l'auto-organisation des masses, en liant l'agitation pour la Constituante à la conquête des revendications populaires, et à l'organisation du peuple pour cela. Dans l'immédiat, la CUT doit remettre sa plateforme de revendications au nouveau président en audience, pour discuter ensuite, à

partir de sa réponse des pas à faire. Cela signifie que le combat premier du PT doit être celui de l'impulsion d'une large mobilisation populaire, de façon à permettre que le peuple, par le biais des organismes construits dans sa lutte, avance ses revendications, ses aspirations, ainsi que les solutions aux grands problèmes du pays.

La représentation politique des masses présentera les solutions aux problèmes nationaux.

Le PT, en se battant pour les Conseils populaires, pour les rencontres sectorielles ou nationales (comme la rencontre des sans-terre), en unissant les syndicats, les organisations, en un mouvement où les masses ont la parole, le PT, ainsi faisant, pose pratiquement la question de la représentation de la majorité de la nation brésilienne.

C'est seulement cette représentation politique des masses qui a la capacité de présenter des solutions et de résoudre effectivement les problèmes du pays.

XXI

Tandis que Tancredo et les staliniens utiliseront l'éventuel futur octroi de pouvoirs constituants au Congrès de 1986 pour freiner — « *Nous attendons la décision de la Constituante* » — contre la lutte pour la conquête des revendications, le PT doit au contraire, appeler le peuple, à travers les organisations syndicales et populaires, à se réunir et à définir ses revendications, ainsi qu'à prendre directement en mains la réalisation des changements les plus urgents en exigeant leur reconnaissance par la Constituante. Le processus d'occupation des terres par exemple, qui ne s'est jamais interrompu, doit maintenant s'intensifier, si on veut les changements les plus urgents exigés par les sans-terre. Ainsi, la Rencontre Nationale des sans-terre qui vient de se tenir a considéré comme insuffisante la promesse de Tancredo d'appliquer le Statut de la Terre légué par les militaires. Les résolutions de la Rencontre définissent toute une série de revendications sur la base desquelles le PT peut formuler un projet de loi à utiliser comme véhicule de dialogue avec les masses paysannes dans le sens de leur mobilisation pour leur concrétisation dans la Constituante Souveraine.

La libre constitution déjà initiée des Commissions d'Usine, par exemple, doit main-

tenant s'étendre au niveau national, en donnant les bases de la CUT et en jetant à terre, dans la pratique, la structure syndicale caduque de la CLT. En cela, il est exigé de la majorité du Congrès actuel qui soutient Tancredo, qu'elle reconnaisse ces organisations en abrogeant toute disposition contraire. Les entreprises faillies, corrompues ou désorganisées par la corruption et par les gestions arbitraires de ces 20 années doivent être étatisées pour assurer l'emploi de leurs employés ainsi que leur utilité sociale, ce qui doit être assuré par l'ouverture de leurs livres au contrôle syndical avec enquête et châtement envers les responsables.

Dans ce même sens, il existe au moins 400 cas de disparus politiques enlevés par la dictature, qui réclament une enquête complète conduisant au châtement des responsables et de ceux qui ont donné les ordres, sans quoi il n'y aura pas de véritable changement vers la démocratie.

XXII

Dans le PT, les réalignements initiés avec la réalisation du boycott envers le collège électoral vont continuer.

Les trois députés de la droite du PT ont choisi une voie, en se présentant au collège électoral. En rompant avec la démocratie du parti qui avait confirmé le boycott dans toutes ses instances, ils ont créé un problème politique, et pas seulement statutaire : ils se sont mis en dehors du parti qui a aussi décidé de se placer dans l'opposition au nouveau gouvernement, alors qu'eux le soutiennent. Et un parti ne peut avoir à la fois la moitié de son groupe parlementaire pour le gouvernement en place et l'autre moitié dans l'opposition. (...)

XXIII

Le Parti des Travailleurs au Brésil doit être conscient — et c'est dans ce sens que doit avancer l'intervention de trotskystes en son sein — de ce qu'aujourd'hui la lutte pour une Assemblée Constituante Souveraine, pour la rupture avec l'impérialisme dans la voie de la satisfaction des aspirations des larges masses, ne peut se développer pleinement et jusqu'au bout si l'activité du parti se limite au cadre « national ». L'exemple de la révolution nicaraguayenne depuis le renversement de Somoza en 1979 démontre clairement la nécessité de la coordination

d'actions d'ensemble du prolétariat et des masses latino-américaines pour pouvoir continuer à approfondir le cours révolutionnaire dans chacun des pays dans le sous-continent, a d'énormes responsabilités sur ce terrain. Son intervention peut être — et elle l'a été incontestablement à divers moments — un point d'appui fondamental pour les forces qui dans d'autres pays latino-américains cherchent un nouvel axe d'organisation en se dégageant des appareils traditionnels. En même temps, seul l'approfondissement de son combat en tant que partie intégrante du prolétariat latino-américain pourra permettre au PT de se construire de façon plus décisive encore comme instrument des travailleurs brésiliens dans la lutte pour le socialisme.

En effet, la perspective des Etats-Unis

socialistes d'Amérique latine ne peut être conçue comme une chose valide pour un avenir lointain comme résultat de la simple somme d'Etats ouvriers déjà constitués dans chaque pays. Il s'agit d'une perspective qui guide le combat immédiat des révolutionnaires, conscients de ce que la solution aux problèmes issus de l'oppression impérialiste sur cette région du monde ne peuvent être résolus à l'échelle de chaque pays séparément. C'est cette conception, appliquée à l'actuelle conjoncture telle que nous l'avons développée précédemment, qui oriente les sections latino-américaines de la IV^e Internationale (CIR) dans l'effort qu'elles devront réaliser pour la concrétisation de la Rencontre latino-américaine des travailleurs.

L'invention de la politique
 Démocratie et politique en Grèce
 et dans la Rome républicaine

COMME dans chaque numéro de la revue, nous publions un document illustré et un article de la revue de la vie d'un naturaliste à l'époque victorienne. Un savant, une époque

E. LEALY Les origines de l'homme
 J. JULLIARD F. BELL'OUTIER et les origines du syndicalisme d'action directe

M. A. R. X. ENGELS Textes sur la Révolution française
 R. REMOND L'anticapitalisme en France de 1815 à nos jours

Révolution en poche

SELIO

87 rue du Faubourg Saint-Denis 75010 PARIS

NOUVEAUTES

- FINLEY** L'invention de la politique **95 F**
 Démocratie et politique en Grèce
 et dans la Rome républicaine
- Ch. DARWIN** Darwin 1809-1882 **77 F**
 La vie d'un naturaliste à l'époque
 victorienne
 Un savant, une époque
- E. LEAKEY** Les origines de l'homme **30 F**
- J. JULLIARD** F. PELLOUTIER et les origines **36 F**
 du syndicalisme d'action directe
- M A R X** Textes sur la Révolution française **80 F**
ENGELS
- R. REMOND** L'anti cléralisme en France de **43 F**
 1815 à nos jours
 Réédition en poche

LES ARCHIVES DE NOTRE MOUVEMENT

Indépendance et unité de classe

COMME dans chaque numéro de « La Vérité », nous publions dans cette rubrique un document illustrant les positions et l'élaboration politique du PCI à différents moments de son combat. Cette fois, on trouvera ci-dessous un large extrait d'une brochure de formation publiée en 1977, sous le titre *Partis, syndicats, conseils et destinée à la préparation de camps de formation.*

Généralisant l'expérience de la lutte de classe du prolétariat à leur époque, Marx et Engels ont établi dans le *Manifeste communiste*, en 1847, que, dans les relations sociales de production constituées par le mode de production capitaliste, l'ouvrier producteur de plus-value ne peut résister à l'exploitation que par son unité, par laquelle et dans laquelle les ouvriers surmontent la concurrence entre eux, introduite par le système capitaliste de production. L'unité, les travailleurs la réalisent en premier lieu dans la lutte de classe, en utilisant les moyens de lutte par lesquels ils se dressent classe contre classe, contre la classe capitaliste. Dans ce combat, le prolétariat ne peut arracher revendications, droits, garanties, conquêtes sociales qui le fondent comme classe, qu'en réalisant son indépendance de classe ; tel est le premier enseignement, le principe de base du marxisme. De là découle un deuxième enseignement, qui représente également un principe fondamental : comme résultat de

la lutte des classes, le prolétariat forge ses organisations qui ne peuvent assumer et assurer la défense des intérêts des travailleurs qu'en garantissant leur indépendance de classe. Ainsi, unité et indépendance de classe sont les principes de base du marxisme qui, je le rappelle, comme expression consciente du mouvement inconscient des masses, est théorie et pratique cristallisées dans et par l'organisation. Munis de ces principes, nous pouvons examiner comment, tout au long de la lutte du mouvement ouvrier international, ceux-ci ont été à la base de toute l'action des marxistes révolutionnaires, de ceux qui combattaient avec conséquence pour l'indépendance de classe du prolétariat. Dans la 1^{re} Internationale, toutes les organisations ouvrières, politiques, tendances syndicales, les partis embryonnaires qui allaient devenir ensuite les partis ouvriers sont rassemblés quelle que soit leur tendance. Ils sont rassemblés sur un *Manifeste*, sur *L'Adresse inaugurale de la 1^{re}*

Internationale, dont vous connaissez les termes, qui indique expressément et qui revendique expressément l'indépendance de classe comme la base même de la constitution de la 1^{re} Internationale. Dans le cours des conflits politiques qui ont sévi à l'intérieur de la 1^{re} Internationale, on a prétendu que Marx et Engels étaient des adeptes de « l'autoritarisme », et de l'autre côté Bakounine était lui « anti-autoritaire ». En réalité, les faits démontrent que les méthodes d'organisation de Bakounine étaient elles foncièrement « autoritaires », mais ce n'est pas mon propos de discuter de ces questions. Il y avait évidemment des divergences fondamentales sur la question du parti entre Marx et Engels, d'une part, et Bakounine de l'autre, mais le différend entre Bakounine et Marx s'est amorcé en 1869 quand Bakounine, ayant constitué une « Ligue pour la paix » avec Mazzini — la première ligue de collaboration de classes —, revendiquait le droit pour la « Ligue pour la paix » d'être partie constituante de l'Association internationale des travailleurs, ce que Marx et Engels, ce que les partisans de l'indépendance de classe ne pouvaient accepter.

Dans la II^e Internationale, ce problème de l'indépendance de classe est une question qui couvre complètement toute la vie de la II^e Internationale. Il faut dire et préciser que la social-démocratie, et particulièrement la social-démocratie allemande qui a été le pilier de la II^e Internationale, a été constituée comme parti révolutionnaire, constituée d'ailleurs avec la participation directe de Marx et Engels. N'oublions pas que ce sont deux députés sociaux-démocrates allemands marxistes, Bebel et Liebknecht, qui, en 1870, ont voté contre les crédits de guerre, contre la poursuite de la guerre de l'Empire allemand contre la France, après l'effondrement de Napoléon III. Bebel et Liebknecht ont alors été condamnés à la prison. C'était là le premier acte d'une politique de défaitisme révolutionnaire, qui, à ce que je sache, n'a été reprise avec cette ampleur que par le Parti bolchevique et quelques éléments isolés de la II^e Internationale après la capitulation des partis socialistes de 1914.

Camarades, je ne crois pas inintéressant, dans le cadre des discussions qui vont avoir lieu dans les camps, de donner un certain nombre d'éléments qui permettront de comprendre le processus de dégénérescence de la II^e Internationale, qui fut constituée

comme Internationale révolutionnaire — que Lénine et Trotsky ont considérée, jusqu'en 1914, comme leur Internationale. Cela nous permettra de préciser la signification des organisations et les rapports qui existent entre organisations et soviets, sur lesquels je reviendrai plus tard. Une résolution est adoptée par le V^e Congrès socialiste international, à Paris, en septembre 1900.

Il y est écrit :

« Le congrès, considérant qu'il importe aux congrès internationaux, destinés à devenir le Parlement du prolétariat, de prendre les résolutions qui guideront le prolétariat dans ses luttes de délivrance ; que ces résolutions, résultats de l'entente internationale, doivent être traduites en actes, décide de prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'action et l'organisation internationale du prolétariat dans tous les pays. »

Et dans un circulaire en date du 22 décembre 1900, le bureau socialiste international précise la signification de ce vote :

« Il nous paraît impossible que la démocratie socialiste adhère aux textes de la pétition de l'Union internationale pour la paix et l'arbitrage (cette Union internationale pour la paix et pour l'arbitrage, ancêtre de la SDN et de l'ONU, était un organisme fondé à l'initiative du tsar), qui contient, sur l'importance du Congrès de La Haye, des appréciations que nous ne pouvons partager :

Le congrès proteste contre les soi-disant Conférences de la paix comme celle de La Haye, qui, dans la société actuelle, ne peuvent aboutir qu'à des déceptions fâcheuses, comme l'a démontré dernièrement la guerre du Transvaal. »

La circulaire est approuvée en ces termes par Vaillant, représentant d'une des organisations socialistes françaises :

« Tout ce qui, en dehors de cette action de solidarité internationale, pourrait être fait à l'instigation des partis de la bourgeoisie, serait non seulement contraire à la loi de notre politique socialiste, mais très dangereusement exploité par nos ennemis, par les chauvins de chaque pays. »

En 1901, une résolution adoptée par la II^e Internationale :

« Les classes dirigeantes se servent de l'impérialisme et du chauvinisme pour réparer les effets désastreux de la concur-

rence capitaliste et pour se protéger contre le poids croissant du socialisme. Le Bureau socialiste international fait un appel chaleureux aux ouvriers du monde entier, afin qu'ils ne se laissent point jouer par les calculs des hommes d'Etat bourgeois et les mensonges de la presse bourgeoise, et pour qu'ils se constituent de plus en plus fortement en parti de classe uni internationalement pour l'abolition des privilèges de la classe bourgeoise.»

Le 15 janvier 1905, après la fusion, par l'unification des différents partis socialistes en France dans la SFIO, Vaillant, dans un Bureau socialiste international, déclare :

« L'unité a simplement été faite sur cette base que le Parti socialiste en France doit se conduire, non comme un parti de réforme, mais comme un parti révolutionnaire de classe.»

Bracke, qui était aussi un dirigeant du Parti socialiste SFIO, et qui a également sombré dans l'Union sacrée comme Vaillant, déclare :

« Les délégués des organisations socialistes affirment leur commun désir de fonder un parti de lutte de classes, qui même lorsqu'il utilise au profit des travailleurs des conflits secondaires des possédants, où se trouve combinée accidentellement son action avec celle d'un parti politique pour la défense des droits et intérêts du prolétariat, reste toujours un parti communiste d'opposition fondamentale irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument.»

Toutes ces citations démontrent parfaitement comment l'Internationale, la II^e Internationale, s'est constituée, n'a pu se constituer que comme une organisation s'appuyant sur des organisations nationales. Celles-ci, sections de l'Internationale, ne concevaient leur lutte et leur bataille que dans le cadre de l'indépendance absolue de classe du prolétariat. Mais, après la défaite de la première révolution russe de 1905, qui a été très certainement le plus haut moment de l'action internationale dans son combat pour la solidarité prolétarienne internationale du prolétariat, il y eut un désenchantement par le fait que le tsarisme resté debout a réussi à écraser cette première révolution russe de 1905. Sur la base de cet échec, les déviations opportunistes, qui déjà avaient pris naissance dans les années antérieures, commencent à être plus que des déviations ; le processus de dégénérescence de la

social-démocratie internationale s'affirme.

Le 24 juillet 1905, Lénine répond à Huysmans qui lui demandait des explications sur la scission qui depuis 1903 opposait bolcheviks et mencheviks. Comme vous le savez, en 1903, Lénine au point de départ déploirait cette scission. Ecrivant quelques semaines après cette scission à un dirigeant du parti social-démocrate, Potressov, il lui disait ne pas comprendre ce qui était arrivé. Ce n'est que dans les conflits ultérieurs pour la construction d'un parti indépendant de classe que la scission sera consommée.

Donc, le 24 juillet 1905, la scission existe depuis deux ans. Non pas que cette scission est considérée par Lénine comme définitive, puisque nous savons que dans les années qui suivront la révolution russe de 1905, il y aura encore des tentatives de réunification. C'est seulement à partir de 1912 que la scission sera consommée définitivement, pour prendre toute sa signification en 1914. Mais déjà, en 1905, Lénine déclare, répondant à Huysmans :

« La scission n'est pas seulement due à des divergences sur les questions d'organisation. L'affirmation du citoyen Plekhanov ne correspond pas tout à fait à la réalité ; Plekhanov déclarait publiquement en novembre 1903, dans le n° 52 de l'Iskra qu'on devait savoir faire des concessions aux révisionnistes pour éviter les scissions dans le parti.»

Il est clair que déjà nous avons là les grands traits de ce qui s'exprimera clairement à partir de 1914. Pour Lénine, compte pardessus tout l'indépendance de classe du prolétariat ; à partir du moment où est nié au prolétariat son droit à l'indépendance, à partir du moment où l'on accepte une politique de collaboration de classes sous la forme la plus perfide du front populaire, à partir de ce moment-là, la scission est indispensable. L'unité n'est possible que sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat, et non pas sur la soumission des organisations à la bourgeoisie. A partir de 1905, nous voyons cet infléchissement qui sera consommé par la trahison de la II^e Internationale en août 1914. Le 18 juillet 1906, se réunit une conférence des fractions parlementaires socialistes siégeant dans les Parlements bourgeois. Un des dirigeants sociaux-démocrates hollandais, Troelstra, présente un rapport :

« La conférence doit inviter les membres

des fractions parlementaires socialistes et ouvrières qui assisteront à la Conférence inter-parlementaire de la paix à proposer dans cette conférence une résolution demandant que les fractions parlementaires des partis soutiennent les nations de la Russie dans leur action pour la liberté, et en particulier la Douma dans sa lutte parlementaire contre l'absolutisme.»

Contre cette position, qui, vous l'avez remarqué, est totalement à l'inverse de celle prise en 1900 par le Congrès socialiste international et le Bureau socialiste international, le représentant du Parti social-démocrate allemand déclare *« combattre cette motion comme inutile. Les socialistes allemands ne veulent pas se rencontrer dans cette réunion avec des gens qui font profession de foi de pacifisme et votent des milliards et des milliards pour des canons et des flottes de guerre. Nous ne voulons pas collaborer à une œuvre de pseudo-démocratie, nous ne voulons pas obscurcir la conscience de classe des travailleurs »*

Apparemment, les deux positions sont tranchées. Il y aura comme d'habitude le socialiste opportuniste belge Vandervelde qui deviendra ensuite président de l'Internationale socialiste et prétendra concilier :

« Puisque nous collaborons dans les Parlements bourgeois, nous pouvons bien collaborer, nous intégrer dans l'Union parlementaire de La Haye.»

Camarades, suivez bien la démarche de Vandervelde. Vous la voyez se dérouler sous vos yeux dans l'affaire du Parlement européen. Troelstra, lui, est conséquent ; il n'accepte pas l'argument de Vandervelde :

« Ce qui m'a touché dans le discours de Vandervelde, c'est qu'il n'entend pas aller à la Conférence de la paix comme un représentant d'un socialisme de second ordre, mais dans toute la plénitude de son droit de socialiste voulant défendre ses idées sans compromission — on est toujours l'opportuniste de quelqu'un. La Conférence de la paix n'a jamais rien fait pour la paix, dit Vaillant, elle ne pourra jamais rien faire pour cette grande cause. Elle est même, et je partage le point de vue de Vaillant, le plus joli exemple d'hypocrisie que je connaisse, mais nous nous trouvons dans une situation spéciale. C'est ce qui justifie la présence des socialistes (parce qu') il est nécessaire de dénoncer le tsarisme. Il est inexact de dire que notre présence au Parlement justifie notre présence à la Confé-

rence de la paix. Au Parlement, nous défendons la classe ouvrière, et nous observons le vote de lois ouvrières. La paix bourgeoise est symbolisée par le tsar de la guerre, c'est pourquoi nous avons toujours refusé tout crédit à ses institutions, mais les circonstances de Russie me semblent néanmoins justifier cette année la présence des députés socialistes. Ce sont les circonstances qui doivent déterminer notre attitude.»

Les positions du réformisme le plus conséquent commencent à se dessiner clairement avec Troelstra, qui ne cherche pas à triquer. Masquée chez Vandervelde, l'argumentation de Troelstra est celle-là même que nous pouvons suivre ici même. Par exemple, que disent LO, la LCR : l'Union de la gauche. Mais... mais... les « circonstances », ou prétendues telles, justifient toutes les capitulations. C'est là une musique, une très vieille musique, à peine rajeunie chaque jour. Il reste que Troelstra, qui lui n'hésite pas à aller jusqu'au bout de l'opportunisme, a parfaitement raison de refuser la comparaison de Vandervelde entre la Conférence de La Haye et la participation aux Parlements dans chaque pays.

Camarades, nous voyons comment, après avoir été parti révolutionnaire, une Internationale révolutionnaire, constituant le prolétariat comme classe dans la lutte des classes, et assurant son indépendance de classe, les problèmes de la dégénérescence de la social-démocratie se trouvent posés. Le même Troelstra, en 1917, dans un mémoire sur le système politique de la social-démocratie, définira clairement le système politique de la social-démocratie, définira clairement la politique de collaboration de classes, de l'opportunisme :

« L'action socialiste au Parlement, personne n'en met en doute la nécessité et l'importance ; si la représentation ouvrière prend des proportions plus considérables, ou si la masse qui la soutient en dehors du Parlement constitue une partie considérable de la nation, l'on se sert de cette stérilité du travail parlementaire comme d'un argument contre la social-démocratie elle-même. Et lorsque les ministres socialistes, avec ou sans concours de leur parti, se mettent à partager la responsabilité politique du système de la bourgeoisie, on commence de plus en plus à rendre le parti responsable des défauts de ce système, et dans les faits il n'est pas tenu compte de la forme de gouvernement qui lui est imposé. Le système

semi-absolutiste de l'Allemagne n'exerce pas une influence plus funeste sur ce rapport que le système démocratique et parlementaire de la France. Ce n'est point un hasard si c'est parmi les ouvriers français que l'indifférence ou le dégoût de la politique parlementaire se soit développé à un si haut degré, et que, chez les ouvriers allemands, des idées anti-parlementaires semblent se développer.»

Le social-démocrate David, qui jouera un rôle de premier plan dans la trahison de la social-démocratie allemande, répondra qu'il est inexact que se développent des idées anti-parlementaires chez les ouvriers allemands. Troelstra, lui, qui est pour une politique de collaboration de classes, et en est conscient, répondra à David : « *Ce n'est pas mon avis, partout le mouvement socialiste passe par cette phase.* » Je crois que nous avons là les éléments qui nous permettent de comprendre le processus de dégénérescence qui va culminer en 1910, lorsque les députés sociaux-démocrates allemands au Parlement de Bade vont voter le budget. Lénine les dénonce et écrit :

« Ils en arrivent à ce point qu'ils oublient l'incompatibilité irréductible entre la bourgeoisie et le prolétariat, et que, sans s'en rendre compte — Lénine dit « sans s'en rendre compte » en 1910 ; en 1914, il adoptera un autre langage —, ils adoptent le point de vue de ceux qui considèrent la légalité bourgeoise comme une chose éternelle et qui estiment que le socialisme doit s'inscrire dans le cadre de cette légalité. »

Camarades, je n'ai pas besoin de faire de longs commentaires, voyez Marchais, et tous les dirigeants officiels du mouvement ouvrier. Lénine dénonce la prudence de Bebel, qui ne va pas jusqu'au bout de la critique.

Lénine, en 1913, est déjà beaucoup plus direct :

« A Stuttgart, les Allemands se sont couverts de honte en votant pour la résolution coloniale. On a pu entendre un de leurs représentants déclarer que l'expropriation des capitalistes était impossible. On s'est aperçu que le mot expropriation ne figurait pas dans leur programme. En fait, ils suivent une ligne qui n'a rien de social-démocrate. »

Et Lénine, qui n'a pas encore défini les bases sociales de l'opportunisme, dit :

« Il est indubitable que la social-démocratie allemande est en train d'aborder une nouvelle étape, celle de la révolution socialiste. Jusqu'ici, nous n'avons effectué qu'un travail préparatoire. A présent, l'ère des batailles contre la bourgeoisie a commencé, de ce fait, on voit apparaître au grand jour la différence entre les réformistes et les social-démocrates révolutionnaires. »

Lénine dénonce Molkenbur, un des dirigeants sociaux-démocrates, qui, par lettre à la direction du parti, a proposé que l'on ne critique pas la politique coloniale du gouvernement allemand, en raison de la proximité des élections au Reichstag. Camarades, vous connaissez cette antienne. Et il est vraiment intéressant de mettre à jour le passé du mouvement ouvrier, car l'on s'aperçoit que tous les « grands » dirigeants qui nous élaborent des « grandes » thèses dans des XXII^e Congrès n'ont strictement rien inventé. A une différence près : dans l'arsenal du mouvement ouvrier mondial, leurs prédécesseurs avaient élaboré des positions identiques, mais d'une manière moins vulgaire et moins cynique ; ceux qui les ont précédés dans la carrière de la trahison étaient au moins plus honnêtes.

En 1914, la guerre éclate, et cette guerre marque la fin de la II^e Internationale comme Internationale révolutionnaire ; la trahison de la social-démocratie fait passer définitivement la bureaucratie social-démocrate du côté de l'ordre bourgeois. Il faut reconstruire une nouvelle internationale. Il est nécessaire de poser clairement les problèmes.

Lénine, le 4 août 1914, répond à Radek qui lui avait envoyé une lettre :

« Vous m'écrivez : « L'opposition en Allemagne est le fruit d'une effervescence dans les masses, mais les bolcheviks représentent l'orientation d'un petit groupe de révolutionnaires ». »

Lénine répond :

« Cela n'est pas là raisonner en marxiste. C'est du kautskisme ou un faux-fuyant. Le manifeste de 1847 et son groupe qu'étaient-ils donc, le fruit d'une effervescence dans les masses ou l'orientation d'un petit groupe de révolutionnaires, ou bien l'un et l'autre. Et nous, bolcheviks, que sommes-nous ? L'aile gauche en Allemagne commettrait une erreur historique si, sous le prétexte qu'ils sont le fruit d'une effervescence dans les masses, ils renoncent d'inter-

venir sur des bases de principe. Les ouvriers se joindront à eux ensuite, et réfléchiront sur leurs déclarations. Pour stimuler l'effervescence des masses, il faut une déclaration dans un programme de gauche. C'est nécessaire pour une telle effervescence, c'est nécessaire pour transformer l'effervescence en mouvement, c'est nécessaire pour développer l'effervescence au sein d'une Internationale pourrie et sans tarder. Vous avez mille fois tort d'attendre.»

Camarades, vous avez là les éléments qui nous permettent de comprendre qu'après la trahison des organisations ouvrières constituées par le prolétariat dans sa lutte de classe sous la direction des maîtres du socialisme scientifique Marx et Engels, il y a opposition irréductible entre les socialistes de tout acabit et les révolutionnaires ; mais en même temps, les organisations ont été constituées dans la lutte de classe par le prolétariat, et le prolétariat voit ses organisations. C'est à partir de cette double position : d'une part, scission indispensable sur le plan politique avec l'opportunisme sur le plan organisationnel, pour préserver l'unité et l'indépendance de classe du prolétariat ; et d'autre part, combat pour le front unique ouvrier, parce que c'est l'intérêt de la classe qui, pour vaincre, doit réaliser son unité. C'est, à partir de ce double mouvement, toute la stratégie que les bolcheviks en 1917 vont mettre en avant, leur politique c'est celle de la III^e Internationale dans les quatre premiers Congrès de l'Internationale communiste. Camarades, il faudrait analyser les racines de l'opportunisme, mais je ne peux pas me livrer à l'analyse fondamentale de Lénine de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* qui établit les racines de la corruption opportuniste. Il est nécessaire à ce sujet de comprendre que, dans toute révolution, il y a un certain nombre de constantes. Par exemple, la Révolution française de 1789.

Qu'est-ce donc qui se réunit ce 5 mai 1789 à Versailles ? Ce sont les états généraux, c'est-à-dire une institution de la féodalité, une institution de la monarchie. Et c'est dans le cadre des états généraux que, brisant ce cadre des états généraux, la Révolution française a commencé à prendre son essor. Très vite, la révolution doit briser le cadre des états généraux et se constituer en Assemblée nationale constituante, pour amorcer la lutte en vue d'extirper du pays les vestiges de la féodalité, entravant la

constitution de l'unité nationale. La bourgeoisie, on le sait, s'est constituée en classe à l'intérieur du système féodal. Comme vous le savez, la bourgeoisie a été une classe révolutionnaire, et, comme classe révolutionnaire, elle a engagé les plus grands combats au cours de son histoire. Elle s'est constituée en classe autour de ses organes, les communes du moyen âge, les Parlements. Et au fur et à mesure que, d'une part, s'est développée, s'est renforcée la bourgeoisie, et d'autre part, que s'est affermi et s'est développé le système de la monarchie absolue, nous avons vu les communes bourgeoises et les Parlements s'inféoder au système de la monarchie absolue. Les états généraux, ne l'oublions pas, c'était l'assemblée des communes, ces communes par lesquelles la bourgeoisie s'était constituée en classe. Mais il a fallu que la révolution bourgeoise les rénove par le feu et la guillotine pour extirper ce qu'elles étaient devenues, des organes corrompus par la monarchie absolue. Camarades, il y a là une des lois marxistes des révolutions : au point de départ, les classes révolutionnaires engagent leur combat à l'intérieur de l'ancien ordre des choses et cet ancien ordre des choses pèse, s'insinue dans la conscience de ceux qui, dirigeants des combats révolutionnaires, se corrompent pour beaucoup. Quelques-uns poursuivent le combat. Le point de départ de toute révolution est toujours une révolution où ce qui est ancien, se camouflant derrière des phrases révolutionnaires, occupe le devant de la scène, et ce qui est « nouveau » ne peut être qu'une minorité, comme l'explique Lénine à Radek. C'est dans le cours même de la révolution que les masses tombent, que s'affermis l'avant-garde révolutionnaire qui aide la classe à rénover ce qui doit l'être par les méthodes de la révolution ; y compris l'organe de pouvoir que constitue la révolution est contrôlé au départ par ceux qui se sont inféodés à l'ancien ordre des choses, à l'ordre bourgeois. C'est là le schéma de la révolution russe de 1917 ; et, camarades, il n'y a pas un cas, dans le passé, il n'y aura pas dans le futur une situation révolutionnaire où cette loi historique qu'il faut pleinement comprendre et assimiler ne s'est exprimée, et s'exprimera encore. Camarades, je passe rapidement sur la constitution de la IV^e Internationale. Nous en avons discuté à différentes reprises, et nous avons convoqué des Journées d'études sur ce problème.

1933, comme l'a dit Trotsky, c'est le 4 août 1914 du stalinisme, et Trotsky en déduit : la bureaucratie stalinienne est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois, il faut reconstruire une autre Internationale, il faut construire la IV^e Internationale. Ainsi donc, nous voyons que la classe ouvrière a à sa disposition des partis constitués comme des partis de classe, comme des partis révolutionnaires, et qui, dans la marche du développement historique, se sont inféodés, dont les appareils qui contrôlent ces organisations se sont inféodés à la bourgeoisie. Mais tant qu'ils n'ont pas dans la lutte de classe sur la base de leurs propres organes de pouvoir qui cristallisent, avec le parti révolutionnaire l'expérience qu'ils font eux-mêmes, les travailleurs ne peuvent vaincre. Dure expérience que le prolétariat doit nécessairement réaliser.

Pour les syndicats, le processus est en partie un processus analogue à celui des partis. Il faut néanmoins préciser et distinguer. Si les partis ouvriers sont des partis ouvriers bourgeois, ouvriers par leur place dans la lutte des classes, héritage de leur passé bourgeois en raison de l'appareil qui les domine, les syndicats contrôlés par ces appareils ne sont pas des syndicats ouvriers bourgeois, au moins pour autant que ces syndicats gardent leur indépendance de classe.

C'est ce qui a guidé la bataille que nous avons menée depuis 1958 contre l'intégration des syndicats à l'Etat. Les appareils, eux, sont inféodés à la bourgeoisie. Mais comme organisation, les syndicats sont des

organisations indépendantes tant qu'ils ne sont pas intégrés. Marx, dans une interview en 1869, répond à une question qui lui est posée, « *Les syndicats doivent-ils dépendre d'un parti politique ?* » :

« *Les syndicats ne doivent jamais être associés à un groupement politique, ni dépendre de lui, autrement ils ne rempliraient pas leur tâche et recevraient un coup mortel.* »

Bien évidemment, en 1869, il ne pouvait pas venir à l'idée de Marx que les syndicats pouvaient être inféodés à l'Etat ; certes, il existait des syndicats réactionnaires, qui étaient dénoncés par les sociaux-démocrates comme des syndicats jaunes n'ayant rien à voir avec la classe ouvrière. Mais pour reprendre les termes de Marx, un syndicat associé à un groupement politique ou à l'Etat, ou dépendant d'un groupement politique ou de l'Etat, n'est plus un syndicat.

« *Si même dès à présent, en Russie, après deux ans et demi de victoires inouïes sur la bourgeoisie, nous posions aux syndicats comme condition à leur adhésion, la reconnaissance de la dictature du prolétariat, nous ferions une sottise, nous détruirions notre influence sur les masses, nous aiderions les mencheviks, car toute la tâche des communistes est de savoir convaincre les ouvriers, de savoir travailler parmi eux, de ne pas se séparer d'eux en imaginant des mots d'ordre de gauche enfantins.* »

Par ces deux citations, on voit comment le marxisme situe la place des syndicats.

Une formule
d'abonnement groupé :

LA VÉRITÉ et TRIBUNE INTERNATIONALE

Pour 1 an : 4 numéros de *La Vérité*
8 numéros de *Tribune internationale*
— pli ouvert : 150 F
— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : *La Vérité - Tribune internationale*
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris



Bulletin d'abonnement

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :

- LA VERITE
- TRIBUNE INTERNATIONALE
- LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE

- Pli ouvert
 - Pli fermé
- (cocher la formule choisie)

CORRESPONDANCE

Lettre de lecteurs de Grenoble

A la rédaction de La Vérité,

Chers camarades,

L'objet de ce courrier est de vous assurer que nous sommes nombreux à Grenoble à nous féliciter de la réparation de La Vérité.

D'autre part, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article du camarade Fostier (dans La Vérité n° 594) consacré à l'introduction de J.P. Scot à une édition récente de textes de Léon Trotsky. Il se trouve, dans le même ordre d'idées que cet article, que l'art de réécrire l'histoire semble avoir un « épigénèse » : Moscou ! On s'y intéresse en haut lieu à Trotsky et au trotskysme, et l'on vient de m'en rapporter une singulière preuve.

Je crois donc utile de vous informer de ce qui suit : Si vous vous rendez en URSS dans les semaines à venir, sachez que tout y est prêt pour votre accueil : chauffage, confort, rues propres et déneigées, informations diverses. Concernant ce dernier « service », vous pouvez sans effort vous procurer dans le hall de votre hôtel, en nombre et gratuitement, les dernières publications de l'APN (Agence de presse Novosti).

Ainsi, et à peu de frais, vous ramèneriez dans vos bagages un lot de brochures en langue française consacrées « aux aspects les plus importants de la politique intérieure et étrangère de l'Union soviétique ». Vous disposerez alors d'une collection appréciable de textes, résolutions, matériaux des sessions du CC du PCUS et du Soviet Suprême. Parmi cet ensemble de publications, qui vont des résultats de la planification en matière de rendement des terres, au « gel des armements »... en passant par le « terrorisme US en action » à Grenade, une brochure de 80 pages attirera votre œil exercé et attisera votre légitime curiosité : elle date de mars 1984. Titre : Le trotskysme contemporain. Qui sert-il ? Auteur : Nikolai Vassetski, journaliste et agrégé d'histoire, « spécialisé dans la critique du révisionnisme et de l'opportunisme « de gauche », ayant déjà publié « nombre d'ouvrages consacrés à la critique de la théorie et de la pratique du trotskysme contemporain (c'est moi qui souligne).

Un avis autorisé, en quelque sorte !

De quoi s'agit-il ? Tout simplement de démontrer que « le trotskysme n'a jamais été un mouvement ayant une influence déterminante sur le cours des événements politiques, mais il est incontestable qu'il a réussi et réussit à causer un préjudice non négligeable au mouvement révolutionnaire et de libération de notre époque » (page 3).

Sous la plume d'un stalinien de haute lignée, comme ces choses-là sont dites !

Mais diable, comment cela est-il possible ?

Eh bien tout simplement, « le fait est qu'à l'heure actuelle les trotskystes qui s'adaptent on ne peut mieux aux conditions concrètes de tel ou tel pays, de telle ou telle façon, disposent

d'un attirail de moyens et méthodes tactiques nettement plus important que, par exemple, à la fin des années soixante - début des années soixante-dix » (page 3).

Il faut donc savoir que « outre les "actions directes" traditionnelles (manifestations, meetings, débats publics), les trotskystes s'emploient aujourd'hui à mettre au point méthodes susceptibles d'influer sur la situation politique. De plus en plus souvent ils proposent leurs propres candidats aux différents organes du pouvoir, interviennent dans le cadre d'émissions radiodiffusées et télévisées, font des cours dans les établissements d'enseignement, y compris dans les plus cotés, éditent une littérature trotskyste de vulgarisation à l'intention spéciale du grand public, etc. Il est révélateur que tout cela recueille le soutien le plus large et l'approbation des médias bourgeois » (page 4).

Etonnant, non ? Etonnant également le fait que sur plus d'une centaine de citations que comporte la brochure en apparence très documentée, il ne s'en trouve pas une seule pour illustrer cette courageuse affirmation. Mais il est vrai que tout citoyen aura pu constater de visu, par exemple lors des dernières élections européennes, « le soutien le plus large et l'approbation des médias bourgeois concernant nos initiatives politiques.

De plus, mes chers camarades, N. Vassetski fait et publie sans tarder une découverte capitale : méfions-nous, les trotskystes ont changé de look ! En effet, (page 4), « Ceux-ci (les médias bourgeois) parlent d'une certaine « maturité » des trotskystes qui « en ont fini » avec le stéréotype du « gauchiste » : le jeune aux cheveux longs, en jeans râpés, avec sa chaîne de vélo, son tuyau de caoutchouc ou son gourdin, hurlant des slogans ultrarévolutionnaires et cassant des vitrines... La presse bourgeoise a entrepris de présenter les trotskystes comme des politiques en tout bien tout honneur, nourrissant de « nouveaux espoirs ». Honnêtes gens, faites très attention : depuis qu'ils ont déposé leur panoplie de casseurs, les trotskystes des années 80 sont de plus en plus difficiles à repérer, d'autant que la presse bourgeoise aurait une fâcheuse tendance à les rendre plus propres qu'ils ne le sont.

Parvenu à ce stade, N. Vassetski se pose alors une vraie question : « Mais une question légitime se pose : (écrit-il toujours page 4). A qui sert le trotskysme et pourquoi recueille-t-il l'appui de ceux justement contre qui ses leaders appellent à mener une « lutte résolue » ?

Avec son franc-parler, N. Vassetski répond :

« Cette audience » du trotskysme est due essentiellement au fait que les milieux dirigeants des Etats occidentaux, dans leur lutte contre le mouvement révolutionnaire et son avant-garde communiste, ne comptent déjà plus uniquement sur leurs propres forces. La bourgeoisie monopoliste prend conscience du fait qu'aujourd'hui elle ne peut maintenir les masses sous son influence idéologique qu'à une seule condition : faire bloc, dans la mesure exacte où les circonstances l'imposent, avec l'idéologie petite-bourgeoise, le révolutionnaire petit-bourgeois dans son ensemble et le courant trotskyste en particulier » (pages 4-5).

Cette fois, nous y sommes... et nous n'en sommes qu'à la page 5 ! Il en reste 75 à digérer et il convient de saluer dès l'introduction l'originalité des propos du spécialiste N. Vassetski : les trotskystes agents de la « bourgeoisie monopoliste », soutenus et propulsés par elle.

Mais, à défaut de preuves tangibles, comment procéder pour calomnier ? N. Vassetski n'a rien inventé : comme nombre de ses maîtres, il utilise Lénine contre Trotsky. Citant abondamment Lénine (plus du quart des citations), N. Vassetski se livre à de véritables prouesses. Un exemple, parmi d'autres : pages 8 et 9, N. Vassetski prête à Lénine l'affirmation suivante : « Il s'est créé une situation qui offre beaucoup de points communs avec celle que décrivait Lénine en 1914, soumettant à vive critique les postulats théoriques et les actions politiques de Trotsky : « Les vieux participants au mouvement marxiste russe connaissent bien Trotsky et il n'est pas nécessaire de leur en parler. Mais la jeune génération ouvrière ne le connaît pas, et il faut leur en parler... » »

Exposée et découpée de cette façon, une telle citation n'apporte rien au lecteur, et le plonge dans un flou artistique très réussi. Le procédé n'est pas aujourd'hui. Mais par contre, c'est bien aux trotskystes que N. Vassetski prête, (page 11, selon une expression attribuée à O. W. Kuusinev), une « maîtrise parfaite de l'art d'émailler leur discours de citations fragmentaires de Lénine, l'art des faux-monnayeurs de la politique » »

Je n'ai pas l'intention de continuer les commentaires sur cette brochure jusqu'à la dernière page de celle-ci, mais rajoutons tout de même :

- *Que pour accomplir son forfait, N. Vassetski « cite » (le mot donne d'une façon étrange en ce qui le concerne), outre La Vérité et Informations Ouvrières, dont il est un fidèle lecteur, Franck, Mandel, J. Posadas, P. Fougeyrollas, M. Raptis, Bensäïd, P. Lambert, G. Haupt et J.J. Marie, ... et bien d'autres. Décidément, N. Vassetski est un journaliste très documenté !*

- *Que si pour J.P. Scot, Trotsky a sa « place » dans le mouvement révolutionnaire de 1917 à 1928, pour N. Vassetski, Trotsky ne semble pas avoir mérité un tel honneur. En effet, (page 12), « en élevant Trotsky au rang de révolutionnaire, les trotskystes veulent axer l'attention sur la théorie de la révolution permanente dénoncée par Lénine ».*

C'est clair, pour le spécialiste du Kremlin, le « rang de révolutionnaire » attribué à Léon Trotsky par ses partisans n'est qu'un abus grossier.

- *Qu'en conclusion de sa brochure, N. Vassetski estime qu'« il ressort de ce qui vient d'être dit que le trotskysme actuel reste fidèle aux traditions du trotskysme classique et poursuit son action subversive contre le mouvement antimonopoliste, tout en se parant d'une phraséologie « de gauche ». C'est une des raisons principales du soutien dont il bénéficie de la part de la bourgeoisie au pouvoir. Pour elle, le trotskysme a été et demeure le « Cheval de Troie » qu'elle tente d'introduire dans le camp des révolutionnaires » (page 80.)*

Il est toujours bon de savoir ce que l'on dit de nous ! Je suis fier d'appartenir à cette cavalerie.

- *Qu'enfin (page 29), N. Vassetski se lamente :*

« Dans Les Possédés de Dostoïevski, il y a un personnage qui invente une idée et se met à vivre avec elle. C'est exactement de cette façon que se comportent les trotskystes contemporains. Voici des années qu'ils répètent les discours de Trotsky sur l'impossibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays ». Gageons que N. Vassetski n'a pas fini de les entendre !

Et dire que des milliers de « touristes » rapportent ce genre de littérature dans leurs valises. Je ne suis ni agrégé d'histoire, ni spécialiste de « l'opportunisme de gauche », mais si l'une de mes connaissances retourne à Moscou, je lui demanderai de nous rapporter une ou deux caisses de cette glorieuse brochure : cela peut toujours servir.

Car au fait. Le stalinisme contemporain : qui sert-il ?

Très cordialement.

YGM

LA VÉRITÉ

**Revue théorique du comité central
du PCI**

Paraît tous les trimestres

FRANCE :

1 an : 4 numéros

— pli ouvert : 80 F

— pli fermé : 120 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
La Vérité,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 Paris

TRIBUNE INTERNATIONALE

**Journal politique de « IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction) »**

**Paraît deux fois par trimestre,
en alternance avec *La Vérité***

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
Tribune internationale,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 Paris

Rédaction et administration :
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT
Rédacteur en chef : François FORGUE
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Luis FAVRE,
Christian FOSTIER, Pierre RAPHAEL, Jorge ADAMASTOR

IMP. ABEXPRESS - 847.71.21



Commission paritaire : en cours